

revuezaouli@gmail.com



<https://www.revue-zaouli.com>

ÉDITEUR
CRAC - INSAAC

ZAOULI REVUE IVOIRIENNE DES ARTS, DES SCIENCES DE L'INFORMATION,
DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

N° 09, VOL. 4 - MARS. 2025

N° 09, Vol. 4 - Mars 2025

ISSN-L : 2788-9343

E-ISSN : 2959-7870

**Revue Ivoirienne des Arts,
des Sciences de l'Information,
des Sciences Humaines et Sociales**



ZAOULI

**Institut National Supérieur des Arts
et de l'Action Culturelle
(INSAAC)**

Publication trimestrielle du Laboratoire
des politiques culturelles et touristiques,
de l'économie culturelle, du patrimoine,
de l'artisanat et des industries culturelles et créatives
du Centre de Recherche sur les Arts et la Culture (CRAC)

Indexation internationale

Revue ZAOULI



Pour plus d'informations sur toutes nos
bases d'indexation internationale :

<https://www.revue-zaouli.com/indexation/>

Revue Ivoirienne des Arts, des Sciences de l'Information, des Sciences Humaines et Sociales



Prof. ABOLOU Camille Roger	Université Alassane Ouattara de Bouaké
Prof. ABOA Abia Alain Laurent	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. ATSAIN N'cho François	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. HIEN Sié	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. TRO Dréo Roger	Université Alassane Ouattara de Bouaké
Prof. KAMATE Bahouman André	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. KOUADIO N'guessan Jeremie	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. FIEH Do	Université Alassane Ouattara de Bouaké
Prof. COULIBALY Adama,	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. NGAMOUNTSIKA Edouard	Université Marien Ngouabi (Congo)
Prof. BLÉ Germain Raoul	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. GORAN Koffi Modeste Armand	Université Félix Houphouët-Boigny
Prof. KOUVOUAMA Abel	Université de Pau et Pays de l'Adour (France)
Prof. MAKOSSO Jean-Felix	Université Marien Ngouabi (Congo)
Prof. TOURE Kignigouoni	Ecole Normale Supérieure d'Abidjan
Prof. OULAÏ Jean Claude	Université Alassane Ouattara de Bouaké
Dr(MC) REOUTAREM Sylvain	Université de N'Djaména (Tchad)
Dr(MC) DIEDHIOU Fidèle	Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)
Dr(MC) DIOMANDE Abdoul Soualio	Université Peleforo Gon Coulibaly
Dr(MC) IBOMBO Brice Armand	Université Marien NGOUABI (Congo-Brazzaville)
Dr(MC) OUATTARA Siaka	INSAAC/ Abidjan
Dr(MC) OUEDRAOGO Bobodo	Université Joseph KI-ZERBO
Cheick Félix	(Ouagadougou, Burkina Faso)
Dr(MC) ADIGRAN Jean-Pierre	INSAAC/ Abidjan
Dr(MC) ASSANVO Amoikon Dyhie	Université Félix Houphouët-Boigny
Dr(MC) KOUASSI Adack Gilbert	Université Félix Houphouët-Boigny
Dr(MC) NIAMKE Aka	Université Alassane Ouattara de Bouaké
Dr(MC) DJOKE Bodjé Théophile	Université Félix Houphouët-Boigny
Dr(MC) KOUASSI Amoin Liliane	INSAAC/ Abidjan
Dr(MC) BELARBI Fatine Merienne	Université Saad Dahleb, Blida 1 en Algérie
Dr(MC) NOUREDDINE Bensoula	Université de Mascara, Algérie

COMITE EDITORIAL & DE REDACTION EDITORIAL AND WRITING BOARD



Directeur de publication et rédacteur en chef / Director of publication and editor-in-chief

Prof. ABOLOU Camille Roger Université Alassane Ouattara

Co-directeur de publication / Co-director of the publication

Dr OUATTARA Siaka INSAAC, Côte d'Ivoire

Rédacteur en chef adjoint / Deputy Editor-in-Chief

Dr BILE N'guessan Richard INSAAC, Côte d'Ivoire

Rédacteur en chef adjoint associé / Associate deputy editor

Dr (MC) BABAHOUM Adel Setif2 University, Algeria



Secrétaires éditoriaux / Editorial secretaries

Dr AHADI SENGE MILEMBA Phidias	Université de Goma, RD Congo
Dr ALLA N'guessan Edmonde-Andréa	Université Félix Houphouët-Boigny
Dr ALLOU Allou Serge Yannick	Université Félix Houphouët-Boigny
Dr ATSE N'cho Jean-Baptiste	Université Alassane Ouattara
Dr BOUTISANE Outhman	Université Moulay Ismail
	Errachidia, Maroc
Dr GONDO Bleu Gildas	Université Félix Houphouët-Boigny
Dr KODAH Mawuloe Koffi	University of Cape Coast, Ghana
Dr KOUASSI N'dri Maurice	Université Péléforo Gon Coulibaly
Dr KOUESSO Jean Romain	Université de Dschang, Cameroun
Dr KOUASSI Amoin Liliane	INSAAC, Côte d'Ivoire
Dr MAMADI Robert	Université Adam Barka d'Abéché, Tchad
Dr NANTOB Mafobatchie	Université de Lomé, Togo

Secrétaires de rédaction / Editorial secretaries

Dr LEGRE Gbolo Danielle Hortense INSAAC, Côte d'Ivoire

Infographe / Infographie

Dr TOURE Kignigouoni Dieudonné INSAAC, Côte d'Ivoire
Espérance

Editeur / Publisher

CRAC/INSAAC

Editeurs associés / Associated publisher

M. HAMZA Maamra Ecole Normale Supérieure de
Bouzarehz, Alger

Dr MAHFOUD Zakarya Université Hassiba Benbouali de
Chlef - Algérie

N.B. : Droits de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays

Abidjan, N° 9, Vol. 4 - Mars 2025

ISSN-L : 2788-9343 / E-ISSN : 2959-7870

Ligne éditoriale

La revue a pour dénomination **ZAOULI** qui désigne à la fois une danse et une musique populaires pratiquées par les communautés gouro, dans les départements de Bouaflé et de Zuénoula, en Côte d'Ivoire. Hommage à la beauté féminine, le ZAOULI s'inspire de deux masques : le Blou et le Djela. Son autre nom, « Djela lou Zaouli », signifie « Zaouli, la fille de Djela ». Le Zaouli associe, dans un même spectacle, la sculpture (le masque), le tissage (le costume), la musique (l'orchestre, la chanson) et la danse. Le masque Zaouli se décline en sept masques faciaux traduisant chacun une légende spécifique. Les détenteurs et les praticiens sont les sculpteurs, les artisans, les instrumentistes, les chanteurs, les danseurs et les notables (garants des coutumes et des traditions de la communauté).

Dès lors, le ZAOULI possède une fonction éducative, ludique et esthétique. Porteur de l'identité culturelle de ses détenteurs, il contribue également à la préservation de l'environnement, et favorise l'intégration et la cohésion sociale. La transmission de l'élément s'opère à l'occasion des représentations musicales et des séances d'apprentissage. Les amateurs en apprennent la pratique sous la supervision de praticiens expérimentés. La viabilité du ZAOULI est assurée grâce aux représentations populaires, organisées deux à trois fois par semaine par les communautés. La chefferie traditionnelle, garante des traditions, joue également un rôle clé dans le processus de transmission. Les festivals et les concours de danse inter-villages constituent également d'autres opportunités de revitalisation.

En définitive, le ZAOULI est réputé détenir des pouvoirs permettant l'accroissement de la productivité du milieu dans lequel il est pratiqué. Inscrit sur la liste prestigieuse du Patrimoine Mondial de l'UNESCO, le ZAOULI est une synthèse de la sculpture, la musique et le tissage. Elle a donc pour but de mettre un point d'honneur sur la beauté féminine. C'est pourquoi, il se

distingue par la finesse des traits du masque, la beauté de la danse et la grâce qui en font un spectacle fort apprécié dans les manifestations publiques.

Cette nouvelle revue vise donc à promouvoir la recherche et la réflexion dans les domaines suivants :

- ▶ Arts et Culture ;
- ▶ Lettres et Langues ;
- ▶ Sciences de l'information et de la communication ;
- ▶ Sciences Humaines et Sociale ;
- ▶ Sciences Juridiques et Politiques ;
- ▶ Sciences Economique et de Gestion ;
- ▶ Sociologie ;
- ▶ Anthropologie ;
- ▶ Psychologie ;
- ▶ Criminologie.

Elle vise également à publier les résultats des recherches menées par les chercheurs et à développer la production scientifique chez cette nouvelle génération de chercheurs. C'est une revue pluridisciplinaire dont l'enjeu est de favoriser un enrichissement entre chercheurs dans une relation de mutualisation des connaissances tout en s'inscrivant dans les normes scientifiques et éthiques du CAMES.

Le Comité de rédaction

Normes d'édition

Les articles à soumettre à la revue doivent être conformes aux normes suivantes :

Style et volume d'un article : Book Antiqua; taille de police : 12, interligne : 1 volume 15 à 20 pages maximum.

La structure du texte :

La structure d'un article scientifique en Lettres et Sciences Humaines se présente comme suit :

Pour un texte qui se présente sous forme de contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénoms et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français [250 mots maximum], Mots clés [5 mots maximum], [Titre en Anglais] Abstract, Keywords, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un texte qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénoms et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français [250 mots au plus], Mots clés [7 mots au plus], [Titre en Anglais], Abstract, Keywords, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulation du texte : A l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, les articulations doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (Exemples : **1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1; 2.2.2; 3. ; etc.**). (Ne pas automatiser ces numérotations).

La conclusion doit être brève et insister sur les résultats et l'apport original de la recherche.

La référence bibliographique adoptée est celle des notes intégrées au texte. Elle se présente comme suit : (nom de l’auteur, année de publication, page à laquelle l’information a été prise).

Présentation des références bibliographiques:

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets (Pas d’Italique donc). Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d’un point (pas d’italique, pas de guillemets).

Les références des citations sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l’auteur. Nom de l’Auteur, année de publication, pages citées). Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l’auteur. Nom de l’Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale (S. Diakité , 1985, p. 105).

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d’élargir l’histoire des mathématiques de telle sorte qu’elle acquière une perspective multiculturelle et globale ».

NB : Les sources historiques, les références d’informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d’une référence bibliographique sont présentés comme suit :

NOM et Prénom (s) de l’auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Éditeur, pages (p.) occupées par l’article dans la revue ou l’ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d’un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d’un

ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique.

Dans la zone Éditeur, on indique la Maison d'Édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre, le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{de} éd.).

NB : Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteurs.

Exemples

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogenè*, 202, 4, p. 145-151.

Les tableaux, les schémas et les illustrations

En cas d'utilisation des tableaux, ceux-ci doivent être numérotés en chiffres romains selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Les schémas et illustrations sont à numéroté en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Les auteurs doivent requérir les droits de reproduction des illustrations. La présentation des figures, cartes, graphiques ... doivent porter le titre précis, la source, l'année et l'échelle (pour les cartes).

SOMMAIRE

El Batoul AMMOUR , Zakarya MAHFOUD & Fatine Merieme BELARBI	3
Estudio autocrítico traslativo del árabe argelino al español del libro de “La boqala argelina da la vuelta a Andalucía”	
Mohammed CADI , Hicham BENAZZA , Mourad BENIANI	23
& Mohamed TRIFA China-Algeria partnership: reality - prospects	
Fatima BENICHO	62
The impact of life satisfaction on Self-Esteem among primary school teachers	
Radja BOUZIDI , Mustapha MOSTEFAOUI & Mohammed BENLEBBAD	82
Quality of life in Algeria: reality and perspective	
Amara BOUDJEMA , Hamza DJAHNIT , Said MEHDI & Salakdji LAID	100
The impact of television on children's socialisation	
Yasmina AOUADI & Naim GARELMETRED	120
From the Body of Power to the Power of Discourse: Transformations of Domination in the Novel The Bash Katib - Nothing Left for the President’s Scribe to Write by Amin Zaoui.	
Mohamed HADJI	157
The role of social and technological influences in EFL learners' motivation: A correlational study on engagement with American culture and English	
Boghari LEILA & Meriem ZEGUENDRI	188
Environment and a clean economy between requirements and challenges	
Samira RABEHI	219
Le manuel numérique pour apprendre le français langue étrangère au cycle primaire algérien ...Oui, mais comment ?	
Eunice Joëlle AHOULOU & Jean Herve WOBE	238
L’impact des réseaux sociaux numériques : vers une dégradation des liens sociaux en Côte d’Ivoire ?	
Mené Detho Marius ZIGBE	270
Les instances de socialisation et la socialisation des enfants en difficulté en Côte d’Ivoire	

Asma MESLOUB & Hadjersi NADJI	293
The Implicit Cultural Patterns in the Eastern Narrative Discourse of Ahmad Faris al-Shidyaq A Critical Study of His Travel Accounts: "Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta" and "Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba" as Models	
Abdelbasset BEN YAHIA , Ibrahim BEN SAID & Halima saadia KORICHI	351
The impact of sales promotion on the development of domestic tourism: a study of a sample of travel agency clients in Ouargla province	
Eba Elisabeth AMANI née KROU & Yéo SIBIRI	384
Stratégies de communication pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées	
Dénis Roméo Bolou OKOU	409
Problématique de la communication dans la gouvernance locale en Côte d'Ivoire : Cas de la Commune de BONDOUKOU	
Mellal ABDELHAMMID	448
Legal Guarantees of Transparency Rules in Public Transactions Concluded According to the Consulting Method: An Analytical Reading of the Provisions of Law No. 23-12 and Presidential Decree No. 15-247	
Kolo SILUE & Kouakou Mathieu KOFFI	463
Linguistique sociale et intelligence économique : effet des langues locales sur la compétitivité et l'utilisation des pesticides chez les analphabètes en Côte d'Ivoire	
Mouad ATTAR , Khellaf ABDENOUR & Mostefa ACHOURI	499
Bridging the Gap Between Theory and Practice in Primary School Physical Education: A Field-Based Assessment	
Mahcer LOTFI	540
Formation of Constitutional Courts: A Comparative Study (Algeria - France - United States)	
Faïçal ZIANI & Zineb ZIANI	573
Registration as a Mechanism for Monitoring Foreign Investment in Algeria	
Adjoua Ghislaine N'DRI	591
Entrepreneuriat féminin et l'alphabétisation numérique : une synergie pour l'autonomisation des femmes entrepreneures analphabètes en Côte d'Ivoire	

Singuê Cynthia Génévieve YEO	612
Communication de crise et mécanismes de construction de la confiance numérique : Etude contextuelle appliquée au gouvernement ivoirien	
Aboi François YANGRA & Oumar DIABATE	639
Les langues locales dans le traitement de l'information en Côte d'Ivoire : défis et perspectives	
Ousseini Maliki SALIFOU	668
Impacts socio-économiques de la fermeture des frontières entre le Niger et les pays membres de la CEDEAO. Quelles perspectives ?	
Samia BOULAFI	693
The Civil Liability of the Electronic Agent	
Amina DJAZOULI , Mohammed ABDELLI , Mohamed OUAZANI	710
& Charif Dine BENDOUBA The Enmity Toward the Final Prophet (PBUH) From the Person to the Creed	
Abderrahmen SENOUSSAOUI , Djamel RAHMANI & Ali HOUICHE	728
SchoolPhobia and Approaches to Cognitive-Behavioral Care	
Messaoudi HICHEM & Boutra SOUHILA	753
Mechanisms of Oversight in Light of the Jurisdictional Powers of the Constitutional Court in Algeria	
Khaled BRAIK & Ibn Eloulid Khaled OUABEL	782
Cybersecurity and National Sovereignty: A Legal Perspective on Emerging Threats in Cyberspace	
Mohammed GODMANE	808
Gaps in School Guidance in the Algerian Educational System	
Hamidi ABDENNOUR & Belabbes SOUAD	823
Terminological Dictionaries between the Integration of Sciences and Harmony of Arts: Al-Khawarizmi's <i>Mafatih al-Uloom</i> (387 AH) and Al- Qannuji's <i>Abjad al-Uloom</i> (1307 AH) as a Model	
Bounah ABDENOUR	856
Post-Contractual Obligations: The License Agreement as a Model	
Slimane SALEM	885
Employing Artificial Intelligence Technologies in E-Marketing: Experiences of International Companies	

Estudio autocrítico traslativo del árabe argelino al español del libro de “La boqala argelina da la vuelta a Andalucía”

El Batoul AMMOUR,

Instituto Nacional de Investigación en Educación (INRE),
Argelia

ammour.trad@gmail.com

ORCID iD: 0000-0002-8510-3513

Zakarya MAHFOUD,

Universidad Hassiba Benbouali de Chlef, **Argelia**

z.mahfoud@univ-chlef.dz

ORCID iD: 0000-0003-3335-3796

Fatine Merieme BELARBI,

Universidad Saad Dahleb, Blida 1 , **Argelia**

fatinemerieme.belarbi@univ-blida.dz

ORCID iD: 0000-0003-1924-5377

Resumen:

Nuestro trabajo busca en exponer una reflexión autocrítica sobre el libro de la investigadora Ammour el batoul intitulado “البوقالة الجزائرية تعود أدرجها إلى بلاد الأندلس» «La boqala argelina da la vuelta a Andalucía» basándose en la metodología para la crítica de la traducción de Peter Newmark que pretende solucionar algunas problemáticas relacionadas con la traducción cultural con el objetivo de tener una visión más profunda sobre el proceso de la traducción al español de la tradición oral femenina, destacando las distinciones de la función lingüística del poema original (la boqala) y el poema traducido al español, así como proponer más alternativas traductivas, corrigiendo los fallos detectados a través del estudio autocritico realizado, aspirando a proceder a una edición revisada del libro consistida en mejorar la calidad de la traducción cultural, transmitiendo al lector la misma carga expresiva y simbólica del árabe argelino al español.

Palabras Clave: La boqala- critica de la traducción-estudio autocritico-traducción cultural-carga expresiva.

Étude autocritique traductionnelle de l'arabe algérien vers l'espagnol de l'ouvrage « La bouqala algérienne se retourne vers l'Andalousie »

Résumé :

Cet article présente principalement une réflexion autocritique sur l'ouvrage du chercheur Ammour el Batoul intitulé « البوقالة الجزائرية تعود أدراجها إلى بلاد الأندلس » basé sur la méthodologie de la critique de traduction de Peter Newmark, visant à résoudre des problématiques liées à la traduction culturelle dans le but d'avoir une vision plus approfondie du processus de traduction en espagnol de la tradition orale féminine, mettant en exergue les distinctions de la fonction linguistique du poème original (le boqala) et sa version traduite vers l'espagnol, et proposer davantage d'autres alternatives de traduction, dans le cadre de corriger les erreurs détectées à travers l'étude autocritique réalisée afin de procéder à une édition révisée du livre, qui consiste à améliorer la qualité de la traduction culturelle, transmettant au lecteur la même charge expressive et symbolique de l'arabe algérien vers l'espagnol.

Mots clés : La boqala - critique de la traduction - étude autocritique - traduction culturelle - charge expressive.

A self-critical study of the translation from Algerian Arabic into Spanish of the book 'La bouqala algérienne se retourne vers l'Andalousie' ('The Algerian bouqala turns towards Andalusia')

Abstract:

This article mainly presents a self-critical reflection on the work of the researcher Ammour el Batoul entitled 'البوقالة الجزائرية تعود أدراجها إلى بلاد الأندلس' based on Peter Newmark's methodology of translation criticism, aiming to solve problems related to cultural translation with the aim of gaining a deeper insight into the process of translating women's oral tradition into Spanish, highlighting the distinctions between the linguistic function of the original poem (the boqala) and its version translated into Spanish, and proposing further translation alternatives, in the context of correcting the errors detected through the self-critical study carried out in order to proceed with a revised edition of the book, which consists of improving the quality of the cultural translation, transmitting to the reader the same expressive and symbolic charge of Algerian Arabic into Spanish.

Key words: La boqala - translation criticism - self-critical study - cultural translation - expressive charge.

Introducción

El ritual de la boqala pertenece a la tradición oral femenina argelina. Según el especialista argelino en este género literario oral, Kaddour M'Hamsadji, la boqala se remonta a finales del siglo XVI, período en el que "Argelia estaba en pleno apogeo político, cultural y económico y en el que la lengua árabe poseía toda su riqueza y viveza" (M'Hamsadji, 2002).

Por lo tanto, La tradición oral femenina es un tesoro cultural que debería cruzar los mares y continentes, mediante la traducción por su valor traslativo a nivel lingüístico y comunicacional.

Cabe señalar que la traducción de la boqala ha sido valorizada gracias al trabajo de la profesora **Souad Hadj Ali Mouhoub** (2015) a través de su libro bilingüe basado en la traducción de unos poemas de la boqala al español, con el objetivo de dar a conocer la cultura argelina a España.

Este artículo busca exponer nuestro trabajo como resultado de la experiencia personal de la investigadora Ammour (2023), basada en la edición propia de algunos poemas (boqalat) en dialecto argelino, abarcando diferentes temas (amor, desamor, salud, riqueza...etc). El libro contiene tres poemas (boqalat) por cada tema; dos dedicados a las mujeres, y uno a los hombres como elemento reciente en la tradición de la boqala.

El propósito de este trabajo es reflexionar sobre un estudio autocritico de nuestra traducción, con el objetivo de realizar un análisis objetivo y científico, buscando en mejorar la calidad de la traducción cultural, de la boqala en particular aspirando a contribuir en la promoción del patrimonio inmaterial argelino.

Por otra parte, intentaremos realizar una nueva edición revisada del libro a través de este estudio, a la espera de ser una futura referencia en el ámbito de la traducción cultural.

1. La traducción cultural

El mecanismo de la traducción, ha sido siempre complejo y complementario a otros funcionamientos, lingüísticos y comunicacionales, sin embargo parece más sensible y requiere más atención cuando se trata de traducir dos culturas diferentes, considerado como un proceso traslativo estructurado que tiende a combinar entre códigos pragmáticos convenidos en una comunidad lingüística, lo que exige una actuación lingüística encarnada en un contexto cultural y socio-cultural específico, caracterizando así la cultura de dos o más de interlocutores de distintas sociedades.

El término “**traducción literaria**”, subyace en cuatro campos semánticos esenciales (lengua-cultura-texto-traducción), por lo que su concepto se dio a conocer en gran parte gracias al artículo *The concept of cultural translation in British cultural anthropology* publicado Inicialmente en 1986, de acuerdo a Pomerleau (2015, p. 70), por el antropólogo Talal Asad (2023), y se extiende a una explicación extraída de la antropología social basada en pensar en cómo se traducen las vivencias y experiencias sociales de los diferentes pueblos en distintas partes del mundo, y en este contexto este tipo de traducción se define como “una herramienta para entender las diferencias, tanto adentro como afuera de una cultura dada.” (Longinovic, 2002, p. 9).

Cabe mencionar que la traducción cultural se enmarca en un área de tensión porque busca en realizar un conjunto correcto de interrelación entre lenguas y culturas, lo denominado por “*Coherencia cultural*” sobre todo cuando se trata de la traducción de la tradición oral, o sea, del patrimonio cul-

tural de una sociedad dada, lo que caracteriza las particularidades de un territorio preciso, conocido por describir las costumbres y las tradiciones especiales que constituyen la coalición comunitaria de una sociedad, por lo que hayan muchas diferencias, necesitando técnicas y estrategias bien estudiadas de traducción para realizar una transferencia traslativa coherente en materia de contextos, códigos pragmáticos y comunicacionales, respetando los elementos lingüísticos y extralingüísticos de las funciones textuales durante la tarea traductiva. En otras palabras, la idea está en que “el texto original está arraigado en la cultura base implica que su traducción, es decir, el texto meta, tiene que encontrar un nuevo enraizamiento en la cultura meta, tiene que ser implantado en la otra cultura, pero no sin dejar de mirar atrás y perder por completo la vinculación con el texto original y la cultura de origen. El resultado de este proceso, si es exitoso, lo llamo el logro de una coherencia cultural” (Hennecke, 2015).

En cuentas resumidas, se puede decir que este tipo de traducción, es un proceso complejo e inteligible, aspirando a transmitir los conceptos culturales de manera leíble y correctamente interpretable, reflejando la interrelación entre la lengua, la cultura y los funcionamientos textuales (estéticos y expresivos) con el objetivo de permitir a las culturas de cruzar los continentes mediante la traducción, lo cual es un proceso traslativo que hace del traductor un mediator cultural capaz de acercar civilizaciones diferentes.

2. La crítica de la traducción

Es sabido que la crítica de la traducción se centra esencialmente en un análisis objetivo de una traducción dada, basada en analizar la calidad de textos traducidos en el mar-

co de mejorar la tarea traductiva respetando los funcionamientos lingüísticos y extralingüísticos.

La crítica de la traducción tiene diferentes concepciones según distintas visiones de investigadores; para **Christiane Nord** (1991), la crítica de la traducción está basada en la comparación entre textos para la valoración y la evaluación de los textos traducidos, permitiendo así al traductor de reconstruir los principios de la traducción, ya que mediante un análisis comparativo centrado en una comparación entre textos y contraste de situaciones, incitándole a tirar conclusiones renovadas y pragmáticas sobre el proceso de traducción.

Otros investigadores se han ido más allá de un mero proceso de evaluación, hasta que Reiss & Bocquet (2002) consideró que la crítica de la traducción como un área de especialización de los estudios de traducción, mientras que **Peter Newmark** (1988) se ha basado en ciertos principios de la crítica de la traducción en el marco de mejorar la calidad de traducción, que consideramos principios lógicos contribuyentes en el mejoramiento tanto lingüístico como estilístico del proceso traslativo, proponiendo un método para la crítica de la traducción consistente en cinco pasos básicos, que son los siguientes:

- 1) un análisis breve del texto original, acentuando su intención y aspectos funcionales;
- 2) la interpretación del traductor del propósito del texto original, su método de traducción y el probable tipo de lector al que va dirigida la traducción;
- 3) una selectiva pero representativa comparación detallada de la traducción con el texto original;
- 4) una evaluación de la traducción:
 - a. en términos del traductor, (b) en términos del crítico;

- 5) Una evaluación del posible lugar de la traducción en la cultura o disciplina de la lengua a la cual se está traduciendo (García, 2009).

En definitiva, Se puede decir que la crítica de la traducción se ha convertido en un proceso evaluativo relevante, debiendo ser constructivo con fines científicos y objetivos con el fin de vencer las barreras intralingüísticas, proponiendo alternativas mejores basadas en la precisión, la claridad y la fluidez comunicativa, en el marco de facilitar una mejor apreciación de los valores de la cultura que caracteriza a los hablantes de la lengua de origen, lo cual va en beneficio de la comprensión entre las comunidades de habla distinta. (Zierer, 1979).

3. Estudio autocritico del libro “La boqala argelina da la vuelta a Andalucía”

Nuestro trabajo se basa en un análisis autocritico, objetivo de un poema de nuestro libro intitulado:

“La boqala argelina da la vuelta a Andalucía”

(البوقالة الجزائرية تعود أدراجها إلى بلاد الأندلس)

que es un libro de más de 50 páginas, compuesto de dos partes, una parte teórica abarcando lo teórico de la boqala (orígenes y definiciones), mientras que la segunda parte incluye boqalas redactadas por la autora y traducidas al español, expresando diferentes temas (emoción, salud, dinero), dedicando dos poemas a la mujer y una boqala al hombre, con el objetivo de dar la oportunidad de soñar a todas las personas sin excepción, el libro está publicado por el editorial "دار جودة للنشر والتوزيع" en 2023.

3.1.

3.1. Objetivos del estudio autocritico

Este trabajo tiene como objetivo mejorar la calidad de la traducción literaria y cultural del árabe al español mediante una crítica objetiva y dimensional, y en lo siguiente resumimos los objetivos más destacados de este estudio:

- Aclarar los sentidos implícitos de los poemas (boqalas) traducidos;
- Justificar algunas traducciones y proponer alternativas en el marco de dar más fluidez a la estructura gramatical y sintáctica del texto meta;
- Mejorar el nivel lingüístico y estético de la traducción con el objetivo de proponer una edición revisada del libro.

3.2. Metodología de trabajo

Este estudio autocritico necesita un trabajo profundo desde dos puntos de vista diferentes; una del traductor y otra del crítico para revisar el trabajo mediante criterios precisos y científicos, y por eso, nos hemos optado por los principios de la crítica de traducción según Peter Newmark (1988), por su globalidad y estructura completa combinando lo traslativo, lingüístico y extralingüístico.

3.2.1. Análisis comparativo entre una boqala y su versión traducida

La siguiente tabla representa la boqala en ambas versiones árabe y española:

Versión original	Version traducida
هبطت لقاع لبحور خرجتلي حورية، قاتلي عطيني يدك تبان فيها زهرية، قتلتها إيدا السعد خاني ما يجيبك المولى ليا، واش اللي مخي بين لمواج قوليهولي في سرية، ضحكت وجاوبت قالت غير الحير لا غبن لا همية، العاقبة فيها خير وعيشتك طويلة وهنية، سعدك زاهي ولفراح دور بيك صبيحة وعشية، هادا كلامي ليك يالي راكي سامعة فيا، دوام الحال من لموحال تطوال لعمار وهاد الفال نويتو عليك وعليا.	Al fondo de los mares una sirena salió: "Dame tu mano parece dichosa así dijo", le digo eres regalo de Allah pues la dicha no me traicionó, que me confíes lo que entre las alas se escondió, y luego con sonrisa me respondió: "tu vida está llena de bien sin malo ninguno, la buena suerte te rodea todo el día y en cualquier momento", estas diccioncitas destinadas a quien me escuchó, al final nada es eternal todo irá bien à ti y a mi este deseo.

Tabla 1: la boqala en ambas versiones árabe y española

3.2.2. *Análisis del texto original*

El texto representa una boqala que se define como un ritual de la tradición femenina argelina, editada por la autora. Constituye una reflexión sobre el carácter socio-cultural del área de la dicha. Ofrece una visión optimista de una mujer decepcionada viendo todo cerrado ya que tiene mala suerte en su vida, y de repente surge la sirena considerada como amuleto de la suerte para apoyarla, explicándola que Allah está siempre a su lado y va a recompensarla por su paciencia. La intención de la autora es dar esperanza a las mujeres que se pretenden privadas de la dicha en su vida, presentando profundos sentimientos relacionados con la realiza-

ción de deseos y vivir la alegría y la compasión deseadas entre los seres humanos. La autora insiste en describir los sueños de la mujer argelina según las exigencias de la sociedad argelina.

El lenguaje utilizado es el dialecto argelino, que es un estilo popular pero un coloquialismo educado, muy cerca del árabe clásico.

El vocabulario usado es de valor semántico y lingüístico para crear el tono deseado, usando rimas adecuadas, a través de sustantivos como "زهريّة", "سريّة", "هنيّة", "هميّة" que comportan una gran carga expresiva, con sinónimos y antónimos, haciendo referencia al campo semántico de la suerte, la dicha y la alegría logrando el tono rítmico de la boqala. El efecto sonoro de dichas palabras, contribuyen en gran medida a la estética del poema. Por lo tanto, El texto está bien escrito, logra llevar a cabo el propósito de la autora, que consiste en divertir al lector, incitando, por otra parte, a visitar al patrimonio cultural popular (boqala argelina) con nuevo estilo captivo y adaptado a los sueños de ambas generaciones.

3.2.3. *Propósito y método de la traductora*

La intención de la traductora es reproducir el mismo efecto en el lector basándose en el vocal rítmico de la bósala argelina, intentando reproducir la misma forma estética de la boqala al español, usando rimas en español que comportan un efecto sonoro (salió, traicionó, escondió, respondió, escuchó, ninguno, momento, deseo), de modo que la versión traducida tenga la misma tensión acumulada en la boqala original.

No Obstante, aunque la traductora había preservado la rima terminada en "o", pero parece que el uso del pretérito

indefinido en los primeros verbos, tiene carga fonética más fuerte que los otros sustantivos.

Por otro lado, la traductora ha optado, por prestar más atención a la función estética en detrimento de la función expresiva, ya que usó frases más largas en la versión meta que, aunque el lenguaje usado parece sencillo y comprensible al lector, pero las largas frases puedan afectar al efecto sonoro de la boqala traducida.

3.2.4. *Comparación de la traducción con el texto original*

No hay un título por traducir debido a la característica de la boqala que comienza directamente por el poema.

- **Estructura**

El texto original consistido en una de las boqalas editadas por la autora, se compone de cuatro cuartetos con rima consonante. En la traducción hay cinco cuartetos, debido a la ampliación lingüística empleada en el texto traducido, por lo cual se afecta el efecto sonoro.

- **Puntuación**

En el texto original, los signos de puntuación varían en cinco ocasiones:

1- “هبطت لقاع لبحور خرجتلي حورية، قاتلي عطيني يدك تبان فيها زهرية”

“Al fondo de los mares una sirena salió”: "Dame tu mano parece dichosa así dijo", en la versión original la autora ha usado el estilo indirecto, mientras que en la versión traducida ha usado el estilo directo, ya que los dos puntos (:) sirven de aclarar el sentido en la lengua meta, y esto no ha creado la misma armonía lingüística, debido a la diferencia entre los dos sistemas lingüísticos.

2- “que me confíes lo que entre las alas se escondió”; la traductora ha optado por una oración exclamativa sin

punto exclamativo, con ausencia de la mayúscula, lo que disminuye la carga expresiva de la lengua meta.

- 3- **“al final nada es eternal todo irá bien à ti y a mí este deseo”**, en esta oración: la frase es larga sin puntuación, así que la coma es necesaria para separar entre dos frases con dos sentidos diferentes. De aquí lo más correcto será lo siguiente: al final nada es eternal, todo irá bien. A ti y a mí este deseo.

Así el cuarteto será más fluido, gracias a la coma que conecta las dos frases traducidas, además de la mayúscula “A” que indica el comienzo de otra frase.

3.2.5. Vocabulario

En esta parte, tendemos a analizar el vocabulario usado en ambas versiones de esta boqala sacada del libro de البوقالة "البوقالة الجزائرية تعود أدرأجها إلى بلاد الأندلس", los criterios y/o las estrategias de traducción usados en transmitir los sentidos de esta boqala así que los errores probablemente cometidos en la versión meta.

4. La equivalencia

En el texto original, la autora ha usado el termino "حورية", mientras que en el texto meta, ha optado por **“la sirena”**, que tienen prácticamente el mismo sentido según las definiciones siguientes:

Houriya, en arabe es un adjetivo sustantivo, del sustantivo Hawra, singular de Hour, que significa una mujer hermosa con piel pura y ojos muy blancos, jovencita, virgen, soltera, estéril, Petra y virgen, es un ser vivo legendario que combina entre las cualidades de los seres humanos y los peces, se denomina también hija del mar, porque vive en los fondos de los mares, considerada como especie de genios que hacen de los deseos realidad.

En el diccionario de la Real academia española, “la sirena” significa lo siguiente:

f. Ninfa marina con busto de mujer y cuerpo de ave según la tradi-

ción grecolatina, y con cuerpo de pez en otras tradiciones, que extraviaba a los navegantes atrayéndolos con la dulzura de su canto.

Al final, los dos sentidos son casi similares, lo que se explica por el uso de un equivalente para acercar el sentido al lector español, por lo tanto, la traductora logró transmitir el sentido de esta boqala a través de este término, intentando sugerir los deseos de las mujeres entre lo legendario y lo real.

5. Confusión de términos

Notamos que la autora ha preservado un solo término relacionado con la buena suerte, usando la palabra: “السعد” en el texto fuente, mientras que en el texto traducido, ha usado dos términos diferentes lingüísticamente, a veces “la suerte” y otras veces “la dicha”, aunque no significan el mismo sentido, porque la dicha se refiere a la felicidad, pero la “suerte” significa: “Encadenamiento de los sucesos, considerado como fortuito o casual” (Diccionarios, 2024), ya que estos sucesos pueden ser favorables o adversos, lo que significa que la dicha se refiere siempre a la positividad al contrario a la suerte que comporta dos sentidos diferentes.

De aquí, constatamos que la traductora no ha transmitido el mensaje del texto original, debido a la confusión de términos, puesto que se debía utilizar un solo término referido a

la felicidad y el optimismo, en el que sería preferible emplear "la dicha".

6. La adaptación en la traducción de términos religiosos:

La autora ha optado por el uso de un nombre de Al-Asmā' al-Husnā (الأسماء الحسنى), en árabe, "**los nombres más hermosos**", transcrito Al asmá ul jusna, también llamados los noventa, eligiendo el termino "المولى", en el sentido de demostrar el poder de "Allah" en cambiar las cosas y las vivencias en un abrir y cerrar de ojos, para dar al ser humano esperanza y un notable optimismo.

Por otra parte, se nota que la autora se abstuvo de transcribir el nombre aunque es religioso, mientras que hubiera sido preferible incluir nota del traductor para la explicación de la palabra "Allah" usada en vez de "Dios", respetando a la fe islámica, que consiste en la diferencia que existe entre la palabra "Allah" y la palabra "Dios", puesto que se entiende por la primera palabra la imposibilidad de que Allah tenga una relación, es distante y apartado de la creación y las criaturas. No sólo es imposible conocerle, sino que además no saben nada positivo acerca de él. Él puede descarriar a quien él decida. Él engaña y extravía a quien él quiera. La única respuesta humana al dios Alá es la de total sumisión, mientras que el Dios cristiano puede ser conocido íntimamente. Él desea alcanzar a cada individuo en el mundo con la verdad del evangelio de Cristo. Juan 17:3: «Y esta es la vida eterna: que te conozcan a ti, el único Dios verdadero, y a Jesucristo, a quien has enviado.» 1 Timoteo 2:4: «... el cual quiere que todos los hombres sean salvos y vengan al conocimiento de la verdad.» (Comparación: dios y alá, 2006, p. 1)

6.1. Calidad de la traducción

La traductora consigue con éxito transmitir las ideas principales de la boqala, aunque requieren más precisión.

A pesar de los esfuerzos hechos en la versión traducida pero padece de más creatividad contenida en el texto original, ya que algunas imágenes argelinas especializadas de la boqala no se ven en la imagen final de la traducción, en total se nota que el texto traducido se ve como otro poema con nuevas expresiones. El lenguaje parece más simple que lo usado en la boqala original, debido a la diferencia de los códigos lingüísticos, puesto que la boqala se escribe en dialecto argelino con estilo típicamente argelino y creativo.

Por otro lado, Los cambios de puntuación en el texto meta ha impactado el orden de las palabras desequilibrando la fluidez y la naturalidad del lenguaje de la traducción, lo que impidió la traductora –a veces- de atender al aspecto funcional de las frases. Al final, se puede decir que al tratar de preservar el aspecto expresivo de la boqala, la traductora perdió algunos énfasis importantes a nivel estético y expresivo del lenguaje de la boqala. El esfuerzo es aceptable, porque hay una similitud entre ambos textos (original y meta), pero se necesita otra revisión del texto traducido para mejorar la calidad de la traducción.

6.2. Futuro de la traducción en la cultura de la lengua a la que se traduce

La boqala se considera como una de las tradiciones orales populares argelinas, que tiene una notable importancia a nivel lingüístico y expresivo, gracias a su estilo único, basado en un lenguaje popular no académico pero al mismo tiempo, comporta funciones lingüísticas cultas y creativas fundadas en rimas y metáforas, que no son complejas ni lar-

gas, como lo indica Souad Hadj Ali Mouhoub (2015) haciendo relevancia a “La memorización de la boqala que se debe al hecho de que son unos poemas cortos, generalmente de 4 o 6 versos. Su rítmica y armonía así como su métrica sencilla y libre no solo facilitan su aprendizaje sino que permiten que algunas asistentes improvisen nuevos poemas de idéntica construcción, haciendo que no se pueda evaluar con precisión cuántas boqalat existen en Argelia”, reflejando así la cultura argelina con la intención de promover su patrimonio cultural.

Por lo tanto, la importancia de la traducción en la cultura española es de suma valorable, considerada como un testimonio psicológico y sociólogo de un pensamiento femenino resultante de una sociedad piadosa y enriquecedora por valores fijados, que merece ser exportado a otras culturas mediante la traducción en el marco de realizar una polinización cultural necesitada actualmente en el ámbito traductivo.

Conclusiones

La expansión de la tradición oral de modo global y de la boqala en particular, se queda restringida y casi opacada a la luz de la globalización y la transformación social, aunque pretende ser el sello colectivo de una identidad cultural, por lo que la boqala sea la referencia literaria de la mujer argelina que simboliza un conjunto emocional y vivencial de la comunidad argelina.

Cabe recordar que esta tradición ha sido inculcada en la práctica educativa por razones morales en una época dada, refiriendo a que la oralidad puede ser un método pedagógico bajo un enfoque sociocultural del lenguaje, puesto que la

oralidad permitirá mejorar las competencias comunicativas (Galindo-Lozano & Doria-Correa, 2019).

Detectamos, igualmente que este potente patrimonio cultural requiere de una actividad traductiva intensificada, buscando en activar el proceso cultural y acercar las culturas en diferentes partes del mundo, destacando los puntos en común de los referentes culturales entre sí, en el marco de resaltar las manifestaciones de la polinización cultural entre los pueblos y alargar el área comunicacional y cultural en el mundo.

Cabe señalar que los traductores e investigadores en el campo de la traducción deberían intensificar dichos trabajos y resaltar estos temas con el fin de abarcar el ámbito cultural, por lo que nuestro trabajo no es más que un modesto esfuerzo que necesita estudios más amplios a nivel cultural.

Por ende, se puede decir que este trabajo autocrítico tiene como objetivo mejorar el rendimiento de la traducción de la Boqala y abrir horizontes para el desarrollo de las particularidades de la traducción cultural, o sea, la Boqala en particular, por ser un símbolo cultural específico del patrimonio argelino, puesto que es un inicio científico cuyo objetivo es definir y actualizar las características de la Boqala argelina, desarrollando mecanismos para exportarla a otras comunidades con las mismas connotaciones y cargas lingüísticas y culturales.

Referencias bibliográficas

- Ammour, E. B. (2023). *La boqala argelina da la vuelta a Andalucía*. Batna, Algérie: Editions Djouda.
- Asad, T. (2023). The concept of cultural translation in british social anthropology. En J. Clifford, & G. E. Marcus, *Writing Culture: The Poetics and Politics of Ethnography* (págs. 141-164). California : Univ of California Press.
- Comparación: dios y alá. (abril de 2006). Recuperado el 25 de noviembre de 2024, de Isa Publications: <https://www.aglow.org/images/pdf/islam/comparis-on-god-allah-sp.pdf>
- Diccionarios. (2024). suerte. Recuperado el 22 de noviembre de 2024, de Diccionario de la lengua española: <https://dle.rae.es/suerte>
- Galindo-Lozano, D. P., & Doria-Correa, R. (2019). Lectura, escritura y oralidad en la escuela desde la perspectiva sociocultural. *Revista de Investigación, Desarrollo e Innovación*, 10(1), págs. 163-176. doi:<https://doi.org/10.19053/20278306.v10.n1.2019.10020>
- García, M. D. (2009). Análisis de la traducción al español del poema de stephen spender `souvenir de londres´ según la metodología para la crítica de la traducción de peter newmark. Recuperado el 1 de Diciembre de 2024, de Canal-Literatura: https://www.canal-literatura.com/Articulos_interesantes/analisis_de_la_traduccion_.html
- Hadj Ali Mouhoub, S. (2015). Literatura oral argelina: reflexión sobre un proceso de traducción. *Boletín de Literatura Oral* (5), págs. 35-44. Recuperado el 15 de octubre

- de 2024, de
<https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/5157365.pdf>
- Hennecke, A. (2015). Traducción y cultura: reflexiones sobre la dimensión cultural de textos y su importancia para la traducción. Cuadernos de lingüística hispánica (26), págs. 103-119. Recuperado el 15 de noviembre de 2024, de
<https://www.redalyc.org/pdf/3222/322240661006.pdf>
- Longinovic, T. Z. (2002). Fearful asymmetries: A manifesto of cultural translation. The Journal of the Midwest Modern Language Association, 35(2), págs. 5-12. Recuperado el 22 de noviembre de 2024, de
<https://www.jstor.org/stable/1315162>
- M'Hamsadji, K. (2002). Le jeu de la boûqâla. Alger: Office des Publications Universitaires.
- Newmark, P. (1988). A textbook of Translation. New York: Prentice Hall.
- Nord, C. (1991). Scopos, loyalty, and translational conventions. Target. International Journal of Translation Studies, 3(1), págs. 91-109.
doi:<https://doi.org/10.1075/target.3.1.06nor>
- Pomerleau, M. (2015). De la traducción cultural a la auto-tradaptación. Tinkuy(22), págs. 67-78. Recuperado el 12 de Noviembre de 2024, de
https://llm.umontreal.ca/public/FAS/llm/Documents/2-Recherche/Tinkuy_22_2015_02_10.pdf
- Reiss, K., & Bocquet, C. (2002). La critique des traductions, ses possibilités et ses limites : catégories et critères pour une évaluation pertinente des traductions. Artois : Artois presses universitaires.

Zierer, E. (1979). La crítica de la traducción. Dans Algunos conceptos básicos de la ciencia de la traducción (pp. 163-180). Trujillo: Universidad Nacional de Trujillo, Departamento de Idiomas y lingüística. Consulté le novembre 30, 2024, sur <https://www.cervantesvirtual.com/descargaPdf/la-critica-de-la-traduccion/>

China-Algeria partnership: reality – prospects

Mohammed CADI

University Centre Salhi Ahmed –Naama. (Algeria)

cadi.mohammed@cuniv-naama.dz

Hicham BENZAZZA

Ph.D. - Assistant Professor 

Laboratory of Research on Public Governance
and Social Economy

University Centre Salhi Ahmed –Naama (Algeria)

benazza.hicham@cuniv-naama.dz

ORCID: <https://orcid.org/0009-0001-0135-7189>

Mourad BENIANI

Professor of Lecturer Department A Faculty of Economics

University of Ain Temouchent (Algeria)

mourad.beniani@univ-temouchent.edu.dz

Mohamed TRIFA

University of Mohammed Seddik Benyahia Jijel (Algeria).

mohamed.trifa@univ-jijel.dz

Résumé

Cette étude vise à comprendre les relations géopolitiques que l'Algérie développe avec ses partenaires, y compris la Chine. Le partenariat entre la Chine et l'Algérie s'est considérablement développé ces dernières années, axé sur le commerce, les infrastructures, l'énergie et la coopération politique. La Chine est l'un des plus grands partenaires commerciaux de l'Algérie, avec un commerce dépassant les 10 milliards de dollars grâce aux exportations de pétrole et de gaz algériens. Les entreprises chinoises ont activement participé à des projets d'infrastructure,

notamment des routes, des chemins de fer et le développement urbain, dans le cadre de l'Initiative la Ceinture et la Route (BRI). De plus, les deux pays ont coopéré dans le secteur de l'énergie, en particulier dans les projets pétroliers, gaziers et d'énergies renouvelables. Malgré ces développements, le partenariat fait face à des défis tels que la dépendance excessive aux exportations d'énergie, les déséquilibres commerciaux, l'augmentation de la dette et la participation limitée de la main-d'œuvre locale dans les projets dirigés par la Chine. Les tensions géopolitiques et les préoccupations environnementales représentent également des risques pour la durabilité de cette relation. Pour garantir un succès à long terme, les deux pays doivent relever ces défis en diversifiant l'économie de l'Algérie et en s'assurant que les bénéfices de la coopération profitent à l'ensemble de la population.

Mots-clés : Algérie, Initiative la Ceinture et la Route, Chine, défis économiques, partenariat économique.

Partenariat Chine-Algérie : réalité - perspectives

Abstract:

This study aims to understand the geopolitical relations that Algeria is building with its partners, including China. The partnership between China and Algeria has developed significantly in recent years, focusing on trade, infrastructure, energy, and political cooperation. China is one of Algeria's largest trading partners, with trade exceeding \$10 billion due to Algerian oil and gas exports. Chinese companies have been actively involved in infrastructure projects, including roads, railways, and urban development, as part of the Belt and Road Initiative (BRI). In addition, the two countries have cooperated in the energy sector, particularly in oil and gas and renewable energy projects. Despite these developments, the partnership faces challenges such as overreliance on energy exports, trade imbalances, increasing debt, and limited local labour participation in Chinese-led projects. Geopolitical tensions and environmental concerns also pose risks to the sustainability of the relationship. To ensure long-term success, both countries must address these challenges by diversifying Algeria's economy and ensuring cooperation benefits reach the wider population.

Keywords: Algeria, Belt and Road Initiative, China, economic challenges, economic partnership.

Introduction

The partnership between China and Algeria has witnessed remarkable growth over the past few decades, evolving from traditional diplomatic relations to a comprehensive economic and strategic alliance. As Algeria seeks to diversify its economy and modernise its infrastructure, China has become a key partner, offering financial investment and technological expertise. The cooperation spans various sectors, including trade, energy, infrastructure, and cultural exchanges. China's Belt and Road Initiative (BRI) has significantly enhanced this bilateral relationship through large-scale construction projects and energy investments. However, despite the mutual benefits, this partnership has challenges. Algeria's over-reliance on oil and gas exports, trade imbalances, rising debt, and limited local employment opportunities in Chinese-led projects raise concerns about the long-term sustainability of this alliance. This paper aims to explore the realities of the China-Algeria partnership, analyse the opportunities it presents, and address the challenges that both nations must navigate to ensure the success of their cooperation moving forward. The central question is: How far will economic relations between China and Algeria reach under the Belt and Road strategy?

1. Research objectives and importance

The research on the Algeria-China partnership is essential for gaining a comprehensive understanding of the current and future dynamics between the two countries. It holds significant value in examining the relationship's economic, strategic, and political dimensions and exploring how this

partnership can evolve to address emerging global challenges and opportunities.

2. Method and tools

We have adopted an analytical approach in this study, which will provide a comprehensive understanding of the economic, political, and social dynamics. We will use modern tools such as geographic information systems and data visualisation, making the study accessible to various stakeholders interested in understanding the implications of this growing partnership.

3. Previous studies

The evolving nature of China–Algeria relations has been analysed through various lenses, including trade, infrastructure, and SME development. Alden and Aggad-Clerx (2012) provided early insight into the employment effects of Chinese investments in Algeria, emphasising the mixed outcomes of these engagements regarding local job creation. Expanding on this, Pairault (2015) described China’s economic presence in Algeria as strategic and long-term, underpinned by infrastructure agreements and state-level cooperation. Calabrese (2017) further noted that while the relationship holds potential for transformation, institutional inefficiencies in Algeria have limited the partnership’s depth.

From the SME perspective, Bouazza (2015) and Mosbah and Debili (2014) highlighted the critical role of SMEs in Algeria’s economic development yet underscored structural barriers such as inadequate financing and limited integration into global markets. Brahim and Nourredine (2017) added that weak corporate governance among Algerian SMEs further constrains their capacity to benefit from foreign-led initiatives like the BRI. Senadjki et al. (2020) directly

addressed this intersection, showing that while the BRI creates new trade opportunities, Algerian SMEs struggle with competitiveness due to dominance by Chinese enterprises and insufficient local support mechanisms.

In the broader context, Eisenman and Shinn (2018) discussed China's strategy in Africa, describing the BRI as both an opportunity and a source of concern due to rising debt and dependency. This is echoed by Hurley et al. (2019), who examined the potential debt implications of BRI projects in developing countries, including Algeria. Moreover, recent empirical studies (e.g., Jia et al., 2020; Yu et al., 2020) have quantitatively assessed the impact of BRI infrastructure on Algeria's trade logistics and connectivity, revealing significant but uneven benefits.

These studies demonstrate that while the China-Algeria partnership has made tangible progress in trade and infrastructure, its developmental outcomes—particularly for SMEs—remain contingent on domestic reforms and inclusive economic policies. In further analysing the China-Algeria economic partnership, recent literature emphasises its transformative role in supporting Algeria's developmental goals. Zemouri and Belkacemi (2017) examined the historical progression and strategic expansion of Sino-Algerian relations, arguing that Chinese investment now plays a leading role in advancing Algeria's long-aspired economic emergence. Their work highlights the importance of leveraging Chinese financial flows to stimulate key sectors of the Algerian economy. In a more data-driven analysis, Bellahmar (2023) conducted a longitudinal study of trade and economic cooperation from 2000 to 2020, concluding that substantial material and human resources underpinned the Algerian-Chinese partnership. He argued that China's commercial

ambitions in Africa are evident through initiatives such as the Forum on China–Africa Cooperation (FOCAC), which has supported Algeria's regional integration and export capacities. Complementing these findings, Belaa (2023) analysed the multidimensional nature of Sino-Algerian relations, concluding that the partnership has moved beyond economics and politics to include social and cultural exchanges. Using a descriptive and analytical approach, she identified the relationship as a comprehensive and dynamic alliance with significant development potential for Algeria.

These studies confirm that the China–Algeria partnership has evolved into a multifaceted strategic relationship with immediate and long-term implications for Algeria's growth trajectory.

To learn about the topic, the research was divided into four main axes:

4. Sino-Algerian relations.

4.1. The History of Sino-Algerian Relations

The relationship between China and Algeria has undergone a significant transformation over the decades, shaped by historical, economic, and geopolitical factors. The roots of Sino-Algerian relations date back to the mid-20th century, with both countries sharing a commitment to anti-colonial struggles and a mutual desire to strengthen South-South cooperation. Below is an overview of the key phases and developments in the history of Sino-Algerian relations (Belaa, 2023, pp. 60–61).

4.1.1 Early Years: Anti-Colonial Solidarity (1950s-1960s)

The foundations of Sino-Algerian relations were laid during the Algerian War of Independence (1954-1962) when Algeria sought to free itself from French colonial rule. At this

time, China, under the leadership of the Communist Party, was emerging as a global power with a strong anti-colonial stance. Both countries found common ground in opposing imperialism, particularly French colonialism, and supported each other's political causes (Zellagui & Boutora, 2020, p. 218).

1950s-1960s: During this period, Algeria was fighting for its independence, while China had already undergone its revolution in 1949 and sought to establish itself as a leader of the global anti-colonial movement. China expressed solidarity with Algeria's struggle, offering moral and material support, particularly to the Algerian National Liberation Front (FLN).

1962: When Algeria gained independence in 1962, the Chinese government was among the first to recognise the new state, establishing formal diplomatic relations shortly thereafter. Algeria's post-independence leaders, including President Ahmed Ben Bella, were sympathetic to China's revolutionary ethos and policies (Djendi, 2022, p. 633).

4.1.2. The Early Diplomatic Relationship (1960s-1970s)

After Algeria gained independence, Sino-Algerian relations strengthened politically and diplomatically. China and Algeria found common ground in their support for the newly independent states of the Global South and their shared commitment to socialism and anti-imperialism.

1960s-1970s: Throughout the 1960s and 1970s, Algeria and China cooperated within the Non-Aligned Movement (NAM) framework, which sought to maintain neutrality in the Cold War rivalry between the U.S. and the Soviet Union. Both countries were part of the broader movement advocat-

ing for the rights of developing nations to choose their political and economic systems free from foreign intervention.

1971: One of the significant milestones in Sino-Algerian relations was Algeria's support for China's admission to the United Nations in 1971. Algeria's vote was pivotal in gaining China's seat at the UN, signalling their deepening political cooperation.

1970s: During this period, China provided technical and financial assistance to Algeria in infrastructure development. One notable example is the construction of the iconic *Tizi Ouzou* dam and other large-scale infrastructure projects, which were part of China's efforts to build strong ties with African nations through economic cooperation (Djendi, 2022, p. 633).

4.1.3. Period of Divergence and Realignment (1980s-1990s)

The 1980s and 1990s witnessed a shift in Sino-Algerian relations as both countries faced internal challenges and global political changes. Algeria's political landscape was marked by a period of instability, and China underwent economic reforms under Deng Xiaoping, shifting its focus towards modernisation and market-oriented reforms.

1980s: During this decade, Algeria was grappling with economic challenges, including the decline in oil prices, which affected its economy. Meanwhile, China was undergoing a significant transformation as it shifted from a centrally planned economy to one that integrated elements of the market system. As a result, while diplomatic relations remained cordial, economic ties between the two countries were less significant compared to the earlier period.

1990s: The 1990s saw political turmoil in Algeria, including a violent civil war (the "Black Decade") and a transition to a more liberalised economy. During this period, China

was more focused on its internal economic reforms and the integration of its economy into the global market. Despite this, both nations maintained diplomatic ties, and China's growing role in Africa would later contribute to a resurgence of economic and political engagement with Algeria (Zellagui & Boutora, 2020, p. 219).

4.1.4. Strengthening Economic and Strategic Ties (2000s-Present)

The early 21st century marked a period of revitalisation in Sino-Algerian relations, driven by mutual economic interests, particularly in the energy sector, and China's growing influence in Africa. By the 2000s, China had become a significant economic power, and Algeria, with its vast oil and gas reserves, was an attractive partner for Chinese investment and trade.

2000s: The 2000s marked a significant turning point in Sino-Algerian relations. China's growing demand for oil and gas coincided with Algeria's need for foreign investment to develop its energy infrastructure. China's state-owned oil companies, such as Sinopec and the China National Petroleum Corporation (CNPC), entered Algeria's energy sector, signing major oil exploration and production contracts.

2004: In 2004, China and Algeria signed a strategic partnership agreement, which laid the foundation for increased trade and cooperation in various sectors, including energy, infrastructure, and manufacturing. Algeria, in turn, became one of China's key partners in Africa, mainly due to its wealth of natural resources.

2006-2008: During this period, China invested heavily in infrastructure projects in Algeria, including road construction, housing, and energy facilities. Chinese companies were

involved in some of Algeria's most ambitious infrastructure projects, such as constructing the East-West Highway, a major highway network spanning the country's length.

2010s-Present: In the 2010s, trade between the two countries expanded dramatically, with China becoming one of Algeria's largest trading partners. China's investments in Algeria also diversified beyond energy and infrastructure, with growing interest in telecommunications, agriculture, and manufacturing sectors. By the 2020s, the partnership had evolved into a comprehensive strategic and economic collaboration, with China playing an increasingly important role in Algeria's development. (Zellagui & Boutora, 2020, p. 220).

Sino-Algerian relations have followed almost the same pattern as Sino-African relations. Initially, they were marked by their ideological and political character, but after the 1970s, they took other forms based essentially on trade and investment. Algeria is particular in the Sino-African partnership; Chinese companies present themselves as effective partners with know-how whose implementation costs are advantageous. However, the financing component of the various projects is mainly provided by Algeria, unlike many African countries that borrow from China to finance their development projects. China offers several types of credit lines for African countries whose repayment is made in the medium and long term; it even offers credits backed by raw materials (credits guaranteed by natural resources). At maturity, if the debt is not cancelled and the state finds itself difficult, repayment is made with raw materials or by granting privileges to Chinese companies (Bouabbache & Laiche, 2022, p. 557).

4.2. Belt and Road Initiative (BRI):

China's Belt and Road Initiative (BRI) has been a key feature of the partnership in the 21st century. Algeria joined the BRI, and many large-scale infrastructure projects in Algeria, such as roads, railways, and ports, have been financed by Chinese investments. These projects aim to enhance Algeria's connectivity within Africa and with global markets, positioning the country as a key hub for trade and transport.

To consolidate bilateral relations, the two countries signed last November the second five-year plan for comprehensive strategic cooperation for the period 2022-2026, which aims to continue intensifying communication and cooperation in all fields, including economy, trade, energy, agriculture, science and technology, space, health, human and cultural communication, in addition to enhancing the alignment between the development strategies of the two countries (Djendi, 2022, p. 634).

China's growing presence in Africa has drawn mixed reactions from academics and the media. It has been argued that China is draining Africa's industrialisation potential and extracting Africa's resources without any significant benefits for Africa. China is thus seen as contributing to Africa's underdevelopment and deindustrialisation. However, some have seen China as a development partner for Africa. They argue that China's presence in Africa benefits both China and Africa. As a result, there is no consensus on whether China's growing presence in Africa is sustainable for Africa or whether the relationship is unsustainable (Ogbe & Orhero, 2023, p. 1038).

China engages in two main types of “partnership diplomacy” in the MENA region: strategic partnerships (SPs) and comprehensive strategic partnerships (CSPs).¹⁰ According

to Georg Strüver's study of Chinese partnership diplomacy, relations between partner countries under an SP have the following four characteristics:

- 1) They go beyond typical diplomatic relations, involving consistent meetings between government officials and agencies to develop communication and trust.
- 2) They do not fall within the confines of treaty-based alliances or coalitions.
- 3) They are more "goal-driven" than "threat-driven," typically focusing on economic cooperation, culture, security, and technology.
- 4) An emphasis on behaviour and institutional processes characterises them (Adel & annal, 2020, p. 3).

5. The reality of the Sino-Algerian partnership

The Sino-Algerian partnership has significantly deepened in recent years, encompassing various sectors like energy, infrastructure, and trade. China has become Algeria's largest trading partner, with bilateral trade exceeding \$10 billion in 2023. Key projects include the construction of 6,000 km of railway lines in Algeria and cooperation in aerospace and energy. Both nations view this partnership as crucial for their respective development strategies.

The Sino-Algerian partnership has grown significantly in recent years, encompassing various sectors like energy, infrastructure, and trade.

In the economic field, the pace of the bilateral partnership is witnessing a continuous acceleration through the completion of many projects of strategic importance to the Algerian economy, such as the central port of Cherchell, the exploitation of phosphate and iron, and the development of the railway network, which is likely to raise the level of Chinese

investments in Algeria (Zemouri-Belkacemi, 2017, pp. 502–503).

Algeria launched a raft of significant infrastructure projects mainly to build low-cost government housing (a central political issue for successive governments in Algeria), extend the railway network, and embark on the mega East-West highway project, estimated at US\$ 11.2 billion.³⁹ Besides some contracts for natural resource exploration, Chinese companies have benefited from many infrastructure contracts. By the end of 2002, Algeria had signed 198 labour contracts with China, totalling a contractual value of US\$1.898 billion and a business turnover of US\$902.48 million.⁴⁰ By 2007, the value of the contracts signed between Chinese state-owned companies and Algeria was the highest in Africa and the fifth in the world, making Algeria China's most important contract provider (Alden & Aggad-Clerx, 2012, p. 8).

6. Energy Cooperation:

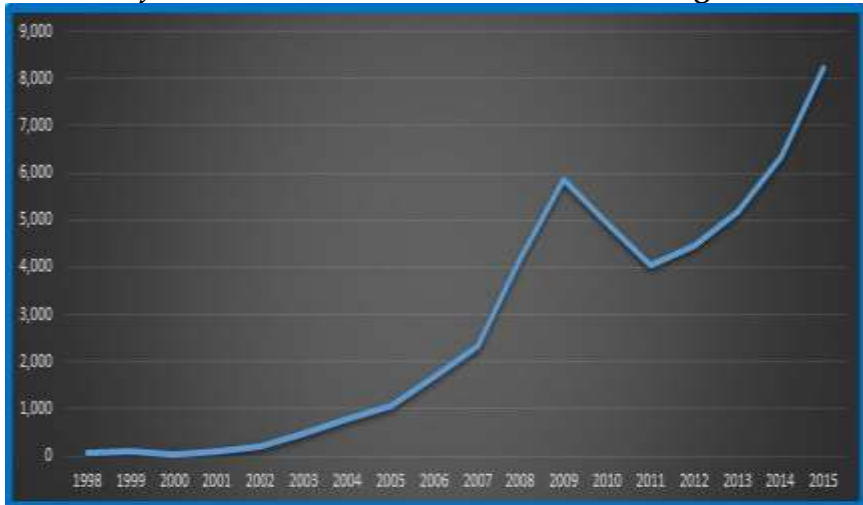
Algeria as a Key Energy Supplier: Algeria is a significant oil and natural gas supplier to China, and this energy trade forms a crucial part of their economic relationship. Chinese Involvement in Algerian Energy Projects: Chinese companies, such as CNPC and Sinopec, are actively involved in various aspects of Algeria's energy sector, including:

Exploration and Production: Chinese companies participate in oil and gas exploration and production activities within Algeria (Bellahmar, 2023, pp. 693–694).

7. Infrastructure Development:

Figure1

Number of Chinese Construction Contracts in Algeria



Source: <https://www.mei.edu/publications/sino-algerian-relations-path-realizing-their-full-potential>

The graph above demonstrates a significant increase in the number of Chinese construction contracts in Algeria from 1998 to 2015. Starting with a slow rise, the graph shows a sharp spike around 2009, followed by continued growth until 2015. This upward trend may reflect China's expanding role in Algeria's infrastructure development, possibly due to increasing bilateral agreements or policy shifts favouring foreign investment. The sharp peak in 2009 could indicate a key milestone or change in the volume of contracts. Chinese companies contribute to developing Algeria's energy infrastructure, such as pipelines and refineries.

Benefits for Algeria:

- **Access to the Chinese Market:** Energy exports to China provide Algeria with a significant resource market.

- **Investment and Technology Transfer:** Chinese involvement brings investment and technology transfer to Algeria's energy sector, potentially enhancing its capabilities.

Work is underway to strengthen the Algerian-Chinese partnership in the fields of new and renewable energies, especially solar photovoltaic energy, hydrogen, wind energy, and geothermal energy, as well as equipment manufacturing and the exploitation of mineral resources used in renewable energy industries.

8. Infrastructure Development:

Algeria has been undertaking significant infrastructure development projects recently, aiming to modernise the country and improve connectivity. Here are some key areas:

8.1 Transportation:

- **Roads:** Significant focus has been on constructing and upgrading roads, including the crucial East-West Highway. This highway aims to improve connectivity between different regions of the country.

- **Railways:** Efforts are underway to modernise and expand the national railway network, improving passenger and freight transport.

- **Ports:** The development and modernisation of Algerian ports are crucial for enhancing maritime trade and economic activity.

8.2. Energy:

- **Power Generation and Transmission:** Investments have been made to expand power generation capacity and improve the national electricity grid.

- **Renewable Energy:** Algeria is developing renewable energy sources, such as solar and wind power, to diversify its energy mix.

8.3. Telecommunications:

Broadband Infrastructure: Efforts are underway to expand broadband internet access nationwide, improving connectivity and digital inclusion.

8.4. Water Resources:

Dam Construction: The construction of new dams is a priority to improve water management and ensure water security.

9. Challenges:

9.1 Funding: Securing adequate funding for large-scale infrastructure projects can be challenging.

9.2 Implementation: Delays and cost overruns are common challenges in infrastructure projects (Zemouri-Belkacemi, 2017, p. 509).

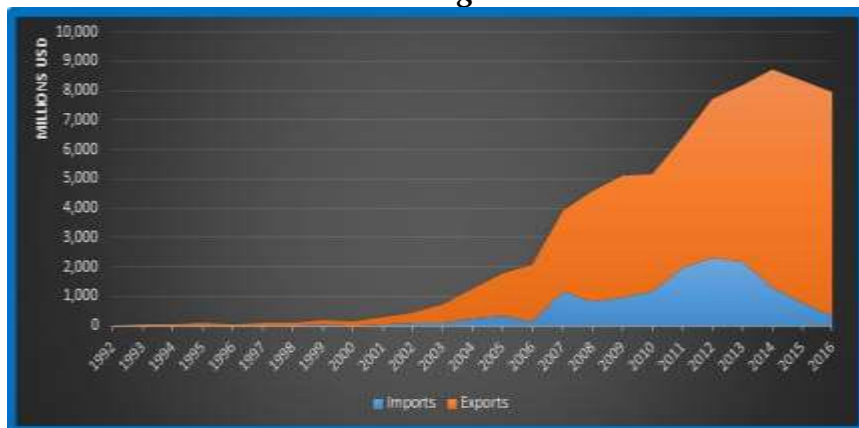
9.3 Maintenance: Ensuring infrastructure's long-term maintenance and upkeep is crucial for its sustainability (Zemouri-Belkacemi, 2017, p. 510).

9.4 Trade: China has become Algeria's largest trading partner, surpassing France in recent years. Chinese exports to Algeria include electronics, machinery, and textiles, while Algeria exports primarily oil and gas to China (Bellahmar, 2023, p. 697)

9.5 Free Trade Agreement: China and Algeria also discuss increasing trade cooperation and plans to deepen ties under the Belt and Road Initiative (BRI).

Figure 2

China's Bilateral Trade with Algeria



Source: <https://www.mei.edu/publications/sino-algerian-relations-path-realizing-their-full-potential>

The graph above shows the trend in imports and exports between China and Algeria from 1992 to 2016. Initially, imports and exports were relatively low, but from the mid-2000s onward, there was a sharp rise, with exports (orange line) increasing more significantly than imports (blue line). By 2015-2016, exports surged to around 8,000 million USD, while imports remained much lower, hovering around 2,000 million USD. This suggests a growing trade imbalance favouring China, possibly driven by China's increasing exports to Algeria, likely in the form of machinery, technology, and infrastructure-related goods.

10. Belt and Road Initiative (BRI):

Algeria is an important partner in China's Belt and Road Initiative, which aims to improve infrastructure and trade links between China and countries across Asia, Africa, and Europe. China has committed to financing and building critical infrastructure projects in Algeria as part of the BRI.

10.1 Financial Sector:

Chinese banks have been increasingly involved in financing projects in Algeria, helping facilitate the smooth flow of investments. Some central Chinese banks, including the Export-Import Bank of China, have extended loans to Algeria for infrastructure and energy projects.

10.2 Challenges:

10.2.1 Local Economy: While the influx of Chinese investments has benefited Algeria's development, it has also led to concerns over the dominance of Chinese firms in key sectors, especially in construction and energy. Some local businesses have raised concerns about competition.

10.2.2 Political Dynamics: Algeria's political landscape is complex, and changes in government or economic policies can affect the flow of foreign investments, including from China.

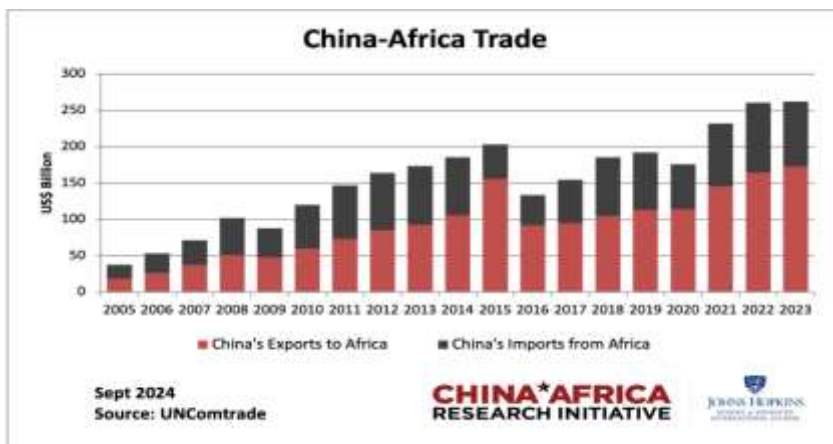
10.2.3 Environmental and Social Issues: Large-scale infrastructure projects funded by China have occasionally been criticised for their environmental impact and the working conditions of local labour.

10.3 The Chinese-Algerian Economic Relationship

The Chinese-Algerian economic relationship is robust, with significant infrastructure, energy, manufacturing, and technology investments. As part of the broader China-Africa partnership, Algeria is a crucial player in China's Belt and Road Initiative. While there are challenges, the long-term outlook for Chinese investments in Algeria remains positive, contributing to the country's modernisation and economic growth.

- ✓ As of 2023, China is Algeria's largest trading partner. Bilateral trade between the two countries has grown steadily.
- ✓ 2022 Trade Volume: Algeria and China's trade volume reached approximately \$10.5 billion in 2022, up from around \$8.5 billion in 2021. This reflects a steady increase in trade over the past decade.
- ✓ Exports from Algeria to China: Algeria primarily exports oil and natural gas to China, along with minerals and some agricultural products. Oil and gas account for about 80% of Algeria's exports to China.
- ✓ Imports from China: Algeria imports various goods from China, including machinery, electronics, construction materials, and automobiles. China's exports to Algeria were valued at approximately \$4.5 billion in 2022.

Figure 3
China-Africa Trade



Source: <http://www.sais-cari.org/data-china-africa-trade>

Figure 3 shows the trade dynamics between China and Africa from 2005 to 2023. The graph reveals a consistent upward trend in China's exports to Africa (represented by the red bars) and imports from Africa (represented by the black bars). However, China's exports to Africa have been larger than its imports each year, with a significant growth rate observed in both categories, especially after 2010. By 2023, exports and imports have reached substantial levels, reflecting the increasing economic engagement between China and Africa.

10.4 Investment

Chinese investment in Algeria has expanded across energy, construction, and manufacturing sectors (Belaa, 2023, p. 62).

10.4.1 Key Areas of Chinese Investment in Algeria:

10.4.1.1 Infrastructure Development:

- **Construction and Engineering:** Chinese companies have significantly influenced Algeria's infrastructure development. For instance, China State Construction Engineering Corporation (CSCEC) has been building roads, bridges, and housing projects. A high-profile example is the construction of the Algiers Metro system, which was primarily funded and built by Chinese companies.
- **Railways and Transport:** China has also been heavily involved in modernising and expanding Algeria's railway system, including upgrading rail tracks and stations. The China Railway Construction Corporation (CRCC) has been a key player in these projects.

10.4.1.2 Energy and Oil Sector:

- **Oil and Gas:** Algeria, one of Africa's largest oil and gas producers, has attracted significant Chinese investments in its energy sector. Chinese companies, such as Sinopec and China National Petroleum Corporation (CNPC), have invested in oil exploration and production in Algeria.
- **Renewable Energy:** In recent years, China has also begun to invest in Algeria's renewable energy sector, especially solar power, which is seen as a key area for Algeria's future energy diversification.

10.4.1.3 Manufacturing and Industry:

- **Chinese investments** have expanded into Algeria's manufacturing sector, particularly cement production, textiles, and electronics. For example, Chinese

companies have invested in cement plants, crucial for supporting Algeria's construction sector.

- **Technology:** Chinese firms, particularly in telecommunications, such as Huawei, have invested in Algeria's technology infrastructure. Huawei has built networks and provided equipment for Algeria's telcoms.

10.5 Chinese Investment in Algeria (2018-2022)

- 2018: \$2.5 billion
- 2019: \$3.0 billion
- 2020: \$3.2 billion
- 2021: \$3.5 billion
- 2022: \$4.0 billion (Bellahmar, 2023, p. 699)

11. The Implications of Sino-Algerian Relations for Development in Algeria in Light of the Belt and Road Strategy

China's Belt and Road Initiative (BRI), also known as the Silk Road Economic Belt and the 21st Century Maritime Silk Road, is a global infrastructure and development strategy launched in 2013 by President Xi Jinping. The initiative aims to enhance global trade and stimulate economic growth across Asia, Africa, and Europe by developing trade routes resembling the ancient Silk Road (Zellagui & Boutora, 2020, p. 225).

11.1 Key Aspects of China's Belt and Road Strategy:

11.1.1 Infrastructure Development:

One of the BRI's core goals is to build and upgrade infrastructure—such as roads, railways, ports, airports, and energy pipelines—across participating countries. These projects foster better connectivity between countries and regions,

making trade more efficient and facilitating economic growth.

China has invested heavily in construction projects, leveraging its state-owned companies and financing mechanisms to build critical infrastructure in partner countries.

11.1.2 Trade Expansion:

The BRI aims to increase trade flows between China and partner countries by improving logistics and reducing trade barriers. By improving infrastructure and connectivity, the initiative seeks to reduce transportation costs and time, making it easier to exchange goods.

The initiative also fosters regional economic cooperation, with China seeking to enhance its role as a trading hub in Asia and globally (Zellagui & Boutora, 2020, p. 226).

11.1.3 Investment and Financing:

China provides significant loans and investments to partner countries to finance BRI projects. The China-led Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) and the Silk Road Fund are key financial institutions supporting the BRI.

These investments help developing countries build critical infrastructure but have also raised concerns over the sustainability of debt for some participating countries, leading to debates about the long-term financial implications.

11.1.4 Geopolitical Influence:

The BRI is part of China's broader geopolitical strategy to extend its global influence. By financing and building infrastructure in developing countries, China aims to strengthen bilateral ties and enhance its strategic position in key regions.

The initiative is seen as a way for China to engage with countries in Asia, Africa, and Europe, promoting regional stability and increasing its influence in global trade.

11.2. Africa:

The BRI has a growing footprint in Africa, where China is involved in building major infrastructure projects such as railways, ports, and airports. Notable projects include the Mombasa-Nairobi Railway in Kenya, the Addis Ababa-Djibouti Railway in Ethiopia, and the Lamu Port-South Sudan-Ethiopia Transport Corridor.

Investments also focus on resource extraction, including mining and energy projects, which align with China's broader economic and strategic interests in the continent (Messaoudi & Kheladi, 2024, p. 492).

11.3. Algeria's Position in China's Belt and Road Strategy

11.3.1 Geopolitical and Strategic Importance:

Algeria is located in North Africa, with access to the Mediterranean Sea and the broader African continent. This makes it an important gateway for trade between China and other countries in the Maghreb, Sub-Saharan Africa, and even parts of Europe. As a large country with significant natural resources (especially in oil and natural gas), Algeria holds strategic value for China as a resource supplier and a potential hub for distributing goods to other regions. (Bellahmar, 2023, pp. 692–693)

11.3.2. Energy Cooperation

One of the key areas of cooperation between China and Algeria within the framework of the BRI is the energy sector. Algeria is a major oil and natural gas exporter, and China has invested heavily in these sectors.

Chinese companies like Sinopec and China National Petroleum Corporation (CNPC) have been involved in oil and gas exploration and production in Algeria. This ties into China's broader energy strategy to secure energy resources for its growing economy.

Under the BRI, developing energy infrastructure, such as pipelines and energy transport networks, is essential for securing energy flows from Algeria to China and other markets.

11.3.3. Infrastructure Development:

Like many African countries, Algeria has benefited from Chinese investment in critical infrastructure as part of the BRI. China has built and upgraded roads, railways, ports, and housing projects.

In the past few years, Chinese companies have built and expanded ports, including the Hamdaniya Port (which could serve as a vital point in facilitating trade with Europe and Asia), and have also helped modernise Algerian railways.

China has invested in key infrastructure projects that enhance connectivity within Algeria and with neighbouring countries, boosting the flow of goods and services. This is central to the BRI's vision of improving trade routes.

11.3.4. Trade and Investment:

China is Algeria's largest trading partner, and the BRI has helped cement these economic ties. Algeria's exports to China mainly consist of oil, natural gas, and minerals, while imports from China include machinery, electronics, and construction materials.

The BRI framework is designed to improve trade connectivity between China and Algeria by improving infrastructure and reducing trade barriers, such as logistical inefficiencies.

Additionally, Chinese companies have increasingly invested in Algeria's manufacturing sector, especially in cement production, textiles, and electronics.

11.3.5 Transportation and Connectivity:

The BRI seeks to improve land and maritime connectivity. For Algeria, this means enhancing infrastructure that can facilitate the movement of goods to China and beyond.

Key projects include the China-Algeria railway initiatives, which could be linked to broader Trans-African rail networks, and efforts to expand port capacities to improve trade routes along the Mediterranean and Asia.

Algeria's strategic location allows it to serve as a regional hub, connecting China with other African countries and facilitating goods and energy flows between China and Europe.

11.3.6 Cultural and People-to-People Exchanges:

The BRI also includes initiatives to improve cultural exchange and people-to-people ties. Algeria has seen an increase in Chinese scholarships, academic exchanges, and cultural events, which contribute to strengthening bilateral relations.

Increased trade and investment have fostered closer business and governmental ties between the two countries.

11.3.7 Regional Influence:

Algeria's participation in the BRI aligns with its broader goals of enhancing its regional influence and economic de-

velopment. Partnering with China can attract investments and improve infrastructure, boosting Algeria's regional competitiveness.

Algeria is also strategically positioned as a partner for China in the North African and Mediterranean regions, which are important for China's global trade networks.

11.4 The Djebilet mine

The Djebilet mine is an iron ore mining site located in Algeria, specifically in the southern part of the country. This mine gains importance because it contains large iron ore deposits that form part of Algeria's efforts to diversify its economy and reduce its dependence on oil and gas exports. The Djebilet mine has long been a major player in Algeria's mining sector (Farid, Malek, & Nabil, 2022, p. 74)

11.4.1 Key details about the Djebilet mine:

- **Iron ore reserves:** The Djebilet mine is known for its extensive iron ore reserves, with estimates indicating that it contains over 100 million tons of iron ore. These reserves make it an essential part of Algeria's mining industry. The iron ore extracted from Djebilet is of high quality, making it attractive for domestic use and export.
- **Chinese investment:** Over the past years, China has shown interest in Algeria's mining sector, including the Djebilet mine. Chinese companies, known for their expertise in mining technology, have invested in developing and modernising mining operations in Algeria. Chinese companies have also been involved in projects to improve the efficiency and scale of mining operations in Algeria.

- **Expansion Plans:** There have been efforts to expand the capacity of the Djebilet mine, upgrade its infrastructure, and increase production. This includes upgrading processing facilities and expanding rail or transportation lines to deliver extracted ore to local markets or export terminals.

11.5 Hamdaniya Port

Hamdaniya Port is a port on the Mediterranean Sea in Algeria. It is part of Algeria's broader effort to improve its trade infrastructure and increase the volume of goods transported via maritime routes, especially as part of its economic diversification goals (Djouadi, 2016, p. 400).

11.5.1 Strategic Importance:

The port's location makes it strategically important for the export of goods, particularly minerals, oil, and gas, and for the import of various industrial and consumer products. It is part of Algeria's broader strategy to enhance its maritime infrastructure, which will contribute to economic diversification beyond the oil and gas sector.

11.5.2 Economic Role:

The port facilitates trade between Algeria and other countries, particularly in Europe and the Mediterranean. The port also supports local industries, including mineral processing, agriculture, and manufacturing, by helping to supply raw materials and receive finished products from overseas.

12. Obstacles and Prospects for Sino-Algerian Relations:

Sino-Algerian relations have evolved significantly over recent decades, primarily driven by trade, investment, and geopolitical considerations. However, despite the promising

growth, several obstacles can hinder the full realisation of this partnership. On the other hand, the potential prospects for a deeper and more diversified relationship remain substantial.

12.1 Political and military relations between China and Algeria

Algeria and China's political and military relationship has evolved significantly in recent years.

- **Strengthening Political Ties**

The relationship has deepened beyond economic cooperation, moving towards a more comprehensive strategic partnership. Regular high-level visits and exchanges between leaders have fostered closer political ties.

- **Growing Military Cooperation**

China has become a significant supplier of military equipment to Algeria, including arms and defence technology. This military cooperation contributes to Algeria's defence capabilities and regional influence.

- **Alignment on Global Issues**

Both countries share similar views on global issues, such as non-interference in internal affairs and the need for a multipolar world order.

They have collaborated on various international platforms, including within the United Nations.

12.2 Factors Driving the Shifts

12.2.1 Shared Interests:

Both countries share common interests in combating terrorism, promoting regional stability, and developing their economies.

12.2.2 China's Growing Global Influence:

China's increasing global influence has made it an attractive partner for many countries, including Algeria.

12.2.3 Diversification of Partnerships:

Algeria seeks to diversify its international partnerships to reduce dependence on traditional Western allies (Yahia, 2022, p. 64).

12.3 The Future of the International System

The future of the international system is determined by the actors in the international arena. This scientific paper has demonstrated that efforts to revitalise Algerian foreign policy impose a change and reform of the traditional ideological pattern regarding principles and foundations on which to adopt a new, effective strategy that contemplates the changes in the international environment. Whatever the case, the impact of Chinese policy in Africa cannot be seen as merely an economic phenomenon. From the Chinese perspective, there are narrow economic considerations in addition to the long-term strategic goals of ensuring the provision of essential energy sources. From the Algerian perspective, direct economic interests are represented in The returns on direct trade, in addition to political and strategic considerations, represented by the call to go east to create new opportunities alternative to the Western imperialist powers (Boulal, 2022, p. 211).

13. Future Prospects

In recent years, Sino-Algerian relations have been characterised by strong economic collaboration, political cooperation, and challenges in certain areas. While China's investments continue to play a central role in Algeria's develop-

ment, there have been concerns over these investments' social and economic impacts, such as labour disputes and debt sustainability. Additionally, geopolitical factors—such as Algeria's relationships with European powers, the United States, and Russia—influence its engagement with China.

Despite these challenges, both countries remain committed to enhancing their partnership. China's growing influence in Africa and Algeria's desire to diversify its economy beyond oil and gas makes for a promising future, with potential areas of collaboration in renewable energy, technology, and green infrastructure (Hicham et al., 2025).

The history of Sino-Algerian relations reflects a dynamic and evolving partnership rooted in shared anti-colonial ideals, economic cooperation, and geopolitical alignment. From the early days of anti-colonial solidarity to today, the relationship has deepened and diversified, particularly in trade, investment, and infrastructure development. While challenges must be addressed, the future of Sino-Algerian relations looks promising, particularly as both countries navigate a rapidly changing global environment.

14. Obstacles in Sino-Algerian Relations

- **Economic Overdependence on Energy Exports:**

Obstacle: The Algerian economy relies heavily on oil and gas exports, making the economic relationship with China largely centred around energy. While China is a significant consumer of Algerian oil and gas, the narrow focus on this sector limits the scope for broader economic cooperation.

- **Bureaucratic and Governance Challenges:**

Obstacle: Algeria's complex bureaucratic system and regulatory environment can significantly hinder the smooth execution of projects and investments. The country's admin-

istrative inefficiencies and lack of transparency can discourage foreign investors, including Chinese companies.

- **Debt Burden from Chinese Investments:**

Obstacle: Many infrastructure projects in Algeria are financed through loans from China, part of China's Belt and Road Initiative (BRI). This has led to growing concerns about Algeria's mounting debt, which could become a burden in the future, especially if the returns from these projects do not meet expectations.

- **Cultural and Social Tensions:**

Obstacle: Chinese companies often bring their workers to Algeria for large infrastructure projects. While this is common in many countries, it has led to tensions in Algeria, where local populations may feel sidelined. Cultural differences and a lack of local employment opportunities can generate resentment.

- **Geopolitical Competition:**

Obstacle: Algeria has long-standing relationships with other global powers, such as France and Russia, which are also key players in Algeria's energy and military sectors. This geopolitical complexity can make it difficult for Algeria to fully align itself with China on all issues, especially when China's interests conflict with those of other global actors.

- **Environmental and Sustainability Concerns:**

Obstacle: Infrastructure projects, especially those driven by the BRI, often face environmental scrutiny. Chinese companies are sometimes criticised for not meeting international environmental standards in their projects, which can cause backlash from local communities and environmental groups.

15. Prospects for Sino-Algerian Relations.

15.1 Infrastructure Development and Investment

Prospect: Algeria's infrastructure needs are vast, ranging from transportation networks (roads, railways, ports) to energy facilities and housing. As a leading investor and contractor, China has the expertise and financial capacity to meet these needs. This could lead to large-scale projects that enhance Algeria's industrial and economic development.

15.2 Renewable Energy Cooperation

Prospect: Algeria has significant solar and wind energy potential as the world transitions toward renewable energy. With China's technological prowess in green energy, there is a substantial opportunity for cooperation in the renewable energy sector. China's expertise in solar panel manufacturing and wind turbine technology could be pivotal for Algeria's energy transition.

15.3 Economic Diversification

Prospect: China can assist Algeria in diversifying its economy by investing in sectors beyond oil and gas, such as manufacturing, agriculture, and technology. For example, Chinese companies could invest in Algerian industrial parks, helping develop the country's manufacturing base.

15.4 Trade Growth

Prospect: China is Algeria's largest trading partner, and the potential for trade growth is significant. Algeria exports natural resources to China, while China provides manufactured goods, machinery, and electronics to Algeria. Both countries benefit from expanding this trade beyond energy and raw materials.

15.5 People-to-People and Educational Ties

Prospect: As part of strengthening bilateral relations, China and Algeria have the potential to strengthen their people-to-people ties through cultural exchanges, educational programs, and language learning. China's Confucius Institutes and scholarships can increase the number of Algerians studying in China, leading to a more sophisticated understanding of each other's cultures and business practices.

16. Strategic Partnership in Africa

16.1 Prospect

A strategic partnership in Africa is a collaborative relationship between African nations and external powers (such as China, the United States, the European Union, or other global players) to achieve mutual benefits in economic development, security, technology, and diplomacy. Africa's growing geopolitical and economic significance has made it a focal point for such partnerships. Below is an analysis of the prospects for strategic partnerships in Africa.

As a key player in North Africa, Algeria can help China enhance its regional presence and influence. By strengthening bilateral ties, China can use Algeria as a gateway for further expansion into other African markets, particularly in energy, infrastructure, and development projects.

Conclusion

The **China-Algeria partnership** is a robust and multifaceted relationship with significant potential for growth. While the partnership has already yielded substantial benefits in infrastructure development, trade, and diplomatic support, there are opportunities to deepen cooperation in areas like

renewable energy, technology, and healthcare. However, both countries must address trade imbalances and debt sustainability challenges to ensure a mutually beneficial and sustainable partnership. With strategic planning and collaboration, the China-Algeria partnership can serve as a model for South-South cooperation in the 21st century. The Algerian-Chinese partnership offers significant opportunities for both countries. However, Algeria must carefully manage this relationship to maximise benefits while mitigating potential risks. This includes:

- ✓ **Diversifying the Economy:** Reducing over-reliance on energy exports and diversifying its economic base.
- ✓ **Promoting Local Content:** Encouraging greater local participation in Chinese-funded projects to maximise job creation and technology transfer.
- ✓ **Negotiating Fair Terms:** Ensuring fair and equitable terms in all agreements with China to protect Algerian interests.
- ✓ **Addressing Social and Environmental Concerns:** Prioritising sustainable development and mitigating potential negative social and environmental impacts of Chinese investment projects.

By carefully navigating these challenges and leveraging the opportunities presented by the partnership, Algeria can maximise the benefits of its relationship with China while ensuring sustainable and equitable development for its people.

References List:

- Abdel Ghafar, A., & Jacobs, A. (2020). *China in the Mediterranean: Implications of expanding Sino-North Africa relations*. Brookings Doha Center, P03. <https://www.brookings.edu/research/china-in-the-mediterranean-implications-of-expanding-sino-north-africa-relations>
- Alden, C., & Aggad-Clerx, F. (2012). *Chinese investments and employment creation in Algeria and Egypt*. African Development Bank, Economic Brief, 1–24.
- Belaa, D. (2023). Implications of Sino-Algerian relations for development in Algeria and their prospects. *Journal of Economic Growth and Entrepreneurship (JEGE)*, 6(1), 59–69.
- Bellahmar, H. (2023). The Algerian/Chinese common trade and economic cooperation: A measured study for the period (2000–2020). *Management and Development for Research and Studies*, 12(1), 685–703.
- Bouabbache, A., & Laiche, M. (2022). Les relations sino-algériennes : Quelles opportunités pour la diversification de l'économie nationale ? *Revue d'excellence pour la recherche en économie et en gestion*, 6(2), 543–562.
- Bouazza, A. B. (2015). Small and medium enterprises are effective for economic development and employment creation in Algeria. *International Journal of Economics, Commerce and Management*, 3(2), 1–16.
- Boulal, A. (2022). Alternatives de la politique étrangère algérienne et visions futures. *La Revue d'enseignant chercheur des études juridiques et politiques*, 6(2), 162–179.
- Brahim, Z., & Nourredine, F. (2017). Corporate governance among small and medium size enterprises in Alge-

- ria: 'Impediments to the practice of corporate governance system'. *Asian Journal of Economic Modelling*, 5(2), 154–166.
<https://doi.org/10.18488/journal.8.2017.52.154.166>
- Calabrese, J. (2017). *Sino-Algerian relations: On a path to realising their full potential?* The Middle East Institute.
<https://www.mei.edu/publications/sino-algerian-relations-path-realizing-their-full-potential>
- Djendi, S. (2022). The Sino-Algerian relations: A study on the Belt and Road initiative. *AABHATH Review*, 7(1), 632–637.
- Djouadi, N. (2016). *Chinese's export processing zones strategy*. Roa Iktissadia REVIEW, University of Echahid Hamma Lakhdar, Eloued, Algeria.
- Eisenman, J., & Shinn, D. H. (2018). China's strategy in Africa. In J. Eisenman (Ed.), *China steps out: Beijing's major power engagements with the developing world* (pp. 134–169). Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9781315472630>
- Farid, M., Malek, A., & Nabil, F. (2022). Beneficiation of oolitic iron ore sourced from Gara Djebilet using coal-based direct reduction prior to magnetic separation. *ENP Engineering Science Journal*, 2(2), 72–74.
- Hicham, B., Ali, B., Laamari, I., Samah, B., & Mohamed, T. (2025). Arab countries and efforts in investing in renewable energy – An analytical study of mechanisms to enhance cooperation for the expansion of renewable energy systems use. *Brazilian Journal of Business*, 7(1), e76831.
<https://doi.org/10.34140/bjbv7n1-015>
- Hurley, J., Morris, S., & Portelance, G. (2019). Examining the debt implications of the Belt and Road Initiative

- from a policy perspective. *Journal of Infrastructure, Policy and Development*, 3(1), 139–175.
<https://doi.org/10.24294/jipd.v3i1.1123>
- Jia, Z., Wu, M., Niu, Z., Tang, B., & Mu, Y. (2020). Monitoring of UN Sustainable Development Goal SDG-9.1.1: Study of Algerian “Belt and Road” expressways constructed by China. *PeerJ*, 8, e8953.
<https://doi.org/10.7717/peerj.8953>
- Messaoudi, S., & Kheladi, M. (2024). Polar Silk Road: China’s ambitious plan of the Belt and Road Initiative in the Arctic region. *ELWAHAT Journal for Research and Studies*, 17(2), 486–505.
- Mosbah, A., & Debili, R. (2014). Development of Algerian SMEs in the age of globalisation. *Journal of Business and Social Development*, 2(1), 37–48.
- Ogbe, O. O., & Orhero, A. E. (2023). Sino-Africa relations and Africa's development: A review of Nigeria's experience from 1999–2020. *International Journal of Progressive Research in Engineering Management and Science (IJPREAMS)*, 3(4), 1038–1045.
- Pairault, T. (2015). *China’s economic presence in Algeria*. HAL Open Science. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01116295>
- Senadjki, A., Ogbeibu, S., Senadjki, M., Awal, I. M., & Nacheff, T. (2020). China Belt and Road Initiative: Business opportunities and challenges for the Algerian SMEs. In *Proceedings of the 2nd Africa–Asia Dialogue Network (AADN) International Conference on Advances in Business Management and Electronic Commerce Research* (pp. 1–5).
- Yu, C., Zhang, R., An, L., & Yu, Z. (2020). Has China’s Belt and Road Initiative intensified bilateral trade links between China and the involved countries? *Sustain-*

ability, 12(17), 6747.

<https://doi.org/10.3390/su12176747>

Zellagui, W., & Boutora, F. (2020). The Silk Road and the Chinese-Algerian relations through the viewpoint of teachers of sociology in the Algerian universities. *JBAES*, 6(1), 217–238.

Zemouri-Belkacemi, B. (2017). Sino-Algerian partnership and its impact on the emergence of the Algerian economy. *Journal of Industrial Economics*, 13, 501–510.

Zoubir, Y. H. (2022). Algeria and China: Shifts in political and military relations. *Global Policy*, 14(Suppl. 1), 58–68.

The impact of life satisfaction on Self-Esteem among primary school teachers

Fatima BENICHO

Laboratory of Educational Processes
and Social Context

University of Oran 2

Mohammed Ben Ahmed, Algeria

fatibat8@gmail.com

Abstract

This study aimed to explore the relationship between life satisfaction and self-esteem and to verify the extent of the impact of life satisfaction on the level of self-esteem among primary school teachers. The study sample amounted to (170) teachers; we applied the Life Satisfaction Scale of Diener et al. (Diener et al., 1985) and the Rosenberg Self-Esteem Scale (Rosenberg, 1965). The researcher used the descriptive approach in processing the data, and the results showed a correlation coefficient of (0.770), indicating a strong direct relationship between life satisfaction and self-esteem. The coefficient of determination was (0.593), indicating that 59.3% of the changes in self-esteem are attributed to the effect of life satisfaction. In comparison, the remaining percentage (40.7%) is due to other factors not included in the study model. , which confirms that the effect of life satisfaction on ($p = 0.001$) at the level of significance ($F = 244.44$) and the value of self-esteem was statistically significant, and the regression coefficient showed that every one-unit increase in life satisfaction leads to an increase in self-esteem by (1.446). The study's results confirm that life satisfaction is important in improving self-esteem, as individuals who are more satisfied with their lives have higher self-esteem. These results support many previous studies that found a positive relationship between the two variables, highlighting the importance of enhancing the level of life satisfaction as one of the factors influencing the improvement of self-esteem.

Keywords: Educational Environment, Life Satisfaction, Primary School Teachers, Psychological Health, Self-Esteem.

L'impact de la satisfaction de la vie sur l'estime de soi chez les enseignants du primaire

Résumé

Cette étude avait pour objectif d'explorer la relation entre la satisfaction de vie et l'estime de soi, et de vérifier l'ampleur de l'impact de la satisfaction de vie sur le niveau d'estime de soi chez les enseignants du primaire. L'échantillon de l'étude était de (170) enseignants, nous avons appliqué l'échelle de satisfaction de vie de Diener et al. (Diener et al., 1985) et l'échelle d'estime de soi de Rosenberg (Rosenberg, 1965). La chercheuse a utilisé l'approche descriptive dans le traitement des données, et les résultats ont montré un coefficient de corrélation de (0,770), indiquant l'existence d'une forte relation directe entre la satisfaction de vie et l'estime de soi. Le coefficient de détermination était de (0,593), indiquant que 59,3 % des changements dans l'estime de soi sont attribués à l'effet de la satisfaction de vie, tandis que le pourcentage restant (40,7 %) est dû à d'autres facteurs qui n'étaient pas inclus dans le modèle d'étude. , ce qui confirme que l'effet de la satisfaction de vie sur ($p = 0,001$) au niveau de signification ($F = 244,44$) et la valeur de l'estime de soi était statistiquement significatif et le coefficient de régression a montré que chaque augmentation d'une unité de la satisfaction de vie conduit à une augmentation de l'estime de soi de (1,446). Les résultats de l'étude confirment que la satisfaction de vie joue un rôle important dans l'amélioration de l'estime de soi, car les personnes les plus satisfaites de leur vie ont une meilleure estime de soi. Ces résultats corroborent de nombreuses études antérieures qui ont trouvé une relation positive entre les deux variables, soulignant l'importance d'améliorer le niveau de satisfaction de vie comme l'un des facteurs influençant l'amélioration de l'estime de soi.

Mots-clés : Environnement éducatif, Satisfaction de vie, Enseignants du primaire, Santé psychologique, Estime de soi.

Introduction

Life satisfaction is one of the basic concepts in positive psychology, as it expresses individuals' general assessment of their lives and the extent to which they feel satisfied with their living conditions and daily experiences (Diener et al., 1985). Life satisfaction is "the individual's acceptance of himself and the lifestyle he lives in the vital field surrounding him" (Al-Deeb, 1998, p. 45). It is one of the indicators that show the extent to which an individual enjoys psychological health, as Majd Al-Desouki indicated that:

Life satisfaction is an important sign that indicates the extent to which a person enjoys psychological health, as life satisfaction means the individual's enthusiasm for it, acceptance of it and genuine desire to live it, so it includes a group of diverse qualities such as optimism, expectation of good, optimism, satisfaction with reality, self-acceptance, respect for it, and cognitive and emotional independence. If these qualities are achieved in an individual, he will feel more satisfied than at any other time." (1998, p. 6).

The satisfaction or dissatisfaction with life is related to the individual's ambition, achievements, and what he may aspire to and want to achieve (Mikhael, 2010). On the other hand, self-esteem is a fundamental psychological factor affecting the individual's behaviour and adaptation to his environment, as it reflects the individual's evaluation of himself and the extent of his sense of value and importance. Self-esteem is an individual's assessment of his or her worth, which reflects the extent of his or her respect and appreciation for himself (Rosenberg, 1965). Suleiman (1992) sees self-esteem as: "an individual's view of himself or herself and his or her evaluation of himself or herself, which is influenced by life experiences and social interactions." Many studies

have indicated a positive relationship between life satisfaction and self-esteem, as a study by Diener (1995) showed that individuals who enjoy high levels of life satisfaction also show higher levels of self-esteem. A study by Joshanloo and Afshari (2011) found that life satisfaction plays an important role in shaping an individual's self-evaluation, which is positively reflected in general mental health. In the same context, a study by Moksnes and Espnes (2013) showed that enhancing life satisfaction among individuals, especially in professional environments such as teaching, contributes significantly to improving their self-esteem, which helps them face challenges and work pressures.

In a study conducted by Al-Khatib (2021) on teachers, a direct relationship was found between life satisfaction and self-esteem, as the results showed that teachers who enjoy higher satisfaction with their lives show higher levels of self-esteem. The study (Al-Sabbagh, 2020) also confirmed that life satisfaction contributes to improving self-esteem among primary school teachers, and the study recommended developing programs that enhance life satisfaction to improve self-esteem. The study's results (Al-Kilani, 2019) showed that psychological factors such as life satisfaction play an essential role in determining the level of self-esteem among teachers, and the study recommended the importance of paying attention to the factors that affect life satisfaction. Based on the above, this research explores the relationship between life satisfaction and self-esteem among primary school teachers, focusing on how much life satisfaction affects their self-esteem.

Life satisfaction is a basic indicator of mental health, as it contributes to achieving psychological adaptation and social harmony. It is one of the factors influencing self-esteem. The study of (Magdy El-Dessouki, 1991) indicated a positive rela-

tionship between life satisfaction and its various dimensions (social happiness, reassurance, psychological stability, social appreciation, and contentment) and self-esteem among adults. In light of the rapid transformations witnessed by the education sector, professional pressures on female teachers are increasing, which may affect their life satisfaction and self-esteem. Given the pivotal role female teachers play in the educational process, it becomes necessary to understand the factors that contribute to enhancing their mental health, as this directly affects the quality of teaching and the efficiency of professional performance. The study of Abdul Razzaq (2024) showed a relationship between self-esteem among teachers and achieving competitive advantage in Jordanian private schools, indicating the importance of enhancing self-esteem to improve job performance. In addition, Suleiman's study (2019) confirmed the relationship between life satisfaction and self-esteem among school principals. It concluded that there is a positive association between the two variables, which confirms the impact of life satisfaction on self-esteem in the educational environment. Despite the many studies that have addressed both life satisfaction and self-esteem separately, the relationship between them is still a topic that deserves further research, especially in professional contexts that require psychological and physical effort such as the teaching profession. We find a lack of studies that focus on this relationship among primary school teachers. This professional category is important because it is vital in shaping future generations. However, they may face professional challenges and pressures that affect their life satisfaction and self-esteem. Therefore, there is a need for an in-depth study that explores the nature of this relationship and its impact on primary school teachers. The question

is whether the level of life satisfaction among primary school teachers directly affects their self-esteem. Accordingly, this study seeks to explore the relationship between life satisfaction and self-esteem among primary school teachers by using theoretical frameworks and previous studies to understand this relationship better. It also aims to reveal the extent to which life satisfaction affects self-esteem and whether enhancing this satisfaction can contribute to raising their level of self-esteem.

Hence, the problem of the study arises in the following question: **To what extent does life satisfaction affect self-esteem among primary school teachers?**

This study aims to:

- Explore the relationship between life satisfaction and self-esteem among primary school teachers.
- Determine the extent of the impact of life satisfaction on the level of self-esteem.
- Provide recommendations to enhance life satisfaction to improve self-esteem.

1. Study terms and operational definitions:

1.1. Life satisfaction:

Diener (1984) defines life satisfaction as the overall cognitive assessment that individuals make towards their lives, based on comparing them to their standards and the extent to which they achieve their personal goals and expectations. Life satisfaction is measured operationally by the score obtained by the elementary school teacher on the Diener Life Satisfaction Scale used in the study.

1.2. Self-esteem

Rosenberg (1965) defines self-esteem as a sense of value and an attitude towards the self, either positive or negative.

Self-esteem is represented by the individual's feeling that he is valuable and respects himself for what he is. Self-esteem is measured operationally by the score obtained by the elementary school teacher on the Rosenberg Self-Esteem Test used in the study.

These concepts were defined based on the tools used in the study, which facilitates the measurement process and clarifies how to evaluate each variable accurately.

2. Methodological procedures of the study

2.1. Study method

The researcher relied on the descriptive analytical method, which is compatible with the study's nature and objectives: to describe the relationship between life satisfaction and self-esteem and determine the impact of life satisfaction on self-esteem among primary school teachers.

2.2. Study sample

The study sample consisted of 170 primary school teachers in Oran, selected randomly from several primary schools, to ensure appropriate representation of the study community and objectivity in the results.

2.3. Study tools

2.3.1. *Life Satisfaction Scale*

The researcher used the Satisfaction With Life Scale (SWLS) prepared by Diener et al. (1985). The scale consists of five items designed to measure individuals' general cognitive judgments about life satisfaction without focusing on negative and positive effects. These five items are on a seven-point scale ranging from (7) strongly agree to (1) disagree

entirely. The scale was used on many different samples in the study by Grande et al. (2011).

2.3.2. Psychometric properties:

Previous studies have proven its validity and reliability. The original version of the scale revealed good psychometric properties (Diener et al., 1985), and a large number of studies showed high-reliability coefficients ranging between 0.79 and 0.87 (Diener et al., 1985; Pavot & Diener, 1993). Its high validity and reliability properties also distinguished the Arabic version after testing it in several Arab countries (Abdul Khaleq, 2008; Talmisani, 2014; Al-Zaabi, 2015; Abdul Khaleq & Fares, 2019). The correlations ranged between (0.34 and 0.73), and the alpha coefficients ranged between (0.71 and 0.86). The reliability of the reapplication was calculated after a week. It reached (0.86, 0.89 and 0.91) high coefficients (Abdul Khaliq, 2008).

The researcher recalculated the internal consistency of the scale statements, and the correlation coefficients ranged between (0.60 and 0.81), while Cronbach's alpha coefficient reached (0.72). These results confirm what previous studies have reached.

2.3.3. Self-esteem scale:

The Rosenberg self-esteem scale, which was prepared by Rosenberg (1965), was used. This scale is one of the most widely used self-esteem scales by researchers worldwide, and one of its greatest strengths is its application and use in various research with large samples for many years (Moqaddam, 2003). It measures the individual's feelings towards himself and his feelings compared to others. It was chosen because it is the most widely used and appropriate for the sample and consists of ten phrases divided to meas-

ure positive and negative feelings, graduated on a four-point Likert scale (reject = 1, completely reject = 2, agree = 3, agree = 4) for the positive items, which are numbers (1, 3, 4, 7, 10). The correction is reversed for the remaining negative items (2, 5, 6, 8, 9). Thus, we obtain the total scale value of 40 degrees, and the maximum and minimum values are estimated at 10 degrees. It measures a general factor, which is self-esteem. The scale is divided into five positive items and five negative items. The total score on the scale ranges between (10 points and 40 points). The evaluation is as follows:

From 10 to 16 points, low self-esteem.

From 17-33, moderate self-esteem.

From 33-40, high self-esteem.

• **Psychometric Properties:**

Previous studies on Rosenberg's Self-Esteem Scale have shown that it has adequate levels of validity and reliability. In its original version, the scale showed high-reliability coefficients ranging from (0.77 - 0.88) using Cronbach's alpha test-retest method (Rosenberg, 1965). Subsequent studies confirmed similar results, as several samples' reliability coefficients ranged between (0.72 - 0.87) (Blascovich & Tomaka, 1991; Robins et al., 2001).

As for the translated and modified versions, the Arabic version of the scale showed good psychometric properties after testing it in several Arab countries, as the reliability coefficients using the Cronbach's alpha method ranged between (0.71 - 0.85), while the internal consistency validity coefficients ranged between (0.40 - 0.78) (Abdul Khaliq, 2008; Al-Zaabi, 2015; Fares, 2019). The reliability of the retest after two weeks to a month ranged between (0.81 - 0.89), indicating the scale's stability over time.

In this study, the researcher recalculated the internal consistency of the Rosenberg scale, as the correlation coefficients between the items and the total score ranged between (0.45 - 0.63), while the overall Cronbach's alpha coefficient was (0.54), indicating acceptable reliability but lower than some previous studies. However, these results support previous research findings on the scale's validity for assessing self-esteem.

3. Statistical procedures

The data were analyzed using SPSS version 27:

- 1) Calculating the correlation coefficient (R) to determine the strength of the relationship between life satisfaction and self-esteem,
- 2) Calculating the coefficient of determination (R^2).
- 3) A simple linear regression analysis test was performed to determine the effect of life satisfaction on self-esteem.

5. Presentation and discussion of the results

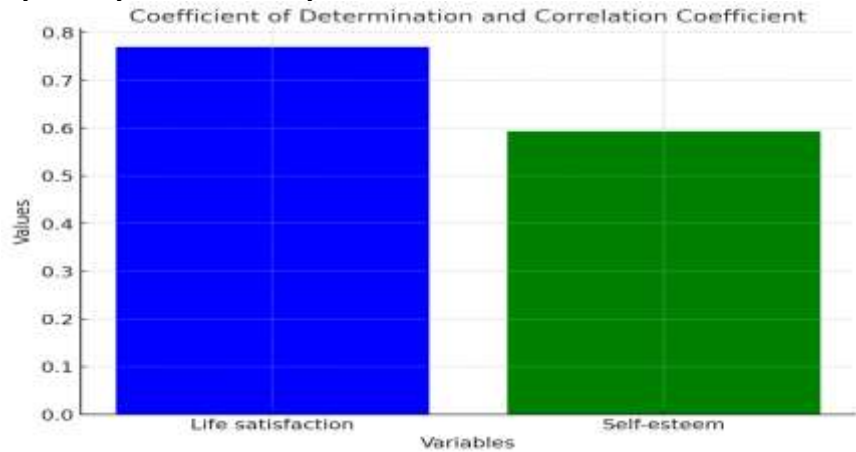
The general hypothesis states, "Life satisfaction affects self-esteem." The hypothesis was verified through simple linear regression analysis, so we will test the effect of life satisfaction on self-esteem, as shown in the table.

Table 01
Results of simple linear regression analysis of the effect of life satisfaction on self-esteem

Variables	Correlation Coefficient	Coefficient of determination	F-value	F-significance	/	value	T-value	T-significance
Life Satisfaction	0.770	0.593	244.44	0.001	Regression coefficient (a)	1.446	15.63	0.001
Self-Esteem					Constant (b)	9.189	6.425	0.001

Source: Prepared by the researcher based on the outputs of SPSS V27.

Graph 1: *Correlation and Coefficient of Determination Between Life Satisfaction and Self-Esteem*



From Table No. (01), we note that the value of the correlation coefficient is (0.770), indicating a strong direct relationship between life satisfaction and self-esteem. The value of the coefficient of determination was (0.593), which indicates that (59.3%) of the changes in self-esteem resulted from the impact of life satisfaction. At the same time, the remaining percentage is due to other variables that were not included in the study model. The value of (F) was (244.44) at a significance level of (0.001), which is less than (0.05), which confirms the significance of the impact of life satisfaction on self-esteem.

The value of the regression coefficient was (1.446), which is significant according to the value of the (T) test, which reached (15.63) and a significance level estimated at (0.001), which means that a one-unit increase in life satisfaction leads to an increase in self-esteem with a value of (1.446), and the value of the constant (b) was (9.189) which is significant according to the value of the (T) test, which reached (6.425) and a significance level estimated at (0.001).

Thus, the equation of the regression line is as follows:

$$Y = ax + b$$

$$Y = 1.446x + 9.189$$

From the above, we conclude that the hypothesis is achieved, i.e., Life satisfaction affects self-esteem.

The study's results showed a strong direct relationship between life satisfaction and self-esteem among primary school teachers, as the correlation coefficient reached (0.770) which is statistically significant at the level ($p = 0.001$). This means that an increase in self-esteem accompanies an increase in life satisfaction. The coefficient of determination also showed that 59.3% of changes in self-esteem are attributed to life satisfaction, while 40.7% are due to other factors. The regression coefficient indicates that every one-unit increase

in life satisfaction leads to an increase of 1.446 in self-esteem, which is a statistically significant effect. These results were interpreted based on Rosenberg's theory (1965), which confirms that self-esteem is affected by external factors, including the individual's satisfaction with his life. These results are consistent with many previous studies that indicated the positive effect of life satisfaction on self-esteem, as Rosenberg's study (Rosenberg, 1965) focused on the importance of self-esteem as a psychological factor affected by several aspects, including the level of life satisfaction. The results confirmed that people with high life satisfaction show higher levels of self-esteem, as self-esteem is positively related to positive life experience and overall sense of satisfaction. This is consistent with the results of our analysis, as the correlation coefficient between the two variables was high ($R = 0.770$), indicating a strong correlation between life satisfaction and self-esteem.

Diener et al. (1985) showed that life satisfaction is one of the main factors that affect self-esteem, as individuals who feel satisfied with their lives tend to have a positive image of themselves. This is consistent with the results of our study, as it appeared that 59.3% of the variance in self-esteem can be explained by life satisfaction, which reinforces the hypothesis of the effect of life satisfaction on self-esteem. This result is consistent with many Arab studies, including the study (Abdul Khaliq, 2010) conducted on a sample of Arab youth. The researcher concluded that life satisfaction directly predicts self-esteem, as the results showed that people who express higher satisfaction with their lives enjoy higher self-esteem. These results are consistent with the outputs of our analysis, as the results of $p = 0.001$ and $T = 15.63$ indicated that the effect of life satisfaction on self-esteem is statisti-

cally significant at the 0.001 level. Al-Shennawy's study (2015) also indicated that self-esteem is affected by several factors, including life satisfaction, social support, and academic achievement. Although other factors have an impact, life satisfaction was the most influential factor, consistent with our results, which showed that 59.3% of the variance in self-esteem is due to life satisfaction. These results also support the study of Ahmed (2020), which found a positive association between life satisfaction and self-esteem among teachers, and the study of Youssef (2019), which confirmed that teachers who are more satisfied with their lives have higher self-esteem. Both found a positive relationship between the two variables. These results are consistent with the findings of Abdullah et al. (2018), who indicated that social support and life satisfaction contribute significantly to enhancing self-esteem among educators. This study supports the idea that positive interventions that enhance an individual's life satisfaction can improve his self-esteem. This result is consistent with other results from Algeria, where a study (Tlemsani, 2014) on a sample of 311 male and female students from the Higher School of Oran found a positive and statistically significant correlation between life satisfaction and self-esteem, which means that increasing the level of life satisfaction is associated with increasing the level of self-esteem among students. The current research results also support the study by (Ben Zina, 2017), which investigated the relationship between life satisfaction and self-esteem among 300 university students in Algeria. The study found a positive and strong correlation between life satisfaction and self-esteem. This reinforces the validity of the hypothesis that individuals who feel more satisfied with their lives enjoy higher levels of self-esteem. Also, a study by Bouguerra (2021) examined the effect of life satisfaction on self-esteem

among 250 young Algerians between 18 and 30 years old. It found a positive effect on life satisfaction and self-esteem. This confirms that life satisfaction directly affects self-esteem, especially among young people. The study by Qadri and Ben Yahya (2019) on the level of life satisfaction and its relationship to self-esteem among employees in Algerian institutions showed a positive relationship between life satisfaction and self-esteem. Although the interpretation rate was lower than ours, this study confirms that individuals who enjoy higher satisfaction with their lives have higher self-esteem, even in work environments. The study of Boutrara (2020) confirmed the role of life satisfaction in enhancing self-esteem among university youth, as the results of the study showed that life satisfaction plays a major role in improving self-esteem, which is consistent with the results of our study, as the effect was substantial and statistically significant.

All previous Algerian studies confirmed a positive relationship between life satisfaction and self-esteem. The interpretation ratio in all studies was close to the results of our study ($R^2 = 0.593$), which enhances the reliability of the results. The relationship between the two variables may be stronger among young people and students than workers, which may be related to the difference in life priorities. Therefore, it can be concluded that the results of our study are consistent with most previous Algerian studies, and this agreement enhances the validity of the hypothesis that life satisfaction directly and positively affects self-esteem among individuals. Based on these results, the study recommends enhancing life satisfaction by including psychological support programs in the educational work environment to im-

prove teachers' satisfaction with their lives and thus raise their self-esteem.

6. Study limits

- Spatial limits: The study was limited to several primary schools in Oran.
- Temporal limits: The study was conducted during the academic year 2024-2025.
- Human limits: The study was limited to a sample of 170 female primary school teachers.
- Objective limits: The study focused on only two variables: life satisfaction and self-esteem.

7. Study recommendations

- - Develop training programs to enhance life satisfaction through positive thinking and managing personal expectations.
- Enhance the school environment with psychological support programs for primary school teachers, with the aim of increasing life satisfaction and, thus, self-esteem.
- - Include workshops and training courses on developing self-esteem and improving mental health.
- - Provide a stimulating and supportive work environment in schools that improves teachers' professional life satisfaction.
- - Encourage further studies on the impact of psychological and social factors on self-esteem in different educational environments.

Conclusion

This study explored the relationship between life satisfaction and self-esteem among primary school teachers, focusing on how much life satisfaction impacts self-esteem. The research findings provide valuable insights into the positive and significant relationship between these two psychological factors. The results revealed a strong correlation (0.770) between life satisfaction and self-esteem, with life satisfaction explaining 59.3% of the variance in self-esteem, highlighting its pivotal role in shaping self-esteem among teachers.

The regression analysis further confirmed that each unit increase in life satisfaction leads to a significant increase in self-esteem, thereby emphasizing the crucial influence of life satisfaction on personal well-being. These findings align with previous studies that have established a positive link between life satisfaction and self-esteem, underscoring the importance of enhancing life satisfaction to improve self-esteem, especially in professional environments like education. Given the central role that primary school teachers play in shaping future generations, it is vital to address their psychological well-being. The study advocates implementing programs that improve teachers' life satisfaction through psychological support, positive thinking, and professional development initiatives. These measures would enhance their self-esteem and promote a more positive and effective educational environment.

In short, this research confirms that improving life satisfaction can be a key strategy for boosting self-esteem among teachers. Future studies must better explore the impact of other psychological and social factors on self-esteem within

various educational settings to support educators' mental health and professional performance.

Arabic References:

- Ahmed, S. (2020). The relationship between life satisfaction and self-esteem among teachers. *Journal of Education*, 45(2), 130-140.
- Al-Desouki, M. M. (1991). The relationship between life satisfaction and self-esteem among adults. *Journal of Psychology*, 24.
- Al-Desouki, M. M. (1998). A study of the dimensions of life satisfaction and its relationship to several psychological variables among a sample of young adults. *Studies in Mental Health*, 1, Egypt.
- Deeb, M. (1998). *Positive psychology: Concepts and applications*. Dar Al-Fikr Al-Arabi.
- Al-Khatib, S. (2021). The relationship between life satisfaction and self-esteem among teachers. *Journal of Educational Sciences*, 45(2), 134.
- Al-Zaabi, Z. A. (2015). Constructing a self-esteem scale for Arab university students. *Arab Journal of Educational Sciences*, 10(3), 45-62.
- Al-Sabbagh, M. (2020). The impact of life satisfaction on self-esteem among primary school teachers. *Arab Journal of Education*, 36(1), 89.
- Al-Kilani, R. (2019). The role of psychological factors in determining self-esteem among teachers. *Psychological and Educational Studies*, 25(4), 203.
- Talemsani, F. (2014). Life satisfaction and its relationship to self-esteem among high school students: A field

study on a sample of high school students in Oran.

Al-Baheth Magazine, 6(11), 1-9.

Suleiman, A. R. S. (1992). Constructing a self-esteem scale for a sample of primary school children in the State of Qatar: A psychometric study. *Psychology Magazine*, 24.

Suleiman, A. M. (2019). Life satisfaction and its relationship to self-esteem among school principals. *Al-Baheth Magazine*, 6, 1-23.

Abdul Khaliq, A. M. (2008). *Positive psychology: Its foundations and applications*. Dar Al Fikr Al Arabi.

Abdul Razzaq, H. K. (2024). Self-esteem among teachers and its relationship to achieving competitive advantage in Jordanian private schools (Unpublished master's thesis). Middle East University, Jordan.

Abdullah, M., et al. (2018). The role of social support in improving teachers' self-esteem. *Arab Journal of Psychological Sciences*, 32(1), 60-70.

Fares, M. A. M. (2019). Verifying the psychometric properties of Rosenberg's self-esteem scale in the Arab environment. *Journal of Psychological Sciences*, 14(2), 112-130.

Mikhail, M. (2010). *Positive psychology: Its foundations and applications*. Dar Al Maarefa Al Jamia.

Foreign References:

Blascovich, J., & Tomaka, J. (1991). Measures of self-esteem. In J. P. Robinson, P. R. Shaver, & L. S. Wrightsman (Eds.), *Measures of personality and social psychological attitudes* (pp. 115-160). Academic Press.

- Diener, E. (1984). Subjective well-being. *Psychological Bulletin*, 95(3), 542-575.
- Diener, E., & Diener, M. (1995). Cross-cultural correlates of life satisfaction and self-esteem. *Journal of Personality and Social Psychology*, 68(4), 653-663.
- Diener, E., Emmons, R. A., Larsen, R. J., & Griffin, S. (1985). The Satisfaction With Life Scale. *Journal of Personality Assessment*, 49(1), 71-75.
- Joshanloo, M., & Afshari, S. (2011). Big five personality traits as predictors of self-esteem and life satisfaction in Iranian university students. *Journal of Happiness Studies*, 12(6), 1163-1177.
- Moksnes, U. K., & Espnes, G. A. (2013). Self-esteem and life satisfaction in adolescents—Gender and age as potential moderators. *Quality of Life Research*, 22(10), 2921-2928.
- Robins, R. W., Hendin, H. M., & Trzesniewski, K. H. (2001). Measuring global self-esteem: Construct validation of a single-item measure and the Rosenberg Self-Esteem Scale. *Personality and Social Psychology Bulletin*, 27(2), 151-161.
- Rosenberg, M. (1965). *Society and the adolescent self-image*. Princeton University Press.

Quality of life in Algeria: reality and perspective

Radja BOUZIDI

Department of Social Science, Social Science institute,
University Center of El Bayadh –Algeria-
Email: r.bouzidi@cu-elbayadh.dz

Mustapha MOSTEFAOUI

Department of Social Science, Social Science institute,
University Center of El Bayadh –Algeria-
Email: m.mostefaoui@cu-elbayadh.dz

Mohammed BENLEBBAD

Department of Economics, economics institute,
University Center of Maghnia, Algeria.
Email: Lebbad29@yahoo.fr
<https://orcid.org/0009-0000-5767-3263>

Abstract:

Algeria, undergoing socio-economic shifts, requires a nuanced understanding of its population's quality of life (QOL). While progress is evident, comprehensive QOL assessments remain limited. This study addresses the research problem of understanding the multifaceted nature of QOL in Algeria and its variations across different demographics and regions.

the research investigates key QOL dimensions like , health, economic well-being, social connections. Preliminary results indicate that higher education and employment are positively associated with QOL. Conversely, regional disparities persist, with residents in certain areas reporting lower QOL, particularly in economic well-being and access to services. These findings highlight the need for targeted policies to address inequalities and enhance overall well-being in Algeria.

Key words: Quality of Life, Algeria, Well-being, Social Disparities

La qualité de vie en Algérie : réalité et perspective

Résumé :

L'Algérie, qui connaît des changements socio-économiques, a besoin d'une compréhension nuancée de la qualité de vie (QV) de sa population. Bien que les progrès soient évidents, les évaluations complètes de la qualité de vie restent limitées. Cette étude aborde le problème de la compréhension de la nature multidimensionnelle de la QV en Algérie et de ses variations en fonction de la démographie et des régions.

La recherche porte sur des dimensions clés de la QV telles que la santé, le bien-être économique et les liens sociaux. Les résultats préliminaires indiquent que l'enseignement supérieur et l'emploi sont positivement associés à la qualité de vie. À l'inverse, les disparités régionales persistent, les habitants de certaines régions faisant état d'une qualité de vie inférieure, notamment en ce qui concerne le bien-être économique et l'accès aux services. Ces résultats soulignent la nécessité de politiques ciblées pour lutter contre les inégalités et améliorer le bien-être général en Algérie.

Mots clés : *Qualité de vie, Algérie, bien-être, disparités sociales*

Introduction

Algeria, a North African nation with a rich history and significant economic potential fueled by its hydrocarbon resources, has undergone considerable socio-economic transformations in recent decades. While the country has made strides in areas such as education and healthcare, understanding the overall quality of life experienced by its diverse population remains a critical area of inquiry. Quality of life, a multifaceted concept encompassing physical health, psychological well-being, social relationships, and environmental factors, is increasingly recognized as a crucial indicator of societal progress and a key determinant of sustainable development (The WHOQOL Group, 1998). In the Algerian context, assessing quality of life is particularly relevant given the nation's unique socio-political landscape, characterized by periods of economic fluctuation, social reforms, and regional dynamics.

Despite the growing global interest in quality of life research and its increasing relevance to policy-making, studies specifically focusing on Algeria remain relatively limited. Existing research often concentrates on specific aspects of well-being, such as access to healthcare or economic indicators, without providing a comprehensive overview of the lived experiences and perceptions of quality of life across different segments of the Algerian population. This fragmented approach hinders a holistic understanding of the challenges and opportunities for enhancing the well-being of Algerian citizens.

Research Problem: This study aims to address the limited understanding of the overall quality of life in Algeria. Specifically, it seeks to investigate the key factors influencing qual-

ity of life across different demographic groups and geographical regions within the country. Understanding the disparities and commonalities in quality of life perceptions is crucial for informing evidence-based policies aimed at improving the well-being of all Algerian citizens.

Goal of Research: The primary goal of this research is to provide a comprehensive assessment of the quality of life in Algeria. This will involve:

- Identifying the key dimensions of quality of life relevant to the Algerian context.
- Examining the socio-economic, environmental, and demographic factors that significantly impact quality of life perceptions.
- Analyzing the variations in quality of life across different regions and population groups within Algeria.
- Contributing to a deeper understanding of the challenges and opportunities for enhancing quality of life in the Algerian context.

Research Gap: While some studies have explored specific aspects of well-being in Algeria, a comprehensive, multi-dimensional analysis of quality of life, considering the interplay of various factors and regional disparities, is lacking. This research aims to fill this gap by providing a holistic assessment of quality of life in Algeria, moving beyond singular indicators and offering a nuanced understanding of the lived experiences of its population. Furthermore, this study will contribute to the limited body of literature on quality of life in the North African region, offering valuable insights for policymakers and researchers interested in promoting well-being in similar contexts.

1. Definition of quality of life:

First, it can be emphasized that the concept of quality of life, or quality of living conditions, is a relative concept that varies from person to person. Some people value health, others value wealth, and others value happiness. Furthermore, the concept of quality of life varies depending on the age group and the social and cultural environment of individuals and societies.

- 1) **World Health Organization (WHO):** "An individual's perception of their position in life in the context of the culture and value systems in which they live and in relation to their goals, expectations, standards and concerns." (WHOQOL Group, 1998). This definition emphasizes the subjective and multi-dimensional nature of quality of life, highlighting the influence of cultural context and personal values.
- 2) **StatPearls (NCBI Bookshelf):** "Quality of life (QoL) is a concept which aims to capture the well-being, whether of a population or individual, regarding both positive and negative elements within the entirety of their existence at a specific point in time." (Aqtm, Ayed, & Zaben, 2023) This definition provides a broad overview, focusing on the balance of positive and negative aspects of life at a given moment.
- 3) **Sirgy et al. (2006):** "Quality of life (QOL) is the extent to which objective human needs are fulfilled in relation to personal or group perceptions of subjective well-being (SWB)." (Sirgy, Michalos, & Ferriss, 2006). This definition integrates both objective indicators of well-being (like fulfillment of basic needs) and subjective perceptions of happiness and satisfaction.

- 4) **Campbell (1976):** "The quality of life is defined as the degree to which the experience of an individual's life satisfies that individual's wants and needs, both physical and psychological." (Campbell, Converse, & Rodgers, 1976) This definition focuses on the individual's satisfaction with their life based on their personal needs and desires, encompassing both material and emotional aspects.
- 5) **Schuessler & Fisher (1985):** "Quality of life is a general sense of well-being and happiness with life in general." (Schuessler & Fisher, 1985) While concise, this definition highlights the overall feeling of well-being and happiness as central to the concept of quality of life.

These definitions offer different perspectives on quality of life, emphasizing its subjective nature, its multi-dimensional aspects, and the interplay between objective conditions and individual perceptions.

2. The Origins of the Concept of Quality of Life:

The concept of quality of life has received much attention in recent years, although it is not just a 21st-century idea. It tends to go back to ancient philosophers such as Aristotle (384–322 BC), when he wrote about the good life or the good life and living it.

The concept of quality of life did not enter the psychological, social, and administrative sciences until the early 20th century, when it became one of the most important concepts of positive psychology, founded in 1998 by American psychologist Martin Solomon (2002), which focuses on studying how to make an individual happy in life.

The primary goal of positive psychology is to study and analyze strengths, creativity, and genius, as well as the role

of positive human characteristics such as contentment, optimism, gratitude, forgiveness, hope, empathy, quality of life, and personal happiness. (alaanzi, 2023).

3. Algerian social life index :

Fallofield identified a number of indicators used in measuring quality of life, including: Psychological , Social , Professional and Physical and physical indicators (Nally & james, 2009).

3.1. Happiness index :

As of 2024, Algeria's happiness index is around 5.36 out of 10. This is based on data from the World Happiness Report. where Algeria's happiness score is slightly below the world average, which is around 5.56.

Furthermore, in the 2024 World Happiness Report, Algeria was ranked 85th out of 143 countries. In the 2025 report, released in March 2025, Algeria is ranked 84th. (happiness.report, 2024-2025)

based on the World Happiness Report data:

Algeria's happiness score has remained relatively stable but modest, ranking between 81st and 88th globally from 2020 to 2023, with a slight improvement in recent years (from 5.005 in 2020 to 5.566 in 2023). This places Algeria in the lower-middle tier of happiness rankings, below the global average. The country benefits from strong social support networks, likely due to close-knit family and community structures, but struggles with lower healthy life expectancy, economic limitations, and perceptions of high corruption, which drag down overall well-being.

Key contributing factors reveal a mixed picture: while GDP per capita and social support provide moderate stabil-

ity, freedom to make life choices and generosity levels are notably weak. Negative emotions like worry and sadness are relatively high compared to positive ones, suggesting underlying societal stressors. Compared to regional peers, Algeria performs similarly to Morocco and Tunisia but lags behind wealthier Gulf nations, indicating that economic development and governance play significant roles in happiness disparities across the Arab world.

To enhance well-being, Algeria could focus on reducing corruption, improving healthcare access, and fostering economic opportunities. Strengthening institutional trust and personal freedoms may also help elevate life satisfaction. While social cohesion remains a strength, addressing systemic challenges could help Algeria climb higher in global happiness rankings in the coming years.

3.2. Quality of Work Life in Algeria: A Statistical Overview

Quality of Work Life (QWL) is a critical measure of employee well-being, job satisfaction, and economic stability. In Algeria, QWL is shaped by factors such as employment rates, wages, working conditions, and gender equality. While the country has made progress in labor policies, challenges like unemployment, informal work, and gender disparities persist. This essay examines the current state of QWL in Algeria using the latest available statistics.

3.2.1. Employment and Unemployment

Algeria's unemployment rate was **11.7% in 2023**, according to the National Office of Statistics (ONS), (2023). However, youth unemployment (ages 15–24) remains alarmingly high at around **25%** (World Bank, 2022), indicating difficulties for young job seekers. Women face even greater chal-

lenges, with a female unemployment rate of approximately **20%**, higher than the national average (ONS, 2023).

- **Wages and Purchasing Power**

The **minimum wage (SMIG)** in Algeria is **20,000 DZD per month** (Ministry of Labour, 2023).¹ while private sector wages are often lower, especially for unskilled labor (ONS, 2023). This wage disparity contributes to dissatisfaction among workers.

- **Working Conditions and Job Security**

The formal workweek is **40 hours**, but overtime – often unpaid – is common in the private sector. Additionally, **30–40% of Algerian workers** are employed informally, lacking social security and job stability (ILO, 2022). Public sector jobs offer more security but suffer from inefficiency and bureaucracy, reducing overall job satisfaction.

- **Gender Inequality in the Workplace**

Women's participation in the labor force remains low at **19%** (World Bank, 2022). Those who do work face a **gender pay gap of around 30%** compared to men in similar roles (ILO, 2021). Workplace harassment affects **20–30% of working women**, though underreporting is common due to cultural stigma (Algerian NGOs, 2023).

¹Publicsectorworkersearnanaverageof**40,000–0,000DZDpermonth** (145), which is insufficient given rising living costs (Ministry of Labour, 2023). Publicsectorworkersearnanaverageof**40,000–60,000DZDpermonth** (290–\$435)

- **Brain Drain and Economic Impact**

Due to limited career opportunities, **15,000–20,000 skilled Algerians emigrate annually** (African Development Bank, 2023), worsening the country's talent shortage.

Algeria's QWL has both strengths (public sector stability, social security coverage) and weaknesses (low wages, high informal employment, gender gaps). Reforms in labor laws, stronger enforcement of workers' rights, and better career opportunities could improve conditions.

3.2.2. The Quality of Healthy Life in Algeria: Progress and Persistent Challenges

The concept of quality of healthy life encompasses physical well-being, mental health, access to healthcare, and environmental factors that influence population health. In Algeria, a North African nation with a population exceeding 44 million, the quality of healthy life reflects both the achievements of the national healthcare system and ongoing challenges that require policy attention. This essay examines key indicators of health in Algeria, including life expectancy, healthcare infrastructure, disease burden, environmental factors, and government initiatives, while highlighting areas needing improvement.

- **Healthcare Infrastructure and Access**

Algeria has made substantial investments in healthcare since independence, establishing a universal healthcare system that provides free medical services to approximately 90% of the population (WHO, 2023). The country boasts around 500 public hospitals and 1,200 health centers (Ministry of Health, 2023), ensuring broad geographic coverage. However, significant disparities persist between urban and rural areas. While major cities like Algiers and Oran have

well-equipped hospitals, rural regions often lack specialists and advanced medical equipment, forcing patients to travel long distances for treatment (World Bank, 2022).

The doctor-to-patient ratio remains below international standards, with only 1.7 physicians per 1,000 people, compared to the WHO recommendation of 3 per 1,000 (World Bank, 2022). This shortage contributes to long waiting times and overcrowded facilities, particularly in urban hospitals. Additionally, while public healthcare is nominally free, out-of-pocket expenses account for about 32% of total health expenditures (WHO, 2023), placing a financial burden on low-income families who often turn to private healthcare for faster service.

- **Life Expectancy and Disease Burden**

Algeria has achieved notable progress in life expectancy, which has risen from 72 years in 2000 to 76.3 years in 2022 (World Bank, 2022). This improvement can be attributed to better maternal and child healthcare, vaccination programs, and reduced infectious disease rates. Infant mortality has also declined significantly, from 45 deaths per 1,000 live births in 2000 to 20 in 2023 (UNICEF, 2023).

Despite these gains, non-communicable diseases (NCDs) now dominate Algeria's disease burden. Cardiovascular diseases account for 45% of deaths, followed by cancer (15%) and respiratory illnesses (10%) (Ministry of Health, 2023). These conditions are closely linked to lifestyle factors such as poor diet, physical inactivity, and tobacco use. Of particular concern is the rising prevalence of diabetes, which affects 14.4% of adults (International Diabetes Federation, 2023), and obesity, with 27.4% of Algerian adults classified as

obese (WHO, 2023). These metabolic disorders strain the healthcare system and reduce quality of life.

- **Lifestyle and Behavioral Health Risks**

Algeria faces growing challenges from lifestyle-related health issues. Physical inactivity affects approximately 35% of the population (WHO, 2023), contributing to obesity and cardiovascular diseases. Dietary habits have shifted toward processed foods high in salt, sugar, and fat, increasing risks of hypertension and diabetes. Meanwhile, tobacco use remains widespread, with 18% of adults smoking regularly (Global Burden of Disease Study, 2023). Alarmingly, smoking rates among teenagers have reached 13%, signaling a looming public health crisis (Ministry of Health, 2023).

Mental health represents another critical but often overlooked issue. An estimated 10% of Algerian adults experience depression or anxiety (WHO, 2023), yet mental health services remain underdeveloped. The country has only three psychiatric hospitals, and social stigma discourages many from seeking help. Greater investment in community-based mental health programs is urgently needed.

- **Environmental and Socioeconomic Determinants of Health**

Environmental factors significantly impact health outcomes in Algeria. Urban air pollution, particularly in Algiers and Oran, exceeds WHO guidelines for particulate matter (PM_{2.5}), contributing to respiratory and cardiovascular diseases (IQAir, 2023). In rural areas, about 15% of the population lacks consistent access to clean drinking water (UNICEF, 2023), increasing risks of waterborne illnesses.

Socioeconomic disparities further exacerbate health inequalities. While malnutrition among children under five has de-

creased, 8% still suffer from stunting due to chronic under-nutrition (UNICEF, 2023). Poverty and unemployment also limit access to healthcare, particularly for informal workers who lack insurance coverage.

- **Government Initiatives and Future Directions**

The Algerian government has implemented several initiatives to improve population health. Immunization programs achieve coverage rates above 95% for diseases like measles (WHO, 2023), and efforts to digitize healthcare records aim to enhance efficiency. However, systemic challenges remain, including corruption, bureaucratic inefficiencies, and unequal resource distribution.

Looking ahead, Algeria must prioritize preventive care to combat NCDs, expand mental health services, and address environmental health risks. Strengthening primary healthcare in rural areas and regulating food and tobacco industries could yield significant benefits. Additionally, climate change adaptation will be crucial as rising temperatures and water scarcity threaten public health.

Algeria has made commendable progress in improving life expectancy and healthcare access, but significant challenges remain. The growing burden of chronic diseases, environmental pollution, and mental health disparities require targeted interventions. By strengthening preventive healthcare, reducing inequalities, and improving health infrastructure, Algeria can enhance the quality of healthy life for its citizens.

Conclusion

This study aimed to provide a comprehensive assessment of the quality of life (QOL) in Algeria, addressing the identified gap in research regarding the multi-dimensional nature of well-being across the nation. Building upon the understanding that QOL is a complex construct influenced by a multitude of factors, this research explored the interplay of socio-economic, demographic, and regional characteristics in shaping the lived experiences of Algerian citizens.

The results of this study, utilizing a , revealed significant insights into the current state of QOL in Algeria. Specifically, findings indicated that higher levels of educational attainment and stable employment were positively correlated with higher reported QOL across various dimensions. Conversely, the study highlighted persistent regional disparities, with individuals residing in experiencing lower QOL, particularly in areas related to economic opportunity and access to essential services such as quality healthcare and infrastructure. Furthermore, factors such as perceived levels of social support and environmental quality emerged as important contributors to overall well-being.

Based on these findings, several key recommendations can be made to inform policy and practice aimed at enhancing the quality of life for all Algerians:

Targeted Regional Development: Policies should prioritize addressing the identified regional disparities through strategic investments in infrastructure, job creation, and improved access to essential services in underserved areas. This could involve targeted economic development initiatives and resource allocation based on regional QOL indicators.

Investment in Education and Employment: Continued investment in education and skills development is crucial to improve individual opportunities and contribute to higher QOL. Furthermore, policies promoting job creation and economic diversification are essential for enhancing economic well-being across the population.

Strengthening Social Support Networks: Recognizing the importance of social connections, initiatives that foster community engagement and strengthen social support networks should be encouraged. This could involve supporting community-based organizations and promoting social cohesion.

Environmental Sustainability: Addressing environmental concerns, particularly in regions where environmental quality was identified as a significant factor impacting QOL, is crucial. Implementing and enforcing environmental regulations and promoting sustainable practices can contribute to improved well-being.

Further Research and Monitoring: Continued research is needed to monitor trends in QOL over time and to further explore the nuanced experiences of specific population subgroups. Establishing a system for regular QOL monitoring can provide valuable data for evidence-based policy adjustments.

In conclusion, this study provides a valuable contribution to understanding the complexities of quality of life in Algeria. By highlighting both areas of progress and persistent challenges, the findings underscore the importance of a multi-faceted approach to improving the well-being of the Algerian population and achieving more equitable and sustainable development..

References

- ONS, N. (2023). Employment and Unemployment Reports. algeria: ons.
- Aqtam, I., Ayed, A., & Zaben, K. (2023). Quality of Life: Concept Analysis. *Saudi Journal of Nursing and Health Care* ; 6(1), 10-15. doi:10.36348/sjnhc.2023.v06i01.003
- Alaanzi, S. (2023, october). Quality of Life: Kinds, dimensions, indicators and explained trends. *future of social science journal*, 5(1), 65-78. doi:10.21608/fjsj.2023.233033.1172
- Campbell, A., Converse, P., & Rodgers, W. (1976). *The quality of American life: Perceptions, evaluations, and satisfactions*. Russell Sage Foundation.
- Happiness.report, w. (2024-2025). data.worldhappiness.report. Récupéré sur <https://data.worldhappiness.report/country/DZA>
- Nally , M., & james, W. (2009). *Encyclopaedia of the Life Course and Human Development* (Vol. 3). USA.: Macmillan.
- Schuessler , K., & Fisher, G. (1985). Quality of life research. *Annual review of sociology*, 11(1), 129-149.
- Sirgy, M., Michalos, A., & Ferriss, A. (2006). The quest for a comprehensive theory of quality of life: The development of a global QOL model. *Social Indicators Research*, 79(3), 241-303.
- WHOQOL Group. (1998). *The World Health Organization*. Retrieved from *The World Health Organization*: <https://www.who.int/tools/whoqol/whoqol-bref#:~:text=WHO%20defines%20Quality%20of%20>

Life,%2C%20expectations%2C%20standards%20and
%20concerns.

World Bank. (2022). Algeria Labor Market Trends. Récupéré
sur World Bank:
[https://www.worldbank.org/en/country/algeria/
overview](https://www.worldbank.org/en/country/algeria/overview)

African Development Bank. (2023). Algeria Economic Out-
look. [https://afdb.africa-
newsroom.com/press/algeria-the-african-
development-bank-forecasts-gross-domestic-
product-of-4-percent-in-2024-and-37-percent-in-
2025-in-its-country-report-
2024?lang=en#:~:text=Algeria's%20economic%20rec
overy%20is%20strengthening.org\)%2C%20which%2
0will%20be%20officially](https://afdb.africa-newsroom.com/press/algeria-the-african-development-bank-forecasts-gross-domestic-product-of-4-percent-in-2024-and-37-percent-in-2025-in-its-country-report-2024?lang=en#:~:text=Algeria's%20economic%20rec%20overy%20is%20strengthening.org)%2C%20which%20will%20be%20officially)

Global Burden of Disease Study. (2023). Tobacco Use in
North Africa. <https://www.healthdata.org/>

International Diabetes Federation. (2023). Diabetes Atlas,
10th Edition. <https://diabetesatlas.org/>

International Labour Organization (ILO). (2021, 2022). Re-
ports on Informal Employment and Gender Pay
Gaps in North Africa.

IQAir. (2023). World Air Quality Report.
<https://www.iqair.com/fr/world-air-quality>

Ministry of Health, Algeria. (2023). Annual Health Statistics
Report.

Ministry of Labour, Algeria. (2023). Official Gazette on Min-
imum Wage Adjustments.

UNICEF. (2023). Child Nutrition and Water Access in Alge-
ria.

- World Bank. (2022). Algeria Labor Market Trends.
[https://www.worldbank.org/en/country/algeria/
overview](https://www.worldbank.org/en/country/algeria/overview)
- World Bank. (2022). Health Workforce and Expenditure Data.
- World Health Organization (WHO). (2023). Algeria Country Health Profile.

Impact of television on children's socialisation

Amara BOUDJEMA

Mohamed El Bachir El Ibrahimi University of

Bordj Bou Arréridj

boudjema.amara@univ-bba.dz

Orcid: [0000-0002-3456-1602](#)

Hamza DJAHNIT

Mohamed El Bachir El Ibrahimi University of

Bordj Bou Arréridj

hamza.djahnit@univ-bba.dz

Orcid : [0009-0003-3785-2944](#)

Said MEHDI

Mohamed El Bachir El Ibrahimi University of

Bordj Bou Arréridj

said.mehdi@univ-bba.dz

Orcid : [0009-0006-9939-0783](#)

Salakdji LAID

Mohamed El Bachir El Ibrahimi University of

Bordj Bou Arréridj

Laid.salakdji@univ-bba.dz

Orcid: [0009-0002-6260-8612](#)

Abstract:

Television is one of the most influential mass media platforms, offering audio-visual programs that target all social groups. However, children are most affected by television, as they are more impressionable and more straightforward to influence.

Thus, this research paper aims to shed light on the topic of television and its role in the socialisation process of children by addressing the following points:

- *Television and its role in socialisation.*
- *Factors that make television a powerful tool of influence.*
- *The role of television in fulfilling children's diverse needs.*
- *The positive role of television for children.*
- *The negative role of television for children.*

Keywords: *role, television, socialisation, children.*

Impact de la télévision sur la socialisation des enfants

Résumé :

La télévision est l'un des médias de masse les plus influents, offrant des programmes audiovisuels qui s'adressent à tous les groupes sociaux. Cependant, les enfants sont les plus touchés par la télévision, car ils sont plus impressionnables et plus faciles à influencer.

Ce document de recherche a donc pour objectif de faire la lumière sur la télévision et son rôle dans le processus de socialisation des enfants en abordant les points suivants :

- *- La télévision et son rôle dans la socialisation.*
- *- Les facteurs qui font de la télévision un puissant outil d'influence.*
- *- Le rôle de la télévision dans la satisfaction des divers besoins des enfants.*
- *- Le rôle positif de la télévision pour les enfants.*
- *- Le rôle négatif de la télévision pour les enfants.*

Mots clés : *rôle, télévision, socialisation, enfants.*

Introduction

Mass media play a significant role in socialisation and have become an effective and influential tool in shaping the social development of societies. The family, in general, and children, in particular, have been significantly impacted by this influence. Television stands out among the various forms of media due to its ability to attract attention, captivate, and profoundly influence. It combines the advantages of radio in terms of sound, cinema in terms of images, and theatre in terms of movement, which brings vitality to the scenes it presents.

Television has become one of the most influential forms of media for children due to its impact and distinct characteristics compared to other forms of media. This research paper aims to explore these aspects and attempt to answer the following questions:

- What role does television play in the socialisation of children?
- How does television contribute to shaping a child's personality and social development?
- How does television contribute to fulfilling the various needs of children?
- What are the key characteristics, advantages, and functions of television?

Before addressing these questions, it is necessary to clarify some concepts related to the subject of this study.

1. Defining Key Concepts:

1.1. Television:

1.1.1. Linguistically:

The word *Télévision* is a combination of two terms: *Télé*, which means "remote" or "at a distance," and *vision*, which means "sight" or "viewing" (Khaled Al-Khatib, 1992, p. 5).

1.1.2. In Terms of Definition,

Television is a social institution consisting of administrative and technical services that broadcast media programs and shows via electricity and at a distance, utilising modern technological methods (Murad Zaimi, no date, p. 170).

Television is considered the most powerful media tool known to humankind because it combines image and sound, thereby stimulating both the auditory and visual senses – two of the most crucial senses closely connected to human thoughts and emotions. It often presents events as they occur, conveying meanings and emotions, and provides new, domestic, and international information in an easy and engaging manner. Television helps viewers understand their environment and gain insight into the world around them (Mohammad Munir Saad al-Din, 1998, p. 153).

Television is a mass communication medium known for transmitting various media content through sound and images. With the advances in new technologies for sending and receiving, television's communicative capabilities have greatly expanded. Furthermore, it plays a significant role in transferring and promoting information among individuals. Technological developments include the emergence of video devices, which complement the television set, direct broadcast satellites, magnification screens, and antennas (Hanaa Al-Sayed Muhammad, 1999, p. 14).

1.2. Socialisation:

The definitions of socialisation vary, sometimes referred to as the process of socialisation and social normalisation. In some cases, it is described as a process of socialisation, normalisation, and social integration, and some scholars even use the term "gathering process." Some of the most notable definitions include:

James Drever defined socialisation as "the process through which an individual adapts to or aligns with their social environment and becomes a recognised and cooperative member, capable and competent" (Abdel Rahim Al-Aswi, 2000, p. 261).

Brehm and Weiler define it interactively as "the process through which an individual acquires knowledge and skills that allow them to have the opportunity to participate in social life, as well as its members as active contributors" (Abdel Aziz Khawaja, 2005, pp. 15-16).

Meanwhile, Child added to the definition of socialisation, describing it as "the overall process through which an individual develops their behaviour within a more specific context, which is the usual and acceptable extent according to the norms of the group they are raised in" (Saleh Mohammed Ali Ayo Jadu, 1998, p. 77).

Robert and Don view socialisation as teaching beliefs and values, making the child responsible and an effective member of society. Similarly, Arden sees socialisation as a process of learning, teaching, and upbringing based on social interaction to enable the individual to acquire behaviours, standards, and attitudes suitable for specific social roles. This process allows them to align with their group, achieve social harmony, and gain a personality that facilitates their integration into social life. Through social interaction, the

individual learns their social roles and acquire the social norms that the group approves of, and that society accepts (Abbas Mohammed Awad, 1974, p. 65).

1.3. Child:

1.3.1. *Linguistically:*

The plural of "children," and the child refers to the newborn until adulthood, whether male or female. Al-Asma'i said: "A boy is called a child, and a girl is called a little child." (Fouad Afram al-Bustani, 1995, p. 443).

1.3.2. *Terminologically:*

Childhood is the phase immediately following birth and continues until full awareness and the ability to make decisions and take responsibility are reached, generally a few years after puberty. Sociologists define childhood as the stage where the child is always the respondent in social interactions and depends on their parents until they reach physiological and economic maturity. (Mansour Youssef Ali, 1999, p. 139).

Childhood is defined as: "The stage through which a human being passes from birth to around the age of twelve. The childhood stage is characterised by flexibility and adaptability. It is a phase of education and learning, where the child acquires habits, skills, mental, social, and sensory attitudes." (Amaal Dakkak, 1995, p. 156).

2. Characteristics of Television:

These can be summarised as follows: (Murad Zaimi, undated, p. 171)

- It combines vision, movement, sound, colour, and appeal.

- It enlarges small objects, reduces large ones, moves the static, and stabilises the moving.
- It is an economical medium in terms of the audience it reaches, its users, and the space it requires.
- It is the most comprehensive media institution in terms of functions.
- It is the most influential medium for individuals.
- It is easy to use (simple button, remote control, scheduled programming).
- The media institution is most capable of deception, distortion, and concealing facts.
- As a mass communication tool, television is no longer just a means for broadcasting recorded or live news via satellites. It has developed an extraordinary ability to persuade, influence, and dominate. (Fadil Dilio, 2007, pp. 125-126)

Marshall McLuhan believes that the medium is more impactful than the message, and he is famous for the saying: "The medium is the message." He argues that all the tools invented by humans are extensions of their senses. He views television as a crucial medium for societal change, as it has managed to turn the world into a small global village. McLuhan also considered that television brought humans back to their natural environment after printing had distanced them, as it confined them to using only their sense of sight. This led to alienation since the 15th century, making people prisoners of print. With television, however, humans can use all their senses. McLuhan believes that as long as the medium is effective, the message will inevitably be good, allowing viewers to participate and deeply interact with the television. (Jamal Al-Ayfa, 2003, pp. 68-69).

3. Features of Television:

- Television is an audiovisual medium for mass communication that broadcasts specific programs. It has characteristics and features not found in other media.
- Television culture revolves around the body, voice, and images. It exerts its influence on the viewer by combining the voice with the body, which represents one of its material foundations.
- The viewer's mandatory presence forces the individual to use both senses of sight and hearing, and their effects are embedded in memory.
- It does not require much mental effort and is characterised by attractive presentation, excitement, immediacy of events, and psychological comfort for the viewer.
- It possesses all the elements of persuasion, interaction, and penetration into human consciousness.
- It soothes tired nerves, helps release repressed emotions in the unconscious, and stimulates many conscious and unconscious mental processes, such as illusion, imagination, and a sense of boasting.
- It freezes the mind at specific cues, leaving no time for processing, scrutiny, or critique due to the overwhelming flow of information and images.
- Television is an entertaining and educational medium that provides global media coverage, making it a tool for communication and understanding between people.
- It contributes to consolidating or gradually changing the prevailing values, norms, and traditions in society according to the sender's will and ideology.

- It shapes diverse behaviours by presenting ready-made behavioural patterns that viewers imitate or show off.
- It breaks down class barriers because it targets various educational, social, and ethnic backgrounds and all age groups. It spreads the culture of the masses, which imposes itself on all populations and transforms into a common sense that manifests in practical behaviour.
- The image should not deceive one as objective truth. It is, in fact, the truth that the sender wants to highlight or portray as the truth. The selection of scenes, shots, angles, exaggerating one scene while minimising another, points of focus, and image backgrounds are all influenced by specific ideological dimensions.
- The television image has the astonishing ability to summon the absent and obscure the present. The image almost replaces reality—there is only what the camera shows. Events that the television camera has not captured or does not want to show and broadcast are forgotten events that do not exist for most television viewers.

4. Functions of Television:

Its functions are informative, marketing, entertaining, social services, political, religious, cultural, educational, and instructional (Murad Zaimi, no year, pp. 172-178).

We will detail the most important functions:

4.1. Educational Function:

Mass media, especially television, is key in spreading and generalising human knowledge. The dissemination of

knowledge enriches the mind and personality, helping to enhance a person's skills and abilities throughout their growth stages. Television programs fulfil psychological needs and spread joy among people by connecting different societies and shortening distances. Television can create familiarity and knowledge between children and unfamiliar subjects, especially when these subjects are presented in a dramatised form.

4.2. Entertainment Function:

Children find television attractive, enjoying the movement, colour, and sound even before they understand what those movements or songs represent. They begin to choose their favourite programs and, even before age three, insist on watching certain cartoons, expressing their admiration for simple forms of expression.

4.3. Social Function:

Television has become an effective tool for transmitting society's habits, values, and traditions to children. Studies have shown that children are drawn to stories featuring talking birds and animals and tales of courage, heroism, and adventure. This aids in their attachment to noble ideals.

4.4. D. Educational Function:

Children, in particular, are targeted by the educational programs offered by television. Children's desire to watch these programs leads them to imitate what they see, whether in terms of understanding, behaviour, or scientific ideas. Television is an educational media tool that supports the school curriculum by showcasing experiments and teaching languages through sound, image, and word. For television to be an effective educational tool in the learning process, its

programs must align with the school curriculum and use the best educational methods.

5. Factors of Television's Power and Influence as a Media Tool:

Television has become the leading media tool for audience numbers and diversity, reaching various segments of society. It is also the most effective advertising medium. It has become the primary tool for political propaganda in the hands of governments due to its advantages that no other media form possesses. The presence of this media service in any country is seen as a sign of its cultural and civilisational advancement, as well as its openness to global events and interaction with them. Governments have found it to be an unparalleled tool for shaping public opinion, influencing beliefs, and consolidating convictions to control the emotions and feelings of people (Anshrah Al-Shal, 1988, p.99).

Some of the most significant factors that make television a powerful media tool include:

- Speed in delivering news and events.
- Free access to services.
- Changing patterns of collective entertainment and recreation.
- Broad reach and extensive coverage.
- Ability to update and follow events in real time.
- Multiple sources of television programming.
- The addictive nature of television.
- The variety of entertainment content offered.

6. The Educational Role of Television:

Television is considered one of the significant mass media tools humanity has known since the invention of the print-

ing press and the emergence of newspapers. It unconsciously contributes to the process of socialisation, value formation, and the development of attitudes in children. Depending on the appeal and type of programs offered, children learn a lot through television.

For television to play its role in education and proper socialisation, the content should align with the child's age, interests, and needs, and these programs must be related to the child's environment. The programs should be transparent, honest, and objective, without contradictions between different programs. Additionally, television must strive to achieve the following goals seriously, including:

- Satisfying the child's desires.
- Supporting the role of home and school in the educational process.
- Informing the child about what is happening around them and the events in the world.
- Contributing to the child's education, guiding their behaviour, and instilling values that society accepts.
- Contributing to instilling religious, national, political, social, and economic values.
- The child will be trained to appreciate beauty through various programs, such as music, painting, poetry, and quiz shows.

7. The Role of Television in Satisfying Children's Needs:

According to Ahmed Jassn Al-Khalifi (2009), education aims to provide children with care that helps them grow healthily and holistically across all physical, psychological, emotional, intellectual, and spiritual aspects. Television plays a crucial role in this process due to its ability to attract attention and influence. The educational function of televi-

sion is evident in the following areas (Murad Zaimi, no date, p. 75)

- Influence on beliefs, perceptions, and ideologies.
- Influence on language.
- Influence on behavioural.
- Influence on attitudes.

Some of the key roles that television plays include:

7.1. Physical Growth of the Child:

Television can guide children and encourage them to follow general health guidelines, show them ways to prevent illnesses, instil healthy habits, teach the correct methods for eating, drinking, sleeping, and dressing, and encourage physical exercise. Programs that address all of the above-mentioned aspects achieve this.

7.2. Psychological and Emotional Growth:

Children have psychological and emotional needs that must be satisfied. These needs include love, belonging, security, self-esteem, success, freedom, self-regulation, guidance, and knowledge. These needs should be fulfilled through various purposeful and meaningful television programs. Such programs help children develop good character and healthy psychological attitudes like self-confidence, respect for others, honesty, and sincerity while maintaining freedom of opinion, supporting the truth, and properly guiding their emotions and feelings. They also foster values of citizenship.

7.3. Intellectual Growth:

Television should contribute to the growth and development of children's thinking through different programs and encourage them to ask various questions. In this regard,

John Locke states, "Encourage the child's inclination to ask questions as much as you can."

7.4. Social Growth:

Family and social relationships often face disruptions that affect a child's social growth. These disturbances can sometimes persist throughout their lives. Therefore, television must promote healthy social relationships, guide children in behaving appropriately and teach them about their rights and responsibilities—especially during the transition to school. This phase represents a shift from a small environment to a larger one, where family members like siblings and parents are not as present, which can lead to psychological or social impacts due to this change. Television should address this transition and make it smooth by presenting programs that describe school life, make it appealing to children, and encourage them to open up to the external world. It should also promote the development of strong relationships and deep friendships with peers.

7.5. Development of Religious Values:

Just as children need to develop social values, they also need to develop religious values. While the primary role in teaching these values falls on the family, television is complementary in meeting the child's religious needs through various programs. Television helps instill faith, ethics, and religious practices by teaching the child the ways of worship and the values derived from our noble religion. It clarifies what is permissible (halal) and forbidden (haram), what is right and wrong, and teaches patience, strength, and resilience in the face of hardships. It also encourages self-control and instils values such as honesty, kindness, justice, duty, endurance during adversity, bravery, humility, mercy, loyal-

ty, compassion, maintaining family ties, honouring the rights of neighbours, refraining from harmful speech, doing good deeds, and caring for the poor and needy – traits that every Muslim should embody.

8. Positive Aspects of Television: The following are some of the positive aspects of television:

- Television is more effective at attracting attention than other forms of communication, as it combines sound and image and relies on the senses of hearing and sight.
- Psychologists emphasise that the more senses are involved in receiving a specific idea, the more it strengthens and solidifies it in the individual's mind. This highlights the importance of television as an educational medium.
- Television presents media content in real-time, providing viewers with a collective sense of experience.

There are three significant uses of television in children's lives:

- The joy and impact television adds to children's lives are reflected in their enthusiasm for their favourite programs.
- The information television provides on various aspects of life influences their behaviour.
- Television has social benefits, as it facilitates collective viewing opportunities and offers ideas and values to both young and adult viewers, fostering discussions among them. (Jamal Abdu Muhammad Suleiman, 2006, p.46)

Additional benefits of television for children include:

- Enhancing their linguistic skills and promoting the use of formal language.
- Introducing them to new and different worlds, they would not have known about at this age without television.
- Acquiring behavioural patterns and experiences.
- Forming a mental image of the world.
- Transmitting social heritage and positive social values through certain films, series, and children's programs.
- Providing entertainment options for children.
- Contributing to the development of positive values. (Nawaf Adwan, 1990, p.85)
- Television serves as a means of communication with the surrounding society, helping children interact, innovate, and learn.

9. Negative Impact of Television on Children:

Excessive television watching and spending too much time in front of the screen detracts from engaging in other, more beneficial activities. Children, one of the most age-sensitive groups to television, tend to watch it for extended periods. One study found that "children watch television for an average of three hours and 35 minutes daily, and a child over the age of three spends one-sixth of their waking hours in front of the screen" (Mohamed Maawad, 1994, p.112).

Sociologists believe that television fulfils young people's desire for adventure, freedom from restrictions, and connection with the adult world. It also satisfies their need to develop an identity. However, excessive viewing can lead to behavioural deviations (Mohamed Maawad, 1994, p.177).

- **Physical Impact on Children:** Late-night television watching affects children's health and general well-being, leading to fatigue when they wake up. This

tiredness may even cause them to fall asleep during school hours. Additionally, excessive screen time impacts eyesight, as the continuous focus on images and motion within a small area can strain the eye muscles, especially if viewing conditions are incorrect. Bright or dim lighting, as well as improper distances, contribute to eye strain.

- **Social Isolation:** Television kills social relationships by filling the viewer's free time, leading them to become accustomed to laziness and inactivity. It also negatively impacts family relationships, reducing interaction between family members, with each person focusing on their preferred program.
- **Learning Violence:** Some children blur the line between the real world and the world of fantasy and mimic aggressive behaviours they see on the screen in their daily lives. They experiment with violent actions, such as fighting techniques and dangerous stunts, through historical dramas, adventure films, and heroic characters.
- **Reduced Creativity:** Television reduces independent thinking and creativity, as the child becomes a passive receiver of information without an active role in processing or critically analysing it.
- **Distorted Mental Images:** Watching television for long periods can lead to confused or distorted mental images about the world.
- **Exposure to Adult Content:** Watching programs intended for adults may lead to a cultural imbalance. Children may mix adult culture with their own and engage with topics beyond their maturity level.

- **Waste of Time:** Excessive television watching wastes time that children should have spent gaining direct life experiences and may lead to television addiction, affecting their health.
- **Negative Impact on Direct Experience:** Television watching deprives children of time they should have spent acquiring direct experiences and life skills (Atef Adly Al-Abd, 1995, p.97).

Conclusion

In conclusion, television plays a significant role in the socialisation of children, as they are the age group most influenced by the models presented on TV and the type of programs, incredibly animated shows, through which ideas, traditions, cultures, and behaviours are transmitted. Therefore, monitoring and supervising what children watch should remain a priority for parents. The National Centre for Educational Statistics in the United States reported that the daily viewing time for young children exceeds three hours, which is a substantial amount of time that may lead to various issues like autism and others.

Teaching children discipline in television viewing by using persuasion and dialogue, setting a daily viewing schedule appropriate for their age, and avoiding TV watching during exams and study days is advisable. Additionally, we must set an example for our children by watching meaningful programs, participating in their viewing experience, and diversifying the programs watched, including educational, cultural, and religious content.

Although these guidelines may seem difficult at first due to children's attachment to television, their upbringing and

mental and physical well-being require us to be vigilant, firm, consistent, and wise in regulating their television-watching habits.

References:

- Abdel-Aidy, A. A. (1995). *Al-I'lamwaThaqafat al-Tifl al-'Arabi* [Media and the culture of the Arab child]. Cairo: Dar al-Ma'arif.
- Adwan, N. (1990). *Al-Tiflwa al-Tilfazyun* [The child and television]. *Al-Iza'at al-'Arabiyah*, (1st ed., No. 2). Tunis: Arab States Broadcasting Union.
- Al-Aifa, J. (2003). *Al-Thaqafa al-Jamahiriya* [Mass culture]. Annaba, Algeria: Publications of the University of Badji Mokhtar.
- Al-Bustani, F. A. (1995). *Qamus Arabi lil-Tullab* [Arabic dictionary for students] (17th ed.). Lebanon: Dar al-Mashriq.
- Ali, M. Y. (1999). *Qadhaya al-Sukkanwa al-'Usrahwa al-'Ufulah* [Population, family, and childhood issues]. Alexandria, Egypt: The Modern University Office.
- Al-Shal, I. (1988). *Al-'Alam al-Duwali 'Abra Al-Aqmar al-Sana'iya, Dirasat Li-Shabakat al-Tilfazyun* [International media via satellites, A study of television networks]. Dar al-Fikr al-'Arabi.
- Awwad, A. M., & Al-Demnahouri, R. S. (1974). *'Ilm al-Nafs al-Ijtima'iy, NazariyatuhuwaTatbiqatuhu* [Social psychology, its theories and applications]. Egypt: Dar al-Ma'arif al-Jami'ia.

- Ayo Jado, S. M. A. (1998). *Siikolojiyah al-Tanshee'a al-Jama'iya* [Psychology of collective socialisation] (1st ed.). Amman, Jordan: Dar al-Misrah.
- Dalyou, W. (2007). *Tareekh Wasail al-Ittisal* [History of communication media] (3rd ed.). Algeria: Dar Aqtabe al-Fikr.
- El-Aswi, A. R. (2000). *Al-Tarbiyah al-Nafsiyah li al-Tiflwa al-Murahi* [Psychological education for children and adolescents] (1st ed.). Beirut, Lebanon: Dar al-Ratib al-Jama'iya.
- Khawaja, A. (2005). *Mabadi' fi al-Tanshee'a al-Ijtima'iya* [Principles of socialisation]. Kuwait: Dar al-Gharb.
- Ma'wadh, F. M. (1994). *I'lam al-Tifl* [Children's media]. Studies on children's newspapers, school broadcasts, and their TV programs. Egypt: Dar al-Fikr al-'Arabi.
- Mohamed, H. S. (1999). *Al-Tilfazyunwa al-Tanshee'a al-Thaqafiya Li-Tifl al-Rif* [television and cultural socialisation of rural children] (1st ed.). Egypt: Al-Arabi for Publishing and Distribution.
- Saeed, M. M. (1998). *Al-I'lam, Qira'ah fi al-I'lam al-Mu'assirwa al-Islami* [Media: A reading in contemporary and Islamic media] (2nd ed.). Beirut: Dar Beirut al-Mahrousa.
- Suleiman, J. A. M. (2006). *The role of cartoons and puppet programs on television in supplying the Egyptian child* (Master's thesis). Faculty of Arts, Zagazig University.
- Zaïmi, M. (n.d.). *Mu'assasat al-Tanshee'a al-Ijtima'iya* [Socialisation institutions]. Publications of the University of Badji Mokhtar, Annaba.

From the Body of Power to the Power of Discourse: Transformations of Domination in the Novel *The Bash Katib* – Nothing Left for the President's Scribe to Write by Amin Zaoui.

Yasmina AOUADI

El Oued University/ Algeria

ORCID iD: [0000-0002-2961-751X](https://orcid.org/0000-0002-2961-751X)

aouadi-yasmina@univ-eloued.dz

&

Naim GARELMETRED

El Oued University/ Algeria

ORCID iD: [0000-0001-5756-581X](https://orcid.org/0000-0001-5756-581X)

garelmotred-naim@univ-eloued.dz

Abstract

This study analyzes and interprets various discourses by examining the transformations affecting political power. It explores how the corrupted physical image of the ruling authority is translated into written discourse, allowing it to reproduce its influence. The weakening of the regime's structure enables a marginal figure, the "Bash," to become a "shadow chief" through the dominant language. In this way, the Bash assumes an exceptional role, striving to sustain the rule of "Qazman Abu Niswan" and extend his political and biological longevity through the power of language.

Keywords: center, power, domination, discourse, body.

**Du corps du pouvoir au pouvoir du discours : Les transformations de la domination dans le roman *Le Bash Katib* -
Il ne reste plus rien à écrire au scribe du président par
Amin Zaoui.**

Résumé

Cette étude analyse et interprète différents discours en examinant les transformations qui affectent le pouvoir politique. Elle explore comment l'image physique corrompue de l'autorité au pouvoir est traduite dans le discours écrit, lui permettant de reproduire son influence. L'affaiblissement de la structure du régime permet à une figure marginale, le "Bash", de devenir un "chef de l'ombre" à travers la langue dominante. Le Bash assume ainsi un rôle exceptionnel, s'efforçant de maintenir le règne du "Qazman Abu Niswan" et de prolonger sa longévité politique et biologique par le pouvoir de la langue.

Mots-clés : centre, pouvoir, domination, discours, corps.

Introduction

The novel addresses fundamental questions about existence, culture, and politics, transforming these issues into narrative worlds that shape its structure. It portrays human life and highlights how political existence is dictated by power in both material and symbolic forms. This power is subject to change, instability, and transformation due to external and internal influences. Consequently, the novel illustrates political shifts in hegemony and possession.

"The Bash Kateb" (The Chief Scribe) is an experimental novel that immediately engages the reader with its layered complexities. At its core is President Qazman Abu Niswan, representing absolute authority, while the Bash emerges as a new voice for the deteriorating regime – both politically and physically.

Research Problem

To explore this topic, we pose the following questions:

- How does the power dynamic in *Bash Kateb* shift from the physical form of President Qazman Abu Niswan to the rhetorical form of Bash Kateb?
- Is the president's stroke merely a biological incident, or does it symbolize the collapse of traditional authority?
- How is language employed as a tool to dominate and manipulate the narrative?

Methodology

This study employs a qualitative focalization-based approach, analyzing discourse as an instrument of power. Drawing on Michel Foucault's theories, it examines power as a dynamic relationship rather than a fixed structure. The

analysis focuses on symbols such as the stroke and explores language as a battleground for power struggles.

Objectives

This study aims to:

- Examine the shift of power from the physical body (the leader) to discourse (Bash Kateb).
- Interpret the stroke as a symbol of the collapse of traditional power, using Foucault's theoretical framework.
- Analyze the role of language as a means of domination and manipulation in the novel.

Hypotheses

- The stroke affecting "Qazman Abu Niswan" is not merely a biological event but symbolizes the decline of traditional authority, paving the way for the rise of rhetorical power embodied by "Bash Kateb."
- Language in the novel functions as a dual tool: it reinforces dominance through the central authority (as seen in Bash Kateb's role) while also serving as a mechanism for manipulating reality.
- The transition of power from the body to discourse reflects a vision of power as a decentralized and fluid dynamic network.

1. The Fall of the Body and the Rise of Discourse

1.1. President Qazman Abu Niswan – The Resigned God

In the novel, "Qazman Abu Niswan" is depicted as "the living body of sovereignty" (Foucault, 2003, p. 51). He embodies power and authority, maintaining an ever-present vigilance. His rule is absolute, and he considers himself the source of all authority, directly or indirectly. Any criticism of his actions or policies is perceived as an attack on the entire nation, as he equates himself with the country. Freedom be-

longs solely to him, and only he has the right to critique; no one else dares to exercise such a privilege. He maintains control over society, dictating their actions and thoughts. Every aspect of life revolves around his existence, making him the "only leader" (Imam, 1994).

Qazman and the Eunuch's Harem

Qazman surrounds himself with luxury and excess, using state resources for his personal indulgence. He monopolizes power, reducing those around him to mere subordinates. "Advisors turned into eunuchs, both mentally and morally," as his overwhelming presence creates an aura of sanctity around him. The presidential palace transforms into "a harem," as described by the character "Bashi Kateb" in the novel:

"The Diwan of Pen and Establishment, of which I am the president with pride and honor, is located in the Mawlawi neighborhood. More than 130 advisors reside here, resembling the Ottoman caliph's harem. They live in fierce jealousy, competing to serve the owner of principality and civility, Moulay Qazman Abu Niswan. In this diwan, which I lead, our relationship with Moulay is like that of blind wives" (Zawi, 2019, p. 14).

This passage highlights Qazman's extreme narcissism, contrasting with the diminishing masculinity of the palace advisors. The presidential palace, meant to facilitate governance, becomes a space for the ruler's gratification. The advisors abandon their agency, symbolizing submission and obedience. Their loyalty transforms into a contest for the president's favor. They, like members of a harem, crave his attention, as depicted in the novel:

"The maximum she wishes for the Great Sultan is to be noticed and to have a relationship with him. She does not live or exist unless he looks at her. When the

Sultan turns his attention elsewhere and favors another, the beautiful concubine suffers from the sting of oblivion, standing at the brink of death" (Mernissi, 2004, p. 71).

In another passage, the novel illustrates how Qazman's entourage idolizes him, particularly through "Al-Bash Kateb," who crafts the president's public image. One of his closest aides, "Hajj Moulay Bouazza," serves as the head of the veil and has been in Qazman's service for twenty years. Despite this long tenure, he has only seen the president in person four times—each occasion coinciding with an election cycle meant to renew Qazman's mandate. These elections are described as "fair and transparent," yet they merely reinforce Qazman's absolute rule.

The novel describes this dynamic:

"Hajj Moulay Bouazza has only heard Qazman's voice over the phone. The president's voice carries a romantic rattle, whispered like Gabriel's call to the Prophet. Their entire interaction consists of speeches delivered through the phone. Hajj Moulay Mazuz boasts to his family and neighbors that he meets the president every morning and evening and drinks afternoon coffee with him when there are no guests" (Mernissi, 2004, p. 71).

The novel (Zawi, 2019, p. 74) highlights how Qazman creates a myth around himself, portraying himself as the sole leader without equal. He becomes the symbol of intellectual fertility and political wisdom, the only viable choice for leadership over two decades.

Al-Bash Kateb's depiction of the dialogue between Qazman and the head of the veil intertwines the sacred with the profane. Politics is shown as the art of the possible, where all means become permissible to maintain power. His claim that elections are fair is part of the official narrative that sus-

tains the regime. This discourse legitimizes authority and prolongs its rule, ensuring the president's continued grip on power.

Qazman Abu Niswan, a highly enigmatic figure, has appeared only four times in twenty years, primarily in connection with elections. His physical absence reinforces his symbolic authority. Authority, as a concept, does not require constant physical presence to be effective. Instead, deliberate absence heightens the submissiveness of his followers, who eagerly seek to affirm their connection with him. Rare encounters function as rituals that enhance prestige and control. Meanwhile, telephone communication remains the primary mode of interaction, making power more embodied in speech than in physical presence.

The "hoarse" voice, described as a "romantic rattle" and "Gabriel's call to the prophet," illustrates how discourse constructs a sacred aura around power. Discourse is not merely a collection of words but a tool for producing truth and knowledge that serves authority. In this context, the telephone voice transcends its function as a communication tool, becoming a symbol of transcendent power. This poetic depiction grants a metaphysical quality to the voice, compelling Haj Moulay Bouazza to accept his role as a loyal follower without requiring direct confrontation.

The novel presents elections as a "fair and transparent democracy." However, their association with the rare meetings of "Moulay Qazman" suggests that elections serve more as rituals than genuine democratic processes. This portrayal aligns with the concept of "pastoral power," where individuals are controlled through the illusion of choice. In reality, power remains concentrated in the hands of the "shepherd-

president," Qazman. Here, elections do not serve to challenge authority but rather to reaffirm and perpetuate it.

Kabir al-Hijab takes pride in boasting to his "family and neighbors" about fabricated meetings with the "boss" and his participation in "coffee of the afternoon." This display reveals a voluntary submission to authority. He seeks to elevate his social status by claiming proximity to power. This behavior reflects "subjective techniques," where individuals shape themselves as subordinates to authority—not merely due to coercion, but because they perceive it as a source of social and personal value.

The novel's compelling narrative immerses readers in a struggle of power and emotion. It states, "Al-Bash, the writer of 'The Lover of President' Kozman,": "I am jealous of the masterpiece and civility; I want it for me alone, in which these advisors, who number more than one hundred, do not participate. I happen to be angry from time to time when the head of the hijab assigns one of the advisors to do something for the masterpiece and civility, such as asking for information about a country, a personality, or a case from someone else that may have been requested by Moulay Kozman Abu Niswan. I withdraw to my house, wear the Tlemisani robes, the yellow Fassi language, the red Ottoman hat, and the white Tunisian socks. I sit during the night and day reading the Holy Quran and popular poetry, smoking Katami hashish, and listening to the voice of Kenozon on the third radio channel. Jealousy strikes a princess and returns the old woman young."

The advisors in the Diwan of Qalam and the establishment of Moulay Qazman Abu Niswan are likened to wives who share one man. During the height of jealousy, the narrator refrains from plucking his eyebrows and shaving his beard, despite the discomfort. He finds refreshment in pass-

ing a razor blade over his face daily, lathered with soap foam. On such days, he consumes only black couscous with white gravy, bitter turnip or yellow zucchini, olives, and dates. He drinks copious amounts of coffee and listens to the radio. These days, which he compares to the "blood circulation of women," evoke memories of the Zendelor or Andal mountain pyramid, beneath which he envisions constructing a mythical city. This city resembles a beast with its mouth open to the sky, a terrifying sight used by mothers and grandmothers to warn children against wandering too far from home.

This passage highlights the contradictions of power, the self, and its clash with the world (Al-Zawi, 2019, pp. 75–76). It also reflects the conflict of the marginalized, centered within the heart of power.

Bash appears as a jealous writer fixated on "The President," an influential and powerful figure. His jealousy is not merely a personal emotion but reflects a struggle for possession or proximity to power. The narrator, "Bash Kateb," refuses to share the president's favor with other advisors, whom he dismisses as "the chorus of taxes." The novel employs allegorical language rooted in Islamic culture, likening this rivalry to polygamy, where multiple contenders compete for the husband's affection. This conflict can be interpreted as a metaphor for the distribution of power within a network of relationships. Bash Kateb sees himself as deserving of exclusive proximity to power but feels marginalized by other advisors who share this space within the Presidential Palace – the symbolic heart of President Kozman.

Al-Bash is a writer who feels excluded and useless. He believes his role as a "producer of knowledge" has been diminished, reinforcing his sense of isolation. In response, he re-

treats to his own house, where he dons talismanic robes, speaks in Fassi, wears an Ottoman hat, reads the Quran and popular poetry, smokes hashish, and listens to the radio. This withdrawal is not just a passive escape but a form of resistance. Bash Kateb refuses to conform to the hegemonic dynamics imposed by the advisors and Moulay Qazman Abu Nasswan. By returning to personal and cultural rituals—traditional dress, religious texts, poetry, and hashish—he reclaims his identity outside the framework of central authority, creating an alternative space under his control.

The narrator's varied traditional attire (Tlemceni, Fassi, Ottoman, Tunisian) carries deep cultural significance. It reflects a multi-layered identity, as if he is reclaiming his dignity by showcasing his heritage as an alternative to the political power he feels he has lost.

The body itself becomes a site of resistance. Bash Kateb ceases his daily grooming rituals, refusing to pluck his eyebrows or shave his beard. These acts, typically associated with bodily discipline, are now forms of rebellion. By neglecting these practices, he defies societal expectations and resists social domination. His dietary choices—eating only black couscous, drinking excessive coffee, and abstaining from various foods—further reinforce this defiance. It is as if he is punishing or reshaping his body as an expression of his rejection of the status quo.

The marginalization of the body—its exclusion through isolation and rejection—relates to a deeper fear of the body itself. This distinction between the soul and the body echoes remnants of classical philosophies, whether philosophical or religious. These ideas prompted Michel Foucault to expose the truth behind such perceptions, revealing the irrational nature of bodily exclusion. He analyzed this in the archaeol-

ogy of silence and his critique of historical thought (Al-Kibsi, 2008, p. 27).

The text continues to present President Qazman as a supernatural and exceptional figure symbolizing absolute authority and control over everything: "I do not know why the table of the office of El-Mu'izz , Moulay Qazman Abu Niswan, made of ancient Amazonian wood, always has plates filled with pistachios, roasted almonds and cashew nuts. It is a habit that he brought from the Orient, from the diwans of the Gulf sultans who he knew and lived in their arms about twenty years ago, authentic ceramic dishes always filled with these dry fruits that are said in the heritage books to give distinct sexual strength, and these benefits have been mentioned in the heritage books from One Thousand and One Nights to the books of the jurists like Ibn Dawood, Ibn Malik and Al-Suyuti, and God knows best. It always remains full as if no one is eating what is in it for fear of being told that it is sexually or intellectually impotent, and yet it is changed twice a day, and what is on it is thrown every time with a special trash bin for El-Mu'izz . El-Mu'izz does not have household waste, it is cleanliness and serenity as a whole. It replaces beautiful ceramic dishes with others with different drawings, and all of them are imported from the French Liège in large quantities twice a year, which is the city famous for making high-quality ceramics, the ceramics of kings, princes, movie stars, and singing (Al-Zawi, 2019, p. 72)."

The table of the office of "El-Mu'izz Moulay Qazman Abu Niswan", made of the wood of the Amazon forest, does not seem to be just furniture that symbolizes the workplace, but rather indicates the symbol of authority and domination. Amazon wood, a rare and precious species from a distant

world, also refers to colonial appropriation and the colonization of nature; the table here is not just a physical thing, but a discourse that expresses the status of "Qazman " as president, with the ability to evoke scarce resources and harness them to serve his image and polish them. The plates, always filled with nuts, add another layer of transcendental symbolism; they are historically associated with luxury and sexual power in the ancient Oriental heritage, serving as a tool to produce knowledge about the body and masculinity. This discourse about dry fruits as enhancers of sexual power is not just a popular myth, it is part of a cognitive system that serves and reproduces masculine power. "El-Mu'izz - Qazman ," as president, embodies this masculine dominance, and the dishes become a visible sign of his physical and symbolic power.

As for the reference that this habit is derived from the "Diwans of the Sultans of the Gulf", where "El-Mu'izz - Qazman " lived for twenty years, it reveals the transfer of cultural discourse through time and space. Discourses are not static, they are shaped and modified by historical interactions. In this context, we see how an Oriental tradition is imported into a new context (North Africa), where it retains its original connotation (well-being, sexual power), but is repurposed to enhance the prestige of President Qazman . Imported ceramic bowls from French Liège add another colonial dimension, combining Oriental heritage with luxurious Western production to create a hybrid discourse that reflects a cross-cultural authority.

If the knowledge associated with these dry fruits, as mentioned in the Heritage Books of *One Thousand and One Nights* and by scholars such as Ibn Dawood and Al-Suyuti, is not merely information but a tool for control, then knowledge and power are deeply intertwined. By linking these nuts to

sexual strength, a discourse emerges that establishes standards for masculinity and competence. Those who do not engage with this discourse risk being questioned about their sexual or intellectual abilities. The fear of "gossip" exposes a self-censorship mechanism. Individuals monitor themselves, fearing social judgment that might classify them as inferior.

Replacing the plates twice a day and discarding their contents into a "goat litter bin" adds another layer of meaning. This deliberate extravagance is more than a display of wealth; it is an assertion of control over resources and an emphasis on purity and superiority. The text states, "El-Mu'izz has no household waste; it is cleanliness and serenity as a whole." This reflects a narrative that sanctifies the leader's body, elevating it above the ordinary.

Importing ceramic plates from Liège, known as the "city of high-quality ceramics" and associated with royalty, nobility, and celebrities, reveals a global network of power and culture. This choice is intentional. It signifies the "goat's" desire to be linked with global elites, whether from the Eastern world, such as Gulf sultans, or the Western world, like the French ceramic industry. From Foucault's perspective, this intercultural dynamic illustrates how modern identities are shaped through overlapping discourses. External elements are assimilated to reinforce local power structures. As a symbol of patriarchal dominance, Qizman is seen as a force that requires no justification. The centrality of masculinity asserts itself naturally—it does not need explicit statements to legitimize its dominance (Bourdieu, 2009, p. 27). "Everyone perceives it through symbols that metaphorically express its hegemony."

1.2. President "Qazman Abu Niswan": From the Chair of Power to the Wheelchair

The novel unfolds in a complex and intertwined narrative, capturing the dramatic shifts in power and its balance. President Qazman, once the absolute ruler, suffers a "brain clot." This event serves as both a physiological and political turning point in the country's history. The collapse of his body symbolizes the collapse of an authoritarian regime. It also introduces the possibility of transformation, where power becomes "a place of monitoring and craving, which in turn creates a series of tensions and political deviations" (Thomas & Ahmed, 2010, p. 33).

As power shifts, the margin gains influence, particularly through the president's writer, Bash Kateb. Reflecting on Qazman's illness and its political ramifications, he states: "The day my master and civility, Moulay Qazman Abu Niswan, suffered a stroke, I cried for three days in a row. My tears were the color of blue and black ink. It was a demonic eye stroke. I did not taste the flesh of a bird or a lamb, nor did I drink ginger with honey.

I would sleep in a squat, watching the news on French TV channels, especially. At the same time, my ears were tuned to radio stations. I moved from one station to another every half hour, listening to detailed and brief news bulletins in French, Spanish, English, and Arabic.

In secrecy and haste, Moulay Qazman Abu Niswan was transferred to a military hospital in Rome. Although I despise the Romans and Christians, I said: What matters is that he returns safely. His fate should not resemble that of most senior officials, ministers, ambassadors, and colonels, who govern this country with hostile rhetoric against the Romans yet die in their hospitals. They return in wooden coffins, wrapped in the national flag.

I pushed aside thoughts of death. My lord was created for life and the sultanate, not for death, the darkness of the tomb, or its horrors. A very brief and vague telegram, as required by the circumstances, was carefully drafted and sent to the official news agency" (Zawi, 2019, pp. 99–100).

From the perspective of the French thinker Michel Foucault, power is not something that one individual possesses absolutely but rather a set of dynamic and ever-changing relationships shaped by practices and discourses. He argues that:

"It is not something that possesses and can be divided and distributed, but rather a kinetic practice that spreads and moves like a chain through the individuals it has shaped" (Al-Dawsari, 2019, p. 1195).

In the narrative, we observe that President Qazman, once a symbol of supreme authority – "My lord created for life and the Sultanate" – eventually loses this authority when he suffers a stroke. This health relapse demonstrates the fragility of power when it is tied to the body, an idea consistent with Foucault's analysis of power as something dependent on the control of bodies (bio-politics). When Qazman's body becomes incapacitated, power does not transfer through a military coup or an act of violence but rather through more subtle mechanisms of discourse and language – eventually shifting to the "Bash Kateb."

Discourse is not merely a collection of words arranged randomly; rather, it is a means of shaping truth and imposing control. The political game regarding power and its dynamics changes when Bash Kateb, initially a marginal figure, rises from being a mere subordinate writer to the architect of official discourse. This transition is initiated through a seem-

ingly simple but strategically powerful medium—a "very short and very vague telegram."

This telegram does not merely announce the transfer of Qazman to the hospital; rather, it serves as a tool that marks the beginning of Bash Kateb's control over information and its presentation to the public. Here, ambiguity is not a weakness but a strength—it allows him to retain control over public interpretations and expectations, reinforcing his authority as a *de facto* ruler operating behind the scenes.

Bash describes the ink with which he writes as turning into "pontifical blue and black," a highly symbolic transformation. Ink, as the tool of writing, represents discourse, and his tears symbolize his metamorphosis from a peripheral employee to a central figure—one who wields language to reshape political reality. As Qazman, the dwarf-like ruler, physically collapses, Bash Kateb rises through his mastery of crafting messages and directing the official narrative.

Bash Kateb emerges as a new authoritarian figure, controlling the flow of information:

"I slept sitting, tossed, and watching the news on French TV channels especially, and at the same time my ears on radio stations."

This behavior reflects his obsession with gathering knowledge and observing circulating narratives, giving him a strategic advantage. While Qazman remains absent in the hospital, Bash Kateb becomes the mastermind who knows everything and directs events through his control of information.

The novel also reveals a cynical contradiction that aligns with Foucault's critique of power. Qazman and his senior officials maintain control by promoting hostile rhetoric against "the Romans," yet he ultimately dies in their hospitals:

"The official discourse (anti-Romanism) is nothing but a tool for controlling the people, while reality reflects a complete dependence on the 'country of the Romans.'"

Bash Kateb, despite his personal dislike of the Romans, accepts this reality and exploits it to his advantage, demonstrating his pragmatism and ability to manipulate speech to maintain power.

The stroke represents a pivotal moment in the transition of power from President Qazman, who embodied traditional authority associated with the body and symbolism – "My lord created for life and the Sultanate" – to Bash Kateb, who represents a new form of authority based on discourse and knowledge.

With his illness, Qazman is reduced to a weak body lying in a foreign hospital, while Bash Kateb transforms into the mind that manages events, formulates narratives, and reshapes truth according to his interests. This shift reflects Foucault's idea of modern power, which relies not on physical strength or traditional symbols but on the control of narratives and information.

As political and popular movements gain momentum, the "sick president" is ultimately forced to resign. Ironically, he ruled the country through letters written by his shadow authority, Bash Kateb. In this regard, the novel states:

"Suddenly, the word 'urgent' jumps on the screen in a big red line: 'The ruler, by God, Qazman Abu Niswan, resigns.'"

Television broadcasts recorded images of the ruler, once adorned in luxurious damask and silk, now wearing a simple traditional cloak. He appears weak and frail, curled up in a chair, solemnly reading his resignation letter, as if contemplating his fate—one that had already been sealed by the very letters and phrases he was reading. Despite the rumors

of his hopeless health condition, he remains alert, aware that the revolution has moved against him, pulling him from the illusion of being "The Living Dead."

In a final ironic scene, Qazman is accompanied by the head of the House of War and the head of the Senate, who is expected to succeed him immediately after the announcement of his resignation. He seems sad, a man who once ruled surrounded by carefully selected women, chosen by his senior advisor in "self and feelings." The novel poignantly concludes:

"Everybody plays everybody!" (Al-Zawi, 2019, pp. 66-67).

Before his downfall, President Qazman tried to maintain absolute control by:

"Taking matters directly, ordering, ending, changing, and sometimes altering laws and regulations—more often based on whims and desires—always with the specific goal of preserving the status quo and consolidating it" (Nasif, 2003, p. 47).

However, the urgency of his illness cut short his dream of prolonged rule. His fate underscores the Foucauldian idea that power is never absolute, nor is it confined to a single individual. Instead, it circulates through discourses, shifting hands based on knowledge, language, and the ability to control information

The previous section of the narrative text focuses on the body as a site where power is both exercised and manifested. A clear transformation is observed in Kozman's body, shifting from "damask and silk"—symbols of luxurious, traditional power—to "a simple traditional cloak." Eventually, he appears as "a man in a rickety pouch on a simple chair." This bodily transformation reflects the disintegration of the power he once held. His body itself becomes a text, illustrating the decline of dominance.

The passage emphasizes the idea of "the play," which recurs in several instances, whether in describing Kozman as a "living dead" or in the concluding statement, "everyone represents everyone." Power is not a fixed entity but rather a performance based on symbols and rituals. Kozman, formerly surrounded by "carefully selected women" and an advisor on "self and feelings" affairs, played the role of an absolute ruler in the theater of power. However, the "revolution" – the Hirak – that "moved" and "awakened" him exposed the fragility of this performance. President Kozman's resignation is not merely a departure from office but an exit from the theatrical role he performed. This moment underscores that power does not reside in an individual but exists as a network of relationships that can be dismantled, reconfigured, and reproduced.

The movement (revolution) in the narrative plays a pivotal role in dismantling the authority of the resigned president, "Kozman." Here, revolution is not just an external event but a transformative force that reshapes relations between the ruler and the ruled. Kozman's resignation, following the revolution that "moved" him, illustrates how resistance generates new power dynamics. Meanwhile, the presence of the "President of the House of War" and the "President of the Senate" as potential successors suggests the continuity of power in a new form. This reflects the idea that power does not vanish but is redistributed, much like a phoenix rising from the ashes.

Despite his alertness, Kozman's rage and sorrow reveal the complexity of his relationship with power. He was once surrounded by women and luxury, embodying his authority. However, at the moment of resignation, he was stripped

of this context and status. This forces him to confront the inevitable, as conveyed in his final message.

Television, as a media outlet, plays a crucial role in shaping the discourse around power. The broadcast of recorded footage showing the ruler reading his resignation, with the word "urgent" displayed in bold red letters, is part of a strategy to manage the country's political crisis. This passage demonstrates how the media functions as a strategic tool to influence public opinion and construct a new narrative about the ruler and the revolution.

2- (Bash Kateb /Intellectual): From the Margin to the Power of the Shadow – The Dominance of Ink and Pen

The balance of power shifts in favor of "the power of the shadow—the margin," represented by the character "Bash." He plays a pivotal role by using the power of ink and pen, operating behind the scenes. He writes letters that carry a borrowed authority, stamped with the president's name, directed at the world and the media. In this narrative, the margin is "illuminating from the outside to resurrect a narrative light in a layer of the body" (Qutnani, 2019, p. 31). Through this, political shifts and power dynamics are articulated, with Bash monopolizing knowledge. His control over discourse enables him to shape public opinion on national and international matters, especially after the president suffered a "stroke."

Bash is a writer who inhabits language—it is his home, his soil, and without it, he is lost. At times, language is entrusted to him; at others, he manipulates it like Don Quixote tilting at windmills. Language becomes a battlefield, and his pen turns into a spark of fire. The passage describes the chemistry of a political and emotional moment experienced by Bash, marking a turning point in the nation's history. He

reflects: "Why do I think about all this distant past residing under my skin as I prepare to write a dangerous and fateful message, the message of resignation or dismissal? Linguistically, the two words stem from the same root, 'dismissal,' but their meanings are entirely different. They conflict, they quarrel. The first—resignation—is based on a desire after satiety, an exhaustion of power and authority. The second—dismissal—is forced, driven by a wild desire that still clings to power. President Al-Mu'izz Billah, Moulay Kozman Abu Niswan, as I have known him for twenty years, despises the idea of anyone resigning under his rule. He is the only one who dismisses others; no one dares resign under his esteemed authority. Let alone being forced to submit his resignation. I see him asking me in a hoarse voice, barely audible, but I understand him even without words. Because I am Bash, the writer of the Office of the Pen and Construction. He signals me to draft the resignation—dismissal—and his blue eyes are filled with tears. For twenty years, he commanded, ruled, and decided life and death. What does it mean to be asked to resign immediately? It means dismissal. Here, resignation equals dismissal; they are identical in meaning" (Az-Zawi, 2019, pp. 69-70).

At the outset, Bash analyzes the words "resignation" and "dismissal," noting that they share a common root ("dismissal") but diverge in connotation. Language is not merely a tool for communication; it is a discourse that shapes reality and produces power. Resignation, as described, represents an individual's voluntary withdrawal ("satiety and a glut of power"), while dismissal is coercive, imposed from the outside, and linked to an unrelenting desire for authority. This linguistic conflict highlights how discourse defines the relationship between the ruler and the ruled. It frames what is

permissible within the system of authority, whose function is to "produce reality in its boiling and multiplicity" (Al-'Ali, 2008, p. 74).

Discourses define what can be said or thought within a given context. The discourse of power, dominated by Moulay Qazman , suppresses any counter-discourse, such as voluntary resignation, because it challenges his authority. Language, in this sense, becomes both a tool for producing power and a means of resisting it.

Power operates through a network of relationships. In the passage, Moulay Qazman is not the sole source of authority; rather, he is part of a system that relies on the subordination of others, including Al-Bashi Kateb and his associates. His statement, "He is the only one who sacks, and no one has the right to even resign," reveals an authoritarian discourse that reinforces his dominance by preventing actions beyond his control.

The fragility of this power network becomes evident when Moulay Qazman is asked to resign. This is reflected in his "rooted, hoarse voice" and "tearful" eyes, which indicate that his authority depends on the continuation of the discourse that upholds it. When this discourse collapses, his position within the network crumbles as well.

Bash Kateb, as "head of the Court of Pen and Creation," embodies linguistic and administrative expertise. He plays a role in shaping the discourse of authority. His ability to understand Moulay Qazman "even without pronunciation" demonstrates his adaptation to this system, making him an instrument of power. However, a turning point occurs when he is tasked with drafting a letter of resignation or dismissal. This act forces him to witness the breakdown of the very discourse he has long served.

The passage illustrates how President Qazman refuses to accept his agents' resignations as a form of symbolic violence. By doing so, he nullifies their individual will and subjects them to his dominant discourse. However, when he is ordered to resign "immediately," this symbolic violence turns against him. The phrase "impeachment equals impeachment" underscores how the discourse he once controlled has now been used against him. Voluntary concession and coercion ultimately lead to the same outcome: "loss of hegemonic power."

Wherever power exists, so does resistance. In the novel, resignation represents a potential form of defiance against Moulay Qazman's authority because it allows individuals to exit the power network. However, the text reveals that this resistance is forbidden within the dominant discourse, making dismissal the only permissible option. When Moulay Qazman forces himself to resign, the discourse that sustained his authority collapses. His moment of resistance manifests in his weakness and tears, which contrast sharply with his former image as one who "orders, revives, and dies."

The passage demonstrates that power, as a discourse, is constructed through language and interpersonal relationships. Moulay Qazman represents the center of an authoritarian network that shapes individuals like Bash Kateb and subordinates them through symbolic violence. However, power is not absolute—it disintegrates when discourse shifts or when a counter-discourse emerges (resignation/dismissal). Bash, as both a writer and a producer of knowledge, is caught between submission and resistance. Meanwhile, the downfall of "Qazman" reveals that dominant discourses can collapse when they lose legitimacy. The

deposed president, "Deprived of a private space, or rather of an identity, [finds] a speedy death preferable to a slow one" (Verilio, 2017, pp. 92-93), illustrating his severance from the decaying body of political power.

2.1 Bash Kateb: Intellectual Authority, Language of Power, and the Space Between Center and Margin

Bash Kateb is depicted as a linguistic being who cannot exist outside the realm of words. Language represents the "house of existence" (Heidegger, 1957, p. 25). As a model intellectual within the regime, he wields power through the written word. His messages, which once dominated public discourse, elevated the authority of the pen (Bash Kateb) after the collapse of political power (Qazman), thus sustaining the mechanisms of governance. Bash, a writer shaped by power, thrives on its benefits. Now, he exercises authority indirectly through ink and paper.

The novel portrays Bash's obsession with language's secrets, its influence, and its presence in his writing. He states: "I am looking for the most ancient vocabulary. I am looking for the cacophony, the abandoned and the rare. With much pride, I revive words that no one uses anymore. In my letters, I planted words that aroused in Moulay Qazman Abu Niswan a curiosity mixed with admiration, making him smile and rejoice: chin, oak, batmania, punctum, punctum, illusion and introspection, taca, ling instead of good living, puffing water instead of fresh water, the day of a nerve instead of a very hot day, lazur, lacta (cut off the hand), the longest of his other large eye, wide-eyed black-eyed eyes, spirulent (lame), silk-seller, wolves that have bereckled her son, shale (serving pilgrasses and being sick). I search for an escape from words. In the evening, I sit before the television, watching the national channel, awaiting the eighth news

bulletin. I feel delighted when I notice that the news anchorwoman, chosen for her eloquence and grammatical precision, struggles to pronounce a word she has never encountered before. Faced with this moment, I am ecstatic, overjoyed. Since Moulay Qazman Abu Niswan fell silent after suffering a stroke and could no longer speak, my letters multiplied in his name. Announcers and broadcasters were penalized for misreading the governor's messages, with salary deductions imposed. When I learned of this, I called the Director General and requested the decision be revoked, and my wish was immediately granted" (Zawi, 2019, pp. 94-95).

This passage underscores Bash's deep connection to language and his role in perpetuating authority through discourse. While Moulay Qazman's power erodes, Bash's influence remains intact through his mastery of language, which continues to shape the social and political narrative.

Bash describes his struggle with the chemistry of language, likening himself to an element dissolving into its semantic equations. His goal is to become a source of power and dominance. He expresses his passion through the use of old and forgotten words such as "chinchon," "ajaja," and "tomato." He takes pride in reviving marginalized vocabulary. This practice is not merely a linguistic hobby; it has a symbolic dimension that highlights the authority of discourse. In this context, language is more than a means of communication. It becomes a tool that allows a writer to distinguish himself from others, including socially powerful figures like a news anchorwoman. When he delights in her inability to pronounce an unfamiliar word, he asserts his linguistic superiority. This mastery grants him cognitive authority. The sense of joy and control he derives from this moment underscores the idea that power is not always im-

posed through force. Instead, it can be established through knowledge and control of discourse.

President Qazman Abu Niswan, once the central figure of official authority, suffers a stroke, creating a power vacuum. Bash Kateb steps in to fill this void with his linguistic intelligence and rhetorical skills. His actions can be interpreted as a strategic seizure of power through language. Initially, he writes letters to impress Qazman. Later, he begins writing them in Qazman's name, using the ruler's silence to assert his own speech.

Bash assumes the role of the writer of the forbidden command. He intervenes in the punishment of broadcasters when they fail to read messages correctly. Later, he retracts these punishments at his request to the Director General. This behavior demonstrates how Bash has become a central figure in the power network. He holds the authority to punish and pardon—two defining characteristics of sovereignty. Through these shifts, the senior writer establishes a new system of power based on his distinctive linguistic knowledge. Bash embodies a writer "who inaugurates the act of writing as an abusive path; of his symbolic power as a path resisting the silence, which occurred after the illness of the president" (Bouazza, 2014, p. 140).

Bash's linguistic superiority is not just a personal achievement. It is also a means of subjugating others, such as broadcasters, proving that his speech is more powerful than theirs. This pleasure, viewed from a psychological perspective, reveals a form of authoritarianism. Power does not merely impose itself; it thrives on the enjoyment of its practice.

The novel continues to explore Bash's world as a writer of internal and external affairs. His thoughts and ambitions shape his role as an influential intellectual within the power

structure: "With the impossibility of speaking to my lord and the impossibility of addressing the people directly, I, Ammar Al-Naskh, the second grandson of Ammar Al-Naskh, became the first man, the owner of the solution and linkage, greater than the head of government and even more important than the leader of the House of War. Given my extreme importance in the pyramid of power, I began to feel once again that the character of Yahya ibn Khaldun with a terrifying fate had returned to inhabit me, since I had seen the long introduction to the book in order to pioneer, written by the manuscript investigator about the end of Bash, the writer of Yahya ibn Khaldun and his relationship with Sultan Abu Hamo Musa II, I decided not to cross the corridor..." (Zawi, 2019, p. 106).

The text presents an extraordinary situation: President Qazman is unable to speak, and direct communication with the people is impossible. This raises the issue of a power vacuum and the symbolic incapacity of the regime's head. This void allows "Ammar the Second Scribe" to move beyond his traditional role as "Bash Kateb," a relatively marginal managerial position, to one of supreme authority. This transformation signifies an unusual dynamic. The protagonist ascends unexpectedly from obscurity to prominence. However, this ascent is not a celebratory one; it is fraught with anxiety and fear of what lies ahead.

Bash is not merely concerned with his political rise; he links himself to the historical figure Yahya ibn Khaldun. He believes, as he describes, that Yahya "returned to inhabit me." This connection between past and present adds narrative depth to the text. Bash is not just an individual experiencing his moment in history; he becomes a vessel for broader historical experiences. His reference to "dreadful

fate" suggests an awareness of the dangers associated with power and foreshadows its potential downfall.

The language of the text carries a formal and historical tone, using expressions like "the one with the solution and the connection" and "the pyramid of power." These phrases reinforce the impression that the novel mimics historical records or royal narratives. However, this formal style is interwoven with a personal voice, as seen in phrases like "I'm starting to feel again." This balance between the epic and the individual experience enriches the narrative.

The text refers to "Yahya ibn Khaldun," evoking the renowned historian Abdul Rahman ibn Khaldun. Yahya was a prominent figure in the Islamic Maghreb and an accomplished writer. He documented the history of Tlemcen and its rulers, earning recognition as one of the most important scholars of his time (Warda, p. 499). He led a tumultuous life, serving under two different sultans before meeting a tragic end—either executed or imprisoned, according to historical accounts. The narrator's reference to "the end of Bash's writer Yahya ibn Khaldun and his relationship with Sultan Abu Hamo Musa II" alludes to this historical context. It underscores the precarious relationship between writers and rulers. A writer can serve as an instrument of power but may also become a victim of it.

The narrator, Ammar Al-Naskh Al-Thani, is descended from Ammar Al-Naskh Al-Awwal and serves as a writer, placing him at the center of the historical connection between writing and power. Traditionally, writers in Muslim societies functioned as the memory of the regime and the architects of its discourse. However, they rarely held direct authority. His rise to "greater than the head of government" represents a reversal of this tradition, but it also carries the

looming threat of a fate similar to that of Yahya ibn Khaldun.

Through this passage, the novel reimagines history, weaving the relationship between the writer and the sultan into a narrative framework. However, this depiction is rooted in real historical conditions. Bash's transformation from a marginal writer to a central figure can be read as an attempt to restore the voice of historically overlooked individuals, such as writers. It elevates them to a heroic status, albeit one tinged with uncertainty and an unpredictable fate.

The novel references "The Pioneer's Purpose" and the "Long Introduction" written by the manuscript investigator. This meta-narrative awareness highlights the act of writing about writing. It introduces readers to a layered narrative, where the protagonist, Bash Kateb, is not just a participant in events but also a reader and analyst of his own history.

Bash Kateb's political and linguistic identity expands dramatically. Once marginalized, he now gains power through language. This communicative and cognitive ability becomes the vital force sustaining the political body. The novel expresses this transformation in Bash Kateb's own words: "I am the one who breathes the radiant spirit in Moulay Qazman Abu Niswan Al-Mu'izz, who is sitting in his wheelchair between confusion and silence. I am the angel of the soul who distributes the days. Whenever Azrael hovers about the presidential residence in the area guarded by his army, he answers him with messages, so he goes north or south to catch a soul other than the spirit of Moulay. The Arabic language that is in my hand is capable of giving life and the tongue because it is the language of paradise, the language of the Qur'an, and the language of the six twists. Whenever I write a word in a letter or in a telegram of con-

gratulations or condolences, I feel like an angel sent from heaven to blow air into a pierced wheel, giving my lord every minute another minute, hour, or day in life and in judgment. My messages, which are I, are the divine energy that extends the life of my lord. I ask God for forgiveness. I am not a polytheist..." (Zawi, 2019, pp. 111-112).

Bash began his life in the Presidential Palace as a traditional figure within the administrative apparatus. Initially, he was merely a letter writer, responsible for recording orders and drafting official speeches. His role was limited and reflected the stereotypical position of an employee in an authoritarian system—an executive tool with no direct influence on decision-making. However, the text highlights a turning point in his transformation. Bash Kateb begins to recognize the power of language in his hands: "The Arabic language in my hands is capable of giving life and the tongue." This awareness marks the moment when he transitions from being a mere instrument of communication to a creator of meaning.

The novel depicts Bash Kateb using Arabic in an innovative and unconventional way ("strange and rare"), elevating his role beyond that of a simple letter writer. Through his composition of letters, official messages, and telegrams of congratulations and condolences, he shifts from being a mediator to becoming an active producer of symbolic authority. His statement, "My messages, which are I, is the divine energy that extends the life of my lord," signifies a qualitative transformation. He is no longer just an employee who transcribes dictated content. Instead, he becomes the creative force that sustains the ruler's presence. This transformation is rooted in his perception of language as a metaphysical tool ("an angel sent from heaven"), placing him at the center of the system.

Al-Bash describes himself as an “angel of the soul” who “distributes the days” and distances “Azrael” from “President Qazman.” This depiction extends beyond a simple administrative function, suggesting a quasi-divine role in shaping the ruler’s fate. This claim implies that he is no longer just a bureaucrat but the true architect of the discourse that sustains power. His letters are not merely administrative documents; they have evolved into a “divine energy” that preserves the ruler’s authority. This shift from the margins to the center is evident in his ability to influence political decisions indirectly. Through his writings, Moulay remains both symbolically and politically alive, making Bash Kateb a key figure in prolonging the life of an ailing regime.

The novel further reveals another dimension of this power shift. Bash Kateb’s letters extend beyond the confines of government offices and into society, where they “provoke thousands of discussions in cafes among Arab intellectuals.” This suggests that his speech is no longer restricted to administrative corridors but has become a social force, animating public debate and reinforcing Moulay’s presence in popular consciousness. This effect grants Bash an informal authority, transforming him into a creator of knowledge and controversy about language (“grammar and morphology, adorning and punctuating”). Consequently, he transcends the role of a stereotypical functionary and becomes a figure who shapes public perceptions of authority. He is regarded by the elite as a writer who strategically “mixes political feelings with their work, fully aware of what they are doing” to maintain the hierarchy and structure of the political system, despite its contradictions and fragile authoritarian nature (Benda, 2020, p. 144). Bash Kateb contributes to reproducing hegemonic discourse, reinforcing authority, and legitimizing

power (Belali, 2023, p. 87). As a writer, he manipulates language and public perception, constructing an illusion of triumph within a reality marked by repeated defeats and disappointments (Toumi, 2017, p. 136).

Al-Bash asserts his symbolic power when he enters the dark rooms where political discourse is crafted in an absurd manner. The scene describes the Prime Minister, acting as Moulay Qazman e Abu Nassouane's representative, presenting a sealed envelope to the ruler of another country. The envelope, bearing the presidential insignia, is displayed before national television cameras as the Prime Minister solemnly declares, "This is a written message from your brother, His Excellency Qazman e Abu Nassouane. I have the honor to convey it to you and inform you at the same time of his peace and wishes to your people." The passage continues, revealing Bash Kateb's awareness of the power of religious references in political messaging: "Whenever people believed in my messages and thought that governance was proceeding smoothly, even though Moulay Qazman Abu Niswan had been absent for seven years, I realized that Arabs and Berbers only respond to religion. Thus, I never wrote a letter, message, or congratulatory telegram without including a verse from the Book of God or at least one prophetic hadith. In this faithful Muslim country, every Arabic writing is immediately associated with true religion, Islam" (Zawi, 2019, pp. 148-149).

The text highlights the pivotal role of Islamic religion in constructing political legitimacy within the collective imagination. The statement that "Arabs and Berbers only touch religion" reflects a deeply rooted cultural idea: religion is not merely a matter of faith but also a social and political force that ensures obedience. The use of Qur'anic verses and prophetic hadiths in official messages is not just rhetorical em-

bellishment; it is a strategic tool to link political authority with the sacred, reinforcing public acceptance and discouraging opposition. This pragmatic use of religion aligns with a historical tradition in Islamic societies, where rulers derive legitimacy from the caliphate or imamate. Writers like Bash Kateb serve as linguistic and cultural mediators, reinforcing this legitimacy.

The symbolism of the “tightly closed envelope with the presidential insignia” carries significant weight. It represents more than a method of communication; it embodies authority and secrecy. The secure seal and official insignia emphasize the confidentiality of political decisions and their concentration within the ruling elite. This further solidifies Bash Kateb’s dominance, as he is the one who crafts these messages. The televised staging of this scene reflects a culture of theatrical diplomacy aimed at impressing and controlling the populace.

The novel also alludes to President “Qazman Abu Niswan’s” absence for seven years without diminishing the people’s faith in his rule. This demonstrates the power of political symbolism, suggesting that a ruler’s physical presence is unnecessary as long as his discourse is preserved and his image remains intact in public memory. Here, Bash Kateb emerges as the decision-maker behind the scenes, acting as the voice of the absent ruler and governing by proxy.

In traditional societies, the role of the writer—or the Bash—was uniquely significant. He was not merely an enforcer but a creator of discourse that shaped public perceptions of governance and political matters. In the text, Bash Kateb appears as an architect of power, constructing a narrative grounded in religious references. This reflects the anthropological role of writing as a tool of intellectual domina-

tion. Bash's writing evolves from a routine administrative function into a ritualistic act that reinforces social structures built on obedience, faith, and implicit acceptance of authority.

Bash Kateb believes that religion is the "opium" of the masses. However, he is not merely a messenger conveying the ruler's words; he actively formulates them, selecting religious texts that enhance their persuasive power. This mastery of language grants him indirect control over how decisions are perceived. He understands the psychology of the masses and the impact of religious rhetoric on their reactions. According to this logic, he is constrained by fundamentalist perceptions, which dictate that "if the transmission is accurate, reason and insight must bear witness" (Toumi, 2023, p. 502).

Conclusion

In conclusion, the text *Bash is a Writer, the President's Writer Has Nothing Left to Write* presents a unique and complex narrative imagination, embodying a dynamic shift of power from its physical form—represented by President *Qazman Abu Niswan*—to its rhetorical form, embodied by *Bash Kateb*. The critical approach highlights that the stroke suffered by the president was not merely a passing biological incident but a profound symbol of the collapse of traditional authority and the fall of the ruling body. This event paves the way for the transition of power from physical dominance to discourse and language.

This transformation aligns with Michel Foucault's vision of power as an unstable, dynamic relationship. The novel demonstrates its ability to encapsulate and reimagine politi-

cal and existential conflicts within symbolic and literary worlds. In this text, language emerges as a central tool of domination and manipulation, where *Bash Kateb* uses discourse to reproduce power and extend its influence in the wake of the ruler's physical decline. Here, language is not merely a medium of communication but an elixir that sustains the body of power, granting it new dimensions beyond material constraints.

The narrative underscores the centrality of discourse as a battleground for conflict and the restructuring of authoritarian relations. This renders the novel an "empirical fantasy" that engages with the contemporary dilemmas of hegemony and its transformations. Thus, this analysis does not merely interpret the text but also opens broader perspectives on power as a fluid and evolving network—one that transcends physical boundaries to reside within the chemistry and symbolism of language.

References

- Al-Dawsarī, R. A. F. (2019). *Tatawwur mafhūm al-muqāwama ladā Mīshāl Fūkū* [The Evolution of the Concept of Resistance in Michel Foucault]. *Majallat al-Dirāsāt al-‘Arabiyya*, p. 1195.
- Al-Kabsī, M. ‘A. (2008). *Mīshāl Fūkū* [Michel Foucault]. Syria: Dār al-Farqad lil-Ṭibā‘a wa-al-Nashr wa-al-Tawzī‘.
- Bel‘ali, A. (2023). *Sūq al-riwāya al-‘Arabiyya - Min al-mukhtalif ilā mā ba‘da al-mukhtalif, muqāraba thaqāfiyya* [The Market of the Arabic Novel – From the Different to the Post-Different: A Cultural Approach]. Algeria: Dār Khiyāl lil-Nashr wa-al-Tarjama.

- Ben Toumi, E. (2017). *Amrād al-thaqāfa - Qaḍāyā al-tashwīh al-kubrā* [The Diseases of Culture – Major Issues of Distortion]. Algeria: Manshūrāt al-Waṭan al-Yawm.
- Ben Toumi, E. (2023). *Tashrīḥ al-ʿawāḍil al-bināwīyya wa-al-tārīkhiyya lil-ʿaql al-naqdī al-ʿArabī - Dirāsa fī al-ansāq al-thaqāfiyya al-ʿArabiyya al-kulliyya wa-al-juzʿiyya* [Anatomy of the Structural and Historical Obstacles of the Arab Critical Mind – A Study on the Comprehensive and Partial Arab Cultural Systems] (Vol. 1). Algeria: Dār al-Almaʿiyya lil-Nashr wa-al-Ishhār.
- Benda, J. (2020). *Khayānat al-muthaqqafīn* [The Treason of the Intellectuals] (Vol. 1) (M. Ṣābir, Trans.). Algeria: Ibn al-Nadīm lil-Nashr wa-al-Tawzīʿ.
- Bin ʿAbd al-ʿĀlī, ʿA. (2008). *Thaqāfat al-udhunn wa-thaqāfat al-ʿayn* [The Culture of the Ear and the Culture of the Eye]. Morocco: Dār Tūbqāl lil-Nashr.
- Bouʿazza, M. (2014). *Sardiyyāt thaqāfiyya - Min siyāsāt al-hawiyya ilā siyāsāt al-ikhtilāf* [Cultural Narratives – From Identity Politics to the Politics of Difference] (Vol. 1). Morocco: Dār al-Amān.
- Bourdieu, P. (2009). *Al-haymana al-dhukuriyya* [Masculine Domination] (S. Qafʿarānī, Trans.). Lebanon: Al-Munazzama al-ʿArabiyya lil-Tarjama.
- Foucault, M. (2003). *Yajibu difāʿ an al-mujtamaʿ* [Society Must Be Defended] (Vol. 1) (Al-Zawāwī Bughūra, Trans.). Lebanon: Dār al-Talīʿa lil-Tibāʿa wa-al-Nashr.
- Heidegger, M. (1957). *Lettre sur l'Humanisme*. Paris: Auber.
- Imam, A. F. (1994). *Al-tāghīya, dirāsa falsafiyya li-ṣuwar min al-istibdād al-siyāsī* [The Tyrant: A Philosophical Study of Political Despotism]. *ʿĀlam al-Maʿrifa*, (183), p. 260.
- Mernissi, F. (2004). *Hal antum muḥaṣṣanūn dīd al-ḥarīm?* [Are You Immunized Against the Harem?] (Vol. 2) (N.

- Baydūn, Trans.). Morocco: Al-Markaz al-Thaqāfī al-‘Arabī.
- Nāṣif, ‘A. K. (2003). *Al-adab wa-al-siyāsa* [Literature and Politics]. *Majallat al-Mawqif al-Adabī*, p. 47.
- Qaṭṭānī, K. (2019). ‘*Atabat al-hāmish wa-fā‘iliyya al-khiṭāb al-sardī fī riwāyat "Barqūq al-nisyān" lil-kātib Ghasān Kanafānī* [The Margin’s Threshold and the Effectiveness of Narrative Discourse in the Novel *Prunes of Oblivion* by Ghassan Kanafani]. *Majallat Jāmi‘at al-Najāh lil-Abḥāth (al-‘Ulūm al-Insāniyya)*, p. 31. Retrieved from https://journals.najah.edu/media/journals/full_texts/2_NOuTraG.pdf.
- Thomas, H., & Aḥmad, J. (2010). *Al-ajṣād al-thaqāfiyya - Al-ithnūghrāfi wa-al-naḥariyya* [Cultural Bodies - Ethnography and Theory] (Vol. 1). Egypt: Al-Hay’a al-‘Amma li-Shu‘ūn al-Maṭābi‘ al-Amīriyya.
- Virilio, P. (2017). *Al-sur‘a wa-al-siyāsa - Min thawrat al-shāri‘ ilā ḥaqq al-dawla* [Speed and Politics – From Street Revolution to the Right to the State] (Vol. 1) (M. al-Raḥmūnī, Trans.). Beirut, Lebanon: Al-Shabaka al-‘Arabiyya lil-Abḥāth wa-al-Nashr.
- Wardah, M. (n.d.). *Yahyā Ibn Khaldūn wa-manhajuhu fī kitābat al-tārīkh* [Ibn Khaldun’s Methodology in Writing History]. *Majallat Anthrūbūlūjiyā al-Adyān*, (2), p. 499. Retrieved from <https://asjp.cerist.dz/en/article/91600>.
- Zawi, A. (2019). *Al-Bāsh Kāteb - Lam yabqa likātib rasā’il al-ra’īs mā yaktubu* [The Bash Katib – Nothing Left for the President’s Scribe to Write] (Vol. 1). Algeria: Manshūrāt Difāf – Manshūrāt al-Ikhtilāf.

The role of social and technological influences in EFL learners' motivation: A correlational study on engagement with American culture and English

Mohamed HADJI

Department of English Language and Literature

University of Dr. Moulay Tahar – Algeria

mohamedhadji1983@gmail.com

<https://orcid.org/0000-0001-9794-9244>

Abstract :

The widespread of American culture through media, social interactions, and digital platforms, plays a central role in framing EFL (English as a Foreign Language) learners' motivation and engagement with the English language. Still, the scope to which social and technological factors stimulates learners' motivation to implement American English is scarcely sought. This study investigates the correlations among exposure to American cultural content, social influences (peers, family, and cultural background), and technological engagement (online platforms and virtual classrooms) with learners' motivation for American English. This study utilized a correlational research design through which data were collected via a structured survey. The data were analyzed with Kendall's correlation analysis to assess the relationships among these variables. The findings reveals insights into how cultural exposure, social dynamics, and digital learning environments interact to develop and enhance learners' motivation. This study provides implications for language education, digital learning strategies, and curriculum development, highlighting the role of cultural engagement in promoting EFL learners' motivation.

Keywords: EFL learners, motivation, American culture, American English, social influences, technological engagement, media exposure, language preference, linguistic prestige, correlational study.

Le rôle des influences sociales et technologiques dans la motivation des apprenants d'anglais langue étrangère : Une étude corrélative sur l'engagement dans la culture américaine et l'anglais

Résumé :

La diffusion de la culture américaine à travers les médias, les interactions sociales et les plateformes numériques joue un rôle central dans l'encadrement de la motivation et de l'engagement des apprenants d'anglais langue étrangère (EFL) vis-à-vis de la langue anglaise. Pourtant, l'étendue des facteurs sociaux et technologiques qui stimulent la motivation des apprenants à mettre en œuvre l'anglais américain est rarement étudiée. Cette étude examine les corrélations entre l'exposition au contenu culturel américain, les influences sociales (pairs, famille et contexte culturel) et l'engagement technologique (plateformes en ligne et classes virtuelles) avec la motivation des apprenants pour l'anglais américain. Cette étude a utilisé un modèle de recherche corrélacionnelle dans lequel les données ont été collectées par le biais d'une enquête structurée. Les données ont été analysées à l'aide de l'analyse de corrélation de Kendall afin d'évaluer les relations entre ces variables. Les résultats révèlent comment l'exposition culturelle, la dynamique sociale et les environnements d'apprentissage numériques interagissent pour développer et renforcer la motivation des apprenants. Cette étude a des implications pour l'enseignement des langues, les stratégies d'apprentissage numérique et le développement des programmes, en soulignant le rôle de l'engagement culturel dans la promotion de la motivation des apprenants d'anglais langue étrangère.

Mots-clés : Apprenants EFL, motivation, culture américaine, anglais américain, influences sociales, engagement technologique, exposition aux médias, préférence linguistique, prestige linguistique, étude corrélacionnelle.

Introduction

EFL learners' motivation to adopt American English is influenced by social and technological factors. American culture, disseminated through media and digital platforms, shapes linguistic preferences and perceptions of prestige. While media exposure increases familiarity with American English, the combined effects of social influences (peers, family, and cultural background) and technological engagement (online platforms and virtual classrooms) on motivation remain underexplored. This study employs a correlational research design to examine the relationships between these factors and learners' motivation for American English. Using Kendall's correlation analysis, the findings provide insights into external influences on language learning, offering implications for education, digital learning strategies, and curriculum development.

Research Problem

The motivation of EFL learners to adopt American English is influenced by various social and technological factors. With the increasing exposure to American media, online learning platforms, and social networks, learners' preferences and motivation for American English may be shaped by these external influences. However, the extent to which these factors correlate with motivation remains unclear. While previous studies have explored attitudes toward different English varieties, there is limited research on how social and technological influences specifically affect learners' motivation for American English. Understanding these relationships can provide insights into language learning behaviors and inform educational strategies.

Research Question

To what extent do social and technological influences correlate with EFL learners' motivation to adopt American English?

Sub-Research Questions

- 1) How does exposure to American media influence learners' motivation to adopt American English?
- 2) What is the relationship between social influence (e.g., peers, family, cultural background) and learners' motivation to learn American English?
- 3) To what extent does the perceived prestige of American English influence learners' motivation?
- 4) How does the use of technology (e.g., online learning, virtual classrooms) correlate with learners' motivation to adopt American English?

Research Hypotheses

Main Hypothesis (H1): Social and technological influences significantly correlate with EFL learners' motivation to adopt American English.

Sub-Hypotheses

- 1) H1a: Greater exposure to American media is positively correlated with higher motivation to learn American English.
- 2) H1b: Social influences (peers, family, cultural background) are positively correlated with learners' motivation for American English.
- 3) H1c: The perceived prestige of American English is positively correlated with motivation to adopt it.
- 4) H1d: The use of technology in learning (online platforms, virtual classrooms) is positively correlated with learners' motivation to engage with American English.

Research Objectives

Main Objective

To examine the correlation between social and technological influences and EFL learners' motivation to adopt American English.

Sub-Objectives

- 1) To analyze the impact of exposure to American media on learners' motivation for American English.
- 2) To investigate the role of social influences (peers, family, cultural background) in shaping learners' motivation for American English.
- 3) To assess how the perceived prestige of American English affects learners' motivation.
- 4) To explore the relationship between the use of technology (online learning, virtual classrooms) and learners' motivation to adopt American English.

1. Literature Review

1.1. Defining terms and related works

Motivation constitutes a vital component in the process of language acquisition, and it has been established that American media exerts a considerable impact on the motivational levels of EFL learners. Scholarly investigations suggest that exposure to American media may enhance both intrinsic and extrinsic motivation among learners, thereby prompting them to engage more proactively with the English language.

Intrinsic Motivation pertains to the internal impetus to acquire a language for personal fulfillment or interest. American media, particularly in the realm of popular culture such as films and television series, has been evidenced to cultivate intrinsic motivation by rendering language learn-

ing more enjoyable and pertinent. For example, a study conducted in Bangladesh revealed that viewing English films and series markedly augmented learners' motivation, as it offered an engaging and immersive modality for language acquisition (Mahbub, 2023). Likewise, research conducted in Albania underscored that students who engaged with mass media, inclusive of American television shows and movies, exhibited elevated levels of motivation and a more affirmative attitude toward learning English (Kaçauni & Pylli, 2023).

Extrinsic Motivation motivation is propelled by external stimuli such as societal expectations, professional prospects, or educational mandates. American media can similarly contribute to extrinsic motivation by imparting to learners a sense of belonging to a global community. For instance, a study in Saudi Arabia indicated that exposure to American media shaped learners' perceptions of English as a medium for global communication, consequently heightening their motivation to master the language (Alamri, 2024).

The Role of Cultural Appeal of American media is another factor that contributes to learners' motivation. American movies and television programs frequently represent values, lifestyles, and cultural norms that are regarded as modern and desirable. This cultural appeal can inspire learners to engage more deeply with the English language as a means of accessing these cultural experiences. For example, a study in China found that exposure to American popular culture through media substantially influenced learners' attitudes and behaviors, for numerous learners having desire to emulate certain aspects of American culture. (Li et al., 2024).

Language Preference refers to learners' attitudes and biases towards specific varieties of English, such as American English versus British English. American media has been dis-

covered to significantly affect learners' language preferences, often resulting in a preference for American English.

Dominance of American English lies in research having consistently shown that American English is the most widely preferred variety of English among EFL learners. This preference is largely attributed to the widespread exposure to American media, which dominates global entertainment and communication. For example, a study in Indonesia found that Generation Z learners overwhelmingly preferred American English due to its prevalence in media and popular culture (Aisy & Wahyudi, 2024). Similarly, a study in Saudi Arabia found that learners' exposure to American media influenced their preference for American English over other varieties (Al-Beshri, 2024).

Influence of Media on Accent and Vocabulary American media not only influences learners' preference for American English but also shapes their perceptions of accents and vocabulary. A study in China found that learners who were exposed to American media were more likely to adopt American accents and vocabulary in their own English usage (Huang & Hashim, 2020). This phenomenon is further supported by research in Bangladesh, where learners who watched American movies and series were found to have improved their pronunciation and vocabulary, leading to a preference for American English (Mahbub, 2023) (Mahbub, 2023).

Cultural Identity and Language Preference The cultural identity of learners also plays a role in their language preference. American media often portrays American culture as modern, dynamic, and prestigious, which can lead learners to associate American English with these positive attributes. For instance, a study conducted in Saudi Arabia discovered

that exposed to media were more likely to perceive American English as the most prestigious English variety, thereby reinforcing preference for it (Alri, 2024; Alamri, 202).

Perceived Prestige Perceived prestige refers to the social and cultural value that learners assign to a particular language or language variety. American media has been found to significantly influence learners' perceptions of the prestige of American English.

American English as a Global Lingua Franca American media has contributed to the perception of American English as a global lingua franca, which is widely used for international communication. This perception of American English as a global language has enhanced its prestige in the eyes of EFL learners. For example, a study in China found that learners perceived American English as the most important variety of English for international communication, further reinforcing its prestige (Li et al., 2024).

Cultural and Economic Factors The cultural and economic dominance of the United States has also contributed to the perceived prestige of American English. American media, particularly movies and TV shows, often portrays American culture as dominant and influential, which can lead learners to associate American English with power and success. For instance, a study in Saudi Arabia found that learners perceived American English as the most prestigious variety due to its association with global power and economic influence (Alamri, 2024) (Alamri, 2025).

2. Methods

2.1. Research Design

This study utilized a correlational research design to explore the relationships between social and technological influences and EFL learners' motivation to adopt American

English. Given that the study aims to assess the degree of association between different variables rather than establishing causality, a correlational approach is most appropriate. Kendall's correlation analysis was employed to measure the strength and direction of the relationships among the variables under investigation.

2.2. Participants

The study was conducted with a sample of 32 EFL learners enrolled in the university in Algeria. Participants were selected using a purposive sampling technique to ascertain that they had sufficient exposure to American media and digital platforms. The final sample consisted of 32 participants, who varied in age, academic level, and language proficiency. Demographic information, such as gender, language background, and frequency of media consumption, was collected to contextualize the findings.

2.3. Research Instruments

Data were collected through a structured survey designed to assess participants' engagement with American media, social influences, technological usage, and motivation to adopt American English. The survey included: 1. Demographic details (Age, gender, academic background, and English proficiency level), 2. Media Exposure (Frequency and type of engagement with American movies, TV shows, music, and digital platforms), 3. Social Influences (Influence of peers, family, and cultural background on learners' preference for American English), 4. Technological Engagement (Usage of online learning platforms, virtual classrooms, and digital communication in English), 5. Motivation for Ameri-

can English (Measured using a Likert scale (1-5) to assess intrinsic and extrinsic motivational factors).

The survey items were adapted from validated scales used in previous research on language learning motivation and media influence. A pilot study was conducted with 32 participants to ensure reliability and validity. Necessary modifications were made based on the pilot feedback.

2.4. Data Collection Procedures

The survey was administered online and in-person to accommodate participants' preferences. Ethical considerations were strictly followed, including informed consent, anonymity, and confidentiality of answers. Participants were given detailed instructions and had the opportunity to ask questions before completing the survey.

2.5. Data Analysis

Data were analyzed using SPSS (Statistical Package for the Social Sciences). The following statistical procedures were applied:

- 1) Descriptive Statistics: To summarize participants' demographic information and general trends in media exposure, social influences, and technological engagement.
- 2) Kendall's Correlation Analysis: To assess the relationships between media exposure, social influences, technological engagement, and motivation for American English.

2.6. Ethical Considerations

This study adhered to ethical research guidelines. Participants were informed about the purpose of the study, as-

sured that their participation was voluntary, and guaranteed confidentiality.

2.7. Limitations

- Potential limitations of the study include:
- Self-reported Data: Participants' responses may be influenced by social desirability bias.
 - Sample Size: The findings may not be generalizable beyond the specific group of EFL learners studied.
 - Correlational Nature: The study establishes associations but does not infer causation.

Methods and Procedures section outlines the systematic approach taken to investigate the role of social and technological influences on EFL learners’ motivation for American English. The use of a structured survey, statistical analyses, and ethical research practices ensures the reliability and validity of the findings.

3. Findings

3.1. Demographic Profile of Participants

Table 1: Descriptive Statistics of Participants’ Demographic Profile

Variable	Valid N	Missing N	Mean	Median	Mode	SD	Minimum	Maximum
Age	32	0	19.69	18.00	18.00	5.31	17.00	48.00
Gender	32	0	1.69	2.00	2.00	0.47	1.00	2.00
Native Language	32	0	1.00	1.00	1.00	0.00	1.00	1.00
Years of Learning English	32	0	7.84	8.00	8.00	0.72	4.00	8.00
Level of English Proficiency	32	0	1.88	2.00	2.00	0.66	1.00	3.00

Participants' ages range from 17 to 48 years, with an average of 19.69 years and a median/mode of 18, indicating most are young adults. A standard deviation of 5.31 reflects age variation due to a few older participants, creating a slight right skew. Gender results show a mean of 1.69 and both median/mode at 2, suggesting a predominance of female participants with low variability. Native language is uniform (mean, median, mode = 1.00; SD = 0), confirming a homogeneous linguistic background. Participants have studied English for 4–8 years, averaging 7.84 years, with minimal variation. Proficiency scores center around intermediate level (mean = 1.88; median/mode = 2; SD = 0.66). Most participants learn English through formal education (mean = 1.44; median/mode = 1), though some use alternative methods. Overall, data distributions are largely symmetrical, with low variability except for age.

3.2. The Relationship Between Social and Technological Influences and EFL Learners' Motivation to Adopt American English

3.2.1. *The Impact of American Media Exposure on Motivation to Learn American English.*

Table 2: Exposure to American English through media influences my motivation to learn it

		Percent
Valid	Strongly disagree	12,5
	Disagree	6,3
	Neuter	21,9
	Agree	21,9
	Strongly agree	37,5

The table presents descriptive statistics for the statement "Exposure to American English through media motivates me to learn it." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.66 (SD = 1.38), indicating a generally positive motivation. The median value is 4.00, and the most frequently selected response (mode) is 5.00, suggesting that many respondents strongly agree. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting variability in learners' motivation levels.

Table 3: Active engagement with American English content

		Percent
Valid	Strongly disagree	25,0
	Neuter	6,3
	Agree	15,6
	Strongly agree	53,1

The table dispalys descriptive statistics for the statement "I actively engage with American English content (movies, music, news, etc.)." The sample includes 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.72 (SD = 1.69), indicating a moderate to high level of engagement. The median value is 5.00, and the mode is also 5.00, suggesting that many respondents frequently engage with American English content. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting variability in engagement levels.

3.2.2. *The Role of Social Influences in Learners' Motivation for American English*

Table 4: My cultural background affects my preference for American English

	Percent
Valid Strongly disagree	40,6
Disagree	3,1
Neuter	37,5
Agree	3,1
Strongly agree	15,6

The table shows descriptive statistics for the statement "My cultural background affects my preference for American English." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 2.50 (SD = 1.46), indicating a relatively neutral to low influence of cultural background on preference. The median value is 3.00, while the mode is 1.00, suggesting that the most common response was a low level of agreement. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting varying perspectives among respondents.

Table 5: My friends and family encourage my preference for American English

	Percent
Valid Strongly disagree	25,0
Disagree	18,8
Neuter	18,8
Agree	18,8
Strongly agree	18,8

The table presents descriptive statistics for the statement "My friends and family encourage my preference for American English." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 2.88 (SD = 1.48), indicating a moderate level of influence from friends and family. The median value is 3.00, while the mode is 1.00, suggesting that the most common response was a low level of agreement. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting diverse opinions among respondents.

3.2.3. *The Effect of Perceived Prestige on Motivation to Adopt American English*

Table 6 : Preference of learning English with American accent

		Percent
Valid	Strongly disagree	25,0
	Disagree	6,3
	Neuter	9,4
	Agree	18,8
	Strongly agree	40,6

The table displays descriptive statistics for the statement "I prefer learning English with an American accent." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.44 (SD = 1.66), indicating a moderate preference for the American accent. The median value is 4.00, and the mode is 5.00, suggesting that many respondents strongly prefer learning with an American accent.

Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting diverse preferences among learners.

Table 7: The influence of my teacher's accent on motivation to learn English

	Percent
Va- lid	Strongly di- sagree
	Disagree
	Neuter
	Agree
	Strongly agree
	37,5
	3,1
	12,5
	3,1
	43,8

The table presents descriptive statistics for the statement "The accent of my teacher influences my motivation to learn English." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.13 (SD = 1.84), indicating a moderate influence of the teacher's accent on motivation. The median value is 3.00, while the mode is 5.00, suggesting that the most frequently selected response reflects a strong agreement. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), highlighting variability in learners' perspectives.

Table 8: Belief in native-like American English pronunciation is essential for fluency

	Percent
Va- lid	Strongly di- sagree
	Disagree
	Neuter
	Agree
	Strongly agree
	25,0
	6,3
	15,6
	25,0
	28,1

The table shows descriptive statistics for the statement "I believe that native-like American English pronunciation is essential." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.25 (SD = 1.57), indicating a moderate belief in the importance of native-like pronunciation. The median value is 4.00, and the mode is 5.00, suggesting that many respondents consider it essential. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting varying opinions among learners.

Table 9: American English is easier to understand than other varieties of English

		Percent
Valid	Strongly disagree	28,1
	Disagree	6,3
	Neuter	18,8
	Agree	6,3
	Strongly agree	40,6

The table shows descriptive statistics for the statement "I find American English easier to understand than other varieties of English." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.25 (SD = 1.70), indicating a moderate perception of American English as being easier to understand. The median value is 3.00, while the mode is 5.00, suggesting that many respondents strongly agree. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting diverse perceptions among learners.

The Influence of Technology Use on Motivation to Engage with American English

Table 10: The use of online platforms to improve my American English skills

		Percent
Valid	Strongly disagree	25,0
	Disagree	6,3
	Neuter	12,5
	Agree	21,9
	Strongly agree	34,4

The table displays descriptive statistics for the statement "I use online platforms to improve my American English skills." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.34 (SD = 1.62), indicating a moderate tendency to use online platforms for learning. The median value is 4.00, and the mode is 5.00, suggesting that many respondents actively use online resources. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting varying levels of engagement with online platforms.

Table 11: Virtual classrooms and online learning have enhanced my engagement with American English

		Percent
Valid	Strongly disagree	18,8
	Disagree	21,9
	Neuter	12,5
	Agree	18,8
	Strongly agree	28,1

The table presents descriptive statistics for the statement "Virtual classrooms and online learning enhance my engagement with American English." The sample consists of 32

valid responses with no missing data. The mean score is 3.16 (SD = 1.53), indicating a moderate impact of virtual learning on engagement. The median value is 3.00, while the mode is 5.00, suggesting that many respondents strongly agree. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting varying levels of perceived effectiveness of online learning.

Table 12: Belif in learning through technology is more effective than traditional classroom learning

		Percent
Va- lid	Strongly di- sagree	15,6
	Disagree	15,6
	Neuter	12,5
	Agree	21,9
	Strongly agree	34,4

The table shows descriptive statistics for the statement "I believe that learning through technology is more effective than traditional classroom learning." The sample consists of 32 valid responses with no missing data. The mean score is 3.44 (SD = 1.50), indicating a moderate to high preference for technology-based learning. The median value is 4.00, and the mode is 5.00, suggesting that many respondents strongly agree. Scores range from 1.00 (minimum) to 5.00 (maximum), reflecting diverse opinions on the effectiveness of technology in learning.

3.2.4. Statistical Relationships Between Variables

Table 13: Media exposure and motivation

Correlations				
			Item 1	Item 3
Kendall's tau_b	Exposure to	Correlation	1,000	,413**
	American	Coefficient		
	English	Sig. (2-	.	,006
	through me-	tailed)		
	dia motivates	N	32	32
	me to learn it.			
	I am particu-	Correlation	,413**	1,000
	larly interest-	Coefficient		
	ed in learning	Sig. (2-	,006	.
	American	tailed)		
	English.	N	32	32

** . Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

Item 1: Exposure to American English through media motivates me to learn it.

Item 3: I am particularly interested in learning American English.

Table 14: Active engagement with American English and preference for an American accent

Correlations				
			Item4	Item 5
Kendall's tau_b	I actively en-	Correlation	1,000	,496*
	gage with	Coefficient		*
	American Eng-	Sig. (2-	.	,001
	lish content	tailed)		
	(movies, mu-	N	32	32

sic, news, etc.).			
I prefer learning English with an American accent.	Correlation Coefficient	,496**	1,00
	Sig. (2-tailed)	,001	0
	N	32	32

** . Correlation is significant at the 0.01 level (2-tailed).

Item 4: I actively engage with American English content (movies, music, news, etc.).

Item 5: I prefer learning English with an American accent.

The correlation analysis using Kendall's tau-b reveals a moderate to strong positive relationship ($\tau = 0.496$, $p = 0.001$) between learners' engagement with American English content (e.g., movies, music, news) and their preference for learning English with an American accent. This statistically significant correlation ($p < 0.01$) suggests that frequent exposure to American media is associated with a stronger inclination toward adopting an American accent. The findings align with language acquisition theories emphasizing the role of exposure in shaping linguistic preferences, indicating that learners who actively consume American media may develop a heightened preference for its accent. This has important pedagogical implications, suggesting that integrating media-based learning can be an effective strategy for accent acquisition and pronunciation training in EFL contexts.

Table 15: Cultural background and preference for American English (Table 4 vs. motivation)

Correlations				
			Item 2	Item 11
Kendall's tau_b	I am particularly interested in learning American English.	Correlation	1,000	,099
		Coefficient		
		Sig. (2-tailed)	.	,525
	My cultural background affects my preference for American English.	N	32	32
		Correlation	,099	1,000
		Coefficient		
		Sig. (2-tailed)	,525	.
		N	32	32

Item 2: I am particularly interested in learning American English.

Item 11 : My cultural background affects my preference for American English.

The correlation analysis using Kendall's tau-b reveals a weak and non-significant relationship ($\tau = 0.099$, $p = 0.525$) between learners' interest in learning American English and the influence of their cultural background on this preference. The high p-value (> 0.05) indicates that the association is not statistically significant, suggesting that cultural background does not strongly determine learners' motivation to adopt American English. This finding implies that other factors, such as media exposure, educational influences, or personal preferences, may play a more substantial role in shaping learners' attitudes toward American English rather than cultural background alone.

Table 16: Teacher’s accent and motivation

Correlations				
			Item 2	Item 6
Kendall's tau_b	I am particularly interested in learning American English.	Correlation Coefficient	1,000	,345*
		Sig. (2-tailed)	.	,028
		N	32	32
	The accent of my teacher influences my motivation to learn English.	Correlation Coefficient	,345*	1,000
		Sig. (2-tailed)	,028	.
		N	32	32

*. Correlation is significant at the 0.05 level (2-tailed).

Item 2: *I am particularly interested in learning American English.*
 Item 6 : *The accent of my teacher influences my motivation to learn English*

The correlation analysis using Kendall’s tau-b shows a moderate positive relationship ($\tau = 0.345$, $p = 0.028$) between learners' interest in learning American English and the influence of their teacher’s accent on their motivation. This correlation is statistically significant at the 0.05 level, indicating that learners who are more interested in American English are also more likely to be influenced by their teacher’s accent. These findings suggest that the linguistic model provided by educators plays a role in shaping learners' motivation, highlighting the importance of accent exposure in EFL instruction.

Table 17: Technology use and engagement with American English (Table 10 vs. motivation)

Correlations				
Kendall's tau_b	I am particularly interested in learning American English.	Correlation Coefficient	1,000	,371*
		Sig. (2-tailed)	.	,014
		N	32	32
	I use online platforms to improve my American English skills.	Correlation Coefficient	,371*	1,000
		Sig. (2-tailed)	,014	.
		N	32	32
*. Correlation is significant at the 0.05 level (2-tailed).				

Item 2: I am particularly interested in learning American English.

Item 13: I use online platforms to improve my American English skills.

The correlation analysis using Kendall’s tau-b reveals a moderate positive relationship ($\tau = 0.371$, $p = 0.014$) between learners' interest in learning American English and their use of online platforms to improve their American English skills. This statistically significant correlation at the 0.05 level suggests that learners who are more motivated to learn American English are also more likely to engage with digital resources for language improvement. These findings highlight the growing role of technology in language learning, emphasizing that online platforms serve as valuable tools for learners seeking to enhance their proficiency in American English.

4. Disucssion

4.1. Media Exposure and Motivation

The correlation analysis ($r = 0.413$, $p = 0.006$) demonstrates a statistically significant positive relationship between learners' exposure to American media and their motivation to learn American English. This finding aligns with prior research indicating that American media enhances both intrinsic and extrinsic motivation (Mahbub, 2023; Ka\00e7auni & Pylli, 2023). Studies in Bangladesh and Albania have shown that engaging with American films and television fosters a stronger motivation to learn English, supporting the idea that media consumption provides an immersive and enjoyable learning experience. Given this strong association, the hypothesis that exposure to American media positively influences motivation is accepted.

4.2. Active Engagement with American English and Accent Preference

The correlation analysis ($r = 0.496$, $p = 0.001$) reveals a moderate to strong positive relationship between active engagement with American English content and learners' preference for an American accent. This supports previous findings that frequent exposure to American media influences language preference and pronunciation (Huang & Hashim, 2020; Mahbub, 2023). A study in China found that learners who engaged with American media were more likely to adopt American pronunciation and vocabulary, reinforcing this connection. Given the statistically significant results and alignment with existing literature, the hypothesis that active engagement with American English fosters a preference for an American accent is accepted.

4.3. Cultural Background and Preference for American English

The correlation analysis ($r = 0.099$, $p = 0.525$) suggests a weak and non-significant relationship between cultural background and preference for American English. While some studies indicate that cultural exposure to American media can shape learners' linguistic choices (Li et al., 2024), the present findings do not support a direct link between cultural background and motivation for American English. Instead, factors such as media influence, economic factors, and educational exposure appear to play a more significant role (Al-Beshri, 2024). As a result, the hypothesis that cultural background significantly impacts learners' preference for American English is rejected.

4.4. Teacher's Accent and Motivation

The correlation analysis ($r = 0.345$, $p = 0.028$) demonstrates a moderate positive relationship between learners' interest in American English and the influence of their teacher's accent on their motivation. This result is in line with studies suggesting that the linguistic model provided by educators significantly impacts learners' preferences (Alamri, 2024). Research in Saudi Arabia indicates that students are influenced by their teachers' pronunciation and accent exposure in shaping their motivation to learn a specific English variety. The statistical significance of this correlation supports the acceptance of the hypothesis that a teacher's accent influences learners' motivation.

4.5. Technology Use and Engagement with American English

The correlation analysis ($r = 0.371$, $p = 0.014$) indicates a moderate positive relationship between learners' in-

terest in American English and their use of online platforms for language improvement. This finding aligns with studies emphasizing the growing role of digital resources in EFL learning (Aisy & Wahyudi, 2024). Online platforms provide accessible, engaging, and interactive ways for learners to enhance their skills, reinforcing the importance of technology in language acquisition. Consequently, the hypothesis that technology use positively correlates with engagement in American English learning is accepted.

Conclusion

This study examined the relationship between American media exposure and EFL learners' motivation, language preferences, and engagement with American English. The findings indicate that media plays a crucial role in shaping learners' intrinsic and extrinsic motivation, with frequent exposure fostering a preference for American English in terms of accent, vocabulary, and perceived prestige. Additionally, technological engagement and teacher influence emerged as significant factors affecting learners' motivation. While cultural background showed minimal influence, media-driven exposure remained a dominant force in learners' linguistic choices. These results highlight the pedagogical value of incorporating media-based strategies into EFL instruction to enhance learner engagement and language acquisition. Future research could explore longitudinal effects and individual differences in media influence on language learning outcomes.

References

- Aisy, L. R., & Wahyud, R. (2024). Exploring Z generation attitudes toward varieties of English(es). *Language Literacy: Journal of Linguistics, Literature, and Language Teaching*, 8(1), 324–345.
<https://doi.org/10.30743/ll.v8i1.9183>
- Alamri, A. Z. (2024). *The effect of English language and its culture on the identity and culture of Saudi EFL learners* (Master's thesis, Um Al Qura University). Arab World English Journal, Thesis ID 318, 1–35.
<https://dx.doi.org/10.24093/awej/th.318>
- American Psychological Association. (2017). *Ethical principles of psychologists and code of conduct*. American Psychological Association.
<https://www.apa.org/ethics/code/>
- Community Perceptions of English and its Effect on EFL Students' Attitudes Towards Learning the Language. (2020). *Arab World English Journal*, 252, 1–26.
<https://doi.org/10.24093/AWEJ/TH.252>
- EFL Learners' Cultural Identity: A Case Study on Level Eight Female EFL Students at King Khalid University. (2024). *Journal of Language Teaching and Research*, 15(6), 2034–2043.
<https://doi.org/10.17507/jltr.1506.28>
- Huang, Y., & Hashim, A. (2020). A quantitative study of Chinese learners' identities as reflected in their attitudes toward English accents. *GEMA Online® Journal of Language Studies*, 20(1), 162–181.
<https://doi.org/10.17576/gema-2020-2001-10>
- Hussain, M. N. M., Nik Anuar, N. N., Abdul Jalil, N., & Sulaiman, N. A. (2023). Language attitudes and motivation of ESL secondary school students. *Interna-*

tional Journal of Academic Research in Business and Social Sciences, 13(12).

<https://doi.org/10.6007/IJARBS/v13-i12/20246>

- Jamshed, M., Saleem, M., Alam, I., & Warda, W. U. (2024). Investigating the educational and social factors affecting Saudi EFL learners' attitudes toward learning English. *World Journal of English Language*, 14(4), 588–600. <https://doi.org/10.5430/wjel.v14n4p588>
- Kalra, R. (2017). The effectiveness of using films in the EFL classroom: A case study conducted at an international university in Thailand. *Arab World English Journal*, 8(3), 1–13.
- Li, Y., Dawod, A. Y., Harris, M., & Chanaim, S. (2024). The influence of American popular culture on Chinese English majors: A structural equation modelling study. *Journal of Intercultural Communication*, 24(3). <https://doi.org/10.36923/jicc.v24i3.870>
- Liu, H., Zhang, X., & Fang, F. (2023). Young English learners' attitudes towards China English: Unpacking their identity construction with implications for secondary level language education in China. *Asia Pacific Journal of Education*, 41(1), 283–298. <https://doi.org/10.1080/02188791.2021.1908228>
- Mahbub, R. M. (2023). Impact of watching English movies, series, and cartoons on English language learning of a private university in Bangladesh. *Shanlax International Journal of Education*, 12(1), 45–58. <https://doi.org/10.34293/education.v12i1.6847>
- Mbata, A. (2020). Mass media integration in education: Learners' perceptions of the role of mass media in developing linguistic competence and cultural awareness. Case of third year LMD students at Ah-

- med Salhi University Center Naama. *Volume*, 9(3), 577–588.
- Meng, W., Cao, X., Xu, S., & Ji, Y. (2024). Analyzing the impact of English media exposure on English proficiency among nonnative Asian speakers. *Research Square*. <https://doi.org/10.21203/rs.3.rs-4303564/v1>
- Muhammad Isa, N., Zainal, A., Abdul Malek, N., & Abu Bakar, S. A. (2018). It's not just about the game: A study on attitudes and motivation of Malaysian secondary sports school students in East Malaysia towards learning English as a second language. *MATEC Web of Conferences*, 150, Article 05009. <https://doi.org/10.1051/mateconf/201815005009>
- Muid, A., Setiawan, I., & Suhatmady, B. (2024). Exploring students' preferences of the differences between British and American English. *Globish (An English-Indonesian Journal for English, Education and Culture)*, 13(2). <https://doi.org/10.31000/globish.v7i2>
- Nguyen, D. S. (n.d.). Popular cultural texts (film, TV shows) in shaping language learners' identities and attitudes towards the target language culture: An approach to advancing SDG 4 - Quality education. *SDGs Review*, 5(2). <https://doi.org/10.47172/2965-730X.SDGsReview.v5.n02.pe03373>
- Obos, A. I., Susilo, S., & Ping, M. T. (2022). Exploring EFL students' awareness of the differences between American and British varieties. *Lingua*, 18(2), 167–177. <https://doi.org/10.34005/lingua.v18i2.2123>
- Park, Y., & Eunsu, J. (2016). Exploring the use of video-clips for motivation building in a secondary school EFL setting. *English Language Teaching*, 9(10), 81–81. <https://doi.org/10.5539/elt.v9n10p81>

- Patton, M. Q. (2015). *Qualitative research and evaluation methods* (4th ed.). SAGE.
- Pérez, L. (2018). *Student-created vodcast based on TV series in TEFL in secondary education* (Master's thesis).
- Taqi, H., Algharabali, N., & Almubayei, D. (2018). Identity or prestige: The chameleon effect on EFL pronunciation. *Journal of Educational and Developmental Psychology*, 8(2), 82-82.
<https://doi.org/10.5539/jedp.v8n2p82>
- Taqi, H., Algharabali, N., & Almubayei, D. (2018). Identity or prestige: The chameleon effect on EFL pronunciation. *Journal of Educational and Developmental Psychology*, 8(2), 82-82.
<https://doi.org/10.5539/jedp.v8n2p82>
- Wang, D., & Kang, S.-M. (2022). The use of media supplementaries to change Chinese EFL learners' attitudes toward English as an intercultural language. *언어학연구* (Studies in Linguistics), 65, 245-262.
<https://doi.org/10.17002/sil.65.202210.245>

Environment and a clean economy between requirements and challenges

Boghari LEILA

Leilaboghari@gmail.com

University of Ali Lounici ,Blida02, Algeria

&

Meriem ZEGUENDRI

PHD researcher

Home University:Sousse;Tunisia

Host University Ali Lounici Blida02, Algeria

zguendrimeriem@gmail.com

Abstract

The growing international interest in a clean green economy as an effective tool for sustainable development would enable countries to achieve optimization in the exploitation of their resources and protect them from current and future crises (financial crises, food crises, environmental crises...) on the one hand, and the limited results achieved in economic growth And social development policies in the field of creating job opportunities, reducing poverty and settling environmental imbalances under the current economic model on the other hand.

The An attempt to build a green economic model that includes the mechanisms to be adopted in various fields to adopt the green economy as a mechanism to achieve sustainable development, starting from taking sustainable measures for solid and liquid waste, exploiting renewable energies, protecting tourism from environmental deterioration, adapting and applying legislation and laws, adopting the environmental tax system, pricing materials and environmental services, in addition to studying the mechanisms of sustainable responsible financing for development projects and others, as well as the involvement of various agencies and parties from the private sector, local groups and civil society in the process of transitioning towards a green economy.

Keywords : Legislative laws - clean economy - green economy - environment - sustainable development

Environnement et économie propre : entre exigences et défis

Résumé

L'intérêt international croissant pour une économie verte et propre, en tant qu'outil efficace pour le développement durable, permettrait aux pays d'optimiser l'exploitation de leurs ressources et de les protéger contre les crises actuelles et futures (crises financières, crises alimentaires, crises environnementales...), d'une part, et les résultats limités obtenus en matière de croissance économique et de politiques de développement social dans le domaine de la création d'emplois, de la réduction de la pauvreté et de la gestion des déséquilibres environnementaux sous le modèle économique actuel, d'autre part.

Une tentative de construire un modèle économique vert incluant les mécanismes à adopter dans divers domaines pour faire de l'économie verte un levier du développement durable, en commençant par la prise de mesures durables pour les déchets solides et liquides, l'exploitation des énergies renouvelables, la protection du tourisme contre la dégradation environnementale, l'adaptation et l'application des législations et des lois, l'adoption du système fiscal environnemental, la tarification des matériaux et des services environnementaux, en plus de l'étude des mécanismes de financement responsable durable pour les projets de développement et autres, ainsi que l'implication des divers acteurs et parties, du secteur privé, des groupes locaux et de la société civile, dans le processus de transition vers une économie verte.

Mots-clés : *Lois législatives - économie propre - économie verte - environnement - développement durable*

Introduction

In order to achieve the objectives of the general economic system, the political decisions focused on strengthening the compatibility between the environment and business management and anticipating the dangers before they occur. The material returns of industrial societies canceled from their calculations the right of future generations of depleted and inexhaustible resources and to live within a clean environment. (Dr. Abdul Qader Muhammad Fahmy, 2008,).

The state's interventional function, especially the economic one under the Slogan of protection, made it concerned with stimulating scientific research for clean technology, monitoring budgets to finance studies producing renewable energy, and setting general frameworks for the establishment of an economic base whose main pillar is not to be polluting. (Muhammad Mahmoud al-Rubi Muhammad, p. 80).

For this reason, a national high school for renewable energies, environment and sustainable development was established, and at its level academic training is conducted in this field, especially electrical engineering, intelligence network, measurement, new and renewable energies, environment, public health and green economy.

The legislator has also worked for years to include the environmental standard in the legal texts regulating economic activity and made it the cornerstone for its launch.

1. Economic development and environmental intervention

The environment and development are among the requirements of human rights based on the concept of environmental economics in an attempt to rational and clean ex-

ploitation and the search for a renewable alternative from natural resources (Dr. Ahmed Jalal, p. 26., 2017,).

Therefore, we find that the Algerian legislator has suspended the establishment, development and development of investment projects on strict environmental requirements in order to implement them. Rather, he categorized them within the limits at which the development project depends, in addition to activities organized in the concept of the 2015 law and other legal texts related to economic development.

1.1. The idea of environmental security

The idea of sustainable development was born as an international reaction to the serious violations that affected the environment as a result of disrupting the ecological balance of irresponsible human systems, especially industrial ones, bearing in mind that the concept of environmental security differs in its impact on developing countries that must not compromise between economic growth and environmental protection. (Development, in its broad concept,).

1.1.1. Advocacy to protect the environment in the business sector:

The historical tracing of Adam Smith's studies shows his interest in human practices in his book *The Wealth of Nations*, given that economics is entrusted with the study of human activity in satisfying various needs through the equitable distribution of natural resources.

The pragmatism required in the businessman requires him to move the economic project professionally to manage his commercial enterprise by interacting with influential and pressure groups such as environmental protection bodies (Sinan Al-Mousawi, pp. 37-38).

Therefore, the continuous development dimension is the integration of quality elements in the formation of non-polluting materials, which comes from rational and alternative uses of energy and the exploitation of pure technology. (Dr. Pioneers of Zaki Al-Taweel, p. 27., 2000,).

However, the development of the idea of a green economy has gone through conflicting arguments, as follows:

The trend that supports clean development, whose features were drawn by the United Nations Environment Program and a group of industrialized countries, led by European countries led by Germany, and thinkers interested in green change.

The trend rejecting the green economic approach was expressed by the Rio +20 Conference in 2012, citing capitalism disguised as sustainable development, while the goal is to deepen debts between the public and private sectors and consumer markets or to concentrate the ownership of new technology by its makers.

The neutral trend includes all developing countries, as expressed by the President of the United Nations General Assembly, Joseph Deiss previously expressed concerns that the green economy is just new conditions that hinder the progress of developing countries towards development and the possibility of them benefiting from clean technology..

The search for sustainable growth and its criteria was the subject of the World Resources Report published in 1992, which deals with the study of sustainable development, including the aspect concerned with a balanced economy between rationalizing the use of depleted energies and storing for future generations. (Abdel Latif Mustafa and Abdel Rahman Sania, p. 164).

In 1972, the United Nations Conference on the Human Environment in Stockholm gave ecology a broad understanding, so that it became denoting more than just natural elements, but rather made them as a stock in the material and social resources available at a time and place to satisfy human needs and aspirations (Qasim Al-Khatib, pp. 9-17.).

The task of the government sector is to create conditions by enacting laws, setting a sound policy, reforming prevailing policies, encouraging initiatives, developing a spirit of innovation and leadership, redirecting investments, and providing support and other measures necessary to raise the green economy. While the business sector undertakes With the task of targeted production of clean quality, whether in the design of goods or the adoption of environmental management systems and the reorientation of investment options and other preparation of projects and participation in decisions (Jaber bin Khalfan bin Salem Al-Hatali, p. 114, 2014)

Algeria has a legislative affair in this field, taking into account the degrees of interest between developing and developed countries (As for the developed countries, , p. 71). And we find the World Bank and the Nutrition Organization, in turn, ended with the same values in prioritizing prevention over treatment because its dimensional costs are cheaper when the environmental standard is set in economic policies as a preliminary step and preparation for an alternative, complementary economy that does not detract from the sources of development and does not negatively affect the environment.

In confirmation of this view, interest in a knowledge economy that aims to increase the choices before society is a necessity to achieve comprehensive development based on a non-polluting economy. (Dr. Faten Abdel Awal, p. 13., , 2019,

). Evidence that the science of environmental economics is intended to find economic solutions for the purpose of optimal use of environmental resources with the aim of maximizing profit and satisfying human needs at the lowest economic and environmental cost. (Mustafa Youssef Kafi,p. 77.).

The environmental impact in determining economic goals that may affect employment and employment, investments may stop for violating environmental rules, which reduces the rate and process of employment, and such requirements can increase the demand for equipment, equipment and environmental technology, and that Create new job opportunities for research competencies.

Environmental protection measures can also affect the stability of the price level because it is related to the following dimensions: removal of waste, waste and harmful resources - protection and purification of water and air, and noise control - development of environmentally clean technology. Thus, a clean economy is costly, with the potential to be counterproductive. The development of a new technology to protect the environment is likely to achieve technological superiority and precedence, and consequently, to gain wide markets for disposal in this field in the medium and long term. (Ahmed Jala, pp. 24-32, 2017).

1.1.2. The impact of the environment on international security

The international institutional blocs or the numerous agreements that support the environment have translated the magnitude of the regressive effects in favoring the economy and its growth at the expense of the right of future generations to inherit and live in a clean environment. This is

because the internal environmental deterioration has escalated to reveal the participation of the international community in making rapid progress to find urgent and comprehensive global solutions.

Although it may be limited to 100 multilateral agreements and protocols signed by many countries, it is noticeable that these international conferences and agreements have transformed contemporary environmental issues into a new field of conflict between the North and the South, which negatively affected international security and stability.

The traditional conflict over the south's accusation of the north's countries for bearing the burden of global environmental deterioration is still ongoing, which is the result of the irrational exploitation of energy and the depletion of natural resources.

The thoughtless tampering with global resources is based on two factors:

In the expansion of the industrialization area due to the excessive exploitation of primary resources, the majority of which are expected in developing countries, in an effort to excel at the medium and long levels. (Dr. Hamad bin Muhammad Al Sheikh, p. 16, 2007,).

- While the second factor is the negative effects of foreign investments in front of the weak competitiveness of developing countries, which increases the poverty gap and high unemployment rates. The issue is dangerous for the deterioration of the environment in two respects: the poor move desperately to live at the expense of environmental damage, while the financially comfortable follow consumption patterns that may take into account, according to their awareness and culture, maintaining a sound environmental situation.

Globally, the concept of international security is heading towards the goal of economic well-being, which inevitably affects the irrational deductions of natural resources (Hamza Al-Jabali,p. 192).

1.2. Environmental management is part of the economic project

Attention to the environment and its preservation in order to achieve sustainable development is by systematically addressing all aspects of economic and human activity in society. We find that national accounting aims to put on the horizon expressive variables in the state and development of the national economy to give decision-makers a basis for action. The national accounting system is the set of accounts that countries carry out periodically to follow up the development of their economy, and the economic value of natural resources is usually integrated into the national accounting system. (Suad Ibrahim Al-Salmouni, , p. 172).

The issue that requires environmental planning related to all developmental and life sectors, followed by a deterrent executive strategy keen on the safety and purity of the ocean.

1.2.1. Environmental management objectives

- The environmental policy, when translated into government plans, seeks to achieve the following objectives:
- Determine the reality and state of the environment internally and the reasons for its deterioration, and evaluate the effectiveness of intervention measures to protect it.

- Thinking about urgent plans to avoid aggravating the situation in unusual circumstances or due to the negativity of the previous measures and finding their futility
- Institutional organization and harnessing of qualified human resources and being guided by the experiences of countries involved in the same situation.

Sensitizing and increasing environmental awareness among the workers of the economic institution and providing incentives to encourage initiatives.

Governmental and private financial allocations within the economic institution as a development of scientific research in support of a clean economy

- * Strengthening the environmental control system within the economic institution, and non-arbitrary governmental follow-up to track the application of environmental standards and standards in force locally and internationally.

1.2.2. Motives of environmental governance in the economic establishment

Adopting good governance in its environmental aspect within production facilities, especially industrial ones, is considered the most important basic pillar of our time, provided that these requirements fall either voluntarily or in response to external pressures.

As for the subjective motives for adopting environmental rationalization within the economic institution, in the realization of the latter, is that the amount of profits that can be achieved when it is incorporated into its plans with environmental guidance and the cost in evaluating the product will reap financial savings that facilitate the process of mar-

keting quality, healthy and ocean-friendly materials and services.

In order to achieve these good goals, attention must be paid to the following:

- Non-exhaustible use of depleted natural resources and their replacement whenever possible with their renewable counterparts.
- Reducing the amount of waste and the risks resulting from it, which leads to improving human health at work and society
- Government intervention with emergency and remedial schemes that must be implemented within all economic institutions, whether public or private
- Activating the role of organizations and unions to care for the environment and protect the consumer to play the basic and truthful roles against the violations of the capital campaign and polluting projects
- Tax incentives linked to clean economy projects.
- Increasing operational efficiency, reducing waste and preventing pollution

As for the external pressures, they are legislatively embodied by the intervention of pressure groups, whether local or even international, environmentally active and calling for sustainable development based on protecting the right of future generations to natural resources and maintaining international peace and security.

Therefore, the government plays an important role in developing environmental legislation to enhance environmental performance and make it more committed and caring for environmental considerations, and its failure to comply with what is stipulated entails legal accountability. (Mustafa Youssef Kafi, pp. 174-182).

Moreover, the inequity in foreign investments within the developing countries has not been matched by real benefits for the benefit of the latter, as capital holders choose a market within countries where competition with their products and services is less while facilitating the establishment of their economies within these countries, which are in dire need of financing channels to achieve national savings . After reducing the supplies from developing countries of aid, grants and arbitrary requirements for international financial institutions to lend.

Also, welcoming foreign investments was attached to illusory hopes for economic well-being and for helping developing countries to progress by entering the arena of international competitiveness in quantitative and qualitative terms through technology transfer and even its industrialization. (Suleiman Omran Al-Hadi,pp. 5-6, 2009).

However, the reality is that the future state is a market flooded with foreign production and services, which has received support, incentives, and an abundance of natural resources, without the other party achieving development for its national economy, were it not for the protective measures taken by some countries such as Algeria.

2. The legal follow-up to integrate the environment into the economy in Algeria

The unprecedented negative social, environmental and negative effects resulting from the steady pace of capitalist production must prompt the question of the ability of capitalism to continue with that rising pace of production. And the lack of justice in general and economic ones in particular, the rampant corruption and the disintegration in social relations On the one hand, and the environmental destruction in terms of pollution of water, air and soil, the elimination of

bio-environmental diversity, global warming, and so on, on the other hand, do not seem to be sufficient reasons to deter capitalism from continuing its pace of production. (Ahmed Firas Al-Oran, p. 104).

2.1. Institutional building for clean economic operations

The establishment of a national high school for renewable energies, environment and sustainable development is nothing but a confirmation of the linking points between the three elements translated by the organization of the year 2020 and at its level academic training in this field, especially electrical engineering, intelligence network, measurement, new and renewable energies, environment and health public and green economy (See Article 5 of Executive Decree No. 20-152).

The Algerian legislator also did not fail to facilitate the process of environmental research by establishing a center for this specialization in the year 2020, and at the top of his interests is ensuring technological monitoring and contributing to the development of information management tools in the field of pollution and assessment of environmental and health risks. Several sections show the sober approach, when one section is devoted to environment and health, and another to environmental innovation and ecological management of waste. (See Articles 2 and 9).

We can enumerate the tasks entrusted to the General Inspectorate of the Ministry of Energy Transition and Renewable Energy as follows:

The executive process of the applicable laws and legislations, decisions and directives of the competent minister, the proper functioning of centralized and decentralized struc-

tures, institutions and bodies placed under guardianship, and proposing the necessary amendments.

* Carrying out, through inspections, for the account of the central administration, to provide the data bank with information related to its tasks.

* The General Inspectorate intervenes on the basis of an annual program of evaluation and monitoring, which it prepares and presents to the competent minister. In addition, it has the authority to carry out any investigation mission that is necessary due to a special situation. (Articles 3 and 4 of Executive Decree No. 21-548).

Also, the establishment of the National Economic, Social and Environmental Council assigned tasks to preparing studies and opinions in developing a proposal for training programs at the level of higher education as well as multidisciplinary vocational training in line with the new reality of digitization and sustainable development. (Article 71 of Executive Decree No. 22-15).

The continuous development dimension means offering a qualitative quantity without harming the environment in a situation that requires international integration to combat mobile epidemics due to irrational uses of energy and technology. The underdevelopment is due to the difficulty of achieving a balance between the environment and the economy due to the high costs of clean activity.

Therefore, the strategic vision for the costs of environmental activities within the institution is to prepare policies for the use of modern accounting systems concerned with preserving the environment and calculating its costs and identifying products harmful to the environment and society, which ensures the continuity and sustainability of the company in the long run, which in turn will positively affect future profits and protect the environment It enhances the

sustainable development process (Dr. Muhammad Hazem Ismail Al-Ghazalip. 171.)

As for the tasks entrusted to the Energy Systems Industry Corporation, they are represented in particular by preparing studies, designing, engineering, manufacturing and renewing the energy system. (See Article 5 of Presidential Decree No. 22-91).

2.2. Environmental planning

Initiating the national plan for environmental activity and sustainable development is a feature of any project. addition (. See Articles 2, 6 and 11).

The legislative service in Algeria initiated the establishment of the multisectoral committee in charge of prevention and control to confront health threats with epidemiological capacity and public health urgency with an international dimension. The international community, especially if the causes are mobile, and the dissemination of information regarding these incidents among the sectors responsible for monitoring, ports and land border posts, and because it is an advisory body, it proposes all measures to establish the legal and financial framework that contributes to the fight, stimulates the accompanying scientific activities and enhances the awareness-raising process (See Article 3 of Executive Decree).

It also identified serious measures for the exploitation of a nuclear radiation facility with the possibility of a serious danger to people or the environment within the vicinity of the exploitation. Nuclear or the fall of space equipment containing radioactive materials, and nuclear accidents that occur outside the national territory. For this purpose, the Atomic Energy Governorate ensures vigilance against radio-

logical and nuclear dangers, in coordination with the interests of other relevant sectors.

Regarding nuclear activities, Law 19-05 regarding their peaceful uses was monitored for them, with the need to provide measures to protect people, property and the environment. An independent administrative authority was established with the Prime Minister called the National Authority for Nuclear Safety and Security. (See Articles 1, 2 and 5 of Law No. 19-05).

Moreover, the environmental crises and the spread of epidemics were a reason for refining ideas towards a materialistic view of choosing alternative energies as a mechanism to preserve the environment and an extension of commercial competition and a reason for the continuity of energy supply in sufficient quantities and acceptable prices in light of crises. And it became important to enter into companies that allow the development of methods for obtaining energy from clean sources, while transferring this technology to all partners in order to achieve sustainability in the supply of energy. Note that the clean energy alternative is a complementary source of the depleted traditional energies, and its realization is in the hands of the owners of technology and knowledge, and those countries are rich in the sources of these energies.

Accordingly, the National Energy Council was established in 1981 (Decree No. 81-92 of May 9, 1981)It is concerned with preparing national plans and programs in rationalizing the economy's uses of permeable resources. And through it the reference to the energy alternative in an indirect expression of the medium and long-term policies. It is noticeable that this decree came with the terms new and alternative energy without specifying its nature, whether it is depleted or renewable. However, the generality of the text

bears both. The text also recommended the necessity of training technicians and specialists in this field.

Legislative awareness of this issue is touched by the establishment of a governorate for new energies that are likely to be depleted or inexhaustible materials (See Decree No. 82-215 of July 3).

Through the development of the material with human capabilities to achieve this goal whenever it comes to nuclear, solar, thermal, ground, air and biomass materials.

In order to work on the original possession of knowledge without importing it, and to work alongside national institutions and bodies by providing financial aid.

Subsequently, an Agency for Energy Development and Rationalization was established in 1985 in order to study any proposal or receive any technology that would save energy use. (Decree No. 85-235 of August 25).

Then, the National Energy Council was recalled in 1995 to embrace the task of rational control of energy reserves and link it to the idea of sustainable development (See Article 02 of Presidential Decree No. 95-102).

The legislator also established the National Energy Council and made one of its tasks related to energy security the creation and development of new and renewable energies and the study of the energy dimensions related to the environment. (See Article 2 of Presidential Decree No. 22-112).

2.3. The environmental dimension in investment activity

Environmental requirements or those critical to public health formed a pillar in the successive legislation after Algeria entered the market economy, so that economic institutions and individual commercial initiatives stop at the red borders of the environment or regulated activities, which in

turn we find a guard and keen on the availability of these principles.

2.3.1. Environment corner for investment and industrial activity

Environmental requirements are not an innovation of the latest law regulating investment, as Legislative Decree No. 93-12 related to investment promotion, linked the latter's achievement to the necessity of respecting the rules regulating regulated activities, and the necessity of a permit that includes a set of information, including the conditions for preserving the environment, which is also Activities that benefit from significant tax benefits, as described as priority activities. (Article 4 of Legislative Decree No. 93-12).

It should be noted that until the Environmental Protection Law No. 83-03, there was no link between investment and the environment. (Law 63-277)For this law to come and promote real development with the dimensions of a clean economy. (Law No. 03-83 of February 5,).

The link between the environment and the economy was rooted in Ordinance 01-03 related to the development of investment, as amended by Order 06-08, whereby every investment activity stops at the limits related to the environment and regulated activities. (Article 4 of Ordinance 01-03)The idea extends to all economic goals that are polluting, causing epidemics, or working to spread them. To confirm the foregoing in the new investment promotion law for the year 2016 in its third article, which is a copy of its previous counterpart.

The legal rules regulating mines comply with this. (Article 149 of Law 10-01) (fuel) (Article 3 of Law 05-07), water, electricity and gas, and clean activities benefited from distinct tax concessions.

Then the study of the impact on the environment must contain a description of the equipment and security arrangements placed in the facility to limit the effects of major accidents in order to preserve the health and security of people and protect the facilities and the environment. (See Articles 14, 16)

Investments with clean dimensions and using technological technology, especially if they aim at preserving the environment, protecting natural resources and saving energy, have been allocated to important tax advantages (Article 10).

Moreover, the owner of any industrial project is obliged, while developing a study of the impact on the environment, to present an analysis of the possible alternatives for the various options adopted at the economic, technological and environmental levels. (See Article 06 of Executive Decree No. 07-145). The legislator also did not fail to oblige the owners of industrial establishments to prepare internal plans for intervention with the aim of protecting workers, residents, property and the environment. (See Articles 2 and 11).

There is a richness of legislation in combating radioactive dangers resulting from industrial use, as radioactive waste must be disposed of within facilities that respond to technical requirements that prevent disasters on the environment and health. (see Article 3 of Presidential Decree No. 05-119).

The Minister of Public Works, Territory Development and the Environment is entrusted with ensuring, within his powers, that the classified facilities conform to the legislative and regulatory texts and identify the list of hazardous substances harmful to humans and their environment. (See Articles 3 and 4).

The legislator also set the provisions of industrial estuaries in 2006 by defining them for any direct or indirect flow, flow, extrusion and accumulation of a liquid resulting from an industrial activity. (See Articles 2, 5 and 6 of Executive Decree No. 06-141).

The legislator also cordoned off the emissions polluting the atmosphere, which are gas residues, smoke, steam, and liquid or solid particles emitted into the atmosphere from fixed sources, especially industrial establishments. (See Articles 2 and 4)

Therefore, not all wastes can be recycled because of the materials they contain. As for hazardous wastes, they are materials that, because of their components, are likely to harm public health or the environment. (See Article 03)

To achieve these goals, the National Environment Fund was established in 1998, which introduced several amendments (Executive Decree No. 98-147) Its resources are devoted to working on special technologies) (See: Executive Decree 01-408) Its expenditures are also allocated to urgent interventions in the event of accidental pollution, with the exception of marine pollution (See: Article 2 of Executive Decree No. 06-237).

A clean economy requires the use of fostering technologies, which is why the National Center for Cleaner Technologies was established with the mission of disrupting the pioneers of pollution with an international reach. (See Articles 5 and 6 of Executive Decree No. 02-262 of August 17) (The task of studying major technological risks was entrusted to the Natural Disasters and Major Technological Hazards Fund.) (See Articles 33 and 34 of Law 04-02)

In 2015, the legislator concluded setting the national plan for environmental activity and sustainable development by defining the priority environmental activities, and the hu-

man and material means allocated to carry out the activities related to the environment and to determine the costs of environmental damages. (See Executive Decree No. 15-207)

The Finance Law of 2009 concerned itself with defining a list of polluting and hazardous activities to the environment, and it was subject to a fee based on the list of establishments classified for environmental protection, thus placing dealers before the fait accompli to select the economic services they engage in. (See Article 205 of Law No. 01-21)

2.3.2. Restricting commercial activities to environmental rules.

This is related to non-free commercial activities that require approval or a license for implementation, due to considerations including public health, respect for the environment, protected sites and areas, the living framework of the population and the protection of the national economy, since 1997 (See Article 2 of Executive Decree No. 97-40).

The procedure for the activities legalized by Law 04-08 relating to the exercise of commercial activities has not changed. (Article 25 of Law 04-08 of August 14, 2004)The license or approval was stipulated before engaging in the activity, but the amendment of this law in 2018 mitigated its burden by employing it as a post-measurement. (Law No. 18-08 of June 10, 2018,).

The latest law regulating regulated activities took into account the following issues and considerations:

Preserving the natural wealth and public property that constitute the national wealth - public health - environment (See Executive Decree No. 15-234)

The same is true when the legislator regulated non-permanent commercial activities by Law 04-08 (Articles 18,

19 and 20 of Law 04-08), and stipulated that they are practiced within commercial spaces, the regulations of which were issued to ensure the necessity of respecting the rules of health and the environment, especially since they are organized activities, to be emphasized in 2009 by Executive Decree 09-182 specifying the places of exploitation (See: Article 28 of Executive Decree 09-182).

Even after repealing the previous decree and invoking a new decree regulating these activities in 2012, environmental and public health considerations have not changed ((See Article 36 of Executive Decree No. 12-111))

The most important text regulating non-continental commercial activities was in 2013, which in turn obligated the legislator to subject the practice of these commercial activities to environmental and health security rules and made them a mandatory rule, not optional (See paragraph 2 of Article 7 of Executive Decree No. 13-140).

Conclusion

There is an international consensus on the need to put environmental precautionary measures in economic plans and follow them seriously to achieve sustainable development, which can only be achieved by applying traditional theories in the equitable distribution of resources among the countries of the world and the allocation of production to reduce the economic gap between developing and industrialized countries

Developing countries should also work on studying educational frameworks for the environment, reviewing specializations at the university level, and giving priority to modern technologies that create productive tools that are more

environmentally friendly and achieve the goals of economics in satisfying human needs.

As for Algeria, as an economic front that attracts foreign capital, it must take seriously the environmental concerns in its economic projects by giving more space to the private sector to invest in renewable energies and searching for solutions to revive pure technology that helps advance a clean economy.

Finally, it has become necessary for developing countries to be manufacturers of clean technology to reduce their import costs and avoid bargaining their monopoly.

Bibliographie

Articles 18, 19 and 20 of Law 04-08. (s.d.). See, the aforementioned.

As for the developed countries, . (s.d.). sustainable development is a measure to reduce a user's consumption of energy and natural resources, with the creation of mechanisms to radically change the prevailing consumption and production patterns. As for the develo.

See Articles 1, 2 and 5 of Law No. 19-05 . (s.d.). This law applies to activities related to nuclear materials, radioactive sources, nuclear and radiological facilities, radioactive waste, and uranium and thorium ores.of July 17, 2019 relating to nuclear activitie.

See Articles 2, 6 and 11 . (s.d.). The national plan for environmental activity and sustainable development is approved by the executive decreeof Executive

Decree No. 15-207 of July 27, 2015, specifying the modalities for initiating and preparing the national pla.

Abdel Latif Mustafa and Abdel Rahman Sania, p. 164. (s.d.). , Studies in Economic Development,. *Hassan Modern Library for Printing and Publishing, Beirut* .

Ahmed Firas Al-Oran, p. 104. (s.d.). The Economics of Social Security: Challenge and Response, The Higher Institute of Islamic Thought, Jordan,.

Ahmed Jala, pp. 24-32. (2017). The Economic Dimensions of Environmental Problems and the Impact of Sustainable Development, first edition, Saudi Arabia. , *Dar Khaled Al-Lihyani for Publishing and Distribution* .

Article 10. (s.d.). , second paragraph of Ordinance 01-03 on investment, aforementioned.

Article 149 of Law 10-01 . (s.d.). of July 4, 2001, the Mining Law includes and reads as follows: "Every applicant for a mining bond must attach his request to a study of the extent of the impact of mining activity on the environment.

Article 25 of Law 04-08 of August 14, 2004 . (s.d.). relating to the practice of commercial activities, as amended and supplemented, JR 52.

Article 3 of Law 05-07 . (s.d.). dated April 28, 2005, related to modified and supplemented hydrocarbons, which states: .

Article 3 of Law 05-07 . (s.d.). dated April 28, 2005, related to modified and supplemented hydrocarbons, which states: "...these resources must be exploited using successful and rational means in order to ensure their optimal preservation while respecting the rule.

Article 4 of Legislative Decree No. 93-12. (s.d.). of October 5, 1993, relating to the promotion of investment and the tasks of "... the declaration shall specify in particular the following" ...- .

Article 4 of Ordinance 01-03 . (s.d.). of August 14, 2001, related to the development of modified and supplemented investment, which reads as follows: Investments are carried out in complete freedom.

Article 71 of Executive Decree No. 22-15. (s.d.). 1 of April 11, 2022, including approval of the bylaws of the National Economic, Social and Environmental Council, JR 25.

Articles 3 and 4 of Executive Decree No. 21-548 . (s.d.). of December 30, 2021, specifying the tasks, organization and functioning of the General Inspectorate of the Ministry of Energy Transition and Renewable Energy, JR 2 2022.

Decree No. 81-92 of May 9, 1981. (s.d.). , including the establishment of a National Energy Council, JR 19, amended and supplemented by Decree No. 82-155 of April 24, 1982, JR 17. However, it was repealed by Decree 89-110 of July 9, 1989, JR 27.

Decree No. 85-235 of August 25. (s.d.). , 1985, which includes the establishment of an Agency for Energy Promotion and Rationalization, JR 36, amended by Decree No. 87-08 of January 6, 1987, amending and amending the legal nature of the Agency for Energy Developmen.

Development, in its broad concept,. (s.d.). means the upgrading of society and its transition from a stable situation to a higher and better situation. Yasmine Medhat Mohamed and Medhat Abu Al-Nasr,

Sustainable Development - Its Concept - Dimensions
- Indicators -.

- Dr. Abdul Qader Muhammad Fahmy. (2008,). , *Partial and Total Theories in International Relations*, Dar Al-Shorouk, Amman, , p. 173.
- Dr. Ahmed Jalal, p. 26. (2017,). *The Economic Dimensions of Environmental Problems and Its Impact on Sustainable Development*, first edition, Dar Al Moheet to the Gulf for Publishing and Distribution, Saudi Arabia, .
- Dr. Faten Abdel Awal,p. 13. (, 2019,). *founder, Knowledge Economy (A Vision for Sustainability in the Arab World)*. , *first edition*, Career Options Center for ManagementGiza, Egypt, .
- Dr. Fatima Yakdi,p. 34. (, Academic Book Center, Amman,). *Green Economy from Theory to Application* .
- Dr. Hamad bin Muhammad Al Sheikh, p. 16. (2007,). *Economics of Natural and Environmental Resources*, first edition, Obeikan Library for Publishing and Distribution, Riyadh, .
- Dr. Muhammad Hazem Ismail Al-Ghazalip. 171. (s.d.). , *Environmental Costs*, Academics for Publishing and Distribution, Jordan., .
- Dr. Pioneers of Zaki Al-Taweel, p. 27. (2000,). *Sustainable Development and Economic Security in the Light of Democracy and Human Rights*,. *Zahran House for Publishing and Distribution*, Jordan, .
- Executive Decree No. 98-147. (s.d.). of May 13, 1998, specifying the modalities of managing the Special Allocation Account No. 065-302 entitled "National Fund for the Environment" JR 31.

- Hamza Al-Jabali,p. 192. (s.d.). Environmental Security and Environmental Waste Management, , . *Dar Al-Osra for Publishing and Distribution, Jordan* .
- Jaber bin Khalfan bin Salem Al-Hatali, p. 114. (2014). , Globalization and its Impact on Legal Systems in the Arab Countries (a comparative study), Book Exchange for Publishing and Distribution, , Egypt.
- Law 63-277 . (s.d.). is the first law after independence that regulates foreign investments in Algeria, where it obligated investors to stop at the borders of urgent matters of public order and obtain approval from the National Investment Committee, .
- Law No. 03-83 of February 5,. (s.d.). 1983 relating to the protection of the environment, amended and supplemented, JR 06.
- Law No. 18-08 of June 10, 2018,. (s.d.). relating to the exercise of commercial activities, JR 35.
- Muhammad Mahmoud al-Rubi Muhammad, p. 80. (s.d.). administrative control and its role in protecting the environment:. *a comparative study, Library of Law and Economics, Riyadh, . , p. p. 80.*
- Mustafa Youssef Kafi, pp. 174-182. (s.d.). The Economics of Environment and Globalization, previous reference, Damascus,.
- Mustafa Youssef Kafi,p. 77. (s.d.). The Economics of Resources and the Environment . , *Dar Raslan for Publishing and Distribution, Damascus, .*
- Qasim Al-Khatib,pp. 9-17. (s.d.). Introduction to Sustainable Environmental Security. , *Dar Al-Mohet to the Gulf for Publishing and Distribution, Jordan, .*
- See Article 02 of Presidential Decree No. 95-102. (s.d.). of April 8, 1995, which includes the establishment of

- the National Energy Council, JR 21. Note that this decree has been canceled by Executive Decree No. 90-327, which includes the establishment of the Nati.
- See Article 03. (s.d.). of Executive Decree No. 06-104 of February 28, 2006, specifying the list of waste, including special hazardous waste, JR 13.
- See Article 06 of Executive Decree No. 07-145. (s.d.). of May 19, 2007, which defines the scope of application, content and methods of approving the study and summary of the impact on the environment, J.34.
- See Article 2 of Executive Decree No. 97-40 . (s.d.). of January 18, 1997, regarding criteria for determining regulated activities and professions, JR 05.
- See Article 2 of Presidential Decree No. 22-112. (s.d.). of March 15, 2022, including the establishment of the Supreme Energy Council, JR 19.
- See Article 205 of Law No. 01-21. (s.d.). of December 22, 2001, which includes the Finance Law of 2002, JR 79.
- See Article 3 of Executive Decree. (s.d.). No. 15-210 of August 10, 2015, which includes the establishment, organization and functioning of the multisectoral committee in charge of prevention and control to confront health threats with epidemiological capacity and .
- See Article 3 of Presidential Decree No. 05-119. (s.d.). In addition, the legislator prohibited the import of radioactive waste, of April 11, 2005, relating to the management of radioactive waste, JR 27.
- See Article 36 of Executive Decree No. 12-111 . (s.d.). of March 6, 2012, setting the conditions and modalities for establishing and regulating commercial spaces and the practice of certain commercial activities, J.R.15.

- See Article 5 of Executive Decree No. 20-152. (s.d.). of June 8, 2020, including the establishment of the National Higher School of Renewable Energy, Environment and Sustainable Development, JR 35.
- See Article 5 of Presidential Decree No. 22-91 . (s.d.). of March 6, 2022, which includes the creation of the Energy Systems Industry Corporation, JR 17.
- See Articles 14, 16. (s.d.). and 20 of Executive Decree No. 15-09 of January 14, 2015, specifying the modalities for approving risk studies for the hydrocarbon sector and their content, JR 04.
- See Articles 2 and 11 . (s.d.). of Executive Decree No. 09-335 of October 20, 2009, specifying the modalities for preparing and implementing internal plans for intervention by the exploiters of industrial establishments, JR 60.
- See Articles 2 and 4 . (s.d.). of Executive Decree No. 138-06 of April 15, 2006 regulating emissions of gas, smoke, steam and liquid or solid particles into the atmosphere, as well as the conditions under which they are monitored, JR 24.
- See Articles 2 and 9 . (s.d.). of the joint ministerial decision dated December 26, 2019, which includes the bylaws of the Environmental Research Center, JR 10 of 2020.
- See Articles 2, 5 and 6 of Executive Decree No. 06-141 . (s.d.). of April 19, 2006, fixing the maximum values for industrial liquid effluents, JR 26.
- See Articles 3 and 4. (s.d.). of Executive Decree No. 20-135 of June 20, 2000, which defines the powers of the Minister of Public Works, Territorial Development, Environment and Urbanization, as amended and supplemented, AG 36.

- See Articles 33 and 34 of Law 04-02. (s.d.). of December 25, 2004, relating to the prevention of major dangers and the management of disasters within the framework of sustainable development, J.R. 84, and see also the joint ministerial decision of February 6, 2011.
- See Articles 5 and 6 of Executive Decree No. 02-262 of August 17. (s.d.). , 2002, including the establishment of the National Center for Pure Technologies, JR 56.
- See Decree No. 82-215 of July 3. (s.d.). , 1982 specifying the terms of reference, organization and functioning of the new energy, J.27.
- See Executive Decree No. 15-207 . (s.d.). of July 27, 2015 specifying the modalities for initiating and preparing the national plan for environmental activity and sustainable development, JR 42.
- See Executive Decree No. 15-234 . (s.d.). of August 29, 2015, specifying the conditions and modalities for practicing regulated activities and professions subject to registration in the Commercial Register, JR 48.
- See paragraph 2 of Article 7 of Executive Decree No. 13-140 . (s.d.). of April 10, 2013, setting the conditions for practicing non-permanent commercial activities, which read: "...and in this capacity, the practice of non-permanent commercial activities must comply.
- See: Article 2 of Executive Decree No. 06-237 . (s.d.). of July 4, 2006, amending and supplementing Executive Decree No. 98-147 of May 13, 1998 specifying the modalities for managing the Special Allocation Account No. 065-302 entitled "National Fund for the Environ.

- See: Article 28 of Executive Decree 09-182 . (s.d.). of May 12, 2009, specifying the conditions and modalities for the establishment and preparation of commercial spaces and the practice of some commercial activities, JR 30, which is repealed. Conditions..."
- See: Executive Decree 01-408 . (s.d.). of December 13, 2001 amending and supplementing Executive Decree 98-147 of May 13, 1998, which specifies the modalities for managing the Special Allocation Account No. 065-302 entitled "The National Fund for the Environment an.
- Sinan Al-Mousawi, pp. 37-38. (s.d.). , Contemporary Management: Origins and Applications.
- Suad Ibrahim Al-Salmouni, , p. 172. (s.d.). Social and Economic Development Strategy, Aida Publishing and Distribution House, Jordan.
- Suleiman Omran Al-Hadi,pp. 5-6. (2009). Foreign Direct Investment and Environmental Rights in the Islamic Economy and Positive Economy,, *first edition, Academics for Publishing and Distribution,, Jordan, .*

L'impact des réseaux sociaux numériques : vers une dégradation des liens sociaux en Côte d'Ivoire ?

Eunice Joelle AHOULOU

Université Alassane Ouattara, Bouaké

Euniceahoulou20@gmail.com

&

Jean Herve WOBE

jeanherve72@yahoo.fr

Université Alassane Ouattara, Bouaké

Résumé :

Les répercussions des réseaux sociaux numériques sur les relations sociales en Côte d'Ivoire font l'objet de cet article, en se questionnant sur leur fonction dans l'altération des interactions sociales authentiques. Quoiqu'ils aient rendu facile la communication à distance et offrir de nouvelles opportunités d'échange, leur utilisation excessive a conduit à un affaïssement des rencontres physiques et à une décadence des liens communautaires traditionnels. L'isolement social, la perte de la convivialité des espaces de rencontre, ainsi que la fragmentation des relations familiales et amicales sont des conséquences notables de l'omniprésence des réseaux sociaux qu'a révélé cette étude. L'article met en exergue aussi l'impact de cette métamorphose sur la solidarité sociale et la confiance collective, particulièrement dans un pays en phase de réconciliation après une crise. Malgré les avantages comme l'accès à l'information et de connexions rapides, leur usage excessif amoindrit les fondements des liens sociaux traditionnels. Une prise de conscience collective et à une mise en œuvre de stratégies visant à modérer l'usage des plateformes numériques tout en préservant les valeurs communautaires pourront réduire ces conséquences. Enfin, il propose des recommandations pour équilibrer l'utilisation des réseaux sociaux et maintenir des interactions sociales réelles, en soulignant l'importance d'une régulation consciente et d'une réappropriation des pratiques culturelles ivoiriennes face à la révolution numérique.

Mots clés : Dégradation, Impact, Liens sociaux, Réseaux Sociaux Numériques

The impact of digital social networks: towards a social ties in Côte d'Ivoire?

Abstract:

This article examines the repercussions of digital social medias on social relations in Côte d'Ivoire, questioning their role in altering authentic social interactions. While they have facilitated long-distance communication and provided new opportunities for exchange, their excessive use has led to a decline in face-to-face encounters and a weakening of traditional community bonds. Social isolation, the loss of warmth in meeting spaces, and the fragmentation of family and friendship ties are notable consequences of social media omnipresence revealed by this study. The article also highlights the impact of this transformation on social solidarity and collective trust, particularly in a country undergoing reconciliation after a crisis. Despite benefits such as access to information and rapid connections, excessive use undermines the foundations of traditional social ties. Collective awareness and the implementation of strategies to moderate digital platform usage while preserving community values could mitigate these effects. Finally, the article proposes recommendations for balancing social media use and maintaining real social interactions, emphasizing the importance of conscious regulation and a reclamation of Ivorian cultural practices in the face of the digital revolution.

Keywords: *Deterioration, Digital Social medias, Impact, Social bonds*

Introduction

L'avènement des technologies a profondément transformé les habitudes humaines, notamment à travers les réseaux sociaux numériques tels que Facebook, WhatsApp et Instagram. Ces plateformes facilitent la communication et l'accès à l'information, devenant essentielles dans la vie quotidienne, en particulier parmi les jeunes en Côte d'Ivoire.

Les réseaux sociaux numériques se développent et touchent des milliers d'individus à travers le monde. En effet, selon l'enquête réalisée en Juillet 2021, par *We are social*, 4,48 milliards de personnes les utilisent, ce qui représente plus de 60% dans le monde. Un réseau social numérique est une plateforme en ligne au sein de laquelle un utilisateur (une personne ou un groupe de personne, une entreprise ou encore une structure publique) peut créer un profil et développer un réseau de contacts personnels qui lui permet d'être connecté à d'autres utilisateurs (RISSOAN, 2001). Ces plateformes numériques, sont devenues des espaces où se rencontrent opinion publique, divertissement, et interaction sociale.

Les réseaux sociaux ont transformé la manière littérale la façon dont les hommes communiquent, tant personnel que professionnel. L'attractivité de ces nouvelles technologies est résumée à juste titre que (BAER, 2022) affirme que : la passion est l'essence même des réseaux sociaux. Il utilise le terme passion pour montrer à quel point ces outils sont captivants.

Cependant, cette interconnexion numérique soulève des préoccupations sur ses effets sur la proximité humaine et les liens sociaux réels, notamment concernant le potentiel isolement social qu'ils peuvent engendrer. La question princi-

pale est de savoir si ces outils contribuent à la dégradation des liens sociaux en Côte d'Ivoire. L'objectif de l'étude est d'analyser l'impact des réseaux sociaux sur la qualité des relations sociales et communautaires dans le pays, en se concentrant sur leurs effets négatifs potentiels. L'article est structuré en quatre parties : approches théoriques et méthodologiques, résultats, discussions, et conclusion.

1. Approches théoriques et méthodologiques

1.1. Approches théoriques

Désiré ALLECHI (2018) fait un exposé de l'utilisation des réseaux sociaux par les adolescents africains, il estime que ceux-ci les utilisent souvent de manière irresponsable et sans sagesse. Bien que ces plateformes soient conçues pour un usage communicationnel et ludique, elles sont toutefois détournées de leurs bases, notamment pour un effet de mode, sans s'inquiéter des dangers, notamment en termes de criminalité. Faisant fi des règles qui régissent ces espaces numériques et les dangers liés à la publication imprudente d'informations personnelles, ils les utilisent sans toutefois penser qu'ils pourraient nuire à leur réputation et à leur avenir professionnel. Pour y remédier, l'intégration de l'éducation aux droits des TIC et à la cybercriminalité dans les programmes scolaires est une solution que propose ALLECHI afin de promouvoir une utilisation responsable des réseaux sociaux.

Kesso DIALLO (2022) analyse l'impact des réseaux sociaux sur la santé mentale des adolescents, identifiant la puberté et le départ du domicile familial comme des périodes critiques. Elle continue par dire que ces plateformes nuisent à leur bien-être, mais aussi favorisent aussi la socialisation. Mais la principale question est de savoir à quel moment elles deviennent risquées. Amy ORBEN (2022), psychologue, sou-

ligne que l'adolescence, avec ses changements cognitifs et sociaux, interagit de manière complexe avec l'utilisation des réseaux sociaux. L'article aborde également l'impact sur les comportements violents des jeunes vulnérables, et mentionne les réponses de chercheurs et gouvernements, souvent basées sur des hypothèses non fondées, telles que la censure et la surveillance des échanges en ligne.

Meggan PELLERIN (2023) souligne l'impact saillant des réseaux sociaux sur la vie des jeunes. Elle affirme que certains se vouent plus dans le peaufinage de leurs photos ou vidéos destinées à ces plateformes. Cependant, d'autres préfèrent consommer du contenu plutôt que d'en créer, ce qui peut affecter leurs performances scolaires. Sans encadrement parental, certains jeunes passent des nuits entières en ligne, ce qui nuit à leurs études. La cyberintimidation est également un problème majeur sur ces plateformes. PELLERIN conclut que l'influence des réseaux sociaux est globalement nuisible, certains jeunes étant prêts à tout pour gagner en popularité, parfois au détriment de leur sécurité. Elle recommande de faire attention aux propos partagés en ligne, de s'accepter soi-même sans chercher à impressionner les autres, et d'établir des limites de temps d'écran pour préserver les études et les relations sociales.

Magdalena GRĘBOSZ et Jacek OTTO (2013) passent au crible l'impact des réseaux sociaux sur les attitudes des jeunes consommateurs. Ils identifient deux périodes critiques dans la vie des jeunes : la puberté et le moment où ils quittent le domicile familial. Ils mentionnent aussi le rôle des réseaux sociaux dans les entreprises, citant des avantages tels que la promotion efficace des produits, mais aussi des inconvénients comme le manque de contact direct avec les clients, la difficulté d'attirer des prospects, la fatigue des in-

ternautes, le risque de modification des messages, la concurrence déloyale, la saturation et les impacts négatifs sur l'image de la marque.

2. Approches théoriques et méthodologiques

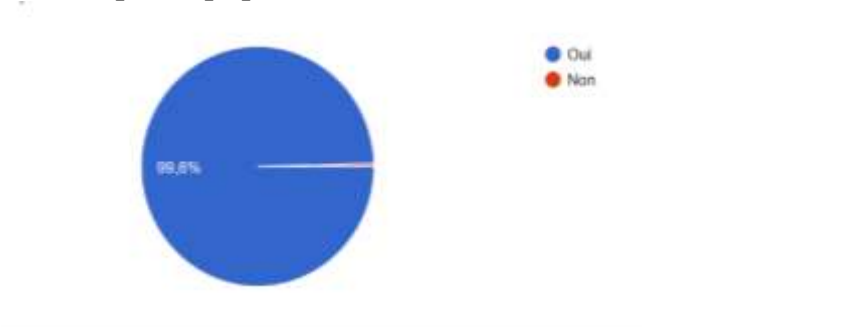
La théorie de la socialisation médiatisée, développée par Hjarvard ANDREAS (2000), examine l'influence des médias, en particulier numériques, sur le processus par lequel les individus acquièrent les comportements, valeurs et normes d'une société. Traditionnellement, la socialisation se faisait à travers des interactions directes au sein de la famille, de l'école et de la communauté. Cependant, l'émergence des médias de masse et numériques a modifié cette dynamique, les médias devenant des agents clés dans la formation de l'identité et des normes sociales, surtout chez les jeunes.

Dans le cadre de notre étude, nous avons mené une enquête exhaustive à l'échelle nationale, recueillant 263 réponses réparties sur tout le territoire ivoirien, y compris des villes comme Abidjan, Bouaké, Korhogo, et d'autres. Nous avons également élargi notre échantillon aux populations ivoiriennes résidant à l'étranger, dans des pays tels que le Burkina Faso, le Mali, la France, la Guinée, la Finlande et les États-Unis. La population cible comprenait toutes les personnes âgées de 10 ans et plus utilisant les réseaux sociaux numériques. Les données ont été collectées entre mars et mai 2024 à l'aide de questionnaires physiques et numériques, ainsi que d'entretiens.

3. Présentation et analyse des résultats

3.1. Connaissances des réseaux sociaux

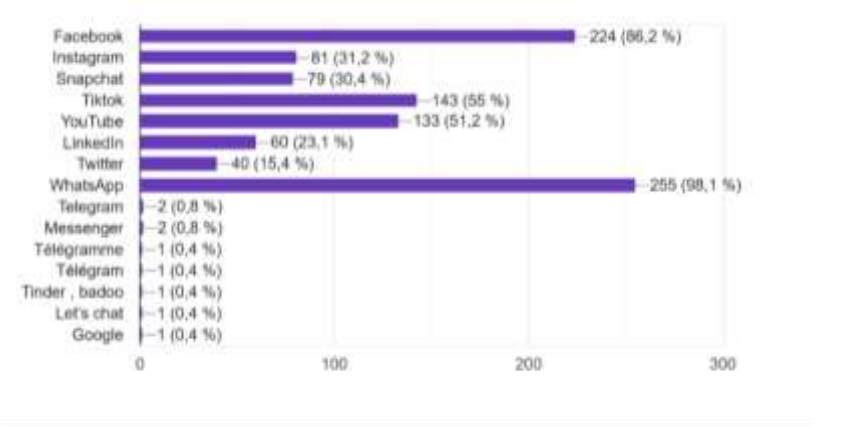
Figure 1 : diagramme montrant la connaissance des réseaux sociaux par la population



Source : nos enquêtes

Sur 260 interrogés, nous avons eu droit à 254 réponses à cette question dont 99,6% de la population connaît les réseaux sociaux et juste une minorité de personne qui n’en connaît pas.

Figure 2 : diagramme des réseaux sociaux le plus utilisé

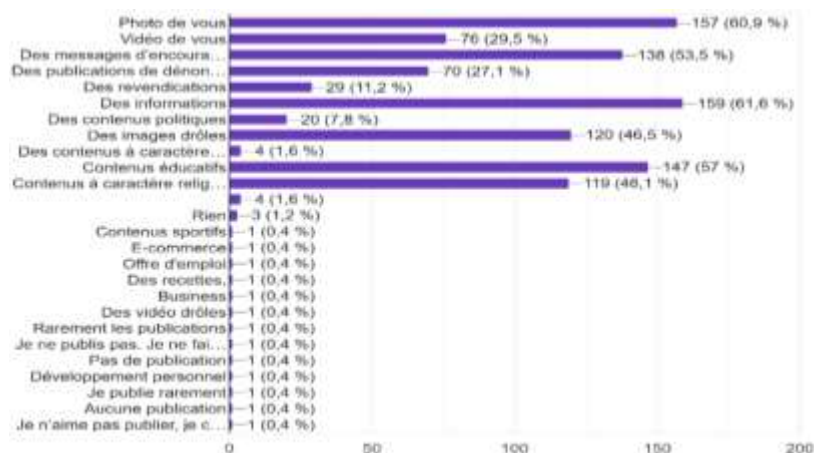


Source : nos enquêtes

Le diagramme ci-dessus nous présente les réseaux sociaux les plus utilisés. Il laisse entrevoir que WhatsApp est le réseau social le plus utilisé, ensuite vient Facebook, Tiktok, YouTube, Instagram, Snapchat, Télégramme, Messenger, Tinder, Badoo, Let's chat et Google.

3.2. Usage des réseaux sociaux

Figure 3 : diagramme montrant le genre de contenu que publie les internautes



Source : nos enquêtes

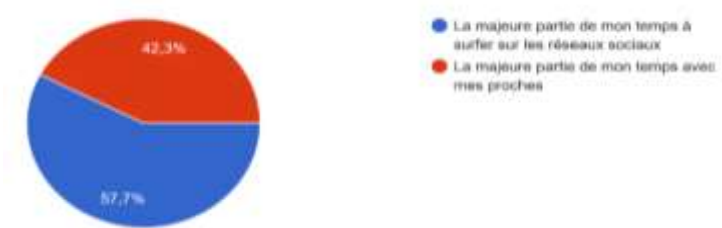
A travers ce diagramme nous pouvons affirmer que les internautes utilisent les réseaux sociaux pour plusieurs usages, d'où leur indispensabilité à l'homme.

A cet effet nous remarquons que les réseaux sociaux sont utilisés pour plusieurs usages aussi ludiques que sérieux. Ils sont indispensables dans tous les domaines, chacun les utilise comme il veut, pendant que certains les utilisent pour publier leurs photos, des images drôles, des vidéos drôles ou

mêmes des contenus sexuels. D'autres par contre s'en servent pour partager des informations, des contenus religieux, ou encore en font une plateforme de commerce, de business, partage des offres d'emploi etc...

3.3. Les réseaux sociaux dans le processus de socialisation des ivoiriens

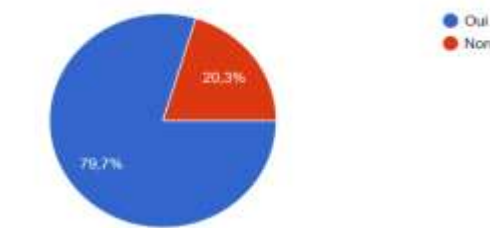
Figure 4 : diagramme montrant les habitudes des internautes pour passer le temps



Source : nos enquêtes

A travers le graphique, nous remarquons que les personnes interrogées préfèrent surfer sur les réseaux sociaux que passer du temps avec leurs proches. En effet, nous assistons à respectivement 57,7% contre 42,3%, plus de la moitié de la population.

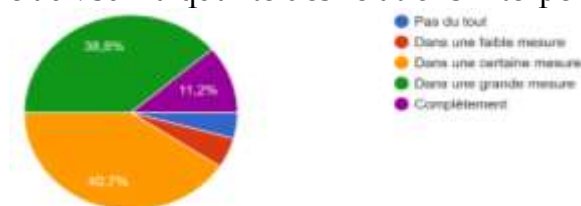
Figure 5 : diagramme montrant l'avis de la population face à la diminution, des interactions sociales face à face



Source : nos enquêtes

De par ce diagramme, nous assistons à une utilisation croissante des réseaux sociaux numériques sur nos habitudes de communication et nos relations interpersonnelles physiques. 79,7% contre 20,3% nous permettent de dire que les interactions en ligne ont réduit et même remplacé les interactions face à face.

Figure 6 : diagramme montrant l'influence des réseaux sociaux sur la qualité des relations interpersonnelles en CI



Source : nos enquêtes

Ce diagramme montre que la majorité des personnes interrogées reconnaissent l'influence des RSN sur la qualité des relations interpersonnelles. Environ 90,7% de la population estime que les réseaux sociaux influencent que ce soit dans une certaine mesure, dans une grande mesure ou même complètement.

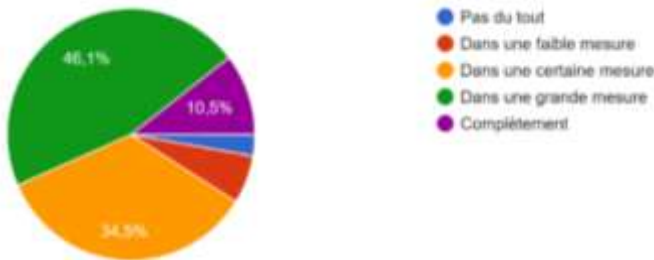
Figure 7 : diagramme montrant que l'utilisation excessif des RSN peut entraîner une dépendance chez les utilisateurs en CI



Source : nos enquêtes

Ici nous remarquons que les sujets interrogés sont conscients a 93,8% soit 242 personnes savent que l’utilisation excessif des RSN peut entrainer une dépendance chez les individus contre 6,2% soit 16 personnes. En effet la grande majorité reconnait l’effet de dépendance des RSN.

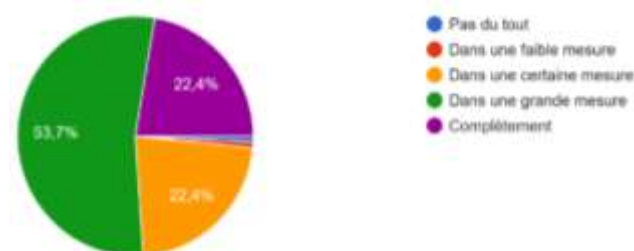
Figure 8 : diagramme montrant que l’utilisation abusive des RSN modifie les normes sociales, les valeurs traditionnelles en CI



Source : nos enquêtes

Le diagramme ci-dessus montre que la majorité des répondants soit 90,6% reconnaissent que l’utilisation abusive des RSN a entrainé une importante modification des normes sociales et valeurs traditionnelles en Côte d’Ivoire dans une certaine mesure voire même d’avantage. Cette constatation indique un changement significatif dans la manière dont les individus perçoivent et vivent leur culture et traditions souvent sous l’influence des interactions et des contenus rencontrés sur les réseaux sociaux.

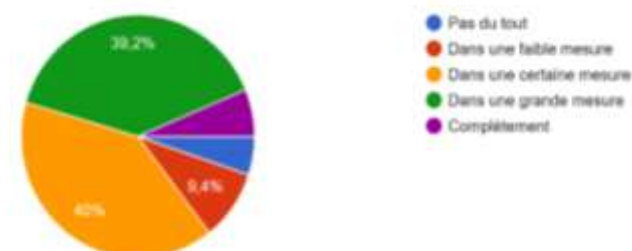
Figure 9 : diagramme montrant que les RSN ont influencé le comportement social des jeunes en CI



Source : nos enquêtes

Concernant cette question, nous voyons que les chiffres indiquent que la majorité des répondants reconnaissent l'influence des RSN sur le comportement social des jeunes en Côte d'Ivoire. C'est ce que le diagramme ci-dessus nous montre, il déduit largement qu'environ 98,5% pense que le comportement social de la jeunesse en Côte d'Ivoire serait influencé par les RSN.

Figure 10 : diagramme montrant que l'utilisation excessive des RSN a affecté la confiance entre les individus de la Cote d'Ivoire

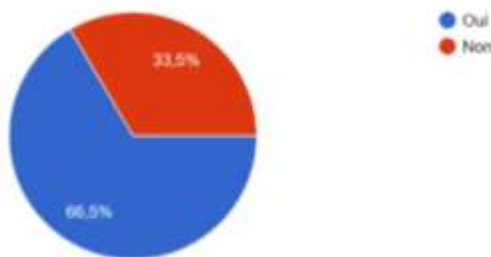


Source : nos enquêtes

Ces données ci-dessus indiquent qu'il existe une perception répandue selon laquelle l'utilisation abusive des réseaux

sociaux numériques a eu un impact sur la confiance entre les ivoiriens, allant de légère a extrêmement importante selon les répondants. Nous assistons à 85% reconnaissant ce phénomène contre 14,5% qui ne reconnaissent pas ou du moins qui n'ont pas encore été touché par cela.

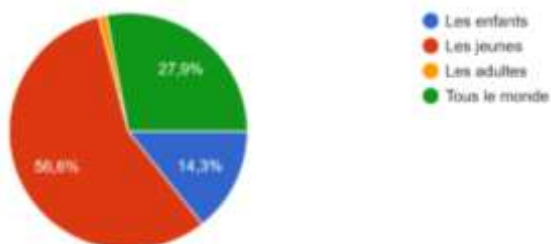
Figure 11 : diagramme montrant des cas où les RSN ont amplifié les préjugés et les discriminations en Côte d'Ivoire



Source : nos enquêtes

Les données ci-dessus montrent qu'il existe des cas où les RSN ont amplifié les préjugés et les discriminations en CI avec une majorité écrasante des répondants partageants cette opinion à 66,5% contre une minorité de répondants qui estime que les réseaux sociaux ne jouent pas un rôle significatif dans ce domaine.

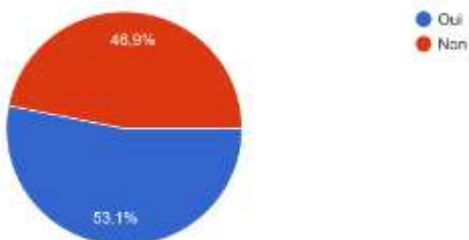
Figure 12 : diagramme montrant les couches sociales les plus vulnérables à la désocialisation causée par les réseaux sociaux numériques



Source : nos enquêtes

Les données ci-dessus suggèrent que les jeunes sont perçus comme la couche sociale la plus vulnérable face à la désocialisation des RSN avec 56,6% soit la moitié même de la population qui le pense suivi des enfants avec un taux 14,3% enfin les adultes avec un faible taux de 1,2%. Cependant, il existe une reconnaissance générale de l'impact des réseaux sociaux sur la désocialisation à travers toutes les couches sociales pour un taux de 27,9%.

Figure 13 : diagramme montrant que l'utilisation abusive des réseaux sociaux est un frein à l'épanouissement



Source : nos enquêtes

Les chiffres ci-dessus montrent qu'il existe une division dans les perceptions quant à l'impact de l'utilisation abusive des réseaux sociaux sur l'épanouissement personnel. Alors que plus de la moitié de la population soit 53,1% des personnes interrogées voit les réseaux sociaux comme un frein à leur épanouissement tandis qu'une proportion non négligeable de 46,9% ne partagent pas cette opinion.

Figure 14 : diagramme montrant que les RSN créent des conflits au sein des relations amicales ou amoureuses en CI



Source : nos enquêtes

Les chiffres ci-dessus montrent une perception largement répandue selon laquelle les réseaux sociaux numériques sont une source de conflits au sein des relations amicales et amoureuses en Côte d'Ivoire, avec une majorité écrasante de 87,2% des répondants signalant des tensions dans leurs interactions personnelles en ligne contre 12,8%.

4. Discussions

Selon notre étude, 99,06% des 253 personnes interrogées déclarent connaître les réseaux sociaux, représentant leur incorporation intense dans la vie quotidienne des Ivoiriens. Seule une personne (0,4%) a indiqué ne pas les connaître, préconisant que l'accès à Internet et la connectivité sont lar-

gement répandus dans le pays. Dominique Cardon (2010), sociologue spécialiste des médias numériques, fait ressortir le fait que les réseaux sociaux sont devenus une composante essentielle de la communication moderne, influençant les interactions sociales et politiques. Il note que ces plateformes offrent une visibilité accrue aux individus, modifiant ainsi la dynamique de l'espace public. En somme, la connaissance généralisée des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire met en évidence leur rôle central dans la société contemporaine, transformant les modes de communication et d'interaction sociale.

Concernant les réseaux sociaux les plus utilisés, les résultats de la figure 2 présente l'utilisation régulière des réseaux sociaux en Côte d'Ivoire. WhatsApp est le réseau le plus proverbial, avec 98,1 % des personnes l'utilisant fréquemment, à cause de sa gratuité, sa faible consommation de données et ses fonctionnalités telles que les appels et messages, ainsi que la création de groupes. Ensuite, vient Facebook avec 86 % d'utilisateurs réguliers, qui offre des services multifonctionnels pour passer le plus de temps, partager des informations et vendre des produits. Egalement utilisé par 51,2 % des personnes, YouTube excelle surtout dans le partage de vidéos et la visibilité en ligne, tandis que TikTok accroche plus avec les jeunes avec des vidéos courtes et amusantes. Quant à SNAPCHAT et Instagram ont respectivement 30,4 % et 31,2 % d'utilisateurs, principalement pour la communication visuelle et les stories. Adopter par environ 15 % de la population, Twitter, lui est moins populaire en raison de sa complication. Utilisé par 23,1 %, LinkedIn se concentre sur le réseautage professionnel. Les applications comme Telegram, Tinder, Badoo et Messenger sont peu utilisées. En résumé, WhatsApp, Facebook, YouTube et TikTok prennent le dessus sur les autres réseaux comme Snapchat,

Twitter et LinkedIn qui sont moins utilisés en Côte d'Ivoire. Manuel Castells (1996), sociologue, étudie la façon dont les technologies de l'information et des réseaux sociaux ont créé une nouvelle société interconnectée, la "société en réseau". Castells décrit les réseaux sociaux comme des éléments primordiaux dans l'organisation sociale contemporaine, attribués à l'économie, la politique, la culture et la société dans son ensemble. Il soutient qu'à l'échelle mondiale l'importance des plateformes numériques dans le développement est d'ordre social et politique. En Côte d'Ivoire, avec 7 millions d'utilisateurs actifs, représentant 23,9 % de la population totale, ces données indiquent une adoption massive des réseaux sociaux numériques. Facebook est le réseau social dominant, avec 7 millions d'utilisateurs actifs, suivi d'Instagram avec 1,1 million d'utilisateurs. Au sein de la société ivoirienne, cette adoption généralisée des réseaux sociaux a transformé les modes de communication et d'interaction sociale.

Par ailleurs, la question de savoir quels types de contenus partageaient les utilisateurs sur les réseaux sociaux a été posé. Voici les principales tendances observées : certains usagers partagent des informations, manifestant d'un fort intérêt pour la diffusion de nouvelles et d'événements importants, ils publient des données personnelles, tout en mettant en avant leur vie privée et leurs expériences, partagent des contenus éducatifs, comme des conseils ou des informations pratiques. D'autres font passer des messages d'encouragement, dans le but de soutenir et d'inspirer leur entourage. Ils partagent des images drôles, soulignant l'importance de l'humour et du divertissement qui est l'essence même des réseaux sociaux, ils publient des contenus religieux, désignant un engagement spirituel, partagent

des vidéos personnelles, montrant un besoin de se mettre en avant, dénonçant les tares de la société en partageant des publications de dénonciation et de revendications, la diffusion de ces contenus dénote d'un engagement politique ou social du pays et participer à des discussions publiques, publient des contenus sexuels tout en soulignant la nécessité de modérer ce type de contenu et des publications qui pourront aider au développement personnel, commerciaux ou d'offres d'emploi. Manuel CASTELLS (1996) analyse l'impact d'Internet et des réseaux sociaux sur la structure sociale mondiale. Il étudie comment les individus utilisent les plateformes numériques pour partager des informations personnelles, organiser des mouvements sociaux et politiques, et participer à des discussions publiques. Il aborde la manière dont les réseaux sociaux modifient la manière dont les gens publient et s'engagent avec le monde autour d'eux, tout en influençant les dynamiques de pouvoir et d'influence. Cette diversité de contenus montre que les réseaux sociaux servent de plateforme pour l'expression personnelle, l'échange d'informations et l'engagement social. Les utilisateurs adaptent leur présence en ligne en fonction de leurs préférences, de leurs valeurs culturelles et des normes sociales, reflétant ainsi la complexité et la richesse des interactions numériques dans la société ivoirienne.

Les réponses obtenues révèlent deux tendances principales quant à l'utilisation du temps : une majorité (57,3 %) passe du temps sur les réseaux sociaux, tandis qu'une part importante (42,3 %) privilégie les moments passés avec leurs proches. Cette constatation met en lumière l'influence majeure des réseaux sociaux dans la société contemporaine, tout en soulignant que les échanges directs restent essentiels au bien-être émotionnel. Malgré la domination des réseaux sociaux, les relations en personne demeurent indispensables,

ce qui soulève des interrogations sur l'impact des médias sociaux sur les interactions sociales et la santé mentale. En résumé, il existe une interaction complexe entre l'usage excessif des réseaux sociaux et le besoin fondamental de liens humains authentiques. En Côte d'Ivoire, 79,7 % des répondants estiment que les réseaux sociaux ont diminué les échanges en personne, tandis que 20,3 % ne partagent pas cette opinion. Ce constat soulève plusieurs réflexions, notamment celles de Kevin TKL (2023), qui met en évidence la perception que les réseaux sociaux favorisent des interactions superficielles, éloignant les échanges directs. Cette idée rejoint celle de Paul SUGY (2019), qui décrit les réseaux sociaux comme un moyen de dissimuler la réduction des relations sociales dans une société individualiste, où les interactions en ligne deviennent souvent un moyen d'exhiber son image de manière narcissique. Bien que ces plateformes facilitent la communication à distance, elles rendent souvent les liens plus superficiels, conduisant parfois à la solitude. De plus, elles encouragent la comparaison sociale, entraînant des sentiments d'insécurité. L'accès permanent aux réseaux réduit la nécessité de rencontres physiques, ce qui peut nuire à la santé mentale et à la qualité des relations sociales. En somme, l'impact des réseaux sociaux sur les interactions en face à face met en lumière l'importance de maintenir un équilibre entre le monde virtuel et réel pour préserver le bien-être et les relations humaines.

En Côte d'Ivoire, les opinions sur l'impact des réseaux sociaux sur les relations interpersonnelles sont diversifiées : 4,3 % estiment qu'ils n'ont aucune incidence, préférant les échanges en face à face, tandis que 5 % jugent leur influence faible, le considérant insignifiante par rapport à d'autres facteurs. La majorité (40,7 %) pense que les réseaux sociaux ont

un effet modéré, mais pas décisif, tandis que 38,8 % soulignent une influence significative, tout en mentionnant des défis tels que la superficialité et les malentendus. Enfin, 11,2 % affirment que les réseaux sociaux exercent une influence totale sur leurs relations, les considérant essentiels pour maintenir leurs liens sociaux. Ces constats trouvent un écho dans les travaux de Pierre Lévy (1997), qui analyse les changements sociaux et culturels générés par les technologies numériques. Il soutient que les réseaux sociaux transforment la manière de communiquer et redéfinissent le rôle de l'individu dans un espace virtuel, tout en insistant sur l'importance de préserver des échanges humains authentiques, en dehors du monde numérique.

En Côte d'Ivoire, 93,8 % des sondés estiment qu'une utilisation excessive des réseaux sociaux peut mener à une forme de dépendance, avec des répercussions physiques, psychologiques et sociales, notamment une altération du bien-être, surtout chez les jeunes. Daphné FANON (2023) souligne que l'impact négatif des réseaux sociaux découle d'une consommation passive, qui pousse l'utilisateur à s'isoler et à réduire ses activités sociales ou physiques. Les créateurs de contenu alimentent cette passivité pour augmenter leur exposition à la publicité, et l'utilisation répétée des plateformes génère une dépendance en libérant de la dopamine. Des exemples concrets montrent des personnes qui négligent leurs responsabilités à cause de ces plateformes. Toutefois, 6,2 % des répondants considèrent que certains sont capables de contrôler leur usage sans tomber dans la dépendance. En conclusion, bien que quelques individus ne perçoivent pas la dépendance comme un problème majeur, la majorité reconnaît son impact négatif sur le bien-être mental et émotionnel, mettant en lumière la nécessité de promouvoir une utilisation responsable des réseaux sociaux.

À la lumière des réponses recueillies sur les perceptions des Ivoiriens concernant l'influence des réseaux sociaux numériques sur leurs valeurs traditionnelles et sociales, il apparaît que, bien que certains pensent que ces valeurs demeurent inchangées, une majorité reconnaît l'impact majeur des réseaux sociaux, en particulier chez les jeunes. Ces plateformes remettent en question des normes traditionnelles, comme celles liées au mariage ou aux rôles familiaux, et favorisent l'adoption de perspectives plus globales sur des sujets tels que la sexualité, la religion ou l'autorité. Certains estiment même que ces réseaux ont provoqué une transformation radicale de la culture et des comportements en Côte d'Ivoire. Les résultats révèlent des différences générationnelles, avec une résistance face aux changements chez certains, tandis que d'autres accueillent les évolutions profondes des valeurs et des comportements sociaux. En conclusion, l'impact des réseaux sociaux sur la société ivoirienne est perçu de manière variée, oscillant entre la préservation des normes et une véritable révolution culturelle.

La figure 8 examine l'impact des réseaux sociaux numériques sur les comportements sociaux des jeunes en Côte d'Ivoire, mettant en évidence une grande diversité de perceptions à travers un diagramme basé sur les réponses d'un échantillon de répondants. En résumé, les résultats révèlent une répartition des opinions concernant l'influence des réseaux sociaux :

- 0,8 % des participants estiment que les réseaux sociaux n'ont aucun effet négatif, les considérant comme des outils neutres ou bénéfiques pour la connexion, l'apprentissage et la mobilisation sociale.
- 0,8 % pensent que les réseaux sociaux ont un impact négatif, mais limité, notant des distractions ou de la

procrastination sans changer en profondeur les comportements sociaux des jeunes.

- 22,3 % reconnaissent une influence modérée, admettant des effets négatifs comme la cyberintimidation ou la dépendance, tout en estimant que ces problèmes peuvent être maîtrisés grâce à une utilisation responsable.
- 53,9 % des répondants jugent que les réseaux sociaux ont un impact important et néfaste, contribuant à des problèmes tels que la cyberintimidation, la réduction des compétences sociales et l'augmentation de la pression sociale causée par des normes irréalistes.
- 22,3 % estiment que les réseaux sociaux ont complètement transformé les comportements sociaux des jeunes, entraînant une détérioration des relations authentiques, un isolement social et une dépendance aux écrans, modifiant ainsi profondément les normes et valeurs sociales des jeunes.

En somme, ces réponses montrent une transformation radicale des comportements sociaux des jeunes, mettant en lumière l'ampleur et la complexité des effets des réseaux sociaux sur la jeunesse en Côte d'Ivoire. Sherry TURKLE (2005) examine l'impact des technologies numériques sur le comportement humain, en particulier sur les relations sociales et l'identité. Elle affirme que l'usage excessif des réseaux sociaux numériques peut perturber la manière dont les individus se perçoivent et interagissent avec autrui. Elle explore comment l'anonymat et l'immédiateté des interactions en ligne peuvent altérer les comportements sociaux traditionnels et conduire à un isolement social malgré la connectivité apparente.

L'usage excessif des réseaux sociaux numériques en Côte d'Ivoire a un impact notable sur la confiance interpersonnelle. Selon les résultats de l'enquête, les participants indi-

quent que les réseaux sociaux ont modifié les interactions humaines, créant une forme de connectivité virtuelle qui peut affaiblir les relations dans la vie réelle. En analysant les réponses, il apparaît que la majorité des répondants perçoit un effet sur la confiance. Plus précisément, 5,1 % des personnes interrogées estiment que les réseaux sociaux n'ont pas affecté la confiance, suggérant une perception optimiste ou minimisée de leur influence. 9,4 % considèrent l'impact comme faible, voyant les réseaux sociaux comme un aspect secondaire de la vie sociale. En revanche, 40,2 % admettent un impact significatif, citant la propagation de fausses informations, les bulles de filtrage et le harcèlement en ligne comme des facteurs fragilisant la confiance. 39,1 % considèrent que cet impact est encore plus prononcé, évoquant la désinformation, la polarisation et l'auto-présentation sélective qui peuvent engendrer de la méfiance. Enfin, 6,3 % jugent que les réseaux sociaux ont un effet dévastateur sur la confiance, mentionnant des exemples de tromperie et de manipulation en ligne. En résumé, la majorité des répondants reconnaissent l'impact négatif des réseaux sociaux sur la confiance interpersonnelle, allant de préoccupations mineures à des inquiétudes plus profondes. Bien que Manuel CASTELLS (1996) aborde la transformation des relations sociales dans la société numérique, notamment l'impact des réseaux sociaux sur la construction de la confiance et de l'identité, il met en évidence que ces plateformes modifient la manière dont les individus se perçoivent et interagissent, créant parfois une distance et une méfiance croissantes. Il explique également comment la communication en ligne, souvent dépersonnalisée, peut réduire la confiance et mener à des relations plus superficielles.

L'impact des réseaux sociaux numériques sur l'amplification des discriminations et des préjudices en Côte d'Ivoire est un phénomène préoccupant. D'après les résultats obtenus, 66,7 % des participants affirment avoir été témoins de tels comportements sur ces plateformes, tandis que 33,3 % n'ont pas remarqué cet effet. L'augmentation des préjudices sur les réseaux sociaux semble être un problème répandu, souvent alimenté par l'usage des médias numériques pour diffuser des discours haineux, des stéréotypes et des préjugés contre certains groupes. Parmi les exemples partagés figurent des incidents tels que la violence liée à des vidéos virales, la diffusion de fausses informations, les tensions internationales, ainsi que la propagation de standards physiques idéalisés par les réseaux sociaux, engendrant des discriminations et des troubles de santé mentale. Cependant, un tiers des répondants n'ont pas observé cette amplification des préjudices, ce qui pourrait s'expliquer par leur appartenance à des cercles sociaux différents en ligne ou par le fait qu'ils ne sont pas exposés aux mêmes types de contenus. Il est également possible que certains ne prennent pas pleinement conscience de l'ampleur de ce phénomène. En conclusion, cette analyse révèle un problème significatif : les réseaux sociaux numériques jouent un rôle clé dans l'aggravation des discriminations et des préjudices en Côte d'Ivoire, affectant différents aspects de la société, des relations interpersonnelles à la perception de l'image corporelle. À ce sujet, Serge TISSERON (2016), psychanalyste et expert en médias numériques, explique dans son ouvrage les effets psychologiques de l'utilisation des technologies, y compris des réseaux sociaux. Il met en évidence comment ces outils peuvent intensifier les préjugés sociaux et renforcer des stéréotypes existants. Selon lui, l'anonymat partiel et la rapidité de diffusion des informations sur ces plateformes favorisent la

propagation de discours haineux, la polarisation des opinions et l'aggravation des discriminations entre différents groupes sociaux. Son livre souligne que les dynamiques de regroupement en ligne peuvent exacerber les discriminations raciales, de genre et liées à l'orientation sexuelle.

La perception croissante de la vulnérabilité sociale liée à l'utilisation des réseaux sociaux numériques, en particulier en ce qui concerne la désocialisation, est un phénomène préoccupant. La désocialisation fait référence à la perte ou à la dégradation des interactions sociales saines, un phénomène amplifié par la popularité croissante des plateformes en ligne. La figure 13 présente les résultats d'une enquête qui identifie les groupes sociaux jugés les plus susceptibles de subir ce phénomène :

- Les enfants (14,3%) : Considérés comme les plus vulnérables en raison de leur développement en cours, ils sont plus exposés aux effets négatifs des réseaux sociaux, notamment en raison de l'exposition à des contenus inappropriés.
- Les jeunes (56,4%) : La majorité des répondants pense que les jeunes, en particulier les adolescents et jeunes adultes, sont particulièrement sensibles aux effets des réseaux sociaux. La pression liée à la nécessité de maintenir une image idéalisée en ligne et des phénomènes comme la cyberintimidation contribuent à leur désocialisation et altèrent leurs interactions sociales réelles.
- Les adultes (1,2%) : Bien qu'en nombre moins élevé, certains répondants considèrent que les adultes sont moins vulnérables que les enfants et les jeunes, en raison de leur maturité émotionnelle et de leur capacité à gérer les effets négatifs des réseaux sociaux.

- Tous les groupes sociaux (28,2%) : Près d'un tiers des répondants estiment que tous les groupes sociaux sont vulnérables à la désocialisation causée par les réseaux sociaux, ce qui témoigne d'une prise de conscience générale des impacts des technologies numériques sur la société.

En conclusion, les réseaux sociaux ont un impact notable sur les interactions sociales, particulièrement chez les jeunes, et il est crucial de prendre en compte les vulnérabilités spécifiques de chaque groupe dans l'élaboration de politiques visant à promouvoir une utilisation responsable des plateformes numériques. Catherine L'Heureux (2015), sociologue, a étudié l'impact des réseaux sociaux sur la société, notamment chez les jeunes. Dans son ouvrage *La société numérique : Les jeunes, la famille et l'école*, elle analyse les effets de la digitalisation sur le développement social des jeunes. Elle observe que l'usage des réseaux sociaux entraîne une perte de compétences relationnelles, car les jeunes privilégient souvent les interactions superficielles en ligne aux échanges en face à face. Elle souligne également la pression sociale exercée par ces plateformes, qui peut nuire à l'estime de soi et mener à l'anxiété sociale. Elle avertit des dangers de l'isolement des jeunes, qui, en l'absence d'interactions réelles, deviennent de plus en plus vulnérables socialement.

L'impact de l'utilisation excessive des réseaux sociaux sur le bien-être personnel et les relations interpersonnelles des individus est un sujet de débat. Selon les résultats de l'enquête, 52,9% des répondants estiment que cet usage excessif a un effet négatif sur leur bien-être, tandis que 47,1% considèrent que cela n'affecte pas leur épanouissement. Cette division des opinions soulève des questions sur la manière dont ces plateformes sont perçues par différents individus. L'usage excessif des réseaux sociaux est souvent lié à des

comportements comme la dépendance aux interactions virtuelles, au détriment des relations réelles, ce qui peut mener à du stress, de l'anxiété et à une diminution de l'estime de soi. Les utilisateurs se retrouvent également pris dans des comparaisons sociales incessantes et la recherche de validation externe. Le fait qu'une majorité des personnes admettent que l'usage excessif des réseaux sociaux nuit à leur épanouissement suggère une prise de conscience croissante de ces effets délétères. Toutefois, la moitié des participants n'ont pas observé ces conséquences, ce qui pourrait indiquer une utilisation plus mesurée des réseaux sociaux, éventuellement en recourant à des stratégies pour limiter leurs effets négatifs. En conclusion, la figure 13 illustre les préoccupations largement partagées concernant les impacts négatifs des réseaux sociaux, tout en mettant en avant l'importance d'une gestion réfléchie de la connectivité virtuelle. Sherry TURKLE (2015), dans ses recherches sur les effets de la technologie sur la communication, examine comment l'usage excessif des réseaux sociaux et des appareils numériques a modifié nos interactions sociales. Elle met en évidence que cette dépendance technologique engendre souvent un isolement social, une perte d'intimité et une dégradation des relations authentiques. Selon elle, cela nuit au véritable épanouissement personnel, en particulier chez les jeunes qui passent beaucoup de temps sur ces plateformes. TURKLE soutient que les réseaux sociaux perturbent la communication véritable, créant des distances émotionnelles et entravant le développement de relations profondes. Elle plaide pour un retour à des échanges en face à face afin de restaurer une forme d'épanouissement plus authentique.

L'impact des réseaux sociaux numériques sur les relations amicales et amoureuses en Côte d'Ivoire, selon les résultats

présentés dans la figure 14, met en évidence l'ampleur des conflits liés à ces plateformes. En effet, 87,2 % des personnes interrogées affirment avoir été témoins de disputes causées par l'utilisation des réseaux sociaux, ce qui montre que ce phénomène est très répandu dans le pays. Ces plateformes peuvent générer des malentendus et des tensions en raison de la rapidité de la communication, qui ne permet pas de capter les indices non verbaux habituellement présents dans les échanges en personne. De plus, la visibilité des relations en ligne peut créer des attentes irréalistes, renforçant les comparaisons entre couples ou amis, ce qui exacerbe les conflits. Les réseaux sociaux favorisent aussi la propagation rapide de rumeurs, entraînant des malentendus ou des divisions sur des sujets délicats. Cependant, 12,8 % des répondants n'ont pas constaté de conflits, suggérant que certains parviennent à gérer les interactions numériques de manière saine. En conclusion, cette analyse souligne l'impact significatif des réseaux sociaux sur les relations en Côte d'Ivoire, mettant en lumière la nécessité de réfléchir à leur utilisation afin de maintenir des interactions équilibrées et des relations interpersonnelles harmonieuses. Serge Tisseron (2015), dans ses travaux sur les effets des nouvelles technologies, évoque comment les réseaux sociaux influencent la communication et les relations humaines. Il indique que ces plateformes peuvent provoquer des tensions dans les relations amoureuses et amicales en raison de la surveillance constante des comportements, des comparaisons sociales et des malentendus découlant de l'absence de communication non verbale. TISSERON souligne aussi que l'exposition excessive de la vie privée sur les réseaux sociaux peut engendrer des conflits, notamment de jalousie ou de méfiance dans les relations amoureuses.

Un phénomène de plus en plus préoccupant en Côte d'Ivoire est l'augmentation du temps passé par les Ivoiriens sur leurs téléphones et écrans à la recherche de notifications, de mises à jour et de connexions virtuelles. Autrefois, les rencontres physiques étaient au cœur de la vie sociale, mais elles sont désormais moins fréquentes, les interactions numériques prenant peu à peu le pas sur les échanges en face-à-face, qui étaient essentiels pour tisser des liens sociaux solides. Si ce phénomène touche principalement les jeunes, il concerne également une partie des générations plus âgées.

L'enquête réalisée en Côte d'Ivoire met en lumière cette tendance inquiétante d'une utilisation excessive des réseaux sociaux, qui contribue à un isolement social croissant. Les repas familiaux, les rencontres amicales et les événements sociaux traditionnels perdent de leur attrait, ce qui fragilise les liens communautaires et la solidarité sociale, des valeurs essentielles de la culture ivoirienne. Les jeunes, en particulier, passent davantage de temps devant leurs écrans, ce qui peut entraîner des problèmes de santé mentale tels que la dépression et l'anxiété. En raison de la superficialité des échanges virtuels, les relations deviennent plus fragiles, ce qui mène souvent à des malentendus. De plus, les réseaux sociaux alimentent la méfiance, avec la propagation de fausses informations et l'exacerbation des tensions, ce qui peut nuire à la réconciliation nationale. La réduction du temps passé en famille, remplacée par la quête de validation en ligne, marque également une détérioration des relations familiales.

Pour contrer cette dégradation des liens sociaux en Côte d'Ivoire, plusieurs actions peuvent être mises en place pour rééquilibrer les interactions numériques et réelles. Il est recommandé de promouvoir une utilisation modérée des ré-

seaux sociaux par le biais de campagnes de sensibilisation et de renforcer les activités communautaires en réintroduisant des événements sociaux traditionnels. Il serait également bénéfique d'encourager les influenceurs et célébrités ivoiriens à produire des contenus positifs et à promouvoir les valeurs de la communauté. Enfin, il est important d'explorer des alternatives pour les jeunes, telles que des espaces physiques de rencontre, afin de favoriser les échanges sociaux sans dépendre des plateformes numériques.

Conclusion

L'étude sur l'impact des réseaux sociaux numériques sur les liens sociaux en Côte d'Ivoire révèle des résultats préoccupants. Bien que les réseaux sociaux facilitent la communication à distance, leur usage excessif a conduit à une diminution des rencontres physiques, affaiblissant la qualité des échanges et la solidarité, surtout parmi les jeunes. Cela a engendré un isolement social, la perte de traditions communautaires et une diminution de la confiance collective. L'étude souligne l'importance de repenser l'usage des technologies numériques dans le contexte social et culturel ivoirien. Elle propose une analyse sociologique des comportements numériques et des dynamiques culturelles spécifiques à la Côte d'Ivoire, tout en mettant en évidence les défis sociaux actuels. Pour l'avenir, il est crucial de limiter les effets négatifs de cette révolution numérique et de préserver les valeurs communautaires, en prônant une régulation responsable des réseaux sociaux pour concilier modernité numérique et cohésion sociale.

Références bibliographiques

- ALLECHI D, (2018), *la jeunesse africaine face à l'utilisation des réseaux sociaux et d'internet*, Revue village de la justice
- CARDON D, (2010), *La démocratie Internet : Promesses et limites*. Seuil
- CASTELLS M, (1996), *La société en réseaux : De la révolution de l'information à la société réseau*. Paris, Éditions Fayard
- DASTUR F, (2013), *L'inquiétante familiarité : Les réseaux sociaux et l'individu*. Éditions Verdier
- DIALLO K, (2022), *les réseaux sociaux, néfastes pour les adolescents à un certain âge*, FNAC
- FANON D, (2023), *Réseaux sociaux : comment nous rendent-ils accros ?*
- GREBOSZ M, OTTO J, (2022), *l'impact des réseaux sociaux les comportements des jeunes consommateurs ; Pologne ; Ecole polytechnique de Lotz*, pp1-10
- Lévy P, (1997), *Cyberculture*, La Découverte
- L'HEUREUX C, (2015), *La société numérique : Les jeunes, la famille et l'école*, Paris, Éditions L'Harmattan
- NWAMEN F, (2006), *Impact des technologies de l'information et de la communication sur la performance commerciale des entreprises*, in *La Revue des Sciences de Gestion*, n°218, p111-121
- PELLERIN M ; *l'influence des réseaux sociaux chez les jeunes adultes*
- SUGY P, (2019), *les réseaux sociaux, faux remède à la fracture sociale*
- RISSOAN R, (2011), *Les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, LinkedIn, Viadeo, Google+ Comprendre et maîtriser ces nouveaux outils de communication*, Edition ENI

TISSERON S, (2016), *Les Clés du numérique*, Éditions Le Pommier

TISSERON S, (2015), *Le bonheur numérique*, Paris, Editions Plon

TKL K, (2023), *L'impact des Réseaux Sociaux sur les relations interpersonnelles*

TURKLE S, (2005), *La vie sur écran*. Paris: Odile Jacob

TURKLE S, (2015), *Reclaiming Conversation: The Power of Talk in a Digital Age*

BAER J ,mis en ligne sur <http://piwee.net/top-citations-reseaux-sociaux> consulté le 06/11/2022

We are social, Digital report 2021: les dernières sonnées de notre état des lieux du digital dans le monde, mis ligne sur <https://wearesocial.com/fr/blog/2021/01/digital-report-2021-les-dernieres-donnees-de-notre-etat-des-lieux-du-digital-dans-le-monde/>

www.futura-sciences.com consulté le 5 décembre 2022 à 22h54

Les instances de socialisation et la socialisation des enfants en difficulté en Côte d'Ivoire

Mené Detho Marius ZIGBE

Université Alassane Ouattara

Bouaké - Côte d'Ivoire

dethomarius79@gmail.com

Résumé :

La relation de tout individu à la société détermine son dynamisme et son engagement au développement de cette société. En effet cet article explore la relation entre les enfants en difficulté et la société. Il met également en relief les facteurs de socialisation qui interviennent lors de la socialisation des enfants en difficulté. Ces facteurs sont la famille, le groupe des pairs, le travail. Ils ont une acuité différentes les formes de l'enfance en difficulté. Il importe de préciser que les formes de l'enfance en difficulté est fonction de la détresse que subit l'enfant en difficulté. Les formes sont : les enfants en difficulté issus de l'exclusion ou les exclus et les enfants en difficulté issus de la surinsertion en d'autres termes les surinsérés. En effet les exclus n'ont pas de réelle attache avec la famille, tandis que les surinsérés sont exploités et assument des responsabilités qui sont normalement dévolues aux adultes.

Nous avons analysé les différentes instances de socialisation en tenant compte des études documentaires, en outre nous nous sommes servis de l'observation participative et des récits de vie pour nous imprégner des réalités des enfants en difficulté.

Mots clés : Socialisation, Enfants en difficulté, la famille, le groupe de pairs, l'exclusion, le travail

Instances of socialization and the socialization of children in difficulty in Côte d'Ivoire

Summary:

The relationship of any individual to society determines their dynamism and commitment to the development of that society. Indeed, this article explores the relationship between children in distress and society. It also highlights the socialization factors involved in the socialization of children in difficulty. These factors are family, peer groups, and work. They have different nuances regarding the forms of childhood in difficulty. It is important to clarify that the forms of childhood in difficulty depend on the distress experienced by the child in difficulty. The forms are: children in difficulty resulting from exclusion or the excluded, and children in difficulty resulting from over-insertion, in other words, the over-inserted. In fact, the excluded have no real attachment to the family, while the over-inserted are exploited and take on responsibilities normally designated for adults.

We analyzed the different instances of socialization taking into account documentary studies; moreover, we utilized participatory observation and life stories to immerse ourselves in the realities of children in difficulty.

Keywords: Socialization, Children in difficulty, Family, Peer group, Exclusion, Work

Introduction

Les sociétés africaines précoloniales avaient un sens aigu de la famille. La fibre familiale était sacralisée et entretenue par la solidarité, l'entraide et d'autres rituels pour préserver et perpétuer ce lien. Ainsi cette philosophie a fait des sociétés traditionnelles africaines un milieu intégrateur où la notion de famille élargie ou groupe social occupait une place de choix. Les membres de la société appartenaient d'abord au groupe social ou à la communauté avant de faire partir de la famille. À cette époque, l'enfant était un être précieux qui occupait une place importante, voire, sacrée. C'est pour renforcer cette idée que ERNY soutient que « L'on accueille l'enfant avec joie comme membre de la communauté qui vient la renforcer, mais, aussi(...) sur le plan de la relation avec l'au-delà et des êtres qui la peuplent. » (Erny 1972 :139)

Ainsi, l'enfant était entouré de tous les soins et de l'amour parental. De toute évidence, il bénéficiait de la protection de la famille et de toute la communauté.

Actuellement les données sociales et culturelles sont différentes. Nous constatons que les us et coutumes d'alors, qui offraient une place prépondérante à la cohésion sociale, sont fragilisés au contact de la culture occidentale. Ainsi, certains enfants n'ont jamais connu la chaleur familiale, encore moins l'amour parental. Simplement parce qu'ils sont abandonnés ou orphelins. D'autres par contre garderont un triste et pathétique souvenir de leur enfance, car elle a été bafouée. Enfants, ils ont été exploités, ils ont été acteurs ou victimes des conflits armés. Aussi, ont-ils été soumis aux trafics et aux abus de toutes sortes. Selon les chiffres de l'UNESCO, «Plus de 100 millions d'enfants survivent dans le dénuement et la

détresse au moins 120 millions d'enfants (de 5 à 14 ans) dans le monde sont exploités au travail. Nombreux sont ceux qui exercent des emplois dangereux où ils sont exposés à des risques graves. Des milliers participent aux conflits armés, en sont victimes ou en subissent des conséquences » (UNESCO 1999)

Un tel rapport dresse un tableau sombre de la situation des enfants dans le monde malgré la Convention internationale des Droits de l'Enfant (CDE) de 1989 qui militent pour la protection et l'épanouissement de l'enfant.

La Côte d'Ivoire n'échappe pas à ce bouleversement social et culturel. La crise sociale et politique qu'a connue notre pays n'est certes pas la première cause des difficultés de l'enfance en Côte d'Ivoire. Cependant force est de constater qu'elle a fortement désagréé la cellule familiale faisant exploser le phénomène des enfants en situation difficile. Le rapport à la société des enfants en situation difficile et les enfants dits normaux sera différent, par conséquent la socialisation des enfants dits normaux sera différente des enfants en difficulté. Dès lors quelles sont les instances de socialisation qui interviennent dans la socialisation des enfants en difficulté ?

Dans cet article nous analyserons les facteurs de socialisation en présence dans la socialisation des enfants en difficulté en Côte d'Ivoire.

1. Méthodologie

Dans le contexte de cette recherche, nous nous sommes servis des techniques qualitatives et documentaires. Ainsi, nous avons pu collecter des informations sur les facteurs de socialisations déterminants dans la socialisation des enfants

en difficulté. Nous avons retenu la côte d'Ivoire comme notre cadre de recherche, comme échantillon nous avons retenu une centaine d'enfants en difficulté dans leur milieu de vie. Par ailleurs avec les enfants nous avons utilisé l'observation participative et des récits de vie pour mieux comprendre les réalités des facteurs de socialisation des enfants en difficulté.

2. Les enfants en difficulté et leur socialisation

La socialisation désigne le processus par lequel on apprend et intériorise des modèles culturels, les normes et valeurs qui nous permettent de nous intégrer dans la société (Thollembeck 2010 :12). Ces modèles culturels, ses normes et ses valeurs sont transmis d'une génération à une autre par des acteurs de la socialisation. Ce sont ses facteurs que nous appelons les instances de socialisation.

Les enfants en difficulté ont généralement une carence dans la manifestation de leur socialisation. Leur socialisation ne se déroule pas selon la trame chronologique de la socialisation des enfants en situation normale. Cette trame se décline le plus souvent de la manière suivante: la famille, l'école, le groupe des pairs, les médias, le monde professionnel, le mariage, etc. C'est ce que nous appelons la socialisation normative. Par ailleurs les acteurs en présence dans la socialisation des enfants en difficulté ne jouent pas pleinement le rôle qui leur est assigné ou sont carrément absents, en outre l'on peut percevoir l'apparition d'autre facteur de socialisation non normative : la rue en occurrence. Par exemple la famille d'un enfant en difficulté peut être monoparentale donc l'enfant en question ne bénéficiera pas de l'amour et de la chaleur du parent absent ou encore cette

famille peut manquer des ressources vitales pour l'épanouissement de l'enfant. L'enfant en difficulté peut ne pas avoir accès à l'école ou encore être faiblement scolarisé. De même les deux parents peuvent être présents, mais ils sont soit alcooliques, soit toxicomanes, avec son corollaire de violence conjugale, mauvaise représentation de la figure parentale. Soit les parents sont de grands malades avec pour suite logique: l'incapacité des parents d'honorer efficacement leur responsabilité.

De même les facteurs de la socialisation des enfants en situation difficile sont fonction de la typologie des enfants en difficulté. Pour rappel les enfants en difficulté peuvent être classés en deux grands groupes selon deux dérives à savoir: l'exclusion (partielle ou totale) et la surinsertion. Les facteurs de socialisation sont aussi fonction des dérives. En somme les facteurs de socialisation des enfants en difficulté ne s'inscrivent pas dans une socialisation classique ou normative. En effet les enfants ou jeunes de la rue s'inscrivent dans une dynamique sociale marginale, ils s'approprient des espaces, établissent leur propre système social. Ce système social est la matrice des normes et des valeurs en vigueur dans leur univers. Leur système social n'est pas fonction de l'éthique et de la morale universelle C'est ce que PARAZELLI appelle « la socialisation marginalisée » (Parazelli 2000). Cette socialisation marginalisée n'est pas fondée sur des normes moralisantes c'est-à-dire de bons ou de mauvais comportements, mais plutôt sur des normes psychosociales relatives à la construction identitaire des jeunes.

3. Les instances de socialisation des enfants issus de l'exclusion partielle

Nous appelons exclus ou les enfants en difficulté émanant de l'exclusion, les enfants qui n'ont plus de réelle attache avec leur famille. Cette exclusion peut être totale comme partielle. Nous choisirons de traiter dans cette partie de l'exclusion partielle.

L'exclusion est partielle lorsque l'enfant garde une relation fragmentée avec sa famille biologique ou un tuteur, une famille d'accueil ou un parent quelconque, MARGUERAT l'illustre en ces termes « l'exclusion peut être partielle [...] quand subsistent, selon d'innombrables modalités possibles, certains liens avec les siens ou certains des siens » (Marguerat 1997). Dans ce cas les agents de socialisation sont : la famille, le groupe des pairs, l'économie informelle.

3.1. La famille

La famille des enfants en difficulté issue de l'exclusion partielle n'arrive pas à assurer son rôle qui lui est dévolu, la relation familiale de ces enfants est mince, voire fine. La famille devient transparente. Ces familles sont affectées par des troubles, lesquels troubles leur soustraient toute autorité parentales la mesure où elles n'arrivent pas à assumer leur responsabilité. Ces troubles sont d'ordre économique, social ou culturel.

3.1.1. Troubles économiques

Les troubles économiques expliquent dans la majeure des cas, la "production des exclus partiels" en effet la famille étant pauvre l'enfant pour survivre est obligé de se livrer à la débrouille. Souvent certains parents confient leurs enfants

à d'autres familles plus nanties qu'elle, c'est ce système du "confiage". « Il existe en Afrique un système traditionnel de circulation des enfants, qui va du "confiage" temporaire et non exclusif au don exclusif qui se traduit par son adoption ». Il arrive que devant les difficultés économiques ces enfants sont obligés de se livrer à la débrouille pour vivre. Ces enfants sont souvent faiblement ou pas du tout scolarisés.

3.1.2. *Troubles socioculturels*

Ces enfants viennent de familles recomposées, de familles monoparentales, les tensions familiales poussent l'enfant souvent hors du cocon familial. En outre, le phénomène de rejet des enfants (le 10e enfant en pays Sanwi, les albinos, les enfants dont leur mère meurt en couche) est un autre élément qui conditionne les enfants en difficulté. Cependant, avec l'évolution des mentalités due à la modernité, l'action des ONG et l'église, le phénomène de rejet devient de plus en plus rare.

3.2. Le groupe des pairs

La relation familiale étant fine avec les enfants exclus partiels. Les enfants vont trouver des amis, des semblables : des enfants partageant leur réalité : un groupe de pairs. Le type d'adolescent vit d'avec son groupe de pairs. Le groupe de pairs devient le groupe le plus influent pour ces jeunes, car ceux-ci vont s'affirmer par les interactions vécues entre eux. Le groupe de pairs constituera le principal ancrage de leur construction identitaire, l'impact de la famille étant négligeable de manière générale, les adolescents sont en pleine construction identitaire et donc vulnérable : Entre la nostal-

gie des adieux de l'enfance et l'angoisse de leur naissance à l'existence, beaucoup se sentent extrêmement vulnérables. Ils ne savent pas qui ils sont, réagissent à fleur de peau et rejettent le monde des adultes qu'ils jugent sévèrement. Les enfants exclus partiels deviennent de plus en plus vulnérables, car les autres mailles des instances de la socialisation que sont: la famille, l'école sont quasiment inexistantes. Leur socialisation se construit autour du groupe des pairs.

Dans ce sens l'enfant exclu partiel développera un sentiment fort d'appartenance au groupe des pairs et en défendra les membres. Le groupe de pairs serait un lieu d'expérimentation, de la solidarité du partage, de soutien et un lieu d'éducation informel. Pour les exclus partiels l'intérêt du groupe est de répondre au besoin d'appartenance de se regroupe rentre camarades, selon leur Réalité sociale pour développer un groupe social semblable à la famille. Par conséquent une dynamique de groupe s'affirme dans la compréhension mutuelle ou simplement dans la domination, la construction de rites et de langage, le partage de règles communes. Appartenir au groupe permet de construire des alliances fortes. Le groupe de pairs pour les exclus partiels devient alors une microsociété.

3.3. L'économie informelle

Le travail reste pour les exclus partiels une opportunité pour sortir de leur précarité. Devant leur faible niveau d'éducation ou d'instruction, le marché du travail formel leur est fermé. Seuls les petits métiers constitueront leur principale source de revenus. Certains exclus partiels utilisent la vente de certains objets, le cirage des chaussures, le lavage des pare-brise des voitures ou rendent des services

aux marchands et aux restaurants. Ces enfants utilisent le secteur informel pour trouver les ressources économiques nécessaires à leur survie quotidienne. Cependant d'autres se serviront du vol, de la prostitution ou encore de la mendicité comme moyen d'affronter la précarité.

Cette économie libérale permettra à l'enfant de survivre, elle peut aussi nécessaire au budget familial. Par ailleurs elle lui inculquera aussi des normes et règles de la rue : la débrouille, la ruse, un langage et des rites particuliers.

4. Les agents de socialisation des enfants issus de l'exclusion totale ou les exclus totaux

L'exclusion est totale lorsque l'enfant ne garde plus de relation avec sa famille biologique et autres adultes pouvant le prendre en charge. L'enfant est livré à lui-même et se retrouve le plus souvent à la rue. Cette population infantile de la rue est constituée de mineurs de sexe masculin (dans la grande majorité des cas) dont l'âge varie généralement entre 8 à 18ans, parfois plus. Dans ce cas les agents de socialisation sont des enfants issus de l'exclusion totale sont: la rue, le groupe de pairs et l'économie informelle.

4.1. La rue

Au sens général, la rue est définie comme l'espace par excellence, celui de la cité où personne n'est chez soi et où à la fois, tout le monde est chez lui. Lieu de circulation, d'échange, lieu bruyant (Jan : 2004). La rue est par ailleurs l'ensemble des lieux distincts, définis par leur position. Ces lieux ont des fonctions et des statuts divers: logements, lieux de travail ou encore fonds de commerce, ils sont de statut privé, public ou semi-public¹⁶⁵ (Fleury : 1999). La rue appa-

rait alors comme un lieu accessible à tous, exprimant de ce fait la diversité de la population.

Choisir la rue comme lieu de vie, est-il vraiment un choix ? La rue avec toutes ces incertitudes, ces dangers finit par être le lieu d'habitation ; l'espace de l'enfant issu de l'exclusion totale. De prime abord la rue est une contrainte, l'enfant exclu total ne peut compter sur sa famille, aucune personne ne peut lui procurer le gîte et le couvert. Il est livré à lui-même donc à la rue. Cependant d'autres semblent choisir la rue, car elle devient pour eux une alternative moins frustrante, moins dangereuse où il conquiert sa liberté. « Entre deux situations qu'ils connaissent la première qui est souvent, mais pas toujours une condition de pauvreté et de misère dans la famille et le bidonville, de désintégration familiale et de violence et la deuxième, la vie des rues, ils choisissent cette dernière » (Lutte 1997:17). Si ces enfants optent pour la rue, elle présente pour eux une alternative positive. Dans la rue l'enfant jouit d'une liberté totale, il n'existe ni parent ni institution pour régir ces faits et gestes. Il est souverain de sa liberté. La rue demeure son principal habitat. Ces enfants sont coupés de tous liens familiaux, la rue devient alors leur seule et unique source de survie. Dans cet espace qui est la rue ils vivent: dorment, mangent, travaillent et développent également des stratégies de défense et de survie. À ce moment la rue remplace le foyer familial. Elle devient le lieu de leur socialisation, une instance de socialisation. C'est en ce sens que L'UNICEF cité par SALMON affirme en ces termes: « la rue est leur habitat principal et remplace la famille en tant qu'instance de socialisation » (Salmon 2004). Ces enfants de la rue construisent et reconstruisent les significations de leur réalité quotidienne dans la

rue. Les représentations développées autour des enfants de la rue sont généralement négatives, ce sont des enfants voleurs, immoraux. Ces aspects négatifs ne sont pas les seules réalités de leur vie. Ces enfants sont actifs et tentent de s'adapter aux réalités de la rue. Ils ont une capacité d'adaptation importante. En effet, l'enfant de la rue développe des ressources physiques, cognitives et sociales lui permettant de vivre dans la rue. Ainsi développe-t-il ces qualités et ses compétences dans la rue. En outre sans liens familiaux ses enfants en reconstruisent face aux dures réalités de la rue. Ils forgent une sécurité en se regroupant et une autorité en vivant sous la loi d'un chef. En ce moment ils respectent des règles particulières propres au groupe et dictées par la survie.

4.2. Le groupe des pairs

L'appartenance au groupe de pairs permet aux enfants issus de l'exclusion totale permet à ces enfants de se construire une identité, seule une appartenance à une sphère sociale peut communiquer une identité à un individu. Sans famille, ces enfants ont une forte propension à s'attacher à leurs semblables. D'autant plus que :

« Le groupe renforce l'identité personnelle et l'estime de soi dès lorsque la rationalité y est présente, [...] en même temps que nous apprenons à construire des relations fiables, nous apprenons sur nous-mêmes [...] Le groupe est le lieu par excellence où peut s'expérimenter la rationalité. Rien de tel que l'expérience de la vie de groupe pour faire l'apprentissage de la confiance, de la confrontation constructive de la réciprocité, d'engagement, de la responsabilité du dialogue » (Poirier 2012 :61)

Dans la rue le nouveau venu suit cette trajectoire conformiste, elle se décline suivant trois modèles: par l'acquiescement, car le nouveau venu doit rechercher l'approbation des siens, en outre par l'identification, car le nouvel arrivant doit conserver des relations positives avec le groupe, et par l'intériorisation, car le groupe est perçu par le nouveau comme crédible. Le groupe apparaît comme un lieu de socialisation, de réalisation du nouveau dans le groupe de référence. Elle permet l'apprentissage de multiples fonctions inhérentes à la vie du groupe.

Concrètement, dans la rue, l'enfant intègre un groupe de pairs. Ce groupe est chargé d'initier le nouveau venu aux règles, aux normes, aux valeurs et aux codes de la rue. Il suit ainsi un processus de socialisation qui lui permet de vivre dans la rue. Comme le présente DELATOUR dans son étude sur les «ghettomen» d'Abidjan, la méfiance doit être appliquée scrupuleusement dans le milieu de la rue. Le nouveau venu pour se faire accepter du groupe doit adopter le comportement du groupe (De Latour 1999: 69). Le nouveau doit montrer les preuves de son appartenance au groupe en se confrontant aux autres membres du groupe. Ces épreuves ou ses conflits constituent des rites de passage pour l'enfant voulant appartenir à cette culture. Ils lui permettent de montrer ses compétences, sa force, son statut ou sa place dans la hiérarchie du groupe. Avec le temps, l'enfant apprend les rites, les règles du milieu et finalement gagne sa place.

4.3. L'économie informelle

Les enfants exclus totalement ou enfants de la rue dans leur majorité exercent une activité dans la rue pour subvenir à leurs besoins. Les exclus partiels travaillent pour subvenir

à leurs besoins. En effet le travail informel constitue leur principale source de revenus d'autant plus que leur niveau d'étude est faible et ils manquent de qualification. Dans la majeure partie du temps, ces enfants sont des vendeurs ambulants, des cireurs de chaussures, souvent aux abords des routes ils essuient les pare-brises. Ils sont par ailleurs utilisés comme des porteurs de bagages, ils peuvent souvent faire le ménage dans les restaurants... Par conséquent certains s'adonnent à des activités peu recommandables comme le vol, la prostitution, etc.

À côté des enfants en difficulté exclus totalement de leur famille, il y'a le dernier groupe : les enfants en difficulté issus de la surinsertion.

5. Les agents de socialisation des enfants en difficulté issus de la sur- insertion

«Le travail des enfants est devenu un sujet de grande actualité au cours des années 1990 particulièrement en raison de campagnes du BIT visant à bannir les formes les plus intolérables» (Invernizzi 2003 :59) Les enfants en difficulté issus de la surinsertion sont caractérisés par une grande exploitation sociale et économique. Ces enfants sont utilisés pour "la force de travail" sans souci de l'avenir de l'enfant. Ce sont des enfants forcés de travailler en raison de graves problèmes économiques, contraints par ses parents ou encore soumis à la violence d'autres adultes. Ces enfants courent un grand danger parce que leur travail compromet leur santé, leur sécurité, l'éducation de ces enfants; ainsi que son développement physique, mental et social. Les principaux agents de socialisation intervenant dans la socialisation des

enfants en difficulté issus de la surinsertion sont : Le travail, la famille, le groupe des pairs.

5.1. Le travail

Les surinsérés sont des enfants qui sont victimes d'extrême exploitation. Ces enfants exécutent des travaux qui ont des conséquences sur leur développement physique : tâches lourdes, dangereuses, longues heures de travail, milieu de travail pollué, etc.; sur le développement psychologique: injures, domination, mauvais traitement, marginalisation, persécution, etc.; sur le plan de l'éducation également nous entendons par éducation fréquentation de l'école. Ces enfants sont très faiblement instruits pour ceux qui le sont. L'exploitation des enfants s'avèrent être un déni de l'enfance elle-même. À ce titre l'UNICEF décrit le comportement des enfants qui ont évolué dans des situations extrêmes exploitation en ces termes «l'enfance de ces enfants leur a été volée. [...] Il faut permettre à ces travailleurs invisibles de profiter de leur enfance et jouir enfin de leurs droits » (UNICEF : 2004) Le travail des enfants en Côte d'Ivoire présente plusieurs caractéristiques. De manière concrète, il s'observe par: Leur implication dans des activités informelles telles que : les portes-fardeaux, le transport sur brouettes, le transport sur charrettes à bras.

Leur emploi dans les activités agricoles et de foresterie tels que: abattage des arbres, brulage des champs, manipulation et épandage des produits agro- pharmaceutiques, production de bois. Leur emploi dans l'élevage : bouvier, abattage des animaux, récolte de miel. Leur emploi dans le secteur urbain domestique: mendicité, gardiennage, travail de nuit, dans des bars ou des restaurants, la prostitution. Leur

emploi de commerce: vente de gadgets de toutes sortes, récupération d'objets dans les décharges publiques, la vidange et pré collecte ou collecte d'ordure ménagère, production ou achat ou vente de produits chimiques. Leur emploi dans les activités de porte faix dans les marchés. Leur emploi dans les industries et dans le nettoyage, réparation des machines. Leur emploi dans le transport: chargement de bagages dans les véhicules de transport, apprenti de minicar communément appelé gbaka. Leur emploi dans le bâtiment et les travaux publics : creusement, réalisation des fondations, construction des murs, coffrage, extraction de construction+.

Les facteurs socio-économiques sont l'une des causes du travail des enfants. À cet effet INVERNIZZI citant les propos de la conférence d'Oslo en 1997 affirme « le travail des enfants est simultanément une conséquence et une cause de la pauvreté »¹⁷³ (Invernizzi 2003 :59) en effet, la pauvreté, les circonstances particulièrement difficiles du fait de la perte ou de l'insuffisance des ressources financières, la précarité des conditions de vie des ménages, les inégalités sociales et l'indigence conditionnent les enfants au travail.

D'un point de vue socioculturel, d'une part en Afrique traditionnelle l'on assiste au phénomène de "confiage": les enfants étaient confiés à un parent pour leur éducation. Par ailleurs, avec l'urbanisation et l'évolution des modes de production, on enregistre des crises dans le phénomène du "confiage" pouvant déboucher sur l'exploitation des enfants. D'autre part l'on admet généralement que l'enfant doit apprendre à travailler. Car il doit s'adapter aux situations de son environnement. Les travaux des enfants apparaissent comme un apprentissage vital pour l'enfant. Cependant certaines déviations peuvent conduire aux pires formes de tra-

vail. La question que l'on doit se poser est de définir quand le travail est véritablement facteur de socialisation. Il faut reconnaître que dans le monde rural et dans des activités familiales, le travail est facteur de socialisation pour des enfants surtout quand il n'empêche pas la scolarisation des enfants. Ainsi le travail devient-il un facteur de transmission des savoir-faire, des stratégies d'apprentissage social, pour avoir une place dans le groupe, dans la communauté, dans la famille. L'apprentissage de ces valeurs n'est pas contesté, car elle participe à la formation sociale de l'enfant.

« L'apprentissage d'un certain nombre de responsabilités familiale s'est essentiel d'autant plus que les familles seront soumises à des difficultés plus grandes (familles désunies). Cette situation de l'enfant va de soi dans ces familles ; elle n'est pas remise en cause et fait partie d'un apprentissage de la vie » (Defossez 1993 : 76).

Par contre, la situation devient insupportable avec l'arrivée de l'industrialisation. À ce niveau il faut reconnaître que l'exploitation des enfants est une menace pour leur avenir.

« Les enfants qui ont brûlé leur jeunesse, leur éducation, leur santé dans des tâches inacceptables deviennent des adultes lorsqu'ils le deviennent peu performants et parfaitement inaptes à devenir des citoyens à part entière » (Simbron 1993 :71)

Le travail étant le principal univers des enfants surin-sérés c'est là qu'il va incorporer tous les éléments de son futur comportement: violence, exploitation, abus de toutes sortes, etc. D'autant plus qu'on ne peut donner, que ce qu'on a reçu.

5.2. La famille

À l'instar de tous les enfants en difficulté, les enfants issus de la sur- insertionappartiennentàdessociétésdéséquilibrées.Cedéséquilibresemanifeste par un dysfonctionnement du milieu familial. Ce dysfonctionnement s'explique parla faiblessedurevenudesparents.Onpeutaussinoterlesrapportsconflictuels entre les membres d'une famille recomposée suite à un remariage. L'éclatement des familles ne permettent pas aux enfants dans la plupart des cas de trouver les conditions minimums d'existence. Pour un enfant, la rupture est nuisible et le prive de son milieu propice pour son développement. Or c'est à cet âge qu'il a le plus besoin de sa famille pour consolider sa personnalité.

Devant une situation aussi morose, les enfants peuvent fuir leur famille à la recherche d'un travail ou souvent ils sont exploités. Par ailleurs certains parents peuvent conduire leurs enfants auprès de certains parents proches ou éloignés. En effet nos sociétés actuelles se désolidarisent progressivement des valeurs traditionnelles au profit de l'individualisme. Ainsi ces tuteurs se transforment en personnes qui exploitent ces enfants. D'autres parents conduisent carrément leurs enfants dans des fermes, des plantations pour qu'ils soient des soutiens de la famille. Pendant ces travaux on peut assister à l'exploitation des enfants.

Même désorganisée, la famille des enfants issus de la sur- insertion véhicule une manière d'appréhender la vie en société, cette manière d'appréhender la société sera sous-tendue par l'exemple que la famille montre à l'enfant. Généralement ce sont des familles où sévissent la violence, la primauté du gain sur toute considération humaine, la prosti-

tution, l'alcool, etc. Untel enfant sera conditionné par ces vices.

5.3. Le groupe des pairs

En raison d'un cercle familial stable, l'enfant en difficulté se fond dans des bandes vivant les mêmes réalités spatiales et temporelles, puis généralement les mêmes conditions socio-économiques. Ce sont ces bandes qui pallient l'absence de formation et d'encadrement. Celles se chargent d'assurer à l'enfant en difficulté une formation et un encadrement. Il ingurgite une formation de tous les dangers tant le risque de déviance est imminent. L'enfant peut se retrouver dans une boucle vicieuse et infernale, les maillons de cette boucle sont constitués : de drogue, de la délinquance, de la violence, un travail ou ils subissent les calvaires de l'exploitation.

Cependant contrairement aux enfants en difficulté issus de l'exclusion, les enfants exploités n'ont pas la grande liberté des rues. Ils ne peuvent donc suivre la bande indéfiniment à tout moment. Les enfants surinsérés sont étroitement surveillés par les employeurs ou les proxénètes qui les exploitent. En définitive les enfants en difficulté issus de la surinsertion n'intègrent pas un groupe de pairs structuré. Ils vivent avec leurs collègues ou congénères de fortune.

Le groupe des pairs chez les surinsérés est le prolongement de la vie professionnelle avec sa suite de misère et d'exploitation.

La socialisation qui en résulte n'est pas pertinente, elle est insignifiante d'autant que le groupe de pairs n'est pas dynamique. Les normes et valeurs véhiculées sont la violence, la considération divinisée du gain, l'exploitation et les abus de toutes sortes. En somme, le relent des réalités profession-

nelles qu'ils subissent. En fait les employeurs les appréhendent comme des produits marketing qui doivent générer des profits. De même les efforts supposés consentis par l'entretien de la survie de ces mêmes aux fins d'une exploitation sont sûrs estimés en investissement sonnante et trébuchant. Alors les employeurs exploitent ou proxénètes exigent âprement un retour sur investissement. La logique est que ces enfants sont étroitement surveillés jusqu'à la fugue ou à la fuite.

Tableau : Les instances de socialisation des enfants en difficulté et leur prégnance

	La famille	L'économie informelle (le travail)	Le groupe de pairs	La rue
Les exclus partiels	-/+	+	+	
Les exclus totaux	-	+	+	+
Les sur-insérés	-/+	+	-/+	-

Source: Notre Enquête

Conclusion

Dans cet article nous avons abordé la question des instances de socialisation ou des facteurs de socialisation intervenant dans la socialisation des enfants en difficulté. Il importe de rappeler que les instances de socialisation sont universelles. Les enfants dits normaux et les enfants en difficulté évoluent dans la même société. Ce sont les mêmes facteurs de socialisation auxquels les enfants dits normaux et les enfants en difficulté subissent. En fait d'une part la qualité et le contenu de ces facteurs de socialisation diffèrent d'un enfant évoluant dans un cadre de vie normale et celui qui vit loin de la chaleur amoureuse de la famille. D'autre part l'expression dévoyée de la manifestation des facteurs de socialisation produit aussi les enfants en difficulté. Les enfants en difficulté au vu du tableau ci-dessus manquent de la chaleur familiale, de l'amour et du soutien parental ou ils sont marqués par une crise du concept de la famille.

En outre selon le constat du tableau tous les enfants en difficulté exercent une activité rémunératrice de revenu, même s'ils ne bénéficient pas toujours de leur force de travail.

De même une forte prégnance du groupe des paires est notée. Le semblable, celui dans la même situation que nous, a des oreilles et des épaules franches pas nécessairement des épaules amicales, mais une présence qui nous éloigne de notre solitude donc de la dépression.

La rue est une instance de socialisation ayant une forte importance seulement avec les enfants de la rue. Les enfants de la rue ne peuvent pas être heureux. La rue n'est pas la maison familiale c'est le lieu de tous et de personnes.

De ce manque d'amour, émanent les pleurs, les gémissements, la souffrance des enfants en situation difficile. Leur misère attendrit des organisations non gouvernementales, des associations diverses, des communautés. Ces structures s'ajoutent à l'État pour s'attaquer aux problèmes de prise en charge des enfants en difficulté.

Références bibliographiques

- De Latour E, (1999). Les ghettomen, les gangs de rue à Abidjan et San-pedro. in *Délits d'immigration* (dir) Bourdieu P., Actes de recherche en Sciences Sociales, pp. 69-83
- Defossez A. (1993). « Travail des enfants, Insertion ou exploitation », in *Langage et Culture des enfants de la rue* (dir) Tessier S., Paris, Karthala
- Erny, P. (1972). *Les premiers pas dans la vie d'enfant d'Afrique Noire*, Paris, NEA
- Fleury, A. (2004). La rue : un objet géographique ? Tracés revue de Sciences humaines, (5) 33-44, <https://doi.org/10.4000/traces.3133>
- Invernizzi (2003). « Des enfants libérés de l'exploitation ou des enfants travailleurs doublement discriminés, positions et opposition sur le travail des enfants ». *Déviance et société*, vol 27, n 4
- Jan, O. Psychotiques a la rue, VST- vie sociale et traitements n 83, 56-63
- Marguerat, Y. (1997). Les enfants en situation difficile : une typologie in Cahier de Marjuvia n 5

- Parazelli, M. (2000). Expérimentation du dispositif de négociation de groupe à groupe impliquant des jeunes de rue, des intervenants communautaires, jeunesse et des élus municipaux, Quebec, INRS- Culture et Société.
- Plan d'action national (2012). 2012-2014 de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants pp. 15-16
- Salmon L. (1997). les enfants de la rue à Abidjan socioanthropologie en ligne , disponible sur URL : <https://journals.openedition.org/socioanthropologie/76>
- Simbron Y. (1993). « Travail des enfants, la position du BIT », in *Langages et Culture des enfants de la rue* (dir) Tessier S., Paris, Karthala
- Thollembeck, J. (2010). *La famille, une instance de socialisation fondamentale pour l'enfant*, Analys UFAPEC, n 26
- Unesco (1999). Programmes d'éducation des enfants en situation difficile, enfants de la rue, travailleurs...

**The Implicit Cultural Patterns in the Eastern Narrative
Discourse of Ahmad Faris al-Shidyaq
A Critical Study of His Travel Accounts: "Al-Wasita fi
Ma'rifat Ahwal Malta" and "Kashf al-Mukhba' 'an Funun
Uruba" as Models**

Asma MESLOUB,

M'hamed Bougara University,
M'hamed Bougara - Boumerdes (Algeria),
a.mesloub@univ-boumerdes.dz
<https://orcid.org/0009-0009-2624-3805>

Hadjersi NADJI

M'hamed Bougara University,
M'hamed Bougara - Boumerdes (Algeria),
n.hadjersi@univ-boumerdes.dz
<https://orcid.org/0009-0003-9642-5977>

Abstract

Through this research paper, we attempt to highlight the practical aspect of travel literature among Arab travelers during the Renaissance, showcasing innovations in travel writing style and the diversity of subjects in a modern and scientific manner, particularly those related to scientific discoveries. We also aim to highlight the aspects of civilization and urban progress in the West in various fields, depicting its economic, scientific, cultural, and literary advancements. Additionally, we seek to capture new images and incorporate them into Arab travel literature or, more precisely, "portraying the West in the literature of Arab travelers." This involves renewing the approach stylistically and thematically, simplifying the language used in writing, and avoiding artificial verbosity and excessive rhetorical embellishments, as seen in Arab travelers'

writings after the fall of the Abbasid state until the end of the Ottoman Caliphate in the eighteenth century.

This transformation was led by a group of intellectuals and elites in Renaissance travel literature – cultured and educated individuals who traveled to European universities and specialized academies for further education and study in Europe, America, and other Western countries. Among these prominent figures were Rifa'a Rafi' al-Tahtawi in his work *Takhlis al-Ibriz fi Talkhis Paris*, Mahmoud Abu al-Thana al-Husseini in *Gharaib al-Ightirab wa Nuzhat al-Albab fi al-Dhahab wa al-Iqama wa al-Iyab*, Butrus al-Bustani in *Al-Tuhfa al-Bustaniyya fi al-Asfar*, and Khayr al-Din al-Tunisi in *Aqwal al-Masalik fi Ma'rifat Ahwal al-Mamalik*.

However, our primary focus is on Ahmad Faris al-Shidyaq's travel narratives, particularly *Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta* and *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba*. We aim to analyze them critically, examining the stylistic, aesthetic, thematic, linguistic, and imaginative aspects employed by the author in these two travel accounts. We employ meta-criticism and cultural criticism to discuss various themes without hesitation, concealment, or distortion of the facts observed by al-Shidyaq in the religious, social, political, cultural, and economic realms.

This research also raises several critical questions that we attempt to address, including:

- What are the new stylistic, aesthetic, and thematic characteristics in Ahmad Faris al-Shidyaq's travel writing?
- Did al-Shidyaq achieve his goals through his travel writing in Europe?
- Did al-Shidyaq adopt a countercurrent stance in travel literature to highlight the true self versus the other and provide a new perspective on cultural and civilizational criticism?
- Why was al-Shidyaq marginalized in literary writing and status after his conversion to Islam and abandonment of Maronite Christianity and Protestantism?
- Why did al-Shidyaq favor the Arab Egyptian woman over other women, ranking her first, the Englishwoman second, the Frenchwoman third, and the Maltese woman last?

Keywords: Travel Literature, Arab Travelers, Renaissance, Ahmad Faris al-Shidyaq, Cultural Criticism

Les modèles culturels implicites dans le discours narratif oriental d'Ahmad Faris al-Shidyaq

Une étude critique de ses récits de voyage : "Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta" et "Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba" comme modèles

Résumé

À travers cet article de recherche, nous tentons de mettre en évidence l'aspect pratique de la **littérature de voyage**, en particulier dans le contexte des **voyageurs arabes** pendant la **Renaissance**, en montrant les innovations dans le **style d'écriture de voyage** et la diversité des **sujets** de manière moderne et scientifique, en particulier ceux liés aux **découvertes scientifiques**. Nous cherchons également à mettre en lumière les aspects de la **civilisation** et du **progrès urbain en Occident** dans divers domaines, en illustrant ses avancées **économiques, scientifiques, culturelles et littéraires**. De plus, nous cherchons à capturer de nouvelles images et à les intégrer dans la **littérature de voyage arabe**, ou plus précisément, "représenter l'Occident dans la littérature des voyageurs arabes." Cela implique de renouveler l'approche tant stylistiquement que thématiquement, de simplifier la **langue** utilisée dans l'écriture et d'éviter la verbosité artificielle et les embellissements rhétoriques excessifs, comme on peut le voir dans les écrits des voyageurs arabes après la chute de l'État abbasside jusqu'à la fin du **Califat ottoman** au XVIII^e siècle. Cette transformation a été menée par un groupe d'**intellectuels** et d'**élites** dans la littérature de voyage de la Renaissance – des individus cultivés et instruits qui ont voyagé dans des **universités européennes** et des **académies spécialisées** pour poursuivre leurs études en **Europe**, en **Amérique**, et dans d'autres pays **occidentaux**. Parmi ces figures de proue figuraient **Rifa'a Rafi' al-Tahtawi** dans son ouvrage *Takhlis al-Ibriz fi Talkhis Paris*, **Mahmoud Abu al-Thana al-Husseini** dans *Gharaib al-Ightirab wa Nuzhat al-Albab fi al-Dhahab wa al-Iqama wa al-Iyab*, **Butrus al-Bustani** dans *Al-Tuhfa al-Bustaniyya fi al-Asfar*, et **Khayr al-Din al-Tunisi** dans *Aqwam al-Masalik fi Ma'rifat Ahwal al-Mamalik*.

Cependant, notre objectif principal est d'examiner les récits de voyage de **Ahmad Faris al-Shidyaq**, en particulier *Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta* et *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba*. Nous visons à les analyser de manière critique, en examinant les aspects **stylistiques, esthétiques, thématiques, linguistiques, et imaginatifs** utilisés par l'auteur dans ces deux récits de

voyage. Nous employons la **méta-critique** et la **critique culturelle** pour discuter de divers thèmes sans hésitation, dissimulation ou distorsion des faits observés par al-Shidyaq dans les domaines **religieux, sociaux, politiques, culturels** et **économiques**. Cette recherche soulève également plusieurs questions cruciales que nous tentons d'aborder, telles que :

- Quelles sont les nouvelles caractéristiques **stylistiques, esthétiques et thématiques** dans l'*écriture de voyage* de Ahmad Faris al-Shidyaq ?
- Al-Shidyaq a-t-il atteint ses objectifs à travers son *écriture de voyage* en **Europe** ?
- Al-Shidyaq a-t-il adopté une position **contre-courant** dans la **littérature de voyage** pour mettre en avant le soi véritable par rapport à l'autre et offrir une nouvelle perspective sur la critique **culturelle et civilisationnelle** ?
- Pourquoi al-Shidyaq a-t-il été marginalisé dans l'*écriture littéraire* et le **statut** après sa conversion à l'**Islam** et son abandon du **christianisme maronite** et du **protestantisme** ?
- Pourquoi al-Shidyaq a-t-il favorisé la **femme arabe égyptienne** par rapport aux autres femmes, la classant première, la **Britannique** deuxième, la **Française** troisième et la **Maltaise** en dernière position ?

Mots-clés : Littérature de voyage, Voyageurs arabes, Renaissance, Ahmad Faris al-Shidyaq, Critique culturelle

Introduction

Travel literature in the Renaissance era emerged through a distinguished group of Arab literary elites, both Muslim and Christian, who were open to the West and engaged in cultural exchange. This was in line with Europe's industrial advancement and the Eastern journeys to the West, particularly Europe, beginning with educational missions such as those initiated by Al-Azhar during the political reforms of Muhammad Ali. These reforms sought to renew educational curricula and inject a fresh spirit by sending young Arab students to the most prestigious universities and academies in France, England, America, and other countries. The goal was to seek knowledge, master modern technology, and explore Europe's industrial advancements and scientific discoveries.

This exposure provided these students with opportunities for research, education, exploration, and writing in the field of travel literature. It also allowed them to experience different cultures, civilizations, religions, traditions, and global heritage, sharpening their intellectual faculties and strengthening their personalities beyond what they had in their home countries. As a result, travel literature flourished, enriched with vibrant colors, profound thoughts, and refined morals, blending diverse terrains and climates, merging Arab identity with European nature, and infusing Arabic travelers' sensibilities with Western linguistic and artistic influences. It also tempered their temperaments, which had been shaped by the harshness of the Arabian desert.

Among the most prominent figures was Rifa'a Rafi' al-Tahtawi, who was selected as a diplomatic representative of

Arab students in Paris. Other notable figures included Shihab al-Din al-Alusi, Abdullah Fikri, Ahmad Faris al-Shidyaq, and Suleiman al-Bustani.

Examples of Arab Travelers in the Renaissance Era:

- 1) **Rifa'a Rafi' al-Tahtawi's (1801–1873) Journey to Paris:** Documented in his book *Takhlis al-Ibriz fi Talkhis Paris*, based on his stay in Paris as part of the scientific mission sent by Muhammad Ali of Egypt as part of his reform program. This took place after Napoleon Bonaparte's army left Egypt. Al-Tahtawi spent five years in Paris.
- 2) **Shihab al-Din Mahmoud Abu al-Thana al-Husseini al-Alusi's (1217 AH–1270 AH) Journey to Istanbul:** Recorded in *Gharaib al-Ightirab wa Nuzhat al-Albab fi al-Dhahab wa al-Iqama wa al-Iyab*, based on his visit to Istanbul, which lasted approximately 21 months. He also wrote *Tashawuq al-Shumul fi al-Safar ila Istanbul* about his journey to the Ottoman capital and *Nashwat al-Madam fi al-'Awda ila Dar al-Salam* about his return to Baghdad.
- 3) **Abdullah Fikri's (1250 AH–1306 AH) Journey to Stockholm:** Documented in *Abdullah Fikri: 'Asruhu, Hayatuhu, Adabuhu*, which includes his travel notes from Stockholm.
- 4) **Butrus al-Bustani's (1819–1883) Translations of Travel Literature:** He translated *Robinson Crusoe* from English into Arabic in his book *Al-Tuhfa al-Bustaniyya fi al-Asfar al-Kruziyya*, modifying its content to align with his literary style. His work is classified as biography, travel literature, and world literature. He is also known as "The Great Teacher."

- 5) **Taha Hussein's (1889-1973) Journey to France:** Undertaken for study, he traveled from Alexandria, Egypt, to Marseille and Montpellier, France, in 1914 and returned in 1915. He earned Egypt's first doctorate in Arabic literature and recorded his journey in books such as *Al-Ayyam*, *Sawt Paris*, *Qasas Mutarjama*, *Min Hunak*, and *Min al-Shati' al-Akhar*. He also married the French-Swiss woman Suzanne Bresseau and had two children, Amina and Moanes.
- 6) **Khayr al-Din al-Tunisi's (1820-1890) Journey to Europe:** Documented in *Aqwam al-Masalik fi Ma'rifat Ahwal al-Mamalik*, which critiques European countries' history, geography, rulers, and policies from a cultural resistance perspective.
- 7) **Ahmad Faris al-Shidyaq's (1801-1887) Journeys:** His travels took him from Lebanon to Egypt, Malta, Tunisia, Britain, France, and back. His books *Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta* and *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba* offer detailed accounts of his observations, also reflected in *Al-Saq 'Ala al-Saq fi Ma Huwa al-Fariyyaq*.

And others among the travel writers of the Renaissance era... I shed light on this last one because he was a writer who faced various forms of marginalization, injustice, oppression, and neglect, as well as degradation and trivialization by critics, writers, masters of rhetoric, and readers alike. I found in his works the most delightful forms of art and the greatest discoveries, filled with the pleasures of the world of "travel literature" – a realm of elevated ideas, marvelous depictions of battles, argumentation techniques, rhetorical mastery, verses, hadiths, supplications, artistic descriptions of scenes and landscapes, comparisons between objects,

women, air, seas, rivers, human morals and temperaments, differences among nations, the diversity of reports, histories, statistics, and various other genres and themes, as well as an infatuation with those lands, regions, and figures.

We have structured this research paper into two main sections:

The first section examines Ahmad Faris al-Shidyah's first journey, which he recorded in his book *Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta* (*The Means of Understanding the Conditions of Malta*). This section consists of five subsections:

- 1) A critical reading of the title, the reasons for the journey, and its duration.
- 2) The value of the journey.
- 3) The methodology of the book and its chapters.
- 4) A critical analytical reading of the book's introduction and the interwoven literary genres.
- 5) An exploration of the stylistic, aesthetic, and thematic characteristics.

The second section focuses on his journey recorded in the book *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba* (*Unveiling the Hidden Aspects of Europe's Arts*), which consists of four subsections:

- 1) A critical reading of the title, the reasons for the journey, and its duration.
- 2) The methodology of the book and its chapters.
- 3) Contemplative critical reflections.
- 4) The stylistic, aesthetic, and thematic characteristics.

This study provides a critical analytical reading based on prior knowledge, relying on a moderate—if not refined—sense of literary taste.

1. A Reading into Ahmad Faris al-Shidyaq's Journey (1801–1887)

Al-Shidyaq: Ahmad Faris ibn Yusuf ibn Ya'qub ibn Mansur, known as *al-Shidyaq* (1801–1887), did not achieve the same fame as his contemporaries, such as Nasif al-Yaziji (1800–1871), Rifa'a Rafi' al-Tahtawi (1801–1873), and Abdelkader al-Jazairi (1807–1883). Initially a Maronite Christian, he later converted to Protestant Christianity before ultimately embracing Islam in Tunisia before the year 1857.

He was one of the most brilliant Arab travelers, journeying to Malta, England, and France during the 19th century. He worked as a journalist, linguist, grammarian, translator, poet, and writer of European travelogues. He mastered several languages, including Arabic, French, English, and Ottoman Turkish. After a short visit to his family in the village of *al-Hadath* in Lebanon, he returned to Malta, then traveled to Tunisia in search of employment. Eventually, he returned to Malta and stayed there for approximately fourteen years. He later moved to London and then back to Malta to resume his work, before returning to London to translate the Bible under the supervision of the English orientalist Samuel Lee, commissioned by the Protestant Society.

From England, he traveled to Boulogne, then returned to France, where he remained in Europe for nearly nine years. Later, he returned to Tunisia with his English wife, whom he had married after the death of his first wife in Malta. In Tunisia, he officially embraced Islam following debates and discussions with scholars at the Zaytuna Mosque. He announced his conversion in 1858 and took the name *Ahmad*, adopting the title *Abu al-'Abbas* (*Ahmad Faris al-Shidyaq, Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba*, pp. 32–33, 72).

He then traveled to Turkey, where he oversaw the newspaper *al-Jawa'ib*, which was first published on May 31, 1861. It was a weekly news publication that catered to a wide range of readers, covering politics, history, literature, and sciences. Many intellectual elites from both the Arab East and the Maghreb contributed to it.

In 1873, his house in Istanbul was burned down, causing the loss of the original manuscript of his book *Al-Mir'ah fi 'Aks al-Tawrah* (*The Mirror in Reflecting the Torah*). He then traveled to Egypt and later to Istanbul, where he passed away on September 20, 1887. His body was transferred to *al-Hadath* in Mount Lebanon, where he was buried.

Among his most notable literary and linguistic works:

- *Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta* (*The Means of Understanding the Conditions of Malta*).
- *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba* (*Unveiling the Hidden Aspects of Europe's Arts*), written during his stay in London and Paris.
- *Al-Jasus 'ala al-Qamus* (*The Spy on the Dictionary*), in which he critiques *Al-Qamus al-Muhit* by al-Firuzabadi, engaging in a form of intertextual opposition.
- *Al-Saq 'ala al-Saq fi ma huwa al-Fariyaq* (*Leg over Leg on What is the Fariyaq*), advocating for the liberation of Arab women long before Qasim Amin's *Tahrir al-Mar'a* (*The Liberation of Women*) and *Al-Mar'a al-Jadida* (*The New Woman*). Some scholars, including Radwa Ashour in her dissertation *Al-Hadatha al-Mumkina* (*Possible Modernity*), argue that this was the first Arabic novel, contrary to the common claim that Muhammad Husayn Haykal's *Zaynab* was the first.

His First Journey as Recorded in Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta

- **Number of Pages:** 74
- **Time and Place of Writing:** According to some researchers, following Muhammad Abdel-Ghani Hassan's study on Ahmad Faris al-Shidyaq, *Al-Wasita* was written after his settlement in Malta a few months into 1834 (*Muhammad Abdel-Ghani Hassan, Ahmad Faris al-Shidyaq, p. 196*).

1.1. A Critical Reading of the Title, Reasons for the Journey, and Its Duration

1) Reading the Title:

The book's title, *Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta*, consists of five words: a noun, a preposition, and three additional nouns. Analyzing its linguistic components, we find phonetic harmony in the repetition of letters such as *alif*, *lam*, *ta*, *tā*, *wāw*, *fā*, and *mīm*, which are dental and labial sounds with close articulation points. Additionally, all nouns in the title are definite, either by the definite article or by annexation, emphasizing the book's encyclopedic nature. The partial rhyme between *Wasita* and *Malta* creates a musical effect that aids memorization and attracts attention.

1) Reasons for the Journey:

The primary reason for this journey was existential – escaping persecution and ecclesiastical oppression in Lebanon, particularly from the Maronite Church. The second reason was financial – seeking means of livelihood for food, medicine, and clothing. This type of journey is similar to his escape from Lebanon to Egypt due to the Church's harassment of his family,

and later from Malta to Tunisia in search of better opportunities. Additionally, there was an educational motive; according to his book, he was invited by the prince of Malta to teach in its schools in 1834 and to correct Arabic books published there (*Husni Mahmoud Hussein, Adab al-Rihla 'ind al-'Arab*, p. 87).

1) **Duration of the Journey:**

He traveled from Egypt to Malta in 1834 and remained there for about fourteen years, working in missionary schools before leaving for England in 1848 (*Ahmad Faris al-Shidyaq, Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba*, p. 28).

It can be said that the suffering endured by Al-Shidyaq on the island of Malta, along with his prolonged stay there for fourteen (14) years, is a clear indication and an explicit reference to the persecution he experienced in Lebanon. His endurance, surpassing the years of imprisonment endured by Prophet Yusuf (Joseph), peace be upon him, in the prison of Al-Aziz, is noteworthy. It is well known that the island of Malta has been a famous place of exile for liberated heroes and renowned writers, much like the island of Serendib, to which the great poet Mahmoud Sami Al-Baroudi was exiled for approximately seventeen (17) years. However, while Al-Baroudi's exile was forced, Al-Shidyaq's relocation to Malta was a voluntary choice, albeit under coercion from the Maronite Church in Lebanon.

2. The Travel Literature of Ahmad Faris Al-Shidyaq in the Light of Criticism

2.1. The Value of the Journey

Every literary work possesses significance, purpose, and an intended goal, and this applies to both writers and critics. The same principle holds for Ahmad Faris Al-Shidyaq. In our attempt to analyze the value of his work, we found that it encompasses multiple dimensions, including:

2.2. Historical Value

This value lies in documenting the post-Napoleonic colonial phase in Arab countries and the literary period known as the Renaissance, which followed the decline of the Ottoman Empire. This era witnessed an opening of Arab nations to Europe in particular and the Western world in general. It was a period of literary, scientific, and international expansion, marking the second major wave of intellectual exchange after the translation movement of the Abbasid Golden Age (132 AH-334 AH). It was also a crucial stage in the history of the Arab Renaissance following Napoleon Bonaparte's colonization of North Africa and the Levant.

2.3. Literary and Scientific Value

This value is evident in the efforts of some Arab countries—whether newly independent or partially autonomous—to send their students abroad for education and to acquire knowledge from the most prestigious European and Western universities. Examples include the journey of Rifaa Rafi' Al-Tahtawi to France for five years, Ahmad Faris Al-Shidyaq's time in Malta, where he taught and edited Arabic books for approximately fourteen years, and the journey of

Taha Hussein, the "Dean of Arabic Literature," to the University of Montpellier in France. The scientific value is also reflected in showcasing Europe's most significant scientific discoveries and advanced industries, such as the telegraph, electric lamps, water pumping systems, and more. Furthermore, Al-Shidyaq wrote his autobiography in England, publishing his book *Al-Saq Ala Al-Saq Fi Ma Huwa Al-Faryaq*, in which he detailed his life experiences using symbolic and complex writing techniques. In this work, "Al-Faryaq" refers to himself.

2.4. Religious Value

Al-Shidyaq's religious contributions are evident in his translation of significant sacred texts—including the Torah and the Bible—from English to Arabic in London's City Street under the invitation of Dr. Samuel Lee before his conversion to Islam. This journey, while religious, also held scientific significance. The goal of translating the Torah and the Bible was to promote Jewish and Christian teachings in the Arab world, despite Judaism's restriction on conversions from non-Jewish bloodlines, whereas Christianity allows for religious conversion.

2.5. Social Value

Al-Shidyaq's work also played a role in introducing European and Western societies to Arab readers, fostering intercultural dialogue between people of different religions, languages, customs, traditions, and ethical values. His travel literature aimed to bridge the cultural gap between East and West by emphasizing humanity's shared origins—Adam and Eve. In turn, he also introduced Arab societies to the

Western world. His journey spanned from Lebanon to Egypt, Malta, France, England, Tunisia, and back again, offering a comparative perspective on cultures, customs, traditions, and religions. Through this, he highlighted the unity of humanity in terms of blood and ancestry, as discussed in sociology.

2.6. Cultural Value

The cultural significance of his work lies in the necessity of borrowing from various cultures—a concept known as “acculturation.” Al-Shidyaq emphasized the importance of critical engagement with foreign cultures, encouraging Arab intellectuals to assess, refine, and adopt beneficial aspects while rejecting harmful influences. He stressed the necessity of mastering cultural criticism, a field that emerged as a response to Orientalist movements that sought to mislead young Arab minds. His writings aimed to correct misconceptions embedded in educational curricula imported from the West.

2.7. Geographical and Exploratory Value

Al-Shidyaq’s travels provided geographical insights into European countries, including their locations on the world map, continents, islands, and terrains. He explored the impact of geography and climate on human behavior and called upon Arab youth—who were largely sedentary and uninterested in travel—to embark on journeys of exploration. He believed that traveling was both an obligation and a necessity, as emphasized by all religions and philosophies. He encouraged young people to venture into the unknown, gain new knowledge, and broaden their experiences. His

book *Al-Wasita* served as a bridge between Eastern and Western societies, promoting mutual understanding.

3. The Structure and Chapters of the Book

Arab travelers known for their extensive journeys and literary excellence – such as Ibn Battuta in *Tuhfat Al-Nuzzar Fi Ghara'ib Al-Amsar Wa Aja'ib Al-Asfar*, Ibn Jubayr in *Tadhkirah Bi Akhbar Itifaqat Al-Asfar*, Al-Maqrizi in *Azhar Al-Riyad Fi Akhbar Al-Qadi Iyad*, and Al-Warhilani in *Nuzhat Al-Anzar Fi Fadl Ilm Al-Tarikh Wa Al-Akhbar* – often structured their travelogues using the number eight, inspired by the eight gates of paradise. However, Al-Shidyaq deviated from this tradition, choosing the number seven instead, due to its association with the seven gates of Hell, which he viewed with superstition and foreboding.

His book *Al-Wasita* is divided into seven chapters, where he discusses the island of Malta, its geographical location, climate, landmarks, housing, customs, traditions, festivals, and the characteristics of its inhabitants. He also examines the British colonization of Malta, the hybrid nature of the Maltese language, their music and dance, and various aspects of their daily life. Additionally, he describes Malta's air, fields, seasons, markets, celebrations, and marriage traditions, providing a comprehensive depiction of the island's culture.

Using the Technique of Description with Narrative in Travel Literature

Description has been a poetic purpose across literary eras. It has been known since ancient times and flourished remarkably in the Andalusian era through the works of great

poets who were fascinated by the enchanting beauty of nature. They described it in their poetry to the extent of merging with it, engaging in poetic dialogues with flowers in the gardens, as seen in the works of Ibn Khafaja, Ibn Sahl Al-Andalusi, Lisan Al-Din Ibn Al-Khatib, and others. This artistic practice extended to prose in the writings of Arab travel writers from the 3rd century AH to the 19th century AD, as exemplified in the works of Ahmad Faris Al-Shidyaq in his book *Al-Wasita*.

In the first chapter, *The Mapping of Malta*, Ahmad Faris Al-Shidyaq states:

"Know that... its location on the globe has led some geographers to classify it as part of Africa due to its geographical position, while others affiliated it with the Italian islands based on the customs, traditions, and religion of the Maltese people. The intent behind this classification is to consider it part of Europe. Those who linked it to Africa include Ptolemy..." (2014, pp. 8-9).

It appears that Al-Shidyaq had extensive knowledge of European geography and the islands of the Mediterranean Sea, including their historical background.

In the second chapter, *On the Climate and Landscapes of Malta*, he states:

"Good health is the greatest possession a person can have, and a land that consumes its inhabitants is not one to be inhabited... Now, let us discuss its air. Air is not usually recognized merely by geographical location... This is why joint disease is common in Malta, and few escape it. I was afflicted with it in my first year there; every morning, I would wake up with aching limbs, unable to move, and my condition worsened until I was bedridden. When the doctor visited

me and saw the flooring of my residence, he informed me of the cause, and I was greatly distressed... The cure for this disease is to reside in a place exposed to the rising sun..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, *Op. Cit.*, pp. 15-17).

Here, Al-Shidyaq describes his affliction with joint disease—what we now call rheumatism—common in humid coastal areas, which applies to Malta. The island is known for its sudden climate changes and erratic seasons—sometimes experiencing all four seasons in a single day—due to its lack of mountains and rivers and its limited vegetation. He describes the land as barren, with little soil, few trees, and scarce vegetation. Most of its food and drink are imported from Egypt, Turkey, Greece, and Sicily, despite the presence of some fruit trees, which are insufficient for the needs of its inhabitants. The water is mainly rainwater stored in wells, and drinking it often leads to coughing due to its sensitivity. He notes that the most famous garden in Malta is "Saint Anthony's Garden," the governor's summer residence.

Ahmad Faris Al-Shidyaq also describes the Maltese people's hostility toward Arabs and Muslims, stating:

"For them, the worst insult is to call someone 'Arabi' with a silent 'r', even though in all European languages, it is pronounced with an open 'r'. They cannot fathom that an Arab could be cultured or refined... Any Arab who takes pride in his language cannot bear to hear the corruption of Maltese speech..." (2014, p. 20).

Here, Al-Shidyaq reveals the Maltese people's deep-seated contempt for Arabs, portraying their view as one of mockery and belittlement, even distorting the pronunciation of the word "Arab" to ridicule them. This cultural critique

highlights their animosity towards Islam and the Arabic language, illustrating an early form of Maltese Islamophobia.

In the third chapter, *On Valletta, the Capital of Malta*, he describes the city:

"This city is the seat of the English governor, and its most remarkable features are its fortified walls and excellent harbors... It is characterized by its grandeur and charm, as its buildings are made of stone. However, it lacks minarets or towers, making it resemble a bald head..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 21).

Here, he describes the city's absence of maritime beacons, which help sailors navigate at night, comparing Malta without its towers to a bald head—an unusual yet striking metaphor. This use of sensory imagery enhances the power of his satire, demonstrating his skill in travel writing.

Al-Shidyaq further critiques the city's lodgings, rental practices, and its famous crafts and trades. He also describes the unpleasant sounds of church bells and their deafening noise, which disturb sleep. He portrays the people of Valletta as "filthy wretches" who lack public baths. Instead of regular washing, they bathe in the sea to cleanse themselves, which he sees as a sign of uncleanness, stating:

"Yes, there is a place called a bath, but it is not like the baths in Muslim countries. It is merely a tub, without steaming, scrubbing, or sweating, and it is excessively expensive..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 24).

Here, he sharply criticizes the Maltese for their disdain towards Arabs while simultaneously portraying their lack of hygiene, countering their arrogance with an unflattering de-

piction of their habits. The cleanliness of a people, in his view, is reflected in their abundance of public baths, the purity of their clothing, the quality of their food and drink, and their general hygiene. This, he argues, is a marker of cultural superiority, setting apart advanced societies from backward ones – such as the Maltese.

He also describes the poor services in the city's cafés, the boats in Valletta's harbor, and the numerous church celebrations. Among them, he highlights the three-day carnival festival held on Sunday, Monday, and Tuesday:

(Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 26).

Lastly, he provides a linguistic analysis of the Maltese language, observing that most of its words are corrupted versions of classical Arabic, weakened and distorted due to the various civilizations that occupied the island – starting from the Phoenicians, Romans, and Muslims. He portrays the language as fractured and its structure as eroded, resulting from centuries of foreign influence.

In the fourth chapter, he mentioned the customs, conditions, morals, and behaviors of the Maltese, describing them as: "...like the customs of the Franks... As for the villagers, the men pierce their ears and wear gold earrings, grow curly sideburns, and walk barefoot..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 36.)

Their clothes were dirty, tattered, and torn, which he compared to the clothing of the Franks and the English, concluding that there was no basis for comparison. The same applied to their bread and its method of preparation in comparison to European bread... He also noted that they ate strangled chickens rather than properly slaughtered ones,

and even consumed dead poultry. He described their mourning rituals, funeral ceremonies, and burial traditions...

In the fifth chapter, he discussed:

"The English and Their Government in Malta," describing it as a shared and divided rule between the English and the Maltese, saying:

"...It can be said that the governance here is Maltese, even though the ruler is English. The judges, legal scholars, document scribes, government employees, and court police are all Maltese, and the people are not subject to any levies or taxes..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 49.)

Here, Al-Shidyaq illustrates the leniency of the English government towards the Maltese, as excessive taxation and levies, according to Ibn Khaldun's introduction, could lead to the downfall of a state. He compares English rule and its judicial system in Malta with that in England, stating that there is no resemblance beyond the word "English" itself. He even suggests that when an Englishman comes to Malta to rule and reside there, one might doubt his Englishness, reversing the well-known adage to say: "Acquired nature prevails over innate nature," contrary to the beliefs of philosophers. He humorously speculates that Malta's air and climate might have altered the genes and chromosomes of the English.

He describes the English in Malta as miserly, arrogant, and inhospitable to guests, whom they invite to their tables only out of coercion, arrogance, and selfishness...

In the sixth chapter, he addressed: "The Music of the Maltese and Others." He first introduced the art of music, possibly as a way to relieve the melancholy and monotony he experi-

enced in Malta. He recalled various definitions of music, saying:

"...Music is a branch of logic that the mind has extracted through sound when it could not do so through reasoning... In the explanation of Ibn Zaydun's epistle by Sultan of the Literati, Ibn Nubata, it is stated: 'Melody is an excess of speech that the tongue could not express, so nature brought it out through tunes, not through segmentation. When it appeared, the soul adored it, and the heart longed for it...' (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, pp. 55-56)

He then elaborates on European melodies, categorizing them into four types:

- 1) Entertainment singing, akin to Arabic muwashshah.
- 2) Church hymns.
- 3) Songs resembling lamentations and filled with sorrow and weeping.
- 4) Songs resembling laughter, dialogues, and humorous performances...

In this chapter, Al-Shidyaq discusses numerous musical instruments and everything that produces sound or melody. He provides a fascinating insight into their impact on the ear and soul, stating:

"...Whoever is not moved by the oud and its strings, the spring and its blossoms, has a corrupt disposition and is beyond remedy... Plato said: 'Whoever is saddened should listen to natural sounds, for when the soul grieves, its light dims. But when it hears what pleases and delights it, the extinguished part rekindles...' (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 59)

This sentiment closely resembles that of Abu Al-Faraj Al-Isfahani in his monumental book *Al-Aghani* on the effect of music on the soul and human nature. I share Al-Shidyaq's

perspective and say: Whoever does not appreciate a radiant face, a melodious voice, a generous and trustworthy man, a strong man, or a modest and affectionate woman... let him feed on straw, for he is...

In the seventh chapter, he discussed: "The Language of the Maltese," saying:

"...Know, may God protect you from error and guide you to the right speech and action, that the Maltese language is a branch of the Arabic tree, a shoot of its fruit. It is spoken in the islands of Malta and Gozo by both the common people and the elite. However, the latter also learn Italian and English—the former for trade, legal documents, and other dealings, and the latter due to its status as the language of the ruling authorities. The Maltese language has not produced sciences or renowned books; rather, it consists of colloquial expressions for daily transactions, insufficient for poetry, description, or preaching. Thus, when they require such expressions, they resort to Italian, which indicates their cultural inferiority, as they have only preserved the most basic aspects of their language..."

(Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 63)

Here, Al-Shidyaq, as a linguistic scholar, highlights that the survival of a language depends on its use in scientific writing and literary composition. If these elements are absent and the language remains merely a spoken dialect for daily interactions, it deteriorates and fades away in Malta's barren and arid land...

A Dictionary of Place Names:

Undoubtedly, travel literature pays special attention to the origins of city names encountered by travelers. The traveler often examines the local language of the region and

seeks the linguistic root of the name in that language's dictionary, assigning it one or more meanings understood by both the local population and the educated elite.

For instance, the name "Tiaret" is a compound word from the Berber language, where "Ta" and "Hert" together mean "wife of the lion." The same pattern applies to many Algerian cities. When a foreign traveler visits, curiosity leads him to inquire about the meaning of these names, enriching his linguistic knowledge.

Similarly, when Al-Shidyaq encountered the word "Malta," he did not simply pass over it. Instead, he delved into its linguistic meaning, explaining that it signifies "bees." He stated: "...Muslims called it 'Malta,' and in Greek, 'Milessa' or 'Milette' means 'bees'..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 11)

In another passage, he further speculates:

"...If its name is derived from Arabic, it comes from the root 'M-L-T,' which generally denotes separation or emptiness. 'Amlat' refers to someone without body hair... Germano Farhat also mentioned Malta in his book *Bab Al-I'rab An Lughat Al-A'rab*, stating: '...Malta is a distant, rebellious island near Sicily, whose inhabitants are sea bandits...' (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 2014, p. 15)

This passage reads like a satirical poem by Al-Hutay'ah in his lampooning of Malta and its people. Thus, he placed it merely as a "middle stop" in his journey rather than an ultimate destination, unlike his travels to France, England, or Europe in general...

4. Precision in Narrative Description and Linguistic Phenomena:

He described its language as a mixture of the tongues spoken by its various occupiers, including Phoenician, Roman, and Arabic, among others. He also described its land, soil, fields, and trees. He noted that farmers there thresh wheat and stalks with donkeys and their own feet, which he found amusing. Here, he inserts a jest that both surprised and delighted him.

He characterized the Maltese language as overly elaborate, distorting the sounds of letters from the Arabic language, saying: "...They call apples 'Tfeeh,' pomegranates 'Rmeen,' watermelons 'Bteeh,' cucumbers 'Hiyar,' pears 'Linjass,' and melons 'Dlee'... They refer to peaches as 'HooH,' and so on..."

This made me realize why in Algeria we call pears 'Linjass'—we borrowed the term from the people of Malta through linguistic transmission and continuous historical usage. Or perhaps it is a linguistic contagion that leaves no hope of recovery among the common folk...

He blended linguistic criticism with social critique and did not stop there; he went further, delving into issues of Arabic, Italian, and Maltese languages. He explored the origins and roots of words, searching through Levantine and Maghrebian sources, diving deep in pursuit of a linguistic pearl hidden in Malta's oysters—but to no avail.

He also discussed the proximity and divergence of letters among linguists, eloquent speakers, and rhetoricians, distinguishing between refined and unrefined words. It was as if he were delivering a linguistic or rhetorical lesson to his students, presenting the results of his research and instructing

them methodically, forgetting that he was addressing a people who understood little of Arabic beyond the word 'Arabi' – with a silent 'r' – and who ground its letters like flour in a stone mill...

He recalled the examples of Sheikh Baha' al-Din in *Arus al-Afrah* and the renowned grammarian Al-Ashmouni when discussing phonetic alterations. He cited the poetry of the Andalusian minister Lisan al-Din Ibn al-Khatib in an attempt to emulate Al-Maqrizi in *Nafh al-Tib*. He also mentioned Ibrahim Ibn Sahl, the Andalusian poet from Seville, and Ali Ibn Dhafer.

Through these references, he sought solace in Arab literary memory and Islamic history for the sake of intellectual delight and companionship during long, sleepless nights, which resembled the deep, restless waves of the sea. He consoled himself with the eloquence of the Arabic language and its masters of rhetoric and expression, finding comfort – during his prolonged stay in Malta – in reminiscing about the rule of the Aghlabids and their eventual expulsion at the hands of the dominant Frankish pirates.

5. Stylistic and Aesthetic Characteristics

It is evident that Al-Shidyaq's narrative style in recounting his travels is marked by digression. This can be attributed to several factors, including his vast knowledge and extensive exposure to various sciences and arts. His writing reflects an encyclopedic approach, akin to that of Al-Jahiz in his works.

His wide-ranging education and proficiency in foreign languages endowed him with this encyclopedic perspective. He was committed to providing the reader with as much

knowledge as possible. His inclination toward verifying the accuracy and truthfulness of events and reports, his refined critical taste, and his linguistic mastery – especially in Arabic, English, French, and Turkish – further distinguished his work.

His critical approach was grounded in reason, and his style was characterized by humor, wit, and satire. He had a talent for clever repartee and excelled in storytelling. In his travelogue, he employed a wealth of linguistic resources, following the narrative style of Ibn Khaldun in *Muqaddimah* and *Kitab al-Ibar*.

Thus, he stands as a towering figure of the modern literary renaissance, a pioneer of enlightenment, and a distinguished writer in *adab al-rihla* (travel literature) – whether admired or detested, whether praised freely or begrudgingly under the constraints of imprisonment...

5.1. Stylistic Features

Al-Shidyaq despised verbal affectation, artificial rhetorical embellishment, and excessive use of figurative language, as he believed they stifled the essence of meaning. Consequently, his style was marked by clarity of expression and fluidity of delivery. He refrained from excessive use of rhyme and rhetorical devices, only employing them spontaneously and naturally.

His prose was precise, carefully constructed, and rich in meaning. His writing was both effortlessly simple and deeply engaging, akin to Al-Jahiz's style in *Al-Bayan wa al-Tabyin*. He adopted narrative techniques, storytelling, and digression with extensive erudition.

Another hallmark of his style was: "...the precision of description, depth of analysis, and brilliance in imagery and metaphor, especially when transforming abstract concepts into tangible illustrations..."

The ancients wisely observed: "*The delight of the soul lies in transitioning from the obscure to the clear, as when shifting from intellect to sensation.*"

They also said: "*Hearsay is not the same as witnessing, and assumption is not the same as certainty.*"

5.2. Aesthetic Features

Al-Shidyaq's approach to writing placed great emphasis on aesthetics. Literature, after all, is the embodiment of sincere emotions, profound passions, captivating beauty, and noble virtues.

It was narrated that the Prophet Muhammad (peace be upon him) said: "*Indeed, Allah is beautiful and loves beauty.*"

One of the finest critiques of Al-Shidyaq reads: "...He is among the few Arab writers who understand the true value of words, placing them precisely where they belong. He does not resort to embellishment, ambiguity, or vagueness; rather, he conveys meaning with clarity, brightness, coherence, and precision. He firmly believed that relying on rhetorical flourishes and decorative language only weakens the essence of meaning.

When he writes, he focuses solely on the idea he wishes to express and the subject he intends to discuss..."

The ancients wisely remarked: "*Words are the body, and meaning is the soul.*"

And what worth do bodies have without the souls of meaning?

5.3. Thematic Characteristics

In his first travelogue, *Al-Wasita*, Al-Shidyaq's observations do not extend beyond the confines of Malta and its people, focusing particularly on:

- **The Geography of Malta:** Referring to its geographical location in terms of latitude and longitude.
- **Malta's Climate and Landscapes:** Discussing its climate, terrain, seasons, day and night cycles, gardens, and soil.
- **The Customs and Conditions of the Maltese People:** Covering their festivals, nature, interpersonal relationships, and interactions with foreigners.
- **British Rule Over Malta and the Imposition of the Mandate:** Addressing the ruling class, which includes the governor, judges, religious scholars, notaries, government officials, and the police force.
- **Maltese Music, Songs, and Melodies:** Presenting definitions of musical tones and melodies according to ancient Greek and Arab philosophers, and comparing Maltese music to Eastern musical traditions.
- **The Language of the Maltese People:** Stating that it originates from Arabic but has been significantly influenced and altered by ancient and contemporary languages and dialects.

In general, these are the topics covered in *Al-Wasita*, revolving around cities, regions, famous figures, professions, arts, religions, languages, customs, traditions, agriculture, industry, policing, climate, food, beverages, marriage, festivals, church rituals, and the recitation of sacred texts.

6. A Reading of His Second Journey as Documented in *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba*

The travelogue consists of **636 pages**. Some researchers, following the study of *Ahmed Fares Al-Shidyaq* by **Mohammed Abdel-Ghani Hassan**, assert that *Kashf al-Mukhba'* was written after Al-Shidyaq's return from England to Tunisia in 1866.

6.1. A Critical Reading of the Title, Reasons for the Journey, and Its Duration

6.1.1. Reading the Title

The book's title, *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba* (Unveiling the Hidden about the Arts of Europe), consists of five words: two nouns (*Kashf* and *Mukhba'*), a preposition (*'an*), and two more nouns (*Funun* and *Uruba*). The words share common phonetic elements, particularly the letters *alif*, *ba*, *fa*, and *waw*, which contribute to the musicality of the phrase. Additionally, the use of *idafa* (construct phrase) in *Kashf al-Mukhba'* and *Funun Uruba* gives the title a formal and structured feel.

Al-Shidyaq reportedly hesitated between two titles:

- 1) *Kashf al-Mukhba' 'an Funun Uruba* (Unveiling the Hidden about the Arts of Europe)
- 2) *Kashf al-Mukhba' 'an Tamaddun Uruba* (Unveiling the Hidden about the Civilization of Europe)

This hesitation reflects his primary goal: to enlighten Arab readers – students, scholars, and intellectuals – on European civilization's key aspects. According to **Mohammed Youssef Najm**, the book primarily aims to introduce European arts and sciences and highlight Europe's progress in various fields.

6.1.2. *Motivation for the Journey*

The primary reason for Al-Shidyaq's second journey to England was an invitation from the **British and Foreign Bible Society** to contribute to the **translation of the Torah into Arabic** under the supervision of the orientalist **Dr. Samuel Lee** in 1848.

Another key motivation was his **desire to explore Europe** and learn about its culture, much like **Jacqueline Pirenne**, the French writer who undertook multiple European expeditions to explore the Arabian Peninsula, as described in her book *Discovery of Arabia*.

Al-Shidyaq wrote *Kashf al-Mukhba'* 'an Funun Uruba while residing in **London's City Street**, a major global trade center.

6.1.3. *Duration of the Journey*

Al-Shidyaq spent over **nine years** in **London and Paris**, visiting London **twenty times** and even acquiring British citizenship. He also lived in **Paris for thirty months** before returning to London.

His long stay in these cities allowed him to closely examine all aspects of European life. His **Christian background** also granted him access to **elite aristocratic circles** in both cities.

In *Kashf al-Mukhba'*, he meticulously recorded every detail about European society—its customs, traditions, social behaviors, history, politics, and economy. His book serves as a **mirror reflecting his lived experiences** in Europe, offering the Arab world an in-depth view of **Western modernization and progress**.

Through this work, Al-Shidyaq aimed to **awaken and enlighten Arab readers**, fostering an intellectual and scientific

exchange between Arab and European cultures. His travelogue bridges two **civilizations, religions, and literary traditions** – *Arabic literature* and *Western literature*.

Ultimately, **his journey revitalized the classical Arabic travel-writing genre**, following in the footsteps of **Ibn Jubayr, Ibn Battuta, Al-Maqrizi, and Al-Warthilani**. His writing style mirrors his era, reflecting both **progress and decline, enlightenment and ignorance, renewal and stagnation** – a defining characteristic of his literary approach.

6.2. The Book's Methodology and Structure

6.2.1. Methodology of the Book

The traveler Al-Shidyaq wrote in "Al-Wasita" in seven chapters, in which he talked about the island of "Malta" in terms of its location, climate, historical and residential landmarks, its customs and traditions, its festivals, the nature of the Maltese people, and the British colonization of them. (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 74)

He also discussed their hybrid language, which is composed of several languages and accumulations, as well as their singing, music, dancing, and all aspects of their daily lives. He talked about its air, fields, days and nights, seasons, rains, markets, festivals, and wedding rituals. (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 28)

However, he did not adhere to the number "7" and instead adjusted it to "4" in imitation of the four seasons of the year. The book included an introduction that served as a prelude to his work "Al-Wasita," which he repeated as a refrain in the introductions of his books, as mentioned earlier.

These four chapters began first with: "A description of his journey from Malta to England," in which he described the

cities he passed through, starting from the island of Malta from the port of "Messina" to "Sicily," then "Naples," then the city of "Marseille," then "Lyon," then "Paris," then "Calais," to "London" or "Lundra," and finally to the town of "Ware." In this section, he discussed England's farms, land, air, climate, people's lives, and its minerals. He also provided an overview of the discovery of the American continent, the morals of the English, the characteristics of their women, crimes committed there, fortunetellers and astrologers, their security system, police enforcement, and more.

In the second chapter: "The journey to France," he described his return from "London" to "Boulogne," or what is known today as "Bologna." He described "Paris," its schools, hospitals, inhabitants, markets, academies, bridges, theaters, churches, markets, and grand monuments. He spent considerable time discussing the tomb of "Napoleon Bonaparte" and described the clothing and morals of the French. This ultimately led him to draw a comparison between the two cities, "Paris" and "London."

In the third chapter: "Talking about London or Lundra," he covered numerous statistics and figures, its history and location, describing the Thames River, its bridges, ships, boats, and the carriages of Paris and London. He also detailed the insurance associations, money exchange offices, police, museums, banks, churches, inventors and inventions, famous gardens, its kings, and the most significant newspapers and printing presses present there. He addressed censorship on printing, the invention of printing, and the production of paper.

In the fourth chapter: "A chapter on the City," he presented London's massive commercial center, describing it as a

global trade hub and pointing out the competition among merchants. He concluded by stating that the final lines of his book "Kashf Al-Mukhba'" were written in a room in this very district, "The City."

This book is considered "the final part of Al-Shidyaq's journey to Europe," as he wrote it while residing in London and completed its composition in (1857). (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 57)

A Reflective Pause on Al-Shidyaq's Literary Biography:

Ahmad Faris Al-Shidyaq is a pioneer in renewing travel literature during the Nahda (Arab Renaissance) period – just as Abu Nuwas was a renovator of Arabic poetry in the Abbasid era. The reason for this renewal and rebellion against tradition lies in the manifestations of urbanization, progress, and modernization that emerged with European industrialization.

Al-Shidyaq's works, including "Al-Wasita," "Kashf Al-Mukhba'," and "Al-Saq 'Ala Al-Saq," can be classified as world literature, biographical literature, Western literature, autobiographical literature, cultural criticism, or meta-criticism. These books were written on foreign soil, in an unfamiliar atmosphere, depicting places and people different from those of his native homeland and unlike the people who raised him.

If one wished, they could categorize his writings as "Mahjar (immigrant) literature," as all these descriptions apply to Al-Shidyaq's compositions in his three works. But what are the reasons for his marginalization, the extinguishing of his literary flame, and the neglect of his literary stature?

Perhaps the most likely reason is his criticism of the Gospel after his conversion from Protestant Christianity and his translation of the Torah into Arabic. His conversion to Islam made him a direct target of Western Orientalism, especially after he exposed its linguistic and educational shortcomings, as indicated in his book "Kashf Al-Mukhba'" when he criticized the Orientalist Dr. Samuel Lee, the leader of the missionary society.

What made him an intellectual scholar with deep analytical abilities was his extensive knowledge of theological books in Christianity and Judaism, which granted him the ability to analyze, compare, investigate, and master the art of argumentation and logical reasoning to uncover the truth. After a long journey of deliberation and doubt, he ultimately concluded that Islam is the most authentic, firm, and strong religion among them all. His conviction and choice of Islam cost him dearly in life.

He meticulously examined the errors and inconsistencies in the Torah and the Gospel, critiquing them with a neutral approach—neither excessive nor dismissive, nor atheistic. He exposed distortions, corruptions, and falsifications, recording these observations constructively rather than destructively, unlike Orientalist scholarship. This is evident in his book "Al-Mir'ah Fi 'Aks Al-Tawrah" (The Mirror in Reflecting the Torah), where he expertly critiqued the chapters of the Torah and the Gospel.

His other book, titled "Lam Al-Qurud Fi Dham Al-Yahud" (The Rebuke of the Jews), is a satirical poetic work that criticizes the Old Testament's texts. Through this study, we seek to grant him some fairness, correct the damage caused by distortion, and restore his rightful literary prestige after the

long neglect. Although we could not grant him this justice while he was alive, we state the truth now – both for him and for history – while he rests among those righteous martyrs who sacrificed for the word of truth against the forces of falsehood.

Despite his significant contributions, he did not achieve the same level of literary fame and prestige as other Nahdara intellectuals, such as Rifa'a Rafi' al-Tahtawi (1801–1873), Nasif al-Yaziji (1800–1871), and Butrus al-Bustani (1819–1883), among others.

It can be said that in this book, Al-Shidyaq did not explicitly declare a renewalist call advocating the necessity of embracing both authenticity and modernity, steering away from sterile ideas and the cultural ignorance that afflicted Arab society under the Ottoman state at the time. He emphasized the need to avoid religious extremism and detestable rigidity while promoting controlled openness guided by both reason and tradition. Additionally, he called for the rejection of religious, intellectual, and cultural fanaticism, which he viewed as a harmful element to the internal fabric of Arab society. Islam, he argued, is a religion that balances the affairs of both faith and worldly life, seeking moderation in all matters, as stated in the Quran: "But seek, through that which Allah has given you, the home of the Hereafter; and [yet], do not forget your share of the world..." (Surah Al-Qasas, Ayah 77, p. 394). Thus, this travelogue can be considered a reformist call against the stagnation, monotony, coldness, and dormancy that had overtaken Arabic literature.

- Cultural Patterns in Al-Shidyaq's Travel Writing: Al-Shidyaq's travel writing represents a revolution against religious and sectarian fanaticism practiced by

the Shihabis, Druze, and Maronites in Lebanese culture (Ahmad Faris Al-Shidyaq, "Kashf Al-Mukhba' 'An Funun Uruba," p. 23). In this book, he shares his impressions of life in Europe, covering places such as Malta, France, England, Tunisia, and Egypt. He addresses many significant events, conflicting European cultural trends, and religious and atheistic philosophical currents, all of which influenced his travel writing. Among these were the conspiracies and intrigues orchestrated against him by Maronites and Evangelicals due to his books "Mumahakat Al-Ta'wil" and "Al-Mar'a fi 'Aks Al-Tawrah." These works criticized the flawed doctrines and fabricated narratives about prophets found in the Torah and the Bible. Following his translation work and the mission he was assigned, he was accused of blasphemy, apostasy, and espionage for England against France.

Every line Al-Shidyaq wrote in his travel literature is a revolt against blind imitation and a call for an enlightened intellectual movement that opens the doors to civilizational progress and cultural distinction for the Arab nation. His writing serves as a counter-narrative to Orientalist campaigns and refutes the baseless claims from the West that religion is the "opium of the masses" and that Islam symbolizes backwardness and civilizational regression. He offers an antidote to such toxic ideas that threaten future Arab generations, drawing clear lines against so-called Arab intellectuals – atheists, Orientalists, and those who scorn Islam or neglect Arab identity. In this sense, his writings constitute a form of conscious, balanced, and moderate cultural and civilizational critique – what is known as "critique of critique."

In this, Al-Shidyaq was ahead of his contemporaries in travel literature. He critiqued with reason and reality, offering a fresh perspective that provided clarity to those who were blind to both sight and insight. He presented facts and events but did not accept them at face value, unlike Sheikh Al-Warthilani, who, in his travel accounts, narrated fantastical stories of his sheikhs summoning the sun with angels or seeing God in a mirror – tales reminiscent of Scheherazade's stories to King Shahryar in the fictional voyages of Sindbad.

Al-Shidyaq provides another cultural perspective – the necessity of balancing materialism and spirituality to achieve civilizational and cultural advancement. He critiques European existential materialism, atheism, and pragmatism, highlighting how, in the West, a man might sell his wife in a bar over a few drinks after mutual consultation. This serves as a critique of the West's abandonment of spiritual values and ethical principles that elevate human beings above animalistic instincts. He further presents another perspective: the importance of adopting beneficial aspects of Western civilization while discarding its superficial and reckless elements. Knowledge, he asserts, is of two types – beneficial and harmful. The Prophet (peace be upon him) sought refuge from harmful knowledge. Al-Shidyaq also offers a new concept of justice, rights, duties, freedom, equality, awareness, ethics, competence, work, enjoining good and forbidding evil, respect for laws, constitutions, and traditions, and the rejection of fanaticism, violence, wars, intellectual and religious laxity, suppression of freedoms, and sectarian and racial discrimination.

He strongly advocates for women's liberation, emphasizing their education, honorable work, and active participation

in all aspects of life while maintaining their chastity, honor, modesty, and adherence to religious and moral values. These qualities, he believed, were embodied in the Arab Muslim woman, whom he admired in the annals of history and in travel literature.

- Section Four: A Critical Analytical Reading
- Employing the Technique of Description and Narrative in Travel Literature: The combination of description and narrative is a distinctive technique that characterized Al-Shidyaq's travel writing in the 19th century, particularly in his works "Al-Wasita" and "Kashf Al-Mukhba'." He describes the beginning of his journey from the port of Malta as follows:

"I say, after praise be to God, that at ten o'clock on the morning of Saturday, the second of September in the year 1848, we departed from Malta to England. After about two hours, its land disappeared from sight, but I did not say, as Al-Sharif Al-Radi did: 'Turning my eyes back, as the ruins faded, My heart followed where my gaze could no longer tread.'

After five hours, we saw the land of Sicily, and around eight in the morning the next day, we docked at the port of Messina..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 9).

Al-Shidyaq records the details of his second journey with precise timestamps, noting the hour, day, month, and year, following the tradition of daily memoirs, which underscores the significance of the journey to him. He classifies retrospection into two types: visual retrospection and emotional retrospection, both running parallel in a single direction.

He then describes his travels to Naples, noting its many "carriages," by which he meant automobiles rather than bicycles, and the beauty of its architecture. He continues to

"Civitavecchia," then "Livorno," and "Genoa," which he calls the city of towering buildings. Next, he reaches "Marseille," with its grand harbor, before traveling by railway to "Lyon," where he vividly depicts the modernity of the cities he passes through. Eventually, he arrives in "Paris," the so-called "City of Dreams," before heading to "Calais" or "Cass." From there, he embarks on a sea voyage to "London," stating:

"...We were fortunate to find a ship ready to sail to London, so we boarded it. As we entered the River Thames, the sun became obscured, the sky turned cloudy, and it was a dark, rainy day—one that would make one mourn the sun of Malta..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 17).

Here, Al-Shidyaq explicitly acknowledges his love for the city of "London," where he found his comfort and enjoyment. He expresses this through the beauty of figurative imagery, painting an artistic and literary picture with the phrase: "The sun was veiled from us, and the sky was covered with clouds," a metaphorical reference to London as "the city of clouds." Additionally, this phrase includes a beautiful implicit metaphor, adding an element of suspense for the reader through his use of vibrant literary imagination. His journey became adorned with the magic of expression, making the heart beat for London and the soul feel refreshed with the fragrance of joy upon visiting it.

Al-Shidyaq replaced the heavily ornamented, rhymed prose—laden with rhetorical embellishments and verbal decorations—with vivid and captivating descriptions of the alleys, carriages, theaters, commercial centers, schools, historical landmarks, and breathtaking natural scenery that delighted the eyes. He described traveling by sea and land, making his journey diverse and incomparable to those who

rode camels, donkeys, and mules, enduring severe hardships in their travels.

He meticulously detailed the conditions of England's judges, their salaries, and described the deeply rooted and emerging churches, mentioning some priests, surgeons, doctors, craftsmen, artists, and various trades and innovations. He also described teachers and educators.

Regarding the village of "Barley," he wrote: "...it was one of the most insignificant English villages, though all their villages fail to capture the heart of a stranger for reasons that will become apparent." Perhaps his dislike for the orientalist "Samuel Lee" extended unconsciously to Lee's village, "Barley."

Al-Shidyaq reluctantly translated the Torah, doing so unwillingly. He also described poverty and the dire conditions of London's poor, asserting that they were much worse off than the poor in the Arab East, even though the wealthy in England indulged excessively in extravagance, luxury, and prosperity. He described hospitals and the services they provided, particularly for the poor, including meals, medicine, and treatment aimed at recovery.

He also depicted the miserable state of farmers and their deteriorating living conditions, outlining the division of English society into three classes:

- The ruling and royal class (the King),
- The middle class (land-owning gentry and clergy),
- The working class (the laboring farmers).

This observation alludes to the political and economic concept of capitalism and the feudal system that existed in England at that time. He portrayed farmers as people who primarily consumed bread and cheese, rarely eating meat.

He noted that the level of red meat consumption was an indicator of wealth or poverty in society.

Al-Shidyahq compared the "Eddystone Lighthouse" in England with the "Lighthouse of Alexandria" in Egypt, noting their similarities in mysteriously vanishing due to unknown natural causes. He also discussed the wonders of the world, stating:

"...Among them are the Egyptian Pyramids, the Mausoleum at Halicarnassus built by Artemisia for Mausolus, the Temple of Artemis in Ephesus, the Walls and Hanging Gardens of Babylon, and an idol from the era of Arab paganism. I say: among the wonders of these wonders, it is surprising that the Great Wall of China was not included, despite being greater in size and utility than the Egyptian Pyramids, as it was built by the Chinese in 137 BC to protect themselves from the Tatars."

It is possible that in this narrative, Al-Shidyahq was influenced by the famous French historian Voltaire's writings on the history of cities. However, he did not mention the Lighthouse of Alexandria among the wonders. Was it deliberately excluded from his list of world wonders during his journey? To elaborate on the wonders of the world:

- 1) The Seven Ancient Wonders:
 - The Great Pyramid of Giza (Egypt)
 - The Hanging Gardens of Babylon (Iraq)
 - The Statue of Zeus at Olympia (Greece)
 - The Temple of Artemis at Ephesus (Turkey)
 - The Mausoleum of Halicarnassus (Turkey)
 - The Colossus of Rhodes (Greece)
 - The Lighthouse of Alexandria (Egypt)
- 2) The Seven New Wonders:
 - The Great Wall of China

- Chichen Itza Pyramid (Mexico)
- Petra (Jordan)
- Machu Picchu (Peru)
- Christ the Redeemer Statue (Brazil)
- The Colosseum (Italy)
- The Taj Mahal (India)

We have written these lines as a commentary on Al-Shidyaq's account, aiming to expand the reader's knowledge and offer a broader perspective on the wonders of the world as he described them in his time.

Description of Inventors, Inventions, and Industrial Advancements

In his book *Kashf al-Mukhba'* (*Unveiling the Hidden*), Al-Shidyaq described numerous inventions and industrial discoveries that emerged during the European Renaissance. Among them was the invention of the "air balance" (barometer), about which he wrote:

"...To conclude our discussion on the air balance, we say that its invention, as far as we know, originated in Italy. In 1626, the physician Santorio Santorio wrote a book claiming to have invented it. A Dutchman named Cornelius Drebbel made a similar claim. However, after thorough research, it was discovered that the first merely introduced the idea of its use, while the latter understood its properties before hearing anything about it."

This indicates that Al-Shidyaq was deeply interested in scientific discoveries and technological advancements. He had knowledge of their histories and the inventors behind them.

Regarding the discovery of the "magnetic needle" (compass), he noted that Chinese inventors had known about it between 206–221 BC, stating:

"...The exact period when the magnetic needle began to be used for navigation is unknown. However, its use in travel was known to the Chinese from ancient times, as they used it for navigation to Japan, India, and the Arabian Peninsula. It is possible that the Arabs adopted it from the Chinese. Some claim that the Chinese were aware of it as early as 2634 BC."

This issue remains a matter of great debate among historians of inventions—who was the first to discover and use it? Was it the Greeks, the Chinese, the Muslims, or the Europeans?

Regarding the invention of the compass, he wrote:

"...As for the invention of the instrument known in the West as the 'compass,' it was attributed to a Venetian man named Marco Polo in 1260. Others attributed it to Flavio Gioia, while some claimed that the Chinese knew about it in 1115 BC."

The term "compass" in Arabic corresponds to the "dividers" (compasses with needles), which are used to draw circles and measure diameters.

Al-Shidyaq also mentioned the construction of railways in England, stating:

"...The railway system in England is among the most significant enterprises that have occupied the minds of wealthy individuals. The total capital invested in it amounts to one hundred million pounds, whereas the total capital invested in the cotton industry is forty million."

This demonstrates that the English approach to commerce and economics was based on investing capital in free enter-

prises under the banner of capitalism within the British monarchy.

He also discussed the invention of the "air balloon" and the establishment of lost-and-found offices, writing:

"...In all these stations, there are offices for lost items that travelers may forget due to haste or distraction. These items remain there for two years. If unclaimed, they are sold, and the proceeds are distributed among the station workers."

Islam is the only religion that introduced the concept of safeguarding lost property, setting deadlines for its retrieval, and determining who is entitled to it after the deadline expires, as established in a long hadith and recorded by Al-Bukhari in the *Chapter of Lost Property* in his *Sahih*.

He addressed the textile industry, the construction of the "Basatat" buildings—our postal centers—the method of regulating them, and the invention of the "telegraph" and its types, saying:

"...There, I saw the telegraph station, which is of two types:

The first is the well-known one, resembling a striking clock with a steel needle placed under a semicircle, above which are two small bone pins engraved with alphabetical letters...

The second is what was invented later... It is a wheel-like device with a fine steel pen made of chemical components, and beneath it runs a thin strip of composite paper that records black lines, which in their system represent letters..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 1866, pp. 247-248)

He mentioned the striking clock that "Harun al-Rashid" gifted to King Charlemagne, saying:

"Voltaire said in another place: The first striking clock known in France was the one gifted by Harun al-Rashid to Charlemagne. He also said in *Alphabet of Time* that arithmetic was taken from the Arabs in Spain in the year (1050) and then became well known in England in the year (1253)..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 1866, p. 268)

He also mentioned the invention of "gas" and its use in lighting and illumination, speaking of invention and creativity, saying:

"...Voltaire said that the first to invent these eyeglasses was Alexander Spina in the late 13th century, and the invention of windmills also dates back to that era..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 1866, p. 269)

Then he touched upon the invention of the clock, saying:

"...The author of *Amazing Inventions* mentioned that French historians recorded that the first clock known in their country was the one gifted by Caliph Harun al-Rashid to Charlemagne, King of France, in the year (807), and it was a marvel of that time..." (Ahmad Faris Al-Shidyaq, 1866, p. 270)

This subtly points to Harun al-Rashid's gift of the striking clock to King Charlemagne as evidence that the Renaissance in Europe was merely a spark from the golden age of Islamic and Arab civilization during the early Abbasid period (132 AH - 334 AH), when Europe was still struggling through its Middle Ages. The "clock" symbolizes the cycle of time and civilization, demonstrating that power and progress shift between nations.

It can be said that Al-Shidyaq was a pioneer in recording inventions and scientific discoveries in his book *Kashf Al-Mukhba'*, preceding all Arab travelers – whether from earlier, later, or contemporary times – except for "Rifa'a Rafi' al-

Tahtawi" in his work *Takhliṣ al-Ibriz*. This should be credited to him rather than held against him in the field of travel literature.

The Use of Comparison and Textual Balance Between Cities and Countries:

Al-Shidyaq described the urban development of Europe, including its buildings, churches, theaters, gardens, factories, printing presses, fortifications, historical landmarks, breathtaking natural scenery, mountains, hills, rivers, seas, coasts, ports, lighthouses, newspapers, and paper and printing factories—especially in terms of social aspects such as poverty, unemployment, charities, and police offices.

He compared police forces in "London" and "Paris," finding the former far superior to the latter. He also compared hospitality in England and France, describing French hospitality as cold, indifferent, and stingy, where warmth is only felt at the moment of departure. In contrast, in "London," one experiences warm receptions and a hospitality that encourages long stays at their tables.

Through this, he painted a highly detailed, almost photographic depiction of English life, contrasting it with that of France and Malta—without flattery, exaggeration, bias, or distortion. He worked with the integrity of a journalist faithfully reporting events firsthand. These descriptions were reflected in his works *Al-Wasita* and *Kashf Al-Mukhba'*, which contain extensive knowledge across multiple disciplines, including geography, history, literature, sociology, economics, and politics. These books also feature various literary genres, including migrant literature, autobiographies, biog-

raphies, sea and land travel literature—all woven together under the theme of "travel literature" in the Renaissance era.

He vividly described the English tradition of lighting fires in the freezing winter and compared it to the French custom of fire-lighting. In this, he surpassed Rafi' al-Tahtawi's descriptions of French fires.

Undoubtedly, the fire described by the poet Hatim al-Tai combines all the characteristics of European, Maltese, Arab, North African, Hijazi, and Levantine fires, as expressed in his verses:

"Light the fire, for the night is cold** **And the wind,
O fire-lighter, is fierce Perhaps a passerby will see
your fire If you host a guest, then you are free.**

(Ibn Abd Rabbih Al-Andalusi, , p. 242)

He also described the wonders and marvels of "Paris," its famous landmarks, grand churches, hospitals, banks, enchanting gardens, French holidays, morals, customs, and traditions. He elaborated extensively on French women, highlighting their superiority over English women in craftsmanship, as well as their proficiency in hypnotism—practiced in Paris—despite opposition from doctors and clergy for its contradictions with science, ethics, religion, and social norms. He stood as both an observer and a bewildered spectator.

What most captivated him about Parisian women was their striking beauty, elegant fashion, and exquisite cleanliness—enough to captivate even the keenest senses (for doesn't a man walk behind his nose?). He admired their exceptional dedication to raising and grooming their children.

In all these observations, he employed techniques of comparison, contrast, and literary antithesis in travel writing. He meticulously compared what he had seen in his

homeland of "Lebanon," in "Egypt," "Tunisia," "Malta," "Paris," "London," and beyond. Ultimately, he preferred life in "Paris" over "London" due to the latter's higher crime rate.

Section Four: Stylistic, Aesthetic, and Thematic Features

It is noticeable that Al-Shidyaq's style and approach in narrating the events of his journey—aside from what has already been mentioned—are characterized by a commitment to scientific objectivity. He distances himself entirely from subjective whims and their dangerous pitfalls, which might lead to obscuring or covering up the virtues of both friend and foe, as well as denying the merits of others. For this reason, he states:

“In all that I have described about the English, the French, and others from Europe, I have not been swayed by bias or hostility... Rather, I recounted what I observed and narrated what seemed to be the truth... I seek refuge in God from diminishing people's *due and deliberately speaking ill of them.*” (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 8.)

Al-Shidyaq oscillated between a literary style in narrating his journey and a refined scientific approach. The number of pages in which he discussed European civilization exceeded 400. (Ahmad Faris Al-Shidyaq, p. 67.)

His book employs an informative style with a narrative and descriptive tone, adhering to brevity and conciseness. His sentences are short, avoiding verbosity and complex, archaic vocabulary. He refrains from rhetorical embellishments and literary ornamentation, instead favoring intertextuality, quotations, allusions, and proverbs to counter false information. He cites sayings and historical events, steering

clear of the excessive embellishments of early travel writers, who often indulged in poetic prose and unverified reports.

Unlike them, Al-Shidyaq employs direct language, targeting an educated and ambitious young readership that embraced reform and innovation. In his book, he introduces European terminology that gained prominence in that era, such as *comedy*, *tragedy*, *drama*, and *bank*, thus laying the foundation for linguistic academies in the Arab East.

A key feature of his journey is his focus on history, including the histories of cities and notable figures, aligning with historical writing styles similar to those found in the works of the Muslim historian Ibn Khaldun, particularly in *The Muqaddimah*. However, at times, he falls into excessive digressions—an affliction that affected many Arab travelers—drawing influence from the writing style of Al-Jahiz (Amr ibn Bahr). Despite this, he remains committed to a detailed narrative, descriptive, and informative approach.

It can be said that Ahmad Faris Al-Shidyaq was indeed the pioneer of travel literature during the Arab Renaissance. His exceptional mastery of this literary form distinguished him from his contemporaries and fellow travel writers, such as Rifa'a Rafi' al-Tahtawi, who preceded him in documenting his French journey. However, unlike Al-Tahtawi, Al-Shidyaq was not as fortunate in gaining widespread literary fame in the Arab and global literary spheres.

Conclusion

Following this careful reading and critical study, we conclude with the following key points:

- Travel literature flourished during the Arab Renaissance, pioneered by figures such as Ahmad Faris Al-Shidyaq, Rifa'a Rafi' al-Tahtawi, Mahmoud Abi al-Thana' al-Husseini, Abdullah Fikri, Butrus al-Bustani, and Taha Hussein. Al-Shidyaq's journey, as described in *Al-Wasita*, was primarily academic, aimed at teaching in European schools and correcting Arabic publications in Maltese printing houses. He lived in Malta for 14 years.
- His book *Al-Wasita* consists of seven chapters, discussing Malta's geography, climate, natural landmarks, customs, traditions, British colonial rule, language, music, and artistic life. It is relatively brief (74 pages) compared to his other work *Kashf al-Mukhba*, which spans 636 pages and covers a range of subjects, including history, linguistics, daily life, city descriptions, and European traditions. It serves as a cultural critique of the Maltese, who are categorized as part of Europe.
- Al-Shidyaq's travel writing in *Al-Wasita* stands out from other travelogues due to its direct reporting, precise descriptions, and an extensive infusion of knowledge and scientific insights. His work emphasizes clarity, verification, documentation, and analytical depth. His writing style reflects a rich linguistic expertise, blending Arabic with various foreign terms.

He also employs humor and wit, resembling the narrative style of Ibn Khaldun.

- His prose avoids artificial literary ornamentation and rhetorical flourishes that were prevalent in traditional travel literature, such as those found in Al-Maqrizi's *Nafh al-Tib*. Instead, his style is clear, light, and straightforward, prioritizing meaning and content over embellishment. His writing encompasses four core values: historical, literary, geographical-exploratory, and social. Additionally, his descriptions of churches demonstrate a deeply rooted religious perspective, offering detailed accounts of their architecture, Sunday prayers, and rain-seeking supplications from the Gospel.
- Al-Shidyaq's journey documents the British mandate over Malta, portraying it in a harsh light that does not align with the general perception of the British in England. He suggests that while the English in their homeland are noble and refined, in Malta, they become vulgar and degraded. His work captures the post-Napoleonic colonial period and the European Renaissance era, providing a fresh and distinctive contribution to 19th-century travel literature.
- His book stands as a comprehensive encyclopedia, covering diverse subjects such as music, arts, musical instruments, and various crafts and trades—details rarely found in Eastern travel literature, whether in the Arabian Peninsula, North Africa, or distant parts of Asia in ancient times or during Al-Shidyaq's era.

○ Al-Shidyaq's journey in *Al-Wasita* is considered an important reference in history and the history of languages. It also discusses the evolution and transformation of the Maltese language from Classical Arabic to Italian and then to the current vulgar hybrid dialect, which lacks the knowledge and literacy that other languages have maintained.

○ Al-Shidyaq's journey reveals his deep influence by the landmarks of the Arabic language and foreign language lexicons, as he frequently elaborated on them in his travels. His book is also a geographical and historical account of events that took place on the island of Malta.

○ His work *Al-Kashf* was a countercurrent to Orientalist movements in Arab countries, which Western writers documented in their travels to the East, following the model of the French writer Jacqueline Pirenne in her book *The Discovery of the Arabian Peninsula*. It was a unique revelation of European civilization, industries, and scientific discoveries, making Al-Shidyaq's work an unprecedented contribution.

○ *Al-Kashf* was a reflective mirror of what Al-Shidyaq observed in Europe in terms of its natural, political, social, cultural, intellectual, religious, and literary aspects, as well as the customs and traditions of Western society, their most significant knowledge, sciences, and crafts during the 19th century. It serves as a vivid representation of civilization and industrial progress.

○ Al-Shidyaq's journey in *Al-Kashf* was a revival and renewal in the realm of travel writing in general and Arabic travel literature in particular. Writing styles changed significantly, setting his work apart from other known Arabic travelogues in language, style, and subject matter. This was achieved through the incorporation of new literary genres

and elements, including the documentation of inventions, inventors, and the implicit cultural patterns embedded within the travelogue.

- Al-Shidyaq was marginalized in the world of Arabic literature and travel literature due to an Orientalist attack led by mercenary writers working for foreign entities hostile to the cultural and human values of Muslims and Arabs. A certain elite, affiliated with Arabic literature, drove this defamatory campaign, wielding prejudiced pens, filling poisoned inkpots, and tainting papers with intellectual and literary filth that defamed his status. As a result, he was pushed to the margins of literary history among modern and contemporary writers of his time, mainly because of his criticism of many distorted issues found in the Torah and the Gospel—issues that defy reason, lack credibility, and were never established by authentic transmission.

- Every call for renewal in literature and religion is generally met with acceptance and encouragement—both materially and morally—by ambitious youth. However, some of these movements originate from hidden forces seeking to undermine religions, corrupt literature, and destroy the morals of unsuspecting societies. Al-Shidyaq's renewal, however, was different; it was a call for revival in *travel literature* and an enlightenment for the Arab mind during the Nahda (Renaissance) period. Yet, it did not receive the expected acceptance due to his constructive critique of the contradictions in the Gospel and the absurdities in the Torah. As usual, he was accused of *anti-Semitism*, a common and familiar charge heard in all times and places.

- Al-Shidyaq's writing of *Al-Kashf* was an applied practice in laying the foundations for *criticism of criticism* or *cultural*

criticism of other societies. However, his approach was not given due consideration. Nevertheless, he introduced this new critical approach through application and representation in travel writing. He was among the first to counter the Orientalist attacks brought by the Western winds and European travelers—even before his conversion to Islam. Initially, he resisted these attacks through Arab nationalism, but after embracing Islam, both factors combined, granting him even more vigor after a period of weakness. His writings thus became an enlightening call for Muslim Arab youth.

- The precision of his descriptions in *Al-Kashf* was due to his extended stay in Europe, which lasted approximately nine years. In his travel writing, he employed a narrative and descriptive style while maintaining brevity and conciseness, avoiding excessive elaboration. He utilized constructive criticism, supported by evidence and reasoning.

- His writings predominantly focused on the cities of *London* and *Paris*, employing a comparative technique in travel literature. His journey resembled a daily journal and served as a form of comparative literature, documenting both the ancient and modern wonders he witnessed, starting from Egypt to Malta, then England, and finally France—along with the stories he heard about these places.

- Al-Shidyaq's writing style was noticeably influenced by his Maltese and European travels, reminiscent of Ibn Khaldun's approach, who preceded him by four centuries. The spirit of Ibn Khaldun's prose is evident in Al-Shidyaq's travel literature, with many points of intersection in ideas and style. This was not coincidental but rather an external, indirect literary intertextuality.

- Al-Shidyaq's recorded journey in *Al-Kashf* serves as a volume encompassing history, sociology, religion, customs and traditions, folklore, mythology, scientific and industrial discoveries, and specialized linguistic dictionaries. It also falls within comparative literature, diaspora literature, travel literature, biographies, autobiographies, linguistic and literary translation literature—all of which contribute to travel writing. His work stands as a significant defense against Orientalist attacks.

- In his book *Al-Wasita*, Al-Shidyaq employed a chronological narrative, arranging events consistently with their characters according to time and place. However, he occasionally paused for physical and psychological rest, reminiscing about his childhood, youth, recklessness, and love for a captivating Egyptian woman whose beauty surpassed that of the charming Maltese women. His style was free from artificiality and harsh expressions, adapting his tone appropriately to the temperaments of the Maltese, English, and French. He believed that gentle words suited women based on their nature, whereas men's coarse temperaments did not align with softness in speech.

- Al-Shidyaq was notably influenced by the personality of *Louis-Napoléon Bonaparte*, mirroring Ibn Jubayr's admiration for *Salah al-Din al-Ayyubi*, the liberator of Jerusalem and the Levant, and the vanquisher of the Tatars and Crusaders.

- The Holy Quran, according to the narration of Hafs.

References:

- Al-Wasita fi Ma'rifat Ahwal Malta (The Intermediary in Knowing the Conditions of Malta), Ahmad Faris Al-Shidyaq, Hindawi Foundation for Education and Culture, Cairo, Egypt, 2014.
- Kashf Al-Mukhba' 'an Funun Uruba (Unveiling the Hidden Aspects of European Arts), Ahmad Faris Al-Shidyaq, Introduction by Ismat Nassar, Dar Al-Kitab Al-Misri, Cairo - Library of Alexandria - Dar Al-Kitab Al-Lubnani, Beirut, 2012.
- Ahmad Faris Al-Shidyaq, Muhammad Yusuf Najm, American University Press, Beirut, 1948.
- Ahmad Faris Al-Shidyaq, Muhammad Abdul-Ghani Hassan, Egyptian House for Writing and Translation, Maktabat Misr.
- Al-'Ibar wa Diwan Al-Mubtada' wal Khabar fi Ayyam Al-Arab wal 'Ajam wal Barbar wa Man 'Asarahum min Dawi Al-Sultan Al-Akbar (Lessons and the Collection of Chronicles in the Days of the Arabs, Persians, Berbers, and Their Rulers) - Introduction, Ibn Khaldun.
- Lisan Al-Arab (The Arab Tongue), Ibn Manzur Abu Al-Fadl Jamal Al-Din Ibn Makram Al-Ansari, Letter "Ra", Vol. 6, Entry: (Rahala - Travel).
- Mu'jam Al-Mustalahat Al-'Arabiyya fi Al-Lugha wal-Adab (Dictionary of Arabic Terminology in Language and Literature), Majdi Wahba, Kamil Al-Muhandis, Maktabat Lubnan, Beirut, 2nd Edition, 1984.
- Adab Al-Rihla 'Inda Al-'Arab (The Literature of Travel among the Arabs), Hassan Mahmoud Hussein, Dar

- Al-Andalus for Printing, Publishing, and Distribution, 1st Edition, 1983.
- Takhlees Al-Ibriz fi Talkhis Bariz (The Extraction of Gold in the Summary of Paris), Rifa'a Rafi' Al-Tahtawi, Ministry of Culture and National Guidance, 1958.
- Al-Jami' Al-Saghir fi Ahadith Al-Bashir Al-Nadhir (The Small Collection of the Sayings of the Messenger), Jalal Al-Din Al-Suyuti, Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyya, Beirut, Lebanon, 2nd Edition, 2004.
- Al-Balagha Al-Wadiha: Al-Bayan, Al-Ma'ani, Al-Badi' (The Clear Rhetoric: Expression, Meanings, and Eloquence), Ali Al-Jarim, Mustafa Amin, Dar Al-Ma'arif.
- Sahih Al-Jami' Al-Saghir wa Ziyadatuh (Authentic Collection of the Small Hadith Compilation and its Additions) - Al-Fath Al-Kabir, Al-Albani Nasir Al-Din, Al-Maktab Al-Islami, 3rd Edition, 1988. Hadith No: 7674.
- Al-'Aqd Al-Farid (The Unique Necklace), Ibn Abd Rabbih Al-Andalusi, Edited by Dr. Mufid Muhammad Qumaiha, Dar Al-Kutub Al-'Ilmiyya, Beirut, Lebanon, 1st Edition, 1983, Vol. 1.

The impact of sales promotion on the development of domestic tourism: a study of a sample of travel agency clients in Ouargla province

Abdelbasset BEN YAHIA

University of Kasdi Merbah Ouargla (Algeria),
Laboratory of Institutional Performance and
Economics in the Context of Globalization,
benyahiamido30@gmail.com

Ibrahim BEN SAID

University of Kasdi Merbah Ouargla (Algeria),
Laboratory of Institutional Performance and
Economics in the Context of Globalization,
bensidbrahim30@gmail.com

Halima saadia KORICHI

University of Kasdi Merbah Ouargla (Algeria),
Laboratory of Institutional Performance and
Economics in the Context of Globalization,
halimasaadiakorichi@yahoo.fr

Abstract:

This study aims to show the impact of sales promotion on the development of domestic tourism in Algeria, with a focus on travel agency clients in Ouargla Province. The study sample consists of 256 individuals, and data was collected through an electronic questionnaire. A quantitative approach was used in the study, with data analyzed using statistical analysis to measure the relationship between sales promotion and increased demand for domestic tourism.

The results showed a positive relationship between sales promotion techniques and increased interest in domestic tourism among travel agency clients. The

study also highlighted the importance of certain tourism elements in Algeria, such as natural and historical sites, and their impact on the attractiveness of domestic tourism. These findings can contribute to the development of effective marketing strategies to promote domestic tourism in Algeria.

Keywords: *Sales promotion, promotional mix, domestic tourism, tourism, travel agency clients.*

L'impact de la promotion des ventes sur le développement du tourisme intérieur : étude d'un échantillon de clients d'agences de voyages de la wilaya de Ouargla

Résumé

Cette étude vise à examiner l'impact de la promotion des ventes sur le développement du tourisme intérieur en Algérie, en se concentrant sur les clients des agences de voyages de la wilaya de Ouargla. L'échantillon de l'étude comprend 256 individus, et les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire électronique. Une approche quantitative a été adoptée, avec une analyse statistique des données pour mesurer la relation entre la promotion des ventes et l'augmentation de la demande en tourisme intérieur.

Les résultats ont montré une relation positive entre les techniques de promotion des ventes et l'intérêt croissant pour le tourisme intérieur parmi les clients des agences de voyages. L'étude a également mis en évidence l'importance de certains éléments touristiques en Algérie, tels que les sites naturels et historiques, et leur impact sur l'attractivité du tourisme intérieur. Ces conclusions peuvent contribuer à l'élaboration de stratégies marketing efficaces pour promouvoir le tourisme intérieur en Algérie.

Mots-clés : *Promotion des ventes, mix promotionnel, tourisme intérieur, tourisme, clients d'agences de voyages.*

1. Introduction

Domestic tourism is considered one of the most important sectors that contribute to enhancing the local economy and stimulating sustainable development in many countries, including Algeria. In light of the economic and social challenges faced by the country, promoting domestic tourism is considered an important strategy for increasing revenue and providing new job opportunities.

Sales promotion techniques are an integral part of the tourism promotional mix adopted by tourism institutions to increase demand for their products. These techniques include a variety of activities, such as promotional offers and special discounts, to enhance the attractiveness of tourist destinations, increase interest in them, and stimulate customers to visit them. This, in turn, increases demand for tourism services by raising awareness and encouraging visits to these sites, making the role of sales promotion an effective tool to enhance interest in domestic tourism. Based on this, the main issue of the study is: **To what extent does sales promotion affect the promotion of domestic tourism in Algeria?**

This leads to the following hypothesis: **Sales promotion affects the promotion of domestic tourism in Algeria by increasing demand.**

Study Objectives

The study aims to highlight the role and importance of sales promotion in the promotional mix in general and tourism promotion in particular in the activity of travel agencies through increasing immediate demand for tourism services

and its effect on the promotion of domestic tourism. Additionally, it will showcase the tourism resources in Algeria that can make it a distinguished tourism hub.

Study Importance

The importance of the study lies in the fact that domestic tourism plays a significant role in stimulating the local economy, as tourism services are linked to other sectors such as transportation, food, and accommodation. Domestic tourism is of great interest to travel agencies, which strive to increase demand through sales promotion by promoting tourist destinations, introducing domestic tourism and its resources to local tourists, and attempting to guide their choices toward domestic tourism destinations and encourage investment in the tourism sector.

Study Boundaries

- **Geographical Boundaries:** Travel agency clients in the southeastern region of Algeria.
- **Time Boundaries:** The period from December 2024 to February 2025.

Research Methodology and Tools Used

In the theoretical section, the descriptive-analytical approach was relied upon to benefit from theoretical references and previous studies related to the study topic. As for the tools used, the survey was employed as a data collection tool in the applied section, which was directed to the study sample. The data was coded and processed using the Statistical Package for Social Sciences (SPSS) program, and its results were analyzed and interpreted.

▪ **Studies in Arabic:**

1. **Study by Amish Samira entitled "The Role of Promotional Strategy in Adapting Algerian Tourism Demand for Available Tourism Services from 1995 to 2015"**, Doctoral Thesis, Faculty of Economic and Commercial Sciences, and Management Sciences, University of Ferhat Abbas Setif 1, 2014-2015.

This study aimed to highlight the role of the promotional strategy, which relies on the pull and push methods, in directing the tourism supply of tourism institutions in Algeria to adapt tourism demand resulting from available attraction factors. The study also sought to evaluate the effectiveness of this strategy in enhancing tourism demand. It adopted a descriptive-analytical approach, where data was collected and the relationship between tourism supply and demand was analyzed, with the gap between them identified. The study also compared the number of tourists coming to Algeria during the study period. The results revealed a continuous increase in the number of Algerian tourists traveling abroad annually, indicating the flourishing of outbound tourism at the expense of domestic tourism. The study also showed that most tourists arriving in Algeria are Algerians residing abroad, due to their connection to their homeland, in light of the limited tourism promotion within the country, which is restricted to official authorities. Based on these results, the study recommended activating domestic tourism by consulting specialized experts, facilitating tourist movement procedures, developing human resources in the tourism services sector, and enhancing the role of the private sector in stimulating tourism demand.

▪ **Studies in Foreign Languages:**

1. **Study by Raed Ahmed Momani. "The Impact of Sales Promotion on Purchasing Decisions of Children's Meals at Fast Food Restaurants in Jordan." University of Petra, Jordan, 2016.**

The study aims to identify the impact of sales promotion on the decision to purchase children's meals at fast food restaurants. It focused on understanding sales promotion variables, such as coupons, discounts, and gift offerings. The study was conducted on a random sample of 440 parents of children, as children could not answer the questionnaire themselves. The key findings revealed that coupons ranked first in influencing the purchase decision, followed by discounts and games, with gifts ranking third. The results also showed that other factors had a weak influence on purchasing decisions, and that restaurants were not paying much attention to these factors due to their lack of awareness of their impact on consumer purchase decisions.

2. **Study by Benchaib Mohamed. "The Strategy of Developing the Domestic Tourism Sector in Algeria in Light of the Corona Pandemic." International Journal of Economic Performance, Volume 05, No 01 (2022).**

The study aimed to highlight the importance of domestic tourism currently as a strategic option for contributing to achieving economic and social objectives, due to Algeria's natural and cultural resources that make it an outstanding tourism destination. The study used a descriptive approach to understand the strategy for promoting the tourism sector in light of the decline caused by the COVID-19 pandemic. The results showed that the strategy must target the domes-

tic tourism markets in order to attract more tourists by offering diverse services at competitive prices and promoting them through effective marketing strategies.

Theoretical Framework of the Study:

2. The concept of sales promotion

2.1. The concept of sales promotion

Introduction

This section discusses tourism promotion in general and sales promotion.

1) Definition of sales promotion

The American Marketing Association defines sales promotion as: "Marketing activities—other than personal selling, advertising, and publicity—that influence the consumer's purchase decision and stimulate other intermediaries or agents, adding value to the product within a specific time period."

Kotler also defines it as a set of methods aimed at stimulating sales, typically in the short term, by increasing the frequency or volume of purchases made by consumers or distributors.

It has also been defined as providing short-term incentives to encourage tourists to purchase tourism services within a specific time frame.

Based on the above, sales promotion can be defined as any incentive provided to the customer within a short time period, aimed at stimulating immediate demand.

Advantages of sales promotion

The main advantages of sales promotion are as follows:

- Encouraging customers to try the product.
- Encouraging customers to purchase a larger quantity of the product.
- Positioning the product or brand in a prominent display location due to the effect of price discounts on sales volume.

2) Sales promotion techniques

Sales promotion includes a wide range of promotional tools designed to elicit a faster and stronger response from the target market. These techniques can be summarized as follows:

2.1) Price Reductions

The company uses this promotion by reducing prices while respecting certain conditions, such as no-loss sales and special prices suggested by the company to its consumers for a specific short period. This is reflected in prices marked with a strikethrough of the old price and the new price next to it, such as advertised prices for tourism trips in newspapers where the new price is lower than the old price. This technique is used during the product introduction phase to attract new buyers or when inventory levels are high to stimulate purchases in the face of competition. It provides effective and immediate results, and its application is easy. However, frequent use reduces consumer loyalty to the brand and causes losses to the company.

2.2). Free Samples

Free samples are one of the most effective methods to influence and convince the consumer to try a new product. It involves distributing a sample of the product for free to customers, which can be done via mail, house visits, or when purchasing other products. Free samples are usually used for fast-moving consumer goods. The distribution of free samples offers many advantages, such as trying the product in a positive atmosphere and directly showcasing the product, which generates curiosity in consumers to purchase larger quantities. However, this method cannot be used for high-cost or perishable goods that cannot be divided into small samples, and it is not suitable for products that are in the maturity stage or those with a slow turnover rate.

2.3). Gifts and Rewards

Here, the company announces the distribution of gifts to anyone who purchases a specific product or service. These gifts are known to the consumer before making the purchase, such as souvenir gifts given to customers of the company. The gift can carry the name of the company and can include items like pens, bags, and more.

2.4). Coupons

Coupons are vouchers or cards that entitle the holder to a discount when making a purchase. These coupons can be distributed through retail stores or attached to products. The use of this technique depends on the nature of the product in terms of its seasonality and whether it has not yet entered the maturity stage. It is also suitable when the purchase rate is still slow.

2.5). Contests and Games

These are the most aggressive sales promotion techniques. They are competitions that require skill, brilliance, and intelligence from participants without the intervention of chance. The goal is to win a prize, either in cash or kind, by purchasing a specific product and participating in the contest's activities. The company uses these methods to increase its sales and reduce inventory. Games, similar to contests, offer entertainment and are often free. These require significant intellectual effort, and the winner is usually determined by luck. This is called a lottery, which is an attractive and popular method with the public.

2.6). Bonuses

A bonus is an additional reward given to the customer, intermediary, or salesperson to foster competition in a market where quality and price dominate. These bonuses include free products, packaging, or services given to the customer. As for paid bonuses, they occur when the company buys products in bulk and resells them to the public at the same price or with a discount.

3. The Concept of Domestic Tourism:

Tourism is a vital sector that contributes to achieving the competitive advantage of countries by developing tourism products and providing added value to tourists. Domestic tourism is an essential element in tourism marketing strategies, as it enhances customer loyalty and contributes to the local economy. Its success depends on market analysis and providing tourism offers that meet the needs of the target audience. This is achieved through effective promotion,

which relies on many techniques, one of the most prominent being sales promotion to increase visitor rates and strengthen the branding of local tourist destinations.

1) **Definition of Domestic Tourism:**

There have been several definitions of domestic tourism, including:

It refers to the movement of a citizen from their usual place of residence to a destination within the country for no less than 22 hours and no more than 6 months. The difference between it and international tourism is that the latter exceeds geographical and political borders. It is also defined as the movement of a citizen from their usual residence to a destination for no less than 24 hours and no more than six months for any purpose other than earning income or migration.

From this, it can be said that domestic tourism in Algeria is defined as the movement of individuals within the borders of the Algerian state for the purpose of relaxation and enjoyment of free time, provided the distance traveled exceeds 80 kilometers and the trip lasts more than 24 hours but does not exceed one year.

1) **Importance of Domestic Tourism:**

Domestic tourism plays a crucial role in enhancing the cultural and social awareness of citizens by highlighting the nature of tourist sites as a means of intellectual and cultural communication between residents of different regions. It contributes to familiarizing people with the prevailing customs and traditions of these areas, as well as playing an important role in spreading environmental

awareness. In addition, domestic tourism strengthens community unity, social solidarity, and adherence to prevailing values, generating a sense of nationalism and belonging. It is also an inexhaustible source of national income, helping to achieve economic balance between different regions of the country.

Domestic tourism is a fundamental pillar for external tourism, as its activation encourages the improvement of various tourist facilities and the creation of new tourist destinations. This, in turn, leads to the development of skilled leaders capable of providing various types of tourism services, thereby enhancing the development of different productive sectors.

1) Types of Domestic Tourism:

The diversity of tourism components in Algeria has led to several types of domestic tourism, including:

3.1. Coastal Tourism (Beach Tourism):

Algeria is a leader in this field thanks to its 1,200-kilometer-long coastline. This coastline is surrounded by many tourist structures such as hotels, youth hostels, parks, and gardens, which attract tourists from various regions of Algeria, especially from the highlands and southern Algeria. This tourism is particularly active during the summer period, from June to August, and includes summer camps organized by the Directorate of Youth and Sports for the benefit of children from low-income families, as well as family trips during the annual vacations of most employees. Some of the famous coastal cities visited by tourists include Sidi Fredj and Tipaza in western Algeria, Jijel, Skikda, and El Kala in

eastern Algeria, and Les Andalouses in Oran. However, there is a lack of tourist facilities and insufficient accommodation capacity, which leads to high rental prices for homes and hotel costs, with some people resorting to exploiting educational institutions.

3.2. Cultural Tourism:

This includes all travels made by tourists for cultural reasons, such as study, participation in cultural events, and visiting archaeological sites. The essence of these trips is to discover different cultures and enjoy activities that align with the customs and traditions of each region. This type of tourism also includes other forms of domestic tourism such as beach tourism, sports tourism, and desert tourism, as well as festivals and exhibitions that contribute to enhancing cultural tourism. While it is not linked to a specific geographical region, it is more active in major cities due to the variety and abundance of cultural and historical tourism components, thanks to the presence of both tangible and intangible cultural heritage, as found in most major cities in Algeria, such as Oran, Constantine, and Ghardaïa.

3.3. Mountain Tourism:

Algeria is rich in various tourism components in mountainous areas, such as breathtaking landscapes, caves, and grottoes. However, the interest in this type of tourism remains weak or almost nonexistent due to the lack of attention from tourism authorities in developing these areas by providing security, opening paths, and providing necessary tourism services. Mountain tourism in Algeria has been limited to skiing in some regions, such as Chr  a in Blida and

Tikjda in Bouira. The weakness of this tourism may be due to climatic conditions, including the limited snowfall and its occurrence in a short period of time. Despite this, there are some mountain tourism activities in Algeria, such as mountain climbing, hiking, and mountain camping, among others. Often, some local tourists are familiar with global mountain ranges like those in Peru, the Alps, and the Himalayas but are unaware of Algeria's mountain ranges such as the Tell Atlas, Aurès, and Hoggar.

3.4. Desert Tourism:

The Algerian desert covers about 80% of the country's total area. It is characterized by its beautiful golden sands, mountains, palm oases in the heart of the desert, and lakes surrounded by chains of sand dunes. Tourists visit the desert to enjoy these stunning views, escape the noise of the city, and seek a calm atmosphere for relaxation and adventure, such as driving off-road vehicles and hunting rare animals like gazelles and wild rabbits. This tourism is mainly concentrated in southern Algeria, in areas like Ouargla, M'zab Valley, Saoura, and Béchar. However, this type of tourism is considered risky due to the lack of communication networks, the long distances from population centers, and the absence of proper road networks, as well as the challenging conditions due to the extreme heat in summer.

3.5. Thermal (Medical) Tourism:

This is a type of tourism associated with physical and psychological treatment, practiced to alleviate pain and achieve healing. It involves the use of baths and mineral springs through bathing or drinking, where mineral water

plays an important role in domestic tourism. Algeria has 202 thermal springs, whose physical and chemical properties vary depending on the minerals, providing many health benefits. This type of tourism is widely practiced due to the availability of mineral baths at low costs. The thermal baths are spread across most cities in Algeria, such as Zoulfane Bath, Bou Hanifia Bath in Mascara, R'bia Bath in Saïda, and Chelala Bath in Guelma.

3.6. Business and Conference Tourism:

This type of tourism has witnessed significant development in many European countries such as France, Spain, and Italy. In Algeria, this form of tourism was almost non-existent in the past due to security conditions, but after achieving stability and the external diplomacy's efforts to enhance Algeria's global standing, the country began organizing some national and international conferences and meetings aimed at exchanging experiences and cultures. Conference centers were established, such as the Abdel Latif Rahal Conference Palace in Algiers and the Mohamed Ben Ahmed Conference Center in Oran. Additionally, political parties hold semi-annual conferences in various Algerian cities. Universities also organize conferences and seminars at luxurious hotels, such as summer universities and scientific conferences.

3.7. Sports Tourism:

This type of tourism is a strong support for tourism activities as it generates significant revenue and raises awareness of various other forms of tourism and sectors in the countries exporting this type of tourism. Algeria has sought to

organize some major sporting events, such as the Mediterranean Games and the Arab Games, which were held in Algeria in 2023 in the city of Oran.

3.8. Virtual Tourism:

Using artificial intelligence technologies, virtual tourism is defined as the activity of visiting a site of interest online without personally traveling to these places. It includes navigation through streets and areas in virtual reality environments. The goal is to transition physically to physical and temporal locations without traditional travel through virtual tours that simulate the place. These tours typically consist of a series of video images, and other multimedia elements such as sound effects, music, storytelling, and written texts may also be used.

4. Components of Domestic Tourism in Algeria:

The components of domestic tourism include:

- **Natural Components**
- **Historical and Cultural Components**
- **Man-Made Components**

5. Factors Affecting Domestic Tourism:

These factors are divided into internal and external factors:

Internal Factors:

- **Ministry of Tourism:** Its role is to supervise tourism operations and activities.
- **Tourist Hotels and Restaurants:** These are among the most important components that contribute to meeting the various desires of different segments of society.

- **Land and Air Transportation Services:** The availability and quality of these services significantly affect the growth of domestic tourism.
- **Social Factors:** These include the tourist's pride in their country and their desire to explore all of its tourist areas.
- **Legislative Factors:** This includes the establishment of special and distinctive fees for citizens.
- **Political and Economic Factors:** These factors influence through security and economic stability, which creates a desire for tourism spending and safe travel between various tourist destinations in the country.
- **Diversity of Climate and Types of Tourism:** The diversity of climate and types of tourism activates domestic tourism throughout the different seasons.

External Factors:

- **International Competition:** Other countries may offer better tourist offers than the tourist's home country, which pushes them to visit and prefer those countries over domestic tourism.
- **Tourism Promotion:** This refers to the state's ability to communicate its advantages to attract local or foreign tourists.

Sales Promotion for Travel Agencies in Promoting Domestic Tourism

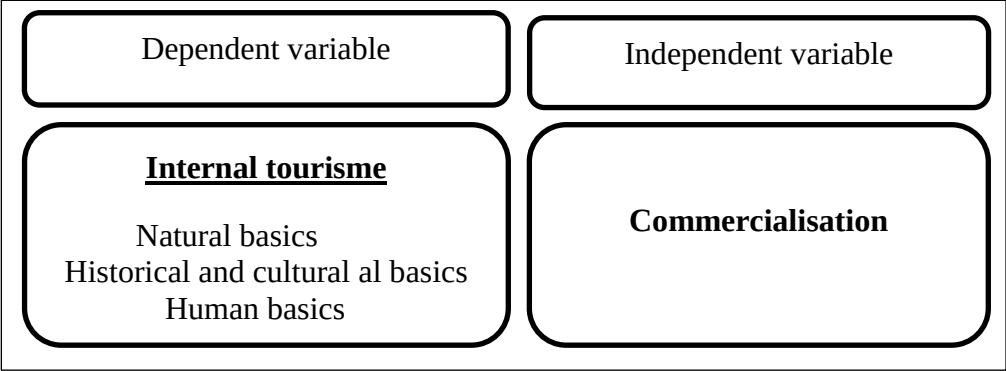
Field Study Framework:

Travel Agencies

I. Field Study Model

The researchers designed the following model for the study based on the above:

Figure (01): Study Model



Source: done by the researchers

Study Sample:

The study population includes a group of customers from travel agencies. A random sample of 256 individuals was selected.

Table 1: Distribution of the Study Sample According to Demographic Variables

Demographic Variables	Categories	Frequencies	Percentage (%)
Gender	Male	201	78.5
	Female	55	21.5
Age Group	Less than 19 years	3	1.2
	20 to 39 years	141	55.1
	40 to 59 years	107	41.8
	Over 60 years	5	2

Educational Level	Less than Secondary	13	5.1
	Secondary	39	15.2
	University	125	48.8
	Postgraduate Studies	79	30.9
Monthly Income Level	No income	17	6.65
	Less than 30,000 DZD	14	5.46
	From 30,000 to 60,000 DZD	67	26.17
	More than 60,000 DZD	158	61.72
Number of Interactions with the Agency	Once	181	70.7
	Twice	24	9.4
	3 times or more	51	19.9

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

Study Tool:

The researchers relied on an online questionnaire to collect information for the field study, which included 22 statements related to the study. Therefore, the number of

valid questionnaires for analysis was 256, representing 100%.

Structure of the Study Tool:

The tool includes three main sections:

- **Section 1:** Personal data of the sample, including gender, age, education level, income level, and number of interactions with the agency.
- **Section 2:** Sales promotion, consisting of 8 statements focused on: gifts, coupons, and competitions.
- **Section 3:** Domestic tourism (14 statements) covering natural components, historical and cultural components, and man-made components.

To assess the responses of the sample, the researchers used a 5-point Likert scale, where participants were asked to rate their agreement with each statement.

Validity of the Study Tool:

To ensure the validity of the questionnaire, its content was reviewed by a group of specialized experts. Based on the feedback, some statements were modified or reworded for clarity, and others were removed to make the questions clearer for the sample.

Reliability of the Study Tool:

To test the reliability of the questionnaire, the researchers used the Cronbach's Alpha coefficient. The results are shown in the table below:

Table 2: Cronbach's Alpha Reliability Coefficients

Survey Section	Number of State-ments	Cronbach's Al-pha
Sales Promotion	8	0.816
Domestic Tou-rism	14	0.866
Overall Survey	22	0.890

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

From the above table, we observe that the Cronbach's Alpha reliability coefficient for the Sales Promotion scale is 0.816, indicating strong correlation, which reflects the reliability of the first scale related to sales promotion. Additionally, the Cronbach's Alpha coefficient for the Domestic Tourism scale is 0.866, also showing strong correlation, indicating the reliability of the second scale related to domestic tourism.

Validity of the Study Tool:

Table 3: Validity Coefficients

Survey Section	Number of State-ments	Validity Coeffi-cient
Sales Promotion	8	0.903
Domestic Tou-rism	14	0.930

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

From the table, we observe that the validity coefficient for the Sales Promotion scale is 0.903, which is a strong validity coefficient indicating the accuracy of the scale. Similarly, the validity coefficient for the Domestic Tourism scale is 0.930, which is also a strong validity coefficient, confirming the accuracy of the scale.

After measuring the validity and reliability of the two scales, and considering the strong correlation coefficient (Cronbach's Alpha) for both scales and the strong validity coefficients, we can conclude that the tool is valid for the study.

1- Model Fit Quality:

Table 4: Model Fit Quality

Model	Pearson Correlation Coefficient (R)	Coefficient of Determination (R^2)	Mean Absolute Error (MAE)	Maximum Mean Absolute Error (MAX AE)
	0.526	0.277	4.603	27.96

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

From the table, we observe that the Pearson correlation coefficient between domestic tourism and sales promotion is 0.526, and the coefficient of determination is 0.277, meaning that sales promotion can explain about 27.7% of the changes in domestic tourism, with the remaining variation explained by other variables.

Additionally, the mean absolute error is 4.603, while the maximum value of the mean absolute error is 27.96.

2- Overall Significance Test for the Model:

To determine the overall significance of the model, we use the following table:

Table 5: Overall Significance of the Model

Model	Sum of Squares	Degrees of Freedom	Mean Square	F Value	Significance Level (sig)
Regression	3542.32	1	3542.32	97.37	<0.001
Residuals	9240.36	254	36.37		
Total	12782.68	255			

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

From the table, we observe that the sum of squares for regression equals 3542.32 with 1 degree of freedom, and the mean square for regression equals 3542.32. The sum of squares for residuals equals 9240.36 with 254 degrees of freedom, and the mean square for residuals is 36.37. We also observe that the F-test value equals 97.37 with a significance level of <0.001, which is less than the significance level of 0.05, indicating that the model is significant (true).

3- Partial Significance Test for the Model's Parameters:

To test the partial significance of the model, we use the following table:

Table 6: Partial Significance of the Model

Model	B Coefficient	t Value	Significance Level (Sig)
Constant (Constante)	31.85	12.38	<0.001
Sales Promotion	0.831	9.86	<0.001

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

- **For the constant:** From the table, we observe that the constant coefficient is 31.85 with a t-test value of 12.38 at a significance level of <0.001, which is less than the significance level of 0.05. Therefore, the constant parameter is significant.
- **For the Sales Promotion variable:** From the table, we observe that the sales promotion coefficient is 0.831 with a t-test value of 9.86 at a significance level of <0.001, which is less than the significance level of 0.05. Therefore, the sales promotion parameter is significant.

Thus, we can conclude that partial significance is achieved.

4- Availability of Residuals' Assumptions:

Residual Normality Test

Table (07): Shapiro-Wilk Test

Significance Level (sig) Degrees of Freedom Test Value

<0.001

256

0.975

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs.

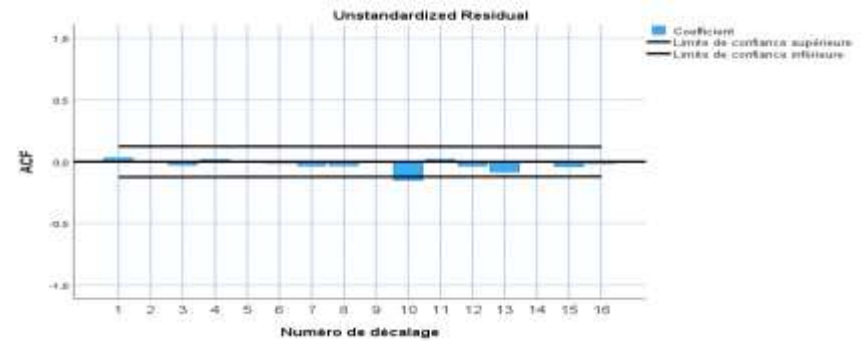
From the Shapiro-Wilk normality test for residuals in the table, we observe that the test value is 0.975 with 256 degrees of freedom at a significance level of <0.001 , which is less than 0.05. This indicates that the residuals do not follow a normal distribution.

Autocorrelation Test for Residuals

The importance of studying the autocorrelation of residuals in regression analysis is that the presence of this correlation can cause the estimated variance of the error to be lower than its true value. As a result, the test statistics that rely on this variance, such as T, F, and R^2 , will be higher than their actual values, leading to doubts about the validity of the model fit quality decision.

From the chart representing the autocorrelation function of the residuals, we notice that one of the autocorrelation coefficients is outside the confidence interval, meaning there is autocorrelation of the residuals, which indicates a lack of independence among the residuals.

Figure (02): Autocorrelation Function of Residuals



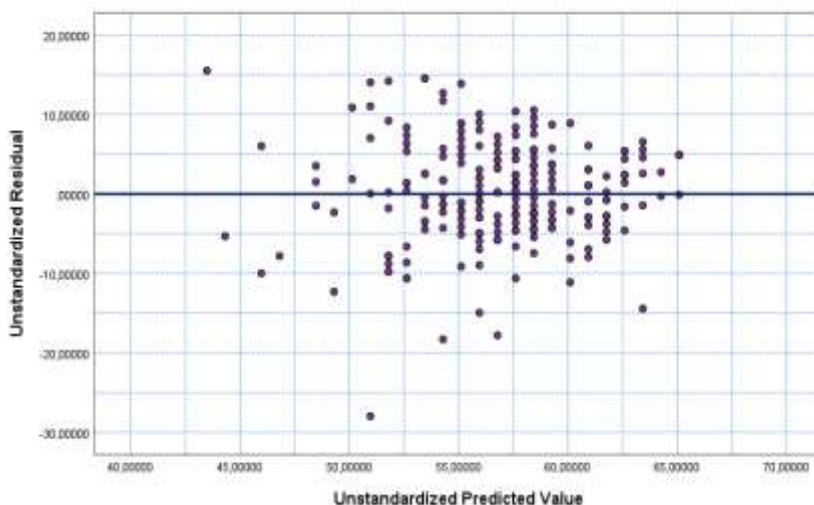
Source: Based on SPSS V.29 outputs.

Homogeneity of Residuals

The lack of constant variance in the regression model can lead to the same consequences as the presence of autocorrelation among residuals. In such cases, the standard errors are estimated to be lower than their true values, which makes these estimates biased, thereby casting doubt on the validity of statistical inference results.

This is examined by inspecting the spread of the standardized residuals against the predicted values of the dependent variable. The spread shows that the distribution is random, which indicates homogeneity of the residuals.

Figure (03): Spread of Standardized Residuals with Predicted Values of the Dependent Variable



Source: Based on SPSS V.29 Outputs

5- Model Summary:

Based on the previous analysis, the model can be summarized in the following table:

Table (08): Summary of the Simple Linear Regression Model

	Residual Conditions		Partial Significance Test		Total Significance Test		Model Fit Quality		Homogeneity Test		Autocorrelation of Residuals		Normality		MAX AE		MAE		R-Square		Achieved		Not Achieved		Not Achieved		Available		Available		27.96		4.60		0.277		Model		$Y = 0.831 * X + 31.85$		Model Equation	

Source: Prepared by the researchers based on SPSS V.29 outputs

- Y: Domestic Tourism
- X: Sales Promotion

Hypothesis Testing

The hypothesis states: "Sales promotion impacts the development of domestic tourism in Algeria by increasing demand."

Therefore, the null hypothesis and alternative hypothesis are formulated as follows:

- **H0:** There is no effect of sales promotion on the development of domestic tourism in Algeria through increased demand.
- **H1:** There is an effect of sales promotion on the development of domestic tourism in Algeria through increased demand.

To test the null hypothesis, we use Pearson's correlation coefficient, and the results of the test are as follows:

Table (09): Pearson's Correlation Coefficient for Study Variables

Pearson's Correlation between Sales Promotion Techniques and Domestic Tourism	Significance Level (Sig)
0.526	< 0.001

Source: Prepared by the researcher based on SPSS V.29 outputs

From the table, we observe that Pearson's correlation coefficient between tourism promotion policies and domestic tourism equals 0.526 ($R = 0.526$), at a significance level of **Sig < 0.001**, which is smaller than the significance level of $\alpha = 0.05$. Therefore, we reject the null hypothesis **H0** and accept the alternative hypothesis **H1**, which states that: "Sales promotion impacts the development of domestic tourism in Algeria by increasing demand," indicating a strong positive relationship.

Interpretation and Discussion of the Study Results

The hypothesis states that "Sales promotion has an effect on the development of domestic tourism in Algeria by increasing demand."

Through statistical tests, the hypothesis was confirmed, indicating that there is a relationship between sales promotion techniques and domestic tourism. This relationship is strong and positive, meaning that as an institution increases the use of sales promotion techniques, domestic tourism becomes more active, reflected in the increase in demand. This is due to travel agencies' implementation of various sales promotion techniques to attract tourists' attention, which contributes to improving domestic tourism by increasing

demand for the many tourist destinations Algeria offers, benefiting from its good geographical location and natural, historical, and archaeological resources, which travel agencies utilize to create promotional offers that capture tourists' attention.

This conclusion is supported by the study of Amiche Samira, which highlighted the role of promotional strategies in boosting tourism demand. Sales promotion is one of the key elements of the promotional mix and helps analyze the relationship between supply and demand for tourism. The tourism supply appears in different forms emphasized by sales promotion techniques to improve domestic tourism, which thrives with the increase in tourist demand. This is also reflected in the Pearson correlation coefficient of 0.526, which approximates 0.60, indicating a strong positive relationship.

Conclusion

In conclusion, sales promotion techniques, as part of the promotional mix, are an effective tool for promoting domestic tourism in various forms by stimulating demand and increasing local tourists' visits to tourist destinations. This is achieved through what tourism institutions offer in attractive packages, such as discounts and enticing advertising campaigns aimed at attracting the maximum number of tourists, ensuring their satisfaction by providing services that align with their needs and desires, ensuring loyalty, and exploiting Algeria's vast tourism assets using digital techniques such as social media marketing and smart applica-

tions to reach the target audience. The adoption of an effective strategy translates into promotional offers that contribute to supporting and promoting the tourism sector, increasing its revenue, and fostering sustainable economic development at the national level, especially following the negative effects of the COVID-19 pandemic.

After conducting the applied study and gaining a deeper understanding of the current situation of sales promotion and domestic tourism, several recommendations can be made to promote the sector and enable travel agencies to achieve their goals and those of the tourists:

- Develop tourism infrastructure, including roads, airports, and hotels, to align with tourists' requirements and provide a comfortable and attractive experience.
- Provide various transportation options covering the entire country, contributing to boosting domestic tourism and enhancing competitiveness while ensuring fair pricing for tourists.
- Improve the quality of financial services, which play a vital role in facilitating the use of tourism services and their related activities, such as accommodation, transportation, and restaurants, by providing digital and physical financial spaces close to tourists.
- Strengthen cooperation between the government, the private sector, and civil society, while promoting the culture of social responsibility to preserve natural and cultural resources, achieving sustainable tourism development.

References in Arabic:

- Abdelaziz Madoui, Hakim Ben Jrouwa, "Towards Activating Virtual Tourism to Promote Tourism Destinations in the Context of the COVID-19 Crisis, With Reference to Algeria," *Journal of Management and Economics Research*, Volume 2, Issue 2, P. 53, 2020.
- Amal Nahlia, "The Impact of Promotion on Institutional Performance in Algeria: A Case Study of the Mitija Industrial Mill 'SIM' for Food Industries," Master's Thesis, Saad Dahlab University, Blida, 2006.
- Amiche Samira, "The Role of Promotional Strategy in Adapting Algerian Tourism Demand to Available Tourism Services from 1995-2015," PhD Thesis, Faculty of Economic and Commercial Sciences and Management Sciences, Ferhat Abbas University, Setif 1, 2014-2015.
- Asma Mazouna, Hamza Meziane, "The Contribution of Travel Agencies to Developing Domestic Tourism in Algeria: An Exploratory Study of a Sample of Travel Agencies," *Journal of Contemporary Economic Research*, Volume 04, Issue 02, P. 60-61, 2021.
- Ben Saïd Ibrahim, "The Impact of Tourism Promotion Policies on Improving Domestic Tourism: A Study of a Sample of Travel Agency Customers in Algeria," PhD Thesis, Kasdi Merbah University, Ouargla, 2024.
- Dhahmani Ali, "The Impact of Price-Based Sales Promotion on the Final Consumer's Purchasing Decision: The Case of Algerian Telecom in Chlef," *Academy of So-*

- cial and Human Studies, Volume 15, Issue 1, P. 508, 2023.
- Elias Shahid, "Tourism Marketing in Algeria: A Theoretical and Field Study," PhD Thesis in Commercial Sciences, University of Algiers 03, P. 180, 2013.
- Farid Bekhti, Reda Behiaini, "Desert Tourism as a Method for Promoting Domestic Tourism in Algeria," Advanced Economic Research Journal, El Oued, Volume 5, Issue 2, P. 161, June 2020.
- Halima Qamri, "The Contribution of Sales Promotion Programs in Changing the Negative Consumption Behavior of the Algerian Consumer: A Field Study at the UNO Shopping Center in Mostaganem," North African Economies Journal, Volume 19, Issue 02, P. 442, 2023.
- Ibrahim Bounab Mohamed Amin, "The Importance of the Handicrafts Sector and Its Role in Developing the Tourism Sector: A Case Study of Algeria from 2003-2013," Department of Economics, University of Algiers 3, P. 102-103, 2015.
- Nacima Jemil, "The Reality of Tourism Media in Algeria: The Communication Practices Contributing to Spreading Tourism Awareness - Oran as a Model," PhD Thesis, Faculty of Social Sciences, University of Oran 2, 2018, P. 184-185-188.
- Najat Ben Turki, "Sports Tourism as a Catalyst for Domestic Tourism in Algeria," Journal of Administrative and Financial Sciences, Hamma Lakhdar University, Algeria, Volume 01, Issue 01, December 2017, P. 282.

Shaaban Baitiche, "The Impact of Marketing Studies on Sales Promotion," University Cultural Institute, 40 Mustafa Meshref Street, Alexandria, 2013, P. 143-151.

References in Foreign Languages:

Aissa Kadda, Wazzani Mohamed, "Challenges of Domestic Tourism Post-COVID-19," Journal of Legal and Economic Research, Volume 04, No. 02 (2021).

Philip Kotler et al., *Marketing Management*, 15th Edition, Pearson Education, Paris, 2015.

Study by Benchaib Mohamed, "The Strategy of Developing the Domestic Tourism Sector in Algeria in Light of the Corona Pandemic," International Journal of Economic Performance, Volume 05, No. 01 (2022).

Study by Raed Ahmed Momani, "The Impact of Sales Promotion on Purchasing Decisions of Children's Meals at Fast Food Restaurants in Jordan," University of Petra, Jordan, 2016.

Stratégies de communication pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées

Eba Elisabeth AMANI née KROU

Institut National Supérieur des Arts et
de l'Action Culturelle (INSAAC)

marielisabeth84@yahoo.fr

Yéo SIBIRI

Université Alassane Ouattara-Bouaké (UAO)

yeosibiri2020@gmail.com

Résumé

L'entrepreneuriat apparaît comme une solution pour redonner confiance et ouvrir de nouvelles perspectives aux jeunes filles, face aux défis de la déscolarisation. Nous avons convoqué la théorie du modèle de persuasion de l'élaboration (Elaboration Likelihood Model - ELM) et celle de la communication à deux étapes (Two-step flow theory). Elles permettent d'identifier les attentes de ces jeunes filles afin de concevoir des messages efficaces qui incitent à l'action. Et, nous avons proposé des stratégies de communication pour les encourager à se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. Cet article souligne l'importance de la communication en mettant l'accent sur le choix des canaux, la création de messages forts pour la promotion de l'entrepreneuriat.

Mots-clés : *entrepreneuriat, jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées, promotion, stratégies de communication*

Communication strategies for promoting entrepreneurship of girls who have dropped out-of-school or unschooled

Abstract

Entrepreneurship appears as a potential solution to restore confidence and open new perspectives for young girls facing the challenges of de-school. We have called upon the theory of the Elaboration Likelihood Model and that of Two-step flow theory. They help identify the expectations of these young girls to design effective messages that encourage action. And we proposed communication strategies to encourage them to embark on the entrepreneurial adventure. This article highlights the importance of communication by emphasizing the choice of channels, the creation of impactful messages for the promotion of entrepreneurship.

Key words: entrepreneurship, out-of-school or unschooled girls, promotion, communication strategies

Introduction

L'entrepreneuriat féminin est un levier puissant d'autonomisation et de développement économique. En effet, il se révèle particulièrement crucial dans le contexte des jeunes filles déscolarisées et non scolarisées. L'accès aux opportunités entrepreneuriales est difficile pour ces jeunes filles, en raison de défis spécifiques liés à leur marginalisation. Les filles se retrouvent souvent confrontées à des difficultés d'insertion professionnelle et à un sentiment d'échec. Pourtant, dans des sociétés africaines, les femmes ont toujours joué un rôle prépondérant dans la stabilité de la famille et le développement économique (Beltran, 2006). Aujourd'hui, la cherté de la vie et la réduction des ressources dans les familles poussent certaines femmes à s'impliquer dans la recherche de revenus pour participer aux dépenses du foyer, en apportant un soutien financier au revenu principal masculin. Cependant, certaines filles déscolarisées ou non scolarisées se heurtent encore à des blocages de taille pour accéder à des emplois et gagner leur vie.

Dans ce contexte, l'entrepreneuriat pourrait devenir une solution pour leur offrir une autonomie financière et leur donner les moyens d'accomplir leurs ambitions.

Selon Howard H. Stevenson (1983), la clé du succès entrepreneurial est la combinaison d'une détermination sans faille et d'une passion ardente. Qu'est-ce que l'entrepreneuriat ? Le terme « entrepreneuriat » a été défini la première fois à la Harvard Business School par le professeur Howard Stevenson. D'après lui (1983), « *l'entrepreneuriat est la poursuite d'une opportunité au-delà des ressources que vous contrôlez* ». Donc, pour les jeunes filles dé-

scolarisées ou non scolarisées, l'entrepreneuriat peut constituer une porte ouverte vers l'indépendance, l'accomplissement de soi et l'impact social. Mais, comment lever les barrières qui les empêchent de se lancer dans l'entrepreneuriat ?

L'objectif de cette réflexion consiste à proposer des stratégies de communication afin de promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées pour leur autonomie financière. Pour explorer cette piste, nous posons les hypothèses suivantes :

- L'entrepreneuriat constitue un moyen pour les jeunes filles déscolarisées d'acquérir une liberté économique et surtout d'exécuter leurs ambitions.
- La mise en place de stratégies de communication pourrait les encourager à entreprendre.

Nous avons réalisé l'observation directe, des enquêtes et l'étude documentaire pour recueillir les différents travaux, des informations afin d'approfondir la question. Nous avons mobilisé la théorie du modèle de persuasion de l'élaboration (Elaboration Likelihood Model - ELM) et celle de la communication à deux étapes (Two-step flow theory) permettant de répondre aux principales interrogations autour desquelles s'articule notre sujet. Toutes ces démarches méthodologiques nous ont permis d'élaborer notre plan : approche théorique et méthodologique, résultats et discussion de l'enquête, et recommandations (stratégie de communication et d'accompagnement).

1. Approche théorique et méthodologique

1.1. Approche théorique

La revue de littérature consultée nous a fait découvrir que beaucoup d'écrivains ont abordé la question de l'entrepreneuriat sous différents angles. Nous citons à cet effet des manuels afin de voir les différentes approches des auteurs. CLAVEL Frédérique & MEURISSE Sophie (2017) motivent et orientent sur le parcours de l'entrepreneure. L'ouvrage prodigue de riches conseils pratiques et des exemples concrets. Il met en exergue les préoccupations avant et pendant l'aventure qui va transformer l'entrepreneure pas à pas en cheffe d'entreprise. Il donne des réponses aux questions que se posent les entrepreneures. Et, il fait une orchestration individualisée, grâce à des quiz et des exercices. Chaque lectrice peut évaluer son entreprise et identifier ses besoins spécifiques. C'est un guide pratique et tangible. Il offre un suivi personnalisé et des outils concrets pour mener à bien leur projet.

CAPOBIANCO Marie-Claire & LIAUTAUD Martine (2014) affirment que l'accompagnement ne demeure pas une option, mais un élément incontournable pour réussir dans ce domaine. Et qu'il soit urgent d'encourager toutes celles qui veulent démarrer la création ou la reprise d'entreprise pour accomplir leurs ambitions. C'est pourquoi leur livre offre une vision claire des enjeux, des conseils pratiques et des témoignages stimulants. Les auteurs ont mené une approche globale pour aborder tous les aspects de l'entrepreneuriat féminin, des motivations aux difficultés en passant par les solutions.

SMAHI CUSIN Manon (2022), coach spécialisée dans l'accompagnement, propose un soutien aux femmes qui

souhaitent se lancer dans l'entrepreneuriat dans le but d'aboutir à l'activité qu'elles désirent développer. Son ouvrage est un guide complet et évocateur. Il présente des témoignages d'entrepreneures inspirantes et résilientes. Elle prodigue des conseils testés sur l'organisation ou la communication dans l'entrepreneuriat afin d'aider à faire naître votre projet. Il offre une vision positive et réaliste de l'entrepreneuriat féminin et fournit les clés pour réussir. L'écrivain a mené une approche holistique dans son œuvre et ne se limite pas aux facettes techniques de la construction d'entreprise, mais traite aussi les dimensions personnelles et émotionnelles de l'entrepreneuriat.

TURBAT Frédéric (2020) prodigue des conseils précis à l'entrepreneur. L'auteur, expert-comptable, donne un regard éclairé sur les aspects légaux, fiscaux et financiers de la création d'entreprise. Il propose une méthodologie fiable pour identifier le bon statut juridique, etc. Et, il accoste également les points liés à la gestion quotidienne de l'entreprise. Il présente une démarche pragmatique et traite les questions que se posent la plupart des créateurs d'entreprise. Il octroie une vision complète et pratique de la création d'entreprise et permet d'éviter les erreurs les plus courantes. SCHMITT Christophe (2019) aborde la notion d'entrepreneuriat avec pour objectif de souligner son évolution. Il fait un rapprochement avec les enjeux et les défis de nos sociétés à l'heure actuelle. Il propose de mettre en perspective les différentes approches (économique, psychologique, sociologique, management, etc.) reliées à l'entrepreneuriat.

Les auteurs ont mené leur analyse de l'entrepreneuriat sous différentes approches telles que : globale, économique, psychologique, sociologique, etc. Notre réflexion met en re-

lief l'aspect communicationnel afin d'accentuer les messages de promotion sur l'entrepreneuriat chez les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées. C'est pourquoi cette promotion de l'entrepreneuriat requiert une stratégie de communication médiatique solide qui se repose autant sur des théories éprouvées.

Cette étude s'appuie essentiellement sur deux théories pertinentes. Dans le modèle de persuasion de l'élaboration (ELM), les individus traitent les informations de manière superficielle ou approfondie en fonction de leur motivation et de leurs capacités cognitives. Son application pour ces jeunes filles nécessite d'utiliser par les médias des messages simples, visuels et concrets qui mettent en avant les bénéfices immédiats de l'entrepreneuriat. En revanche, la théorie de la communication à deux étapes (Two-step flow theory) relève que l'influence des médias se réalise souvent indirectement par l'intermédiaire d'opinions des leaders. Son application pour les jeunes filles déscolarisées, suggère d'identifier et de former des leaders d'opinion au sein des communautés pour qu'ils relayent les messages positifs sur l'entrepreneuriat féminin.

1.2. Approche méthodologique

Notre étude s'inscrit dans les sillons de l'étude mixte (approche qualitative et quantitative), de recherche documentaire (ouvrages, articles scientifiques, etc.). Nous avons mené une observation qui se définit comme la considération attentive des faits en vue de mieux les maîtriser et de collecter des données à leur propos Jean Louis LAUBET Del Bayle (2001). C'est une technique qui favorise l'appropriation des contours de l'entrepreneuriat des jeunes filles déscolarisées. Elle

visée à connaître les obstacles qu'elles rencontrent afin d'acquérir une autonomie financière. Nous avons recueilli des données à partir d'enquêtes qui permettent de répondre à la problématique. Nos investigations ont permis de comprendre les réalités que vivent ces filles dans la recherche d'un travail ou pour exercer une activité. L'enquête de terrain est venue pour compléter les renseignements existants dans les documents. L'audience cible de l'enquête de notre étude comprend les filles des tranches d'âges de 18 à 25 ans et de 26 à 30 ans qui constituent le centre de notre intérêt. Un questionnaire a servi d'outil de recueil de données afin de relever leurs défis, leurs besoins et leurs accès à l'information et à l'orientation à propos de l'entrepreneuriat. L'entretien semi-directif permet de centrer le discours des enquêtées. Notre observation et les enquêtes se sont réalisées d'avril 2023 à octobre 2023. Nous avons travaillé avec un échantillonnage de plus de deux cents personnes Abidjan (Abobo, Koumassi) et à l'intérieur du pays (Agniblékrou, Soubré). L'enquête qualitative s'est faite avec au moins 4 personnes par localité, soit avec au moins un total de 16 personnes pour les entretiens semi-directs. Comme instrument d'analyse, la présente recherche privilégie une approche qualitative, une analyse de contenu qui permet de donner du sens à toutes ces informations collectées et aussi à l'outil informatique. L'approche qualitative consiste à percevoir, à décrire et à analyser des renseignements récoltés par notre observation, notre consultation de documents ou des entretiens qui peuvent contribuer à mieux saisir le phénomène traité.

2. Résultats d'enquête

Tableau 1 : Caractéristiques de la cible

		Effectif	Pourcentage
Âges	18-25 ans	74	35,1
	26-30 ans	136	64,9
Total		210	100
Lieux de résidence	Milieu urbain	125	59,5
	Milieu rural	85	40,5
Total		210	100
Niveaux d'étude	Primaire	105	50,0
	Secondaire	75	35,7
	Non scolarisés	30	14,3
Total		210	100

Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023

D'après le tableau ci-dessus, on note que 35,1 % de nos répondantes sont âgées de 18 à 25 ans et 64,9 % ont 26 à 30 ans. 40,5 % des filles interrogées résident à l'intérieur et 59,5 % en milieu urbain. De ce fait, nos répondantes habitent majoritairement en milieu urbain. Le niveau d'étude de nos enquêtées : 50 % primaire, 35,7 % secondaire, 14,3 % n'ont pas été scolarisées. Donc, la majorité de nos enquêtées ont arrêté les études aux primaires.

Tableau 2 : Exercice d'une activité génératrice de revenus

	Effectif	Pourcentage
Oui	195	92,9
Non	15	07,1
Total	210	100

Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023

Au regard de ce tableau 3, on observe que 92,9 % ont une activité génératrice de revenus contre 7,1 % qui n'ont pas d'activité génératrice de revenus.

Tableau 3 : Obstacles à l'entrepreneuriat ou pour exercer une activité (choix multiples)

	Effectif	Pourcentage
Formation professionnelle	210	42,9
Soutien financier	210	100
Accès à l'information	210	42,9
Autres (préciser)	210	07,1
Total	210	100

Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023

Formation professionnelle 42,9 % ; soutien financier 100 % ; Accès à l'information 42,9 % et autres (préciser) 7,1 %. Le soutien financier a été relevé comme le premier facteur qui empêche ces filles à ne pas avoir une activité. Ensuite viennent les facteurs : la formation et de l'information.

Tableau 4 : Exercice d'une activité déclarée dans le secteur privé ou exercice d'une activité pour subvenir aux besoins

	Effectif	Pourcentage
Exercice d'une activité pour subvenir aux besoins (informel)	88	41,8
Exercice d'une activité pour subvenir aux besoins ensuite une activité dans le secteur (privé)	122	58,2
Total	210	100

Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023

Le tableau ci-dessus montre que 41,8 % des filles désirent avoir une activité pour subvenir à leurs besoins et 58,2 % veulent avoir d’abord une activité pour subvenir à leurs besoins et par la suite avoir une activité dans le secteur (privé). Donc, plus de la moitié des filles désirent avoir une activité en premier lieu pour subvenir à leurs besoins (informel) et en second lieu l’a déclarée (formel).

Tableau 5 : Besoins pour réaliser une activité (choix multiples)

	Effectif	Pourcentage
Formation professionnelle	210	71,4
Soutien financier	210	100
Accès à l’information	210	81,2
Soutien psychologique	210	92,9
Autres (préciser)	210	00
Total	210	100

Source : notre enquête d’avril 2023 à octobre 2023

Formation professionnelle 71,4 % ; soutien financier 100 % ; accès à l’information 81,2 % ; soutien psychologique 92,9 % et autres 0 %. Les besoins des filles pour réaliser une activité par ordre décroissant sont : soutien financier, soutien psychologique, accès à l’information et formation professionnelle.

Tableau 6: Avoir des informations et des opportunités disponibles pour entreprendre

	Effectif	Pourcentage
Oui	54	25,7
Non	156	74,3
Total	210	100

Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023

Le tableau 6 montre que 74,3 % n'ont pas d'informations sur des opportunités disponibles pour entreprendre contre 25,7 % qui sont informées. Donc, la plupart des filles interrogées manquent d'informations pour faire une activité ou entreprendre.

Tableau 7 : Avoir besoin d'informations et de formation ou d'orientation pour vous motiver à entreprendre

	Effectif	Pourcentage
Oui	195	92,9
Non	15	07,1
Total	210	100

Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023

Le tableau 7 indique que 92,9 % affirment avoir besoin d'informations et de formation ou d'orientation pour être motivées à entreprendre contre 7,1 %. Ce qui relève que presque toutes nos enquêtées ont besoin d'informations... afin d'entreprendre.

3. Discussion

La majorité des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées ont déclaré avoir une activité génératrice de revenus,

soit 92,9 %. Les différentes activités qu'elles exercent sont : la couture, la restauration, les activités de ménage, de servante de maquis, de transport (caissière), d'aide des personnes comme service (à vendre, etc.

Nous pouvons dire que ces filles exercent une activité pour subvenir à leurs besoins. Ce qui est à encourager et à féliciter. Voici les propos d'un des interviewés à ce sujet :

« Je vis avec mes parents encore malgré mon âge, presque 30, je ne peux pas me louer une maison. Car je ne gagne pas assez d'argent en tant que serveuse ; je suis couturière et l'argent que je gagne, c'est pour payer mes médicaments, c'est ma maman qui s'occupe de la nourriture. Pour le moment, l'argent que je gagne n'est pas assez ; je vis avec un homme et ce que je gagne, c'est pour l'aider aussi dans le foyer... »

7,1 % de filles qui n'ont pas d'activités ; et voici, les propos de certaines d'entre elles « je réfléchis à ce que je vais faire ; j'aide dans leur tâche ménagère à la maison ; je suis femme au foyer, je m'occupe des travaux de la maison, etc. ». C'est bien d'être présente pour sa famille, mais il faut faire comprendre à ces filles qu'il est nécessaire d'avoir une activité (une source de revenus) pour être autonome financièrement. A ce sujet, Amartya Sen dans son ouvrage (*Development as Freedom*, 1999) met en lumière l'importance cruciale de l'autonomie des femmes et de l'éducation des filles comme piliers du développement. L'autonomie financière ne signifie pas seulement avoir un revenu, mais aussi avoir le contrôle sur ses propres ressources et la capacité de prendre des décisions économiques, de se protéger contre la vulnérabilité et de contribuer pleinement à la société. Aussi, des facteurs tels que : la finance 100 %, la formation 42,9 %,

l'information 42,9 % constituent des obstacles qui les empêchent d'entreprendre ou pour exercer une activité. Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023.

En effet, le manque de finance peut effectivement empêcher une personne d'entreprendre. Cependant, il est important de faire comprendre à ces filles à trouver d'abord une petite activité pour avoir un gain et de le faire fructifier par la suite. Le facteur formation est à prendre en compte, il aide à exercer une activité. Parce que le fait d'acquérir et de maîtriser un ensemble de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être reste essentiel pour exercer un métier ou une fonction ou accomplir une tâche. La formation, l'expérience ou l'apprentissage permettent de développer l'expertise. Or l'absence de formation scolaire et professionnelle des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées limite leur accès à des emplois qualifiés et réduit leurs chances de réussite entrepreneuriale. Et pour mener une activité quelconque, il faut avoir un minimum de connaissance pour mieux la faire. Leur manque de compétences de base en lecture, écriture et calcul, rend difficile en revanche, la gestion d'une entreprise et même d'une petite activité. Selon UNICEF (2022), 53 %, des adolescentes de 15-24 ans ne savent ni lire ni écrire, contre 36 % des adolescents. Et selon notre enquête, 50 % des filles enquêtées ont le niveau primaire, 35,7 % ont le niveau secondaire, 14,3 % n'ont pas été scolarisés. Ces compétences de base sont essentielles pour la gestion efficace d'une entreprise, quelle que soit sa taille. Leur absence peut entraîner des difficultés importantes dans tous les aspects de l'activité. Certaines filles interrogées souhaiteraient dans un premier avoir une activité pour subvenir à leurs besoins et par la

suite disposer d'une entreprise dans le secteur privé (formel) où ces compétences se feront nécessairement ressenties.

Le facteur information est également primordial. Du fait qu'il permet de prendre des décisions éclairées par rapport à ce qu'on veut faire. Et d'anticiper et de gérer les risques sur les actions, quel que soit le domaine d'activités. Ces filles ont besoin d'être informées sur : comment créer et choisir une activité génératrice de revenus ? Où trouver le financement pour l'activité et les démarches à mener pour se faire financer ? etc.

Donc, le manque d'information peut être un frein pour entreprendre. De même, elles disent qu'elles manquent de confiance en soi. Ce facteur est très important et est à considérer, car le manque de confiance en soi et en ses capacités peut freiner l'initiative et la prise de risque nécessaires pour entreprendre. Il faut aider ces filles à briser toutes ces barrières psychologiques qui émanent de plusieurs facteurs tels que : sociaux, culturels et personnels. Par exemple, les expériences d'échec scolaire peuvent affecter leur estime de soi et leur conviction en leurs facultés à réussir. Selon Priscille, 22 ans, une bénéficiaire du projet « *GIRL POWER* » confirme cette assertion :

« J'ai arrêté les cours en CE2. J'étais chez ma tante et c'est elle qui m'a inscrit au projet. J'ai été abandonnée par ma mère, qui n'a jamais cherché à me revoir. Le conseil que je peux donner à mes amies, c'est de ne jamais baisser les bras et de croire en soi. Je ne croyais pas que je pouvais un jour intégrer une entreprise pour apprendre un métier. Je n'arrive pas à y croire. Je sens qu'il commence à faire jour dans ma vie... ». *UNICEF (2022)*

Par ailleurs, selon notre enquête, 58,2 % veulent dans un premier temps avoir une activité pour subvenir à leurs besoins et par la suite avoir une activité dans le secteur privé (formel). 41,8 % d'entre elles veulent juste faire une activité pour subvenir à leurs besoins. Cela prouve que ces filles interrogées ont des objectifs et ont besoin d'être guidées dans l'entrepreneuriat. Voici quelques-unes de leurs affirmations :

- « je veux être autonome ; je veux avoir plus de revenus ;
- ✓ je veux faire plus de bénéfices ;
- ✓ je veux être indépendante et employer des personnes ;
- ✓ je veux être subventionné ; je veux que mon business devienne grand ;
- ✓ je veux améliorer ma condition de vie ;
- ✓ je veux un prêt d'argent pour faire une grande activité ;
- ✓ ma famille est pauvre et je veux faire quelque chose pour avoir les moyens pour aider la famille ;
- ✓ je veux gagner beaucoup d'argent et agrandir ce que je fais actuellement ;
- ✓ ma tante a pu se construire grâce à son restaurant et moi j'en veux plus, je veux avoir des restaurants et employés des personnes ;
- ✓ je veux avoir plus d'expériences dans mon métier ; je veux avoir de grands magasins de pagnes ;
- ✓ je veux avoir beaucoup de coins de vente de gâteaux d'anniversaire et travailler avec des gens aussi ;
- ✓ je veux déclarer mon activité pour avoir accès à d'autres opportunités... »

Pour atteindre à leurs objectifs ci-dessous, elles ont déclaré avoir besoin d'un soutien financier 100 %, un soutien psychologique de 92,9 %, un accès à l'information de 81,2 % et une formation professionnelle de 71,4 %. Source : notre enquête d'avril 2023 à octobre 2023.

L'entrepreneuriat présente un véritable enjeu de souveraineté économique. Le manque de capital de départ semble une barrière majeure pour celles qui souhaitent lancer leur propre entreprise. Elles n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour démarrer leurs activités et donc elles font face à des problèmes d'accès au financement. Les institutions financières restent souvent réticentes à accorder des subventions à des personnes sans diplôme ou sans activité renforçant ainsi les inégalités. Certaines éprouvent donc des difficultés pour accéder aux prêts bancaires, notamment en raison de la perception d'un risque plus élevé. Certaines ne savent pas comment se faire financer et ne connaissent pas les démarches pour trouver un financement ou rédiger leurs projets. Le soutien psychologique est réel. Selon UNICEF (2023), il a été constaté également que parmi les jeunes filles qui ont bénéficié du projet « GIRL POWER », « Une fille sur deux pensait être inutile. » Cette statistique alarmante révèle un problème profond d'estime de soi et de perception de leur rôle dans la société chez les jeunes femmes. Il est crucial de comprendre les facteurs qui contribuent à ce sentiment d'inutilité afin de mettre en place des solutions efficaces. Il est important de noter que chaque fille demeure unique et que les solutions pour lutter contre le sentiment d'inutilité peuvent varier en fonction du contexte social, économique et culturel. Egalement, la formation permet d'acquérir et d'adapter les compétences de ces jeunes femmes par rapport à l'activité qu'elles désirent faire. Elle renforce leur confiance en leurs capacités et leur donne les outils pour réussir. Quant à l'information, elle est un prérequis très important pour les filles non scolarisées qui ont souvent un accès limité aux

informations sur les opportunités économiques et les possibilités d'entrepreneuriat. Elle peut leur permettre de connaître les sources de financements, les programmes de soutien pour lancer et développer une activité. 74,3 % de filles enquêtées disent qu'elles n'ont pas d'information sur des opportunités disponibles pour entreprendre. Ce pourcentage interpelle et montre qu'il y a une action véritable de communication permanente à mener pour les sensibiliser sur la question. Voici des propos recueillis :

« Je n'ai aucune information pour l'avancement de mon activité ; j'aimerais savoir où je peux aller me renseigner si je dois faire une activité, je ne sais pas comment je dois faire pour demander de l'argent à la banque pour faire une activité, je me pose des questions souvent, parce que je veux avoir des magasins de pagnes... ; je n'ai personne pour m'informer... ».

Et 92,9 % des filles interrogées disent qu'elles ont besoin d'informations, de formation ou d'orientation pour être motivées à entreprendre. Voici, les propos avancés à ce sujet :

« ça va m'aider s'il y a des gens avec qui je peux parler de ce que je fais, ça va m'aider..., je veux avoir plus de notions dans l'entrepreneuriat ; je désire apprendre pour mieux travailler, je veux apprendre à lire et écrire..., je veux réussir ce que je fais, c'est bien de pouvoir avoir un lieu pour se renseigner dans ce qu'on fait parce que nous ne sommes pas arrivées loin à l'école... ».

Les jeunes filles déscolarisées en Côte d'Ivoire font face à des obstacles spécifiques liés, au manque de financement, à leur manque de qualification, au manque d'information, etc. Des stratégies de communication adaptées pourraient favo-

riser l'émergence et la pérennisation des initiatives entrepreneuriales de ces jeunes femmes. Il est donc essentiel de mettre en place des programmes de soutien adaptés à leurs besoins particuliers pour leur permettre de développer leurs compétences, de renforcer leur confiance en elles et de surmonter les barrières qui les empêchent de réaliser leur potentiel entrepreneurial.

4. Recommandations pour une stratégie de communication en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat

Une stratégie de communication efficace et permanente doit être construite autour de bons canaux de communication. Tout d'abord, il est important de plus miser sur le choix des canaux de communication pour les jeunes filles non scolarisées ou déscolarisées (événements locaux, contenus audiovisuels, etc.) pour passer les messages sur la promotion de l'entrepreneuriat. Par exemple, organiser des foires, des concours pour établir du lien avec les communautés. Et, des ateliers pratiques pour donner aux jeunes filles les clés de la création d'entreprise. Concernant le choix des médias, il faut utiliser des médias traditionnels (télévision, radio, affichage) pour toucher un large public et surtout le public féminin en zone rurale et renforcer la crédibilité des messages. Cette crédibilité passe par la connaissance des réalités que vivent ces filles sur le terrain. Il faut étudier le contexte local, car avant d'échanger, il est essentiel de comprendre les spécificités de la zone rurale : sa culture, ses valeurs, ses préoccupations, ses réseaux sociaux, etc. Et les messages de sensibilisation doivent être même adaptés à ces filles, en utilisant un langage clair et accessible, en tenant compte des réalités locales et en valorisant les atouts du territoire. Il est crucial de

diversifier les canaux de communication en privilégiant autant les événements de proximité (marchés, fêtes de village...). Cette sensibilisation implique en outre les leaders communautaires (chefs de village), les institutions locales (préfecture), les parents et tuteurs afin de s'appuyer sur l'importance de soutenir les projets entrepreneuriaux des filles, sur les bénéfices de l'autonomisation économique. Aussi, il est possible d'organiser des journées de sensibilisation en mettant en avant des modèles féminins. Ces invitées qui sont des entrepreneures pourront rendre leurs témoignages en tout temps, en les partageant en lien avec leurs parcours de réussite pour inspirer ces jeunes filles. Ceci est un propos d'une enquêtée « je veux être comme Mme Akissi Delta, elle n'est pas allée à l'école et elle fait un film... »

De même, utiliser les réseaux sociaux précisément les plateformes les plus populaires comme Facebook, TikTok... pour engager et atteindre les jeunes filles en proposant des contenus pratiques pour les aider à fonder leur entreprise à travers des tutoriels. Et, établir des communautés d'échanges et de partages d'expériences en ligne si probables pour elles. C'est pourquoi il est contraint d'étendre ces rapprochements en installant des réseaux de mentorat et spécialistes ou en organisant des événements, des webinaires et conférences, pour répondre aux questions et susciter l'interaction dans le but de booster ces filles. Ce qui justifie de créer un lien entre de jeunes entrepreneures et des femmes avec leurs expertises dans ce domaine. Ces démarches vont donner la possibilité de fonder des espaces de réseautage pour encourager les échanges, se communiquer les informations et les collaborations. De plus, il faudrait créer un écosystème favorable pour établir des structures

d'accompagnement dans les villes, les villages de la Côte d'Ivoire en vue d'aider ces jeunes filles à entreprendre ou à développer leurs activités.

Par ailleurs, instaurer des programmes éducatifs et des formations spécifiques adaptées dans des écoles et centres de formation. Cela permet de réaliser une mise à niveau ou une alphabétisation pour ces jeunes filles afin d'assimiler la lecture et l'écriture ou encore apprendre des métiers. Prioriser et surtout faciliter l'accès au financement pour les projets portés par les filles jeunes déscolarisées ou non scolarisées comme la Côte d'Ivoire fait en ce moment pour le programme de financer les jeunes. Tous les messages de motivation en faveur de l'entrepreneuriat peuvent s'accommoder à la culture des peuples, pays, régions... Les messages doivent être adaptés aux spécificités culturelles et aux valeurs de la société ivoirienne. Mettre en avant les bénéfices de l'entrepreneuriat tels que : l'indépendance financière, la réalisation de soi, la confiance en soi et l'impact social. Et déconstruire les stéréotypes sur l'entrepreneuriat des jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées est essentiel pour libérer leur potentiel et leur offrir des chances de développement économique et social. Il faut, surtout, véhiculer des messages pour montrer que l'entrepreneuriat reste abordable à toutes, quel que soit son origine sociale ou son niveau d'étude.

A cet effet, les messages peuvent être communiqués dans les médias communautaires locaux (radios, journaux ou langues) pour toucher un public plus large et surtout les populations rurales. Il convient d'user d'un langage simple et accessible et éviter le jargon technique et les termes trop compliqués. Il est nécessaire de créer du contenu pertinent et

engageant. En revanche, se servir des formats visuels pour faciliter les informations et capter l'attention. Il vaudrait aussi recourir à des images et des vidéos pour illustrer les concepts. Et, il faut mettre en avant des parcours d'entrepreneures locales en racontant leurs parcours inspirants pour susciter l'identification. Par exemple, issue du commerce de biens vivriers, Yacine Tien Lenou a fondé la coopérative FEIFE, rencontrant des difficultés de gestion. Le programme GERME de l'OIT (2022) a métamorphosé son cursus en lui offrant une formation et des outils de gestion essentiels. Grâce à GERME, elle a développé son entreprise en passant de la vente à la transformation de produits. Elle a aussi remporté de multiples distinctions reconnaissant son succès entrepreneurial (prix Alassane Ouattara, CGECI...). De plus, son entreprise emploie aujourd'hui 20 personnes. Nous pouvons affirmer que l'histoire de Yacine constitue une source de motivation pour les entrepreneurs, en particulier les femmes et montre également l'importance de la formation et de l'accompagnement pour prospérer dans le monde de l'entrepreneuriat. Autre exemple, une campagne de promotion de l'entrepreneuriat féminin a été organisée à l'occasion de la Journée internationale de l'Entrepreneuriat féminin (JIEF) avec le soutien du gouvernement ivoirien en 2024. L'événement a rassemblé de nombreuses entrepreneures, venues de toute la région, qui ont partagé leurs expériences et leurs réussites dans divers domaines tels que la pâtisserie, la transformation du karité et du manioc. Ces témoignages pourraient être diffusés sur les réseaux sociaux, dans les médias locaux et lors d'événements communautaires. Des ateliers pratiques pourraient également être or-

ganisés pour donner aux jeunes filles les clés de la création d'entreprise.

Pour finir, il est indispensable de tisser des partenariats ou une collaboration avec les acteurs locaux (associations, ONG, institutions publiques) pour intensifier l'impact des actions de communication et travailler sur l'autonomisation des femmes. Et, faire intervenir des influenceuses, pour amplifier la portée des messages.

La promotion de l'entrepreneuriat pour les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées en Côte d'Ivoire reste un défi complexe qui nécessite une bonne approche de communication et surtout continue. Surmonter les défis, déconstruire les stéréotypes et promouvoir une image positive de l'entrepreneure, renforcer la confiance en soi des jeunes filles grâce à des programmes de mentorat et de coaching. En combinant ces théories et ces stratégies, il est possible de concevoir des campagnes de communication efficaces pour promouvoir l'entrepreneuriat chez les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées et ainsi contribuer à leur autonomisation économique.

Conclusion

L'entrepreneuriat, comme l'ont défini de nombreux auteurs, est un mécanisme de création, d'innovation et de développement. Elle prodigue une formidable occasion pour les jeunes filles de donner vie à leurs idées, de développer leurs compétences. C'est une opportunité de s'épanouir, de prendre leur destin en main. En se lançant dans l'aventure entrepreneuriale, les jeunes filles ne font pas seulement le

choix d'une carrière, elles contribuent à dynamiser l'économie et à créer des emplois. Cependant, les jeunes filles déscolarisées ou non scolarisées sont également confrontées à des défis majeurs pour entreprendre.

Nous avons mené des observations, une étude documentaire, des enquêtes quantitatives et qualitatives dans cette étude. Les analyses montrent que ces jeunes filles sont confrontées à des obstacles spécifiques, tels que le manque de financement, un déficit de formation et d'information, ainsi que le manque de confiance en soi, etc. Ainsi, la communication médiatique joue un rôle crucial dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans cette étude. Elle combine des stratégies de communication efficaces avec des actions concrètes sur le terrain pour encourager ces jeunes filles à se réaliser et à contribuer au développement économique du pays. Et notre analyse s'appuie sur des théories du modèle de persuasion de l'élaboration (ELM) et la théorie de la communication à deux étapes (Two-step flow theory) pour booster ou renforcer la confiance en soi de ces jeunes filles à l'entrepreneuriat afin de devenir autonome et d'avoir les moyens de construire leur avenir.

Bibliographie

- AKONO GANTSUI Giresse, 2018, *L'entrepreneuriat au féminin*, Paris, éditeur Jets d'encre, collection Je.divers, 206 pages.
- CAPOBIANCO Marie-Claire & LIAUTAUD Martine, 2014, *Entrepreneuriat féminin : Mode d'emploi. Création et croissances. Les réseaux à connaître. 15 réussites au féminin*, Paris, éditeur Eyrolles, 172 pages.

- CLAVEL Frédérique & MEURISSE Sophie, 2017, *Entrepreneuse, pourquoi pas vous ?* Paris, éditeur Eyrolles, 192 pages.
- PEREZ BELTRAN Carmelo, 2006, *Femmes, changement social et identité au Maghreb*, Barcelone, IEMed, Quaderns de la Mediterrania, n° 7, p. 99-104.
- SCHMITT Christophe, 2019, *Entrepreneuriat : Concepts, Méthodes, Actions (Labellisation FNEGE)*, Paris, éditeur Dunod, collection Aide-mémoire, 192 pages.
- SMAHI CUSIN Manon, 2022, *Le guide de l'entrepreneuriat au féminin. Je mérite, tu mérites, elles méritent...*, Saint-Julien-en-Genevois, éditeur Jouvence, 272 pages.
- TURBAT Frédéric, 2020, *Créer son entreprise et réussir son projet : Etre son propre patron c'est possible*, Toulouse, éditeur Privat, 356 pages.
- UNICEF, édition mai 2022, p.2
- UNICEF, édition septembre 2023, p.1
- OIT, édition 2022
- ONU Femmes (sans date) *Egalité hommes femmes*, page 67

Problématique de la communication dans la gouvernance locale en Côte d'Ivoire : Cas de la Commune de BON-DOUKOU

Dénis Roméo Bolou OKOU,
Docteur en Sciences de l'Information et
de la Communication
Université de Bondoukou,
Cote d'Ivoire
romys4013@yahoo.fr

Résumé :

La décentralisation avancée en Côte d'Ivoire, cherche à accroître la participation des citoyens. Cela comprend une mise en avant de la démocratie participative et un rôle nouveau pour les citoyens dans les affaires publiques. Une analyse des documents sur la participation révèle que des changements importants sont nécessaires pour instaurer de nouveaux liens institutionnels, une meilleure gouvernance et une communication locale participative. La constitution souligne l'importance de cette participation, mais un paradoxe existe Les élus souffrent d'un manque de transparence, et les citoyens ignorent leurs devoirs dans la commune cela donne l'impression que la décentralisation est en panne » parce que « les élus locaux, malgré les plans de développement adoptés, maîtrisent mal la gestion de leurs localités et naviguent à vue. Un changement dans la gouvernance est crucial pour que la participation ait un réel impact et pour instaurer une nouvelle culture politique et de confiance entre élus et citoyens.

Mots clés : Communication locale, participation, relation, gouvernance, décentralisation.

Communication issues in local governance in Ivory Coast: Case of the Commune of BONDOUKOU

Abstract :

Advanced decentralization in Côte d'Ivoire seeks to increase citizen participation. This includes a focus on participatory democracy and a new role for citizens in public affairs. An analysis of documents on participation reveals that significant changes are needed to establish new institutional links, better governance, and participatory local communication. The constitution underlines the importance of this participation, but a paradox exists: elected officials suffer from a lack of transparency, and citizens are unaware of their duties in the municipality. This gives the impression that decentralization is stalled because "local elected officials, despite adopted development plans, have poor management of their localities and are navigating blindly. A change in governance is crucial for participation to have a real impact and to establish a new political culture and trust between elected officials and citizens."

Keywords: Local communication, participation, relationships, governance, decentralization.

Introduction

Depuis le temps colonial, la Côte d'Ivoire a une forte centralisation des décisions administratives et financières au sein de l'État central. Même après les années 60, malgré des tentatives de décentralisation, les lois ne se sont pas appliquées. Le guide de la Décentralisation Ivoirienne (2000-2024)¹ indique que cette centralisation freine la démocratie et la responsabilisation des collectivités locales. En 1990, les autorités ivoiriennes ont reconnu l'urgence d'accélérer le processus des collectivités territoriales décentralisées, entraînant une réforme de l'administration territoriale axée sur la décentralisation et la déconcentration.

La décentralisation repose sur l'auto-administrations des collectivités locales et le transfert de certaines prérogatives du pouvoir central. En Côte d'Ivoire, cela implique la création de communes autonomes avec une personnalité juridique. La déconcentration, en revanche, découpe les départements sans leur donner d'autonomie. Le préfet gère les services déconcentrés².

Mais quatre ans après sa mise en vigueur, on s'avise, à travers le rapport sur les quatre années de décentralisation

¹ Guide méthodologique d'élaboration et de mise en œuvre des schémas régionaux d'aménagement du territoire - Direction Générale du Développement de l'Economie Régionale

www.chromeextension://efaidnbmninnibpcajpcglclefindmkaj/https://plan.gov.ci/assets/fichier/MANUEL-SRAT.pdf Consulté le 17 Février 2025

² planification locale participative en Côte d'Ivoire « Guide du praticien » Ministère du Plan et du Développement www.chrome-extension://efaidnbmninnibpcajpcglclefindmkaj/https://plan.gouv.ci/assets/fichier/MANUEL-PLANIF-LOCALE-BOITE-OUTIL.pdf

que celle-ci n'a pas totalement comblé les espoirs placés en elle quant à ses enjeux que sont la participation des citoyens à la gestion des affaires de leur commune, l'indépendance des citoyens vis-à-vis de l'Etat, bref l'enracinement de la démocratie à la base et le développement local.

Selon Degny Segui (2006), les élus locaux en général, et le maire en particulier n'ont pas reçu une formation en gestion municipale avant de se faire élire. Il n'y a pas une école municipale par laquelle passent les responsables locaux avant leur élection. D'où le problème de compétence parfois noté des dirigeants et des difficultés relationnelles entre les élus locaux et la société civile.

La dimension locale et nationale crée de la confusion parmi les populations. Les compétences des communes sont mal comprises, et l'idée que l'État doit tout faire persiste. Cela entraîne des problèmes comme la colère des citoyens, leur non-participation, et des conflits internes. Les élus souffrent d'un manque de transparence, et les citoyens ignorent leurs devoirs dans la commune. Ceci freine inévitablement le décollage socio-économique des communes en Côte d'Ivoire et fait dire que la décentralisation est en panne » parce que « les élus locaux, malgré les plans de développement adoptés, maîtrisent mal la gestion de leurs localités et naviguent à vue » (Dumont, R. (1980) et fait penser à Paul Dehoumon (2006) que la décentralisation se trouve « entre risques et espoirs.

Au regard de ces problèmes, et en ce qui concerne les populations locales, on pourrait penser à une résistance au changement dans la mesure où cette dernière résulte soit d'une insuffisance d'information, soit de la difficulté à s'adapter aux nouvelles conditions.

Cette problématique nous amène à formuler la question suivante : **Comment peut-on améliorer la gouvernance locale à partir de la communication ?**

L'objectif de cette étude est d'analyser le rôle de la communication dans la gouvernance locale en Côte d'Ivoire

Nous partons de l'hypothèse que Si la communication est facteur essentiel du développement local, les obstacles au décollage socio-économique de Bondoukou, sont liés à une insuffisance de pratiques communicationnelles.

Pour répondre à notre question de recherche et confirmer ou infirmer nos hypothèses, nous allons adopter la démarche méthodologique suivante :

Concernant la partie théorique, on va faire recours à une recherche documentaire en utilisant des ouvrages, des sites internet et des travaux de recherche universitaires. Notre méthode de recherche sera mixte à savoir qualitative et quantitative.

Afin de mener notre étude à bien, on va organiser notre travail en trois (3) parties. La première partie s'intitulera autour du cadre théorique et méthodologique ainsi que la présentation du cadre de référence théorique. La deuxième partie portera sur la présentation des résultats. Enfin nous aborderons la discussion des résultats dans la troisième partie suivie de la conclusion.

1. Approche théorique et méthodologique

1.1. Approche théorique

1.1.1. Définition des concepts

Gouvernance locale : Le concept de gouvernance a été inventé par les institutions de Bretton Woods dans les années 80 et est aujourd'hui adopté par la quasi-totalité des

milieux institutionnels nationaux et internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux (Zannou, G., 1984). Chez la plupart de ceux qui, au sein du secteur public comme au sein du secteur privé, emploient le thème de gouvernance, celui-ci désigne avant tout un mouvement de "décentrement" de la prise de décisions, avec une multiplication des lieux et des acteurs impliqués dans cette décision. Pour la Banque Mondiale¹, la gouvernance recouvre les normes, traditions et institutions à travers lesquelles un pays exerce son autorité sur le bien commun. La gouvernance recouvre aussi bien la capacité du gouvernement à gérer efficacement ses ressources, à mettre en œuvre des politiques pertinentes, que le respect des citoyens et de l'Etat pour les institutions, ainsi que l'existence d'un contrôle démocratique sur les agents chargés de l'autorité. La gouvernance telle que définie dans un manuel publié par Africare (Richard P., 1995), est l'exercice des pouvoirs économique, politique et administratif dans le but de gérer les affaires publiques du pays à tous les niveaux.

Selon le DGDDL, la gouvernance est un ensemble de valeurs, d'orientations et d'institutions qui permettent à une société de gérer ses processus économiques, politiques et sociaux à tous les niveaux grâce à l'interaction entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé.

De manière constante, trois éléments sont à retrouver dans la définition du mot gouvernance : la gouvernance est définie comme l'exercice du pouvoir ou de l'autorité dans un pays, l'exercice du pouvoir ou de l'autorité sous-entend l'ensemble des règles, procédures, institutions et méca-

¹ Rapport de la Banque Mondiale sur la gouvernance
<https://www.banquemonde.org/fr/topic/governance/overview>

nismes mis en place pour régler la manière dont ce pouvoir ou cette autorité est exercée, et enfin la possibilité offerte ou non par l'ensemble de ces règles, procédures, institutions et mécanismes aux citoyens d'exprimer leurs intérêts, d'exercer leurs droits et de participer au processus de prise de décisions et à l'exercice du pouvoir.

La gouvernance concerne en particulier les sociétés par actions où les actionnaires ne doivent pas être simplement des pompes à apporter de l'argent, les institutions publiques telles que l'Etat, les collectivités locales, pour le respect des citoyens (Besson-Ancel I., 2003). Dans le cadre de l'administration territoriale, la gouvernance appelle la "décentralisation qui est le processus par lequel l'Etat transfère certains de ses pouvoirs et de ses prérogatives à des collectivités territoriales autonomes". Elle prend en compte plusieurs aspects de la vie politique et administrative tels que les institutions à la base et leur fonctionnement, les autorités locales, leurs modes d'acquisition du pouvoir (nomination ou élection), les relations entre les autorités locales et les différents acteurs locaux et nationaux. (Ballo Z., 2008)

Selon le FAO (2007) cité par le Collectif eAtlas F.A.O. (2012), la gouvernance locale est vue comme un processus pour démocratiser la prise de décisions concernant la gestion d'un territoire. Cela inclut la responsabilité de l'État et des collectivités locales, ainsi que la participation des citoyens, des ONG et des organisations communautaires. Besson Ancel (2003) décrit la gouvernance locale comme un moyen pour les élus de gérer les affaires publiques avec transparence. La gouvernance politique, administrative et économique locale joue un rôle dans la gestion démocratique, la communication et la mobilisation des res-

sources. On évoque la bonne ou la mauvaise gouvernance selon la qualité de la gestion. Des indicateurs existent pour évaluer cette gouvernance locale.

Certains indicateurs permettent d'évaluer cette gouvernance locale. Les indicateurs de la bonne gouvernance sont : la participation d'individus, la transparence ou partage de l'information, l'efficacité des autorités locales dans la réalisation des objectifs de développement en faveur des pauvres ou la gestion des ressources publiques, et l'équité dans le traitement des cas similaires par les autorités locales. L'obligation redditionnelle des élus et fonctionnaires est « verticale » (El Mehdi I. K., 2011) lorsque les élus défendent les intérêts de leurs électeurs et « horizontale » lorsque les fonctionnaires appliquent les priorités des élus. La sensibilité à la dimension 'genre' vise à augmenter la participation des femmes en politique.

Participation : On entend par participation, la capacité d'une personne à prendre part à une décision, à son exécution et à la jouissance de ses résultats. Pour Garry M. (1993), elle est l'intervention du citoyen dans la prise des décisions communales et aussi son apport au processus de développement de sa commune. Cela signifie que pour promouvoir la participation, il faut surtout ouvrir l'accès et le contrôle de l'information et des ressources, notamment financières, tout en renforçant, là où cela paraît nécessaire, les capacités et la confiance en soi. La participation peut connaître divers degrés que sont : la transparence, la consultation et la collaboration avec toutes les instances dirigeantes de la commune.

Développement local : Selon le guide pour la planification du développement local élaboré par la Direction géné-

rale du développement en 2003¹, le développement local se rapporte à un espace géographique plus élargi que l'approche communautaire de développement. C'est un processus concerté et planifié d'enrichissement économique, social et culturel d'une localité donnée. Cet enrichissement est directement lié à la création de richesse dans ladite localité, à la gestion de cette richesse et à sa répartition entre tous les acteurs de cette localité. Il s'agira aussi bien de richesse financière et économique que de richesse sociale et culturelle. Cette vision du développement local signifie d'une part que les besoins fondamentaux des habitants de la localité soient satisfaits, d'autre part que ce bien-être puisse s'améliorer et préparer un environnement de plus en plus propice à l'épanouissement des habitants et de leur descendance (Diop, A., 2008).

Le développement local est donc une forme alternative de développement qui consiste à rechercher localement et avec le concours des populations (Biaou J et Kpomadje S., 2002), l'amélioration significative de leur situation. Cette démarche passe par un sentiment d'appartenance au territoire et l'émergence d'une dynamique collective démontrant la capacité d'un groupe à identifier ses ressources et à prendre en main son destin. C'est le résultat des initiatives d'une communauté qui cherche ainsi à développer de nouvelles pratiques pour améliorer son quotidien et ses perspectives d'avenir.

¹ Guide méthodologique d'élaboration et de mise en œuvre des schémas régionaux d'aménagement du territoire - Direction Générale du Développement de l'Economie Régionale
www.chromeextension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://plan.gouv.ci/assets/fichier/MANUEL-SRAT.pdf

Communication locale : Pour Dominique Wolton (1997), a communication est un processus dynamique au cours duquel un émetteur et un récepteur échangent et partagent des informations, des idées, des opinions, des sentiments ou des réactions. Elle peut se faire au niveau de l'une des sphères suivantes (Breton P ; (1993), personne à personne, dans une organisation, et de Masse.

On peut utiliser dans un canal donné un média (Moyen ou support utilisé pour véhiculer le message en lui donnant une forme) (Bogui M. J.-J. et Atchoua, N. J (2016);

- ⇔ Un effet ou impact : résultat de l'acte de communication ;
- ⇔ Le feed-back : rétroaction du récepteur vers l'émetteur en réaction au message ;
- ⇔ Un contexte : environnement physique, psychologique, politique et socio culturel dans lequel se déroule la situation de communication ;

Le terme communication est couramment utilisé pour désigner les activités de presse ou de relation publique d'une société ou d'un établissement. Dans le domaine du développement, on parle de communication pour le développement de la communication participative, de communication locale résumée selon la FAO (2002) comme « l'utilisation du processus de communication, des techniques et des médias pour aider les gens à prendre conscience de leur situation et des options à leur disposition pour toute action de changement, à résoudre le conflit social et à travailler vers un consensus, à aider des gens à planifier l'action de changement et du développement durable, à aider les populations à saisir les connaissances et les qualifications en vue d'améliorer

leurs conditions et celles de leur communauté et améliorer l'efficacité des établissements publics.

La communication locale n'est pas l'ensemble des techniques et des procédés dont disposent les acteurs politiques, le plus souvent les gouvernants pour séduire, gérer, abuser ou duper l'opinion. Elle est pour Fraser l'ensemble des décisions et des actions des élus locaux qui vivent et où circulent dans un espace de proximité (Fraser C., 1994). La logique de la communication interne est de motiver les agents, par l'information, l'écoute, le travail en commun, l'esprit d'équipe. En dehors de sa sphère de compétence interne, le maire doit développer une politique de communication avec l'ensemble de ses partenaires tant au niveau national qu'international qui est la communication externe. Plusieurs types de communication sont développés en appui à l'approche participative. La communication de proximité encore appelée communication de groupe ou communication interpersonnelle répond bien aux besoins des diverses phases et étapes du cycle de l'approche participative en ce sens qu'elle est utilisée à l'échelle des villages ou au niveau du terroir (Adjaho R., 2005). Ceux-ci sont issus de la tradition villageoise, conçus et gérés directement par les communautés pour répondre à leur besoin d'information, d'éducation, de divertissement, de débat, de gestion des conflits locaux (Aholoukpe E., 2006).

1.1.2. Revue de la littérature

Biaou J. et Kpomadje S. (2002)., ont évalué la sensibilisation des populations sur la décentralisation en Côte d'Ivoire et a identifié des tendances susceptibles à bloquer la mise en œuvre de la décentralisation. Les difficultés à la mise en

œuvre de la décentralisation sont de deux ordres : analphabétisme, sensibilisation insuffisante, non-adhérence des populations, et refus de payer des taxes. L'auteur a également écrit que les populations refusent d'accepter les taxes en raison de leur mentalité d'être assistées héritée de la colonisation. Il propose une sensibilisation catégorielle en langue nationale, en alphabétisation en français et en langues nationales, l'instruction et l'éducation pour une prise de conscience civique. Les institutions internationales ne sont pas désintéressées des concepts de communication et de gouvernance locale, comme la FAO et la PNUD.

Kone H (1995) a montré que le rôle de la communication est décisif pour promouvoir un développement qui prenne en compte la dimension humaine dans le climat de changement social qui caractérise la période actuelle. Pour lui, l'évolution du monde vers plus de démocratie, de décentralisation et l'introduction de l'économie de marché créent des conditions favorables pour que les populations deviennent les principaux acteurs du changement. Elle fait remarquer que la communication a un rôle central à jouer dans ce domaine, mais que son potentiel est encore souvent sous-utilisé malgré les dénominateurs communs importants qui existent entre populations et communication.

En effet, selon Hammouda H. (1999), plusieurs programmes de réduction de la pauvreté sont mis en œuvre dans les pays africains, mais leur effet semble limité en raison de la participation très limitée des collectivités locales aux divers processus qui devraient permettre d'améliorer leur sort. Ils montrent que dans un climat où existe une tradition fragile de participation des citoyens, la gouvernance locale est une première étape importante si l'on veut créer

des possibilités d'interaction entre les citoyens et l'Etat. Le forum a aussi remarqué que la décentralisation s'est le plus souvent arrêtée au niveau des autorités sous-nationales ou municipales et la notion même est rarement étendue jusqu'aux institutions locales, celles de la société civile qui sont pourtant les acteurs réels de la gouvernance locale.

Selon Mayoukou, C. (2003), la décentralisation améliore la gouvernance locale mais les résultats sont encore mitigés. Ils concluent que les pays représentés devraient rechercher un cadre d'action pour édifier, dans un esprit de participation, sans exclusion, l'indispensable consensus au sujet des institutions durables à mettre en place

Gbagbo L. (1999) dans son rapport sur le développement humain en Afrique, montre que le système politique et administratif se caractérise par une centralisation extrême. Les différentes expériences de transfert de pouvoir à la base qui ont été initiées ont échoué pour des raisons diverses.

Partant F. 1983), Le rapport présente une réforme de l'administration territoriale, axée sur la décentralisation et la déconcentration. Il souligne que la décentralisation permet aux citoyens de participer à la gestion des affaires locales, favorisant ainsi la démocratie et le développement local. Pour un développement effectif, des mesures sont recommandées : concevoir des programmes basés sur les besoins des populations, rechercher des solutions en coopération avec elles, et permettre aux citoyens de contrôler l'action des décideurs.

La décentralisation du pouvoir et le changement du rôle de l'État sont essentiels pour sortir de l'impasse actuelle. L'analyse de l'administration territoriale en Côte d'Ivoire montre que la gestion administrative depuis les indépen-

dances n'a pas toujours réussi. La décentralisation serait un moyen d'atteindre une vraie démocratie et un développement local, nécessitant l'aide d'acteurs de la société civile (Zoukou L., 2011).

1.1.3. Cadre de référence théorique

La gouvernance locale est un sous-produit de la gouvernance politique et de la gouvernance administrative. Elle nécessite de ce fait la participation active de toutes les couches de la population à la vie publique de leur commune respective et implique, par voie de conséquence, que les gouvernants locaux observent un certain nombre de dispositions légales et réglementaires en la matière. Ces dispositions légales seront abordées par Erhard Friedberg (1993) en termes de « règle » et l'autorité exercée par l' élu local en termes de « pouvoir » pour répondre à la question de la participation des citoyens au processus du développement à la base.

En effet, selon Friedberg (1993) dans son ouvrage *Le pouvoir et la règle*, dynamiques de l'action organisées, le pouvoir et la règle sont inséparables. Pouvoir et règle constituent ainsi « les deux faces du phénomène « organisation » qui est omniprésent dans l'action collective, qu'elle prenne la forme d'un mouvement diffus et spontané ou d'une multinationale formalisée et rationalisée à l'extrême. Il analyse l'« organisation » dans sa généralité et dans sa dynamique même comme structuration et restructuration des contextes dans lesquels se déploie l'action collective des hommes. Ces ordres locaux sont relativement autonomes par rapport aux grandes régulations politiques et culturelles d'une société et mettent en question l'homogénéité et l'unité supposée du

champ social dont ils soulignent au contraire le fractionnement irréductible.

Friedberg fonde donc essentiellement sa théorie sur l'ordre local défini comme « construit politique autonome qui régule les conflits et ajuste les intérêts et buts individuels et collectifs ». La communication dans ce sens, génère la motivation et de ce fait, fait référence à la théorie de motivation développée par MASLOW. Abraham MASLOW aborde la question de participation par une théorie de motivation. C'est le mobile d'attachement ou d'action d'un individu ou d'un groupe d'individus par rapport à une situation donnée. Elle explique le pourquoi des comportements individuels ou collectifs des personnes vivant au sein d'une société. Pour lui, toute personne cherche à satisfaire successivement cinq besoins qui sont : les besoins psychologiques, les besoins de sécurité, les besoins sociaux, les besoins d'appartenance et les besoins d'accomplissement.

1.2. Approche méthodologique

Il s'agit pour nous de faire ici état de l'ensemble des procédés et techniques qui sont mis en œuvre pour recueillir les données ainsi que les conditions de travail qui ont permis de faire notre étude (N'da P., 2006). Notre étude de type mixte (qualitatif et quantitatif). Elle permettra d'avoir une description de la manière dont le pouvoir est géré dans la commune de Bondoukou, du niveau d'information de la population et de leur participation au développement local. Elle contribuera également à apprécier la situation pour la proposition de solutions durables.

Nous avons identifié deux groupes cibles dans cette population d'enquête à savoir :

- Les administrés : les habitants, les chefs de quartiers, les têtes couronnées, les chefs religieux de la commune de Bondoukou
- Les membres du conseil municipal.

C'est à partir de ces groupes cibles que nous avons réalisé l'échantillonnage à partir du choix raisonné. La méthode probabiliste est employée pour le choix de quatre (04) villages sur les sept (07) que compte la commune de Bondoukou en ce qui concerne les habitants à contacter, le choix des chefs de quartiers, dans l'impossibilité de prendre toutes ces personnes en compte pour l'enquête.

En fonction de notre population d'étude, nous avons procédé à :

- À l'échantillonnage aléatoire simple des habitants des villages et des quartiers de la Commune de Bondoukou. Nous avons opté pour cette opération parce qu'il fallait aller de maisons en maisons pour interroger les sujets ;
- Au recensement des chefs religieux. Ils sont les plus indiqués pour nous fournir des informations fiables.

Le nombre de chacun de ces acteurs diffère. Les populations sont les plus nombreuses que les chefs de quartiers, les têtes couronnées, les chefs religieux et les responsables locaux à contacter. C'est pourquoi la taille de l'échantillon varie d'un groupe cible à un autre comme l'indique le tableau suivant :

Tableau 1 : Présentation de la taille de l'échantillon

Population d'étude	Nombre total de sujets par catégorie
Populations et chefs de quartier ou de village	58
Chefs religieux	02
Elus locaux	5
Total	64

Source : Notre enquête effectuée

Au total, 64 personnes sont enquêtées dont 22 femmes, soit le tiers du nombre total. Ceci pour tenir compte de la dimension genre inhérente à la bonne gouvernance.

En effet par village et quartier ciblé, 15 personnes dont le chef quartier ou de village et 6 femmes, ont été interrogées.

Dans le rang des chefs religieux, nous avons considéré l'Imam de la mosquée central et le Curé de la ville.

Enfin, au niveau du conseil communal, nous avons identifié le maire, le secrétaire général, le service de communication, le responsable de la radio communale.

Pour la fiabilité des informations recherchées, des techniques et outils ont été aussi clairement identifiés.

Pour recueillir les diverses informations, nous nous sommes servis de :

- Un (01) questionnaire pour la méthode quantitative
- Un (01) guide d'entretien
- L'observation
- La recherche documentaire (Michel, J-L. (2006)

L'analyse des données s'est faite de façon manuelle mais aussi de façon informatique

Pour administrer les questionnaires, nous nous sommes rendus librement dans les localités ciblées pour rencontrer les personnes concernées. Nous sommes passés de ménage en ménage pour effectuer les enquêtes. Nous avons assisté les enquêtés instruits à transcrire fidèlement leurs opinions. Ce qui nous a permis de limiter les mauvais remplissages, les pertes de questionnaires et de rendre les informations plus aisément exploitables.

Pour ce qui concerne les entretiens, nous les avons obtenus sur rendez-vous. Ils ont été entièrement enregistrés puis fidèlement transcrit. (Yeo L., 2005)

Signalons que pour cette collecte d'informations, nous avons été assistés par un porte-parole de Bondoukou qui nous a servi de guide pour prendre contact avec les sujets.

C'est dans la période du 14 Février au 10 Mars 2025 que se sont déroulées les enquêtes dans le cadre notre recherche dans la commune de Bondoukou. Elles ont duré au total 45 Jours. Elles nous ont permis d'administrer les questions aux populations, aux chefs de quartiers, aux têtes couronnées, aux autorités religieuses et aux membres du conseil communal.

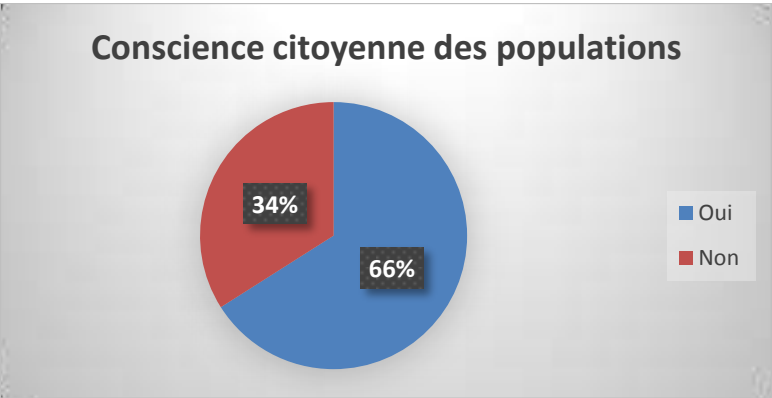
2. Résultats de la recherche

Dans ce chapitre, les données recueillies ont été réparties en tableau puis représentés en graphes suivant le type d'informations recherchées avant leur analyse.

2.1. Présentation des résultats

2.1.1. La conscience citoyenne des populations

Figure1 : Répartition des populations suivant la reconnaissance de leur rôle dans la commune



Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

La figure 1 montre que 66 % des populations sont conscientes de leur rôle dans la gouvernance locale pendant que seuls 34 % ignorent ce rôle. Ce qui traduit l'idée d'une forte conscience citoyenne dans la commune de Bondoukou.

2.1.2. Le niveau d'implication des citoyens

Tableau 1. Répartition des citoyens suivant leur implication dans la gouvernance locale

Implication dans la gestion de la commune	Nombre	Pourcentage
Oui	14	21,87%
Non	50	78,13%
Total	64	100%

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

A travers cette présentation, on constate que seuls 21,87% de la population sont impliqués dans la gestion des affaires de la commune. Plus de 78,13% ne sont pas considérés. Ce niveau d'implication est très faible.

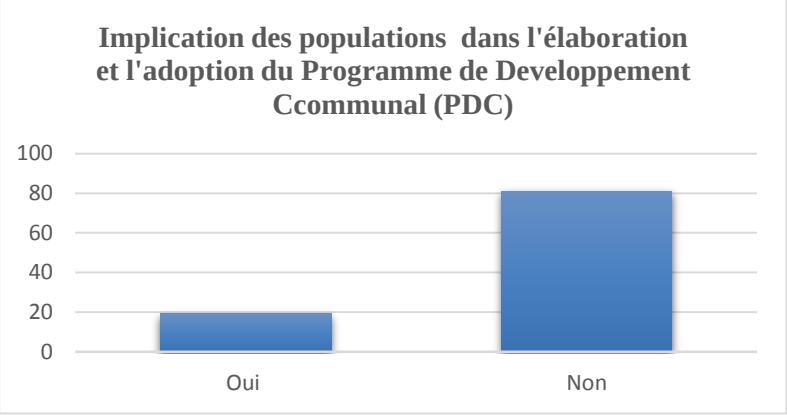
Figure 2 : Répartition des citoyens selon leur participation aux réunions et décisions relatives à leur commune.



Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

La figure ci-dessus révèle que 70 % des habitants de Bondoukou ne participent pas aux réunions et aux décisions concernant la vie de leur commune. De toutes les personnes enquêtées, seules 29 % participent à ces instances.

Figure 3 : Répartition des citoyens en fonction de leur implication dans l'élaboration et l'adoption du PDC



Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

Il ressort de ces représentations que l'élaboration et l'adoption du PDC n'ont connu que la participation de 19%des citoyens. 81%des populations déclarent n'avoir pas été impliquées.

2.1.3. L'information des populations

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon leur niveau d'information sur le budget et le compte administratif de la commune.

Information sur le budget et le compte administratif	Nombre	Pourcentage
Oui	24	37.5%
Non	40	62.5%
Total	64	100%

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

Ce tableau 2 montre que 62,5% des enquêtés n'ont aucune idée du budget et du compte administratif de la commune de Bondoukou. Sur 64 personnes, 24 seulement sont informés dudit budget et du compte administratif, soit 37,5 %.

Figure 4 : Répartition des populations suivant leur participation aux séances d'information sur la commune.



Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025

On constate à partir de ce tableau et de la figure 6 que 75% des citoyens ne bénéficient pas des séances d'information de la part de l'administration communale contre 25%

Tableau 3 : Répartition des populations suivant leur niveau d'information du compte rendu des délibérations du conseil communal.

	Nombre	Pourcentage
Oui	25	40 %
Non	39	60%
Total	64	100%

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025

Ici, de toute la population, seuls 40 %ont le compte rendu des délibérations du conseil communal contre 60%.

2.1.4. *La consultation des affiches de la mairie par les citoyens*

Tableau 4 : Répartition de la population en fonction de la consultation des affiches à la mairie.

Consultation des affiches	Nombre	Pourcentage
Oui	16	25%
Non	48	75%
Total	64	100%

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

Il se révèle, à travers ce tableau et cette figure que 75% des habitants de Bondoukou ne consultent pas des affiches à la mairie. Seuls 25% lisent les informations affichées.

2.1.5. *Existence et à adaptation des moyens locaux de communication*

Tableau 5 : Répartition des citoyens en fonction des canaux locaux désirés

Canaux	Nombre de personnes	Pourcentage
Radio communautaire	13	20, 31%
Guide religieux	28	43,75%
Griots	11	17 ,18%
Réunions	12	18 ,75%
Total	64	100%

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

Ces résultats nous renseignent que 43,75% des citoyens écoutent les guides religieux, 20, 31% s'intéressent à la radio communautaire alors que 17,18% préfèrent s'informer par le crieur public et 18 ,75% par les réunions.

2.1.6. Niveau de satisfaction des populations de la gestion de la commune

Tableau 6 : Répartition des citoyens en fonction de leur niveau de satisfaction de la gouvernance locale.

Réponses des enquêtés	Nombre	Pourcentage
Oui	22	34,38%
Non	42	65,62%
Total	64	100%

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Mars 2025.

De cette présentation, il ressort que 65,62% de la population ne sont pas satisfaites de la gestion faite de leur commune par les responsables locaux. Seuls 34,38% sont d'accord avec cette gestion.

Les résultats consignés dans ces différents tableaux et graphes nous permettront de faire une analyse basée sur les principes de la démocratie locale.

2.2. Analyse des résultats qualitatifs

Avant d'analyser les résultats obtenus dans le cadre de cette étude, nous explorerons, en un premier temps, le cadre législatif et réglementaire de la participation citoyenne à la gouvernance locale en Cote d'Ivoire et, en un deuxième temps, nous montrerons la place qu'occupe la communication dans la gestion communale.

2.2.1. Cadre législatif et réglementaire de la participation du citoyen à l'action communale en Côte d'Ivoire

La loi fait obligation au maire de faire participer le citoyen aux affaires de la commune. La commune est, en effet, le cadre institutionnel pour l'exercice de la démocratie à la base. Elle est l'expression de la décentralisation ainsi que le lieu privilégié de la participation du citoyen à la gestion des affaires locales.

La participation du citoyen à la vie communale se mesure par l'information du public, l'accès aux documents administratifs et l'implication dans les affaires locales¹.

2.2.2. L'information du public

Elle est l'expression de la décentralisation ainsi que le lieu privilégié de la participation du citoyen à la gestion des affaires locales.

La participation du citoyen à la vie communale se mesure par l'information du public, l'accès aux documents administratifs et l'implication dans les affaires locales².

L'information du public est destinée à faciliter et à améliorer les relations des citoyens avec la commune. Le maire peut aussi initier des rencontres périodiques avec les populations (ou tout au moins certaines corporations ou groupes

¹ MANUEL DU PARTICIPANT au séminaire de renforcement des capacités des Directeurs des Services Techniques et des Moyens Généraux des conseils généraux sur le thème « Plan Stratégique de développement, Programme Triennal et Passation des marchés », organisé du 20 au 22 septembre 2007 à Abidjan par l'Université des Collectivités de Côte-d'Ivoire

² LA DECENTRALISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST - Série Séminaires Programme de Développement Municipal (PDM) – V

professionnels) pour des séances d'information et de sensibilisation dans les maisons du peuple ou lieux publics.

L'édition périodique d'un bulletin communal et la propagande de proximité sont également indispensables pour susciter la participation du citoyen.

La création d'un service de l'information et de la communication au sein de la commune est un excellent moyen pour véhiculer les messages de la mairie vers les populations (Mission de Décentralisation, 2006).

2.2.3. L'accès aux documents administratifs

Toute personne a le droit de consulter à la mairie de la commune, les procès-verbaux et les comptes rendus des délibérations du conseil communal ou municipal, les divers actes communaux (arrêtés, décisions, contrats, etc. Une fois votés par le conseil communal et approuvés par l'autorité de tutelle, les budgets de la commune restent déposés à la mairie où ils sont tenus à la disposition du public. La consultation des budgets de la commune permet au citoyen de prendre connaissance des prévisions de recettes et de dépenses qui lui permettent d'apprécier la politique communale en termes budgétaires.

Le compte administratif approuvé par l'autorité de tutelle reste déposé à la mairie où il est également tenu à la disposition du public. Le compte de gestion approuvé et ses annexes établis par le comptable sont soumis au contrôle juridictionnel de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

2.2.4. *L'implication du citoyen dans les affaires locales*

Dans le but d'encourager l'implication du citoyen, la commune doit écouter les citoyens (cas des commissions communales facultatives qui sont des lieux d'accueil et d'écoute des représentants de la société civile, en tant que personne ne ressource). Il est adressé un procès-verbal et ou un compte rendu de chaque séance du conseil communal, un relevé des décisions signé du maire et du secrétaire de séance est affiché à la mairie à l'endroit destiné à l'information du public dans les huit jours suivant la séance. Les sondages d'opinion et les consultations sont également des moyens pour solliciter la participation du citoyen et de recueillir son avis avant de prendre une décision importante.

A défaut de pouvoir siéger dans le conseil municipal le citoyen qui veut s'impliquer dans la vie de la commune peut rejoindre les représentations de la Société Civile existantes ou prendre l'initiative de créer une nouvelle structure, en rapport avec la gestion locale.

2.2.5. *La communication, clé de voûte de la participation citoyenne et du développement local*

La participation des citoyens à la vie communale est un droit et non une faveur des élus (Chapus R., 1996). Elle permet aux citoyens d'avoir un regard sur la gestion de leurs ressources et sur les actions des élus. La communication joue un rôle clé en informant les citoyens sur l'évolution de leur commune et en les impliquant dans le développement communal. La communication renforce le sentiment d'appartenance et d'écoute au sein de la communauté. Selon Jeanne-ney, la communication locale a deux aspects : informer les citoyens sur les projets et inclure leur avis dans la prise de

décision. Elle vise à rendre les processus décisionnels compréhensibles et à organiser l'écoute des préoccupations citoyennes. (Jeanneney J.N., 1996)

Les citoyens doivent être bien informés et impliquer dans des décisions comme l'adoption de projets et la gestion des financements (Jeanneney J.N., *Idem*). La communication reflète l'évolution de la relation entre les citoyens et leur commune, servant d'interface essentielle pour maintenir les habitants au courant. Cela ne signifie pas qu'ils veulent participer constamment à la prise de décision, mais cela cultive un lien entre les habitants et leur territoire. Une bonne communication est essentielle au développement, car elle implique les citoyens comme acteurs du changement, et non comme de simples bénéficiaires. Pour que les programmes de développement soient efficaces et durables, l'engagement de la population et son acquisition de nouvelles compétences sont cruciaux (Ahodekon, C., 2005). La communication est donc fondamentale pour le développement, en facilitant les contacts entre les populations et en favorisant leur intégration (Bogui, M. J.-J., Atchoua, N. J., 2016). Elle est considérée comme la base du développement puisqu'elle permet le rapprochement, le contact, la mise en relation des populations, les libère de leur isolement et favorise leur intégration et leur participation. (Laleye M., 2003)

3. Discussion des résultats et recommandations

Cette discussion se fera à travers les rapports élus locaux et citoyens d'une part, et d'autre part, à travers l'importance qu'accordent ces responsables à la communication sur la gestion des affaires publiques.

3.1. Les rapports élus locaux et citoyens de la commune de Bondoukou

Rappelons que la gouvernance locale est une réponse institutionnelle à la décentralisation, visant à autonomiser les citoyens et à inclure les communautés locales dans le développement de leurs zones. La participation des citoyens aux affaires locales est définie par des lois, ce qui organise le rôle de chaque acteur. Cependant, dans la commune de Bondoukou, bien que 66% des habitants soient conscients de leur rôle, 95,31% ne participent pas à la gestion communale. L'engagement des populations est crucial pour un développement local efficace, mais il y a un manque de participation aux réunions locales. À Bondoukou, 86% des habitants estiment que l'administration ne les implique pas dans les décisions. Le maire a exprimé que la population n'a pas besoin de participer car un conseil municipal est en place, ajoutant que l'implication financière des citoyens est nécessaire pour la gestion.

Il est donc évident que les approches participatives ne sont pas appliquées à Bondoukou plus de quatre ans après la décentralisation, ce qui limite le succès des initiatives de développement, en raison de l'absence de soutien des populations. Le PNUD¹ souligne que les gouvernements doivent tenir compte des besoins de la population pour être considérés comme légitimes. Ainsi, Bondoukou ne montre pas de bonne gouvernance, car il n'existe pas de mécanismes

¹ PNUD, Gouvernance www.chrome-exten-

[sion://efaidnbmnnnibpcajpcgicfindmkaj/https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/GOUVERNANCE.pdf](https://efaidnbmnnnibpcajpcgicfindmkaj/https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/GOUVERNANCE.pdf) consulté le 13 Janvier 2025.

d'écoute et de dialogue avec les citoyens. Le maire souligne que trop de participation pourrait créer le désordre, ce qui nuit au développement, alors que le changement durable nécessite l'implication des populations à tous les niveaux, notamment dans la résolution des problèmes et l'application des solutions. La question des impôts reste également source de conflits entre les citoyens et le maire.

3.2. Relation gouvernance et communication dans la commune de Bondoukou

Pour analyser le lien entre gouvernance et communication dans la commune de Bondoukou, des enquêtes ont été menées auprès des populations et des élus locaux. L'enquête a révélé que la population est très peu informée sur les affaires locales, avec 87,5 % des citoyens déclarant que le maire ne tient pas de séances d'information. Plus de 95 % des citoyens n'ont aucune connaissance du budget communal ou des comptes administratifs. Les citoyens n'ont pas de visibilité sur la gestion financière, et les seules occasions d'être informés sur le budget sont les séances du conseil communal. Selon le maire, ces réunions sont annoncées par affiches et par la radio communautaire, mais les efforts pour informer la population sur leurs droits et devoirs semblent insuffisants. Bien que les comptes rendus des sessions soient affichés en mairie, 75 % des enquêtés ne les consultent pas. Seuls 12,5 % des citoyens ont accès à ces comptes rendus. L'enquête a aussi montré quatre principaux moyens de communication dans la commune, avec une utilisation limitée des supports imprimés depuis 2007. Radio Zanzan, bien que présente, ne suscite pas d'intérêt. Les crieurs publics sont un moyen efficace de transmettre

des informations adaptées à la culture locale. La majorité des populations préfèrent la radio locale pour s'informer, mais des critiques sur les premiers outils de communication soulignent leur manque de feedback et d'interaction. Les réunions constituent des opportunités d'expression et de formation sur des questions locales.

3.3. Recommandations

Pour résoudre les problèmes de gouvernance locale dans la commune de Bondoukou, il est nécessaire d'agir pour une gestion participative et sans conflit. Cela inclut la mise en place d'une stratégie de communication, la création d'un cadre de concertation et la réalisation d'enquêtes publiques avant de prendre des décisions importantes.

3.3.1. Vers la mise en place d'une stratégie de communication locale

Il faut élaborer un plan-cadre qui combine des actions de communication pour encourager les changements nécessaires dans les connaissances, opinions et comportements des populations, afin d'assurer leur participation. Pour réussir cette communication, il est essentiel de bien connaître le contexte local, de mobiliser des ressources, de créer des messages adéquats et de les diffuser parmi les personnes concernées via des canaux appropriés.

3.3.2. Vers la création d'un cadre de concertation au niveau communal

Il est important que les représentants des habitants participent aux décisions et à la mise en œuvre des activités de la commune, les considérant ainsi comme des partenaires. Les

membres des autorités locales, de la population et des acteurs locaux doivent se réunir pour parvenir à un consensus sur les projets. Des réunions fréquentes facilitent la création de nouveaux réseaux et l'ouverture à d'autres logiques de groupes. Les commissions permanentes permettent un suivi et une dynamisation des projets à long terme, mais il est crucial que les représentants restent en contact avec leur base. Il est essentiel que la composition des groupes de travail soit suffisamment représentative pour assurer une participation globale de la population et qu'il y ait un retour d'information vers tous les habitants.

Conclusion

Le thème de recherche `` Problématique de la communication dans la gouvernance locale en Côte d'Ivoire : le cas de la commune de Bondoukou " est d'une importance capitale pour l'essor des communes de la Cote d'Ivoire en général, et en particulier pour la commune de Bondoukou, notre lieu de recherche. C'est pourquoi la gouvernance locale récemment engagée ne saurait être exempte d'insuffisances quand on sait que tout changement requiert un minimum de temps et d'apprentissage de savoir-faire et de savoir-être en vue d'une adaptation des différents acteurs.

Certes, les limites à la gouvernance locale sont de plusieurs ordres et multiformes, mais celle qui retient ici notre attention au regard des objectifs de la décentralisation, c'est bien celle relative aux rapports liant les autorités locales à leurs administrés.

Cette relation nous paraissait importante à explorer en ce sens que le développement local reste subordonné à la participation des populations à la base à la prise des décisions concernant la vie de leur localité et à leur responsabilisation.

Ce sujet de recherche qui vise de façon générale l'amélioration des rapports élus locaux et citoyens dans la commune de Bondoukou nous a donc permis d'abord de faire un état des lieux de ces rapports et d'évaluer par la suite la gouvernance locale dans cette commune en rapport avec la communication.

Au terme des investigations, notre hypothèse de départ à savoir que "les obstacles au décollage socio-économique de Bondoukou, pour la première expérience de la gouvernance locale en Côte d'Ivoire, sont liés à un déficit de communication" est plausible.

D'un autre côté, on remarque que l'information et la communication avec les administrés sont déficitaires.

Les citoyens ne sont pas informés de la gestion de la commune, ce qui constitue de véritables obstacles à leur participation à la gouvernance locale, faute de motivation.

Il s'agit, pour les autorités locales de favoriser l'échange permanent avec leurs administrés par des moyens modernes et traditionnels de communication , d'utiliser les moyens d'information de masse pour une communication de proximité, pédagogique et civique pour impliquer et mobiliser les citoyens , de faire une sensibilisation permanente des populations sur l'importance et le fonctionnement d'une collectivité locale décentralisée, privilégier la transparence en présentant clairement à leurs administrés le rôle et les moyens de la commune pour favoriser la confiance des populations et leur implication dans les affaires de la cité. Et enfin

d'éviter d'exclure des groupes sociaux tout en travaillant avec les représentants des différentes couches tels que les têtes couronnées, les autorités religieuses, les chefs de quartiers, de villages et d'autres leaders d'opinions pour relayer régulièrement l'information.

Bibliographie

- ACHADE, N., (2007). *Etat des lieux de la prise en charge socio-sanitaire des indigents dans la commune de Savè*. Mémoire de fin de quatrième année en développement communautaire. UAC/ INJEPS, 60
- Adjaho, R. (2005). *Bonne gouvernance au Bénin, ma contribution*. Flamboyant, Cotonou, 148 p
- Ahodekon, C. (2005). *La communication et l'éducation des adultes dans les programmes de développement communautaire : étude de cas*. Thèse de doctorat unique en Sciences du Langage et de la Communication. UAC, 381
- AHOLOUKPE, E., (2006). *Décentralisation et développement local : contribution des organisations villageoises dans la commune de Zogbodoméy*. INJEPS, 84 p.
- Ballo, Z. (2008). *Décentralisation en Côte d'Ivoire : un bilan du fonctionnement des conseils généraux et districts*. Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES, (04): 2-34.
- Bergeron, R. (1992). *L'anti-développement : Le prix du libéralisme*, Le Harmattan, Paris, 271 p.
- Bessette, G ; Rajasunderam, V. (1996). *La communication pour le développement*. Ottawa : CRDI

- Besson-Ancel, I. (2003). La gouvernance territoriale. Institut d'Étude Politique, Lyon.
- Biaou, J & Kpomadje, S., (2002). *Décentralisation et développement à la base : cas de la commune de Savè*. ENAM, AGT2, 108 p.
- Bogui, M. J.-J., Atchoua, N. J (2016). La régulation des usages des TIC en Côte d'Ivoire : entre identification et craintes de profilage des populations. *Revue tic&société*, (10)1:1-17, Récupéré sur le site de la revue : <http://ticetsociete.revues.org/1983>
- Breton, P ; (1993). L'utopie de la communication, la découverte, essais.
- Chapus, R. (1996). Droit administratif général, Tome 1, 9^e Edition, 1251p.
- Chéneau-Loquay, A. (2010). La révolution des TIC: du téléphone à Internet. Bulletin de l'Association de géographes français, Association des Géographes Français : 1-15.
- Chéneau-Loquay, A. (2011). Accès et service universel, du global au local. Les cahiers de Netsuds, numéros en texte intégral, Accès aux nouvelles technologies en Afrique et en Asie, Récupéré le 26 octobre sur le site de la revue : <http://revues.mshparisnord.org/netsuds/index.php?id=265>.
- Collectif eAtlas F.A.O. (2012), Sociétés Africaines de l'information. Recherches et Actions en Afrique de l'Ouest Francophone, Dakar, 2 : 2-193.
- Consulte le 01 Mars 2025.
- Côte d'Ivoire, Ministère de l'Intérieur, Organisation territoriale décentralisée (2013), Textes législatifs et régle-

mentaires. 113p, Récupéré le 03 décembre 2015 du site du ministère de l'intérieur : www.dgddl.interieur.gouv.ci/.../2012022116305720120221163057Ordonnance.

Côte d'Ivoire, www.cntigci.net/geomatique, site du Comité National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG).

DECENTRALISATION ET TRANSFERT DE COMPETENCES DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EN COTE D'IVOIRE - Synthèse de plusieurs conférences prononcées par Monsieur TAHET Noël (Docteur en Géographie et Aménagement diplômé de l'Université de Paris-Sorbonne Paris IV)

Dehoumon, P. (2006). *La décentralisation entre risques et espoirs*. Editions COPEF, Cotonou, 214p.

Diop, A. (2008). *Développement local et gouvernance territoriale : Enjeux et perspectives*, Karthala, 230p

Diponible sur

Dossou, C. (2000). *Décentralisation- Déconcentration- Découpage territorial : ce qu'il faut savoir*. Cotonou, 71 p.

Dumont, R. (1980). *L'Afrique étranglée*, Seuil

El Mehdi, I. K. (2011). *Gouvernance et TIC : cas des pays d'Afrique*. *Recherches en Sciences de Gestion*, (5) 86 : 63-84.

FAO, - *Approche participative, communication et gestion des ressources en Afrique sahélienne : Bilans et perspectives*, FAO, Rome, 1995, 105p

FAO, - *Mali : Politique nationale de communication pour le développement*, FAO, 1998, 30p

- Fonh-Gbei, E. (2014), Pour accompagner l'émergence de la Côte d'Ivoire. Récupéré le 13 Février du site du journal l'infodrome: <http://www.linfodrome.com/economie/15599>
- Fraser, C. (1994). *La communication pour un développement à dimension humaine*. Rome : FAO, 36 p.
- Friedberg, E. (1993). *Le pouvoir et la règle, dynamiques de l'action organisées*, Seuil, 450 p.
- Garry, M. (1993). Les politiques de communication des collectivités locales et le phénomène de sous-traitance. DEA Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Lyon 2.
- Gbagbo, L. (1999). *Gouverner autrement la Cote d'Ivoire*, Le Harmattan, Paris, 1999, 108p.
- GUIDE METHODOLOGIQUE D'ELABORATION ET DE MISE EN OEUVRE DES SCHEMAS REGIONAUX D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - Direction Générale du Développement de l'Economie Régionale
- Guidère, M. (2005). *Méthodologie de la recherche*, ellipses, Paris, 127p.
- Hammouda, H. (1999). *Afrique : pour un nouveau contrat de développement*, Le harmattan, Paris,.
- Jeanneney, JN. (1996). *Une histoire des médias, des origines à nos jour*, Ed. du Seuil, Paris, 374p.
- Kone, H. et Sy H. (1995). *Communication pour le développement durable en Afrique*, PUCI, , 409p
- LA DECENTRALISATION EN AFRIQUE DE L'OUEST - Série Séminaires Programme de Développement Municipal (PDM) - V

- Laleye, M. (2003). *La décentralisation et le développement des territoires au Bénin*. Harmattan, 3257 p
- L'EXPERIENCE DE LA COTE-D'IVOIRE EN MATIERE D'EMPRUNT ET/OU DE SUBVENTION AU COLLECTIVITES TERRITORIALES - Intervention de Mr Idrissa Serge IDO, Centre International de Formation des Autorités/acteurs Locaux (CIFAL) du 08 au 12 juin 2009 à Douala au Cameroun
- MANUEL DU PARTICIPANT au séminaire de renforcement des capacités des Directeurs des Services Techniques et des Moyens Généraux des conseils généraux sur le thème « Plan Stratégique de développement, Programme Triennal et Passation des marchés », organisé du 20 au 22 septembre 2007 à Abidjan par l'Université des Collectivités de Côte-d'Ivoire.
- Mayoukou, C. et all (2003). *Gouvernance du développement local*. L'harmattan, 244 p.
- Michel, J-L ; (2006). *Le mémoire de recherche en information-communication*, ellipses, 2è Edition, 2006, 157 p
- Nach-Mback, C. (2001). *Démocratie et décentralisation : genèse et dynamiques comparées des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne*, Karthala-PDM, 528 p.
- N'da, P. (2006). *Méthodologie de la recherche de la problématique à la discussion des résultats*, Abidjan, PUCI, 3è Edition, 157P
- Nutsugan, A, (1998). *La communication locale comme moteur de développement de la future commune de Comé*. ENAM, STID, 55 p.
- Partant, F. (1983). *La fin du développement : Naissance d'une alternative, la découverte*, 1983.
- Pisani E. (1988). *Pour l'Afrique*, Ed Odile Jacob, 1988.

PLANIFICATION LOCALE PARTICIPATIVE EN COTE-D'IVOIRE « Guide du praticien » Ministère du Plan et du Développement

Richard, P. (1995). *Le Temps des Citoyens : pour une démocratie décentralisée*. Paris : PUF, 220 p.

Sawadogo, R. (2001). *L'Etat africain face à la décentralisation*. Editions KARTHALA, 278 p.

Wolton, D. (1997). *Penser la communication*, Flammarion, Paris, 1997, 400p. Yeo, L. (2005). *Le guide méthodologique du jeune chercheur*, EDUCI, Abidjan, 69 p.

[www.chrome-](#)

[exten-](#)

[sion://efaidnbmnnnibpcajpcgiclfindmkaj/https://plan.gouv.ci/assets/fichier/MANUEL-PLANIF-LOCALE-BOITE-OUTIL.pdf](#)

[www.chromeextension://efaidnbmnnnibpcajpcgiclfindmkaj/https://plan.gouv.ci/assets/fichier/MANUEL-SRAT.pdf](#)

[www.extension://efaidnbmnnnibpcajpcgiclfindmkaj/https://www.gold.uclg.org/sites/default/files/Rapport_regional_D%C3%A9centralisation_d%C3%A9mocratie_locale_espace+UEMOA.pdf](#)

Zannou, G. (1984). *Les collectivités locales dans la nouvelle réforme de l'administration territoriale en République Populaire du Bénin*. Cotonou : CEFAP, 66P.

ZOUKOU, L. (2011). *Région et Régionalisation en Côte d'Ivoire*, L'harmattan, Paris, 271p.

Legal Guarantees of Transparency Rules in Public Transactions Concluded According to the Consulting Method: An Analytical Reading of the Provisions of Law No. 23-12 and Presidential Decree No. 15-247

Mellal ABDELHAMMID

University Center of Maghnia

Mediterranean Laboratory for Legal Studies,

Faculty of Law and Political Science, Tlemcen

hamidmellalm@gmail.com

Abstract:

Public transactions concluded through the adapted (consulting) procedures are no less important than those carried out through formal procedures. In all cases, the public contract remains inherently tied to the concept of public funds. Thus, the Algerian legislator, through Law No. 23-12 dated August 5, 2023, which defines the general rules governing public procurement, and Presidential Decree No. 15-247 on the regulation of public contracts and public service delegations, has enshrined a set of guarantees to support procedural transparency – even when the contracting method is adapted.

The Public Procurement Law seeks to uphold transparency values for public interest considerations, while also ensuring the economic operator's right to equality and free access to tenders, regardless of the contracting method used.

Keywords: Public Contract, Adapted Procedure, Consultation, Transparency

Garanties juridiques des règles de transparence dans les transactions publiques conclues selon la méthode de consultation : Une lecture analytique des dispositions de la loi n° 23-12 et du décret présidentiel n° 15-247

Résumé

Les transactions publiques conclues par les procédures adaptées (de consultation) ne sont pas moins importantes que celles réalisées par les procédures formelles. Dans tous les cas, le contrat public reste intrinsèquement lié au concept de fonds publics. Ainsi, le législateur algérien, à travers la loi n° 23-12 du 5 août 2023, qui définit les règles générales régissant les marchés publics, et le décret présidentiel n° 15-247 sur la régulation des marchés publics et des délégations de services publics, a inscrit un ensemble de garanties visant à soutenir la transparence procédurale – même lorsque la méthode de passation est adaptée. La loi sur les marchés publics cherche à promouvoir les valeurs de transparence pour des considérations d'intérêt public, tout en garantissant le droit de l'opérateur économique à l'égalité et à un accès libre aux appels d'offres, quel que soit le mode de passation utilisé.

Mots-clés : Contrat public, procédure adaptée, consultation, transparence

Introduction

Public contracts are among the most important administrative activities due to their association with public funds. For this reason, the legislator has granted them a special legal framework distinct from other administrative contracts, binding the administration to a set of general principles aimed at avoiding waste and abuse of public resources.

Among the most important of these principles – stipulated in Article 5 of Law No. 23-12 dated August 5, 2023, which defines the general rules governing public contracts – is the principle of **transparency of procedures**, a key mechanism in the fight against corruption. This same principle is reiterated in Article 5 of Presidential Decree No. 15-247, which governs public contracts and public service delegations.

Transparency in public procurement is defined as a system that allows the economic operator, bidder, or even any interested party to ensure that the selection process of the contractor was conducted through clear and impartial means, free of any ambiguity.

The principle of transparency is the gateway to achieving other principles such as equality and free access to tenders, by ensuring clarity and eliminating vagueness in procedures.

When discussing the transparency of formal procedures, we find that the legislator has clearly defined the contracting stages, steps, and obligations, leaving no room for the contracting authority to deviate – except in limited cases. In contrast, **adapted procedures** grant some flexibility to the administration in their design and implementation.

This gives rise to the following central research question:

To what extent are the rules of transparency upheld in public contracts concluded through adapted procedures?

To answer this question, the analytical method is adopted by examining the legal texts that establish the legal guarantees and manifestations of the principle of transparency.

Based on this, the study is divided into two main sections:

- Transparency of Pre-Contractual Procedures in Adapted Public Contracts;
- Embodiment of Transparency Principles in the Conclusion of Public Contracts.

1. Transparency of Pre-Contractual Procedures in Adapted Public Contracts

Before any contractual process begins, and in an effort to ensure the effectiveness of tenders and the protection of public funds under the principle of transparency, the contracting authority is required to perform a set of preliminary, binding procedures – primarily **identifying needs and preparing the specifications document**.

1.1. Transparency Guarantees in the Needs Identification Phase

Identifying needs is the first step taken by the contracting authority when preparing the specifications. This preliminary procedure is legally based on Presidential Decree No. 15-247, specifically in Chapter 1, Section 2 of Title I, under the heading "Needs Identification." According to **Article 27**, it states:

"The needs of the contracting authorities to be fulfilled must be defined before initiating any procedure for concluding a public contract."

Although this concept had already been addressed in previous legal texts – particularly **Executive Decree No. 98-227** dated July 13, 1998, concerning state capital expenditures – which required institutions to conduct a study before registering any public project financing request – this decree reaffirms and strengthens the practice.

Referring back to Article 27 of Presidential Decree 15-247, and by analyzing its clauses, it is evident that the legislator is keen to instill transparency values in the needs assessment process. According to **paragraph 2** of the article:

“The amount of the contracting authority’s needs shall be determined based on a sincere and rational administrative estimate, in accordance with the conditions defined in this article.”

Such a sincere and rational estimate plays a crucial role in determining the financial threshold of any public contract. If the estimated value exceeds the threshold defined in **Article 13** of the same decree, the formal procedures apply, including external oversight by public procurement committees. If the estimate does not exceed the threshold, then the contract is subject to **adapted procedures**.

Moreover, the needs must be prepared with precision in terms of their nature and scope. According to **paragraph 4** of Article 27:

“Needs must be prepared precisely in terms of their nature and scope, based on detailed technical specifications established on the basis of measurable and/or performance criteria or functional requirements. These specifications must not be oriented toward a particular product or economic operator.”

The more detailed, clear, and unambiguous the needs are, the more rational the offers submitted by bidders will be. This helps avoid exaggerated bids that could either disqualify bidders due to budget overruns or result in awarding contracts with unrealistic financial values that do not reflect the actual value of the services required.

On the other hand, this precision in preparing the needs helps avoid low pricing of certain items or total amounts by bidders due to their misjudgment of the services, caused by a lack of clarity and detail. This may result in either the public contract awardees waiving the execution of services or carrying them out slowly, incurring financial losses, and in some cases, the termination of the public contract, thus failing to achieve the primary objective, which is meeting public needs.

Accordingly, and in order to ensure the efficiency of the need's identification and preparation process, the contracting authorities must resort to external entities, such as certified consulting offices or experts in the field, depending on the nature and subject of each public contract.

1.2. Accurate and Clear Preparation of the Specifications Document to Achieve Procedural Transparency

After the contracting authority identifies its needs, the nature and subject of the public contract become clear – it may be a contract for execution of works, procurement of supplies, conducting studies, or provision of services. Consequently, the process of preparing the specifications document begins, outlining the terms under which the contract will be concluded and executed.

Specifications documents are known as the set of documents containing the terms of the administrative contract, usually prepared in advance by the administration. The contractor's role is limited to accepting them as they are, and any violation of these rules results in the nullification of the contract.

Professor Ammar Boudiaf defined the specifications document as:

"An official document prepared unilaterally by the administration concerned with the contract or project, through which it defines all the terms related to competition rules in all their aspects, the conditions for participation, and the methods for selecting the contractor."

Professor Jalila Mounia defined it as:

"A set of clauses related to the subject of the contract and its constituent documents, the requirements for candidates, the criteria used for selecting the contractor, and the scoring method for both the technical and financial offers."

Therefore, the specifications document can be defined as a collection of documents and clauses prepared by the contracting authority prior to launching the procedure, in which all the terms of conclusion and execution are defined with a high degree of clarity and precision.

The accuracy of the specifications document requires the definition of the services to be performed under the contract and all the conditions for its conclusion and execution. Therefore, the contracting authority must prepare it carefully to ensure procedural transparency.

Moreover, its prior preparation is in itself a guarantee of this transparency, as no changes can be made to its provisions once it has been approved and made public.

Among the most important clauses in the specifications document that ensure transparency and best guarantee the rights of economic operators are those related to pre-determined selection criteria. The clearer and more precise they are in the specifications document, the more transparent and fair the candidate selection process will be. For example, when the contracting authority includes material capabilities as a scoring criterion, it must specify their type and technical specifications—such as authorized load—and the supporting documents required in detail, like the mandatory vehicle guarantee certificate. It must also precisely define the supporting documents for the selection criteria that cannot be completed afterward, so that no discretionary authority is left to decide whether they can be supplemented or not, thereby eliminating any potential manipulation by the administration in selecting candidates.

In addition to selection criteria, the specifications document contains other provisions that reflect procedural transparency, including those related to the method of preparing offers, and the time, date, and method of submitting them. It also includes provisions regulating the roles and duties of the committee for opening envelopes and evaluating offers.

2. Embodying the Principles of Transparency through the Conclusion of Public Contracts

The principle of transparency is considered one of the most important general principles that the legislator was keen to establish throughout all the stages of the contracting process—from announcing the competition to the final awarding of the contract.

We will address this requirement through two key elements in this phase, reinforcing the transparency of procedures:

2.1. The Limitations of Announcements Under Adapted Procedures and the Extent to Which They Uphold Transparency Principles

The announcement is considered one of the most important manifestations of transparency in public procurement. It is a formal and essential procedure, part of public order, and cannot be violated. This ensures general competition among candidates to win the contract, without exclusion or arbitrariness on the part of the concerned contracting authority.

An announcement is the act of informing all interested parties of the intention to contract, as well as informing them about how to access the contract conditions, the type of specifications and services, and the location, time, and date for submitting and opening offers.

The announcement is the first procedure undertaken by the administration to inform economic operators of its intention to contract, and it is the most important step, as it presents a clear vision to potential candidates.

Due to the importance of this procedure, the legislator has regulated it with rules and provisions that every contracting authority must follow. By examining the articles of Presidential Decree 15-247, we find that the announcement is mandatory in both formal and adapted procedures, with a difference in the method and means of publication.

Unlike formal procedures where the legislator imposed press publicity through Articles 61 and 65 – and linked it to mandatory information according to Article 62 – in adapted procedures, the administration is not exempt from publicity.

This is confirmed by **Article 14**, which states in its first paragraph:

“The above-mentioned needs must be subject to appropriate publicity and consultation with qualified economic operators in writing, in order to select the best offer in terms of economic advantages.”

Although the procedures followed are adapted procedures, the legislator obligated the administration to publicize the announcement, and this in itself is a reinforcement of transparency. Even if it did not require press publicity and left it to the administration’s discretion to choose the method of publicizing the announcement, this does not mean it is not responsible for ensuring that requests reach economic operators. It is required to prove, before any external oversight, the appropriateness of the publicity, such as posting certificates issued by administrative bodies where the consultation was announced on their notice boards, or a certification from the supervising authority that sent the announcements to other administrative bodies for publicity.

In addition, to reinforce the transparency of the announcement procedure in adapted procedures, the legislator established another mechanism that every contracting authority must comply with, which is the **mandatory written consultation of qualified economic operators**.

In these consultation letters, the subject of the contract, the deadlines for preparing the offers, and the date and time of envelope opening may be specified, along with a copy of the announcement. These consultation letters are a guarantee for attracting the largest possible number of participants and ensuring the transparency of the announcement.

Perhaps the legislator's choice of this method of announcement was not to diminish the manifestations of transparency and integrity, but rather to protect public funds—since press announcements are costly and burdensome to contracting authorities—and to save time.

2.2. Manifestations of Transparency Through Offer Submission and Examination Mechanisms

After the announcement of the consultation and the preparation of offers by the candidates, envelopes are submitted on the last day for offer preparation and before the end of this stage's closing time.

Then comes the role of the envelope opening and offer evaluation committee, which performs its oversight role as part of the internal control of each contracting authority. This committee ensures, through its task of opening envelopes and evaluating offers, the enforcement of the fundamental principles of public contracts, including the principle of procedural transparency. Therefore, we will explore the main manifestations of transparency through the articles regulating this committee.

According to Article 70 of Presidential Decree 15-247, the process of opening envelopes related to the application file and the technical and financial offers takes place in a public session, at the same session and on the date and time previously specified in the specifications document and the consultation announcement.

This article is a real guarantee of procedural transparency. In the presence of bidders who submitted offers, the envelope opening process is carried out transparently and fairly, especially since this stage represents the initial qualification

phase for bidders. Those who do not meet the competition conditions will not have their technical and financial offers opened and will be excluded during the evaluation phase.

During the evaluation phase, the committee's study of the technical offers is conducted according to the methodology included in the specifications document and previously defined, as stipulated in Article 72 of the same decree.

The work of this committee is recorded in two separate registers for each of its tasks—envelope opening and offer evaluation—in accordance with the provisions of Article 162 of the aforementioned decree in its last paragraph, which states:

“The envelope opening and offer evaluation committee records its work related to the opening of envelopes and the evaluation of offers in two separate registers, numbered by the authorizing officer and initialed.”

This serves as a guarantee of the transparency of these committees' work before any external oversight.

Conclusion

Based on the above, the following conclusions were reached:

1. **Procedural transparency**, in addition to its important role in protecting public funds, plays a significant role in attracting economic operators, thus increasing the effectiveness of public procurement and leading to broader competition and better offers.
2. The **consultation method** reflects the general principles governing public contracts, such as transparency and procedural integrity, even if not to the same ex-

tent as in the request for proposals method, since the legislator, in some cases, left it to the discretionary power of the contracting authority, such as in the case of appropriate announcements.

3. The **preliminary and rational determination of needs** by the contracting authorities, and their accurate preparation according to detailed technical specifications, plays a major role in protecting public funds from manipulation by contracting authorities or even by economic operators.
4. The **specifications documents**, whether prepared according to formal procedures or adapted procedures, remain the most important legal tool for enforcing procedural transparency, as they include all clauses of the contract to be executed and all its conclusion and execution conditions.

Based on the findings, the study recommends the following:

1. To ensure the clarity of the provisions and clauses of the specifications document, each contracting authority must include a clause related to clarifications during the offer preparation phase. This allows any bidder who has withdrawn the specifications document to request clarification from the contracting authority regarding any ambiguity. The administration must respond in writing to them and to all other bidders who withdrew the specifications document, in the context of procedural transparency.
2. The **adapted specifications documents must be subjected to an actual review** by internal committees established within each contracting authority, com-

- posed of qualified employees and agents, with the need for regular updates.
3. **A review of the publicity method for adapted procedures** is necessary by adopting a unified approach among all contracting authorities, to be determined by the legislator, even if it does not follow the same provisions as announcements in formal procedures.
 4. **Enhancing the qualifications of the agents assigned to the envelope opening and offer evaluation committee**, as they are the actual tool for enforcing the fundamental principles of public contracts, including the principle of procedural transparency.
 5. **Obligating contracting authorities to conclude agreements with specialized entities**, certified consulting offices, and accredited experts to assign them the task of accurately identifying needs based on the subject of each contract.

Sources and References:

Ammar Boudiaf, *Explanation of Public Procurement Organization*, Part One, 5th Edition, Djisour Publishing and Distribution, Algeria, 2017.

Atik Habiba, *Formalism in the Administrative Contract – A Comparative Study*, Master's thesis in Advanced Public Law, Faculty of Law and Political Science, Abou Bekr Belkaid University, Tlemcen, Academic Year 2015–2016.

C- Legal Texts:

Jalila Mounia, *The New Organization of Public Procurement According to Presidential Decree No. 15-247*, Mofam Publishing, Algeria, 2018.

Law No. 23-12, dated August 5, 2023, defining the general rules related to public procurement, Official Gazette, Issue 51, Year 2023.

Presidential Decree No. 15-247, dated September 16, 2015, concerning the organization of public procurement and public service delegations, Official Gazette, Issue 50, Year 2015.

Linguistique sociale et intelligence économique : effet des langues locales sur la compétitivité et l'utilisation des pesticides chez les analphabètes en Côte d'Ivoire

Kolo SILUE,
Enseignant-Chercheur,
Département des Sciences du Langage
et de la Communication,
Université Alassane Ouattara, Bouaké,
Côte d'Ivoire,
kolokizerbo@gmail.com

&

Kouakou Mathieu KOFFI,
Enseignant-Chercheur,
Département des Sciences du Langage
et de la Communication,
Université Alassane Ouattara, Bouaké,
Côte d'Ivoire,
kkmathieu@yahoo.com

Résumé :

Cette étude explore le rôle des langues locales dans la compétitivité et l'utilisation des pesticides chez les analphabètes en Côte d'Ivoire. En s'appuyant sur une approche sociolinguistique et des principes d'intelligence économique, elle examine comment l'utilisation des langues maternelles dans une campagne publicitaire, dans des interactions commerciales et dans la formation des agriculteurs, peut influencer la diffusion et l'adoption de ces produits. L'étude met en lumière la manière dont la maîtrise des langues locales peut constituer un levier stratégique pour les entreprises souhaitant mieux répondre aux besoins des marchés ruraux et renforcer leur compétitivité. L'hypothèse retenue se tra-

duit par : l'intégration des langues locales dans les approches de communication améliore non seulement la compréhension des informations techniques liées aux produits, mais favorise, surtout, leur acceptabilité et leur diffusion. La démarche méthodologique de la recherche se décline en une enquête mixte exprimée en questionnaire, en entretiens et analyse de supports de communication utilisés. L'ancrage théorique mobilisé se compose de trois théories que sont : la théorie des contacts de langues ; la théorie de l'adaptation linguistique et la théorie de la valorisation des langues locales, issue des théories culturelles et identitaires.

Mots-clés : *Linguistique sociale, Intelligence économique, langues locales, compétitivité, pesticides, Côte d'Ivoire.*

Social linguistics and economic intelligence : effect of local languages on the competitiveness of market gardeners in rural areas in Côte d'Ivoire

Abstract :

This study explores the role of local languages in the competitiveness of market gardeners in rural areas of Cote d'Ivoire. Drawing on a sociolinguistic approach and principles of economic intelligence it examines how the use of mother tongues in an advertising campaign, commercial interactions and farmer training can influence the diffusion and adoption of these products. The study highlights how mastering local languages can constitute a strategic lever for companies wishing to better meet the needs of rural markets and strengthen their competitiveness. The hypothesis retained translates into : the integration of local languages in communication approaches not only improves the understanding of technical information linked to products, but above all promotes their acceptability and dissemination. The methodological approach to the research consists of a mixed survey expressed in a questionnaire, interviews and analysis of the communication media used. The theoretical anchoring mobilizes is made up of three theories which are : the theory of language contacts ; the theory of linguistic adaptation and the theory of the valorization of local languages, resulting from cultural and identity theories.

Keywords : *Social linguistics, economic intelligence, local languages, competitiveness, pesticides, Côte d'Ivoire*

Introduction :

Dans un monde de plus en plus globalisé, où les échanges économiques dépassent les frontières géographiques, les entreprises cherchent à adapter leurs stratégies commerciales pour répondre aux besoins locaux. La linguistique sociale, qui étudie les interactions langue, culture et société, devient alors un outil crucial pour comprendre les dynamiques locales. Ainsi, analyse-t-elle les mécanismes culturels et l'impact des langues sur les interactions humaines. Parallèlement, l'intelligence économique, qui englobe la collecte, l'analyse et l'utilisation stratégiques de l'information, joue un rôle central dans la prise de décisions commerciales. Ces deux domaines s'entrecroisent, particulièrement, dans les contextes multiculturels en zone rurale de Côte d'Ivoire où les langues locales et les pratiques culturelles influencent fortement les comportements des consommateurs.

L'industrie des intrants agricoles, essentielles pour le secteur agricole, constitue un cas d'étude intéressant pour explorer cette intersection. En milieu rural, au nord de la Côte d'Ivoire, où l'agriculture représente un pilier de l'économie locale, les producteurs agricoles utilisent couramment les langues locales telles que le senoufo, le malinké, le groussi et le samôgô pour communiquer. Ces langues locales ne sont pas seulement des moyens de transmission de l'information, mais aussi des vecteurs de confiance, de fidélisation, de tradition et d'identité culturelle. Ainsi, intégrer ces langues dans la stratégie de commercialisation des pesticides pourrait offrir des avantages concurrentiels significatifs pour les entreprises. L'évidence de cette démarche se traduit par le fait que de nombreux agriculteurs/maraîchers, à cause de

l'analphabétisme, ne peuvent pas lire les instructions d'usage figurant sur les étiquettes des emballages des pesticides. Ces instructions sont pour la plupart écrites en langues étrangères, notamment en français ou en anglais. Ces langues qu'ils ne comprennent, d'ailleurs, pas, sont identifiées comme barrières linguistiques ou obstacles majeurs à l'utilisation correcte de ces produits, à grand risque en cas de mauvais usage. La compréhension des instructions écrites sur les emballages et les pratiques sécuritaires sur les intrants, favorisant leur meilleure adoption dans le secteur agricole, recommandent la prise en compte des valeurs culturelles et les langues locales.

Cette recherche s'inscrit dans une dynamique où il s'agit de répondre à une problématique clé. Comment l'utilisation des langues locales dans la commercialisation des pesticides influence-t-elle leur adoption et leur utilisation sécurisée en milieu rural ? Cette question centrale soulève plusieurs enjeux traduits en trois questions subsidiaires. Quelles sont les préférences linguistiques des consommateurs locaux ? Quel est l'impact des langues locales sur la perception de la qualité et de la sécurité des pesticides ? Quel rôle jouent les pratiques culturelles dans le processus de vente ou d'achat de ces produits ?

L'hypothèse principale de la recherche s'inscrit que l'intégration des langues locales dans la commercialisation des pesticides accroît leur acceptabilité et renforce leur impact économique en zone rurale. L'objectif principal de cette étude est donc de démontrer que l'intégration des langues locales dans la stratégie marketing peut non seulement accroître l'acceptabilité des produits phytosanitaires, mais aussi renforcer leur impact économique en améliorant les rela-

tions avec les communautés locales. Pour cela, il est nécessaire de s'appuyer sur une méthodologie interdisciplinaire, mêlant des analyses sociolinguistiques aux outils de l'intelligence économique, afin de proposer des recommandations adaptées et durables, intégrant ces langues dans les stratégies économiques locales.

1. Cadre théorique et méthodologique

Permettant de structurer et de justifier les choix scientifiques effectués dans l'étude, le cadre théorique et méthodologique apparaît comme une partie essentielle d'un travail de recherche. Il se compose du cadre théorique et du cadre méthodologique, chacun avec une contenance spécifique.

1.1. Cadre théorique

Pour structurer et orienter les analyses de la recherche, l'ancrage théorique mobilisé se décline en trois théories fondamentales. Relevant des théories sociolinguistiques, nous avons retenu la théorie des pratiques langagières de Bourdieu. Quant aux théories économiques et sociologiques, nous avons la théorie de l'intelligence économique et veille stratégique. Pour ce qui concerne les théories culturelles et identitaires, le choix est porté sur la théorie de la valorisation des langues locales.

1.1.1. La théorie des pratiques langagières

Associée aux travaux de Pierre Bourdieu (1982), la théorie des pratiques langagières est issue de « langage et pouvoir symbolique ». Le concept explore le rôle du langage dans les rapports de pouvoir et la reproduction sociale. C'est un cadre d'analyse sociolinguistique qui examine comment le

langage est utilisé dans des contextes sociaux spécifiques pour structurer les interactions, les identités et les dynamiques de pouvoir.

La théorie des pratiques langagières est particulièrement utile dans l'analyse des dynamiques sociales, économiques et culturelles liées à la communication dans des contextes spécifiques. Dans le cadre de la commercialisation et de l'utilisation efficace des pesticides par les analphabètes, son utilité se manifeste de plusieurs façons.

La première façon s'intéresse à la compréhension de la dynamique de pouvoir. Dans ce cas, la théorie permet d'identifier comment les vendeurs, les techniciens agricoles ou les entreprises imposent leurs discours pour influencer les pratiques agricoles.

La deuxième façon qui concerne l'analyse des stratégies de persuasion, la théorie permet de comprendre les pratiques langagières utilisées dans les publicités et dans les discours pour inciter les agriculteurs à acheter des produits. Elle permet de montrer que les échanges langagiers entre agriculteurs eux-mêmes, notamment en langues locales, reflètent leur appropriation ou leurs critiques des agro-toxiques, influençant également leur adoption ou rejet. En plus de cela, elle analyse les discours des vendeurs, des coopératives et autres acteurs impliqués dans la distribution des produits. À partir de l'emploi de terminologies scientifiques ou de promesses exagérées, ces discours sont stratégiquement élaborés et adaptés pour convaincre les agriculteurs d'adopter certains produits.

En identifiant les freins communicationnels ou les malentendus liés au langage, la théorie favorise ainsi une amélioration des politiques agricoles à partir de l'adaptation de stra-

tégies pour une meilleure acceptation des produits et une communication plus équilibrée.

En résumé, la théorie souligne l'importance de la maîtrise des langues locales, vues comme un atout stratégique dans la construction de la confiance et des relations commerciales.

1.1.2. La théorie de l'intelligence économique et veille stratégique

Perfectionnée à travers les travaux de Christian Marcon et d'Henri Dou, (2007), la théorie de l'intelligence économique et veille stratégique jouent un rôle clé dans cette recherche portant sur l'interaction entre linguistique sociale et intelligence économique, appliquée dans le contexte de la stratégie commerciale des pesticides et leurs bonnes utilisations par les paysans analphabètes.

Elle permet d'articuler l'analyse sociolinguistique avec des considérations économiques et commerciales. La prise en compte des spécialités linguistiques dans les marchés locaux s'inscrit dans un cadre économique dynamique. C'est pourquoi, la mobilisation de cette théorie permet de comprendre comment collecter, analyser et utiliser des informations stratégiques dans le cadre de la compétitivité des intrants agricoles, assurant ainsi une prise de décision éclairée. Dans un contexte où les langues locales influencent la perception et l'adoption des produits, l'IE aide à comprendre comment ces langues façonnent les comportements des consommateurs et les dynamiques du marché.

Etant une composante de l'IE, la veille stratégique intègre l'analyse des dynamiques linguistiques pour identifier les tendances du marché, influencées par des identités cultu-

relles et linguistiques, les besoins et attentes des consommateurs exprimés dans les langues locales.

En combinant les données issues de l'IE avec des analyses sociolinguistiques, il devient possible dans cette recherche de développer des supports marketing (publicités, étiquettes) dans les langues locales. Dans le même temps, l'approche permet de cibler des segments spécifiques du marché en tenant compte des préférences linguistiques. Il s'agit en résumé de renforcer la confiance des clients grâce à une communication adaptée culturellement et linguistiquement.

1.1.3 La théorie de la valorisation des langues locales

Issue des travaux du sociolinguiste français Louis-Jean Calvet, (1974), la théorie de la valorisation des langues locales s'inscrit dans son ouvrage « Linguistique et colonialisme : petit traité de glottophagie ». Dans cet ouvrage, Calvet plaide pour la reconnaissance et la valorisation des langues locales, pour non seulement préserver leur richesse culturelle, mais aussi pour redonner un pouvoir symbolique aux populations qui la parlent.

C'est justement pour cette raison que nous mobilisons cette théorie pour montrer la manière dont les langues locales peuvent être utilisées pour renforcer l'identité culturelle et sociale dans les campagnes marketing. Nous notons que cette théorie s'inscrit dans un contexte où les langues ne sont pas seulement des moyens de communication, mais aussi des ressources stratégiques pouvant générer de la valeur économique et sociale.

Ainsi, dans le cadre de l'interaction entre la sociolinguistique et l'intelligence économique, la théorie peut être utili-

sée pour comprendre et optimiser l'impact des langues locales dans des contextes commerciaux spécifiques, comme la commercialisation des produits phytosanitaires.

En favorisant l'amélioration de la communication et de la sensibilisation de la population, la théorie de la valorisation des langues locales permet également de renforcer la confiance et l'adhésion des populations agricoles empreintes d'analphabétisme. Ces analyses permettent la création de valeur économique à travers des stratégies marketing bien élaborées en langues locales et assurent une adaptation culturelle pouvant influencer les mentalités des clients.

La combinaison de ces théories permet de comprendre les dynamiques sociolinguistiques et économiques dans un contexte comme celui des milieux ruraux marqués par l'analphabétisme. Elles fournissent un cadre pour analyser comment l'usage des langues locales peut maximiser l'impact des stratégies commerciales, renforcer les liens entre les entreprises et les consommateurs et contribuer à un développement économique plus inclusif.

1.2. Cadre méthodologique

Le cadre méthodologique apparaît ici comme une section très importante dans cette recherche. Pour mener à bien ce travail, nous avons utilisé une technique d'enquête multidimensionnelle. Elle se résume en quatre (4) étapes et énumérées comme suit : l'observation, la recherche documentaire, l'entretien et l'administration de questionnaire. Nous précisons que l'enquête s'est déroulée du 25 septembre 2024 au 25 octobre 2024 à M'Bengué, au nord de la Côte d'Ivoire. Des données quantitatives issues des statistiques démolinguistiques obtenues sur la base du questionnaire ont permis de

déterminer la vitalité des langues locales à M'Bengué. Ce même questionnaire a permis de mesurer quantitativement les attitudes linguistiques ou pratiques linguistiques des populations, c'est-à-dire leurs préférences concernant l'usage des langues locales dans les différents contextes. Les entretiens qualitatifs réalisés, par la suite, avec les locuteurs, ont permis de recueillir des témoignages auprès des communautés pour comprendre leur perception de leurs langues et d'évaluer leur valorisation ou marginalisation. Un échantillon de deux-cents personnes soumis à ce travail a favorisé l'emploi d'outils d'analyse comme le SPSS et Word, permettant d'établir des tableaux et des cartes de géolocalisation de la zone d'étude. Ainsi, des récits d'agriculteurs et d'acteurs commerciaux ont été recueillis sur leurs perceptions des langues locales dans ce contexte. Une analyse sociolinguistique a permis d'identifier les langues en présence et les usages administratifs dans différents domaines (éducation, administration, médias, etc.).

La démarche de l'étude consiste à déterminer, d'abord, les préférences linguistiques des consommateurs. Ensuite, d'identifier l'impact de la langue sur la perception de la qualité et de la sécurité des produits phytosanitaires. Enfin, de montrer le rôle des pratiques culturelles dans le processus de commercialisation ou d'achat.

1.2.1. Présentation de la zone d'étude

M'Bengué est une ville dans le nord de la Côte d'Ivoire, précisément dans la région du Poro. La ville fait partie du district des savanes. Le chef-lieu de département est M'Bengué. Elle se trouve à 75 km au nord-est de Korhogo, la plus grande ville de la région. Proche de la frontière avec le

Mali, elle est une zone d'échanges transfrontaliers. Les coordonnées géographiques sont : la latitude est de 9°40' Nord et la longitude est 6°40' Est. M'Bengué se trouve dans une zone de savane herbeuse avec un relief relativement plat. Le climat est de type tropical soudanien. Une alternance de deux principales saisons animent la zone. Une grande saison sèche de novembre à avril et une grande saison de pluie, de mai à octobre. Les activités économiques sont l'agriculture. Elle est principalement agricole avec des cultures vivrières (mil, maïs, ignames, sorgho) et des cultures de rentes comme le coton et l'anacarde. L'élevage (bovins, ovins) est également une activité importante. M'Bengué bénéficie de sa situation stratégique comme point de transit pour les échanges entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins comme le Mali et le Burkina. Les marchés locaux permettent la commercialisation des produits agricoles, d'équipements et de produits phytosanitaires. Sa position proche des zones rurales en fait un point stratégique pour la commercialisation de produits agricoles et phytosanitaires. La population est majoritairement composée de sénoufo, avec une présence significative de malinkés, de peulh, de mossi, samôgô et de groussi. L'accès est souvent limité aux intrants agricoles (engrais, semences améliorées, pesticides). Une mauvaise compréhension des consignes d'utilisation des produits phytosanitaires, souvent liées à des barrières linguistiques.

2. Résultats et analyses

2.1. Présentation et analyse des données recueillies

La taille de l'échantillon s'élève à un effectif de 200 personnes. Les choix sont portés sur 120 hommes et 80 femmes. La participation massive des hommes pourrait s'expliquer

par leur participation massive aux activités agricoles. Les femmes sont moins impliquées. La présentation des résultats ci-dessous a pris en compte les critères sociolinguistiques (démographiques, linguistiques). Ces critères incluent également le sexe, l'âge, l'activité principale et le niveau d'éducation.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés en fonction des critères sociolinguistiques

Critères	Sous-catégories	Nombre	Pourcentages (%)
Sexe	Masculin	120	60%
	Féminin	80	40%
Tranches d'âges	18-30 ans	50	25%
	31-50 ans	100	50%
	51 ans et plus	50	25%
Niveau d'étude	Non scolarisés	100	50%
	Education primaire	60	30%
	Education secondaire	40	20%
Activités	Agriculteurs	120	60%
	Commerçants	55	27,5%
	Eleveurs	25	12,5%
Langues de communication	Sénoufo (langue locale dominante)	90	45%
	Malinké	75	37,5%
	Français	30	15%
	Autres (dialectes voisins)	5	2,5%

Source : Enquête, Silue, juillet à septembre 2024, département de M'Bengue

Les analyses portées sur le sexe font état d'une majorité d'hommes (60%) qui ont participé à l'enquête. Cela donne un effectif de 120 personnes sur un total de 200. Une participation de 40% des femmes est mentionnée dans le tableau. Soit un effectif absolu de 80 femmes. La participation massive des hommes à l'enquête explique leur rôle prépondérant dans les activités agricoles ou commerciales.

Pour ce qui concerne l'âge, nous notons aux résultats, la tranche d'âge de 18 ans à 30 ans, qui représente 25% de l'effectif enquêté ; soit un effectif de 50 personnes.

La tranche d'âge de 31 à 50 ans couvre, 50% de l'effectif ; soient 100 personnes enquêtées sur les 200.

Dans la dernière tranche, celle de 51 ans à plus, les résultats montrent un taux de 50% ; soient un effectif de 50 personnes enquêtées sur les 200.

Visiblement, la tranche d'âge la plus active, c'est-à-dire la plus représentée est celle de 31 à 50 ans. Cela est lié à l'implication de cette tranche dans le développement du tissu économique.

Quant aux activités économiques, nous notons quatre (4) activités principales exercées par la population de M'Bengué. Les proportions sont variantes. C'est l'agriculture qui domine largement les activités économiques avec un taux d'activité de 60%.

Au niveau des langues, le sénoufo est la langue principale utilisée par 45% des enquêtés. Ces personnes confirment son rôle clé dans la communication à M'Bengué.

Le malinké est classé en deuxième position des langues parlées dans la localité, 37,5%. La communication par la langue française reste faible. Elle est de 15%. Elle est strictement réservée à la communication administrative et non fa-

miliale. Cependant, elle est quelques peu liée aux affaires commerciales.

Les résultats de ce tableau montrent clairement que les préférences linguistiques des populations enquêtées, à M'Bengué, s'orientent principalement autour du sénoufo et du malinké.

Tableau 2 : Présentation de quelques pesticides en langues locales et leurs rôles en agriculture

N°	Nom des produits en <i>senoufo</i> et en <i>malinké</i>	Images et sémiotisations	Utilité du produit en agriculture
01	Les herbicides [NjA po bifAgAnA]	 Le fond jaune explique que le produit est légèrement toxique pour l'homme. L'emballage vert indique que le produit s'utilise sur les herbes.	Utilisés pour éliminer les mauvaises herbes
02	Les insecticides [YAweYAr tjmE]	 La couleur blanche symbolise que le produit est peu ou pas toxique pour l'homme.	Destinés à lutter contre les insectes ravageurs

03	Les fongicides [fiE□ri tjmE] [bAgAbAgA fAgAnA□]		La couleur blanche symbolise que le produit est peu ou pas toxique pour l'homme. Le marron du bouchon indique que le produit s'emploie sur le sol.	Utilisés pour combattre les maladies causées par les champignons
04	Les nématicides [tir fiE□pir tjmE] [tumu fAgA-nA□]		Le blanc du bouchon associé à la couleur blanche symbolisent que ce produit est non toxique à l'homme	Utilisés contre les nématodes que sont les vers parasites des plantes
05	Les rodenticides [seheYAr tjmE] [k]NinA□fAgA nA□]		Le rouge du bouchon associé à la couleur jaune de l'emballage indiquent le produit est hautement toxique pour l'homme.	Ils ciblent les rongeurs nuisibles aux cultures

06	Les régulateurs de croissance [kArgi] [n □g □]		Le blanc du bouchon asso- cié à la couleur blanche de l'emballage symbolisent que ce produit est non toxique à l'homme. Le marron traduit son utilisation au sol.	Utilisés pour favoriser le développe- ment har- monieux des plantes

Source : Enquête, Silue, juillet, septembre 2024, département de M'Bengue

Ce tableau présente six (6) catégories de produits utilisés en agriculture. Chacun a un rôle spécifique. Ces produits servent globalement à protéger les plantes contre les organismes nuisibles, les maladies et les mauvaises herbes. Ils sont d'origine chimique ou biologique et sont réglementés pour limiter leur impact sur l'environnement et la santé humaine. Les personnes qui ne savent pas lire et écrire peuvent se référer aux couleurs de l'emballage pour comprendre le rôle et la dangerosité du produit. C'est pourquoi il est impératif de communiquer avec elles dans les langues locales qu'elles connaissent bien. La couleur dominante de l'emballage ou du bouchon indique à quoi sert ce produit, s'il est nocif ou pas.

2.2. Description d'une scène concrète mettant en avant des agriculteurs sénoufo de M'Bengué dans un magasin agricole

Lors des enquêtes, nous avons vu, dans un magasin spacieux et bien éclairé, des étagères métalliques alignées, char-

gées de sacs d'engrais, de bidons de produits phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides, nématicides, etc.) et d'autres fournitures agricoles. Quelques affiches éducatives sur les bonnes pratiques agricoles ornent les murs. Au centre de la pièce, trois (3) agriculteurs sénoufo discutent avec le gérant du magasin, un homme chaleureux qui leur explique en sénoufo et en malinké les usages des produits exposés. Les agriculteurs portent des vêtements pratiques et traditionnels, accompagnés de bottes et arborés de chapeaux typiques en paille pour se protéger du soleil et surtout des produits, une fois à l'utilisation. L'ambiance est conviviale, rythmée par des échanges en langues locales sur les méthodes d'utilisation des produits, leurs effets positifs sur les récoltes et les défis du moment. À l'arrière-plan, un autre agriculteur examine attentivement une étiquette, cherchant le produit idéal pour ses cultures. Il pose des questions en malinké au vendeur pour comprendre le fonctionnement d'un produit qu'il a repéré. Car il ressemble à un autre qu'il avait l'habitude d'acheter. Des explications de compréhension s'en suivent et ce dernier profita des échanges pour prendre des conseils chez le vendeur sur la qualité produit choisi. À partir de la communication entreprise entre le commerçant et ses clients analphabètes, la confiance s'est installée, si bien qu'ils ont promis revenir chez le même vendeur pour des achats futurs.

Nous avons pu récolter des témoignages qui mettent en lumière l'importance des langues locales comme le sénoufo et le malinké à M'Bengué dans la commercialisation des produits phytosanitaires.

Propos d'un agriculteur sénoufo :

Quand les formateurs viennent nous parler de nouveaux produits agricoles, c'est souvent en français. Mais ici, tout le monde ne comprend pas bien cette langue. Lorsqu'ils utilisent le sénoufo pour expliquer, c'est beaucoup clair. Nous comprenons mieux comment utiliser les produits sans danger et cela évite des erreurs qui pourraient coûter cher à la vie. La langue sénoufo, c'est notre identité ; mais c'est aussi un pont pour mieux apprendre. (M. Yéo, communication personnelle, 26 septembre 2024).

Propos d'une commerçante malinké :

Dans le marché, nous parlons souvent malinké entre nous. Cela facilite les échanges, car c'est une langue que beaucoup de personnes comprennent, même ceux qui ne sont pas allés à l'école. Quand il s'agit de donner des conseils sur les produits phytosanitaires ou sur les dosages, parler malinké permet de toucher plus de monde et d'éviter les malentendus. Tous ceux à qui on explique l'utilisation des produits, comprennent et les utilisent correctement, une fois chez eux aux champs, sans problèmes. (A. Sanogo, communication personnelle, 30 septembre 2024).

Propos d'un conseiller agricole locuteur des deux principales langues locales :

À M'Bengué, les langues locales comme le sénoufo et le malinké jouent un rôle crucial pour les campagnes de sensibilisation sur l'agriculture ou sur la santé liée à l'usage des produits agricoles. Traduire des messages dans ces langues permet d'expliquer à toute la communauté, y compris les personnes âgées et celles qui ne savent pas lire le français. Ces langues ne sont pas seulement des outils de communication, elles sont aussi des réservoirs de savoirs traditionnels. Elles nous aident à bien faire passer les messages aux agriculteurs. On se comprend avec les paysans, grâce aux langues locales, bien qu'ils ne soient pas allés à

l'école. Parfois, je développe des contenus audio et vidéo pour des agriculteurs en sénoufo et en malinké. Cela permet à tout le monde, même ceux qui n'ont pas eu la chance d'aller à l'école, de comprendre les bonnes pratiques agricoles et les innovations. La langue locale, c'est ce qui nous unit ici, à M'Bengué, et c'est aussi un moyen de valoriser de notre culture tout en progressant (K. Joseph, communication personnelle, 15 octobre 2024).

Ces témoignages, assortis de plusieurs autres, montrent avec précisions que les langues locales sont des vecteurs essentiels de transmission des savoirs et qu'elles renforcent l'engagement communautaire à M'Bengué.

3. Discussions des résultats

3.1. Les préférences linguistiques des consommateurs locaux à M'Bengué

Les préférences linguistiques des consommateurs font référence aux choix des langues qu'ils préfèrent pour interagir avec des produits ou services, comprendre les informations, et prendre des décisions d'achat. Dans un contexte comme celui de M'Bengué, où coexistent des langues locales et le français, les préférences linguistiques des consommateurs sont généralement influencées par des facteurs culturels, sociaux et économiques. Au regard des résultats obtenus et mentionnés au tableau I, qui détermine la maquette des langues usitées dans la région, nous pouvons nous convaincre de la primauté accordée aux langues locales, que sont : le sénoufo, le malinké, le samôgô et les groussi. Avec plus de 45 % de communication, le sénoufo se présente comme la principale langue dans la région. Cette langue précède le malinké qui est parlé par 37,5% de la population.

On retient que la ville est située dans une région principalement peuplée par les sénoufos. Cette langue est très utilisée dans la vie quotidienne, surtout dans les marchés et les interactions communautaires. Quant au malinké, en raison de son rôle comme langue véhiculaire en Côte d'Ivoire, il est couramment parlé dans les échanges commerciaux et entre populations de différents groupes ethniques. Le sénoufo et le malinké constituent visiblement les deux langues locales fortement utilisées à M'Bengué. Elles constituent donc les langues préférentielles des habitants. En raison de la position géographique de la ville en milieu rural, la langue française, bien qu'elle soit érigée en langue officielle, est reléguée au second plan de la communication à M'Bengué. Elle est pratiquée dans les instances administratives et ne parvient pas à jouer un rôle central dans la communication quotidienne de la population.

L'ouvrage de Botetem José Munne Batet et de Gervais Cwako Monkam, (2020), traitant de la « Globalisation de la communication publicitaire-Enjeux et pratiques en Afrique subsaharienne », explore comment la communication publicitaire des entreprises en Afrique subsaharienne doit intégrer les spécificités locales tout en tenant compte des préférences linguistiques et culturelles des consommateurs locaux. En abordant dans le même sens, une étude sociolinguistique sur le choix des langues en Côte d'Ivoire, initiée par Adényi Clément, (2021), examine l'utilisation du français et des langues locales, en analysant le choix des langues locales influencé par le facteur économique en milieu rural. Ces résultats sont cohérents avec la théorie des pratiques langagières qui explique comment les vendeurs, les techniciens agricoles ou les entreprises imposent leurs discours

pour influencer les pratiques agricoles. Cette approche permet également de comprendre les pratiques langagières utilisées dans les publicités et dans les discours pour inciter les agriculteurs à acheter des produits. Ainsi, elle souligne l'importance de la maîtrise des langues locales, vues comme un atout stratégique dans la construction de la confiance et des relations commerciales.

3.1.1. Facteurs influençant les préférences linguistiques

Comme facteur premier, nous avons la connaissance et la maîtrise des langues locales. À ce niveau, l'on retient que les consommateurs qui ne parlent pas le français préfèrent interagir dans leurs langues maternelles. Ces langues sont ainsi perçues comme plus accessibles et adaptées pour des concepts pratiques liés aux produits phytosanitaires.

Le deuxième facteur se traduit par la création d'un contexte culturel, créant un lien émotionnel et une proximité culturelle. Un produit promu en langue locale peut sembler plus adapté aux besoins spécifiques de la communauté.

Le troisième facteur s'articule autour du principe de la confiance dans les informations. Il est à préciser que les messages transmis en langues locales sont souvent jugés plus fiables, car témoignant d'une volonté de proximité et de compréhension des réalités locales. Le français bien que précis pour des instructions techniques, peut être mal interprété par des consommateurs non alphabétisés (Yao Yao, 2021). L'analphabétisme et les barrières linguistiques peuvent conduire à une mauvaise utilisation de ces produits, posant de facto des risques pour la santé et l'environnement. Une étude réalisée par une équipe de recherche (2023) sur : « Utilisation des pesticides en cultures maraîchères sur l'île

d'Idjiwi à l'est de la République démocratique du Congo : Connaissance et pratiques des agriculteurs », met en évidence que de nombreux maraîchers ne lisent pas les instructions d'usages figurant sur les étiquettes des emballages des pesticides parce qu'elles sont en français ou en anglais. Des langues qu'ils ne comprennent pas. Ces chercheurs ont conclu que les barrières linguistiques sont identifiées comme un obstacle majeur à l'utilisation correcte des produits phytosanitaires. Cette vision est partagée par Ali-Kologon Kossi Jean-Pierre, (2012), dans son mémoire sur le sujet : « Les représentations sociales et pratiques liées à l'utilisation des produits phytosanitaires en République Centrafricaine : Cas des cotonculteurs de Bossangoa ». Cette étude met en lumière des défis liés à la compréhension des instructions et aux pratiques sécuritaires, avec pour fond de toile, la problématique de l'usage des langues étrangères sur les emballages des produits agricoles. .

En raison de la prédominance communicative affichée par ces langues locales, nous invitons les commerçants ou entreprises qui souhaitent s'implanter à M'Bengué d'adopter une approche multilingue, en mettant l'accent sur le sénoufo et le malinké. Les résultats obtenus confirment la théorie de l'intelligence économique et veille stratégique, convoquée, dans la mesure où elle aide d'abord à comprendre comment ces langues façonnent les comportements des consommateurs et les dynamiques du marché à partir des identités culturelles et linguistiques. Ensuite, elle renforce la confiance des clients grâce à une communication adaptée culturellement et linguistiquement.

3.1.2. Domaines où les préférences linguistiques se manifestent

Les préférences linguistiques se manifestent généralement dans les communications commerciales. Dans ce cadre, les publicités orales ou animation sur le terrain en langues locales sont bien comprises et captent mieux l'attention des consommateurs.

Il y a également le service client et interactions directe qui expliquent que les consommateurs préfèrent discuter dans leur langue locale avec les vendeurs ou agents de terrain pour poser des questions ou demander une clarification en langue locale. Dans les dispositions en lien avec l'éducation et la sensibilisation, les langues locales sont essentielles pour garantir une compréhension correcte et éviter les erreurs lors de la formation sur l'utilisation des produits phytosanitaires. De manière pratique, les agriculteurs senoufo préfèrent des explications détaillées en senoufo, car la majorité partage l'agriculture traditionnelle à un niveau d'alphabétisation variable. Ainsi, les messages en senoufo sont perçus comme plus pertinents.

3.2. Impacts des langues locales sur la perception de la qualité et de la sécurité des produits phytosanitaires à M'Bengué

L'utilisation des langues locales dans la stratégie de commercialisation des produits phytosanitaires peut avoir un impact significatif sur leur adoption et leur efficacité sur le marché de M'Bengué. Ces impacts décrivent en quelques points clés la perception de la population locale sur la qualité et la sécurité desdits produits, évitant ainsi de nombreux risques sanitaires (Ezechiel Yao, 2021).

3.2.1. Renforcement de la communication et de la compréhension

Les langues locales sont mieux comprises par les agriculteurs locaux qui sont, en général, les principaux utilisateurs des produits phytosanitaires. Ils comprennent mieux les messages transmis dans leurs langues maternelles. Communiquer avec eux dans ces langues permettrait aux commerciaux de bien expliquer les avantages, les modes d'emploi et les précautions à prendre pour utiliser les produits. Partant de ce postulat, nous notons qu'une meilleure compréhension de leur part réduirait les erreurs d'utilisation, comme le surdosage ou l'utilisation inappropriée. Toute chose qui concourt à l'amélioration de l'efficacité des produits, sujette de gain pour les usagers. C'est pourquoi l'étude d'Ezéchiél Yao, (2021) conclue que la plupart des producteurs étant analphabètes, la compréhension des instructions d'utilisation des produits, souvent rédigées en français ou en anglais conduit à des risques sanitaires (Ahouangninou Claude, Fayomi Benjamin E, Martin Thibaud, 2011).

3.2.2. Langues locales et établissement d'un lien de confiance entre les usagers

La confiance entre les populations locales et les commerciaux peut naître et se renforcer par l'utilisation des langues locales. Cet acte langagier permet de montrer que les entreprises respectent et valorisent la culture locale. Toutefois, lorsque la confiance s'installe et se renforce chez les consommateurs, cela peut donner une image plus accessible et inclusive aux entreprises (AMEPHCI, 2020).

3.2.3. Utilisation des langues locales et diffusion des connaissances à travers les canaux informels

Les langues locales permettent une meilleure transmission des informations dans les communautés, notamment lors des discussions entre agriculteurs ou dans les marchés locaux. C'est le cas des canaux informels comme bouche-à-oreille qui s'identifient par ses capacités à accélérer l'adoption des produits chez les consommateurs.

6.2.4. Usage des langues locales et adaptation des messages aux réalités locales

En utilisant les langues locales, il est plus facile d'intégrer des expressions ou des concepts culturels qui résonnent favorablement avec les agriculteurs. Cette pratique séduit davantage les consommateurs et rend ainsi les campagnes de sensibilisation plus pertinentes. Ce qui pousse à dire que les sessions de formations sur l'utilisation des pesticides doit être dispensée en langues locales (Ahouangninou et al. 2003). Surtout, qu'elles permettent de mieux informer et former les utilisateurs sur les bonnes pratiques. Cela peut réduire considérablement les impacts négatifs sur la santé humaine et environnementale (Adirah Yao, Agbonon Amégnon, Dovo Agbéko, Comlan de Souza Karou Simplicien D, Eklugadegbeku, Kwashie Gbeassor Messanvi, , 2013), . En procédant ainsi, la barrière linguistique, qui consistait à freiner l'adoption du produit par la méconnaissance de la langue, est levée pour rendre désormais les produits plus accessibles.

3.2. Les pratiques culturelles dans le processus de la commercialisation ou de l'achat des produits phytosanitaires

L'analyse des pratiques culturelles dans le processus de commercialisation ou d'achat des produits phytosanitaires à M'Bengué revêt des dynamiques spécifiques influencées par le contexte socioculturel, économique et agricole de la région. Elles sont profondément enracinées dans les dynamiques culturelles et sociales. Une meilleure compréhension de ces pratiques permettrait d'améliorer les stratégies de sensibilisation et de distribution pour un usage plus efficace et durable de ces produits (Adirah, 2013). Cette pratique permet d'éviter un usage incontrôlé, susceptible de mettre en danger la vie humaine (Abdoul Aziz Tandia, Diop El Hadji Salif, Cissé Ibrahima, Fall Safiétou Touré, 2003). En tenant compte des influences socioculturelles et linguistiques, Abdoulaye Daleb Alfa, (2014), dans : « Constructions sociales des processus décisionnels en matière d'usage des pesticides par les maraîchers de Sèmè-Kpodji », analyse dans ce mémoire de DEA comment les maraîchers prennent des décisions concernant l'utilisation des pesticides. Vu l'inexistence du niveau d'instruction à laquelle découle la non maîtrise de la langue utilisée pour la diffusion des instructions d'usage des produits, les maraîchers préfèrent se baser sur les facteurs socioculturels et linguistiques locales pour acheter les pesticides (CSA, 2020 ; Drechsel Pay, Ntow William J, Gijzen Huub J, Kelderman Peter, 2006). Cette disposition met en avant les enjeux identitaires tels que mentionnés par Aimée-Danielle Lezou Koffi, (2019), dans : « Dynamique des langues et enjeux identitaires : l'exemple de la ville d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ».

3.3.1. Pratiques liées aux acteurs traditionnels et aux normes culturelles

Sur la question « médiation communautaire » à M'Bengué, les chefs de villages, les notables ou d'autres figures d'autorité (Préfet, sous-préfet, Maire, Cadres, leaders des jeunes et des femmes, etc.) jouent un rôle central dans les interactions commerciales. Ils sont souvent consultés pour valider ou promouvoir l'utilisation de certains produits agricoles.

À ces pratiques, il y a « les croyances locales ». C'est le cas des guides religieux et des chefs coutumiers. Les pratiques agricoles sont souvent influencées par les croyances ancestrales, comme le cas des nuisibles ou des maladies des cultures (Ntow et al. 2006). L'encouragement à l'adoption ou non d'un produit peut partir de l'intervention d'un guide.

En plus, nous pouvons citer le rôle important des « regroupements agricoles », à savoir les coopératives et associations. Ces regroupements agricoles facilitent la distribution des produits phytosanitaires. Ces structures permettent aux agriculteurs d'accéder facilement à des informations, des formations et à des réductions sur les prix.

Pour des facteurs économiques et sociaux, l'acquisition des produits se fait par troc ou après négociation influencée par une relation interpersonnelle. L'achat à crédit est une pratique fréquente, surtout auprès des fournisseurs locaux ou d'intermédiaires bien connus de la communauté.

La communication et la commercialisation doivent tenir compte d'une publicité adaptée au contexte culturel (Ntow et al. 2006). Les discours sont dans ce cas animés en langue locale pour mieux convaincre les acheteurs. C'est ce que dé-

crit Mamadou Koné, (2020), dans : « L'impact des langues sur la communication publicitaire et les consommateurs en Côte d'Ivoire ». Cette étude examine comment l'utilisation des langues locales et des variations linguistiques, telles que les dialectes dans les campagnes publicitaires peut influencer les préférences et comportements des consommateurs en Côte d'Ivoire.

3.3.2. Confiance envers les vendeurs locaux

Les agriculteurs préfèrent souvent acheter leurs produits phytosanitaires auprès de vendeurs locaux ou d'intermédiaires de confiance, qui partagent leur langue ou leur culture. Les relations de proximité et de respect mutuel influencent fortement les décisions d'achat.

3.3.3. Les canaux de distribution informels

Les marchés locaux et informels jouent un rôle essentiel dans la distribution des produits phytosanitaires. Les pratiques culturelles de marchandage sont courantes dans ces marchés, où les prix ne sont pas toujours respectés.

Au regard de ce qui précède, il est clair que la contribution des langues locales dans la sensibilisation des acteurs locaux dans la commercialisation des produits phytosanitaires est une évidence. Cependant, nous sommes interpellés sur la question de savoir comment l'utilisation de ces langues locales peut-elle rendre les campagnes de sensibilisation plus efficaces ? Plus précis, ces langues locales permettent-elles de mieux véhiculer des messages ?

3.4. Langues locales comme outil de communication technique et commercial

L'adaptation linguistique appliquée au marketing est une procédure commerciale qui privilégie la compréhension des messages ou du discours lié à la mise en vente du produit. En introduisant les langues locales dans la commercialisation des produits phytosanitaires, cela assure la détermination de la prise en compte de la perception des consommateurs locaux pour une adoption desdits produits. Prises comme des marqueurs identitaires, les langues locales constituent un choix de communication stratégique qui renforce la confiance et la fidélité des clients. Elles permettent aux agriculteurs de maîtriser des notions complexes ou techniques (Paulette-Roulon Doko, 2008) relatives aux dosages, au mode d'utilisation et aux risques sanitaires liés à l'usage des produits phytosanitaires. Cela prend en compte le développement d'une terminologie adaptée au discours agricoles en lien avec les consignes d'utilisation des produits. En référence à l'étude de Maxime Yves Julien Manifi Abouh, (2020), intitulée : « Terminologie et traduction dans la modernisation des langues africaines : développement d'une terminologie adaptée au discours agricole en yambeta », nous pouvons comprendre comment les langues maternelles peuvent être mobilisées dans les stratégies de communication dans le secteur agricole. Les travaux de Konan Thomas Koffi, (2016) avaient déjà lancé les prémices lorsque cet auteur insista sur la manière dont les langues locales peuvent affecter la compréhension et la communication, applicables dans le domaine de l'usage des produits agricoles en Côte d'Ivoire. C'est à travers les langues locales qu'ils mesurent la portée des messages sur les dangers d'une mauvaise utilisation.

tion des produits. C'est dans ce cadre que Niamkey Aka, (2021), à travers l'étude intitulée: « Communication, langues locales et appropriations du langage scientifique en milieu rural » examine comment l'utilisation des langues locales facilite l'appropriation des connaissances scientifiques en milieu rural, en Côte d'Ivoire. Il soutient en résumé que la communication dans les langues maternelles permet une meilleure compréhension et application des informations techniques (Doumbia Ibrahima et al. 2009). Ce qui est essentiel pour l'utilisation sécurisée des produits phytosanitaires. Ces explications sont convergentes avec l'implication de la théorie de la valorisation des langues locales dans cette recherche. Car, elle s'inscrit dans le fait que les langues ne sont pas seulement des moyens de communication, mais aussi des ressources stratégiques pouvant générer de la valeur économique et sociale. Elle est utilisée aussi pour comprendre et optimiser l'impact des langues locales dans des contextes commerciaux spécifiques, comme la vente des pesticides à M'Bengué. Ces analyses permettent la création de valeur économique à travers des stratégies marketing bien élaborées en langues locales et assurent une adaptation culturelle pouvant influencer les mentalités des clients.

4. Les recommandations à l'usage des langues locales dans la commercialisation des produits phytosanitaires à M'Bengué

L'utilisation des langues locales dans la commercialisation des produits phytosanitaires à M'Bengué se présente comme une stratégie efficace pour atteindre une plus grande part de la population locale, notamment les agriculteurs qui maîtrisent mieux leur langue maternelle que le français. Ce-

pendant, de grands défis restent à surmonter dans cette opérationnalisation.

Après avoir identifié les langues locales dominantes à M'Bengué que sont le sénoufo et le malinké, il convient de collaborer avec les linguistes locaux pour assurer la précision des traductions linguistiques, à savoir les expressions idiomatiques. Ensuite, traduire et adapter les supports marketing dans ces langues. Il s'agit de la traduction des brochures ; des étiquettes des produits, des notices d'utilisation et guides en langues locales. L'adaptation des messages doit tenir compte des spécificités culturelles locales. Elaborer des campagnes de sensibilisation multilingues dans les langues locales à travers les radios communautaires. À cela, l'on pourrait ajouter la formation des agents commerciaux dans les langues locales pour mieux expliquer les avantages, l'utilisation et les précautions d'emploi des intrants agricoles. Encourager en aval, l'embauche de vendeurs locaux parlant aisément ces langues. Utiliser par la suite, des médias visuels et audio qui consiste à produire des vidéos, des affiches et des messages audio dans les langues locales pour expliquer clairement comment utiliser les produits en toute sécurité. Enfin, il faut collaborer avec les leaders communautaires en termes de relais d'information crédibles. Ce qui revient à travailler avec les chefs traditionnels, des associations de producteurs et des coopératives agricoles en diffusant des messages en langues locales.

5. Avantages attendus liés à cette pratique

En intégrant ces recommandations en lien avec l'usage des langues locales, plusieurs avantages contribueront à l'amélioration de la vente des produits de protection des

plantes à M'Bengué. Au nombre de ces avantages, nous faisons mention des plus courants. D'abord, une bonne communication conduit à une meilleure compréhension des produits et de leur utilisation. Ensuite, de cette étape découle une adoption accrue des produits phytosanitaires grâce à une meilleure confiance des agriculteurs. Enfin, cette disposition contribue à la réduction des risques liés à une mauvaise utilisation des produits.

Conclusion

L'intégration des langues locales dans la stratégie de commercialisation des pesticides dans la région de M'Bengué montre clairement que ces langues ne sont pas seulement des vecteurs de communication efficace. Elles sont aussi des opportunités stratégiques pour améliorer la compétitivité des entreprises et assurer une commercialisation durable des agro-intrants. L'étude a montré que les langues locales peuvent s'adapter au discours agricole en transmettant de manière compréhensible toute consigne agricole. Commercialiser donc les produits phytopharmaceutiques dans ces langues revient à permettre aux producteurs locaux, souvent peu familiarisés avec la langue officielle (français), de bien comprendre le mode d'emploi et les questions de risques sanitaires liés à son utilisation. Cette pratique crée en général un sentiment de proximité et de respect envers les communautés locales, favorisant l'adoption des produits. Elle crée également chez le consommateur une perception de la qualité et de la sécurité. L'implication de la sociolinguistique dans cette étude se tra-

duit par sa capacité à décrypter les préférences et comportements des consommateurs en fonction de leur langue et de leur culture. Toute chose qui permet aux entreprises de concevoir en aval des stratégies adaptées à la commercialisation efficace des intrants agricoles au nord de la Côte d’Ivoire.

Références bibliographiques

- Abdoul Aziz T., Diop El Hadji S., Cissé I., Fall Safiétou T., (2003), Usage incontrôlé des pesticides en agriculture périurbaine : cas zone des Niayes au Sénégal. *Revue Cahiers Etudes Recherches Francophone, Agricultures*, 12, p. 181-186.
- Adjrah Y., Dovlo A., Karou Simplicie D, Eklou-Gadegbeku K., Agbonon A., De Souza C., Gbeassor M., , (2013), Enquête sur l’application des pesticides sur les légumes dans le littoral du Togo, *Revue Annals of Agricultural and Environmental Medicine*, 20 (4), p. 715-720.
- Ahouangninou C., Fayomi Benjamin E, Martin T., (2011), Evaluation des risques sanitaires et environnementaux des pratiques phytosanitaires des producteurs maraîchers dans la commune rurale de Tori-Bossito (Sud-Bénin), *Revue Cahiers Agricultures*, 20, p. 216-222.
- Aimée-Danielle Koffi L., (2016), Dynamiques des langues et enjeux identitaires : exemple de la ville d’Abidjan (Côte d’Ivoire), *Revue Le Français en Afrique*, numéro 30, Université Félix Houphouët Boigny d’Abidjan, Côte d’Ivoire, 18p.

- Association des Entreprises Nationales Phytosanitaires de Côte d'Ivoire (AMEPHCI), (2020), *E-commerce : 76% des acheteurs préfèrent des produits avec des informations en langues locales*, Can't read, won't buy-B2C, Rapport publié par CSA Rsearch, en Partenariat avec Kantar, 46 p.
- Clément A., (2021), *Le choix de langues en Côte d'Ivoire : une étude sociolinguistique*, In, éditions Universitaires Européennes, Amazon, France, 76 p.
- Daleb Abdoulaye A., (2014), *Constructions sociales des processus décisionnels en matière d'usage des pesticides par les maraîchers de sèmè-kpodji*, Mémoire online, Mémoire académique pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondites (DEA) en Sociologie du Développement, Université d'Abomey-Calavi (UAC), République du Bénin, 104 p.
- Doumbia M., et Kwadjo Kouadio E., (2009), *Pratiques d'utilisation et de gestion des pesticides par les maraîchers en Côte d'Ivoire : cas de la ville d'Abidjan et deux de ses banlieues (Dabou et Anyama)*. *Journal of Applied Biosciences* Volume 18, p. 992-1002.
- Ezechiél Yao Y., (2021), *Risques de l'usage de produits phytosanitaires sur les producteurs de cacao de la sous-préfecture de Bonon (Centre-ouest de la Côte d'Ivoire)*, Mémoire académique, Mémoire publié par l'Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire, 120 p.
- Gbénonchi M., (2014), *Utilisation de pesticides chimiques dans les systèmes de production maraîchers en Afrique de l'ouest et conséquences sur les sols et la ressource en eau : le cas du Togo*, 44^e congrès du Groupe Français des Pesticides, 26-29 mai,

SCHOELCHER, Ecole Supérieure d'Agronomie,
Université de Lomé, Togo,

Gervais Cwako M. et José Botetem Munne B. (2020), *Glocalisation de la communication publicitaire : Enjeux et pratiques en Afrique subsaharienne*, Editions L'Harmattan, France, 234 p.

Jean-Pierre Ali-Kologon K., (2012), *Les représentations sociales et pratiques liées à l'utilisation des produits phytosanitaires en République Centrafricaine : Cas des cotonculteurs de Bossangoa*, Mémoire online, Mémoire académique, Université de Bangui, République Centrafricaine, 118 p.

Mathieu G., (2009), « De la traduction publicitaire à la communication multilingue », *Revue Meta, Université de Montréal*, Volume 54, numéro 3, p.

Maxime Yves Julien Manifi A., (2020), « Terminologie et traduction dans la modernisation des langues africaines : développement d'une terminologie adaptée au discours agricole en yambetta », Article disponible en ligne (ACL ANTHOLOGY), par le Département des langues et Cultures Camerounaises (DLCC), Université de Yaoundé1 et le Centre ANACLAC, 20 p.

Niamkey A., (2021), « Communication, langues locales et appropriation du langage scientifique en milieu rural », article publié sur Academia.edu., Département des Sciences du Langage et de la Communication, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire, 15 p.

Ntow William J., Gijzen Huub J., Kelderman P., Drechsel P., (2006), Perceptions des agriculteurs et pratiques d'utilisation des pesticides dans la production de lé-

gumes au Ghana, *Revue Pest Management Science*, 62 (4), p. 356-365.

p 46-54.

Paulette Roulon D., (2008), Tourneux H., *La communication technique en langues africaines, l'exemple de la lutte contre les ravageurs du coton (Burkina faso/Cameroun)*, Editions Karthala, Paris, France, 157 p.

Rapport de recherche (2023), « Utilisation des pesticides en cultures maraîchères sur l'île d'Idjwi à l'est de la République démocratique du Congo : Connaissances et pratiques des agriculteurs », Publié dans *Cahiers Agricultures, Lac kivu*, République Démocratique du Congo (RDC), 11 p.

Thomas Konan K., (2016), *Le français en Côte d'Ivoire et L'influence des langues substrats*, Ouvrage édité dans : Les Editions Universitaires Européennes, option, sociolinguistique, Université Félix Houphouet Boigny de Cocody-Abidjan, 432 p.

Bridging the Gap Between Theory and Practice in Primary School Physical Education: A Field-Based Assessment

Mouad ATTAR

Physical and Soprtive Acitivites Lab

University of Algiers3

Dodoattar5@gmail.com

Khellaf ABDENOUR

Educational Issues Lab

Mohamed Khider University of Biskra

Abdenour.khellaf@univ-biskra.dz

Mostefa ACHOURI

University of Algiers 3

Ibrahim Sultan Chebout

Physical and Sports Activities Lab

achouri.mostefa@univ-alger3.dz

Summary

The study aims to assess the difference between what is taught theoretically in the curriculum and what is practically applied during physical education classes. The objective of the study is to determine the alignment between theoretical goals and practical applications in physical education for students. The importance of the topic lies in its role in improving students' physical development and enhancing their social skills. The research follows a field-based approach using questionnaires and direct observation to analyze the current situation. The expected results indicate a gap between theoretical concepts and actual practice due to a lack of resources, insufficient teacher training, and time constraints. The recommendations focus on improving school facilities, enhancing

teacher training, and integrating theoretical activities with practical application. The ultimate goal is to enhance the effectiveness of physical education in primary schools and develop students' physical and social skills.

Keywords: *Physical Education, Primary Education, Theoretical and Practical, Physical Skill Development, Integration of Activities.*

Comblér le fossé entre la théorie et la pratique de l'éducation physique à l'école primaire : Une évaluation sur le terrain

Résumé

L'étude vise à évaluer la différence entre ce qui est enseigné théoriquement dans le programme et ce qui est appliqué pratiquement pendant les cours d'éducation physique. L'objectif de l'étude est de déterminer la concordance entre les objectifs théoriques et les applications pratiques de l'éducation physique pour les élèves. L'importance du sujet réside dans son rôle dans l'amélioration du développement physique des élèves et de leurs compétences sociales. La recherche suit une approche basée sur le terrain en utilisant des questionnaires et l'observation directe pour analyser la situation actuelle. Les résultats attendus indiquent un écart entre les concepts théoriques et la pratique réelle en raison d'un manque de ressources, d'une formation insuffisante des enseignants et de contraintes de temps. Les recommandations se concentrent sur l'amélioration des installations scolaires, le renforcement de la formation des enseignants et l'intégration des activités théoriques dans l'application pratique. L'objectif final est d'améliorer l'efficacité de l'éducation physique dans les écoles primaires et de développer les compétences physiques et sociales des élèves.

Mots-clés : *Éducation physique, enseignement primaire, théorie et pratique, développement des aptitudes physiques, intégration des activités.*

Introduction

Physical and sports education plays a fundamental role in developing an individual's character and enhancing their physical, mental, and social abilities. It is not just a recreational activity but represents a comprehensive educational tool aimed at achieving a balance between different aspects of a child's growth. In this context, the Algerian educational system has sought to integrate physical and sports education at all educational stages, as it is a core subject that contributes to achieving the major educational goals of the state. Primary school is the first stage in the educational journey, and it holds a special place in the educational system. At this stage, the child's cognitive and behavioral development occurs, and they need activities that contribute to the development of their skills and enhance their physical and intellectual abilities. Hence, the Algerian system has paid significant attention to physical and sports education at this stage by developing curricula and programs aimed at enhancing students' motor skills and supporting their physical and psychological health.

However, the practice of physical education in Algerian primary schools faces many challenges. Despite the ambitious goals outlined in official texts to promote the role of physical education, practical implementation does not meet the desired level. This gap is manifested in the lack of specialized teacher training, the absence of suitable sports facilities, overcrowded classrooms, and the lack of awareness of the importance of this subject among education officials. The importance of studying this topic increases due to the multiple roles physical education plays in a child's life, rang-

ing from improving physical fitness and motor balance to enhancing mental and social health. Educational research indicates that physical activity in the early years helps in building a balanced personality capable of adapting to life's demands.

Thus, the current study aims to explore the reality of physical and sports education in Algerian primary schools, analyze the reasons that hinder the implementation of related laws and regulations, and offer suggestions for improving this subject and making it an effective part of the educational system. This requires a comprehensive analysis of the legal, organizational, material, and human challenges related to this subject, with a focus on both the practical and theoretical dimensions of physical education at this stage.

Therefore, the study raises the following problem:

What are the obstacles hindering the implementation of physical and sports education in Algerian primary schools, and what are the possible ways to overcome these obstacles and achieve the desired educational goals?

This problem forms the core of the research, and the study seeks to answer it by analyzing the current situation of physical education in primary schools, offering effective recommendations for improving the current situation, and making this subject a fundamental pillar of primary education.

Importance of the Study

The importance of this study lies in the vital role physical education plays in the development of children's character and physical and intellectual abilities at the primary school level. Physical education is not just a sport; it is an integrated

educational tool that contributes to forming a child's overall personality by promoting physical and mental health and developing motor and social skills. Therefore, this study is essential for understanding the challenges facing the implementation of physical education in Algerian primary schools and providing solutions to overcome them. This study also contributes to improving the state of physical education, enhancing its status within the educational system, and achieving the desired benefits for children during this important stage of their lives.

Objectives of the Study

1. The study aims to analyze the current situation of physical education in these schools and identify the gap between theoretical objectives and practical practices.
2. The study focuses on the material, human, and organizational barriers preventing the proper application of physical education.
3. The study seeks to propose practical solutions for the identified problems, including developing teacher training programs, improving sports facilities, and providing necessary resources.
4. The study aims to support the importance of physical education in the Algerian educational system and enhance its role in developing children's motor and health skills.

Hypotheses of the Study

- The lack of sufficient specialized training for teachers affects their ability to deliver high-quality physical education lessons.
- The lack of appropriate sports facilities limits the schools' ability to implement the required programs effectively.
- Weak coordination between administrative and educational authorities leads to the absence of proper planning and support for physical education classes.
- The large number of students in a single classroom makes managing physical education lessons difficult and negatively impacts achieving their goals.

1. Previous and Similar Studies

Based on the data presented in this study, and other similar studies, the researcher is asked to rely on previous related research to enhance the effectiveness of this study. These efforts aim to examine both theoretical and practical aspects to reinforce the hypotheses and arrive at the appropriate solutions to address the questions raised in the problem. Special attention is given to the environment in which physical and sports education is practiced at the primary stage. To achieve the objectives of the studies and identify the facts related to the proposed problem, this study relied on two main approaches: the theoretical and the applied aspects, each with its own interests. The theoretical aspect includes materials collected through research from relevant sources and references. The researcher encountered several studies in this area, including the following:

- Dr. Ben Aqila Kamal: In his master's thesis (2011-2012) on physical and sports activity in the first and second stages of primary education and its impact on the psychological educational aspect, where the researcher focused on the social and cultural aspects of the Algerian educational system. The most important findings included:
 - The inability of the educational psychological aspect to progress without a specialized teacher with comprehensive training.
 - Insufficient time allocated for physical education lessons in primary schools.
 - The absence of focus on the teacher's organizational and structural aspects, which are considered a key element in the educational process alongside the child.
- Professor Aloui Hafidh: In his analytical and critical study on the reality of physical education in Algerian primary schools (Eastern Algeria) during the years (2016-2017), the study focused on the improper implementation of Algerian laws and regulations, which led to the neglect of physical and sports education in primary schools. He also emphasized the lack of public awareness of the importance of physical and sports education as a key factor in maintaining health and contributing to building a healthy society. These studies may seem independent from each other; however, they complement each other in terms of content. The main points of the previous studies can be summarized as:

- The importance of physical and sports education in the Algerian educational system.
- The importance of applying the curricula proposed by the competent authorities.
- The importance of teacher training in all knowledge aspects (education sciences).
- The importance of play at this stage of the child's development.

These points highlight the importance of physical and sports education as a fundamental pillar for developing educational systems and improving the efficiency of the overall educational process.

2. Study Variables

2.1. Physical and Sports Education

- Terminologically: Physical and sports education is a compulsory educational subject that forms an essential part of the curricula at all educational levels. This subject aims to develop motor and physical skills in students through various activities, enhancing their ability to express themselves and achieve individual and collective success. It also gives students the opportunity to choose the most appropriate solutions based on their mental and physical abilities, helping them develop their skills comprehensively. (Joubar and El-Haj, 2022, p. 228)
- Operationally: Physical and sports education is a subject concerned with the physical, health, and intellectual development of individuals.

2.2. Physical Education Class

- Terminologically: A physical education class is a subject related to developing students' motor, psychological, and social skills through movement, offering information covering health, psychological, and social aspects. It is part of the academic curriculum, like other subjects such as science and chemistry, which enhances the student's knowledge in various fields. (Wadhah, 2015, p. 356)
- Operationally: It is a subject based on physical exercises and activities, including individual and group games under the supervision of a specialized teacher, aiming to develop physical, psychological, and social capabilities.

2.3. Primary School

- Terminologically: Primary school is the educational institution responsible for teaching all members of the nation, where basic knowledge is taught to students, starting from the age of six to twelve years old (Slimani, 2022, p. 977).
- Operationally: It is an educational institution targeted at children to enhance their knowledge and provide them with basic skills and habits.

3. Theoretical Aspect

The theoretical aspect addresses the concepts and scientific and educational principles related to the subjects and skills needed to build advanced physical skills. Although theoretical lessons are similar to academic subjects such as chemistry or language, they focus on developing theoretical

understanding of sports skills and activities, helping students apply these concepts effectively during practical lessons. This aspect includes presenting basic concepts related to health, physical fitness, and proper nutrition. It also focuses on teaching students the principles of physical activity and its positive impact on the body and mind, thereby enhancing their understanding of the importance of practicing sports and adopting a healthy lifestyle. This information is provided through classroom activities, discussions, and educational materials (Antari and Ben Sassi, 2018, p. 233).

- **Operationally:** It is a type of education that focuses on presenting scientific and educational concepts that support learning physical skills. It includes studying the basic principles, laws, and theories related to sports activities, contributing to understanding the theoretical foundations that support motor performance.

4. Practical Aspect

The practical aspect represents an organizational framework provided by the physical education teacher, which includes a practical session conducted over a specific period under the school's supervision. This framework aims to enable students to apply the theoretical knowledge they have acquired in a real educational environment. This aspect focuses on implementing sports and physical activities.

4.1. To ensure maximum benefit and motivate their participation (Alawi, Ben Hafaf, and Boutalbi, 2023, p. 427).

Procedurally: A session is organized under the supervision of a physical education teacher for a specific period. This framework aims to enable students to apply the theo-

retical knowledge in a practical environment by executing physical and athletic activities. These activities include physical exercises, sports games, and group activities, specifically designed to match the students' ages and physical abilities, with a focus on enhancing coordination, collaboration, and discipline skills.

4.2. Tasks and Duties of Physical Education and Sports Lessons

The physical education and sports lesson is not limited to physical development, as some may think; it also achieves mental development by providing students with knowledge that covers health and psychological aspects. This subject contributes to guiding physical growth through physical exercises and is considered one of the educational practices that help develop the student's personality in a balanced way. Physical education and sports also meet students' physical needs according to their stages and motor abilities, and provide them the opportunity to participate in competitive sports activities both inside and outside the school (Salamani, 2012).

The main tasks of the physical education and sports lesson are as follows:

1. Contributing to maintaining health and proper physical development to achieve body balance.
2. Integrating motor skills and experiences: establishing the correct rules for practicing motor activities such as walking, running, and jumping.
3. Developing physical qualities: such as strength, speed, endurance, and flexibility.

4. Acquiring knowledge about the foundations and principles of physical movement.
5. Enhancing moral qualities and correct behavior.
6. Developing positive attitudes towards engaging in physical activities.

4.3. How to Structure a Physical Education and Sports Lesson

A physical education and sports lesson can be structured according to the annual distribution of games and activities, through:

- Organizing activities in the form of exciting games.
- Distributing appropriate exercises based on the students' age.
- Choosing the proper amount of effort for the student age group.
- Alternating between guided play and free play.

4.4. Content of a Physical Education and Sports Lesson

A physical education and sports lesson consists of three main stages: (Basyoni and Al-Shati, 1987, p. 115)

1. Preliminary Stage:

- Physical preparation: through special warm-up exercises.
- Physiological preparation: aimed at stimulating the functions of the heart, circulation, and respiration.
- Psychological preparation: aims to attract students' attention through simple games.

2. Main Stage:

- This stage is dedicated to achieving the set goals, including preparatory games. The games

are organized in a way that allows each student to participate in achieving the goals.

3. **Cool-down Stage:**

- The purpose of this stage is to bring the body back to its normal state after activity, including relaxation exercises like walking and breathing exercises.

4.5. Types of Physical Education and Sports Lessons

Physical education and sports lessons are divided into the following types according to their purpose (Teacher's Guide, 1986, p. 34):

1. **General Physical Preparation Lesson:** Offered to all age groups and focuses on educational activities based on physical abilities.
2. **Sports Training Lesson:** Designed for those involved in specific sports, requiring special preparation.
3. **Remedial Exercise Lesson:** Offered to develop physical aspects related to certain professions.
4. **Applied Professions Lesson:** Prepared for young people joining specific jobs.
5. **Introduction Lesson:** Aimed at discovering the abilities and orientations of participants toward physical education.
6. **Reinforcement and Stabilization Lesson:** Provided for students who have learned specific skills and need to reinforce them.

4.6. The Applied Aspect of the Study

Exploratory Study: The exploratory study is an initial phase of scientific research aimed at gathering preliminary data

that help define the research problem, understand its dimensions, and guide the researcher in choosing the appropriate tools for the remainder of the study. A range of field methods such as questionnaires, interviews, and field observations are used in this phase to collect detailed information about the studied phenomenon.

Fields of the Exploratory Study: The exploratory study targets areas that collect preliminary data on a particular topic. In a study related to physical education and sports, for example, the areas are:

- Evaluating the level of physical activity practice among teachers.
- Analyzing the professional training of teachers in physical education.
- Studying the difficulties faced by teachers during instruction.

Through these areas, gaps and needs are identified that must be addressed in subsequent studies.

5. Research Methodology:

The methodology used in this study is the descriptive-analytical approach, which relies on collecting descriptive data related to the topic being studied and analyzing it either quantitatively or qualitatively.

- **Descriptive Method:** Aims to describe the phenomena and the interactions between them by collecting data related to the behaviors of teachers and teaching methods in physical education.
- **Analytical Method:** Data obtained from questionnaires and interviews are analyzed to provide in-

sights and analyses that help understand the studied phenomenon.

5.1. Study Population and Sample and How It Was Selected:

Study Population: The study population includes all physical education teachers in primary schools in certain Algerian provinces, such as Algiers, Boumerdes, Tipaza, and Mostaganem.

Study Sample: A random sample of 299 teachers from each of the four provinces was selected to represent the target group in this research. The sample was determined according to the following criteria:

- Teachers must specialize in physical education and sports.
- They must work in primary schools in the selected provinces.
- They must be distributed across all teacher age groups and educational levels.

How the Sample Was Selected: The sample was selected using a stratified sampling method, where the population was divided into groups (strata) based on provinces (Algiers, Boumerdes, Tipaza, Mostaganem), and then a random sample was chosen from each stratum, representing the population percentages of each province.

6. Data and Information Collection Tools:

1. **Questionnaire:** The main tool used to collect data in this study. The questionnaire has the ability to collect quantitative data about teachers' practices of physical

activity, their training levels, and the difficulties they face during teaching.

Questionnaire Content: The questionnaire consists of a combination of closed and open-ended questions covering various aspects of the research topic.

2. **Interview:** Personal interviews may be used with some teachers to obtain detailed information about their personal experiences in teaching and applying physical education.

Interview Content: Open-ended questions addressing teaching methods, daily challenges, and opinions about developing physical education.

7. Scientific Conditions for the Tool:

1. **Face Validity:** The questionnaire was presented to four professors from the Department of Physical Education and Sports Sciences at the University of Algiers 3, where what the reviewers agreed upon, whether acceptance, deletion, or modification of the questions, was taken into account. Face validity is one of the important methods to check the suitability of the tool for measuring the targeted concepts.
2. **Reliability:** Reliability refers to the ability to reapply the tool under the same or similar conditions to obtain approximately the same results. It is considered one of the important measures to assess the stability and reliability of the tool. In this context, reliability can be measured using Pearson's correlation coefficient, where high reliability is shown if the values resulting from repeated application are close. This

means that the tool can be used several times to obtain reliable and consistent results.

As stated by Khair El-Din Awais (1997), reliability is the ability to obtain similar results when the test is re-administered to the same individuals or a similar group under similar conditions.

Table 1: Validity Results for the Study Tool

- **Reliability Coefficient**
- **Study Tool as a Whole:** 0.867

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

The results in Table 1 indicate that the reliability coefficient for the entire study tool is 0.867, which is a high value that reflects strong internal consistency between the components of the tool. This indicates that the tool has high reliability in measuring the targeted variables, making it suitable for collecting data accurately and reliably. This also enhances the credibility of the results obtained and ensures the soundness of the statistical analysis. Based on this result, the tool can be relied upon in future field studies, with consideration for its application in different environments to verify its generalizability.

Table 2: Have you practiced physical and sports activities?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
62%	26	14	13	95	Answer: Yes
65%	24	36	37	41	Answer: No
299	59	59	59	59	Total

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs.

The results shown in this section of the tables indicate that 62% of teachers engage in physical activity, while 65% do not. It can be concluded that a significant number of teachers lack the time or motivation to participate in sports. This could be due to the psychological stress caused by daily work or due to busy work schedules. This result highlights the need for greater guidance for teachers on the importance of physical activity to improve their overall health and professional performance.

Table 03: Have you received special training in physical education and sports?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample location
21 %	97	95	97	92	Answer: Adequate
82%	49	37	42	46	Answer: Inadequate
14%	93	98	91	92	Answer: None
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the					

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
researcher based on SPSS output					

This table shows that 82% of teachers feel that their training in physical education is inadequate, which highlights a shortage of specialized training in this field. This indicates that teachers lack the skills and capabilities required to teach physical education effectively. Educational authorities should provide additional training programs focusing on practical and field-based aspects.

Table 04: What was the nature of the training in physical education and sports?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
61.51%	25	28	35	31	Answer: Theoretical
15.11%	13	98	95	94	Answer: Practical

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
23.51%	12	14	96	15	Answer: Theoreti- cal- Practical
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the research- er based on SPSS output					

The results from this table show that the majority of teachers receive theoretical training (61.51%), while only a small percentage receive practical training (15.11%). This result indicates that practical training, which is a key component of physical education teaching, does not receive sufficient attention. Training programs should be developed to include more practical activities to ensure that teachers benefit from applying the skills they have learned in real-life settings.

Table 05: Do you follow a methodology to teach physical education and sports?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
16.51%	95	93	91	99	Answer : Yes
93.51%	41	47	45	59	Answer : No
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the research- er based on SPSS output					

This result shows that 93.51% of teachers do not follow a specific methodology in teaching physical education. This suggests that most teachers rely on a random approach to teaching the subject without a structured and clear plan. It is necessary to develop a clear and consistent teaching methodology that focuses on developing students' motor and sports skills, and to train teachers on how to effectively apply these methodologies.

Table 06: Rank according to your knowledge the roles of physical education and sports?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
36%	95	95	97	15	Answer: Improving health
14%	96	91	94	93	Answer: Improving and developing social relationships
17%	94	92	19	91	Answer: Developing motor coordination
66.51%	35	38	25	31	Answer: Rest and relaxation
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the re-searcher based on SPSS output					

The high percentage (66.51%) who believe that physical education contributes to relaxation indicates the importance of the psychological and social aspects of the subject. However, 36% of teachers believe that the primary goal of physical education is to improve health. This reflects an imbalance in teachers’ understanding of the roles of physical education. The concept should be expanded to include all dimensions that contribute to the overall development of the student, physically, psychologically, and socially.

Table 07: Is the proposed curriculum for physical education and sports easy to understand?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
16.51%	95	97	95	12	Answer : Yes
83.51%	45	43	41	38	Answer : No
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the researcher based on SPSS output					

The result shows that 83.51% of teachers feel that the curriculum does not suit their abilities or the capabilities of the schools. This highlights an urgent need to reconsider the

curricula to better align with the school reality. Educational authorities should update the curricula to make them more compatible with the available resources in schools, and provide training and support to teachers in this regard.

Table 08: What difficulties do you face during physical education lessons?

To- tal	Al- giers	Bou- merdes	Tipa- za	Mostaga- nem	Sample loca- tion
15%	93	91	94	92	Answer: Ad- ministrative
32%	98	95	11	94	Answer: Fi- nancial
72%	31	35	33	41	Answer: Lack of facilities and sports equipment
14%	98	91	92	93	Answer: Other
299	59	59	59	59	Total

The difficulties faced by teachers due to a lack of sports facilities and equipment (72%) are among the largest factors affecting their ability to effectively deliver physical education lessons. The lack of proper sports facilities hinders the achievement of the educational objectives of this subject. The solution lies in allocating a larger budget to improve the sports infrastructure in schools, which will contribute to enhancing the quality of physical education teaching.

Table 09: Does the physical education curriculum align with your school’s capabilities?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
61%	45	38	49	53	Answer : Yes
39%	14	21	10	6	Answer : No
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the researcher based on SPSS output					

This table shows the responses from the study sample regarding the alignment of the physical education curriculum with the available capabilities in schools. The "Yes" answer was given by 61%, indicating that most participants consider the curriculum to be aligned with available resources. However, 39% responded with "No," which reveals challenges faced by a significant portion of the sample in applying the curriculum due to its misalignment with available resources. When analyzing the results by region, Mostaganem recorded the highest percentage of positive responses (53 responses), while Boumerdes recorded the lowest with only 38 positive responses. This variance is attributed to differences in material and human resources across regions, highlighting

the need to improve educational conditions in some schools to achieve a more balanced implementation of the physical education curriculum.

Table 10: Does your school have sports facilities (gym, playground, swimming pool)?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample location
66%	10	14	11	9	Answer : Yes
34%	49	45	48	50	Answer : No
299	59	59	59	59	Total
Source: Prepared by the researcher based on SPSS output					

This table indicates that 66% of schools do not have adequate sports facilities. This clearly shows the need to improve sports facilities in schools to allow students to regularly participate in physical activities. Without the necessary facilities, it becomes difficult to achieve the educational objectives of this subject. Efforts should be made to develop these facilities as part of a long-term plan.

Table 11: Does your school have educational tools and equipment (balls, ropes, gym mats, etc.)?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample location
62%	20	25	19	23	Answer: Yes
38%	39	34	40	36	Answer: No
299	59	59	59	59	Total

The result indicating that 62% of teachers have sufficient educational tools suggests that there is some effort to provide necessary materials. However, there is still a need for improvement in this regard. Schools must ensure the availability of modern educational tools that assist teachers in effectively delivering physical education lessons.

Table No. 12: Do you rely on preparing a technical card to conduct the physical education lesson?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
60%	20	15	13	12	Yes
40%	39	44	46	47	No
299	59	59	59	59	Total

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

The result that 60% of teachers rely on preparing a technical card for their physical education lesson is a positive indicator of some level of organization and proper preparation. However, it remains necessary to promote this practice among the teachers who do not use technical cards. Good

lesson preparation is one of the key factors for the success of the educational process, especially in physical education, which requires practical and physical execution.

Table No. 13: What do you think is the role of the physical education lesson?

Total	Al-giers	Bou-merdes	Tipa-za	Mostaga-nem	Sample Lo-cation
60%	18	25	27	20	Educational
60%	25	20	17	16	Recreational
80%	16	14	15	23	Instructio-nal
299	59	59	59	59	Total

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

From the results, we observe a variation in the roles that teachers perceive for physical education lessons. 60% of teachers in all governorates see the role of the lesson as educational, reflecting the importance teachers attach to the impact of the lesson in fostering the holistic growth of students. Similarly, 60% regard it as recreational, indicating that it contributes to relieving academic pressures and offers a chance for physical activity and fun. Meanwhile, 80% of teachers believe the role is instructional, which indicates awareness of the fact that this subject plays an important role in teaching healthy values and physical education.

Table No. 14: Do you wear sportswear while teaching the physical education lesson?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
60%	55	56	51	53	Yes
40%	4	3	8	6	No
299	59	59	59	59	Total

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

The results show that 60% of teachers wear sportswear while teaching the lesson, which is required to promote a suitable sports environment. Meanwhile, 40% of teachers do not wear sportswear, suggesting that there may be a lack of awareness or consideration of the importance of sportswear in maintaining students' health and safety. This calls for additional awareness on this matter.

Table No. 15: How would you rate the students' enthusiasm for physical education and sports classes?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
61%	25	20	21	18	High
25%	21	22	23	22	Moderate
14%	13	17	15	19	Low
299	59	59	59	59	Total

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

It is observed that 61% of teachers believe students' enthusiasm for physical education and sports classes is high, indicating noticeable interest among students in participating in physical activities. Meanwhile, 25% rate it as moderate, reflecting that some students may lack motivation to participate in these sessions. On the other hand, only 14% consider students' enthusiasm low, which indicates that the vast majority of students show a willingness to participate.

Table No. 16: Do you know that physical education is a compulsory subject?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
100%	59	59	59	59	Yes
0%	0	0	0	0	No
299	59	59	59	59	Total

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

The answer to this question shows that 100% of teachers in all governorates are aware that physical education is compulsory. This indicates that teachers are fully aware of the educational system laws that require schools to include this subject in their curricula.

Table No. 17: Is the specific time for physical education included in the weekly schedule for each class?

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
100%	59	59	59	59	Yes
0%	0	0	0	0	No

Total	Algiers	Boumerdes	Tipaza	Mostaganem	Sample Location
299	59	59	59	59	Total

Source: Prepared by the researcher based on SPSS outputs

The results show that 100% of teachers in all governorates confirmed that the time allocated for physical education is included in the weekly schedule, reflecting the commitment of schools to allocate sufficient time for the subject. This is a positive step to ensure the integration of this subject into the educational system.

8. Discussion of Study Results:

Table 1: Physical Activity and Sport among Teachers

The results obtained from this table indicate that 62% of teachers engage in physical and sports activities, while 65% of them do not. This suggests that a large percentage of teachers do not dedicate time to physical activity, which could negatively affect their ability to effectively conduct physical education lessons. The lack of time may be due to their professional commitments or possibly the lack of support from schools in providing an environment that encourages sports activities. Despite the importance of physical activity in improving overall health, these results highlight the need for raising awareness among teachers about the importance of sports and how it can improve their ability to perform their educational tasks more effectively. It would be beneficial for schools to promote regular sports practices and provide time and opportunities for teachers to participate in physical activities.

Table 2: Teacher Training in Physical Education

The table shows that 82% of teachers feel that their training in physical education is insufficient, while only 21% believe the training they received was adequate. This clearly indicates a lack of teacher training in this area, which directly affects the quality of education in physical education. Given that this field requires practical training and skill development, neglecting good teacher training could lead to ineffective or limited teaching. It is essential for the Ministry of Education to provide continuous training programs for teachers to ensure their skills in teaching are developed and that the curriculum is updated to align with current developments in physical education. These programs should focus on enhancing practical aspects, not just theoretical knowledge.

Table 3: Nature of Physical Education Training

This table shows that 61.51% of teachers consider the training they received to be theoretical, while only 15.11% stated it was practical. This percentage indicates that practical training, which involves applying skills in real-world scenarios, was not sufficiently available. Theoretical training alone may not be enough to develop the practical skills necessary to effectively teach physical education. This highlights the urgent need to intensify the practical aspects of training through workshops, practical lesson simulations, and integrating sports activities into training. This will help improve teachers' skills and increase their ability to transfer knowledge more effectively to students.

Table 4: Teaching Methodology in Physical Education

The results of this table show that 93.51% of teachers do not use a specific methodology in teaching physical education. This result indicates a lack of organization in the teaching process for physical education, as relying on unclear methodologies may lead to random and ineffective teaching. The absence of a specific methodology could limit teachers' ability to design good educational lessons that positively impact students. This result highlights the need to develop clear and specific teaching methodologies for this subject and provide appropriate training for teachers on how to implement these methodologies effectively.

Table 5: Roles of Physical Education and Sports

The results in this table show that 36% of teachers see physical education's role as limited to improving health, while 66.51% view it as contributing to recreation. While these roles focus on improving general health and providing psychological rest, these roles should be expanded to include other social and personal aspects, such as improving social relationships among students or developing motor coordination. This reflects the importance of diversifying the goals of physical education to foster balanced growth among students in various aspects, not just physical health.

Table 6: Alignment of Curriculum with Teachers' and Schools' Resources

According to the table, 83.51% of teachers believe that the curriculum does not align with their abilities or the resources available at schools. This indicates a gap between what is required from teachers in terms of teaching and

what is available to them in terms of tools and resources. This may be due to a lack of sports facilities, pedagogical tools, or a lack of training experiences for teachers. It suggests that curricula need to be adjusted to better fit the local school environment, taking into account available resources to make it more applicable.

Table 7: Challenges in Implementing Physical Education

The results show that 72% of teachers face difficulties in conducting physical education lessons due to a lack of sports facilities and resources. This shows that the lack of proper facilities is one of the main challenges faced by teachers, which could affect the quality of teaching. The solution lies in providing larger budgets to improve infrastructure in schools, including providing sports fields and appropriate teaching tools. Schools should also collaborate with the relevant authorities to ensure the regular availability of these resources.

Table 8: Availability of Sports Facilities

The results indicate that 66% of schools lack sufficient sports facilities. This is one of the biggest challenges facing sports education in schools. The lack of appropriate sports facilities reduces opportunities for regular physical activity, which negatively affects students' health and physical development. Improving this situation requires investments in building and equipping professional sports fields and creating dedicated spaces for sports activities within schools.

Table 9: Availability of Pedagogical Tools

The results show that 62% of teachers have sufficient pedagogical tools. This indicates that there is some attention to providing the necessary tools, but there is still a need for improvement. It is important for schools to ensure that modern educational tools are available to help teachers conduct physical education lessons effectively.

According to the table, the results indicate that 62% of teachers possess adequate pedagogical tools such as balls and ropes, which shows that some necessary teaching tools are available. However, there is a need to improve these tools in some schools. It is essential to ensure that appropriate educational tools are provided to each teacher so they can effectively carry out physical education lessons. Providing these pedagogical tools could be part of a long-term plan to improve sports education in schools.

Table 10: Preparation for Physical Education Lesson

The results obtained show that 60% of teachers rely on preparing a technical card for the physical education lesson, reflecting good organization on their part. However, this practice should be expanded to include all teachers to ensure organized lesson planning. Pre-planning is essential for achieving successful educational outcomes and should be enhanced through continuous training on how to prepare lessons in a scientific and methodical way.

Table 11: What is the role of physical education and sports class in your opinion?

The results showed that 60% of teachers see the role of physical education and sports class as educational, reflecting

a deep awareness of the importance of this subject in developing the student's physical and mental character. Also, 60% see the class as recreational, which may suggest that some view this subject as a means to entertain students rather than utilizing it to develop their physical skills. Meanwhile, 80% of teachers believe the class's role is educational, reflecting the focus on teaching students sports and health skills. These results confirm the importance of balancing the roles the class should play between education, training, and entertainment.

Table 12: Do you wear sportswear during physical education and sports class?

The results show that 60% of teachers wear sportswear during the lesson, indicating concern for safety and order in sports activities. However, 40% of teachers do not wear sportswear, which indicates a lack of awareness about the importance of this issue or possibly a decline in adherence to this necessary aspect of the lesson. Wearing sportswear promotes discipline and ensures the safe performance of physical activities, so it should be more encouraged among teachers.

Table 13: How do you evaluate student attendance in physical education and sports class?

The results indicate that 61% of teachers believe that student attendance in the class is high, reflecting positive interaction and a desire to participate. However, 25% of teachers see attendance as average, which suggests that there may be a group of students who are not sufficiently interested in the physical education class. The 14% who see attendance as weak may reflect challenges related to environmental or so-

cial factors that affect students' interests. Therefore, physical education teaching methods should be improved to attract students' attention and enhance their participation.

Table 14: Do you know that physical education and sports is a compulsory educational subject?

The results showed that 100% of teachers in all states are aware that physical education and sports is a compulsory subject, indicating that teachers adhere to the laws and educational regulations in place. This result confirms that physical education is considered an essential part of the curriculum, which is a positive sign reflecting interest in teaching students sports and health skills within their study program.

Table 15: Is the specific schedule for physical education and sports included in the weekly timetable for each section?

The results confirmed that 100% of teachers believe that the specific schedule for physical education and sports is included in the weekly timetable, indicating that schools are committed to allocating appropriate time for this subject. This commitment helps ensure the continuity of physical education lessons and ensures that students benefit effectively from them.

Conclusion

At the end of this study, the results obtained from the questionnaires applied to a group of teachers in four Algerian states were reviewed and analyzed in order to study the role of physical education and sports lessons in schools. The results showed a consensus among teachers on the importance of physical education as a key element of the curriculum, where this lesson is considered an educational, instructional, and recreational tool simultaneously. The results also confirmed the importance of adhering to wearing sportswear and respecting the scheduled times for the lessons as part of enhancing the role of physical education in schools.

Despite these positive aspects, the study also highlighted some areas that need attention and improvement, such as raising awareness about the importance of wearing sportswear among teachers and increasing student participation in sports lessons.

The study concluded with several results, including:

- Teachers recognized the role of physical education in enhancing educational, instructional, and recreational aspects, but there is a need to balance these roles for maximum benefit.
- Despite the importance of wearing sportswear, a percentage of teachers do not adhere to this, which may negatively impact the lesson's flow and the quality of physical activities.
- While most teachers believe that student attendance in the lessons is good, a percentage of them are skep-

tical about it, which calls for improved teaching strategies to attract students' attention.

- Appropriate time for physical education and sports is allocated in the timetable for most teachers, reflecting the commitment of educational institutions to the importance of this subject.

The study also proposed several recommendations, including:

- It is essential to raise awareness among teachers and students about the importance of wearing sportswear during the lessons. Workshops and seminars can be organized to clarify the benefits of this attire.
- Sports activities should be diversified to meet students' interests and respond to their physical and psychological needs, which will enhance their attendance in the lessons.
- Teachers should enhance interaction during lessons by motivating students to actively participate and using group games and competitions.
- The status of physical education within the educational system should be strengthened by providing necessary resources such as modern sports equipment and appropriate spaces for conducting lessons.
- Schools must adhere to the designated timetable for physical education and ensure it takes place at suitable times to avoid conflicts with other lessons that may affect attendance.

References:

- Abdul Hafiz Al-Alawi, Yahya Bin Hafaf, and Ben Jeddou Boutalbi. (2023). The Role of Applied Physical Education Classes in the Achievement of Teaching Competence among Physical Education and Sports Teachers from the Students' Perspective. *Journal of Human Development Research*, 18(01), 422-442.
- Ahmad Amin Wadhah. (2015). The Effect of Physical Education and Sports Classes on the Body Image of Secondary School Students. *Al-Ma'ayar*, 06(02), 356-366.
- Fatima Zahra Slimani. (2022). The Primary School between Teacher Competence and Effective Teaching, Reality and Prospects: A Field Study on 18 Primary Schools in Tiaret Province. *Al-Jami Journal of Psychological and Educational Studies*, 07(01), 970-1003.
- Marwan Jouber, and Issa Rafiq Al-Hajj. (2022). Life Skills and their Relationship with the Competencies of Teaching Physical Education and Sports. *Scientific Journal of Physical Education and Sports*, 21(01), 224-273.
- Mohammed Ali Al-Entari, and Ridwan Ben Sassi. (2018). The Contribution of the Theoretical Lesson in Physical Education and Sports at the Secondary Stage - A Survey Research Conducted on a Sample of Physical Education and Sports Inspectors and Teachers. *Journal of Sciences and Practices of Physical and Artistic Sports Activities*, 18(02), 232-240.
- Mohammed Awad Basyouni, and Fais Yassin Al-Shati. (1987). *Theories and Methods of Physical Education*. Algeria: Dar Al-Matbou'at Al-Jami'iya Al-Jaza'iriya.

Rachid Salamani. (2012). *The Reality of Physical Education and Sports between Theory and Practice in Primary School (12-06 years) in Algeria*. Master's Thesis in Theory and Methodology of Physical Education and Sports, Institute of Physical Education and Sports: University of Algiers 3.

Teacher Educational Guide. (1986). *Sixth Year*. Algeria: Ministry of National Education.

Formation of Constitutional Courts: A Comparative Study (Algeria - France - United States)

Mahcer LOTFI

Faculty of Law and Political Sciences,

University of Tlemcen

lotfi.mahcer@univ-tlemcen.dz

Abstract :

The supremacy of the constitution is considered the basic rule for most free democracies, and it needs a guarantee of its implementation and an effective means of implementing it, as the guarantee for this is oversight of the constitutionality of laws. It is no longer sufficient to guarantee rights and freedoms for constitutions to include texts regarding them, as constitutions leave the matter of regulating the majority of these to the laws. Rights and freedoms, and therefore constitutional oversight is a legal result emanating from the principle of the supremacy of the constitution, which is the highest law in the state.

It is considered the highest hierarchy of power and everyone must respect it and not violate it. It joins and regulates the relationship between the state and the people and guarantees them their rights and freedoms by enacting a set of laws and rulings whose legality and validity are agreed upon, and includes a set of peremptory orders and orders.

Keywords: constitution, control, constitutional justice, rights and freedoms

La formation des cours constitutionnelles : Une étude comparative (Algérie - France - États-Unis)

Résumé :

La suprématie de la constitution est considérée comme la règle de base de la plupart des démocraties libres, et elle a besoin d'une garantie de sa mise en œuvre et d'un moyen efficace de la mettre en œuvre, la garantie de cette mise en œuvre étant le contrôle de la constitutionnalité des lois. Il ne suffit plus de garantir les droits et libertés pour que les constitutions contiennent des textes les concernant, car les constitutions laissent à la loi le soin de réglementer la plupart d'entre eux. Les droits et libertés, et donc le contrôle constitutionnel, sont un résultat juridique émanant du principe de la suprématie de la constitution, qui est la loi la plus élevée de l'État.

Elle est considérée comme la plus haute hiérarchie du pouvoir et chacun doit la respecter et ne pas la violer. Elle unit et régule les relations entre l'État et le peuple et leur garantit leurs droits et libertés en édictant un ensemble de lois et de règlements dont la légalité et la validité sont reconnues, et comprend un ensemble d'ordonnances et d'ordres impératifs.

Mots-clés : *constitution, contrôle, justice constitutionnelle, droits et libertés*

Introduction

Respecting laws and regulations and adhering to the provisions of the constitution cannot be achieved unless there are oversight mechanisms that ensure this respect and protect the principle of the supremacy of the constitution over other legal rules. This necessity has led various countries to establish bodies and councils tasked with monitoring and preserving constitutional principles from violation, giving rise to what is known as the review of the constitutionality of laws.

And if flexible constitutions enjoy substantive supremacy, they lack formal supremacy, and they can be amended using the same procedure as ordinary laws. Issuing an ordinary law by the legislative authority using the ordinary procedure can cancel or amend a constitutional rule. It follows that constitutional review is fundamentally linked to rigid constitutions distinguished by their objective and formal supremacy, which establish the supremacy of the constitution and legal territory, making the constitutional document the highest law in the state. Rigid constitutions cannot be amended except by a special authority and through a distinct procedure from ordinary laws, and lower-ranking laws cannot contradict or annul constitutional rules. To embody the supremacy of the constitution, most political systems establish the review of the constitutionality of laws, the protection of constitutional freedoms from the arbitrary actions of the ordinary legislator, the monitoring of the legality of elections and referendums, and the commitment to respecting the distribution of powers between the government and parliament, or between the federal

authority and the state authorities that make up the federal state.

Historically, the constitutional review of laws first occurred in the United States in 1803 with the *Marbury v. Madison* decision, where the Supreme Court ruled that it had the authority to review the constitutionality of laws. The constitutional review of laws then appeared in Europe in 1920 in Austria, thanks to the great legal scholar Hans Kelsen, and in Italy in 1947, Germany in 1949, Spain and Portugal in 1990. In France, the constitutional review of laws was established in the 1958 Constitution after the experience with the Constitutional Committee in the Fourth Republic, and the idea was renewed in 1974. (Y. Guichet, 1996)

The constitution includes the rules related to the philosophical and ideological foundation on which the state's system is based, as well as the rules related to the establishment and determination of the powers of the governing bodies.

Constitutional justice - as an idea and application - is closely linked, on one hand, to the growth and development of the new constitutionalism movement, which aims to subject the actions of public authorities to a set of controls established within the constitutional text. On the other hand, constitutional justice emerged as a "result" concurrent and compatible with the qualitative leap experienced by democracy, and also as an "institutional remedy" against regimes characterized by the reinforcement and strengthening of the executive authority. (D. Rousseau, 1991)

And if "the constitutionality of laws" was established on parameters that take writing as a guarantee for respecting the provisions of the constitutional document, and view the

constitutional document merely as a "formal superstructure" presented to justify the authority of the "ruling oligarchy," then from the beginning of the twentieth century, these parameters will erode due to the existence of a gap between the base text and political situations that the constitutional document finds difficult to frame. Therefore, a new idea will emerge, considering the content of the constitutional text as "an open contract for continuous creation and formation," and a text in the process of construction, through the mechanism of constitutional interpretation that will make the constitutional document open to the developments occurring in its working environment.

Thus, the content of the constitutional text has transitioned "through modern constitutional waves" from the question of institutions, where the concern was to ensure the expression of the general will, "to the idea of establishing the rule of law," and this was achieved through the process of "material and legal enrichment of constitutional texts with a reference to human rights, and on the other hand, by opening new horizons for the concept of jurisprudence in the constitutional field."

This new reading of constitutional documents has "reconsidered the structure of constitutional and political power" and changed the nature of constitutional law, which is no longer just a space for framing state and authority issues, but also a fundamental document for defining the relationships between the state and society, based on guaranteeing and protecting freedoms, after it traditionally served the function of "curbing the tyranny of power." On the other hand, it has established the transition from the "political constitution" to the "social constitution" by

founding a public space for citizenship outside the state's guardianship. (D. Rousseau, 1992, p 378)

The first question regarding the Algerian experience of constitutional review of laws in light of the 2020 Constitution, compared to the French experience, is at the level of the nature of the body responsible for constitutional review of laws and then at the level of the nature of the jurisdiction of this body.

This leads us to consider what the Constitutional Court is composed of, what guarantees its members have, and what powers are entrusted to it. To study the subject, we followed the descriptive-analytical method since we are in the field of describing and analyzing pure legal materials, alongside the comparative method to identify the similarities and differences in the formation of the constitutional court, its competencies, and the guarantees for its members. And to answer the question We divided our study into two sections, where the first section addresses the formation of the Constitutional Court in the French and American systems, and then we discuss the formation of the Constitutional Court in Algeria in the second section. (Favoreu Louis, 1990)

1. The Review of the Constitutionality of Laws in France

The analysis of constitutional court decisions has seen significant growth in recent years. After the initial work carried out in the United States since the 1990s, several studies have been conducted in Europe to understand the determinants of constitutional judges' decisions. These statistical investigations have highlighted the bias in constitutional decisions, the lack of independence of these

courts, and the necessity to rethink the mechanisms for appointing judges. Many European works by N. Garoupa (N. Garoupa, F. Gomez-Pomar, V. Grembi, 2011, pp. 513-534) have also contributed to questioning the Kelsenian doctrine, which assumes that judges decide only on the law: judges from civil law countries are likely to be influenced by their political opinions just like their American counterparts.

The Constitutional Council is no exception, and its appointment mechanisms are criticized more than in neighboring countries to France. Even with the recent reforms (2008), the unchecked appointments of judges to the French Constitutional Council by the three highest officials in the state—excluding the Prime Minister—have left the door open for more politicized appointments.¹ The political nature of the body, like in France, where all members are chosen by political authorities (the head of state and parliamentary assemblies), is less so in Italy and Spain, where some members are appointed by judicial authorities.

As for the appointment conditions in France, the political authorities have complete freedom in selecting the members, but in Germany, Spain, and Italy, only members with legal qualifications (judges, lawyers, law professors) can be appointed. (D. Lochak, 2008)

As for the members' terms, they have the same authority as judges, as the constitutional legislator intended their independence from political power. In the United States, for

¹ Since the 2008 reform, appointments to the Constitutional Council can be blocked by a three-fifths majority in the legislative chambers (both chambers for the President of the Republic's appointments and their respective chamber for the Presidents of the Senate and the National Assembly).

example, Supreme Court justices are appointed for life. In Austria, the term of Constitutional Court members is limited by the retirement age, which is 70 years. In other countries, Constitutional Court members are appointed for long terms (nine years in France, Spain, and Italy, and twelve years in Germany).

In Italy, the President of the Constitutional Court is appointed by the members, while in Germany, he is appointed by the parliament and the head of state in France and the United States. Algeria was influenced by France's approach and adopted in its constitutions the method of political oversight through constitutional councils and the formation and membership conditions for constitutional justice bodies.

Respecting laws and regulations and adhering to the provisions of the constitution cannot be achieved unless there are oversight mechanisms that ensure this respect and protect the principle of the supremacy of the constitution over other legal rules. This has led various countries to establish bodies and councils tasked with monitoring and safeguarding constitutional principles from violation, giving rise to what is known as the review of the constitutionality of laws.

And if flexible constitutions enjoy substantive supremacy, they lack formal supremacy, and they can be amended using the same procedure as ordinary laws. The issuance of an ordinary law by the legislative authority following an ordinary procedure can cancel or amend a constitutional provision. (Amin Cheriat, 2002)

1.1. The first requirement: The composition of the Constitutional Council in France

The Constitution of France of October 4, 1958 entrusted the Constitutional Council with the task of overseeing the constitutionality of laws. The Constitutional Council consists of two types of members.

1.1.1. Members by the force of law:

They are the former presidents of the republic who are considered lifelong members by law, in order to benefit from their political and constitutional experience gained during their tenure as heads of state.

Accordingly, several presidents of the Fourth and Fifth Republics have participated in the French Council since its establishment in 1958. For example, "René Coty," who was President of the Republic from 1953 to 1958, held a seat in the council from 1958 to 1962. Former presidents of the republic have the opportunity to serve as full members for life.

- 1- Nine members are appointed for a term of nine years.
- 2- lifetime membership cases

In addition to these nine appointed members, former presidents of the republic are, by virtue of their positions, members of the Constitutional Council. However, not everyone decides to take a seat.¹

¹ And to this day, the former presidents of the republic who have decided to sit are:

- Vincent Auriol and René Coty, both of whom were presidents during the Fourth Republic.
- Valéry Giscard d'Estaing between 2004 and 2020;
- Jacques Chirac between 2007 and 2011;

1.1.2. Appointed members

Until today, the former presidents of the Republic who have decided to sit are: Vincent Auriol and René Coty, both presidents under the Fourth Republic; Valéry Giscard d'Estaing. The appointment of members of the Constitutional Council is stipulated in Article 56 of the French Constitution of 1958, which states: "The Constitutional Council consists of nine members, with a term of nine years that is not renewable. The Constitutional Council is renewed by one-third every three years. Three members are appointed by the President of the Republic, three by the President of the National Assembly, and three by the President of the Senate. The procedure provided for in the last paragraph of Article 13 applies to these appointments. The appointments made by the President of each Assembly are subject only to the opinion of the permanent committee concerned." In addition to the nine members mentioned above, former presidents of the republic are automatically members of the Constitutional Council for life. "The president is appointed by the President of the Republic. He has the deciding vote in case of a tie." The last paragraph of Article 13 of the Constitution, referred to in Article 56, states the following: The Basic Law defines the functions or positions, other than those mentioned in paragraph three, which, due to their importance in ensuring the rights and freedoms or the economic and social life of the nation, have the authority to

• Nicolas Sarkozy between 2012 and January 2013.
François Hollande announced that he does not wish to join the Constitutional Council.

appoint the president exercised by the republic after public notification from the specialized permanent committee in each council. The president of the republic may not make an appointment if the sum of the negative votes in each committee represents three-fifths of the votes cast in the two committees at least. The law defines the specialized permanent committees according to the relevant functions or competencies.

Finally, Article 3 of Law No. 838-2010, dated July 23, 2010, concerning the implementation of the fifth paragraph of Article 13 of the Constitution, states the following: "In every parliamentary council, there is a permanent committee specialized in giving opinions on the appointments of its members." The members of the Constitutional Council, based on the first paragraph of Article 56 of the Constitution, are the committee responsible for constitutional laws. The Constitutional Council consists of nine members (three appointed by the President of the Republic, three appointed by the President of the National Assembly, and three appointed by the President of the Senate). Their term is for nine years, non-renewable, and incompatible with many other positions (Member of Parliament, European Economic and Social Committee, etc.).

The Federal Republic of Germany is one of the leading countries in the field of constitutional review of laws by a judicial body, as a Federal Constitutional Court was established in the 1949 Constitution to carry out this task. The Federal Constitutional Court consists of two chambers; each chamber is composed of eight judges elected by the Bundestag and Bundesrat with a two-thirds majority in each council for an 11-year non-renewable term. The two-thirds

requirement allows for the opposition's participation in the election of the court's judges, who must meet several conditions, including being at least forty years old, possessing the same qualifications required for judicial positions in Germany, and selecting six judges from among the five federal court judges, who have at least three years of experience.

The Constitutional Court enjoys financial and administrative independence, placing it on the same level and degree as the government in relation to the parliament, and it continues to perform its functions in the event of a state of emergency being declared.¹

The German Constitutional Court exercises important functions, which are as follows: Considering the constitutionality of political parties and their compatibility with the liberal system, in this context, the Nazi Party was banned in 1952, and the German Communist Party in 1956. Constitutional review of laws and judgments issued by the courts. Broadcasting in electoral appeals. Broadcasting the attention directed towards the President of the Republic or the judges regarding their violation of the constitution. Resolving constitutional disputes between state institutions and the states. Interpretation of the constitution. (Fawzi Ousdiq, 2003)

As for the entities entitled to resort to the Federal Court and file lawsuits before it, they are numerous and vary according to the subject of the lawsuit. They can be summarized into seven entities: the President of the Republic, the Federal Government, the Bundestag, the Bundesrat, the states or local communities to defend their

¹ French Constitution October 4, 1958.

self-governance, judges who can bring a case to the court to rule on the constitutionality of a law, and citizens who can litigate before the court after exhausting all ordinary appeals.

The Federal Constitutional Court exercises subsequent judicial review, and due to the numerous parties allowed to resort to it and its broad competencies, it plays an important role in overseeing the constitutionality of laws, especially since the court's declaration of the unconstitutionality of the challenged law leads to its annulment. Spain adopted the model of judicial review of the constitutionality of laws in its 1978 Constitution, which entrusted this task to the Constitutional Court. The Constitutional Court consists of 12 members appointed by the king, four of whom are proposed by the House of Representatives with a three-fifths majority of the members, four others proposed by the Senate, two proposed by the government, and two proposed by the General Assembly of the Judiciary Authority, for a term of nine years, with one-third of the members renewed every three years. The president of the court is appointed from among its members by the king, based on the proposal of its members for a term of three years.¹ The judges of the Constitutional Court are selected from among "judges, advisors, public prosecutors, university professors, public servants, and lawyers, all of whom possess recognized expertise and competencies, and have more than fifteen years of practice."

¹ The French Constitutional Council exercises oversight over the constitutionality of laws either mandatorily and compulsorily in the case of organic laws and the internal regulations of the Assembly.

Professionalism.

According to Article 161 of the Constitution, the court is competent to hear the following cases: Constitutional review of laws and rulings that have legal force.

Conflict of jurisdiction between the state and independent groups or between these groups themselves. Considering the appeal for annulment related to protection due to violations of the rights and freedoms stipulated in the constitution.

Other matters assigned to the court by the constitution and organic laws. The ruling of unconstitutionality of the law leads to its annulment. Article 162 of the constitution specifies the entities that have the right to resort to the court in the following areas: Prime Minister. The defender of the people El defensor del pueblo. Fifty deputies. The executive bodies of independent groups. Every natural or legal person raises a legitimate interest. The Attorney General. Unlike the American system where appointments are initiated by the president - under the control of the Senate - the appointment of Portuguese judges is made by parliament with a two-thirds majority for ten of them, while three other judges are elected by their peers. Similar to the liberal-conservative debate, S. Amaral Garcia and his colleagues questioned the division between right and left (6 of the judges elected by parliament were marked as left and 6 as right). Their study of cases handled between 1983 and 2007 concluded that Portuguese judges are also subject to ideological and/or political voting, with control over the characteristics of the laws examined by the court. In other words, judges appointed by the left (i.e., the right) are less

likely to vote against laws from the left (the right) compared to laws passed by the right (the left).

1.2. Requirement Two: Judicial Review of the Constitutionality of Laws in the United States of America

The Constitution of the United States did not provide for judicial review of laws, and the Supreme Court played a key role in its inception and development. If the Supreme Court has led in judicial review since 1796 in the case "Hilton" v. United States, in which it ruled on the constitutionality of the federal law in question, as well as in its 1798 ruling in the case In "Calder" v. "Bull," most scholars attribute the origin of constitutional review in the United States to the Supreme Court's ruling in 1803 in the case of "Marbury" v. "Madison," where the court affirmed the judiciary's right to review the constitutionality of laws and not to apply any law that contradicts the Constitution, if it finds such a contradiction. Despite the efforts made by the Supreme Court to establish constitutional oversight and to expand it to include the alignment of laws with the higher principles inspired by the spirit of the Constitution, and with constitutional amendments, "it has not been free from criticism," both within the United States and outside of it. (Yves Guichet, 1996)

The composition of the Supreme Court of the United States In principle, the Chief Justice is merely a *primus inter pares* among his peers. In practice, however, the character of the officeholders gives the position, depending on the case, a very particular focus. Great Chief Justices leave their names attached to the period corresponding to their presidency.

The greatest Chief Justice remains John Marshall (1755-1835), who presided over the Court from 1801 to 1835 and entered history as the judicial architect of national unity. In the twentieth century, Earl Warren (1891-1974), who presided over the Court from 1953 to 1969, was the instigator of dynamic judicial activism that not only disrupted the old traditions of the Southern states but also some aspects of American society in general, especially in the field of protecting rights and freedoms. The President of the United States has a great deal of freedom in selecting candidates he wishes to propose to the Senate for the role of judge (Associate Justice), or, if the seat is vacant, for the position of Chief Justice of the Supreme Court. The Constitution does not impose any specific qualifications, age, or even training.

1.3. Methods of constitutional review in the United States of America

The United States of America recognizes three methods of constitutional review:

1.3.1. Payment method The exceptional path:

"Constitutional review by objection" refers to the review exercised by the judge when a case is presented before him, raised by one of the litigants with an interest, claiming the unconstitutionality of the law to be applied, and demanding its exclusion and non-application in the presented case, whether this case is civil, commercial, administrative, or criminal.¹

¹ Salma Majmaj, Oversight of the Constitutionality of Laws in Light of the 2020 Constitutional Amendment, a thesis submitted for a Master's

The United States of America is considered a model for judicial review through litigation, as Americans have the right to challenge the constitutionality of laws in a specific case before the ordinary state courts regarding the conformity of the contested law with the state constitution or the federal constitution, or before the Supreme Court regarding the rulings of these courts, and regarding the conformity of the contested federal law with the federal constitution. In the event that the Supreme Court issues a ruling declaring the law unconstitutional, all state courts are obliged to refrain from applying it, due to the United States adopting the system of "stare decisis," and the federal court is also bound by it.

1.3.2. The style of the judicial order:

The method of the judicial order is a supervisory approach that allows individuals to challenge the law before it is applied to them on the grounds of its unconstitutionality, and to avoid the damages that may befall them if the law is unconstitutional. The review of the constitutionality of laws is conducted in this manner by American courts, whether federal or local, based on a lawsuit filed by an individual challenging a law before its application, on the grounds that it is unconstitutional and that its application would cause harm to them. The court examines this lawsuit, and if it finds the

degree, Public Law, Faculty of Law and Political Science, Mohamed Seddik Ben Yahia University, 2020/2021, p. 55. Paragraph 2 of Article 24 of Presidential Decree No. 21-304

plaintiff's claim to be valid, it issues a judicial order to the relevant official or officials to refrain from applying the contested law. If the law has already been applied, the court orders the situation to be reverted to its original state; for example, if the plaintiff has paid taxes under this provision, their money would be returned. Given the importance of this method in monitoring the constitutionality of laws, the legislator has surrounded it "with a set of conditions," among which are: The order cannot be used to avoid the enforcement of criminal penalties. Since 1937, the judicial matter has been under the jurisdiction of a special federal court, composed of several judges. The possibility of appealing the decisions of this court directly to the Supreme Court.

Issuing a judicial order is not permissible except after hearing the parties to the dispute. These conditions have occurred due to the effectiveness of this method.

1.3.3. The declaratory judgment style the procedure of declaratory judgments:

The declaratory judgment method is considered one of the modern methods of constitutional review of laws in the United States of America. It involves a specific person submitting a request to the court to examine whether the law in question is constitutional or not. As a result, the official tasked with enforcing the contested law must refrain from doing so until the court issues its ruling. If the court upholds the law's constitutionality, the official continues to enforce it. However, if the court rules it unconstitutional, the official must refrain from enforcing it. The Supreme Court has linked the application of this method to the fulfillment of

two conditions: the existence of a genuine dispute and personal interest.

2. Constitutional Review in Algeria

The principle of the supremacy of the constitution (Principe de la suprématie de la constitution) refers to the superiority of constitutional rules over all other legal rules in countries. This principle dictates that legislation is bound by legislation of a higher degree. Ordinary legislation cannot contradict constitutional provisions. Similarly, subordinate legislation (issued by the executive authority) cannot contradict the provisions of ordinary legislation issued by the legislative authority. This means that there is a hierarchy (or gradation) among different types of legislation, where lower-level legislation is subject to higher-level legislation in the hierarchical scale of the legal system. (In general, the principle of the supremacy of the constitution dictates that everyone – rulers and ruled – must adhere to its provisions), and this achieves the principle of legality, which means that rulers are subject to "the supremacy of the law" and must comply with its provisions so that their actions are not rendered void. (M. S. Boussada, 2014)

All these rules constitute the main pillars upon which the system of governance in the state is built. On this basis, the constitution (in the material sense) serves as the legal reference for various authorities, as it is the origin and source of all legal activities in the state. This is what makes it superior to other legal rules. Thus, the will to regulate through the constitution has transcended the game of "constitutional institutions" and has reached "human rights policies," which will evolve with the development of

international human rights legitimacy. The latter - after stipulation and affirmation

In the constitutional document, a new concept called "fundamental rights and freedoms" will be adopted, not only because they have become supreme standards in the legal system, but also as a system of values that are neither "reducible nor simplifiable nor subject to revision." As a result, public authorities are obliged not only to respect, preserve, and not violate them, but also to promote, strengthen, and make them more effective. This new body has been established to monitor the constitutionality of laws, regulations, and orders that violate constitutional texts and to examine their constitutionality and legality. Therefore, the oversight of the constitutionality of laws is one of the most important means employed by the constitutional founder to ensure the alignment of legislative and executive actions with the provisions of the constitution. In this section, we will address the composition of the Constitutional Court (first subsection), and then its membership (second subsection).

2.1. The composition of the Constitutional Court and the conditions for membership in it

Article 186 stipulates that the Constitutional Court consists of 12 members: Four (04) members appointed by the President of the Republic, including the Chief Justice. One member (01) is elected by the Supreme Court from among its members, and one member (01) is elected by the Council of State from among its members. Six (06) members are elected by direct vote from constitutional law professors, the President of the Republic determines the conditions and

methods for the election of these members. The President of the Republic appoints the President of the Constitutional Court for a single term of 6 years, and the members of the Constitutional Court perform their duties for a single term of 3 years, with the members of the Constitutional Court being renewed every three years.¹ The most important observation that can be made in this context is that the constitutional founder maintained the same number in the composition of the Constitutional Court compared to the Constitutional Council in the 2016 amendment. However, the new aspect in the composition of the Constitutional Court is the election of 6 members by general vote from constitutional law professors, which is a positive development as it is likely to provide a strong impetus for the review of the constitutionality of laws, given the expertise these elected professors possess in the constitutional field. The members of the Constitutional Court, before assuming their duties, take an oath before the Chief Justice of the Supreme Court, according to the following text: "I swear by Almighty God that I will perform my duties with integrity and impartiality, maintain the confidentiality of deliberations, and refrain from taking a public stance in a case within the jurisdiction of the Constitutional Court." (G. Ahsan, 2020)

Article 187 has stipulated certain conditions for the members, whether elected or appointed, in the

¹ Article 188 of the 2020 Draft Constitutional Amendment, op. cit., p. 57.

Constitutional Court, which are as follows:¹ Reaching the age of fifty (50) years on the day of his election or appointment. Possessing at least twenty (20) years of legal experience and having benefited from training in constitutional law. Enjoyment of civil and political rights and not being sentenced to a custodial penalty. Non-partisanship.

Once the members of the Constitutional Court are elected or appointed, they cease to hold any membership, position, assignment in another task, or any other activity or free profession.

Through the interpretation of Article 187 of the 2020 constitutional amendment, it is clear that the constitutional maker has reconsidered the conditions for the reappointed or elected members of the Constitutional Court compared to the conditions for the members of the Constitutional Council in the 2016 amendment.

Where the age requirement for assuming the position of a member of the Constitutional Court has become 50 years instead of 40 years, and the experience requirement has increased to 20 years instead of 15 years. The constitutional founder also added two other conditions: the enjoyment of civil and political rights and not having been sentenced to a prison term, as well as non-partisanship, so that the Constitutional Court remains free from any considerations. This is considered a new addition brought by the recent amendment regarding the composition of the Constitutional

¹ Article 187 of the 2020 Draft Constitutional Amendment, *op. cit.*, p. 39.

Court.

In addition to the conditions that must be met by a member of the Constitutional Court, there are specific conditions that must be met by the President of the Constitutional Court, which are as follows: The President of the Constitutional Court must hold only Algerian nationality by origin, and the original Algerian nationality must be proven for both the father and the mother. To embrace Islam. To grant Algerian nationality by origin only to the wife. To establish his residence in Algeria alone for at least 10 years before being appointed as the President of the Constitutional Court. He proves his participation in the November 1, 1954 Revolution if he was born before July 1942. To be performing national service or to have a legal justification for not performing it. To prove that his parents were not involved in actions against the November 1954 Revolution if he was born after July 1942. To provide a declaration of movable and immovable properties inside and outside the country. The stipulation of the necessity for special conditions for the President of the Constitutional Court is due to the sensitive position of the court's president, as he may assume the duties of the head of state in the event of a vacancy in the presidency coinciding with a vacancy in the position of the court's president. Mohamed Said is capable.

The National Assembly, as the President of the Constitutional Court provides numerous consultations to the President of the Republic as stipulated by the constitution.

The constitutional founder determined the term of the presidency of the Constitutional Court, which is a single term of six (6) years, and thus it is not renewable.

Additionally, the position of the President of the Court is not subject to partial renewal every three years, which applies to the members of the Constitutional Court. In general, the term of membership in the Constitutional Court is six (6) years, with half of the composition renewed every three years. Article 188 of the Constitution stipulates that the internal regulations of the Constitutional Court shall determine the conditions and methods of partial renewal, which is considered a guarantee of the independence of the Constitutional Court.¹

2.2. The Scope of Judicial Review of the Constitutionality of Laws

The oversight exercised by the Constitutional Court on legal texts varies, whether the texts are in the form of treaties, organic laws, ordinary laws, decrees, or regulations, to mandatory prior oversight regarding some legal texts and discretionary oversight regarding others. And referring to Article 190 of the 2020 constitutional amendment, which states: "In addition to the powers explicitly granted to it by other provisions in the constitution, the Constitutional Court shall decide on the constitutionality of treaties, laws, and regulations."

¹ Article 187 of the 2020 Draft Constitutional Amendment, op. cit., p. 39.

The second requirement: The method of appointment and election for the Constitutional Court

The political nature of the body, like in France, where all members are chosen by political authorities (the head of state and parliamentary assemblies), is less so in Italy and Spain, where some members are appointed by judicial authorities.

As for the appointment conditions in France, the political authorities have complete freedom in choosing the members, but in Germany, Spain, and Italy, only members with legal qualifications (judges, lawyers, law professors) can be appointed.

As for the members' terms, they have the same authority as judges, as the constitutional legislator wanted their independence from political power. In the United States, for example, Supreme Court justices are appointed for life. In Austria, the term of Constitutional Court members is limited by the retirement age, which is 70 years. In other countries, Constitutional Court members are appointed for long terms (nine years in France, Spain, and Italy, and twelve years in Germany).

In Italy, the President of the Constitutional Court is appointed by the members, while in Germany, he is appointed by the parliament and the head of state in France and the United States.

If it is a requirement for the independence of the Constitutional Court as an institution from the other public authorities in the state that the constitution itself specifies the composition of the court, it should also address this composition in such a way that no single authority

dominates it. Among the new developments brought by the 2020 constitutional amendment is what is related to the structural aspect of the Constitutional Court. In terms of the composition of the court, it combined the methods of appointment and election as follows:

Appointment style:

The President of the Republic appoints four members, including the head of the Constitutional Court. Despite the previous criticisms directed at the Constitutional Council regarding the appointment of its members, the 2020 amendment did not completely break away from this nature of formation. The President of the Republic still has the authority to appoint a significant number of members of the Constitutional Court and also plays a role in appointing its head, who must meet the constitutional conditions related to the President of the Republic, except for the age requirement renewed in Article 87 of the 2020 amendment. Perhaps these conditions for the presidency of the Constitutional Court are imposed to give importance to this position, considering it the third most significant role in the Algerian state, as it is qualified to assume the position of Head of State in the event of a double vacancy of the Head of State and the Speaker of the Council of the Nation. The appointment of the court's president by the President of the Republic is seen as consolidating the latter's dominance over the Constitutional Court, unlike the Tunisian model where the members of the Constitutional Court elect the court's president and vice president from among themselves, ensuring they are among the legal experts.

Voting method:

The Constitutional Court is also composed of two other members. The Supreme Court elects the first member from among its members, and the State Council also elects the second member from among its members. Here, the constitutional founder opted for election instead of appointment. However, despite adopting the election method, the constitutional founder did not clarify in Article 186 how they would be elected. Additionally, the number of judicial representatives in the court's composition was reduced. This is a significant regression that will certainly affect the court's work, which is characterized by legal precision. In reality, judges are the ones with experience and a deep understanding of procedural aspects. It would have been better if the founder had retained four judges as members, as was the case under the 2016 constitutional amendment.

The Constitutional Court is composed of six members elected by ballot from constitutional law professors, and the President of the Republic determines the conditions and procedures for the election of these members. Presidential Decree No. 21/304 organized the election process for constitutional law professors under the supervision, management, and oversight of a national electoral committee established at the level of the regional university conference, which is composed of: A judge with the rank of advisor at the Supreme Court is appointed by the Chief Justice of the Supreme Court. Two members appointed by the President of the National Conference of Universities from among the non-candidate voting professors. Electoral committees are also established at the level of

regional conferences, with a total of three committees. Each committee is composed of: A judge with the rank of advisor in the judicial council, at least appointed by the head of the regionally competent judicial council. Three professors are chosen by the president of the regional university conference from among the non-candidate voting professors.¹ The electoral committee of the regional university conference verifies the validity of the nominations after receiving files from the university institutions immediately upon the expiration of the nomination submission period set by Presidential Decree No. 21/304, which is 40 full days before the election date. The nomination declaration is submitted personally by the candidate to the university institution to which they belong, and the latter is accompanied by The principal or before a public officer. The winners are the candidates who received the highest number of expressed votes in each regional conference. In case of a tie in votes, the candidate with the higher rank is declared. If that is not possible, the one with the earlier employment date, and if that is also not possible, the older candidate. And based on the statement issued by the National Electoral Committee², the first electoral process for the membership of the first Constitutional Court resulted in the victory of the following professors distributed among the regional university seminars: 1st Regional Conference for Central Universities: Fatiha Ben Abbo (University of Algiers), Abdelwahab Kherif (University of Blida)

¹ Ammar Abbas, The Role of the Algerian Constitutional Council in Ensuring the Principle of Supremacy of the Constitution, Journal of the Constitutional Council, Issue 309

² Statement of the National Electoral Commission at the National University Conference issued on 17/10/2021

2nd Regional Conference of Eastern Universities: Ammar Boudeyf (University of Tebessa), Mohamed Boutarfass (University of Constantine) 3rd Regional Conference of Western Universities: Abbas Ammar (University of Mascara), Abdelhafid Asoukin (University of Oran) A second election for membership in the Constitutional Court will be held for constitutional law professors, with the final list of nominations for each regional university conference announced to elect constitutional law professors – members of the Constitutional Court – scheduled for December 7, 2024¹.

Conclusion

The Constitutional Court was established by the 2020 constitutional amendment as an independent oversight institution that regulates the functioning of institutions and the activities of public authorities, replacing the Constitutional Council while retaining all its powers, especially those related to constitutional oversight, as well as the power to rule on the constitutionality of laws, issue opinions, and adjudicate electoral disputes, in addition to introducing a new authority to resolve conflicts between authorities and interpret constitutional texts. From the above, it becomes clear that the Algerian legislator has carefully established the principle of constitutional review of laws, which serves as a guarantee for ensuring

¹ Statement of the National Electoral Commission at the National University Conference issued on 11/13/2024

respect for the constitution and protecting it from violations by public authorities. This principle has gone through several stages in Algerian constitutions, the most notable of which is the 2020 constitutional amendment, which changed the course of previous Algerian constitutions by transforming the Constitutional Council into a Constitutional Court.

Formal constitutions emerged in Western countries with the aim of putting an end to absolute and despotic rule, on the one hand, and enshrining and guaranteeing rights and freedoms, on the other. Therefore, a mechanism for monitoring the constitutionality of laws was established to impose the supremacy of the constitution over various laws. And despite that, this oversight still needs some amendments and reforms to be effective in enforcing the true protection of the constitution and ensuring rights and freedoms, especially the issue of notification and its deadlines according to Article 195 of the 2020 constitutional amendment.

As the 2020 constitutional amendment neglected the issue of the legislative authority, it was excluded from the appointment of members. It can be said that the Constitutional Court is independent from the parliament in appointments, unlike the executive and judicial authorities. Previously, the legislative authority intervened in the formation of the Constitutional Council according to Article 183 of the 2016 amendment. The scope of regulations that can be subject to the Constitutional Court's review is general, encompassing all areas of regulation related to the President of the Republic, as well as the Prime Minister or Head of Government, as applicable. The constitutional review of

regulations, based on the notification mechanism, is ex post but is limited to a period of one month from the date of their publication in the official gazette. However, the 2020 constitutional amendment, despite being recently introduced during a short and critical period, has been characterized by several positives, the most important of which are ensuring the subjection of orders to oversight for the first time, subjecting regulations to subsequent oversight instead of prior oversight as was customary before the amendment, and extending the scope of the unconstitutionality plea to regulations. Among the issues that have also gained attention in this amendment is the attempt to restore the importance of constitutional oversight by enshrining certain legal guarantees, thereby enabling it to perform its role in the best possible manner and with the necessary effectiveness. From a personal perspective, the 2020 constitutional amendment is an inevitable mechanism imposed by the critical circumstances faced by the Algerian state, with the establishment of a constitutional court as an authority that ensures the supremacy of the constitution and its respect, considering it a symbol of credibility and legitimacy in both its national and international aspects. However, it overlooked some important points that could affect the effectiveness and status of the constitutional court, the most notable being the method of appointing the president of the constitutional court, which could be addressed by electing him independently instead of appointing him to uphold the principle of oversight in the best possible way.

References

- Burdeau Georges, Constitutional Law and Political Institutions, L.G.D.J, Paris, 1969.
- Burdeau Georges, Treatise on Political Science, Volume II, L.G.D.J, Paris, 1980.
- FAVOREU Louis, et al., Constitutional Law, Dalloz, Paris, 1998.
- HAMON Francis, TROPER Michel, Constitutional Law, 34th edition,
- YVES GUICHET, Constitutional Law; ellipes, Paris, 1996.
- Mahfoudh Laachab: The Constitutional Experiment in Algeria, Algiers: Modern Printing House for Printing Arts, 2000
- Mouloud Didan: Studies in Constitutional Law and Political Systems, Algeria: Dar Al-Najah for Books, 2005
- Said Bou Chaïr, The Algerian Political System, Second Edition, Dar Al-Huda, Algeria 1993.
- Said Bouchaïr, Constitutional Law and Comparative Systems, Vol. 2, Algeria: University Publications Bureau, 1994
- Fouzi Oussadek, Al-Wafi in Explaining Algerian Constitutional Law, University Publications Bureau, Algeria 2003.
- Aji Abdel Nour, Introduction to Political Science, Algeria: Dar Al-Uloom, 2007

Laws and constitutions:**Constitutional texts**

The Constitution of the People's Democratic Republic of Algeria, issued on February 28, 1996, Official Gazette No. 76, dated December 8, 1996, amended and supplemented by: Law No. 02/03, dated April 10, 2002, concerning the issuance of the constitutional amendment.

Law No. 08/19, dated November 15, 2008, concerning the issuance of the constitutional amendment.

Law No. 16/01, dated March 6, 2016, concerning the issuance of the constitutional amendment.

Presidential Decree No. 20/244, dated 30/12/2020, concerning the issuance of the constitutional amendment, approved in the referendum of November 1, 2020.

1. Official Gazette, Issue 48, Year 2007
2. The organic law No. 21-01 dated 26 Rajab 1442 corresponding to March 10, 2021, concerning the electoral system.

Registration as a Mechanism for Monitoring Foreign Investment in Algeria

Faïçal ZIANI

Rank. PhD

University of abderrahman mira Bejaia-Alger

Email faicelziani85@gmail.com

Zineb ZIANI

Rank: PhD

University of 20 August 1955 Skikda-Alger

Email: zinebziani85@gmail.com

Abstract:

In its efforts to attract as much investment as possible, particularly foreign investments, Algerian lawmakers, through Law No. 16-09 related to Investment Promotion (partially repealed), sought to remove the bureaucratic complexities that were troubling foreign investors. This law replaced the declaration procedure with a simpler administrative process in the form of registration with the National Investment Development Agency. This approach was reaffirmed through Law No. 22-18 on investment and considered a regulatory tool with a crucial role in overseeing the implementation of investments in Algeria, marking a positive step toward activating the investment process and improving the investment climate, which is sought by foreign investors in the host country.

Keywords: Investment, regulation, registration, investment implementation, registration certificate.

L'Enregistrement comme Mécanisme de Suivi des Investissements Étrangers en Algérie

Résumé :

Dans ses efforts pour attirer le plus d'investissements possible, en particulier les investissements étrangers, les législateurs algériens, à travers la Loi n° 16-09 relative à la Promotion de l'Investissement (partiellement abrogée), ont cherché à éliminer les complexités bureaucratiques qui troublaient les investisseurs étrangers. Cette loi a remplacé la procédure de déclaration par un processus administratif simplifié sous forme d'enregistrement auprès de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement. Cette approche a été réaffirmée par la Loi n° 22-18 sur l'investissement et considérée comme un outil réglementaire ayant un rôle crucial dans le suivi de la mise en œuvre des investissements en Algérie, marquant un pas positif vers l'activation du processus d'investissement et l'amélioration du climat d'investissement recherché par les investisseurs étrangers dans le pays hôte.

Mots-clés : Investissement, réglementation, enregistrement, mise en œuvre des investissements, certificat d'enregistrement.

Introduction:

Foreign investment holds significant importance for the economies of countries, especially developing ones, both as a relatively stable source of financing for their economic development and technology transfer, as well as an important means of creating job opportunities for a large segment of the population. As a result, most countries compete to attract foreign investment by providing a conducive environment for its growth, through the establishment of investment freedom and the adoption of flexible legal and administrative procedures to implement investment projects without the traditional administrative complexities and obstacles.

In Algeria, under the Supplementary Finance Law of 2009ⁱ, foreign investors were required to declare their intention to invest with the National Agency for Investment Development, and their projects were subject to prior review by the National Investment Council before they could establish their investments. These two procedures, however, restricted the freedom of foreign investors, conflicting with the principle of investment freedom. To address this, Algerian lawmakers took steps to activate this principle and attract a greater number of foreign investments by issuing Law No. 16-09 on Investment Promotion (partially repealed)ⁱⁱ, which established a simple and essential procedure to strike a balance between the interests of the host country (Algeria) and those of foreign investors. This procedure, also emphasized in Law No. 22-18ⁱⁱⁱ, involves registration, which plays an active role in monitoring the implementation of foreign investment. The following issue thus arises:

What role does registration play in monitoring the implementation of foreign investment in Algeria?

To answer this question, the study is divided into two parts: the first part discusses the concept of registration, while the second part covers the role of registration in monitoring the implementation of foreign investment in Algeria.

Section 1: The Concept of Registration

Any foreign investor wishing to benefit from the advantages that allow him to carry out his investment project must undergo an important procedure: registration. To fully understand the concept of registration, we must first define what it entails (First) and then explain its legal value (Second).

What Is Meant by Registration?

According to the provisions of Law No. 22-18 on investment, the Algerian legislator did not define the registration procedure itself but only referred to it in Article 25 of this law, which states: "Investments must be registered with the relevant single windows referred to in Article 18 of this law before being implemented to benefit from the advantages specified in the provisions of this law..."

In accordance with this article, Executive Decree No. 22-299 was issued to specify the procedures for registering investments, transferring investments, and converting them, as well as the method and amount for collecting the fee related to processing investment files^{iv}. Article 2 of this decree defines investment registration as: "The procedure in which the investor expresses his intention to implement an investment in an economic activity to produce goods and/or services."

From this definition, it is clear that investment registration involves informing the relevant investment authorities of the investor's desire to establish an investment project in an economic activity aimed at producing goods and/or services. Furthermore, the legislator used the term "investor" without specifying whether the investor is national or foreign, indicating that this procedure applies to both domestic and foreign investors. This aligns with the principle of transparency and equality in the treatment of investments, which is enshrined in Article 3 of Law No. 22-18 on investment.

It is worth noting that investment registration should be done by the investor himself or by a legal representative, based on an agency document prepared according to the form specified in Annex 3 of Executive Decree No. 22-299. Allowing foreign investors to rely on legal representatives significantly simplifies the investment procedures and removes obstacles they may face^v. Moreover, this procedure helps the administrative bodies concerned with monitoring investments to identify foreign investors who may attempt to conceal their identity through unknown individuals^{vi}.

1. Legal Value of Registration

Referring to Article 25, paragraph 1 of Law No. 22-18 on investment mentioned above, we find that Algerian law requires investments wishing to benefit from the advantages stipulated in this law to undergo registration with the relevant single windows before they are executed. Thus, we can conclude that registration is a prerequisite for obtaining such advantages, as further emphasized by Article 3 of Executive Decree No. 22-299, which states: "The investor must register

their investment with the relevant agency before starting its implementation to benefit from the advantages specified in Law No. 22-18..."

From this, we deduce that the obligation to register investments is directly related to the desire to obtain the benefits and/or services provided by the agency. Registration is therefore mandatory for investors seeking these advantages but is not obligatory for those who do not wish to benefit from them. It is unwise for foreign investors to skip the registration procedure, as they would forfeit the chance to access the benefits and services offered by the Algerian Agency for Investment Promotion, especially since they are always seeking favourable treatment in tax and customs matters. Algeria is one of the countries that uses tax and customs incentives to promote foreign investment^{vii}.

Regarding foreign investors who do not comply with registration, while they will not benefit from the advantages and services provided by the agency, they are still protected by the guarantees stipulated in the applicable laws and regulations^{viii}.

It is also important to note that registration plays a crucial statistical role. It enables the authorities to monitor the number of investments benefiting from the legal advantages^{ix} and allows them to compare the fiscal costs of these advantages with the economic benefits derived from such investments. Additionally^x, investment registration is critical for determining when the timeframe for implementing the investment begins. According to Article 32, paragraph 2 of Law No. 22-18, the implementation period starts from the date of registration with the agency or from the date the building permit is issued, if required. The deadline for com-

pleting investments is three years, which can be extended to five years for investments within designated areas or structured investment systems^{xi}. Furthermore, registration helps activate oversight and regulation of the investment process^{xii}.

2. The Role of Registration in Monitoring Foreign Investment Implementation

The role of registration in monitoring the implementation of foreign investments in Algeria is clear through the process foreign investors must follow when registering their investments. This includes submitting the registration request (First) and analysing the data provided in the registration certificate (Second).

2.1. Submission of the Registration Request

According to the provisions of Article 3, paragraph 2 of Executive Decree No. 22-299, investment registration is done through the relevant single window for large projects and foreign investments or through the digital platform. The investor must submit a request using the form specified in Annex 1 of the decree, accompanied by a list of goods and services related to the implementation of the investment project, as outlined in Annex 2.

The registration request form includes several pieces of information filled out by the investor or their representative. This information pertains to both the investor and the investment project, such as the type of investment (e.g., establishment, expansion, or rehabilitation), the project description, location, duration, expected employment positions, and so on^{xiii}. The form also includes a declaration from the inves-

tor stating that they have not previously benefited from any advantages for the current investment or for any other investment, or that they have, as well as a commitment to comply with legal requirements and provide annual reports on project progress.

From this, we conclude that the data in the registration request serves as a key resource for the single window or digital platform to monitor the progress of foreign investment projects. It helps identify whether investors are adhering to the legal and regulatory conditions required to establish their projects in Algeria.

In this context, we note that registration of construction investments requires the submission of an identification card for the investor or their legally authorized representative^{xiv}.

For expansion and/or rehabilitation investments, registration requires, in addition to the identification card, the submission of copies of the commercial register extract and tax identification number, as well as the tax budget for the last closed fiscal year^{xv}.

For structured investments, registration requires the investor to submit a technical-economic study outlining the qualification criteria for structured investments specified in Executive Decree No. 22-302, which specifies the qualification criteria for structured investments and the methods for benefiting from operating advantages and evaluation networks^{xvi}. For investments falling within the framework of the transfer of activities from abroad, registration requires the following documents :

- A copy of the articles of association of the transferred foreign-law company and the company established under Algerian law for this purpose.

- A technical card for the investment to be transferred.
- An evaluation report of the shareholder appointed by the territorially competent court, prepared no more than six (6) months prior to the date of the registration application.
- A certificate of renewal of equipment goods, prepared by an accredited inspection and control body in accordance with applicable regulations.^{xvii}

It should be noted that registration of a foreign investment may be rejected. In this case, the Algerian legislator stipulates that the rejection must be justified and explicitly stated by the agency. This is stated in the first paragraph of Article 9, which reads : "**Any refusal to register an investment must be justified and explicitly stated by the agency.**"

This paragraph indicates that the Algerian legislator has not specified the cases on which the refusal to register an investment is based. This is in contrast to the previous Executive Decree No. 17-102, which defined the procedures for registering investments and the form and results of the related certificate^{xviii} (repealed). The decree specified the cases in which registration is rejected^{xix}. We also note that there is no specified deadline for notification of the rejection of an investment registration, nor is there a specific form for notification. However, we believe that the refusal to register must be in writing.

Regarding notification of the rejection decision, although there is no specific deadline for the single window for major projects and foreign investments, it is obligated to reject registration immediately, based on the acceptance decision and the delivery of the registration certificate, except in cases where the window requests the foreign investor to complete data or make amendments or corrections to the registration

application, or attach the necessary attachments specified in the applicable law^{xx} and regulations, noting that the foreign investor whose registration application has been rejected has the right to file an appeal before the National Supreme Committee for Investment-Related Appeals.

2.2. Data in the Registration Certificate

The registration certificate formalizes the registration process and is issued immediately to the foreign investor by the Director of the relevant single window for large projects and foreign investments^{xxi}, along with a list of eligible goods and services that can benefit from the designated advantages^{xxii}.

The certificate contains multiple data points, including information about the investor, such as their name, nationality, ID number, company registration, tax identification number, etc. It also includes details about the investment project, such as the type of investment, project description, location, production capacity, expected employment positions, investment amount, and more^{xxiii}.

These data points form a valuable information base that helps the relevant administrative authorities track the investment's implementation and identify the sources of invested capital, ensuring that the investment is legitimate and not linked to money laundering^{xxiv}.

The information related to the investment project is as follows:

- The type of investment, through which the administrative bodies responsible for monitoring the investment can determine whether the investment is for construction, expansion, or rehabilitation, as stipulated in Article 5 of Law No. 22-18 on Investment. Furthermore, this statement allows

them to determine whether the activity in which the investment is to be made falls within the regulated activities that require prior authorization from the independent administrative authorities.^{xxv}

- Project description, through which the investor describes the type of investment project and the products to be produced.^{xxvi}

- Project location, through which the One-Stop Shop for Major Projects and Foreign Investments can determine the geographical area in which the investment project will be located, which determines the type of benefits the foreign investor will benefit from and applicable to that area.^{xxvii}

- The planned products and/or services, as well as the expected production and/or service capacities.^{xxviii}

- Completion period in months. Under this statement, the investor or his legal representative determines the period within which he can complete his investment project, provided that it does not exceed the period specified by the Algerian legislator for completion. It should be noted that the completion deadlines specified in the registration certificate may be extended for a period of twelve (12) months if the progress of the project exceeds 20% of the investment amount stated in the registration certificate^{xxix}, This deadline may be extended exceptionally for an additional 12 months if the progress of the investment project exceeds 50%^{xxx}, It should be noted that entering the exploitation phase with immediate benefit from the advantages of this phase according to the conditions specified in the applicable regulations leads to the forfeit of the right to extend the completion deadlines^{xxxi}, It should be noted that the request to extend the completion deadline must be submitted by the investor

at least three months before the end of the completion deadline, or at most three months after the end of this deadline^{xxxii}. It should be noted that in the event of an extension, the three months granted after the end of the completion period are included in calculating the twelve (12) month period for extending the completion period^{xxxiii}. - Expected direct job opportunities: Based on this statement, the Single Window for Major Projects and Foreign Investments can classify foreign investments that create the largest possible number of jobs, thus extending the duration of exploitation benefits^{xxxiv}.

- The estimated amount of the investment and the amount of private funds (in kilo dinars). Including these amounts in the investment registration application and registration certificate enables the Single Window for Major Projects and Foreign Investments to evaluate the investment project^{xxxv}, determine the private funds in dinars and foreign currency, and the potential amount of in-kind contributions. It also enables the identification of activities, goods, and services that are not eligible for benefits, thus identifying the benefits the investor will benefit from^{xxxvi}.

We conclude from the above that the data contained in the registration certificate demonstrates the extent to which the registration procedure plays a role in monitoring the implementation of foreign investment.

Conclusion:

In summary, registration serves as an effective regulatory tool to guide and monitor foreign investments. Through this mechanism, Algerian lawmakers aim to attract as much foreign investment as possible, while also ensuring proper oversight of foreign investment projects. This is achieved through the data provided in the registration request and the registration certificate, both of which contribute significantly to monitoring the progress and compliance of foreign investments in Algeria.

Footnotes:

i **Order No. 09-01**, dated 22/07/2009, contains the Supplementary Finance Law for the year 2009, Official Journal, No. 44, issued on 26/07/2009.

ii **Law No. 16-09**, dated 03/08/2016, concerns the Promotion of Investment, Official Journal, No. 46, issued on 03/08/2016, partially repealed.

iii **Law No. 22-18**, dated 24/07/2022, concerns Investment, Official Journal, No. 50, issued on 28/07/2022.

iv **Executive Decree No. 22-299**, dated 8 September 2022, specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing, Official Journal, No. 60, issued on 18 September 2022.

v **Article 3/3** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

vi **Boudehane Saleh**, "State Control over Private Investment Projects in Algerian Law," Thesis submitted for the Doctorate in Law, specializing in Investment Law, Faculty of Law and Political Science, Qasdi Merbah University, Ouargla, 2020, p. 221.

vii **Zarrouki Nawal**, "Guidance for Investment in Algeria," Thesis submitted for the Doctorate in Law, specializing in Public Law, Faculty of Law and Political Science, Abdelhamid Ibn Badis University, Mostaganem, 2022, pp. 43, 44.

viii **Obaya Malika**, "Administrative Treatment of Investment in Financial Activities According to Algerian Law," Thesis submitted for the Doctorate in Law, Faculty of Law and Political Science, Mouloud Mammeri University, Tizi Ouzou, 2016, p. 354.

ix **Boudehane Saleh and Khouildi Said**, "Foreign Investment Freedom under Current Legislation: (Between Realization and Restriction)," Journal of Political Science and Law, Vol. 10, No. 18, Faculty of Law and Political Science, Qasdi Merbah University, Ouargla, 2018, p. 149.

x **Boudehane Salah**, previous reference, p. 220.

xi **Article 32/1** of Law No. 22-18 concerns Investment.

xii **Zarrouki Nawal**, previous reference, p. 43.

xiii **Annex I** attached to Executive Decree No. 22-299, includes the Investment Registration Request Form, Official Journal, No. 60, issued on 18 September 2022.

xiv **Article 6/1** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xv **Article 6/2** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xvi **Article 7** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xvii **Article 8** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

^{xviii} **Executive Decree No. 17-102**, dated 5 March 2017, specifies the procedures for registering investments, as well as the format and results of the related certificate, Official Journal, No. 16, issued on 8 March 2017.

^{xix} **Article 10** of Executive Decree No. 17-102 specifies the procedures for registering investments, as well as the format and results of the related certificate.

^{xx} **Abbas Farid**, "Pre-registration of Investments according to Law No. 22-18 related to Investment," Journal of Research and Legal and Political Studies, Vol. 7, No. 2, Institute of Law and Political Science, University of Mersli Abdullah, Tipaza, 2023, p. 324.

^{xxi} **Article 5/1** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

^{xxii} **Article 25/2** of Law No. 22-18 concerns Investment.

^{xxiii} **Annex IV** attached to Executive Decree No. 22-299, specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

^{xxiv} **Boudehane Saleh**, previous reference, p. 221.

^{xxv} **Same reference**, p. 222

xxvi **Cherifi Radia**, "Investment Registration System and Mechanisms for Benefiting from Advantages under Law No. 22-18 related to Investment," Algerian Journal of Law and Political Science, Vol. 8, No. 1, Faculty of Law, Ahmed Ben Yahia El-Wancharisi University, Tissemsilt, 2023, p. 5.

xxvii **Boudehane Saleh**, previous reference, p. 222.

xxviii **Annex IV**, included in Executive Decree No. 22-299, includes the Investment Registration Certificate Form, Official Journal, No. 60, issued on 18 September 2022.

xxix **Article 15/1** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xxx **Article 15/2** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xxxi **Article 15/3** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xxxii **Article 16/1** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning in-

vestments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xxxiii **Article 16/2** of Executive Decree No. 22-299 specifies the procedures for registering, transferring, or assigning investments, as well as the amount and methods for collecting royalties related to investment file processing.

xxxiv **Boudehane Saleh**, previous reference, p. 223.

xxxv **Maifi Laziz**, "Administrative Treatment of Investment under Algerian Investment Law," Academic Journal of Legal Research, Vol. 3, No. 02, Faculty of Law and Political Science, University of Abdel Rahman Mira, Bejaia, 2012, p. 253.

xxxvi **Annexes 3, 2, and 1** attached to Executive Decree No. 22-300, dated 8 September 2022, specify lists of activities, goods, and services not eligible for benefits, as well as minimum funding requirements for conversion guarantees, Official Journal, No. 60, issued on 18 September 2022.

Entrepreneuriat féminin et l’alphabétisation numérique : une synergie pour l’autonomisation des femmes entrepre- neures analphabètes en Côte-d’Ivoire

Adjoua Ghislaine N’DRI

Doctorante en Sciences du langage
et de la communication

Université Alassane Ouattara

Bouaké – Côte d’Ivoire

gislainedri@hotmail.com

Résumé

L’alphabétisation numérique joue un rôle crucial dans l’autonomisation des femmes entrepreneures analphabètes en Côte-d’Ivoire. En leur fournissant des compétences numériques adaptées, ces femmes peuvent surmonter les obstacles liés à l’analphabétisme et accéder à de nouvelles opportunités économique. Dans cet article, nous poursuivons l’objectif qui vise à démontrer les opportunités qu’offrent l’alphabétisation numérique aux femmes entrepreneures analphabètes dans un monde en pleine évolution numérique. L’acquisition des compétences numériques est primordiale pour l’autonomisation des femmes entrepreneures analphabètes en Côte-d’Ivoire, leur permettant de surmonter les barrières traditionnelles et de participer activement au développement économique du pays. Afin de répondre aux besoins spécifiques des apprenantes, nous proposons un programme d’alphabétisation numérique adapté.

Mots clé : Alphabétisation numérique, entrepreneuriat féminin, analphabétisme

Female entrepreneurship and digital literacy: a synergy for the empowerment of illiterate women entrepreneurs in Côte d'Ivoire

Abstract

Digital literacy plays a crucial role in empowering illiterate women entrepreneurs in Côte d'Ivoire. By providing them with suitable digital skills, these women can overcome the challenges of illiteracy and access new economic opportunities. In this article, we aim to demonstrate the opportunities that digital literacy provides for illiterate women entrepreneurs in an increasingly digital world. The acquisition of skills is essential for the empowerment of illiterate women in Côte d'Ivoire, allowing them to overcome traditional barriers and actively participate in the country's economic development. To meet the specific needs of learners, we offer a tailored digital literacy program.

Keywords : Digital literacy, female entrepreneurship, illiteracy.

Introduction

Le numérique est un outil incontournable dans un monde où la technologie dicte les règles de l'économie et des échanges. *L'Alphabétisation par le numérique, est un levier de développement durable. Selon, Irina BOKOVA, Directrice générale de l'UNESCO « les technologies numériques sont présentes dans tous les domaines de nos existences. Elles façonnent radicalement nos façons de vivre, de travailler, d'apprendre et de vivre ensemble¹. »* Les nouvelles technologies offrent un large éventail d'opportunités capables d'améliorer notre quotidien et de renforcer notre connexion avec le reste du monde. Elles s'imposent dans tous les champs de la vie sociale, économique, politique et culturelle.

Toutefois, des millions de personnes, notamment les femmes en milieu rural ou peu éduquées, restent exclues des bénéfices de cette révolution en raison de leur faible niveau d'alphabétisation. Selon le Ministère de l'Éducation Nationale de Côte-d'Ivoire (2021) le taux d'analphabétisme est de 47%, dont trois tiers sont des femmes². Pour ce fait, elles restent exclues des bénéfices de cette révolution en raison de leur faible niveau d'alphabétisation. Il faut signifier qu'acquérir des compétences de base en lecture et écriture favorisent l'utilisation des technologies qui est une clé essentielle pour l'inclusion économique et sociale. Cette réalité, constitue un obstacle majeur à leur participation active dans

¹ Discours de Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture (UNESCO), lors de la journée internationale de l'alphabétisation le 8 septembre 2017

² <https://www.education.gouv.ci/index.php/Activite/details/97>

l'économie numérique, où le marketing digital devient un moteur essentiel pour les microentreprises et le commerçant.

L'alphabétisation numérique qui va au-delà de la simple capacité à utiliser des appareils électroniques, implique la maîtrise des compétences nécessaires pour naviguer efficacement dans l'univers numérique, rechercher des informations, interagir sur des plateformes digitales, et participer activement à l'économie numérique. Cette forme d'alphabétisation devient ainsi un levier stratégique pour intégrer les femmes marginalisées dans des activités économiques à forte valeur ajoutée, telles que le marketing digital, qui connaît une expansion rapide grâce à l'e-commerce et aux réseaux sociaux.

L'inclusion des femmes au marketing digital ne se limite pas seulement à leur permettre d'utiliser des technologies. Il s'agit d'un processus transformationnel qui leur donne accès à des opportunités entrepreneuriales et professionnelles. En effet, le marketing digital offre un vaste champ d'activités allant de la créativité de contenu à la gestion des réseaux sociaux, en passant par l'optimisation des ventes en ligne. Ces activités nécessitent des compétences accessibles par le biais de programmes d'alphabétisation numérique adaptés. Le développement de ces compétences permet non seulement d'accroître l'autonomisation des femmes mais également de renforcer leur rôle au sein des communautés locales et sur les marchés globaux.

Sur cette base, notre question de recherche est la suivante : quels sont les enjeux et les opportunités de l'alphabétisation numérique pour les femmes analphabètes ?

1. Cadre théorique

1.1. Alphabétisation fonctionnelle

L'alphabétisation fonctionnelle est un moyen d'éducation destiné aux adultes. Elle leur permet de réfléchir de manière critique au processus d'acquisition de l'écriture et de la lecture (KOFFI 2011 :54). Elle a été abordée successivement lors de nombreuses conférences à savoir : la treizième session de la conférence générale de l'UNESCO tenue en 1964, la conférence internationale de l'instruction publique en 1965 et dans la même année par le congrès de Téhéran. L'alphabétisation fonctionnelle a été conçue pour désigner un ensemble de proposition théorique et pratique qui dessinait un nouveau contenu pédagogique et une nouvelle stratégie pour les campagnes d'alphabétisation. En effet, elle est née des insuffisances de l'alphabétisation traditionnelle qui, dans la formation des adultes, allouait une grande place à la transmission de connaissances par le biais d'exposés, de textes déjà préconçus. L'alphabétisation fonctionnelle est une partie intégrante du processus du développement socio-économique de l'apprenant. Elle s'est assignée pour objectif majeur d'accroître la production et la productivité des analphabètes à travers l'apprentissage de la lecture, de l'écriture, du calcul en vue de leur développement économique et social. C'est dans la même veine que pour l'UNESCO (1981), l'alphabétisation fonctionnelle sous la forme la plus simple, est l'alphabétisation intégrée à une formation spécialisée, habituellement de caractère technique. Directement liée au développement, elle s'inscrit dans le cadre des priorités sociales et économiques, et elle est planifiée et réalisée en tant que partie intégrante d'un programme ou projet de développement. Elle vise à atteindre des objectifs sociaux-

économiques précis en préparant des hommes et des femmes à faire bon accueil à des changements et innovations et en les aidant à acquérir de nouvelles compétences et à modifier leurs attitudes. Alors que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture ne donne accès qu'à l'information écrite, l'alphabétisation fonctionnelle cherche à inculquer à l'adulte analphabète une formation plus complète liée à son rôle de producteur et de citoyen.

De même, l'alphabétisation fonctionnelle favorise l'épanouissement de l'adulte et lui confère la valeur de vivre en situation de groupe dans un milieu donné et aussi dans une perspective de développement. La méthode pédagogique employée est active c'est-à-dire basée sur la participation des apprenants et les cours sont dispensés en fonction des besoins de ceux-ci. En clair, leurs désirs et leurs suggestions sont pris en compte par l'agent alphabétiseur. En réalité, cette forme d'alphabétisation met l'accent sur la dynamique des analphabètes qui selon Koffiella « se manifeste à travers l'appropriation par les participants de la formation à laquelle ils participent : participation aux cours, propositions d'idées et prises en compte de ces idées par l'alphabétiseur ». , (2011 : 54)

1.2. Alphabétisation numérique

L'alphabétisation numérique, est une composante de l'éducation aux médias. Il fait référence à la capacité d'un individu à trouver, évaluer, produire et communiquer des informations claires par le biais de l'écriture et d'autres formes de communication sur diverses plateformes numériques. La culture numérique met en valeur les compétences en grammaire, informatique, écriture et dactylographie d'un

individu sur des plateformes telles que les médias sociaux et les sites de blogs. L'alphabétisation numérique inclut également d'autres appareils, tels que les smartphones, les tablettes, les ordinateurs portables et les ordinateurs de bureau.

Alors que la culture numérique se concentrait initialement sur les compétences numériques et les ordinateurs autonomes, elle s'est davantage tournée vers les périphériques réseau, notamment Internet et l'utilisation des médias sociaux. L'alphabétisation numérique ne remplace pas les formes traditionnelles d'alphabétisation, mais repose sur les compétences qui constituent le fondement des formes traditionnelles d'alphabétisation.

Selon Microsoft, la culture numérique aide les apprenants à acquérir une compréhension essentielle d'équipements tels que les ordinateurs personnels. Les cours les aident à utiliser la technologie pour compléter leur quotidien et à devenir plus productifs.

2. Femme et analphabétisme

Les femmes en général vivent isolées, démunies économiquement et sont le plus souvent maintenues hors des lieux où elles pourraient défendre leurs droits, améliorer leurs conditions de vie et participer à la vie démocratique. Les femmes analphabètes vivent l'analphabétisme, et les problèmes qu'il engendre, de façon plus aiguë. Ce sont elles qui, le plus souvent, abandonnent les études et/ou travail pour les soins du ménage et des enfants. Elles assument la plupart du temps la double journée de travail. Elles sont encore reléguées dans les sous-secteurs du marché du travail. De par leur situation, elles sont donc plus sujettes à l'analphabé-

tisme de retour. L'analphabétisme de retour est la perte graduelle de la maîtrise du code écrit due à l'isolement de la vie au foyer, à la dévalorisation sociale, etc. En fait, comme c'est souvent le cas, les femmes ont à porter un double fardeau et à éviter deux fois plus de pièges. L'oppression qu'elles ne vivent comme personnes analphabètes vient doubler celle qu'elles subissent déjà en tant que femmes¹.

3. Les opportunités de l'alphabétisation numérique pour les femmes analphabètes

Tout un ensemble d'études réalisées dans différentes régions du monde ont démontré que l'alphabétisation avait des effets positifs pour les femmes dans tous les domaines décisifs de la vie. Elle les autonomise, accroît leur mobilité et renforce leur capacité à prendre des décisions par elles-mêmes.² Avec l'avènement de la technologie, l'alphabétisation a évolué et offre plus d'opportunités d'apprentissage à travers le numérique. L'alphabétisation numérique favorise l'accès à l'éducation et aux formations en ligne.

Les personnes analphabètes ont la possibilité d'apprendre à lire et à écrire via des outils numériques. Les avancées technologiques, notamment les téléphones portables offrent aujourd'hui de nouvelles opportunités d'apprentissage. Grâce à des applications pratiques, une fois maîtrisées, les apprenants peuvent s'auto-former avec l'assistance ponctuelle d'un encadreur. Cette approche connue sous le nom de mobile learning, permet aux individus d'accéder à des

¹ https://bv.cdeacf.ca/RA_PDF/8452.pdf

² <https://www.dvv-international.de/fr/education-des-adultes-et-inclusion-sociale-alphabétisation-et-autonomisation-des-femmes>

ressources éducatives à tout moment et en tout lieu, favorisant ainsi une formation flexible et autonome. (Ouattara 2019 : 185).

L'alphabétisation numérique favorise l'acquisition de compétence numérique. Ce qui est un atout pour l'inclusion économique et l'autonomisation de la femme. C'est dans ce contexte que Mariama Mary (2019 : 107) affirme que :

« les compétences numériques sont aujourd'hui indispensables à tous les corps de métier dans l'économie formelle et informelle. Sans compétence numérique, une participation efficace au marché du travail est impossible ».

En réalité avoir des compétences numériques permet d'accéder à des opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat via le e-commerce, les réseaux sociaux et le marketing digital. Elles offrent la possibilité aux femmes analphabètes de gérer des activités génératrices de revenus en ligne en occurrence la vente de produits de beauté, l'artisanat, etc.

L'alphabétisation numérique est donc un levier stratégique pour l'inclusion socio-économique. Elle nécessite des actions concertées à travers des programmes d'alphabétisation intégrant des supports visuels et interactifs. En effet, ce programme met à la disposition des apprenantes des applications vocales et interfaces simplifiées en plus des documents d'apprentissage adaptés à leur besoin.

4. Programme d'alphabétisation des entrepreneures analphabètes

Le programme d'alphabétisation prendra en compte la méthode fonctionnelle de d'alphabétisation à travers le numérique. Cette formation se réalisera de manière bien struc-

turée et simultanément de sorte que les apprenantes ne s'en lassent.

4.1. Organisation des participantes

À ce niveau, les participants sont organisés par tranche d'âge, par secteur d'activité, en fonction de leur capacité à lire, écrire, et calculer. Cela se fera grâce à un prétexte qui nous permettra de connaître le niveau d'alphabétisme de nos participants avant de débiter la formation ainsi nous pourrions mieux organiser les participants.

4.2. Déroulement des leçons de pré-alphabétisation

4.2.1. La pré-lecture

À cette étape de la pré-alphabétisation, nous préconisons à l'agent alphabétiseur de présenter des objets qui sont familiers aux apprenants dans diverses positions. Il faut dire que ces objets représentent en effet les signes graphiques. Alors, lors de la phase de pré-lecture le formateur doit lire à haute voix les signes graphiques et les faire répéter aux apprenants.

a) Matériel pédagogique

L'objet physique symbolisant le signe du jour (bâton, calebasse, citron, grain) est utilisé comme matériel pédagogique.

b) Objectif pédagogique

Amener les apprenantes à reproduire les 10 signes de base de l'écriture.

c) Démarche

À ce niveau, l'alphabétiseur doit amener les apprenants à reconnaître les images, signes/symboles, chiffres, lettres et syllabes dans une cagnotte, dans un texte et dans l'environnement immédiat.

d) Evaluation

Demander aux apprenantes de sélectionner le signe indiqué dans la cagnotte fermée, dans l'environnement, dans un texte et sur le clavier.



Pilon debout



Pilon couché



Pilon penché à droite



Pilon penché à gauche



Calebasse posée



Calebasse renversée



Calebasse tournée à droite



Calebasse tournée à gauche



Citron



Grain de sable

4.2.2. *La pré-écriture*

Cette phase consiste à donner aux apprenantes les rudiments nécessaires qui leur permettront l'apprentissage de l'écriture.

a) Matériel pédagogique

Comme matériel pédagogique, nous avons (le bâton, la calebasse, le citron, le grain associés à leurs valeurs idéologiques.) Ces objets symbolisent le signe à l'étude.

b) Objectif pédagogique

Amener les apprenantes à reproduire les 10 signes de base de l'écriture.

c) Démarche

La pré-écriture se fait en cinq étapes.

Etape 1 : Traçage du symbole autour d'un objet servant de patron. Dans cette étape, lorsque l'alphabétiseur fait face aux apprenantes, il doit tenir compte de l'effet miroir en gardant à l'esprit que sa droite correspond à la gauche des apprenantes et vice-versa.

Etape 2 : Reproduction du symbole sans le patron

Etape 3 : Reproduction du symbole sur l'ardoise

Etape 4 : Reproduction du symbole sur le clavier

Etape 5 : Reproduction du symbole dans le cahier

4.2.3. *Le pré-calcul*

Au niveau du pré-calcul, il s'agira de :

- La présentation de la calculatrice,
- La lecture et de l'écriture des chiffres de base
- L'initiation à la numérotation à base 10

Pour écrire les 10 chiffres, on utilise les signes de base.

L'initiation à la numérotation à base 10 se fait à travers le langage des sourds.

4.2.4. *Présentation de la calculatrice*

L'alphabétiseur présente la calculatrice. Ensuite, il amène les apprenantes à identifier les deux parties qui composent l'appareil, à savoir l'écran et le clavier. Par questionnement, il amène les apprenantes à faire apparaître les chiffres en appuyant sur l'écran et le clavier : les chiffres d'un côté (0, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9) et de l'autre, les signes employés pour réaliser les différentes opérations de calcul (+, -, x, =).

L'alphabétiseur doit faire répéter les phrases suivantes par les apprenantes pour leur présenter tous les signes de calcul qui apparaissent sur le clavier du téléphone :

- J'ai une calculatrice.
- Sur le clavier, il y a des chiffres.
- Sur l'écran, on lit les chiffres.
- Sur le clavier, il y a 1.
- Pour écrire 1, j'appuie 1 sur le clavier et il apparaît sur l'écran.

L'alphabétiseur adapte les deux dernières phrases pour faire la présentation de tous les chiffres et signes de calcul. Il invite les apprenantes à choisir un chiffre ou un signe pour reproduire l'exercice.

4.2.5. Lecture et écriture des chiffres de base

a) Matériel pédagogique

- Application
- Cahier
- Stylo
- Calculatrice électrique
- Téléphone portable

b) Objectif pédagogique

Amener les apprenantes à reconnaître et écrire le chiffre du jour.

c) Démarche

Etape 1 : Reconnaissance du chiffre dans la cagnotte fermée et dans un texte

Etape 2 : Ecrire le chiffre et identifier ses composantes

Etape 3 : Faire le geste d'écriture du chiffre concerné avec le doigt en l'air

Etape 4 : Faire le geste d'écriture du chiffre concerné avec le doigt sur la table

Etape 5 : Ecrire le chiffre sur l'écran du téléphone

Etape 6 : Ecrire le chiffre sur l'ardoise

Etape 7 : Ecrire le chiffre dans le cahier

d) Evaluation

Ecriture du chiffre du jour dans le cahier et sur l'écran (calculatrice, téléphone)

4.2.6. Initiation à la numération à base 10

En Côte d'Ivoire, beaucoup de langues n'ont pas la numération à base 10. Par exemple, chez les Sénoufos et les Bé-

tés, la numérotation est à base 20. Il faut amener les apprenantes à se familiariser avec le système décimal.

a) Matériel pédagogique

Prérequis : Les chiffres de base (à réviser avant d'entamer cette phase)

b) Objectif pédagogique

Amener les apprenantes à représenter des nombres à deux et trois chiffres avec des gestes, puis un schéma (tableau de numération à deux ou trois colonnes).

c) Démarche

Représenter les unités avec les doigts, les dizaines avec la jonction ou le battement des deux mains, les centaines avec les pas.

Composer des nombres et les faire identifier par les apprenantes (par exemple 1 jonction et 3 doigts = 13, 2 jonction et 5 doigts = 25)

- Faire un tableau à 2 colonnes et convertir les gestes en signes : le point représente les unités et le rond représente des dizaines
- Multiplier les exercices gestes-signes.

d) Evaluation

Pour l'évaluation, l'apprenant doit dire des nombres à deux ou trois chiffres et demander aux apprenantes de les représenter avec des gestes ou les mettre dans le tableau de numération.

4.2.7. *L'alphabétisation initiale*

L'alphabétisation initiale est constituée de la phase de littératie et de numératie.

4.2.7.1. La phase de la littératie

La phase de la lecture et de l'écriture doit être basée sur les mots qui ont été recensés par l'agent alphabétiseur. On découpera chacun de ces mots en monosyllabes. Ensuite en phonèmes et enfin on construira des phrases avec ces mots. Signifions que tout ce processus doit être accompagné de lecture par l'agent alphabétiseur qui la fera répéter par les apprenants.

4.2.6.2. Phase d'écriture et de lecture

Cette phase nécessite le recours inévitablement à des mots recensés par le facilitateur. Chacun de ses mots facebook



Source: Google

Analyse du mot-clé pour en ressortir la lettre / son (f)

Décomposition du
mot-clé

facebook

face-book

face

f

Cagnotte

J'entoure la lettre/son étudié

é	a
f	o

Écriture de la lettre/son étudié

Dans l'espace, sur la table, sur l'ardoise, dans le cahier, sur l'ardoise numérique

Synthèse

Composition de syllabes

J'utilise (f) pour former et lire les syllabes

f – é – fé	f– a– fa	f– i – fi	f-o-fo	f-u-fu
f-è-fè	f-ou-fou	f-ai-fai	f-au-fau	f-in-
fin				

1. L'opposition

J'identifie par opposition la lettre son étudié, une fois associé à une voyelle.

fé	fi	fa	fu
dé	bi	ba	lu

Commutation

Je lis et j'écris des mots contenant la lettre (f)

facile-fatigué-fabuleux-fécondité-fonction-forum

- Je fais une phrase avec le mot-clé

Sabine a sa boutique en ligne sur Facebook

- Je lis et j'écris des phrases contenant ou exprimant le sens du mot-clé étudié

Sabine est une grande commerçante

Elle vend en ligne sur son réseau social Facebook.
Cette stratégie lui permet de doubler son chiffre d'affaire

4.2.7.3. La phase de la numératie

La numératie consiste à la maîtrise de la numératie (grands nombres et argent), du calcul et des unités de mesure. L'objectif est d'amener les apprenantes à s'approprier la numération, les unités de mesure. Le but de cette partie est de doter les apprenantes de la capacité de mieux gérer leurs activités économiques et leurs gains par la comptabilité simplifiée.

Elle comprend :

- Les quatre opérations de calcul
- La numération (les nombres à 2 et 3 chiffres, l'argent et les grands nombres)
- Les unités de mesure
- la comptabilité simplifiée (compte d'exploitation prévisionnel, budget familial, fiche de stock)

Opérations de calcul

En général, l'adulte maîtrise le calcul mental. L'objectif est de lui faire acquérir le mécanisme qui lui permet de passer au calcul écrit.

Prérequis : les chiffres de base

- a) Matériel pédagogique : calculatrice
- b) Objectifs pédagogiques
- Amener l'apprenante à identifier et reproduire les quatre signes d'opération
(+, -, ×, :)

- Amener l'apprenante à poser à l'horizontale et à la verticale des opérations et les résoudre manuellement et avec la calculatrice.
- c) Démarche
- Proposer une situation qui permet de réaliser une opération (addition, soustraction, multiplication, division) ;
- Poser l'opération ;
- Lire avec la méthode de cache-cache et isoler le signe du jour ;
- Lire avec les apprenantes ;
- Identifier les signes de base qui composent le signe ;
- Utiliser la technique de la cagnotte fermée pour la reconnaissance et les 5 étapes de reproduction pour l'écriture ;
- d) Evaluation
- Les apprenantes posent et effectuent des opérations de calcul simples sur l'ardoise et écrivent les résultats dans le cahier ;
- Les apprenants effectuent des opérations complexes avec la calculatrice et font apparaître les résultats sur l'écran ;

Conclusion

L'étude sur l'articulation entre entrepreneuriat féminin et compétences numériques met en lumière un enjeu crucial du développement inclusif. L'accès des femmes aux outils numériques est un levier de leur autonomisation économique. Dans un contexte marqué par des disparités d'accès à l'éducation et à la technologie, l'alphabétisation numérique apparaît comme une condition essentielle pour renforcer les

capacités entrepreneuriales des femmes, qu'elles soient commerçantes, artisanes ou prestataires de services.

Bibliographie

Discours de Irina BOKOVA, Directrice Générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture (UNESCO), lors de la journée internationale de l'alphabétisation le 8 septembre 2017

FALL Mariama Mary « Alphabétisation et compétences numériques pour de meilleurs opportunités socioéconomiques en faveur des jeunes du Lac Rose (Sénégal) » dans Enjeux et perspectives économiques en Afrique francophone (Dakar 4-6 Février 2019). Montréal : Observation de la Francophonie économique de l'Université de Montréal, 103-117 pages.

https://bv.cdeacf.ca/RA_PDF/8452.pdf

<https://www.dvv-international.de/fr/education-des-adultes-et-inclusion-sociale-alphabétisation-et-autonomisation-des-femmes>

<https://www.education.gouv.ci/index.php/Activite/detail/s/97>

KOFFI KOUAKOU Mathieu, alphabétisation fonctionnelle en Côte d'Ivoire : approche méthodologique pour l'enseignement de la langue officielle, le français, Revue électronique internationale de sciences du langage SUDLANGUE, no 15-juin, Dakar fann (Sénégal), 2011.

OUATTARA Fonlnan Benoit « l'action des startups dans l'alphabétisation numérique en Côte-d'Ivoire » *Revue Akofena*, septembre 2019, 183-194 pages.

UNESCO, la définition d'une stratégie relative à la promotion des langues Africaines, documents de la réunion d'experts qui a eu lieu à Conakry (Guinée), (1981).

Communication de crise et mécanismes de construction de la confiance numérique : Etude contextuelle appliquée au gouvernement ivoirien

Singuê Cynthia Génévieve YEO

Université Alassane Ouattara

Bouaké – Côte d’Ivoire

Cynthia.yeo2014@gmail.com

Résumé :

La communication de crise est devenue un enjeu majeur pour les gouvernements du monde entier, en particulier dans le contexte contemporain où les réseaux sociaux sont omniprésents. En Côte d'Ivoire, la capacité à gérer efficacement la communication en période de crise est cruciale pour maintenir la confiance du public envers les institutions. La désinformation et la rapidité de circulation des informations sur les plateformes numériques rendent cette tâche d'autant plus complexe. Dans ce contexte, la construction de la confiance numérique revêt une importance capitale, car elle influence directement l'adhésion des citoyens aux mesures gouvernementales et leur perception de la légitimité des autorités. Partant de ce constat, l'impact de la communication de crise du gouvernement ivoirien sur la confiance numérique des citoyens se pose en termes problématiques.

Cet article a pour objectif de mesurer l'impact de la communication de crise du gouvernement ivoirien sur la confiance du public en ligne. A cet effet, un échantillon composé de 100 personnes a été sélectionné par le biais de la technique d'échantillonnage aléatoire par quotas. Les résultats montrent que presque tous les répondants ne s'informent pas à partir des canaux numériques du gouvernement et ont plus ou moins une mauvaise perception de ces informations qu'ils qualifient d'être manipulé. Par conséquent, la mise en œuvre d'un mécanisme de construction de la confiance numérique appliquée à la communication de crise

est nécessaire au cas du gouvernement ivoirien. Pour mieux mener cette étude, nous avons eu recours à la théorie de la communication situationnelle de crise et à la théorie des usages et gratifications.

Mots clés : *Communication de crise, Mécanisme de construction, confiance numérique, Gouvernement ivoirien*

. Crisis communication and mechanisms for building digital trust: a contextual study applied to the Ivorian government

Abstract:

Crisis communication has become a major issue for governments around the world, particularly in the contemporary context where social networks are omnipresent. In Côte d'Ivoire, the ability to effectively manage communication in times of crisis is crucial to maintaining public confidence in institutions. Disinformation and the rapid circulation of information on digital platforms make this task all the more complex. In this context, building digital trust is of paramount importance, as it directly influences citizens' support for government measures and their perception of the legitimacy of the authorities. With this in mind, the impact of the Ivorian government's crisis communication on citizens' digital trust is problematic.

The aim of this article is to measure the impact of the Ivorian government's crisis communication on public trust online. To this end, a sample of 100 people was selected using the quota random sampling technique. The results show that almost all respondents do not get their information from the government's digital channels, and have more or less a poor perception of this information, which they describe as being manipulated. Consequently, the implementation of a digital trust-building mechanism applied to crisis communication is necessary in the case of the Ivorian government. To better conduct this study, we used situational crisis communication theory and the theory of uses and gratifications.

Keywords: *Crisis communication, Building mechanism, digital trust, Ivorian government*

Introduction

La communication de crise est un domaine crucial dans le paysage contemporain, où les informations circulent à une vitesse fulgurante, souvent amplifiées par les réseaux sociaux. En Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays, les crises, qu'elles soient politiques, sanitaires, ou environnementales, mettent à l'épreuve la capacité des institutions à communiquer efficacement. Dans un contexte où la confiance des citoyens envers leurs gouvernements est souvent mise à mal, la manière dont les autorités gèrent la communication de crise peut avoir un impact significatif sur la confiance numérique des citoyens.

La confiance numérique, définie comme la confiance que les individus placent dans les informations et services en ligne, est devenue un enjeu majeur. Elle repose sur la transparence, la fiabilité des sources, et la sécurité des données. Dans un pays comme la Côte d'Ivoire, où l'accès à l'information et les inégalités numériques peuvent influencer la perception publique, il est essentiel de comprendre comment la communication de crise peut renforcer ou affaiblir cette confiance.

Cet article se propose d'explorer la relation entre la communication de crise et la construction de la confiance numérique au sein de la population ivoirienne. Nous aborderons, à partir des stratégies de communication de crise mises en place par le gouvernement ivoirien, l'impact de cette stratégie sur la perception de ses citoyens. Une attention particulière sera portée sur l'utilisation des médias numériques et sur la manière dont ils peuvent être des outils à la fois de communication et de désinformation.

Grosso modo, à travers une étude contextuelle, cet article vise à fournir des recommandations concrètes pour améliorer la communication de crise en Côte d'Ivoire. En s'appuyant sur une analyse des meilleures pratiques et des leçons tirées d'expériences passées, nous chercherons à établir un cadre qui permettra au gouvernement de renforcer la confiance numérique des citoyens, essentielle dans un monde interconnecté.

1. Cadre théorique

La quintessence de cet article se fonde sur le choix de deux (02) théories. Notamment la théorie de la communication situationnelle de crise (SCCT) et la théorie des usages et gratifications.

1.1. La Théorie de la Communication Situationnelle de Crise (SCCT)

Il n'existe pas de modèle de communication de crise général de réussite. Une méthode de communication ayant parfaitement réussi à surmonter une crise au sein d'une entreprise, peut échouer rapidement dans une autre organisation pourtant confrontée au même enjeu. (Libaert, 2015). C'est dire qu'une théorie de communication de crise peut être relative d'une organisation à une autre en fonction de la spécificité de la crise. Coombs (2007), quant à lui, dans cette théorie, recentre l'attention de la stratégie de l'entreprise vers la perception du public en introduisant le facteur d'attributions, emprunté à la psychologie sociale et défini comme le degré de responsabilité que les parties prenantes sont susceptibles de porter à une entreprise après une crise, en fonction de la réputation antérieure de l'entreprise.

Pas mal d'auteurs ont néanmoins développé des modèles de communication de crise dans le but de fournir un cadre aux organisations pour répondre efficacement à une crise et minimiser le dommage créé (Cheng, 2016). The Situational Crisis Communication Theory (SCCT) ou la théorie de la communication situationnelle de crise, est considérée comme une des théories de crise les plus dominantes (Wang & Dong, 2017). La force de la SCCT est qu'elle fournit un cadre pour prévoir des stratégies de communication de crise efficaces en fonction de la menace envers la réputation posée par la crise (Bayarong, 2015). La menace envers la réputation est mesurée par le niveau d'attribution de responsabilité (Fastrez, 2017).

En fait, trois facteurs sont utilisés pour mesurer le niveau d'attribution de responsabilité et avec cela la menace de réputation : le type de crise, des antécédents de crise et la réputation précédente (Coombs, 2012). En fonction de ces facteurs, la SCCT propose des stratégies à adopter. Dans le paragraphe suivant suit un plan par étapes proposé par la SCCT pour évaluer la menace de réputation afin de sélectionner les stratégies adéquates.

En évaluant la menace de réputation, la première étape est de déterminer le type de crise (Coombs, 2012). La deuxième étape consiste à considérer des antécédents et la réputation précédente (Coombs, 2012). Des organisations ayant déjà fait face à des crises similaires attirent des dommages de réputation supplémentaires. De la même manière, une réputation précédente défavorable intensifie aussi la menace envers la réputation. En résumé, cela signifie que si une organisation a déjà dû faire face à des crises similaires et/ou souffre d'une réputation précédente défavorable, il y aura

un déplacement dans le tableau des typologies des crises. Une fois que la menace de réputation est mesurée, l'organisation peut sélectionner les stratégies de réponse recommandées pour rétablir la réputation. Voici les recommandations de la SCCT en ce qui concerne les stratégies de réponse selon Coombs (2012) :

- Fournir de l'information instructive à toutes les victimes (potentielles) sous forme d'avertissements et d'instructions pour les protéger du mal.
- Fournir de l'information d'adaptation aux victimes en exprimant de l'inquiétude à leur égard et en leur fournissant des mesures correctives lorsque cela est possible.
- Fournir de l'information instructive et d'adaptation est suffisante pour les crises victimes sans un passé de crise ou réputation antérieure défavorable.
- Utiliser des stratégies de minimisation pour les crises accidentelles lorsqu'il n'y a pas d'antécédents de crise ou de dommages antérieurs à la réputation.
- Utiliser des stratégies de minimisation pour les crises victimes lorsqu'il y a un passé de crise ou des dommages antérieurs à la réputation.
- Utiliser des stratégies de reconstruction pour les crises accidentelles lorsqu'il y a un passé de crise ou une réputation entachée antérieurement.
- Utiliser des stratégies de reconstruction pour toute crise prévisible.
- Utiliser des stratégies de déni dans les crises de rumeurs.
- Utiliser des stratégies de déni dans les défis lorsque le défi est injustifié.

- Utiliser des mesures correctives (information d'adaptation) dans les défis quand d'autres parties prenantes sont susceptibles de soutenir le défi.
- Utiliser des stratégies de renforcement en complément aux autres stratégies de réponse.

La stratégie de prise de posture de victime ne devrait être utilisée que dans les crises victimes. Pour être cohérent, ne pas mélanger les stratégies de déni avec les stratégies de minimisation ou de reconstruction. Les stratégies de minimisation et de reconstruction peuvent être combinées. En effet, la plus grande partie de cette théorie repose sur des enquêtes utilisant souvent des données expérimentales pour évaluer les réponses des parties prenantes à des situations de crise réelles ou hypothétiques (Claeya, cauberghe, et Vyncke, 2010, Ki et Nekmat, 2014). La SCCT souligne encore une fois que la sécurité des personnes doit être la priorité de l'organisation et que les stratégies de sauvegarde de la réputation ne peuvent être considérées qu'après que l'organisation concernée ait fourni l'information instructive et d'adaptation (Coombs, 2012). Six aspects résument la SCCT : (1) le type de crise, (2) les stratégies de réponse, (3) le niveau d'attribution de responsabilité, (4) les antécédents de crise, (5) la réputation précédente et (6) l'impact de ces facteurs sur la réputation organisationnelle. Il reste encore deux aspects de la SCCT à développer : les intentions comportementales et les émotions.

La SCCT stipule que la menace d'une crise ne se limite pas à la réputation, mais affecte aussi indirectement les intentions comportementales comme les intentions d'achat et le bouche à oreille. Plus les gens attribuent plus de responsabilité à l'organisation, plus la probabilité d'un "bouche à

oreille'' négatif est élevée et plus les intentions d'achat sont réduites.

Les recommandations de la SCCT mentionnées ci-dessus ne visent pas seulement à influencer positivement la réputation, mais aussi les intentions d'achat de façon indirecte (Coombs, 2014). Un dernier aspect de la SCCT est les émotions. Coombs et Holladay (2005) ont identifié trois émotions qui peuvent être générées par des crises : la sympathie, la colère et la joie maligne (la joie que l'on éprouve en observant le malheur d'autrui). Selon la SCCT, aussi bien le niveau d'attribution de responsabilité que la stratégie de réponse sont liés aux émotions que les parties prenantes éprouvent lors d'une crise (Kraesgenberg, 2016).

Un niveau d'attribution de responsabilité plus élevé augmentera les émotions de colère et diminuera les émotions de sympathie. Dans les cas extrêmes, un niveau d'attribution élevé suscitera l'émotion de joie maligne (Heath, 2010). En ce qui concerne le lien entre la stratégie de réponse et les émotions éprouvées, il est nécessaire d'effectuer plus de recherches (Martinko, 2004). Selon la SCCT, les émotions éprouvées lors d'une crise auront un impact direct sur les intentions comportementales.

Les limites de la théorie de la communication situationnelle de crise

Bien que Coombs ait intégré l'affect dans la SCCT, des études montrent que des émotions jouent un rôle plus important dans la SCCT qu'elle ne le fait paraître (Kip, 2016 ; Janssens & Gerards, 2016). La SCCT ne reconnaît qu'un lien entre les émotions et les intentions comportementales. Néanmoins, il est plausible que les émotions exercent également une influence directe sur la réputation (Kim & Came-

ron, 2011). En plus, Coombs (2014) indique lui-même que les émotions peuvent influencer le type d'information demandé et le choix des réponses à la crise. Pourtant, la SCCT ne reconnaît qu'une relation unilatérale entre les stratégies de réponse et les émotions. Selon la SCCT, ce sont les stratégies de réponse qui influencent les émotions et non pas l'inverse.

Il est clair que des recherches plus approfondies sont nécessaires quant à la relation entre les émotions et les autres aspects de la SCCT. Une deuxième faiblesse de la SCCT qui est surtout importante dans le cadre de cette étude est qu'elle a été développée avant l'avènement des réseaux sociaux. Jusqu'à présent, la SCCT ne considère pas les implications des nouveaux réseaux sur la communication de crise (Lim, 2016). Comme les caractéristiques des réseaux sociaux diffèrent considérablement de celles des canaux traditionnels (Cheng, 2016), la question se pose néanmoins de savoir si la SCCT et ses recommandations sont encore valables sur les réseaux sociaux.

Les études menées dans ce cadre sont contradictoires. Schultz, Utz & Göritz (2011) ont conclu que le médium diffusant un message lors d'une crise est plus important que le message (cf. Marshall McLuhan). En revanche, Coombs et Holladay (2009) prétendent que le support choisi n'affecte pas la perception des stratégies de réponse que dans une moindre mesure. Selon ces derniers, les réseaux sociaux ont en effet créé la nécessité d'adapter la communication de crise, mais cela ne veut pas dire que tout ce qui est connu de la communication de crise authentique doit être oublié (Coombs, 2014) : Sur ce point, différentes études semblent en effet affirmer la validité des stratégies recommandées par la SCCT sur les réseaux sociaux (Salminen, 2017 ; Chen & Re-

ber, 2017). Néanmoins, comme Coombs et Holladay le soulignent et Van Achte et Meulemeester le confirment (2018), les réseaux sociaux ont quand même eu un impact sur d'autres aspects de la communication de crise. Ces implications et les meilleures pratiques concernant la communication de crise sur les réseaux sociaux seront discutées dans la prochaine partie.

Cette théorie nous permettra de mieux orienter notre stratégie de communication en fonction de la spécificité des crises qui peuvent se présenter au gouvernement ivoirien.

1.2. La théorie des usages et gratifications

Cette théorie étudie de manière approfondie les motivations qui poussent les individus à choisir certains médias pour satisfaire des besoins spécifiques. Développée principalement par Elihu Katz dans les années 1950, cette théorie repose sur l'idée que les utilisateurs des médias ne sont pas de simples récepteurs passifs, mais des acteurs actifs qui sélectionnent délibérément les contenus en fonction de leurs désirs, besoins et contextes socio-culturels. Katz, à travers cette théorie, analyse non seulement les effets des médias sur le public, mais également les raisons qui motivent l'utilisation de différents canaux de communication. La théorie des usages et gratifications propose que les individus choisissent les médias en fonction de leurs attentes et besoins variés, tels que le besoin d'information, de divertissement, d'évasion, d'identité sociale ou de connexion. Elle s'appuie sur l'idée que les utilisateurs prennent des décisions conscientes sur les médias qu'ils consomment, influencées par leur contexte personnel et social. Par exemple, une personne peut choisir de regarder les nouvelles sur la télévision pour s'informer

sur une crise, tandis qu'une autre peut préférer les réseaux sociaux pour interagir avec des amis et partager des expériences.

En période de crise, la compréhension des besoins d'information des citoyens devient cruciale. Les individus cherchent souvent des sources fiables pour obtenir des informations sur la sécurité, la santé, et les mesures prises par les autorités. En répondant à ces besoins, les gouvernements et les organisations peuvent structurer leur communication de manière à renforcer la confiance numérique. Par exemple, en fournissant des mises à jour claires et précises, en utilisant des canaux accessibles et en interagissant avec le public, les institutions peuvent établir un climat de confiance et d'engagement.

La théorie des usages et gratifications, en reconnaissant le rôle actif des utilisateurs dans le choix des médias, offre une perspective essentielle pour comprendre comment la communication du gouvernement peut être optimisée, surtout en temps de crise. En intégrant cette compréhension des besoins des citoyens, les autorités ivoiriennes peuvent améliorer leur stratégie de communication, favoriser la transparence et par conséquent, renforcer la confiance dans les institutions. Cette approche est particulièrement pertinente dans un monde où l'accès à l'information est omniprésent et où la désinformation peut rapidement s'immiscer dans le discours public.

2. Méthodologie

2.1. Champ et population de l'étude

Nos investigations ont été faites tout d'abord auprès du personnel du Centre d'Information et de Communication

Gouvernementale (CICG) en vue de comprendre la stratégie de communication déployée en période de crise en Côte d'Ivoire et examiner l'impact de cette stratégie sur la confiance numérique et les réactions de son public en ligne. Puis, un questionnaire a été mis à la disposition d'une population utilisatrice des réseaux sociaux composé d'un échantillon de 100 personnes (whatsApp, Facebook et Instagram).

2.2. Echantillonnage et collecte de données

La taille de notre échantillon initial est estimée à 108 personnes composées de (8) personnes pour le personnel des services de communication et médias gouvernementaux. A savoir (2) responsables de la communication du CICG, (2) responsables digitale du côté de la RTI, (2) journalistes digitaux de Fraternité matin et (2) chefs de la rédaction de l'AIP. Puis, sur 100 enquêtés en ce qui concerne le public cible. Pour la mise en œuvre de notre échantillonnage nous avons eu recours à l'échantillonnage probabiliste plus précisément à l'échantillonnage aléatoire stratifié non proportionnel. Cette technique a consisté à « diviser la population cible en sous-groupes homogène ou « strates », puis à tirer de façon aléatoire un échantillon dans chaque strate ; l'ensemble des échantillons ainsi choisis constitue l'échantillon final qui sera l'objet d'étude » (P. N'da, 2015, p.102).

Concernant la collecte des données, nous avons eu recours à la méthode mixte composée de la méthode quantitative basée sur les données quantifiables et de la méthode qualitative basée sur les données observables telles que la recherche documentaire. Cette approche vise à recueillir des données observables et quantifiables afin d'expliquer le lien entre la stratégie de la communication de crise du gouver-

nement et la confiance numérique du public. Nous avons, de prime abord, procédé à une étude documentaire qui a permis de mieux cerner et circonscrire notre recherche sur la problématique de l'impact de la communication de crise du gouvernement ivoirien sur la confiance numérique du public en ligne.

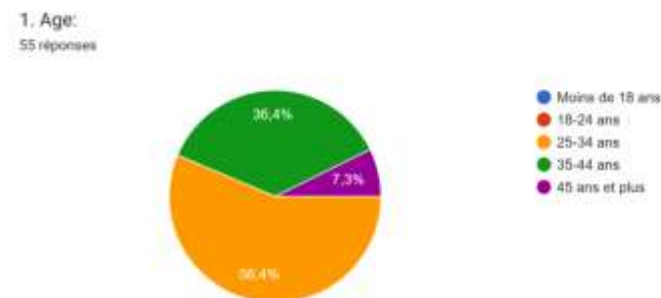
La documentation consultée est composée d'ouvrages généraux, d'articles, des revues, des thèses et mémoires d'étudiants ayant un rapport apparent avec le sujet de l'étude. Après cette étape, nous avons procédé à une enquête de terrain associant un questionnaire d'administration directe et un guide d'entretien. L'enquête par questionnaire a consisté à poser, par écrit, aux populations cibles une série de questions relatives à la communication de crise du gouvernement, à leur opinion, à leur niveau de connaissance des crises vécu en Côte d'Ivoire et à leur perception quant aux informations de crise véhiculées par le gouvernement. Le questionnaire est composé de questions fermées et de questions à choix multiples et comprend deux parties. La première s'intéresse aux informations personnelles des enquêtés, la seconde partie, quant à elle, traite du niveau de perception des informations de crise gouvernementale en ligne et la troisième partie traite de la confiance dans informations gouvernementales véhiculées en période de crise. Au terme de l'enquête, les données ont été analysées à l'aide du logiciel Microsoft Excel.

3. Résultats de l'étude

Sur un échantillon de 100 personnes, nous avons pu enquêter 55 personnes sur les plateformes des réseaux sociaux numériques.

3.1. Informations générale

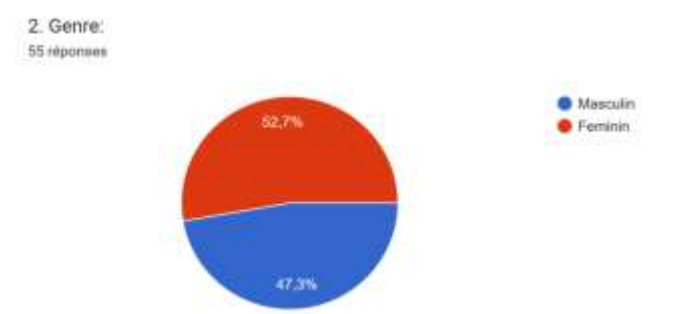
Graphique 1 : L'âge



Sources : Nos enquêtes

Sur 100 internautes ou utilisateurs des réseaux sociaux prévues pour la réalisation de nos enquêtes, 55 ont réagi à notre questionnaire disposé sur différentes plateformes. Ainsi, parmi les 55 personnes interrogées, 31 internautes soit 56,4% ont l'âge compris entre 25 et 34 ans, 20 internautes soit 36,4% ont l'âge compris entre 35 et 44 ans et 4 internautes soit 7,3% ont plus de 45 ans. Ce résultat atteste que notre échantillon est composé d'effectivement 55 personnes dont l'âge est compris entre 25 et plus de 45 ans.

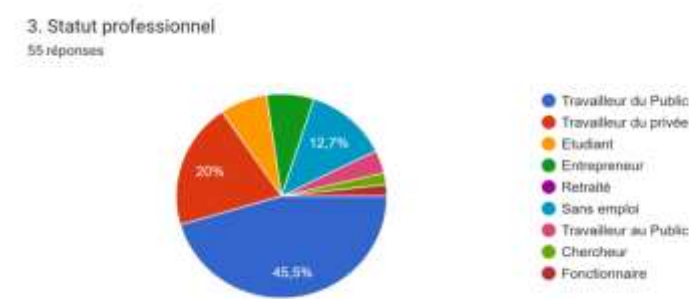
Graphique 2 : Le genre



Sources : Nos enquêtes

Dans le cadre de notre étude, la détermination du genre est tout aussi importante que la détermination de l’âge. Ainsi, les résultats de cette enquête montrent que 29 femmes sur 55 personnes interrogées soit 52,7% ont effectivement participé à notre étude et 26 hommes sur 55 répondants soit 47,3% ont participé à notre enquête. Il y a donc une bonne représentation du genre dans cette étude.

Graphique 3 : Le statut professionnel



Sources : Nos enquêtes

Savoir le statut professionnel des répondants nous permet de mieux apprécier la pertinence des réponses reçues suite à notre questionnaire. Ainsi, à travers ce graphique, on perçoit que la majeure partie des répondants sont les travailleurs du secteur public avec plus de 45, 5% des enquêtés. Ensuite, vient les travailleurs du secteur privé avec 20% des enquêtés et les sans-emplois avec 12,7%. Ensuite, vient le groupe des étudiants et les entrepreneurs avec un pourcentage de 7,3 chacun.

3.2. Utilisation des réseaux sociaux numériques

Graphique 4 : L'usage des réseaux sociaux



Sources : Nos enquêtes

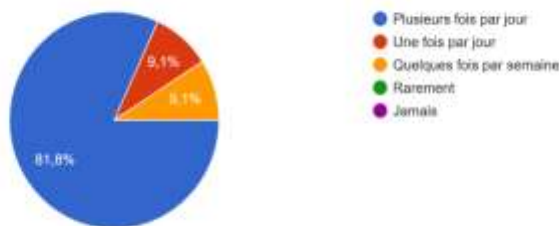
Les réseaux sociaux sont des plates-formes ou des applications web qui favorisent, par le biais de la diffusion et du partage de contenus de toutes formes, la création de com-

munautés virtuelles. Ils bénéficient d'une popularité et occupent une place importante pour nos répondants qui les utilise à plusieurs fins. Il existe plusieurs types de réseaux sociaux et nos enquêtes nous ont permis de constater que les plus utilisés par les répondants sont : Facebook, WhatsApp, X (Twitter), Instagram, LinkedIn, Tik Tok, YouTube. Comme le graphique l'indique, 89,1% utilisent Facebook, 96,4% utilisent WhatsApp, 20% utilisent Instagram, 18% utilisent X (Twitter), plus de 10% utilisent Tik Tok, 3,6% utilisent YouTube et 1,8% utilisent LinkedIn.

Graphique 5 : La fréquence de consultation sur les réseaux sociaux

5. À quelle fréquence consultez-vous les informations sur les réseaux sociaux ?

55 réponses



Source : Nos enquêtes

Dans l'ensemble, nos enquêtés utilisent de façon récurrente les réseaux sociaux numériques. Ainsi, selon les données de nos enquêtes, 81,8% consultent les réseaux sociaux pour s'informer plusieurs fois par jour, contre 9,1% qui consultent les réseaux sociaux une fois par jour et quelques fois par semaine. Cette donnée montre à quel point il est difficile

pour nos enquêtés de se passer des réseaux sociaux ne serait-ce qu'une semaine.

3.3. Communication de crise

Graphique 6 : Le suivi des informations concernant des crises récentes sur les réseaux sociaux

6. Avez-vous suivi des informations concernant des crises récentes (sanitaires, politiques, etc.) sur les réseaux sociaux ?

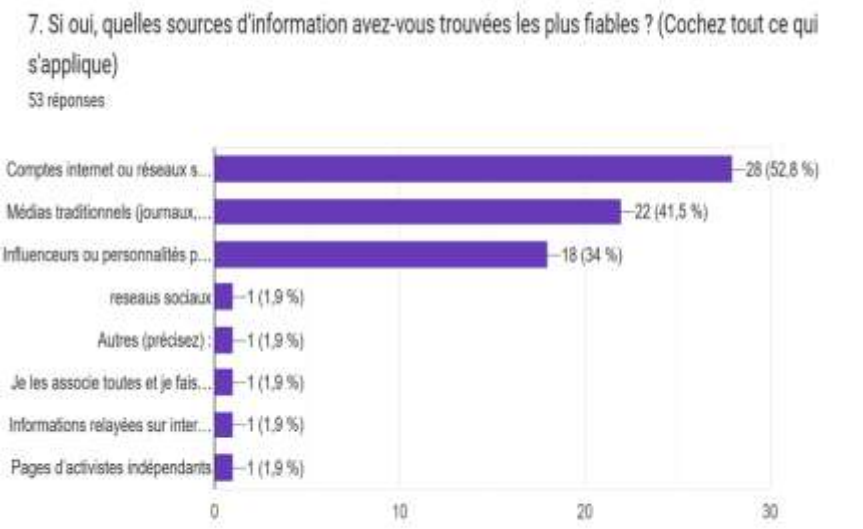
55 réponses



Sources : Nos enquêtes

A cette question, la majorité des enquêtés a répondu par l'affirmative à 98,4% contre une minorité qui a répondu non. Cette donnée prouve que nos échantillons sont informés des situations de crise vécues en Côte d'Ivoire.

Graphique 7 : Les sources d’information les plus fiables



Sources : Nos enquêtes

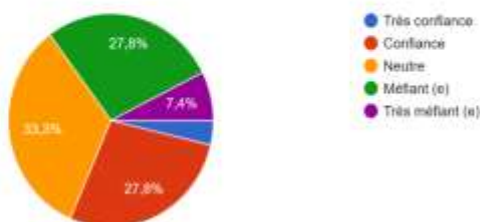
A ce niveau, les données nous montrent que la majorité trouvent fiable les sources d’informations numériques gouvernementales à 52,8% et les sources médiatiques d’informations gouvernementales à 41,5%. Tandis que 34% se fient plutôt aux informations diffusées par les influenceurs et les personnalités publiques. Enfin, les autres pourcentages se fient aux sources d’informations relayées par les particuliers sur internet.

3.4. Confiance numérique

Graphique 8 : L'appréciation par rapport au degré de confiance aux réseaux sociaux

8. Dans quelle mesure faites-vous confiance aux informations diffusées par le gouvernement sur les réseaux sociaux ?

54 réponses



Sources : Nos enquêtes

Ces données montrent le niveau de confiance dans les informations diffusées par le gouvernement sur les réseaux sociaux. Ainsi, nous constatons que 27,8% des enquêtés ont confiance aux informations du gouvernement diffusées sur les réseaux sociaux contre 27,8% qui sont méfiant. Ensuite, 33,4% sont neutre face aux informations diffusées en ligne et 7,4% sont plutôt très méfiant. Ces résultats montrent à quel point il y a encore du chemin à faire concernant la confiance du public ivoirien dans informations diffusées par le gouvernement.

Graphique 9 : Les facteurs d'influence du niveau de confiance envers les informations gouvernementales



Source : Nos enquêtes

Concernant les facteurs d'influence sur la confiance du public envers les informations de crise du gouvernement ivoirien, nous remarquons à travers le graphique ci-dessus, que le facteur transparence des informations influence la confiance de 34,5% des répondants, une bonne réputation des sources influence 29,1%, la cohérence des messages influence 27,3%, la rapidité de la communication influence 25,5%, la partialité influence 21,8%, la mauvaise réputation des sources influence 20%, la lenteur dans le traitement de l'information influence 18,2% et le facteur mensonge influence 1,8%.

La construction de la confiance numérique est un enjeu crucial pour la communication de crise du gouvernement ivoirien, surtout dans un contexte où l'information circule rapidement et où la désinformation peut avoir des conséquences significatives. En période de crise, tels que des événements politiques, sanitaires ou environnementaux, la manière dont le gouvernement communique avec ses citoyens peut soit renforcer, soit éroder la confiance. Une communication efficace repose sur la transparence, la rapidité et la cohérence des messages. En utilisant des canaux appropriés, notamment les médias sociaux et les plateformes traditionnelles, le gouvernement peut répondre aux besoins d'information des citoyens, qui recherchent des sources fiables et sécurisantes.

L'application de théories de la communication, comme la théorie des usages et gratifications, permet de mieux comprendre les motivations des citoyens face aux informations diffusées. En structurant la communication pour répondre à ces besoins tels que la recherche de sécurité et de soutien le gouvernement peut établir un climat de confiance numérique. Par ailleurs, les défis liés à la désinformation nécessitent une vigilance constante et des stratégies proactives pour contrer les fausses informations. En somme, une gestion efficace de la communication de crise est essentielle pour renforcer la confiance numérique, garantir l'engagement des citoyens, et assurer une meilleure résilience face aux crises futures en Côte d'Ivoire.

4. Analyse et discussion

« Le numérique est révélateur de confiance et la confiance comme analyseur du numérique » (Milad DOUEIHI et Jacopo DOMENICUCCI (dir.), 2018, p. 18) cette assertion de Milad DOUEIHI et Jacopo DOMENICUCCI souligne l'interdépendance entre le numérique et la confiance. D'une part, les technologies numériques, comme les plateformes de communication, les réseaux sociaux numériques etc., nécessitent une confiance des utilisateurs pour fonctionner efficacement. D'autre part, la manière dont les informations sont générées et appréhendées peuvent renforcer ou éroder cette confiance, faisant du numérique un reflet des valeurs sociétales.

Si, à l'origine, le numérique est un espace de diffusion d'information et de partage, il constitue à présent un véritable canal de communication, d'information et d'interaction entre les utilisateurs.

Les résultats de cette étude mettent en lumière des dynamiques cruciales dans la communication de crise et la construction de la confiance numérique en Côte d'Ivoire. L'analyse des données révèle que la confiance du public envers l'institution gouvernementale est fortement influencée par la transparence, la réputation des sources d'information et la réactivité des communications durant les crises. Les résultats montrent que la plupart des enquêtés ont préférés êtes neutre quant à leur confiance face informations numériques distillées par le gouvernement en période de crise. Les résultats montrent également que la confiance évolue au fil du temps, particulièrement en réponse aux actions entreprises par les autorités. Ce constat répond à l'objectif de l'étude qui consistait à mesurer l'impact de la communication de crise du gouvernement ivoirien sur la confiance du public en

ligne. Lorsque les gouvernements reconnaissent leurs erreurs et communiquent de manière transparente, la confiance tend à se restaurer. Cette constatation est en accord avec les théories de la communication de crise qui soulignent l'importance de la situation de communication, la délicatesse du canal utilisé et la transparence pour maintenir la légitimité des institutions (Coombs, 2007).

Enfin, cette analyse des résultats met en avant l'importance d'une communication efficace et transparente durant les crises, tout en reconnaissant les limites méthodologiques de l'étude.

Conclusion

La présente étude a démontré que les dynamiques de la communication de crise et l'impact de la confiance numérique en Côte d'Ivoire. Les résultats révèlent que la confiance du public envers les institutions gouvernementales est profondément influencée par la transparence et la réactivité des communications en période de crise. Les données montrent qu'un niveau élevé de confiance est souvent observé au début d'une crise, mais qu'il peut rapidement diminuer si les informations ne sont pas perçues comme fiables. Les stratégies de communication qui intègrent la reconnaissance des erreurs et la communication proactive sont essentielles pour restaurer cette confiance.

L'analyse des résultats a également mis en évidence l'importance des différents canaux de communication. Les réseaux sociaux, bien qu'efficaces pour atteindre un large public, comportent des risques de désinformation. En re-

vanche, les médias traditionnels sont souvent perçus comme plus crédibles, tandis que les événements communautaires favorisent un dialogue direct et renforcent la confiance. Ces résultats soulignent l'importance de maintenir une communication claire et transparente, qui est cruciale non seulement pour la gestion des crises actuelles, mais aussi pour l'avenir. La confiance numérique, en tant que facteur déterminant dans l'adhésion du public aux mesures gouvernementales, doit être cultivée de manière proactive.

En ce qui concerne les perspectives de recherche future, il serait pertinent d'explorer des études comparatives qui examinent la communication de crise dans différents contextes culturels et géographiques. De plus, des recherches pourraient se concentrer sur l'impact de la désinformation sur la perception publique et sur les moyens de renforcer la résilience des communications gouvernementales face à des crises futures. L'intégration de méthodes quantitatives pourrait également enrichir les résultats en offrant une vue d'ensemble plus complète des tendances de confiance à long terme. En somme, cette étude contribue à une meilleure compréhension des enjeux complexes de la communication de crise et de la confiance numérique, tout en ouvrant la voie à des recherches ultérieures essentielles dans ce domaine en constante évolution.

Références Bibliographiques

- Boin, A., & Hart, P. (2003). "*Le leadership public en temps de crise : un cadre d'analyse.*" *Public Administration Review*, 63(5), 544-553.
- Coombs, W. T. (2007). *Communication de crise : Planification, gestion et réponse*. Éditions Sage.
- Desforges, A. (2008). *Multimédia et communication de crise*. Éditions PowerPress.
- Fearn-Banks, K., *La communication de crise : Une approche par cas*. Paris : Éditions Eyrolles, 2016.
- Fuchs, C. (2017). *Médias sociaux : Une introduction critique*. Éditions Sage.
- Goa, Kacou. *Communication de crise en Côte d'Ivoire : Éviter la communication zéro et les incommunications*. Paris : Éditions L'Harmattan, 2021.
- Gollust, S. E., Nagler, R. H., & Fowler, E. F. (2015). "Le rôle des médias sociaux dans la communication en santé : une revue de la littérature." *Communication en santé*, 30(2), 115-123.
- Heath, R. L., & O'Hair, H. D. (2009). *Manuel de communication de risque et de crise*. Éditions Routledge.
- KONE, Adama. (2003). "*La communication de crise en entreprise.*" *Revue de Communication*, 5(1), 45-60.
- Libaert, T., *La communication de crise*. Paris : Éditions d'Organisation, 2018 ET NON 2001
- Milad DOUEIHI et Jacopo DOMENICUCCI (dir.) (2018), "*La confiance à l'ère numérique*", Paris, Éditions rue d'Ulm, P 18
- N'Da P., "*Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines*",

Reynolds, B., & Seeger, M. W. (2005). "*Communication de crise et risques d'urgence comme modèle intégratif*." *Journal of Health Communication*, 10(1), 1-17.

Seeger, M. W., & Reynolds, B. (2006). "*Communication de crise et risques d'urgence comme modèle intégratif*." *Journal of Health Communication*, 11(1), 1-16.

Les langues locales dans le traitement de l'information en Côte d'Ivoire : défis et perspectives

Aboi François YANGRA

Maître de Conférences en Linguistique descriptive

Département des Sciences du Langage et
de la Communication

Université Alassane Ouattara

(Bouaké – Côte d'Ivoire)

aboifrancois@gmail.com

&

Oumar DIABATE

Doctorant

Université Alassane Ouattara

(Bouaké – Côte d'Ivoire)

diabateoumar06@gmail.com

Résumé :

Cet article a pour objectif de montrer l'importance ou la prise en compte des langues locales dans le processus de traitement de l'information en Côte d'Ivoire. A partir des méthodes d'analyses quantitatives portant sur les langues locales les plus parlées dans le pays comme le baoulé, le dioula le senoufo et le bété, nous nous sommes rendu compte que les langues locales sont moins prises en compte dans le traitement de l'information. Or l'intégration de ces langues locales dans la diffusion de l'information est un enjeu crucial pour un avenir numérique inclusif et durable. L'utilisation des langues locales dans le traitement de l'information est essentielle pour promouvoir l'inclusion et la paix sociale, la préservation des cultures locales, la lutte contre la désinformation en favorisant la vérification des faits et la diffusion des informations fiables dans les

langues comprises par les populations locales. L'enquête sur le terrain a relevé que les langues locales aussi peuvent jouer un rôle important dans la diffusion ou dans le traitement de l'information en Côte d'Ivoire.

Mots-clés : *Langues, Langues locales, Traitement de l'information, Défis et perspectives.*

Local languages in information processing in Côte d'Ivoire: challenges and prospects

Abstract:

The aim of this article is to show the importance of local languages in the information processing process in Ivory Coast. Using quantitative analysis methods for the most widely spoken local languages in country, such as Baoulé, Dioula, Senoufo and Bété, we found that local languages are less taken into account in information processing. Yet integrating these local languages into the dissemination of information is crucial issue of an inclusive and sustainable digital future. The use of local languages in the processing of information is essential for promoting inclusion and social peace, preserving local culture, combating misinformation by encouraging the verification of facts and the dissemination of reliable information in languages understood by local populations. The field survey revealed that local languages can also play an important role in the dissemination and processing of information in Ivory Coast.

Keywords: *Languages, Local languages, information processing, challenges and prospects.*

Introduction

La Côte d'Ivoire, avec sa richesse mosaïque de plus d'une soixantaine de langues locales, se trouve à un carrefour linguistique unique. Cette diversité linguistique représente à la fois une richesse culturelle inestimable et un défi majeur dans le processus de traitement de l'information. En effet, avec l'avènement des nouvelles technologies qui met l'information et la communication au cœur des interactions et actions en société, les langues locales doivent prendre toutes leur place dans cette révolution numérique. Celles-ci peuvent jouer un rôle important pour garantir l'accès à l'information des populations moins alphabétisées. L'intégration des langues locales dans les systèmes d'informations et de communications sont importantes pour assurer une inclusion sociale et économique équitable. Cependant, cette intégration se heurte à de nombreux obstacles, notamment le manque de ressources linguistiques, l'absence de politiques linguistiques cohérentes et la prédominance du français comme langue officielle. Dès lors, comment donner aux langues locales toutes leur place dans le traitement de l'information au niveau des médias d'Etat? A partir des défis et opportunités de la prise en compte des langues locales dans le processus du traitement de l'information, comment la Côte d'Ivoire peut construire un avenir numérique inclusif et respectueux dans sa diversité linguistique? La répondre à ces questions nous amène d'abord à présenter les différentes aires linguistiques de la Cote d'Ivoire. Ensuite, nous montrerons l'importance de l'intégration des langues locales dans le traitement de l'information. Enfin, nous allons proposer un projet de sen-

sibilisation pour l'intégration des langues locales dans le traitement et diffusion de l'information par le biais des langues locales. Ces différentes parties sont précédées par les cadres théorique et méthodologique.

1. Cadre théorique et le cadre méthodologique

1.1. Le cadre théorique

Au niveau du cadre théorique, il est question pour nous de présenter les théories sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour mener à bien notre travail.

1.1.1. *Le plaidoyer*

Le plaidoyer est un processus, un ensemble d'actions menées par un groupe d'individus ou une organisation qui permet de s'adresser aux décideurs en vue d'avoir leurs adhésions et leurs soutiens à une cause sociale. Le plaidoyer consiste à emmener les décideurs à réaliser de par leur pouvoir et leur influence une action spécifique allant dans le sens du changement. Dans le cadre de notre projet, le plaidoyer sera adressé, au ministère de la communication, au ministère de la culture et de la francophonie et groupe RTI¹. Ici il s'agit d'inviter ces décideurs à la prise des langues locales dans la diffusion l'information.

1.1.2. *Les théories postulant plusieurs niveaux linguistiques en interaction*

La théorie de Jackendoff R. (1997) a l'avantage de proposer explicitement une architecture cognitive des phénomènes de compréhension et de production du langage. C'est une

¹ RTI (Radiodiffusion Télévision Ivoirienne)

architecture "parallèle tripartite", qui comporte trois modules "représentationnels", pour la phonologie, la syntaxe et la sémantique. Ces trois modules fonctionnent en parallèle : ils sont en effet reliés par des modules "d'interface" (qui contiennent en particulier le lexique). Pour chaque énoncé, les modules représentationnels construisent de manière générative une structure (respectivement la structure phonologique, syntaxique et conceptuelle), mais les règles de formation correspondantes sont soumises à des contraintes provenant des autres modules représentationnels par l'intermédiaire des modules d'interface. Ainsi, il y a interaction entre les niveaux tout au long du traitement d'un énoncé. De la même manière, le module sémantique est interfacé avec les autres modules du système cognitif central (représentation de l'espace, etc.), ce qui fait que le processus de compréhension et de production est sous l'influence permanente de l'ensemble du système cognitif. Ce modèle s'oppose donc bien aux modèles de la première classe par son interactivité et son parallélisme, tout en conservant certaines de leurs caractéristiques : il reste modulaire, et il postule des traitements de nature algébrique engendrant des structures symboliques. Le travail de Van Valin R. D. et LaPolla R. J. (1991) est tout à fait remarquable par l'ampleur des faits linguistiques qu'ils analysent. Dans leur livre, ils s'appuient sur des données d'une centaine de langues, issues de toutes les familles linguistiques du monde (Victorri B., 2000) pour construire une véritable théorie générale, qui tranche avec les généralisations hâtives à partir de quelques langues indo-européennes auxquelles se livrent trop souvent les théoriciens dans ce domaine.

1.2. Le cadre méthodologique

Ici nous avons élaboré un questionnaire que nous avons soumis aux internautes à l'aide du logiciel Google forms.

1.2.1. *Le paysage linguistique en Côte d'Ivoire les aires linguistiques*

La Côte d'Ivoire compte plusieurs aires linguistiques regroupées en quatre grands ensembles qui sont :

- Les Mandés ou Mandingues dans le Nord-Ouest (Malinkés, Dan, Toura, Gouro...)
- Les Krou dans le Sud-Ouest (Bété, Guéré, Dida...);
- Les Akan dans le Sud-Est (Baoulé, Agni, Abron, Attié, Ahizi, Appolo ;
- Les peuples Gur, au centre de la Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de notre article nous étudions les langues des peuples suivant : les Baoulé (Akan), Dioula (Mandé), les Sénoufo (Gur) et les Bété(Krou)

1.2.2. *Langue baoulé*

Les Baoulés sont un peuple de Côte d'Ivoire, vivant pour sa grande majorité au centre du pays, près des villes de Bouaké et de Yamoussoukro. Le grand groupe ethnique Akan représente 38,0% de la population ivoirienne. Les Baoulés font partie du groupe Akan et sont originaires du Ghana voisin. Les Baoulés se sont installés en Côte d'Ivoire au XVIII^e siècle, guidés par la reine Abla Pokou.¹

Le nom *Baoulé* vient du sacrifice, par la reine Pokou, de l'un de ses fils afin de passer un fleuve, alors qu'elle menait la fuite de son peuple du Ghana : *ba ou li* (l'enfant est mort). Les Baoulés se sont établis entre les

¹ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Baoul%C3%A9s>

fleuves Bandama et Comoé. Félix Houphouët-Boigny puis Henri Konan Bédié ont été considérés par les Baoulés comme leurs chefs de file politiques. En 2020, le roi des Baoulés est Nanan Kassi Anvo, entouré d'au moins 300 chefs traditionnels. Il existe une vingtaine de sous-groupes appartenant à des aires géographiques.¹

Les Baoulés, autrefois, habitants du royaume du Ghana sont arrivés en Côte d'Ivoire au XVIII^e siècle, sous la conduite de la reine Abla Pokou (Tadjo V., 2005). Fuyant les guerriers du peuple Ashanti, la reine a été contrainte de sacrifier son unique fils afin de traverser la Comoé, fleuve séparant la Côte d'Ivoire au Ghana. La légende nous apprend que le nom baoulé est la déformation de ba-ou-li (l'enfant est mort). Les études des auteurs comme Delafosse M. (2020), N'goran-Poamé (2006), montrent qu'ils se sont installés au Centre, à l'Est et au Sud de ce pays. Par ailleurs, il existe des enclaves Baoulés dans le territoire Kru. Pour rappel, en Côte d'Ivoire, il y a quatre grands groupes linguistiques dont le Mandé, le Kru, le Gur et le Kwa. Le dernier groupe cité est celui auquel appartient le Baoulé, seule langue qui n'est parlée dans aucun pays limitrophe de ce pays. Estimés à quatre millions soit 23% (RGPH, 2014), les locuteurs de cette langue sont les plus nombreux en nombre et en occupation géographique. Il n'y a pas un seul parler baoulé mais plusieurs. Selon Etienne M. (1968), il existe « une vingtaine de tribus »

1.2.3. *Langues Dioula ou Malinké*

Le **dioula** est un des parlers mandingue (sous-groupe des langues mandées), une langue parlée ou comprise par

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Abla_Pokou

environ 50 millions de personnes au Mali, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso (pays dans lequel le dioula a le statut de langue nationale) et présente plus largement dans toute l'Afrique de l'Ouest comme langue véhiculaire, une des plus importantes de la sous-région. Utilisé originellement par les marchands itinérants originaires de l'actuel Mali, le dioula véhiculaire est un dialecte simplifié dérivé du bambara¹, dont il est très proche par la structure et le vocabulaire.¹ À côté de ce « dioula interethnique » parfois appelé péjorativement *tagboussikan* par les locuteurs de langue maternelle mandingue, on recense plus d'une vingtaine de dialectes régionaux en Côte-d'Ivoire qui sont communément nommés dioulas. À l'instar des autres langues mandées, le dioula est une langue tonale. Il peut être écrit grâce à un alphabet latin adapté ou bien avec l'alphabet N'ko inventé en 1949. Pour la plupart des linguistes, le nom dioula provient du mot manding « jùla » qui veut dire « marchand ». La plupart des locuteurs dont la langue maternelle est une langue mandingue méprisent le dioula qu'ils considèrent comme une langue dégénérée, terme utilisé pour la désigner « Tagboussi », une langue dont le lexique est pauvre et abâtardi.²

Le dioula a été diffusé par les populations mandingues qui ont commencé à essaimer dans toute l'Afrique de l'Ouest vers le XV^e siècle et qui pratiquaient majoritairement le commerce. La colonisation n'arrête pas l'expansion et l'influence de la langue des Dioulas, voire l'amplifie car les colonisateurs s'appuient sur ces marchands. Très vite, le français et le dioula rentrent en concurrence au sein du nouveau prolétariat détribalisé des villes ivoiriennes. Dans ce

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_mandingues

² [https://fr.wikipedia.org/wiki/Dioula_\(langue\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Dioula_(langue))

contexte de cohabitation, le dioula finit par servir « de langue du substrat à la création de variétés d'argots en Côte-d'Ivoire » comme le nouchi. La connotation très populaire voire racaille du terme « dioula » en Côte d'Ivoire fait que les intellectuels et les médias préfèrent l'utilisation du terme considéré comme plus noble de « malinké ». A côté du « dioula interethnique », le dioula des marchands, appelé *tagboussikan*, qui sert de langue véhiculaire au nord de la Côte-d'Ivoire et dans l'ouest du Burkina Faso, on compte plus d'une vingtaine de dialectes régionaux en Côte-d'Ivoire qui sont communément nommés *dioula* et sont des langues maternelles. Le foyer historique dioula se situe dans la région autour de la ville de Kong dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, et le dioula de Kong est souvent considéré lorsqu'il s'agit de comparer la « langue dioula » aux autres dialectes mandingues. Les parlers du Nord-Ouest sont par contre très différents : ils s'approchent davantage des dialectes malinkés de Guinée et leur place au sein du groupe mandingue ainsi que leurs délimitations ne sont pas totalement éclaircies. Une enquête de la Société internationale de linguistique en 1999 a conclu à l'existence d'au moins cinq langues différenciées : le mahou, le kaniga, le koyaga, l'odiennéka, le bondoukouka, le koro et le worodougouka. En ce qui concerne le nouchi, une forme d'argot présente en Côte d'Ivoire, ses deux langues sources sont deux parlers mandingues : le soso et le dioula. L'emprunt de mot du dioula dans le nouchi a toutefois tendance à diminuer avec le niveau scolaire du locuteur.¹

¹ Idem

1.2.4. *Langue sénoufo*

Plus de 2 Millions de Sénoufo vivent sur un vaste territoire s'étendant du sud du Mali, au centre de la Côte d'Ivoire, en passant par le sud-ouest du Burkina Faso. Le nom de Sénoufo, vient de l'ancienne expression «siene fo» qui signifiait, pour les Mandingues, « ceux qui parlent le siene »; cette appellation regroupe des populations hétérogènes installées dans une zone de savane arborée et pratiquant l'agriculture. On peut distinguer une cinquantaine de sous-groupes Sénoufo différents, mais ils possèdent tous des caractères culturels communs comme la langue (du groupe voltaïque Gour), l'organisation sociale et religieuse, bien que sur ce dernier point, des disparités existent, notamment entre les Sénoufo du nord et ceux du sud. Les Sénoufo sont essentiellement des paysans qui cultivent le riz, le mil, le maïs, l'igname et le manioc. Ne connaissant pas de pouvoir centralisé, la chefferie est l'unité sociale la plus large à laquelle s'identifier. Le chef de terre (tarafolo), descendant du lignage fondateur du village, alloue les parcelles de terre et règle les problèmes fonciers tandis que les affaires villageoises sont gérées par le chef de village (kanfola) assisté par le conseil des anciens. Bien que l'autorité politique soit masculine, la succession s'effectue toujours dans le lignage matrilinéal. Deux grandes institutions occupent une place centrale dans la vie des Sénoufo. La première, et sans doute la plus importante, est la société secrète d'initiation masculine du Poro. Elle joue un rôle prépondérant au niveau de la cohésion sociale du groupe et de la transmission des traditions. La seconde est l'institution du Sandogo, principalement féminine, dont le rôle est à la fois social en garantissant la pérennité du matrilignage et spirituel par la relation entretenue

avec les esprits des ancêtres et les génies de la brousse à travers la divination. À ces deux institutions, il convient de rajouter le Poro des femmes, appelé Tyekpa, qui n'existe que chez certains sous-groupes.¹

1.2.5. *Langue bété*

Le peuple Bété, selon la classification admise par les ethnologues africanistes, s'apparente à la grande famille linguistique Krou. Par-delà installés dans la région du bas Sasandra et du bas Cavally, les Krou se retrouvent de part et d'autre de la frontière ivoiro-libérienne. Les peuples Krou composent un vaste bloc humain uni par une longue tradition, mais fortement diversifié à l'intérieur de ses structures naturelles. Selon leur habitat, les Krou se trouvèrent assez tôt divisés en grandes familles telles que : les Krou proprement dits ou Kroumen, les Bakoué, les Bété.

Selon Diedrich W. (1930), les langues Kwa « constituent le groupe principal en Afrique Occidentale des langues nigritique ; toutefois, à l'exception du Krou, toutes ont des ébauches de classes nominales formées par préfixation ; elles se rapprochent en cela des langues semi-bantoues et quelquefois la ressemblance est telle que les limites s'estompent. Ceci est vrai pour le vocabulaire comme pour le système des classes ». Ainsi donc, même intégrée dans une catégorie sys-

1

https://www.google.fr/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.revue-akofena.com/wp-content/uploads/2021/09/02-Article-02-ADOU-Kouadio-Antoine-17-30.pdf&ved=2ahUKEwj4Kj56N6MAxVdQ6QEhfYcNk4QFnoECBYQAQ&u sg=AOvVaw3v_bbzIfqghb33W8thZEMn

tématique précise, la langue Krou échappe un peu à la règle générale la définissant. En effet, selon les estimations des spécialistes de la linguistique ouest-africaine, les langues du types krou compteraient dans les années 1980 environ plus d'un million cent cinquante mille locuteurs, soit sept cent mille pour la Côte d'Ivoire et plus de quatre cent cinquante pour le Libéria. Cependant, dans ses structurations morphologiques, plus encore que d'autres aspects culturels, Vogler P. (1974), soutient que les langues Krou dégagent une impression de forte unité, et l'on éprouve aucune difficulté à distinguer un parler quelconque issu du groupe, d'un parler Mandé, Akan ou lagunaire. Par ailleurs, le hiatus séparant deux structures linguistiques, caractéristiques de deux villages proches n'est jamais suffisant pour empêcher toute communication. L'on passe de l'Est à l'Ouest, de village en village aux parlers voisins, de façon souvent insensible : c'est assez dire qu'il règne un véritable continuum linguistique, tant sur le plan lexical que phonologique ou grammatical. Les populations Krou, poursuit sont donc bien individualisées, pourtant elles font problème en ce sens que rien n'indique de façon décisive et immédiate qu'il soit possible de rattacher leur langue à un ensemble plus vaste. L'ensemble est obtenu en excluant les Gouro, les Gagou et Yacouba apparenté au groupe Dan au niveau de la langue. Ajouté cela, toutes les autres ethnies voisines qui sont : Les Niaboua, Les Bakoué, Les Godié, Les Dida, Les Neyau, peuvent être assimilés à des peuples cousins des Bété.

Malgré une grande uniformité sociologique de la communauté, on peut subdiviser la langue Bété en quatre (4) autour des villes de Daloa, Issia, Soubré, Gagnoa. Les nuances entre les parlers étant légères entre Bété de Daloa,

Issia et Soubré. Cette répartition peut se ramener à deux groupes : D'un côté les Bété de Daloa, Issia et Soubré ; De l'autre ceux de Gagnoa, dont une tribu les Dri de Guibéroua, peut se ranger aux côtés du précédent groupe. - Ces considérations à souci classificatoire peuvent aider à chercher la souche originelle des Bété. C'est une entreprise qui ne manquerait pas d'intérêt à la suite de l'ouvrage critique de Paulme D. (1962) sur les Bété. Les Bété constituent à la fois la population la plus importante du monde Krou de Côte d'Ivoire et celle qui occupe son espace de la manière la plus dense. Comme les Dida, les Bété ont une organisation sociale marquée à l'Est par l'origine Akan d'un certain nombre de groupements, se traduisant par la présence de matriclans, et accentuant ces caractéristiques patrilineaires au fur et à mesure que l'on s'enfonce vers l'Ouest. Aussi, la distinction couramment établie entre Bété de Gagnoa, Bété de Daloa, et Bété de Soubré est-elle tout à fait justifiée. L'unité sociopolitique la plus vaste, « la tribu » (le pays Bété plus de 93), correspond tantôt au plan, tantôt à une fédération de lignages moyens. Désignée par un propre dérivé de celui de son fondateur, ayant un nom générique (Digpi) à Daloa, elle comprend en moyenne 7 à 8 villages. Si Paulme D. (*Idem*) discerne, chez les Bété de Daloa, des « segments de clan » (Su ou Suo, « tronc »), l'entité la plus fonctionnelle semble partout être le lignage moyen, gribé à Gagnoa, grébo à Daloa, grigbi à Soubré, groupes de descendance dont l'ancêtre se situe en moyenne à six (6) générations, à l'intérieur desquels, en général, l'on ne se marie pas. Le lignage moyen, qui peut à lui seul, ou en association avec plusieurs autres, former un village, se subdivise en lignages mineurs, kossu, avec distinction, pour les Bété de Gagnoa, entre toyokos-

suyoko, descendants d'une même aïeule, et le noyokossoyoko, descendants d'une même aïeule. Le lignage mineur coiffe enfin le lignage minimal, grégbo (Gagnoa) ou ligbwé (Daloa). Peuvent être rattachés au Bété les Niaboua, les Niédéboua, les Kouzié, et les Kouya. La langue et la sociologie bété ainsi brièvement cernée, il semble possible de les approcher dans un texte artistique car même si celui demeure, par essence, pure fiction, il aussi prétexte.

2. Résultats de l'étude

2.1. De la nécessité de l'intégration des langues locales dans le traitement de l'information.

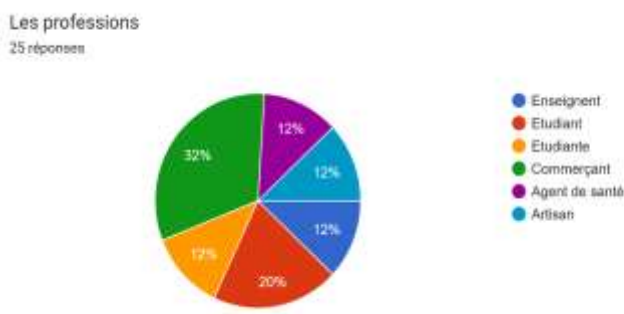
Les technologies de la langue sont une composante majeure de la société de l'information. Qu'elles soient disponibles sur le marché ou en cours de développement, ces technologies offrent des ressources inestimables pour tous ceux qui ont à produire, transformer, rechercher ou comprendre des données. Outils d'analyse et de connaissance de la langue, de reconnaissance et de synthèse vocale, moteurs de recherches sémantique, logiciels de traduction sont appelés à modifier en profondeur nos modes d'agir professionnels, comme nos actions quotidiennes. Le développement de ces technologies a un impact majeur sur les différentes politiques de la langue dans nos pays¹. La rencontre de l'informatique et la linguistique a depuis plusieurs années,

¹ Jocelyn PIERRE (2007). Lien internet : <https://www.google.fr/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/116-la-langue-au-coeur-du-numerique-les-enjeux-culturels-des-technologies-de-la-langue.pdf&ved=2ahUKEwjIqufn696MAxX0LPsDHeTSHBwQFnoECBYQAQ&usq=AOvVaw3UCgdIVoY2VcgFkc6Jn4m9>

donné lieu à de nombreuses recherches, développements technologiques et intégration des services applicables. Les objectifs recherchés étaient la traduction, l’interrogation de bases de données en langage naturel, le dialogue optimal entre l’homme et la machine, la reconnaissance et la synthèse de la parole. Ainsi l’intégration des langues locales dans les systèmes de traitement de l’information favorisera une parfaite inclusion sociale car un plus grand nombre de personnes participera activement à la vie sociale, économique et politique en particulier celles qui ne maîtrisent pas la langue officielle. Aussi, elle permettra un accès plus large à l’information en touchant un grand nombre de public, renforcera l’identité nationale à travers le sentiment d’appartenance et l’identité des communautés, contribuant ainsi à la cohésion sociale.

2.2 Analyses et interprétations des données

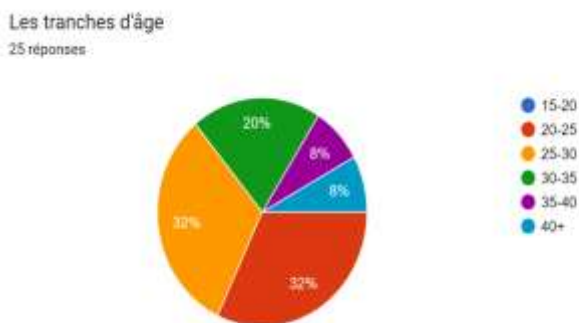
Graphique 1 : Récapitulatif des professions des enquêtés



Source : enquêtes menées du 25 janvier au 03 février 2025

Nous observons sur le graphique les différentes professions des personnes ayant participé aux enquêtes de terrain. Ainsi nous notons les professions suivantes : Enseignants(es), Etudiants (es), Commerçants, Agent de santé et Artisans. Ce graphique en diagramme circulaire représente un échantillon des caractéristiques socio-professionnel des personnes interrogées.

Graphique 2 : Récapitulatif des tranches d'âges.

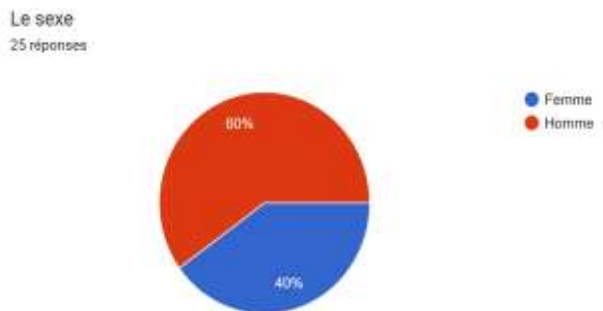


Source : enquêtes menées du 25 janvier au 03 février 2025

Nous pouvons observer sur le graphique les tranches d'âges des personnes ayant pris part aux enquêtes. Ainsi nous avons différentes tranches d'âges qui se dessinent sur le graphique : nous notons la première catégorie qui comprend les personnes âgées de 15-20 qui représentent 08% des enquêtées, la deuxième tendance comprend les personnes dont l'âge varie entre 20-25 qui correspond à 32%. La troisième tendance représente les personnes de 25-30. Elles occupent également 32% du diagramme circulaire. Ensuite, la quatrième tendance représente les personnes dont la tranche d'âges comprise entre 30-35 elles occupent 20%. La cin-

quième tendance correspond aux personnes de 35-40 et +, elles occupent 8% des part sur le diagramme circulaire.

Graphique 3 : Récapitulatif du sexe des participants.



Source : enquêtes menées du 25 janvier au 03 février.

Nous pouvons constater sur le graphique deux tendances qui se dessine. La première tendance de couleur rouge représente les personnes de sexe masculin qui ont participées aux enquêtes. Ces personnes correspondent 60% sur le graphique. Ensuite nous avons la deuxième tendance représente les personnes de sexe féminin qui ont pris part aux enquêtes. Elles occupent 40% du graphique. A la fin de notre analyse nous notons une forte participation des hommes par rapport aux femmes, ce résultat dû au niveau d'intérêt des personnes par rapport au sujet.

Graphique 4 : Récapitulatif des opinions sur la diffusion des informations en langue locale par les médias.

Avez-vous une fois regarder ou écouter une émission d'information en langue locale diffusion par les médias?

25 réponses



Source : enquêtes menées du 25 janvier au 03 février 2025.

Nous pouvons observer sur le diagramme circulaire une seule tendance qui correspond aux participants. Ici nous notons 100% de personnes ont répondu oui la question de savoir si elles avaient une fois écouté une émission en langue locale dans les médias.

Graphique 5 : Récapitulatif sur la connaissance des médias.

Les principaux médias de diffusion

25 réponses

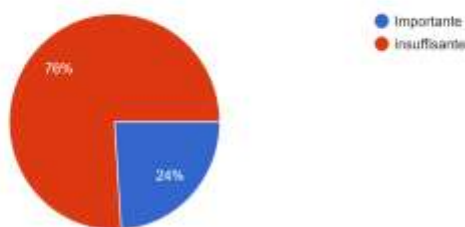


Source : enquêtes menées du 25 janvier au 03 février 2025.

Le graphique ici permet de présenter les personnes qui connaissent les différents médias qui diffusent souvent des messages en langue locale. Ainsi trois tendances se présentent, la première tendance correspond aux personnes qui citent la radio. Ces personnes occupent 44% sur le graphique c'est la majorité. Au niveau de la deuxième tendance se sont les personnes qui disent avoir suivi des messages en langue locale à la télévision. Elles occupent 16% sur le graphique. Enfin la troisième tendance représente les personnes qui ont une fois vue des messages diffusés en langue locale sur les réseaux sociaux. Elles correspondent à 40% des personnes interrogées.

Graphique 6 : Récapitulatif de l'opinion des enquêtées sur la place des langues locales dans le traitement et la diffusion de l'information par les médias.

Quelle place occupent les langues locales dans les traitements et la diffusion de l'information par les médias?
25 réponses



Source : enquêtes menées du 25 janvier au 03 février 2025.

Ici nous pouvons constater deux grandes tendances. Au niveau de la première tendance qui est en rouge correspond

aux personnes qui trouvent que les langues locales ne sont pas suffisamment représentées dans le traitement et la diffusion des informations. Elles constituent la majorité des opinions. Ces personnes représentent 76% des enquêtées. Ensuite, la seconde tendance représente les personnes qui estiment que sur certains médias les langues locales occupaient une place importante dans la diffusion et le traitement de l'information comme exemple de médias les radios de proximité et que c'est une situation à améliorer et à étendre sur les autres types de médias. Les personnes de cette tendance occupent 24% sur le graphique.

La tendance générale se présente ainsi, la plupart des personnes interrogées quel que soit au niveau des différences de professions, le sexe, les tranches d'âge et leur niveau de connaissances des langues locales et des médias sont d'accord sur un point. Pour eux la représentation des langues locales dans le traitement de l'information par les médias est insuffisante voir même inexistant dans certains médias. Ils estiment l'importance de la valorisation des langues locales en Côte d'Ivoire.

3. Le projet

La marginalisation des langues locales dans le traitement en Côte d'Ivoire est un phénomène récurrent. L'on consacre des temps d'antenne insuffisant accordés la diffusion de l'information. Ici il s'agit de la réalisation d'un projet de sensibilisation sur la valorisation des langues locales dans le traitement de l'information. Ce projet vise à faire la promotion de nos langues locales et amener nos médias de diffusions à plus de contenus des informations traité en langues locales. Les différentes cibles sont les directeurs de rédac-

tion, les patrons de presses, l'Etat, les populations, les éditorialistes, les journalistes en un mot l'ensemble du monde de l'information du pays. La réalisation du projet comprend l'organisation de colloques, des conférences entre les différents acteurs des médias. Au niveau de la budgétisation, nous estimons à 15 millions de Franc CFA pour la mise en l'œuvre des actions à entreprendre.

3.1. Objectif du projet

Tout projet de communication se fixe des objectifs à atteindre. Ainsi, notre projet de sensibilisation pour la valorisation des langues locales a un objectif général autour duquel nous découlerons des objectifs spécifiques.

3.1.1. Objectif général.

Montrer l'importance de la communication dans la valorisation des langues locales dans processus de traitement et de diffusion de l'information.

3.1.2. Objectifs spécifiques :

- Mettre en place une stratégie de communication afin de susciter une prise de conscience de la population, des autorités et les acteurs du monde des médias.
- Informer et sensibiliser la population sur l'importance de la valorisation et de l'intégration des langues locales dans le traitement et la diffusion de l'information.
- Inciter les autorités à plus d'engagement pour la promotion des langues locales.

3.2. Cibles du projet

La communication, sous toutes ses formes, doit être destinée à un public au préalable pour qu'elle puisse atteindre efficacement ses objectifs.

Dans le cadre de notre projet, la campagne de sensibilisation vise deux de types de cibles qui sont : les cibles primaires et secondaires.

3.2.1. Cibles primaires

Ce sont les personnes directement concernées et qui doivent adopter une opinion, une attitude et un changement de comportement. Elles sont les plus touchées par les problèmes et constituent le groupe susceptible de profiter le plus du changement de comportement. Partant de ce fait notre cible primaire est constituée :

- Les acteurs du monde des médias et de l'information en Côte d'Ivoire
- L'Etat

3.2.2. Cibles secondaires

Elles renferment les personnes indirectement impliquées dans les problèmes, mais qui peuvent influencer les cibles primaires. Ce sont :

- Les populations
- Les ONG
- Les associations de jeunes.

3.3. Les approches CCSC

Pour atteindre les différentes cibles définies, il est nécessaire pour nous d'utiliser plusieurs techniques de communi-

cation adaptées en fonction des différentes cibles de notre projet. Il s'agit de la mobilisation sociale et le plaidoyer.

3.3.1. La mobilisation sociale

La mobilisation sociale c'est le fait de prendre conscience d'un problème dans la sphère publique et de s'organiser afin d'agir face à ce problème à travers une stratégie. Une telle mobilisation a pour but de changer la situation sociale en un sens favorable au groupe, selon ses principes et ses valeurs.¹ Dans le cadre de notre projet, la mobilisation sociale nous permettra d'obtenir une participation plus large des populations en général.

3.3.2. Le plaidoyer

Le plaidoyer est un processus, un ensemble d'actions menées par un groupe d'individus ou une organisation qui permet de s'adresser aux décideurs en vue d'avoir leurs adhésions et leurs soutiens à une cause sociale. Le plaidoyer consiste à emmener les décideurs à réaliser de par leur pouvoir et leur influence une action spécifique allant dans le sens du changement². Pour notre projet, le plaidoyer sera adressé à l'Etat et acteurs du mondes des médias et de l'information afin d'intensifier et de mener à bien la campagne de sensibilisation.

¹ www.journals.openedition.org

² [www.Endvawnow.Org /fr/article/17116-plaidoyer.html](http://www.Endvawnow.Org/fr/article/17116-plaidoyer.html) consulté le 19 décembre 2020 à 10h

3.4. Elaboration des messages

A ce niveau, nous proposerons des messages qui seront diffusés pendant la mise en œuvre du projet CCSC, pour la campagne de sensibilisation sur l'intégration des langues locales dans le traitement et la diffusion. Les messages proposés sont :

- « *Ensemble pour la valorisation des langues locales* »

En malinké : « *anyéffragnonkan ka anyan kanho korota* »

3.4.1. Canaux du projet

Dans le cadre de la campagne, trois types de canaux seront utilisés pour véhiculer les messages à savoir les canaux institutionnels, les canaux socio-culturels et les canaux médiatiques.

3.4.2. Canaux institutionnels

Nous avons pour canaux institutionnels, le ministère de la culture, le ministère de la communication et les autorités communales, et les autorités préfectorales.

3.5. Les canaux socio-culturels et médiatiques

3.5.1. Canaux socio-culturels

Pour les canaux socio-culturels nous avons les responsables des associations de jeune, des ONG.

3.5.2. Canaux médiatiques et description des activités

Concernant les canaux médiatiques nous avons les radios (Media plus FM, radio Bouaké, radio phénix, radio saphir et radio alliance FM), la télévision nationale et privées (RTI 1, RTI Bouaké et RTI 2, NCI), les affichages (affiches publicitaires, banderoles, prospectus)

Tous ces canaux nous permettrons d'établir notre plan média et activités qui se présentent dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Description de l'organisation du plan média et des activités

THEME	CANAUX ET ACVITES	SUPPORTS
L'intégration des langues locales dans le processus traitement et de diffusion de l'information pour la valorisation de celle-ci.	- Affichages ; - Radio ; - Télévision ; - Conférences ; - Colloque ; - Caravane ; - Réunions ;	- Affiches publicitaires, banderoles, prospectus ; - RadioMediaplus FM, radio phénix FM; radio Bouaké, radio saphir FM et radio alliance FM ; - radio Cote d'Ivoire - RTI 1, RTI Bouaké et RTI 2, NCI.
	- Canaux socio-culturels - Les responsables d'associations. - Les responsables des ONG.	- Séance d'échanges et d'informations ; - Réunions ; - Conférences.

	Canaux institutionnels - Le du ministère de la culture et le ministère de la communication - Les autorités préfectorales ; - Les autorités communales.	- Conférences ; - Séances d'échanges et d'information. - Réunions

3.6. Le budget et le suivi-évaluation

3.6.1. *Le Budget.*

Notre projet de sensibilisation pour l'intégration des langues locales dans le traitement, de la diffusion de l'information et la valorisation de celles-ci. Le projet s'étend sur une période de (03) mois. Le budget est outil de gestion financière qui permet de planifier et de contrôler les dépenses et les recettes d'une organisation. Ici c'est un document qui récapitule les prévisions de dépenses et recettes pour la période pour le projet. Le budget pour s'élève à 25 millions francs CFA.

3.6.2. *Le suivi et évaluation*

Le suivi et l'évaluation sont indispensables au bon fonctionnement du projet. Ainsi, il est question de suivre les différences étapes de l'évolution de la mise en œuvre du projet afin de l'améliorer.

Conclusion

Les langues locales en Côte d'Ivoire constituent un trésor inestimable, tant sur le plan culturel que linguistique. Leur intégration dans le traitement de l'information est une nécessité pour préserver le patrimoine immatériel du pays, renforcer l'identité nationale et favoriser l'accès à l'information pour tous. Cependant elles sont confrontées à de nombreux défis. Le manque de ressources pédagogiques, la formation insuffisante des acteurs du monde des médias, les politiques linguistiques défavorables, les attitudes socio-culturelles et les obstacles techniques sont autant de barrières à surmonter. Pour promouvoir une inclusion linguistique efficace, il est crucial de développer des politiques éducatives inclusives, de créer des ressources adaptées et valoriser les langues locales. Cela permettra non seulement de préserver le patrimoine linguistique, mais aussi de garantir un accès beaucoup plus équitable à l'information pour tous.

Bibliographie

- ABOULOU. C.R, (2008) « *langues africaines et développement*, » *paari, paris*, pp.196.
- BERNARD.V,« *theories linguistiques et cognition* » Laboratoire Lattice – CNRS,ENS, 2000, 16 pp. 1-6.
- BOUTIN. A, (2006) « Adoption locatives en français de côte d'ivoire, en dioula et en baoulé », *linguistique du centre et de l'ouest Coréla, cognition, représentation langage*.

- COTE. J.F, (2006), « Communication sociale communication culturelle : idéologie et transmission de sens du point de vue des sciences de la culture », Pensée plurielle, pp 21-42
- DIALLO. Y, « Les peuls, les senoufo et l'Etat au de la Cote d'Ivoire. Problème fonciers et gestion du pastoralisme. », Bulletin de l'APAD, n°10, 1^{er} décembre 1995. Consulté le 21 septembre 2024 à 14h
- dioula, langue mandée du nord de la Cote d'ivoire » numéro 26, pp52-5
- DOZON. J.P, (1985),« la société bété histoire d'une ethnie de Côte d'Ivoire »la revue vertiGo p 367 consulté 21 septembre 2024
- DRIETRIECH. W,(1952), The languages of West, Mittelungen des seminars fur orientalische sprachen (MSOS)
- Etienne M. et Etienne, P. (1962), « L'émigration Baoulé actuelle. » In : Cahiers d'outre-mer, numéro 82, 21^{ème} année, pp. 155-195.
- [https://www. Endvawnnow. Org/fr/article/17116-plaidoyer.html](https://www.Endvawnnow.Org/fr/article/17116-plaidoyer.html) consulté le 30 septembre 2024 à 10h
- JACKENDOFF. R, (1997), The Architecture of the Language faculty, MIT Press.
- KOFFI. B, (2022) « l'alternance lexicale dans le parler des peuples de côte d'ivoire : cas des emprunts et du mélange de codes en Baoulé, actes de la journée internationale d'étude et de réflexion » pp 220
- KONATE. Y, (2016), « Etudes de grammaire contrastive : les déterminants du verbe en dioula, langue mandée du nord de la Cote d'ivoire » numéro 26, pp52-5
- KONATE. Y, (2016), « Etudes de grammaire contrastive : les déterminants du verbe en

- MAURICE D (2020), *face à la révolte baoulé (Cote d'Ivoire, 1899-1900)*, Journal des africanistes, tome 90-1, pp.114-167.
- NOAM. C, (1991), *Théorie du gouvernement et du liage : les conférences de Pise*, Seuil (traduction de lectures government and binding, 1981), Paris
- PARTMAN. G, « Remarque sur le dioula véhiculaire en côte d'ivoire » annales de l'Université d'Abidjan, série H : linguistique, volume 8, numéro 1, pp241-256.
- PAULME. D, (1964), Une société de Cote d'Ivoire hier et aujourd'hui, les Bété. In : Journal de la Société des Africanistes, tome 34, pp. 311-313.
- POLLOCK. J, (1997), *Langage et cognition – Introduction au programme minimaliste de la grammaire générative*, PUF.
- TADJO. V.,(2017), *Reine Pokou Concerto pour un sacrifice (Afrique)*, Actes Sud, pp.90.
- VAN VALIN R.D. et LAPOLLA R.J (1997), *Syntax – structure, meaning and function*, Cambridge University Press.
- VOGLER. P. (1974), *Le problème linguistique Kru, éléments de comparaison*. Dans : Journal de la société des Africanistes, tome 44, pp. 147-176.
- YANNICK L, « Culture : tout savoir sur le peuple senoufo », sur ci. Opera new consulté le 21 septembre 2024 à 14h

Impacts socio-économiques de la fermeture des frontières entre le Niger et les pays membres de la CEDEAO. Quelles perspectives ?

Ousseini Maliki SALIFOU

Doctorant

à l'Ecole Doctorale Communication, Art,
Culture, Littérature et Langues (ESCALL) de

l'Université Felix Houphouët Boigny

Email : maliksalif@yahoo.fr

Résumé

Entant que l'un des pays enclavés de l'Afrique de l'Ouest, le Niger a signé des stratégies d'accords économiques avec les pays de la CEDEAO en l'occurrence le Bénin, le Togo, le Ghana, le Nigéria, la Côte d'Ivoire, etc. A un moment donné de son histoire, le pays voit ces accords de moins en moins productifs. Les sanctions socio-économiques et la fermeture des frontières par la CEDEAO à la suite de la prise du pouvoir par les militaires en juillet 2023 ont eu des impacts importants sur le pays. Le présent article est le fruit d'une longue expérience de terrain qui cherche à faire une évaluation de l'impact que la fermeture des frontières a eu sur sa population et sur son économie. Cette évaluation se veut qualitative et quantitative en mobilisant une double approche méthodologique (quantitative et qualitative). La première approche a permis de collecter les données auprès de 162 individus composés des opérateurs économiques et des transporteurs du Niger. La deuxième a permis de conduire des entretiens auprès des personnes ressources, soit 10 entretiens individuels selon des procédés spécifiques. Au terme de ces enquêtes, il ressort que les entreprises ont connu une baisse des commandes des marchandises entraînant ainsi une raréfaction des denrées alimentaires. L'insertion socio-professionnelle des jeunes devient une situation alarmante à cause de la cessation des activités liée aux transports avec son corolaire le chômage. Ainsi, l'économie nationale a été impactée négativement par conséquent, la prise en compte de la situation qui prévale

passé nécessairement par la diversification des voies d'accès à la mer par l'État pour soulager la souffrance de la population.

Mots clés : Niger, frontières, fermeture, économie, CEDEAO.

Socio-economic impacts of the closure of borders between Niger and ECOWAS member countries. What are the prospects?

Abstract

As one of the landlocked countries in West Africa, Niger has signed strategic economic agreement with ECOWAS countries, namely Benin, Togo, Ghana, Nigeria, Côte d'Ivoire, etc. At some point in its history, the country has seen these agreements become increasingly unproductive. The socioeconomic sanctions and border closures imposed by ECOWAS following the military seizure of power in July 2023 have had significant impacts on the country. This article is the result of extensive fieldwork that seeks to assess the impact that border closures have had on its population and economy. This assessment is both qualitative and quantitative, using a dual methodological approach (quantitative and qualitative). The first approach collected data from 162 individuals, including economic operators and transporters in Niger. The second involved conducting interviews with key resource persons, consisting of 10 individual interviews using specific procedures. These surveys revealed that companies have experienced a decline in merchandise orders, leading to a shortage of food supplies. The socio-professional integration of young people is becoming an alarming situation due to the cessation of transportation-related activities, with its attendant unemployment. The national economy has been negatively impacted ; therefore, addressing the prevailing situation requires the government to diversify its access routes to the sea to alleviate the suffering of the population.

Keywords: Niger, borders, closure, economy, ECOWAS.

Introduction

Le Niger possède des caractéristiques économiques spécifiques qui le positionnent dans une situation particulière. En effet, bien que les ressources naturelles du sous-sol soient abondantes et précieuses, le pays est confronté à une situation de pauvreté et recourt constamment aux importations de biens et services essentiels pour faire face à ses besoins. Un enjeu majeur du pays réside dans l'informatisation de l'économie estimée par certaines analyses à 60% et sa dépendance à l'énergie électrique. Les biens et services essentiels tels que l'alimentation, les médicaments ou encore les produits de première nécessité sont majoritairement importés ; ce qui engendre des coûts élevés et une fragilité économique face aux fluctuations des marchés internationaux. Cette situation complexifie la possibilité d'assurer une sécurité alimentaire et sanitaire pour les habitants du pays et renforce ainsi le cercle vicieux de la pauvreté. De même, depuis le soubresaut politique du juillet 2023, le pays est confronté à des faiblesses structurelles à cause d'un embargo financier de l'UEMOA et un blocus commercial lié à la fermeture des frontières des pays membres de la CEDEAO. Cette nouvelle situation dans laquelle s'est retrouvé le pays a des effets néfastes sur les importations et les exportations des marchandises en provenance du pays alors que le Niger n'a aucun débouché sur la mer. Toutes les transactions commerciales liées au transport des marchandises passent par les ports de la sous-région. De ce fait, la fermeture des frontières terrestres qui connectent le Niger aux pays littoraux, a entraîné le blocus des ports des pays de la sous-région. Également, cette inaccessibilité aux ports, a eu des séquelles sur le plan

socioéconomique du pays.

A cet effet, l'analyse des relations diplomatiques, sociales et économiques entre le Niger et les pays membres de la CEDEAO est d'un intérêt capital. Ainsi, ce travail formule l'hypothèse que les soubresauts politiques survenus au Niger en juillet 2023 sont les facteurs déclencheurs de la détérioration du climat social, politique et économique du Niger et ses voisins, pays membres de la CEDEAO (hormis le Mali et le Burkina Faso).

1. Méthodologie

L'étude d'impact socio-économique répond à une question d'urgence car le Niger souffre d'un mal qui fait de lui l'un des pays du tiers monde le plus vulnérable. D'où le choix et l'intérêt à mener ce travail dans ce pays. Pour atteindre les objectifs poursuivis par ce présent article, une méthodologie de base a été élaborée. Pour rappel, il faut noter que les données issues du terrain ont été produites à la suite d'un questionnaire mis en ligne à travers Microsoft form en raison des conflits qui prévalent sur le territoire nigérien. La population et l'échantillon sur lesquels portent les résultats de ce travail sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Type de strate	Base de sondage	Echantillon retenu
Les transporteurs (Cotonou-Niamey, Lomé-Ouagadougou-Niamey, Téma-Ouagadougou-Niamey et Abidjan-ouagadougou-Niamey,...)	133	99
Les opérateurs économiques (Cotonou-Niamey, Lomé-Ouagadougou-Niamey, Téma-Takoradi-Niamey et Abidjan-ouagadougou-Niamey,...)	63	63
Total	196	162

Source : notre enquête, novembre 2023

La première strate de notre population dont les transporteurs a été obtenue par la formule d’échantillonnage de Rea, L.M et al. (1997) à partir d’un certain nombre de paramètres probabilistes. En effet, du fait des mouvements non constants des transporteurs, il a été appliqué à la strate des transporteurs une marge d’erreur (y) = 0,05 avec un taux de confiance (t) = 1,96. En estimant, sous la base des enquêtes antérieures, que la proportion attendue pour que les transporteurs puissent répondre aux questions est de (P) = 50%.

$$n = \frac{t_p^2 \times P(1 - P) \times N}{t_p^2 \times P(1 - P) + (N-1) \times y^2}$$

Source : Formule de Rea, L.M et al. (1997)

A côté de cette approche probabiliste, les entretiens ont été réalisés auprès des personnes ressources impliquées dans le transport et le processus de sortie de crise au Niger.

A cet effet, des guides d’entretien ont été élaborés et leur

mise en œuvre a été faite par téléphone depuis la Côte d'Ivoire. Les observations faites par nos correspondants et la recherche document ont permis de compléter et d'enrichir les informations sur le terrain.

2. Résultats

2.1. Rareté des produits de consommation sur le marché suite au blocage

C'est à la suite du coup d'État survenu le 26 juillet 2023 à Niamey, contre le président Mohamed Bazoum que le Niger a enregistré des sanctions en son contre et qui a affecté tous les secteurs socioéconomiques du pays. En effet, la fermeture des frontières terrestres depuis plus de sept (07) mois environ (d'Aout à mars 2024), le libre-échange et la mobilité entre le Niger et les autres pays membres de la CEDEAO, en général et le Bénin en particulier, ont été sérieusement perturbés et même complètement coupés. Cette situation a affecté les divers secteurs économiques du Niger et ceux des pays membres de la CEDEAO. Par conséquent, le Niger se trouve dans l'impossibilité d'importer des marchandises au niveau des ports voisins. Les flux de marchandises en direction du Niger sont totalement affectés par la sanction dont plusieurs conteneurs se dirigent vers le Niger et se trouvent actuellement bloqués dans l'enceinte des ports spécifiquement le port de Cotonou qui regorge de plus de 70% de ces conteneurs.

De surcroît, depuis le début de la crise qui a conduit à la fermeture des frontières et l'empêchement d'accès au port, les autorités du Niger ont mené plusieurs démarches visant à trouver une solution au problème. C'est dans cette optique que la fermeture des frontières est perçue comme une

catastrophe humanitaire pour les responsables du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et demandent à ce que le transit des denrées alimentaires et des médicaments ne soit pas interrompu au Niger. Et cette situation est qualifiée d'un casse-tête logistique. Selon A.H, l'un des experts portuaires, spécialiste des corridors africains affirme ceci :

« Avec les crises successives, les chargeurs des pays de l'hinterland prennent des mesures destinées à réduire les dommages et à mitiger les risques : ils se tournent vers des solutions alternatives en termes de ports et de corridors pour sécuriser leurs approvisionnements.»

Ainsi, cette fermeture des frontières a engendré plusieurs dégâts sur le plan socioéconomique au Niger. En dehors de la rareté des produits sur le marché, l'on assiste à une flambée des prix des produits de consommation et la vie devient de plus en plus chère au Niger et dans toutes les capitales économiques du pays.

Photo 1 : Camions chargés et bloqués à la frontière Bénin - Niger

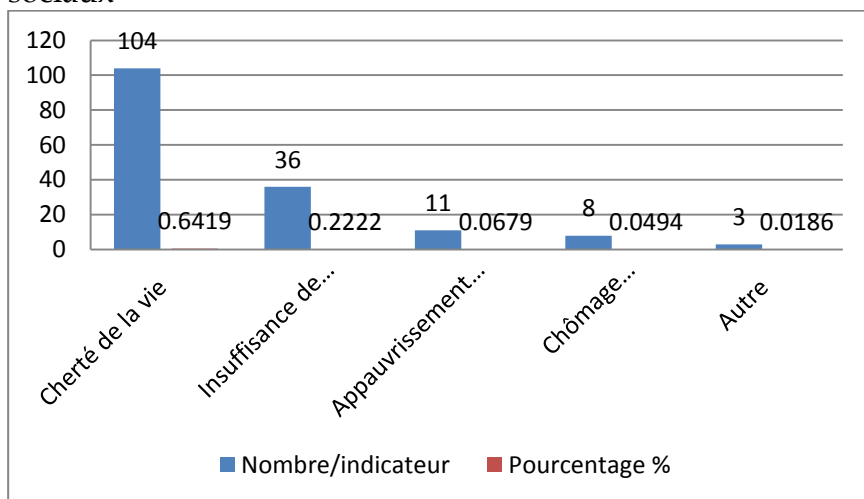


Source : De Salif (novembre 2023)

2.2. Impact du blocage des marchandises sur la population

Le blocage du port de Bénin, la fermeture des frontières avec le Nigéria, et le Bénin, la suspension des transactions commerciales avec les autres pays membres de la CEDEAO, ont été une problématique pour le Niger après le changement de régime en fin juillet 2023. En effet, les actes susmentionnés ont profondément déstabilisé l'équilibre des marchés au Niger. L'enquête conduite auprès des parties prenantes permet d'apprécier le niveau d'impact de cette situation « critique » sur les activités économiques.

Graphique 1 : distribution des enquêtés selon les indicateurs sociaux



Source : De Salif (novembre 2023)

Le graphique montre que 64,19 % des enquêtés enregistrés, confirment la cherté de la vie à cause du blocage des marchandises au port ; par contre, 22% soutiennent

l'insuffisance des produits de première nécessité. Cette situation de précarité appauvrit la population et représente la cause principale du chômage technique des transporteurs et d'autres catégories d'acteurs qui interviennent dans le domaine du transport au port de Cotonou, qui est considéré comme le port naturel du Niger.

2.3. Impact sur le niveau de vie

De surcroît, le Niger est l'un des pays où le nombre de personnes vivant dans « la pauvreté multidimensionnelle » est plus important, c'est-à-dire la faiblesse des revenus, accès difficile aux services de base et vulnérabilité aux risques. En effet, la cherté de la vie est un phénomène multifactoriel avec des problèmes structurels et de plus en plus conjoncturels à cause des changements des systèmes de production, de consommation et d'échange.

Aussi, les prix des produits de première nécessité ont connu une importante hausse au Niger. À cet effet, le lait, le sucre, l'huile et la farine sont les produits dont les prix ont connu une augmentation. Le revenu mensuel brut par habitant du pays reste 51 Dollar contre 168 Dollar par habitant pour toute l'Afrique. La cherté de la vie est devenue de plus en plus alarmante, car le prix d'un sac du riz de 25 kg qui était à 11.500 FCFA avant la fermeture des frontières est vendu présentement à 15.500 FCFA et 16.000 FCFA même chez certains commerçants. Les entretiens avec quelques responsables du milieu du transport et de commerce permettent de comprendre l'impact des crises portuaires sur le niveau de vie des populations. En effet, Monsieur F.P, ancien transitaire Togo-Niger affirme :

« Ce n'est pas de nos fautes, car le riz est en manque

partout au Niger. Pour l'importer, il faut passer par le corridor Lomé-Niamey qui revient plus cher compte tenu des frais de transit. »

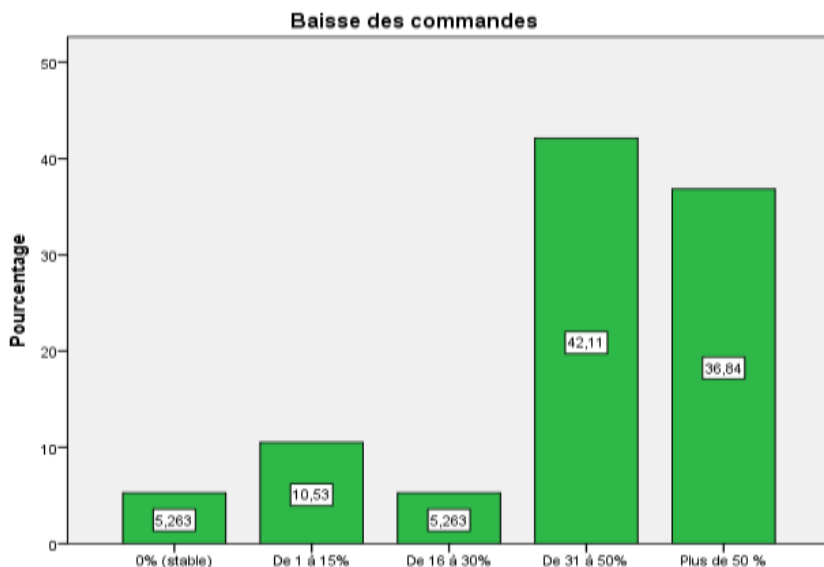
Quant à Monsieur O.Y commerçant importateur au marché de Niamey ajoute en ces termes :

« Pour moi, la plus importante conséquence est d'ordre financier. Voici un descriptif pour estimer le coût d'un sac de riz de 25 kg importé hors zone UEMOA et acheminé via le corridor Lomé-Ouagadougou-Niamey. – Prix d'achat : 420900X0F / Tonne-Transit Lomé : 13 500X0F / Tonne- Faux frais port (variable) : 5000X0F / Tonne-Transport Lomé-Niamey : 115 000X0F / Tonne – Passage Burkina 6 000X0F / Tonne – Douane et faux frais : 52 000X0F / Tonne – Déchargement : 2000X0F / Tonne. Cela fait un coût de revient autour de de 614 000 FCFA la tonne, soit 15 360 FCFA par sac de 25 kg. Voilà pourquoi depuis la fermeture du port les prix ne font qu'augmenter ce qui rend très chère la vie pour un pauvre citoyen ».

Comparativement aux coûts initiaux, c'est-à-dire avant la crise politique au Niger, l'on constate la flambée des prix des produits de première nécessité qui augmente le niveau de vie des populations alors que cette population a un revenu mensuel minimum actuel de 42 000 F CFA par mois en 2024 soit 51 Dollars. Ce revenu est très bas par rapport au prix qu'un transporteur doit verser à la Douane.

2.4. Impact sur l'écoulement et l'approvisionnement des produits de première nécessité

Graphique 2 : Variation du niveau des quantités des produits commandés



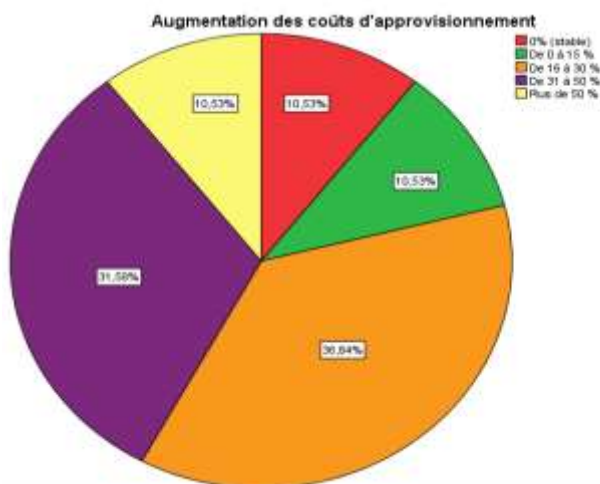
Source : De Salifou (novembre 2023)

De ce fait, les enquêtes réalisées auprès des entreprises attestent que le niveau des commandes de marchandises a connu, au cours des trois (3) derniers mois passés sous sanctions, un repli allant jusqu'à plus de 50 % du Stock. Près de 80 % des entreprises ont connu une baisse de plus du tiers de leurs commandes habituelles.

Les mêmes acteurs avancent une hypothèse au cas où les sanctions se maintiennent pendant les prochains 6 mois, les

commandes de marchandises connaîtront une plus grande baisse voire un arrêt total. En effet, les difficultés constatées au niveau de l'approvisionnement s'étendent aux coûts et aux délais d'acheminement des marchandises. Ainsi, la fermeture des frontières a entraîné une importante augmentation des coûts d'approvisionnement.

Graphique 3 : Variation des coûts d'approvisionnement



Source : De Salifou(novembre 2023)

Ce faisant, les résultats de l'enquête montrent que les coûts d'approvisionnement, toutes catégories d'entreprises confondues, ont connu une hausse au cours de cette période, avec des variations en hausse qui atteignent plus de 50% des coûts habituels. Également, le délai d'approvisionnement a connu une augmentation. Le délai peut atteindre 45 jours

voire 2 mois pour les entreprises qui ont un cycle d'approvisionnement mensuel.

Selon certaines informations recueillies sur le terrain, le rallongement du délai est dû à la suspension du transit des marchandises à partir des ports et aux contraintes liées aux nouvelles voies de contournement : les formalités frontalières à remplir et autres.

En effet, 80% des entreprises interrogées, ont attesté cela. Les mêmes entreprises attestent que le délai pourrait se rallonger dans les prochains mois, au cas où les sanctions restent maintenues. De ce fait, l'augmentation du coût de revient de l'approvisionnement du marché a des incidences sur les prix à la consommation des produits, qui pour la plupart, sont les produits de première nécessité. En effet, pour les denrées alimentaires comme le riz importé qui transite par le port de Cotonou, le prix du sac de 50 kg de 11 500 francs CFA a connu des hausses très variées s'élevant de 13 500 à 19 300 francs CFA sur certains marchés du pays.

De surcroît, la hausse des prix observable chez les grossistes ainsi que chez les commerçants détaillants. Au-delà des produits de premières nécessités, les légumes bien que disponibles sur les différents marchés et chez les vendeurs ambulants, sont vendus à des prix qui déchirent le cœur, et sont difficilement accessibles pour les ménages à faibles revenus (Niger diaspora, 2023).

Dans un contexte où quelques frontières restent toujours fermées, les opérateurs économiques se demandent comment s'y prendre pour faire arriver et faire sortir leurs marchandises au / du Niger. À cet effet, la diversification des ports de desserte et le développement de véritables routes commerciales demeurent problématiques. De plus, l'on note que malgré la

sortie du Niger d'un embargo de près de huit mois imposés par la CEDEAO à l'issue du changement de régime en juillet 2023, le pays ne parvient pas à assurer l'approvisionnement des marchés en produits de première nécessité. En effet, la crise politique que le pays connaît présentement, renforce les contraintes de proximité en matière d'échange avec les États membres de la CEDEAO. À ce niveau, Monsieur Y.D, commerçant à Niamey explique :

« Vous savez le problème que nous avons avec le corridor du Togo qui passe par le Burkina. Le problème, c'est le Burkina. Parce que nos marchandises arrivent à Kaya. On m'a dit qu'il faut retourner à Ouagadougou (la capitale du Burkina Faso) avant de reprendre notre route (celle qui mène au Niger) »

Monsieur S.M, commerçant-cultivateur à Niamey, témoigne que :

« Les Nigériens venaient ici vendre des haricots, des dattes, et achetaient notre maïs, notre sorgho... Maintenant nous devons trouver d'autres clients alors que tout ce que nous avons connu jusqu'ici était le commerce transfrontalier.»

Dans le même ordre d'idées, Monsieur Y.R, Responsable de l'un des syndicats de chargeurs Nigériens souligne en ces termes :

« Depuis le début des tensions entre le Niger et le Bénin ces sept (7) derniers mois, les autorités Béninoises ont fait état d'un recul d'activité au port de Cotonou, il n'y a pas de chiffres pour apprécier l'évolution de la tendance des volumes de fret étant donné le poids important du fret Nigérien dans son trafic global. Selon les données disponibles environ un tiers de près de 12 millions de tonnes traitées les années antérieures à la crise sont acheminées vers le Niger. Avec la crise, les opérateurs portuaires

nigériens (chargeurs, transporteurs, consignataires, transitaires, etc.) se sont tournés vers le port de Lomé

».

La crise politique a impacté négativement l'économie nationale et a accentué l'insécurité au niveau de certains corridors (Abidjan-Ouagadougou-Niamey) par exemple, ce qui rend difficile le transit des marchandises en quittant Abidjan pour Niamey. Il faut obligatoirement contourner vers Noyé, puis Lomé et emprunter le corridor Bénin-Niamey. Cette insécurité se caractérise par l'enlèvement des conducteurs et l'incendie des véhicules (gros porteurs) chargés des vivres et des marchandises. Ce fut le cas de plusieurs camions gros porteurs transportant des vivres et des marchandises en partance pour le Niger qui ont été victime d'attaque terroriste en 2023 au sein du corridor Burkinabé.

Photos : des camions gros porteurs de vivres incendiés au sein du corridor Burkinabé

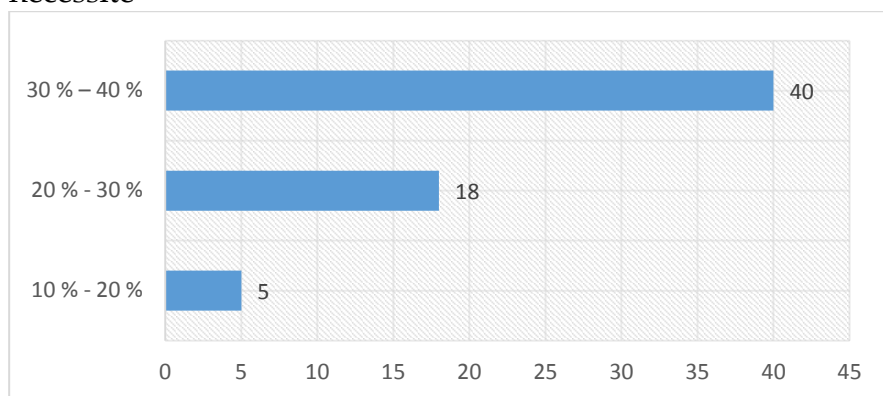


Source : De Salifou (novembre 2023)

2.5. Difficultés liées aux entreprises

Le niveau d'activité des entreprises est également impacté par les nouvelles sanctions communautaires. La hausse des coûts de revient et les prix des intrants ont conduit à une baisse des ventes et des profits des entreprises sur le marché. Cette situation a entraîné une baisse des chiffres d'affaires pouvant atteindre 40 %. La tendance baissière du chiffre d'affaires qui touche environ 60 % des entreprises, actuellement limitée à quelques produits. En effet, cette situation risque malheureusement de se généraliser à tous les produits même ceux de première nécessité si les voies d'accès ne sont pas diversifiées au profil d'autres ports hors CEDEAO.

Graphique 4 : variation des prix des produits de première nécessité



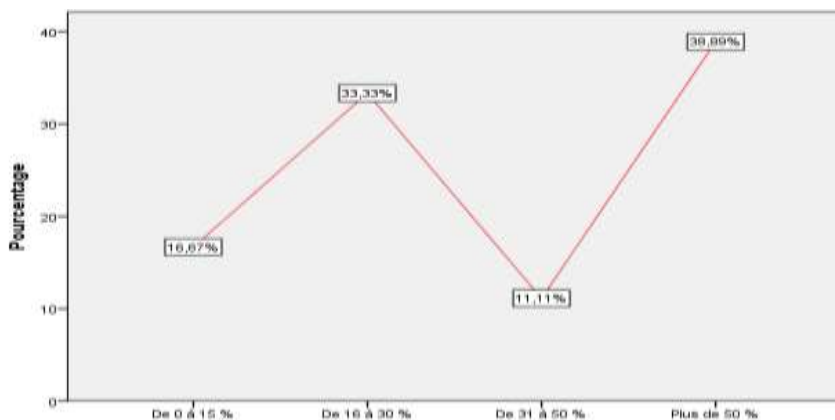
Source : De Salif (novembre 2023)

En ce qui concerne les prix des produits, une augmentation, autour de 15 %, est constatée au niveau de certains produits, au cours des trois (3) derniers mois. Si la situation perdure, la hausse des prix pourrait dépasser 40 %

et s'étendre à plusieurs produits dans les prochains mois. De même, cette variation a renforcé le niveau de pauvreté de la population nigérienne. En effet, le PNUD (2023) explique que le Niger avait un IDH de 0,354 ce qui le plaçait en dernière position du classement (Position 189). Selon les mêmes sources, 74,80% de la population est en situation d'extrême pauvreté multidimensionnelle avec un écart important entre les sexes dans le pays qui se traduit par une disparité de l'IDH : 0,321 pour les femmes et 0,443 pour les Hommes (ministère des Affaires étrangères, de l'Union Européenne et de la Coopération, 2023).

2.6. Difficultés liées aux surcoûts exceptionnels

Graphique 5 : Évolution du niveau d'activité au moment de l'enquête



Source : De Salifou (novembre 2023)

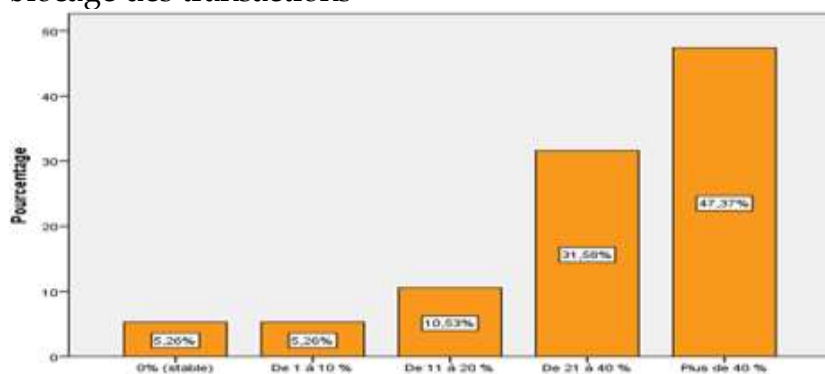
Les sanctions entraînent également des surcoûts exceptionnels pour les entreprises. Pour cela, les enquêtes réalisées font ressortir une baisse du niveau d'activité

dépassant parfois 50% à plusieurs niveaux qui dépasse 50% de taux de fonctionnement habituel. Les surcoûts exceptionnels proviennent de la baisse des charges des niveaux d'activités et des charges de surestaries liées au blocus sur les frontières depuis 3 mois, des pénalités et amendes liées aux contrats, etc. En effet, l'augmentation varie de 10 à plus de 40% des charges d'importation, en fonction des entreprises. Pour les responsables de certaines entreprises, les charges pourraient dépasser la valeur des marchandises importées les prochains mois, si les sanctions ne sont pas levées.

2.6. Baisse de l'économie dans les secteurs d'activité

Le niveau d'activité des entreprises est également impacté à cause du blocage du port et la fermeture des frontières des pays membres de la CEDEAO avec le Niger. En effet, ce blocage est à la base d'une flambée des prix à tous les niveaux.

Graphique 6 : Variation des ventes des produits suite au blocage des transactions



Source : De Salifou (novembre 2023)

En outre, les données statistiques montrent que la gestion des affaires publiques au Niger est directement affectée à cause du blocage des transactions commerciales internationales au niveau des portes d'entrée et de sortie des marchandises, notamment le port du Bénin. Le blocage et la fermeture des frontières ont eu des conséquences néfastes sur l'économie nationale, car ils ont influé sur la capacité de l'État à gérer ses dépenses de souveraineté comme le paiement des salaires des fonctionnaires, le fonctionnement régulier de l'administration, etc. Le graphique ci-dessus souligne que l'économie du pays a considérablement chuté à cause du blocage et de la fermeture des frontières. En effet, la frontière Bénin-Niger reste toujours fermée bien que les sanctions soient levées à l'issue du sommet des chefs d'État de la CEDEAO le 24 février 2024. Le pacte régional Bénin-Niger est conçu pour réduire les coûts de transport le long du corridor entre le port de Cotonou au Bénin et la capitale du Niger, Niamey. Cette variation de l'économie dans les différents secteurs d'activité est renforcée par les propos des acteurs. En effet, monsieur E.S, cadre de la chambre du commerce explique ceci :

« La situation actuelle de fermeture de la frontière entre ces deux pays impacte négativement presque sur tous les secteurs de l'économie avec un manque à gagner de dédouanement de plus 1000 camions en transit sur ce corridor. »

Quant à S.L, cadre de la chambre de commerce :

« Les performances économiques ont considérablement été réduites à cause de la crise que nous traversons actuellement. Et cela se sent dans tous les sec-

teurs d'activité économique. Au niveau de l'agriculture, la baisse des recettes est criarde : les planteurs et les opérateurs économiques souffrent parce qu'ils n'arrivent pas à rentabiliser comme avant. »

2.7. La mise au chômage technique des travailleurs

Définie comme une situation d'absence de travail temporaire qui peut être longue ou courte due à un changement structurel, économique, social et politique. En effet, le chômage technique est une donnée économique qui influe sur les comportements des individus. Il oriente le choix des acteurs et modifie leur trajectoire de vie. Dans un contexte de crise géopolitique et de transition politique, les acteurs sociaux nigériens qui évoluent dans les sphères logistiques et commerciales ont dû abandonner partiellement voire totalement leurs activités à cause du soubresaut politique répétitif. À cet effet, les entretiens menés auprès de quelques responsables dans ces domaines viennent conforter notre analyse. Du côté du Bénin comme en témoigne monsieur D.H porte-parole du syndicat des dockers :

« Dès le premier mois de la fermeture du port, tous les commis et dockers des hangars 01 à 14 étaient en chômage technique et cela a provoqué une grande crise au sein de la compagnie portuaire. Tous les produits béninois qui ne s'écoulaient qu'au Niger ont pourri ».

Monsieur S.M, chef des apprentis de gros camions note pour sa part :

« Avec le problème des ports cela n'a pas été facile pour nous. Nos patrons n'arrivaient pas à nous payer. Ils étaient obligés de nous libérer. Donc chacun

attendait que les choses reprennent pour reprendre son activité »

Ces propos sont renforcés par ceux de Monsieur F.P, Doyen - conducteur de gros camion :

« Il y a eu certains de nos collègues qui ont vu leur voiture brûlée pendant la fermeture des corridors par les rebelles, d'autres tués parce qu'ils n'avaient pas de routes alternatives pour acheminer rapidement les marchandises et tout cela à cause des distances entre les pays. Actuellement, d'autres sont sans camions et vivent difficilement parce que ce sont leurs voitures qui leur servaient d'économie. »

Ce faisant, le chômage technique des conducteurs et de tous ceux qui exercent dans le domaine de transport est une réalité. Les activités des conducteurs, des transporteurs, des opérateurs économiques sont au ralenti, à la suite de la fermeture des frontières terrestres entre le Niger et les autres pays membres de la CEDEAO depuis le changement de régime au Niger. En effet, cette situation a engendré plusieurs conséquences tels que le chômage technique, le ralentissement des activités économiques, etc.

3. Discussions

Les résultats de cette étude ont été analysés sous 7 axes principaux et sont indépendamment liés les uns les autres. En effet, la rareté des produits de consommation sur le marché suite au blocage est due à leur blocage au niveau des corridors et ports, affectant ainsi la population. Celle-ci voit leur niveau de vie dégradé en raison des difficultés que les transporteurs rencontrent dans de l'écoulement et l'approvisionnement des produits de première nécessité.

Cette situation affecte également les entreprises locales et extérieures et occasionne la flambée des denrées alimentaires ainsi que le chômage technique des travailleurs du secteur de transport.

Au regard de ce qui précède, il est à noter que la fermeture des frontières en situation de crise n'est sans conséquences. L'étude réalisée par l'Organisation Mondiale de la Santé en 2022 est un exemple récent qui vient conforter cette assertion.

En effet, dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 à l'Extrême-Nord du Cameroun. La fermeture des frontières, les mesures de distanciation et la restriction des mobilités nationales ont été à l'origine des changements survenus dans ce pays. L'évaluation des conséquences de la crise sanitaire sur le secteur économique a montré que la plupart des secteurs d'activité de la région ont subi des chocs importants, spécifiquement dans le domaine du commerce, l'import-export, la vente d'alcool, l'agriculture, l'élevage et l'artisanat. L'étude de l'OMS est intéressante parce qu'elle est en phase avec les résultats de la présente étude même si elle s'inscrit sous un angle sanitaire. Mais bien avant, Clément B. (2020) faisait le même constat. Ce dernier explique l'épidémie a engendré au niveau mondial une chute de la mobilité, une crise économique majeure, une stigmatisation accrue de « l'étranger » et plus particulièrement des migrants. Cette question de mobilité

Les fermetures des frontières, les contrôles et suspensions des mobilités ont un fort impact économique et social dans de nombreux pays. Confrontée à ces mesures, les pays qui ont fermé leur frontière ont souffert des difficultés d'approvisionnement et de la diminution des recettes en

devises. Au mieux, cette mesure a eu des conséquences sur le transport et le tourisme (Poliny, 2022).

Une étude pilotée par l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre en 2019 exposait déjà ces constats¹. L'approche de l'impact économique et social de la COVID - 19 sur le territoire eurorégional, identifiait les principales problématiques que les personnes ont dû affronter durant les premiers mois de la crise. Les tenants de ce projet expliquaient que la fermeture de la frontière a eu un impact négatif sur les citoyen.ennes et les travailleur.euses transfrontalier.ères, provoquant une perturbation sociale et économique majeure.

L'ensemble de ces études viennent conforter nos résultats et montre les multiples enjeux socio-économiques de la fermeture des frontières en situation de crise. Cependant, ces études restent limitées au secteur santé et ne mettent pas en relief la dépendance des pays vis-à-vis des autres pays à façade maritime ainsi que leur positionnement à l'échelle national et inter-régionale.

Conclusion

Au terme de cette étude, il est important de remarquer que la situation au Niger a eu et continue d'avoir d'impacts réels sur la vie des populations et dans presque tous les secteurs de l'économie surtout dans le domaine du

¹Euroregion (2019). Impact socioéconomique de la fermeture de la frontière https://www.euroregion-naen.eu/wp-content/uploads/2019/12/Informe-cierre-frontera_FR.pdf

transport. Ce qui invite à s'interroger sur des éventuelles mesures de sortie de crise. A cet effet, des mesures peuvent être prises pour répondre à cet objectif. Dans la pratique, il faut promouvoir la diversification des ports de desserte ; rendre flexible les accords de coopération entre le Niger et les autres pays à façade maritime et promouvoir l'interdépendance et l'équité économique entre les Etats.

La première paraît abstraite lorsque l'on voit la fragilité de la logistique des pays et des clivages inter pays, entraînant ainsi une reconfiguration des rapports de force et des groupements d'idéologie politique. Mais, la réussite d'une telle ambition passe nécessairement par une volonté politique affichée par les acteurs politiques du pays. Par ailleurs, le socle de l'économie reposera sur cette hypothèse.

Références bibliographiques

- AFP (2024). Montée des crispations entre le Bénin et le Niger, <https://www.vooafrique.com/> consulté, le 15 Juillet 2024 ;
- Clément, Baudet (2020). Quelles conséquences pour la fermeture des frontières ? Source : <https://lejournald.cnrs.fr/nos-blogs/covid-19-la-parole-a-la-science/quelles-consequences-pour-la-fermeture-des-frontieres>
- Documentation sur les expériences d'autres pays confrontés à des situations similaires ;
- Données statistiques sur l'importation de biens essentiels de consommation ;

- Euroregion (2019). Impact socioéconomique de la fermeture de la frontière https://www.euroregion-naen.eu/wp-content/uploads/2019/12/Informe-cierre-frontera_FR.pdf
- Maya Elboudrari (2024). Frontière fermée, pétrole bloqué : comment expliquer la crise entre le Niger et le Bénin ? Source : <https://information.tv5monde.com/> Consulter le 15 juillet 2024 ;
- Ministère des affaires étrangères, de l'Union Européenne et de la Coopération (2023). Cadre Association Pays de Niger-Espagne 2023-2027, CYAN Ptoyestos Éditoriale ;
- Niger : les conséquences logistiques des sanctions de la CE-DEAO ; en ligne sur : <https://www.meretmarine.com/fr/vie-portuaire/niger-les-consequences-logistiques-des-sanctions-de-la-cedeao> (dernière consultation le 27/03/2024 à 11hr : 25);
- OIM (2022). Étude de l'impact des fermetures des frontières, suite à la crise de la COVID-19, sur les activités socioéconomiques des populations de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Source : ISBN (PDF) 978-92-9268-299-6
- Poliny Ndong Beka (2022). Les frontières des pays d'Afrique subsaharienne à l'épreuve de la Covid-19. Espace géographique et société marocaine, 2022, 58, pp.31-52. [ff10.34874/IMIST.PRSM/EGSM/31129.ff.fhhal03661966](https://doi.org/10.34874/IMIST.PRSM/EGSM/31129.ff.fhhal03661966)
- Rapports d'experts sur les conséquences économiques du blocus et de l'embargo ;

The Civil Liability of the Electronic Agent

Samia BOULFA

University of Batna 1, Hadj Lakhder

Samia.boulafa@univ-batna.dz

Abstract

This study focuses on the civil liability of the electronic agent, which may arise from damages caused by security devices. These damages may be attributable to a defect in the product or a complaint arising from user error. The study provides a detailed account of the foundations of this liability, which consists of fault, damage, and the causal relationship between the fault and the damage.

Keywords: *electronic agent, agency, electronic commerce, contracting party, liability*

La responsabilité civile de l'agent électronique

Résumé

Cette étude se concentre sur la responsabilité civile de l'agent électronique, qui peut découler des dommages causés par les dispositifs de sécurité. Ces dommages peuvent être imputables à un défaut du produit ou à une plainte résultant d'une erreur de l'utilisateur. L'étude détaille les fondements de cette responsabilité, à savoir la faute, le dommage et le lien de causalité entre la faute et le dommage.

Mots-clés : *agent électronique, agence, commerce électronique, partie contractante, responsabilité*

Introduction

The will of the electronic agent may substitute for the will of the contracting party; nevertheless, the effects of the act, whether rights or obligations, are directly attributed to the principal. The agent does not generate its own will or authority independently; rather, these are established by the principal. The principal may be absolved of liability if it is demonstrated that the electronic agent does not operate under the principal's control or if it is proven that the fault does not originate from the electronic agent but rather from an external cause beyond the principal's will. Suppose the electronic agent commits an error or mistake resulting from a defect in the computer's programming, which induces a third party to enter into a contract. In that case, the third party may seek annulment of the contract by bringing an action for nullity against the principal, as the latter is considered the original party to the contract.

Furthermore, the third party may claim compensation from the principal for any damages sustained. Ultimately, recourse may be sought against the originator of the computer program, who is deemed liable for any programming errors. In all cases, the principal's liability does not arise unless the liability of the electronic agent is first established. If the damage suffered by the third party does not result from the electronic agent's fault but from an external cause, the third party has no right of recourse against the principal. In this context, the National Conference of Commissioners on Uniform State Laws committee drafted this law, distinguishing between the electronic device and the electronic agent. (Khalid Mamdouh Ibrahim, 2011, 51.)

This distinction aims to exempt the principal from liability that may arise in the event of a computer-related error. If the pre-programmed computer is regarded merely as an electronic device, the principal is not liable for errors committed by the computer. However, if the computer is considered an electronic agent that has been pre-programmed to conduct electronic transactions, the principal is legally responsible for the mistakes of the electronic agent.

A person contracting with the electronic agent will be subject to the effects of the contract unless it is proven that he or she was unaware or could not reasonably have known that the contracting party was, in fact, an electronic agent. This is reflected in the Dubai Electronic Transactions Management Law, which stipulates that for an electronic contract between an electronic agent and a natural person, the latter must know, or be presumed to know, that the transaction will be concluded with an electronic agent. The law states: "A contract is concluded between an automated electronic information system and a natural person if the latter knows, or is presumed to know, that such a system will undertake the task of concluding and executing the contract."

Accordingly, the electronic agent's liability arises when an error in programming the computer or system harms the other party. In such cases, liability is assigned to the party responsible for the error and causing the damage, provided a causal relationship between the fault and the damage can be established.

Problem Statement

The problem addressed in this chapter concerns the complexity of establishing liability when dealing with an elec-

tronic agent and the difficulty of holding the party responsible for the damages accountable. In order to answer this problem, the following steps have been adopted:

- **First Section:** Definition and Effects of the Electronic Agency Contract
 - **First Requirement:** Definition of the Electronic Agency Contract
 - **Second Requirement:** Effects of the Electronic Agency between the Contracting Parties and Third Parties
- **Second Section:** Elements of the Liability of the Electronic Agent
 - **First Requirement:** The Element of Fault
 - **Second Requirement:** The Element of Damage and Its Causal Relationship

1. Definition of the Electronic Agency Contract

An agency contract is an agreement by which the agent undertakes to perform a legal act on behalf of the principal. It is, in essence, a contract based on mutual consent; it becomes a formal contract if the legal act constituting the subject of the agency is itself a formal act.

Among the characteristics of the agency contract is that it may be a negotiation contract if remuneration is stipulated explicitly or implicitly, and it is also a binding contract. The principal is always obliged to reimburse the agent for expenses incurred in performing the agency and to compensate him for any damage suffered.

Linguistically, agency (wakālah) is defined as protection and guarantee. This meaning has evolved through the development of the agency contract to the extent that it now

signifies one person representing another and being assigned to act on their behalf in concluding transactions and carrying out tasks.

Therefore, I shall discuss the electronic agency contract and its effects in the first requirement. In contrast, the second requirement will address the effects of the electronic agency between the contracting parties and third parties.

1.1. Definition and Effects of the Electronic Agency Contract

Legislation concerning electronic commerce has differed in its definition of the electronic agent. The Canadian Uniform Electronic Commerce Act of 1999 defines the electronic agent as: "A computer program, electronic or other means that is created to initiate an action or respond to electronic records or perform functions, in whole or in part, without review or intervention by an individual." (Jamil Abdul-Baqi, 2004, 13) This definition closely resembles that provided by the Uniform Commercial Code of the United States in its second article and the Uniform Electronic Transactions Act in Article 6(2) of Section 401. The electronic agent is: "A computer program, electronic, or other means created to initiate an action or respond to electronic records or perform functions, in whole or in part, without review or intervention by an individual." This definition of the electronic agent appears to align with the previous definition, particularly in describing the electronic agent as a computer program. The law defines a computer program as: "A set of instructions or directives used, directly or indirectly, in processing information to achieve a specific result." Moreover, the law defines the term "electronic" as: "Electrical, magnetic, optical,

electromagnetic, or any other form of technology with similar capabilities.” (Adel Abu Hasheema, Mahmoud, *Contracts for Electronic Information Services in Private International Law*, 1st ed. (Cairo: Dar Al-Nahda Al-Arabiya, 2004), 132)) According to the provisions of Article 699 of the Egyptian Civil Code, any actions undertaken by the agent within the scope of their authorisation are carried out on behalf of the principal. Therefore, whether the agent performs an act of disposition or management, legal proceedings may not be brought against the agent regarding such acts; instead, any claim must be directed against the principal. In this context, as evidenced by the documents, the essence of the dispute between the appellant and the first respondent centres on whether the sale was concluded for the principal's benefit. Since the execution of this transaction is for the account of the principal, any legal action arising therefrom should be brought against the latter. The contested judgment, in ruling otherwise by rejecting the plea of lack of standing raised by the appellant because the action was brought against the wrong party and by establishing the contract at issue on the basis that the agent was authorised to conclude and sign it under the agency agreement has erred in its application of the law. (Ali Haidar, 2003, 6)

The electronic agent is a special software programme characterised by autonomy in executing tasks. (S. Weitting and E. Zehedner,) Various names are known for this programme; however, the most common term is "Electronic Agent." Although "electronic agent" is widely used, scholars have not agreed upon a precise definition, making it difficult to reach a unified definition.

Jurisprudential definitions have contributed significantly to adopting legislative frameworks governing electronic agent programs' operation. Among these definitions are the

following: According to some scholars, the electronic agent is “a programme that knows how to perform actions that are suitable for the user.” Other scholars focus on the objective or function performed by the electronic agent. For example, one technician at IBM defined it as “a programme that assists people in carrying out tasks on their behalf.” It is also defined as “anything that can operate within its environment through sensors and interact with that environment via effectors.”

Some prefer to focus on the characteristics that distinguish this programme from others, which is why it is called an "electronic agent." Among the definitions advanced in this regard is that the electronic agent is "a programme or a physical component of a computer, whether hardware or software, characterised by four features: autonomy, social ability, reactivity, and proactiveness."¹

Certain scholars include a further set of characteristics in addition to the aforementioned definition: adaptability, personalisation according to the user's profile, collaboration, and goal-orientedness.²

Others tend to define the electronic agent as a computer program that responds, wholly or partially, to data messages without the intervention of a natural person each time the system acts or responds. It serves as an intermediary in electronic transactions, performing functions analogous to those of a traditional agent represented by a legal person, whether

¹ M. Wooldridge and N. Jennings

² “Intelligent Agents,” EGAL-94 Workshop on Agent Theories, Architectures, and Languages, Berlin, 1995.

a natural or juridical person. This is reflected in its execution of lawful and specific acts on behalf of the principal.

For the Algerian legislator, commercial agency contracts are defined in Article 34 of the Commercial Code as "an agreement by which a person customarily undertakes to prepare or conclude sales, disputes, and generally all commercial transactions in the name and on behalf of a merchant and to conduct commercial operations on his own account, but without being bound by an employment contract."¹

Moreover, Article 571 of the Civil Code defines agency as "a contract by which a person assigns another to carry out everything on behalf of and in the name of the principal."²

It is worth noting that the Algerian legislator did not address the electronic agent in Law No. 18 on Electronic Commerce but limited himself to defining only the electronic supplier and consumer.

1.2. The Effects of the Electronic Agency between the Contracting Parties and Third Parties

After their amendment, the conclusion of electronic contracts validates those executed by the electronic agent and attributes the results to the party utilising the agent.³

Since the liability of the electronic agent requires further clarification, we have chosen to address the element of fault as the basis for establishing liability, the element of damage resulting from this fault, and the causal relationship between them. This will be referred to as follows:

¹ Article 34 of Algerian Commercial Code No. 75/59.

² Article 571 of the Algerian Civil Code.

³ L. J. Danial, "Electronic Contracting under the 2003 Revisions to Article 2 of the Uniform Commercial Code: Clarification or Choice?"

1.3. The Element of Fault

There are mutual obligations between the user and the intermediary, including:

The duty of disclosure: The duty of disclosure is considered the most important aspect during the negotiation phase, which involves a series of discussions, the exchange of viewpoints, and the exertion of various efforts by both parties. Negotiators are thus obliged, as a result, to provide the other party with all available information relating to the subject of the contract. This is achieved by disclosing information during the negotiation phase. Under Algerian civil law, Article 86(2) assigns this obligation to...

2. Elements of the Liability of the Electronic Agent

These national laws, which address the actions managed by the electronic agent, are mirrored in the United States Uniform Electronic Transactions Act (UETA),¹ Which recognises the ability of the electronic agent to conclude and execute contracts independently on behalf of others and renders those on whose behalf the agent acts liable for its actions.

The same applies to the Uniform Computer Information Transactions Act (UCITA) of 1999, which, in Section 102, defines the electronic agent, and in Sections 107 and 112, affirms the validity of actions carried out by the electronic agent. Specifically, Section 107 stipulates that the person using the electronic agent is bound by the transactions performed by the agent, even if the user was unaware of the

¹ Uniform Electronic Transactions Act, enacted in 1999.

agent's actions or did not review the operations undertaken by the agent or their outcomes.

In addition to the aforementioned laws, the Uniform Commercial Code (UCC) on electronic commerce underwent significant amendments in 2003. The revised provisions included the requirement for the seller to enable the buyer to access comprehensive information regarding the goods. Furthermore, the buyer can withdraw from the contract after acceptance within a specific period determined by law. (Nidal Ismail Buraim, 2005), 58)

Due to the difficulty in aligning the wills of both parties, which may be expressed in a manner that is not directly conflicting, such that the offer is made by one contracting party and acceptance by the other follows after a lapse of time, there also arises the challenge of verifying the date of actions and documents, the prior preparation of evidence, and the determination of the place where acts are concluded and documents are executed. In the traditional legal sense, electronic contracting between the principal and the electronic agent occurs without a contract. The contracting process is done remotely, without the parties seeing each other or negotiating face to face, as in a conventional agency.

Liability arising from the breach of a legal obligation is a tortious liability, whereas liability arising from the breach of a contractual obligation is a contractual liability. Since the agency is a contract regulated by law, contractual liability is incurred by the party that fails to fulfil its obligations. Suppose the will of the electronic agent substitutes for the principal's will in contracting. In that case, the act's effects, whether rights or obligations, are nevertheless directly attributed to the principal. This is because the electronic agent

does not create its own will or authority; rather, these are established by the principal. The principal may be discharged from liability if it is proven that the electronic agent does not operate under the principal's control or if it is demonstrated that the fault is attributable to an external cause beyond the principal's will. Suppose the electronic agent commits an error or mistake due to a defect in the programming of the computer, which induces a third party to contract with it. In that case, the third party may seek to annul the contract by bringing an action for nullity against the principal, who is regarded as the original party to the contract. The third party may also claim compensation from the principal for damages suffered. The principal, in turn, may have recourse against the computer program designer, who is deemed responsible for the programming error. (Hisham Al-Ma'mun, 2006), 178)

In all cases, the principal's liability is not established unless the liability of the electronic agent is first established. If the damage suffered by the third party is not attributable to the fault of the electronic agent but rather to an external cause, the third party has no right of recourse against the principal.

Opinions have varied and multiplied regarding assessing fault that gives rise to liability. However, what is well established in both doctrine and jurisprudence is that fault in tortious liability consists of a person's breach of a legal obligation with awareness of that breach. This constitutes a deviation from the standard behaviour of a reasonable person. This obligation entails that an individual exercise caution and vigilance in their conduct to avoid causing harm to others. Should a person deviate from this required conduct and

be aware of such deviation, they are considered at fault and thus liable in tort.

Most scholars agree that fault is the breach of a legal obligation with the awareness that such breach may harm others. Fault in the context of electronic agency occurs when the agent deviates from the path prescribed for it. The fault is attributable to the person who created the programme, who, in this case, is held liable for the acts of their subordinate.

As for the mental element (awareness) of fault, liability is not based on capacity. For example, a minor lacking discernment, a person with insanity, an imbecile, or one who has lost self-control for a temporary reason such as intoxication, hypnosis, or sleep disorders, none of these can be deemed at fault, as they are unaware of their actions. In tortious liability, discernment is not equated with the capacity required for contracting; rather, discernment is the awareness element of fault, and without it, the wrongdoer cannot be considered at fault.

It should be noted that Algerian cassation law does not directly establish the general rule of contractual liability for the acts of others, as is the case for the general rule of tortious liability for others. However, a provision does exist that indirectly establishes the principle of liability for the acts of others, namely the second paragraph of Article 217. Furthermore, it is permissible to agree to exempt the liable party from any responsibility arising from the non-fulfilment of their civil obligations.

Ultimately, it is observed that the element of fault, as the basis of liability on the part of the electronic agent, consists of the breach of obligations arising between the user and the intermediary, such as the duty of disclosure. The negotiator

or the other party must be provided with all available information on the contract subject to disclosure during the negotiation phase. The act's effects, in terms of rights and obligations, are attributed directly to the principal, as the electronic agent does not create its own will or authority; rather, these are established by the principal. The latter may be discharged from liability by proving that the electronic agent operated beyond their control. Suppose the electronic agent commits an error or mistake due to a defect in the programming of the computer, which leads a third party to contract with it. In that case, the third party may seek the annulment of the contract by bringing an action for nullity against the principal, who is considered the original party to the contract.

The third party may also seek compensation from the principal for any damages suffered. In contrast, the principal, in turn, may have recourse against the computer program designer, who is deemed responsible for programming errors. In all cases, the principal's liability does not arise unless the liability of the electronic agent is first established.

3. The Element of Causation and Its Causal Relationship

Civil liability, like other forms of liability, arises when damage occurs due to the fault of one of the contracting parties. If liability is established about a third party, it is tortious; otherwise, it is a contractual liability. Contractual liability arises when one party fails to fulfil their obligations. In contrast, tortious liability is established when a person breaches the general duty imposed by law not to cause harm to others by committing a specific wrongful act that damages a third party.

Given that the electronic agent is merely a programmed communication tool operated by its user, all obligations attributed to it stem from pre-programmed contracts. Accordingly, the user's obligations are divided into general and specific obligations.

General obligations arise from the inherent nature of electronic intermediation, which imposes several requirements. These obligations include providing the technical capabilities and material resources necessary to deliver trading services, such as qualified technical staff and ensuring the validity of received orders.

Article 03 of Resolution No. 67 of 2007 (Tariq Al-Bakkush, 718) The Regulation of Online Trading requires that the intermediary possess the technical and administrative capabilities necessary to provide online trading services. Thus, the intermediary acting on behalf of the user must achieve a specific result rather than merely exercise due diligence. As such, the intermediary must provide all necessary trading resources, utilising all technological capabilities available through modern advancements.

Thus, the intermediary is liable for any damages sustained by the client if it is proven that the client's orders were not executed in the manner, quantity, or price specified by the client. The intermediary is also liable for any malfunction, interruption (except those attributable to the clearing house), or disruption in its information systems or databases under its direct management. In this respect, the electronic intermediary is deemed liable for damages suffered by the client due to the use of its systems. In all circumstances, the electronic intermediary must provide the necessary material resources for operation, including the equipment and sys-

tems for executing and safeguarding databases under its direct management.

Accordingly, the intermediary must exercise due diligence in selecting its personnel and bear the consequences of poor selection due to a lack of care. There are also certain specific obligations, such as:

Concluding an Online Trading Agreement:

The electronic intermediary must provide a draft of the agreement and present it to the client for approval before executing it. This agreement must include, at a minimum, the mandatory data and provisions that bind the electronic intermediary and are intended to alert the client to the risks associated with online trading. Such an agreement constitutes a contractual framework that safeguards the rights of both parties and delineates their reciprocal obligations.

Clarity of Drafting:

This obligation applies to the intermediary or seller. It is established that any ambiguous or vague legal act, statement, or term will be interpreted against the party responsible for the ambiguity. This issue frequently arises in contracts concluded remotely.

Duty to Advise and Guide:

The electronic intermediary must assist the client in selecting the most appropriate decision for their needs. There are also duties incumbent upon the client or user in order to avoid incurring liability:

Duty of Care and Caution:

Failure to exercise due care and caution results in the client's liability if such failure damages the agent employed by the user. Thus, liability is contractual about the user and tortious about third parties.

-Safeguarding the means of communication and paying the required fees.

-The client must safeguard the means of communication specified in the trading agreement with the intermediary.

-The obligations establish the causal link between fault and damage when breached. If these obligations are stipulated in the contract, the resulting fault is contractual, giving rise to contractual liability. The resulting liability is tortious if the breach pertains to a legal obligation. Various forms of liability may arise in electronic contracting on the Internet; however, such liability will be contractual if the core of the electronic transaction is a contract. (Tariq Al-Bakkush, 718)

The effects of the contract do not bind a natural person contracting with an electronic agent if it is proven that he or she was unaware, or could not reasonably have known, that the contracting party was an electronic agent. This principle is affirmed in the Dubai Electronic Transactions Law, which stipulates that, for an electronic contract to be concluded between an electronic agent and a natural person, the latter must be aware that the transaction will be entered into with an electronic agent. The law provides that "a contract is concluded between an automated electronic transaction system and a natural person if the latter is aware that such a system will undertake the task of concluding or executing the contract." (Muhammad Hussein Mansour, *op. cit.*, 76)

Conclusion

The breach of the obligations stipulated in the electronic contract, which forms the electronic agency contract, constitutes the basis of contractual liability between the user and the electronic agent. The causal relationship in the occurrence of damage is limited to the failure to observe the contractual obligations due to negligence, thereby giving rise to tortious liability.

References

- Hisham Al-Ma'mun. *Special Provisions on Electronics*. Alexandria: Mansha'at Dar Al-Ma'arif, 2006.
- Jamil Abdul-Baqi. *The Internet and the Law*. 1st ed. Cairo: Dar Al-Nahda Al-Arabiya, 2001.
- Muhammad Hussein Mansour. *Electronic Liability (Electronic Transactions)*. Alexandria: Mansha'at Dar Al-Ma'arif, 2007.
- Tariq Al-Bakkush. "Project Contribution on Electronic Intermediation," Conference on Electronic Transactions (Electronic Commerce).
- Witting, S., and Zeheder, E. "The Electronic Agent: A Legal Personality under German Law," available at www.leonline.net/publication.

School Phobia and Approaches to Cognitive-Behavioral Care

Abderrahmen SENOUSSAOUI

Faculty of social and human sciences
University of Oran 2 Mohamed Ben Ahmed
senoussaoui13@gmail.com

Djamel RAHMANI

Faculty of social and human sciences
University of Tizi Ouzou Mouloud Mammeri
rahmanidjamel13@gmail.com

Ali HOUICHE

Mohamed Boudiaf University of M'sila
houiche.ali@univ-msila.dz
Orcid: 0009-0001-3470-8221

Abstract :

*School Phobia is a type of anxiety disorder observed in pupils, characterized by excessive and irrational fears associated with being at school. Affected students often exhibit significant anxiety during school attendance and attempt to remain at home by offering various justifications, such as psychosomatic complaints, fear of teachers, or difficulties with academic subjects. This intervention aims to address school life phobia through the application of **Cognitive Behavioral Therapy (CBT)**, which offers a range of evidence-based techniques designed to reduce anxiety and alleviate pathological fears. The objective is to help the student perceive the school environment as safe and non-threatening, thereby fostering a sense of acceptance and encouraging active participation in learning.*

The therapeutic approach incorporates methods such as behavioral modeling, acceptance strategies, attention modification, relaxation techniques, and structured homework assignments. These tools collectively support the student's psychological adjustment to the school setting and promote healthier interactions with peers both in the classroom and during other school activities.

Keywords: *Cognitive Behavioral Therapy; School Phobia; School Absenteeism; School Avoidance; School Refusal.*

Phobie scolaire et approches cognitivo-comportementales

Résumé :

La phobie scolaire est un type de trouble anxieux observé chez les élèves, caractérisé par des peurs excessives et irrationnelles associées au fait d'être à l'école. Cette intervention vise à traiter la phobie scolaire par l'application de la Thérapie Cognitive du Comportement (TCC), qui offre une gamme de techniques basées sur des preuves et conçues pour réduire l'anxiété et soulager les peurs pathologiques. L'objectif est d'aider l'élève à percevoir l'environnement scolaire comme sûr et non menaçant, ce qui favorise un sentiment d'acceptation et encourage une participation active à l'apprentissage. L'approche thérapeutique intègre des méthodes telles que la modélisation du comportement, les stratégies d'acceptation, la modification de l'attention, les techniques de relaxation et la structuration des devoirs. Ces outils soutiennent collectivement l'adaptation psychologique de l'élève à l'environnement scolaire et favorisent des interactions plus saines avec ses pairs, à la fois dans la salle de classe et pendant les autres activités scolaires.

Mots-clés : *Thérapie cognitivo-comportementale ; phobie scolaire ; absentéisme scolaire ; évitement scolaire ; refus scolaire.*

Introduction:

School phobia (or *phobie scolaire* in French) is one of the common disorders that may affect children and hinder their adaptation to the school environment. In most cases, it leads to school avoidance and early dropout. In the absence of accurate statistics and serious management of such cases within Algerian schools, some studies (Tayeb et al., 1982) estimate that the proportion of children who experience fear of school ranges between 1% and 3% of the total student population. Other studies report five cases out of every 172 children. In France, one study showed that the prevalence of school phobia among enrolled students ranges from 1 to 5 out of every 100 pupils (Sérès, 2008).

Due to the lack of available school programs aimed at psychologically preparing students to accept the school environment, and the noticeable absence of efforts to make the school climate appealing and enjoyable, this disorder tends to remain both widespread and under recognized among educational professionals.

In recent years, school phobia has attracted increasing attention from scholars and researchers in the fields of mental health and psychology. Initially, this disorder encompassed a variety of clinical manifestations, such as separation anxiety, school refusal, unexplained absenteeism from kindergarten or school, and school truancy. However, the concept has since evolved into a more precisely defined clinical condition and has come to be recognized as a pathological phenomenon that warrants dedicated research and study (Hussein, 2014).

In its simplified form, school phobia is associated with irrational fears related to the school environment. Yet, from a deeper psychological perspective, it holds significant underlying meanings and appears in various forms, accompanied by a range of symptoms. Its causes differ from case to case and vary according to the explanatory theories applied.

By focusing on emotional problems and anxiety disorders characterized by an anxious structure, cognitive-behavioral therapy (CBT) offers an effective approach that can be applied to emerging cases of phobia, including school phobia. CBT is a form of psychotherapy that “includes therapeutic methods designed to modify behavior as well as procedures aimed at changing maladaptive beliefs” (Faleh, 2013, p. 116). Given the nature of therapeutic services it provides, its theoretical foundations, and the diverse techniques it employs, CBT appears to be the most suitable choice for constructing a treatment program aimed at alleviating school phobia among primary school students.

1. The Concept of School Phobia:

Like other types of fear, fear of school is considered a learned behavior acquired by the child through socialization processes such as overprotection, excessive pampering, family conflicts, and personal experiences within the school environment. As a result, a number of children and adolescents experience difficulties adjusting to the school setting, which manifest in school refusal or fear of attending school. In reality, fear of school is common among most children; it appears as a normal reaction in some cases, but in others it may be intense, persistent, and often complex. However, it generally does not correspond to a specific psychiatric disorder,

as it encompasses various fears, psychological disturbances, and personality issues.

School-related fear is one of the most widespread fears during middle childhood, a developmental stage characterized by a decline in physical fears related to bodily integrity. For instance, children's fears of illness, germs, and doctors diminish during this stage, as does their fear of dogs and darkness (Al-Asami, 2015).

This phenomenon was first described in 1932 by Broadwin, who identified a pattern of school refusal and avoidance accompanied by anxiety. The term *school phobia* was later coined in 1941 by Johnson, Szureck, and Svendsen (Reynolds & Fletcher-Janzen, 2007, p. 1797), who defined it based on the following features:

- Intense emotional reactions accompanied by symptoms such as excessive and unjustified fear, and complaints of fatigue or illness without an identifiable organic cause, which appear specifically when school attendance is anticipated.
- Staying at home during school hours, with parental awareness at some point during the course of the disorder.
- Absence of antisocial behaviors such as theft, lying, destructive acts, or deviant sexual behavior.

However, the term *school phobia* has not been universally accepted among researchers. Boyce (1975, p. 44) reported that in 1959, Wall Inger called for reconsidering the term *school phobia*, arguing it was a misnomer for a syndrome that in reality represented not fear of school per se, but rather fear of being separated from the mother. Miller (1961) and Clyne shared this view, suggesting that the issue warranted

further investigation. In 1965, Eysenck and Rachman proposed that the term *school phobia* should be reserved for cases involving primary anxiety about specific aspects of school, whereas *separation anxiety* should be used when the main issue is related to leaving the home. Similarly, Morgan (1959), Barker (1971), and Frommer (1972) favored the term *school refusal* over *school phobia*.

John Bowlby also moved away from the term *school phobia* (*la phobie scolaire*), preferring instead *separation anxiety* (*anxiété de séparation*), arguing that the condition reflects anxiety over separation and a near-phobic fear of losing the mother, rather than a true phobia of school. L.A. Hersov's introduction of the term *school refusal* in 1960 as a replacement for *school phobia* led to its gradual adoption in Anglo-Saxon countries, whereas Francophone countries have continued to describe intense school-related fear as *school phobia* (Lauriane, 2013, p. 12).

Kearney (2007, p. 453) noted that the interchangeable use of terms such as *school absenteeism*, *school refusal*, and *school phobia* in the educational literature leads to conceptual inconsistency and poses a real challenge for accurate terminology.

Francis Danvers (1994, p. 201) defines school phobia as "an irrational fear that causes the child to refuse to go to school, accompanied by marked anxiety or panic attacks when the child is forced to attend school." He further clarifies that the difference between school phobia and related concepts lies in the specific constellation of anxiety and refusal symptoms, which in some cases may escalate to aggression in adolescents when forced to return to school.

In general, most studies on school phobia – such as those by Kearney (2007), Hala Al-Jarwani and Nelly Al-Attar (2014), Rasha Hussein (2014), and Al-Asami (2015) – agree on three defining phenomena, provided that two behavioral symptoms are absent. The key emotional and behavioral features accompanying school phobia include:

- **Emotional and affective anxiety:** Children suffering from school phobia often experience general anxiety, particularly on the last day of the weekend, along with heightened emotional reactivity, mood swings, and episodes of crying. These emotional states peak just before school attendance but usually subside once the child is reassured that they will not have to go to school.
- **Avoidance and refusal behaviors:** The phobic child actively avoids school using various strategies, attempting to stay home. Their psychological state worsens when anticipating school attendance or while being at school.
- **Somatic complaints:** School phobia is frequently accompanied by numerous physical complaints such as fever, headaches, nausea, various bodily aches, and fatigue. These complaints may be fabricated to avoid school attendance or may be genuine, as noted by some scholars (Woolman, 2006), but they typically disappear once the possibility of attending school is removed.

Exempted from the behavioral and emotional problems of children with school phobia are the following:

- **Antisocial behaviors:** Acts such as theft, lying, aggression, and vandalism are generally seen in delin-

quent children or those with poor school or social adjustment. These children usually perform poorly in school, unlike children with school phobia, who often show average or above-average academic performance and generally do not struggle academically.

- **Truancy and street wandering:** Children with school phobia do not roam the streets when absent from school. Rather, they stay home or seek the company of their mothers. In contrast, truancy associated with street wandering—often without parental knowledge—is more typical of children who are chronically absent or who habitually runaway from school.

2. Definition of Cognitive Behavioral Therapy (CBT):

It may be more accurate to speak of *cognitive behavioral therapies* rather than a single unified approach, as multiple orientations fall under the general umbrella of CBT. What these orientations share is a set of core principles, chief among them being the notion that cognitive processes influence behavior, and that modifying these cognitive processes can lead to behavioral change (Faraj, 2008).

Cognitive Behavioral Therapy (CBT), known in French as *thérapie cognitivo-comportementale* (TCC) and in English by the acronym CBT, is, as the name implies, a combination of cognitive and behavioral therapy. It represents the integration of two psychological treatment modalities: behavioral therapy, which focuses on observable behavior and the stimulus-response relationship—often lacking attention to cognitive structures—and cognitive therapy, which emphasizes the influence of cognitive schemas on behavior.

Behavioral therapy is “a form of treatment aimed at achieving behavioral changes that enhance the individual’s life and the lives of those around them. It is guided by scientific and experimental facts in the field of behavior” (Ibrahim, Al-Dakhil, & Ibrahim, 1990). In contrast, cognitive therapy emerged through its focus on cognitive schemas and their influence on emotion and behavior.

In his book *Cognitive Therapy of Depression*, Beck (1979, p. 3) defines cognitive therapy as “a time-limited, structured, and goal-oriented therapy used to treat various psychological disorders (e.g., depression, anxiety, phobias, etc.). It is based on a rational theoretical model which posits that individuals’ emotions and behaviors are largely determined by how they perceive the world. These perceptions (verbal or imaginal events in the stream of consciousness) are rooted in underlying assumptions (schemas) developed from past experiences. For example, if someone interprets all experiences through the lens of competence and perfectionism, their cognitive schema may be dominated by the idea, ‘I must do everything well, or I am a failure.’ Consequently, they react to situations based on this belief, even if the situation is unrelated to their personal competence.”

Thus, CBT can be viewed as a highly effective set of interventions that include assessment, planning, decision-making, and the application of diverse techniques. In CBT, the therapist plays an active, supportive role, employing a wide array of methods ranging from psychoeducation and guided discovery to role-playing and both in vivo and imaginal exposure. These interventions assist the client in addressing maladaptive thought patterns and replacing them

with more rational and adaptive ways of thinking (Belhassini, 2011).

3. Theoretical Foundations of Cognitive Behavioral Therapy:

The foundational assumptions of CBT (Green, Ruddle & Palmer, 2008, p. 30) can be summarized as follows:

- Thoughts can elicit emotions and behaviors.
- Emotional (affective) disturbances stem from distorted or negative thinking, which in turn leads to unhelpful emotions and behaviors.
- These emotional disturbances can be alleviated by altering thought patterns, which are considered learned and modifiable.

The cognitive behavioral model focuses on two types of thinking that are central to CBT: *automatic thoughts* and *underlying beliefs*. A third type—*intermediate beliefs*—helps shape and direct automatic thoughts. Below is a breakdown of each type and their influence on behavior:

- **Automatic Thoughts:** Coined by Beck, these refer to spontaneous thoughts and mental images that occur involuntarily during the stream of consciousness. Related terms include “internalized statements,” “self-statements,” “things you tell yourself,” and “self-talk” (Green et al., 2008). Beck (Judith Beck, 2007, p. 125) describes them as “a stream of thoughts that exist alongside a more apparent stream of conscious thinking.” These thoughts often biased and emotion ally charged, emerge during or following a triggering event.

- **Underlying Beliefs:** These are the assumptions and core beliefs that generate the content of automatic thoughts and images. In cognitive theory, these beliefs are closely related to *schemas*—abstract mental structures that function as frameworks for interpreting experiences and guiding action and problem-solving. Individuals develop a wide array of schemas starting in early childhood, and once established these schemas influence how one processes information, feels, behaves, and perceives oneself, others, and the world. They are hierarchically organized by importance and relevance, such as in cases of panic or fear in specific situations (Creen et al., 2008).

According to Beck (2010), cognitive schemas produce a range of beliefs that shape how individuals interpret their experiences. Through these schemas, individuals make sense of the world and their relationships from their own perspective. As such, schemas play a central role in the development of automatic thoughts, which are implicated in emotional disturbances and personality disorders.

- **Intermediate Beliefs:** Positioned between core beliefs and automatic thoughts, intermediate beliefs are composed of *attitudes*, *rules*, and *assumptions*. These guide behavior and cognition in context-dependent ways. The table below outlines their structure:

Table 1: Position of Intermediate Beliefs

Core Beliefs (Fundamental)	Intermediate Beliefs	Automatic Thoughts
Global	Attitudes	Stream of thoughts
Rigid	Rules / Expectations	Mental imagery
General	Assumptions	Words and statements

Green et al., 2008, p. 32

3.1. The Cognitive Model of School Phobia:

The model proposed by Rapee and Heimberg (as cited in Al-Hariri, 2014) suggests that individuals with social anxiety disorder enter social situations holding distorted beliefs and maladaptive information-processing strategies to such an extent that the mere anticipation of a social situation is sufficient to trigger distorted thoughts and physiological arousal. Individuals with social phobia often ruminate on past social failures and anticipate future social embarrassment. They expect negative reactions in social settings and perceive the audience as a source of potential threat, imagining others as being critical, disapproving, and judgmental of their behavior.

Consequently, individuals with social anxiety divide their attention between monitoring the environment for signs of negative evaluation and self-monitoring their appearance and behaviors to detect perceived errors. Their cognitive focus also includes the social tasks and roles they are engaged in, which disrupts their performance and leads to heightened self-consciousness. As a result, they tend to ex-

aggrate the audience's performance standards and struggle to meet them.

In cases of *school phobia*, the child develops a set of negative attitudes specifically toward the school environment and attempts to escape any school-related social situation, often engaging in persistent efforts to avoid attending school. This complete refusal to attend may be accompanied by somatic complaints—real or imagined—such as pain or illness in certain parts of the body, without any clear medical cause. The child may attribute their school absenteeism to external factors, such as peer mistreatment, bullying after-school, or harsh teacher behavior, among other school-related grievances typically expressed by children with school phobia.

The primary goal of treatment for school phobias is to return the child to school as quickly as possible. Although some clinicians are skeptical about the notion of an immediate return (i.e., "soon") and advocate for initial psychological treatment to help the child uncover and analyze the roots of their anxiety before resuming school attendance, there is strong evidence suggesting that prolonged psychological treatment outside the school setting can reinforce school refusal behavior and delay therapeutic outcomes. It has been observed that treatment programs which help children understand their school-related anxiety while keeping them within the classroom setting are highly effective. Such programs have successfully facilitated the return of over 70% of school-phobic children to school within a period ranging from a few days to several months (Abdullah, 2006, pp. 247–249).

Wagner (2002) (as cited in Rasha Mahmoud Hussein, 2014) links specific cognitive patterns in children with school

phobia to various diagnostic categories or potential causes of school refusal behavior. These thoughts typically reflect underlying psychological issues or disorders, as summarized in the table below:

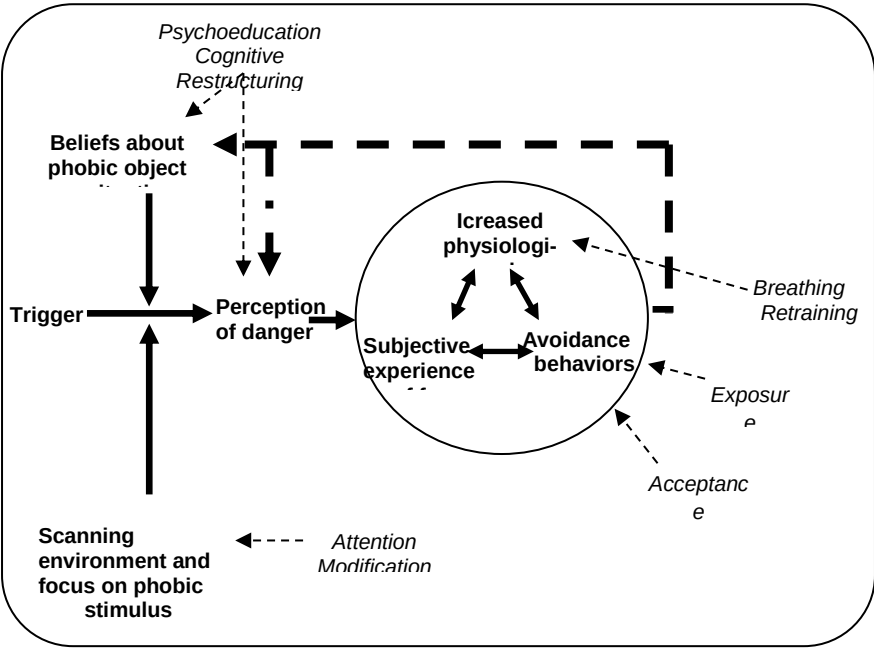
Table 2: Wagner’s Model of Cognitions Associated with School Phobia

Psychological Issue	Associated Thought
Separation Anxiety	<i>Something bad will happen to my mom while I’m at school.</i>
Generalized Anxiety	<i>I will fail the spelling test.</i>
Obsessive-Compulsive Disorder	<i>I will get AIDS and die if my classmate touches my school supplies.</i>
Social Phobia	<i>No one will talk to me during recess.</i>
Panic Disorder	<i>I can’t compete and I will die because no one can help me.</i>
Performance Anxiety	<i>I’m so nervous I will forget everything.</i>
Learning Difficulties	<i>Math is too hard for me. I won’t answer any question, no matter what.</i>
Medical Condition and Absenteeism	<i>I won’t catch up with my classmates and will get sick in class.</i>
Fear of Aggression	<i>My classmates mock me on the school bus and tear my backpack.</i>
Classroom Discipline	<i>The teacher always verbally abuses me and makes me feel stupid.</i>

Adapted from Rasha Mahmoud Hussein, 2014

Cognitive Behavioral Therapy (CBT) for school phobia is based on a set of interventions that focus primarily on the student’s personal experience. These include restructuring maladaptive cognitive patterns (i.e., modifying dysfunctional beliefs), altering behavioral responses through behavioral activation and behavioral modification techniques – especially acceptance and exposure – and reducing physiological symptoms via breathing retraining and relaxation exercises.

Figure 01: Hoffman's Model of Cognitive Behavioral Therapy Strategies

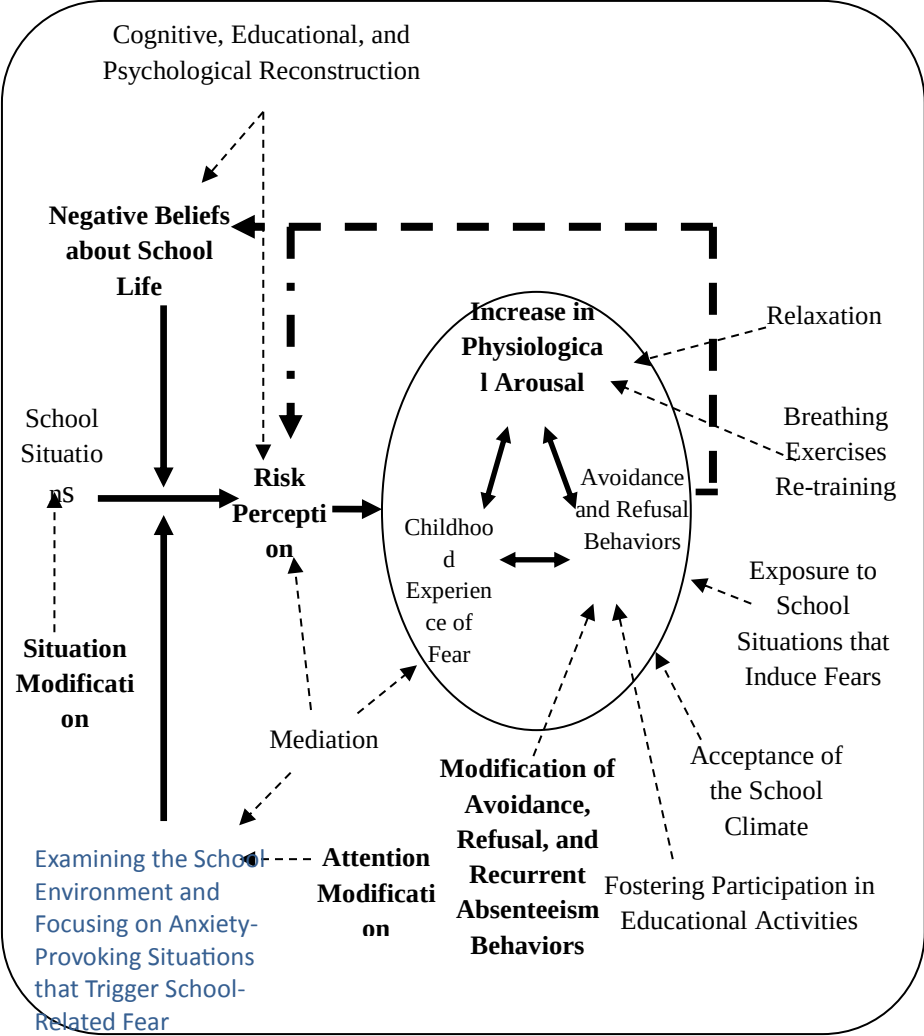


Hofmann, 2012, p. 51

According to Hofmann (2012), the strategies of Cognitive Behavioral Therapy (CBT) are based on a series of structured and clearly defined procedures aimed primarily at the cognitive restructuring of mental schemas. The process begins with attentional refocusing on the situation in order to modify the overall perception of the event or circumstance. This is followed by cognitive reappraisal, and subsequently, interventions targeting the behavioral response and the associated physiological manifestations.

In the case of children suffering from school-related phobia, this model offers a foundation for designing a set of rational steps consistent with the principles of CBT. The goal is to eliminate fears linked to the school environment by addressing the attentional processes the child engages in when faced with school-related situations. Through therapeutic mediation, the child is supported in constructing new, positive, and enjoyable personal experiences with these same situations. Maladaptive behavioral responses are modified through both imagined and real-life exposure to different school settings, while physiological regulation is achieved through continuous training in breathing and relaxation techniques. These interventions are designed to help the child confront fears without being overwhelmed by distressing physiological changes or intense emotional disturbances. These are sequential and synchronized steps that enable the child to regain proper control over their school experience. (*See Figure 02*)

Figure 02: CBT Strategies for Treating School Phobia (Researcher)



3.2. Psycho-educational Cognitive Restructuring:

School phobia is typically associated with a set of irrational beliefs about school life, often rooted in a single distressing school event that triggered fear and avoidance behaviors. This isolated incident is then generalized to the entire school environment, leading to the development of a network of fearful thoughts associated with school. The primary goal in treating such fears is to alter the cognitive schemas that perpetuate and intensify these distressing thoughts whenever the child thinks about or is exposed to school-related stimuli.

A key therapeutic step is identifying the specific incident that led to the child's maladaptive behaviors in the school setting. Changing these irrational beliefs involves redefining core concepts related to the school environment. Socratic dialogue with the child plays a crucial role in guiding them to realize that the school is, in fact, a safe place for them—as it is for many of their peers of the same age and background. The school may also be reframed as an enjoyable setting where engaging and pleasant activities take place.

Some of the child's negative beliefs—such as the expectation of being beaten or humiliated by peers, teachers, or administrators—can be challenged through carefully structured therapeutic interventions. These may include supportive statements from school staff, such as the principal or teacher, provided in a way that respects the therapeutic process and does not interfere with treatment sessions. These testimonials can help change negative perceptions and create a supportive and accepting environment around the child.

Additional therapeutic and educational interventions may take the form of structured homework assignments, such as reading an illustrated story titled "*I Love My School*". The story could be designed to incorporate common school-related fears and narrated from the perspective of a protagonist who is the same age and grade level as the child. This narrative method facilitates identification with the character and encourages the child to discuss and rationalize their automatic thoughts. The story is then discussed in therapy using Socratic questioning to promote a shift in the child's negative beliefs about school.

4 Theoretical Foundations of a Proposed Program for Reducing School Phobia

4.1. Behavioral Attention Modification:

Pathological fear of school life is often linked to an initial stage in which a threatening stimulus is registered, leading to the automatic and rapid orientation of attention toward threat-related information. "Although this process is evolutionarily adaptive, it becomes problematic when it results in hypervigilance" (Hofmann, 2012, p. 76). This, in turn, increases anxiety symptoms and physiological changes that cause significant distress for the child throughout their time at school.

Therefore, the initial steps of Cognitive Behavioral Therapy (CBT) often involve redirecting attention to stimuli that are not associated with fear or anxiety. Children with school phobia tend to engage in selective attention toward specific stimuli, such as the principal's standing position, the visible ruler in the teacher's bag, the way the school janitor looks at them, or the body language of students in the courtyard—

interpreting these cues as hostile and personally directed. These perceptions reinforce the belief that school is a prison-like environment filled with unending suffering.

Therapeutic interventions may involve redirecting the child's attention to more pleasant and comforting aspects of the school environment. For instance, the child may be tasked with giving a flower to the school janitor and the principal at the beginning of the school day and encouraged to notice the smile that results. Another strategy could involve having the child plant a small flower in a pot placed near the school entrance, allowing them to focus on it each time they enter the school.

4.2. Relaxation and Breathing Retraining:

Pathological fears of school life often trigger panic and anxiety, especially in response to anxiety-inducing situations such as raising the national flag during morning assembly, being called on by a teacher during class, or writing on the board. These scenarios heighten the child's perception of being judged and scrutinized.

To address this, such situations can be reintroduced in imagination during therapy, and through suggestion techniques, the child can be taught to regulate their breathing and induce a state of relaxation. The goal is to reframe the mental representation of these situations so they are no longer perceived as threatening or anxiety-provoking.

4.3. Exposure:

Before implementing exposure therapy, it is essential to identify the specific school-related situations that most intensely trigger anxiety and panic. From a behavioral per-

spective, school phobia is considered a learned adaptive response that is conditionally linked to fear of maternal separation. A neutral stimulus such as the school environment becomes verbally associated with thoughts related to maternal loss (Ghayat, 2012, p. 44).

Thus, a list of school-related fear-inducing situations can be presented to the student, who is then asked to rate their fear intensity for each situation on a scale from 0 to 10. The situations are ranked from least to most fear-inducing. Exposure then occurs progressively in agreement with the teacher and the child's parent.

Each anxiety-inducing situation can be broken down into smaller, preparatory steps. For example, exposure might begin with the least threatening scenario – such as speaking privately with the school janitor or principal as a homework assignment – followed by raising the flag, participating in a classroom activity, writing on the board, and eventually delivering a speech during morning assembly.

It is not easy for a child with school phobia to voluntarily participate in such activities without resistance. Therefore, peer participation may foster a sense of competition and motivation. The child could also be assigned a leadership role in a school club under the supervision of a teacher or school staff member. Additionally, schools may find more acceptable formats for integrating therapeutic activities into the regular school routine, allowing the child to engage in them as part of their normal educational experience.

4.4. Acceptance:

One of the key goals of CBT in cases of school phobia is to help the child develop acceptance of school life and to en-

gage with it in a natural and comfortable manner, rather than continually experiencing fear, anxiety, and irrational thoughts.

Treatment sessions should conclude with an assessment of the child's acceptance of the school environment and the degree of progress made during their participation in school activities. Behavioral changes should be observable to both parents and teachers—for example, the student might begin arriving at school early, enthusiastically participate in class, compete to write on the board, or join educational clubs.

Even if the therapist only observes a reduction in absenteeism, resolution of attendance-related issues, and improvements in academic performance, these are considered positive treatment outcomes.

Conclusion:

CBT aims to modify maladaptive behaviors associated with school-related anxiety and adjustment difficulties. It relies on a variety of techniques, all rooted in restructuring dysfunctional cognitive schemas and correcting incompatible behaviors. Like other psychotherapeutic approaches, CBT is carried out through structured, goal-directed sessions where the client's active effort to change their own reality is central. The therapist's role is to foster a collaborative relationship and carefully plan the intervention.

Using specific techniques, CBT helps the client gain insight into their thoughts and behaviors while reducing emotional reactivity to everyday life situations. The goal is to create new, positive experiences that allow the individual to

engage in healthier, more adaptive life contexts—moving beyond rigid behavioral patterns and negative thoughts that have hindered their psychological and social development. In this way, therapy becomes an opportunity for the client to recognize ineffective coping strategies and to develop more effective mechanisms for adapting to their environment.

References :

1. Abd Allah, A. H. (2014). Social phobia: A cognitive-behavioral perspective (1st ed.). Beirut: Difaf Publications.
2. Beck, A. T. (2010). *La thérapie cognitive et les troubles émotionnels* (B. Pascal, Trans., 1st ed.). Bruxelles: Groupe De Boeck.
3. Beck, A. T., Rush, A. J., Shaw, F. B., & Emery, G. (1979). *Cognitive therapy of depression*. New York: The Guilford Press.
4. Beck, J. (2007). Cognitive therapy (T. Matar& I. Al-Kharrat, Trans., 1st ed.). Cairo: National Center for Translation. (Original work published in English)
5. Beck, J. S. (2011). *Cognitive behaviortherapy: Basics and beyond* (2nd ed.). New York: The Guilford Press.
6. Belhasini, W. R. (2014). Panic disorder and the revolution of cognitive-behavioral therapy. (1st ed.). Amman: Dar Al Shorouk.
7. Boyce, M. W. (1978). School phobia: A review of some issues. *Australian Journal of Teacher Education*, 3(1). Retrieved from <http://ro.ecu.edu.au/ajte/vol3/iss1/3>

8. Faleh, H. (2013). Psychopathology and psychotherapy. (1st ed.). Amman: De Bono Center for Teaching Thinking.
9. Faraj, S. (2008). Clinical psychology . Cairo: Anglo-Egyptian Library.
10. Ghayyath, S. (2012). Common school fears among primary school pupils: A descriptive study. (Unpublished thesis). University of Oran, Faculty of Social Sciences.
1. Hofmann, S. G. (2012). An Introduction to Modern CBT Psychological Solutions to Mental Health Problems., 1st ed. Oxford,: John Wiley& Sons Ltd.
2. Hussein, R. M. (2014). School life phobia among school pupils. Desouk: Dar Al-Ilmwal-Iman.
3. Ibrahim, A. S., Al-Dakhil, A. A., & Ibrahim, R. (1993). Behavioral therapy for children: Methods and case examples. Kuwait: Alam Al-Ma'rifah Series.
4. Kalthoum, B. (2014). Assessing the effectiveness of CBT in treating psychological disorders. Oran: CRASC.
5. Kearney, C. A. (2008). *Helping school refusing children and their parents*. New York: Oxford University Press.
6. Kearney, C. A. (2008). School absenteeism and school refusal behavior in youth: A contemporary review. *Clinical Psychology Review*, 28, 451–471.
7. Kearney, C. A., & Silverman, W. K. (1993). Measuring the function of school refusal behavior: The School Refusal Assessment Scale. *Journal of Clinical Child Psychology*, 22(1), 85–96.

8. Korwin, B., Rudel, P., & Palmer, S. (2008). Brief cognitive behavioral therapy (M. A. Mustafa, Trans., 1st ed.). Cairo: Etrak Publishing.
9. Lauriane, E. (2013). *Le refus scolaire anxieux à l'adolescence: Une étude clinique de 183 cas accueillis dans un centre de consultations de 2009 à 2012* (Doctoral dissertation). Université François Rabelais, Tours, France.
10. Lewis, M. K. (1990). Behavioral therapy and behavior modification (1st ed.). Kuwait: Dar Al-Qalam.
11. Reynolds, C. R., & Fletcher-Janzen, E. (2007). *Encyclopedia of special education: A reference for the education of children, adolescents, and adults with disabilities and other exceptional individuals* (3rd ed., Vol. 3). Hoboken, NJ: John Wiley & Sons.
12. Riyadh, N. A. (2015). The psychology of the school-refusing child (1st ed.). Amman: Dar Al-I'sar.
13. Sérès, A. (2008, October 28). La prise en charge des phobies scolaires progresse. *Le Figaro*. Retrieved December 26, 2016, from www.lefigaro.fr
14. Tayyib, M. A. L., Daoud, H. A., Hanin, R. A., & Mansi, M. A. H. (1982). The pupil in basic education. Alexandria: Mū'assasat Al-Ma'ārif.
15. Wolman, B. B. (2006). Children's fears. ('A. Al-Qawsi & M. A. Al-Tayyib, Trans.). Cairo: Anglo-Egyptian Library.

Mechanisms of Oversight in Light of the Jurisdictional Powers of the Constitutional Court in Algeria

Messaoudi HICHEM

Faculty of Law and Political Science,
Department of Law-Mohamed Boudiaf
University of M'sila (Algeria)
hichem.messaoudi@univ-msila.dz

Boutra SOUHILA

Faculty of Law and Political Science,
Department of Law-
University – Bouira 10000 (Algeria)" s.boutra@univ-bouira.dz

Abstract :

The Constitutional Court in Algeria is considered the cornerstone for ensuring respect for the constitution and achieving a balance of powers. Through its expanded powers, introduced by the constitutional amendments of 2020, the court has become a pivotal player in the oversight of legislation, resolving constitutional disputes, and ensuring the protection of rights and freedoms. Despite the legal tools these powers provide for regulating institutional performance, the court's effectiveness remains linked to several factors, most notably its independence, the mandatory nature and strength of its decisions, and the mechanisms for their implementation. This is aimed at developing and gaining a deeper understanding of how to enhance the court's role and ensure its actual impact in protecting the constitution and fundamental rights

Key words: Constitutional oversight; Competencies; Constitutional Court; Court members; Protection of the constitution.

Mécanismes de contrôle à la lumière des compétences juridictionnelles de la Cour constitutionnelle en Algérie

Résumé :

La Cour constitutionnelle en Algérie est considérée comme la pierre angulaire du respect de la Constitution et de l'équilibre des pouvoirs. Grâce à ses pouvoirs élargis, introduits par les amendements constitutionnels de 2020, la Cour est devenue un acteur central dans le contrôle de la législation, la résolution des litiges constitutionnels et la garantie de la protection des droits et libertés. Malgré les outils juridiques que ces pouvoirs fournissent pour réguler la performance institutionnelle, l'efficacité de la Cour reste liée à plusieurs facteurs, notamment son indépendance, le caractère obligatoire et la force de ses décisions, ainsi que les mécanismes de leur mise en œuvre. L'objectif est de développer et de mieux comprendre comment renforcer le rôle de la Cour et assurer son impact réel sur la protection de la Constitution et des droits fondamentaux.

Mots clés : Contrôle constitutionnel ; Compétences ; Cour constitutionnelle ; Membres de la Cour ; Protection de la constitution.

Introduction

The Constitutional Court in Algeria stands as the highest judicial authority responsible for ensuring the conformity of laws and legislation with the Constitution. It plays a pivotal role in upholding constitutional principles and safeguarding the fundamental rights and freedoms of citizens. Officially established following the 2020 constitutional amendment, the Constitutional Court replaced the former Constitutional Council, thereby acquiring broader and more influential powers within Algeria's legal system.

The establishment of the Constitutional Court aims to reinforce the principle of constitutional legality and to ensure that enacted laws align with constitutional norms. It also supervises the functioning of public institutions to guarantee their compliance with the Constitution. As such, it serves as a vital guarantor of legal and political stability in Algeria by adjudicating constitutional disputes within the scope of its authority.

The significance of the Constitutional Court lies in its capacity to maintain the integrity of the legal and political order. It protects rights and freedoms, promotes the principle of separation of powers, and ensures the supremacy of the Constitution as the highest law of the land. Moreover, its role in overseeing elections and referenda contributes to enhancing democratic governance and ensuring the transparency of political processes.

Thus, the Constitutional Court is not merely a judicial body but a fundamental institution within the Algerian legal framework. It is tasked with delivering constitutional justice and upholding the rule of law. With its expanded authority,

the Constitutional Court forms the cornerstone for safeguarding democratic values and maintaining institutional stability in Algeria.

Studying the structure and jurisdiction of the Constitutional Court is crucial, as it is one of the most significant constitutional institutions that ensure the respect and effective implementation of the Constitution. This study is essential for various legal, political, and societal reasons, including:

Ensuring respect for the Constitution and the rule of law

The Court ensures that legislation aligns with constitutional principles, thereby preserving legal coherence and preventing conflicts or overreach. Studying the Court aids in understanding the mechanisms through which constitutional norms are applied and laws are assessed for compliance with citizens' guaranteed rights and freedoms.

Protecting fundamental rights and freedoms

The Constitutional Court plays a key role in safeguarding individual and collective liberties by reviewing legislation that may infringe upon citizens' rights. Research in this field helps in exploring ways to enhance constitutional oversight and maintain a stable democratic order.

Promoting the separation of powers

The Constitutional Court is a foundational element for maintaining the balance between legislative, executive, and judicial powers. Studying its jurisdiction helps clarify how it preserves institutional independence and prevents overreach by any branch of government.

Assessing the Court's independence and the impact of its decisions

Analyzing the Court's ability to issue impartial rulings free from political influence is essential. It also enables exploration of challenges related to the enforceability of its decisions and their influence on legislation and public policy.

Analyzing its role in electoral oversight

As the body responsible for supervising elections, the Court ensures their integrity. Examining this function allows for a better understanding of the Court's effectiveness in promoting democracy and adjudicating electoral disputes.

This paper seeks to provide a comprehensive analysis of the Constitutional Court's role within Algeria's legal and political system, particularly its impact on institutional stability and constitutional legality. The main objectives of this study include:

Analyzing the legal and regulatory framework governing the Court's functioning, particularly under the 2020 Constitution, and comparing it with the former Constitutional Council to assess the evolution of its competencies.

Identifying and evaluating the Court's jurisdiction and effectiveness, especially in reviewing the constitutionality of laws, resolving constitutional disputes, and safeguarding rights and freedoms.

Assessing the Court's independence, including legal safeguards against executive and legislative interference, and the practical challenges it faces in maintaining impartiality.

Evaluating the enforceability of its decisions, by analyzing the extent to which public authorities comply with its rulings and identifying administrative or legal obstacles to their implementation.

Amid Algeria's political and legal transformations following the 2020 constitutional revision, the Constitutional Court emerged as a supreme body for ensuring constitutional compliance and protecting basic rights and freedoms. With broader powers than its predecessor, its effectiveness and the adequacy of the legal framework ensuring its independence and efficiency warrant thorough examination.

The main research problem this study addresses is:

To what extent does the Algerian Constitutional Court, through its structure and jurisdiction, contribute to effective constitutional oversight, the protection of rights and freedoms, and the promotion of the separation of powers under the current legal framework?

A secondary issue relates to the Court's role in promoting legal certainty and political stability through its review of legislation and the impact of its decisions on the overall legal system.

This study necessitates a precise methodology that combines legal analysis, legislative comparison, and critical assessment to provide a comprehensive and evidence-based perspective.

Accordingly, the primary methodology employed is the descriptive-analytical method, which facilitates a detailed examination of the legal texts governing the Constitutional Court. This enables identification of its legal framework and comparison with similar institutions in other legal systems.

A supplementary critical legal approach will also be used to evaluate the Court's effectiveness in fulfilling its constitutional duties, including its independence and its ability to adjudicate inter-institutional disputes.

The methodological tools employed include legal text analysis, drawing on Algeria's 2020 Constitution and complementary laws defining the Court's competencies, as well as the interpretation of constitutional provisions through jurisprudential and doctrinal lenses.

This structure offers a comprehensive framework for examining the Constitutional Court from legal, procedural, and practical perspectives.

1. The Theoretical Framework Governing the Constitutional Court

The 2020 constitutional amendment allocated the fourth chapter of the Constitution to oversight institutions, including the Constitutional Court, the Court of Auditors, the National Independent Authority for Elections, and the High Authority for Transparency, Prevention, and the Fight against Corruption. The first section is dedicated to the Constitutional Court and its role in supervising and monitoring the electoral process.

The Algerian legislator, through Presidential Decree No. 20-442 dated December 30, 2020, formally introduced the Constitutional Court in Chapter Four of the Constitution, under the heading of oversight institutions. Article 185 establishes it as an independent institution tasked with ensuring respect for the Constitution and regulating the operation

of public authorities. In the electoral context, the Court is empowered to hear and resolve electoral appeals.

This chapter is divided into two main parts:

The Nature of the Constitutional Court, The Organizational Structure and Functioning of the Court

1.1. The Nature of the Constitutional Court

Established under the 2020 constitutional amendment, the Constitutional Court is an independent constitutional body distinct from the judiciary. It exercises a unique form of jurisdiction, and its decisions are binding. In this section, we will first define the Court and explain the rationale behind its establishment (Subsection 1), followed by an analysis of its legal character (Subsection 2).

1.1.1 Definition and Rationale for Establishment

According to Article 185 of the 2020 Constitutional Amendment:

"The Constitutional Court is an independent institution tasked with ensuring respect for the Constitution. It regulates the functioning of institutions and the activities of public authorities." (Presidential Decree No. 20-442, 2020, p. 39)

The establishment of the Constitutional Court was driven by multiple needs, including the benefit of comparative experiences with similar institutions globally. Algeria, like many countries, chose to move away from the French model of political oversight of constitutional legality toward a more judicial approach. This path mirrors that of Tunisia, which also transitioned from a constitutional council to a constitu-

tional court, recognizing the limitations of the French-inspired model.

Given the recent political crises in Algeria and the Constitutional Council's inability to address them effectively, the constitutional reform aimed to create a stronger institution with broader powers to prevent future crises. This move seeks to curtail the usurpation of power by one branch over another, whether deliberate or accidental (Kazania, Noura & Bouaziz, Widad. 2021/2022, pp. 49–50)

The Legal Nature of the Constitutional Court

The legal nature of the Constitutional Court stems directly from the inherent nature of constitutional adjudication, which is often characterized as political due to the Court's functions involving matters of state policy. Two primary perspectives emerge in this regard:

- ❖ **The first view** acknowledges that constitutional adjudication inevitably performs a political role, since its operations are grounded in constitutional texts – documents that are inherently legal and political in nature. Moreover, constitutional provisions permeate every sphere of public life, reinforcing the Court's influence over political processes.
- ❖ **The second view** rejects any political dimension of constitutional justice, invoking the principles of judicial independence and impartiality. According to this perspective, allowing judicial involvement in political affairs would subject the judiciary to politicization, undermining its legal essence and portraying it as strictly juridical in nature.

- ❖ The debate surrounding this issue informs our present analysis: while recognizing the Constitutional Court as a judicial institution with a primarily legal function, it is necessary to acknowledge its significant political influence, akin to other state institutions. This tension between law and politics has stirred considerable debate in legal and political circles, particularly in light of the Court's involvement in shaping political outcomes.
- ❖ Constitutional judges, through their interpretive and supervisory powers, engage in a judicial process that has inherently political consequences. One could argue, therefore, that their work is **legal in form, yet political in effect**. The reason lies in the nature and hierarchy of the legal norms under review—namely, constitutional provisions that hold the highest authority in the legal order. (Ben Lahcen Khadouja and Ben Khalifa Meryema, 2020/2021, pp. 14–15)

1.1.2. Formation and Functioning of the Constitutional Court in Algeria

According to the second paragraph of Article 185 of the 2020 constitutional amendment, *"The Constitutional Court shall determine its own rules of procedure."* This provision clearly indicates the Court's independence in managing its internal affairs, affirming its autonomy both structurally and functionally.

As for the Court's composition, Article 186 of the 2020 constitutional amendment preserves certain characteristics of the former Constitutional Council while introducing new elements. Notably, the amendment sets conditions for membership and defines special requirements for the President of

the Constitutional Court, as will be detailed in the subsections below.

Members of the Constitutional Court

❖ *Composition*

The 2020 constitutional amendment did not alter the number of judges serving on the Court; however, it discontinued parliamentary representation and, for the first time, introduced representation from the electoral body through constitutional law professors.

As stipulated in Article 186 of the Constitution and Article 3 of Presidential Decree No. 22-93 (Presidential Decree No. 22-93 of 8 March 2022, 2022)² the Constitutional Court is composed of twelve members. These judges take an oath before the First President of the Supreme Court prior to assuming their duties.

❖ *Eligibility Criteria*

The eligibility criteria for both elected and appointed members align with those required for presidential candidacy, with the exception of age requirements. This is confirmed in Article 97 of the 2020 constitutional amendment. As per Article 187:

“The Constitutional Court shall be composed of twelve (12) members:

Four (4) members appointed by the President of the Republic, including the President of the Court.

One (1) member elected by the Supreme Court from among its members.

One (1) member elected by the Council of State from among its members.

Six (6) members elected by constitutional law professors through a voting process whose conditions are determined by the President of the Republic.” (Presidential Decree No. 20-442, 2020, p. 39)

This latter clause, granting the President power to define the election conditions for academic members, is arguably unconstitutional. Legislative powers, including defining such frameworks, fall under the exclusive authority of the Parliament, except in extraordinary situations where the President legislates by ordinance in the absence of Parliament. Given that Algeria has an active legislature, assigning this power to the President raises significant constitutional concerns.

Additionally, we recommend a substantive amendment: permitting public law professors—not only constitutional law scholars—to run for Court membership. Public law professors possess broad expertise in areas that the Constitution addresses, such as rights, freedoms, international treaties, governmental powers, and emergency scenarios.

Furthermore, the 20-year teaching requirement is excessive. A 14-year minimum teaching period, along with a full professorship rank, would suffice.

We also propose that future constitutional drafting committees include both legal drafting experts and Arabic language scholars to ensure clarity, precision, and linguistic integrity.

It is imperative to revise several aspects of the current system. For instance, granting the President the authority to appoint a third of the Court's members—including the Court's President—undermines its neutrality and independence. This setup echoes the outdated Constitutional Council

model, which failed to declare the president's incapacity during a critical national moment.

Thus, it would be more consistent with judicial impartiality if all twelve members were elected, and the President of the Constitutional Court selected internally by the judges themselves.

❖ *Appointment of the President of the Constitutional Court*

The President of the Republic appoints the President of the Constitutional Court for a non-renewable six-year term. The appointee must meet the eligibility requirements listed in Article 87 of the 2020 amendment—identical to those for presidential candidates, except for the age criterion, which is fixed at 50 years.

We suggest amending this rule. It is illogical that presidential candidates must be at least 40 years old, while members of the Constitutional Court must be 50. Either both should require a minimum age of 40, or, conversely, both should require 50—consistency and logic must prevail.

Constitutional Court members serve one six-year term, with half of the members renewed every three years. They enjoy immunity concerning acts performed during their tenure. (Ibid., Articles 188–189)

To ensure independence, we again emphasize that the President of the Court should be elected by the members rather than appointed by the executive branch.

1.2. Internal Organization of the Constitutional Court

Chapter II of Presidential Decree No. 22-93, dated March 8, 2022, outlines the internal organizational structure of the

Court, encompassing 32 articles covering all administrative and operational aspects.

1.2.1. Cabinet (Diwan)

Article 11 of the decree states: *“The President of the Constitutional Court is assisted by a Chief of Staff, supported by three researchers and summarizers.”* Article 9 adds that the President is assisted by directors of research. The cabinet’s functions are further clarified by a decision issued by the President of the Court.¹

1.2.2. Secretariat

According to Article 12, the General Secretariat operates under the authority of the President and is managed by a Secretary-General assisted by research directors²

The Secretary-General supervises the organizational structures specified in Article 10 and oversees their proper functioning, including the Office of General Services and Postal Affairs, as detailed in Article 13.³

Article 14 outlines the Secretary-General’s responsibilities in detail.

12.3. Directorate-General for Legal and Constitutional Affairs

This directorate handles key functions related to legal oversight, as established in Articles 15 and 16 of the decree.

¹ · Presidential Decree No. 22-93, art. 11.

² · Ibid., art. 12.

³ Ibid., art. 13.

1.2.4 Directorate for Research and Documentation

This directorate's responsibilities are detailed in Article 17 of the decree.

1.2.5. Directorate of Information Systems and Communication Technologies

This unit oversees the Court's information systems and communication technologies infrastructure.¹

1.2.6. Directorate of Resource Management

Tasked with managing human, material, and financial resources to ensure smooth operations of the Court's administrative structures.²

1.2.7. Registry Office

Responsible for core clerical and procedural functions, as specified in Article 20.

2. Original Jurisdictions of the Constitutional Court

The 2020 constitutional amendment granted the Constitutional Court several powers. These include **original jurisdictions** related to overseeing the constitutionality of laws, as well as **advisory** and **oversight competencies**, specifically monitoring the entire electoral process. Therefore, in this section, we will address the **general jurisdictions of the Constitutional Court in Algeria** in the first sub-section, reserving the second sub-section for examining the Constitu-

¹ · Ibid., art. 18.

² Ibid., art. 19.

tional Court's role in overseeing the electoral process in Algeria.

2.1 General Jurisdictions of the Constitutional Court in Algeria

The Constitutional Court's jurisdictions are numerous and varied, especially in light of the 2020 constitutional amendment. Therefore, we'll address all these general jurisdictions as follows:

2.1.1. Constitutional Review of Legislation

Constitutional review refers to the process of verifying the compatibility of laws with the Constitution to ensure that legislative and executive enactments comply with constitutional legitimacy. (Abdelhakim, Moulai Brahim, and El-Aid Raaei, 2021, p. 823)

This function is explicitly assigned to the Constitutional Court under Chapter IV, titled "Oversight Institutions," particularly in Article 184 of the 2020 Constitutional Amendment. The article states: "The constitutional institutions and oversight bodies are responsible for verifying the conformity of legislative and regulatory actions with the Constitution and ensuring the proper use and management of public resources and funds." (Presidential Decree No. 20-442, *ibid.*, p. 38)

It should be noted, however, that the Constitutional Court should have been distinguished from other oversight bodies. Article 184 gives the impression that constitutional review is a collective task shared among various institutions, while in fact, the Constitution entrusts this duty exclusively to the Constitutional Court. Accordingly, the constitutional legisla-

tor ought to amend this article to reflect this exclusive competence clearly.¹

Moreover, Article 185 of the same amendment confirms that the Constitutional Court is an independent institution charged with ensuring compliance with the Constitution. Similarly, Article 190 states that, in addition to the powers explicitly assigned to it by other constitutional provisions, the Constitutional Court shall rule on the constitutionality of treaties, laws, and regulations. (Presidential Decree No. 20-442, *ibid.*, p. 40)

2.1.2. The Advisory Role of the Constitutional Court

Consultation implies seeking expert opinion on specific matters. The Constitution mandates such consultations to guide the President of the Republic in making crucial decisions. One such instance is found in Article 151 of the 2020 Constitutional Amendment, which requires consultation with the President of the Constitutional Court—not the Court in its entirety—before dissolving the National People's Assembly or calling early legislative elections. This raises an important question: Why is only the President of the Court consulted, rather than the full bench? What is the role of the Court's members if their collective opinion is not sought? Furthermore, is this consultation binding or merely advisory?

By contrast, in the case of extending electoral deadlines, the article refers to the Court's opinion, again without clari-

¹ · Hicham Massoudi, "Proposals and Perspectives on the Draft Constitutional Amendment," National Radio Broadcast from Béchar Station during the COVID-19 Pandemic, Professor of Law and Political Science, University of Mohamed Boudiaf, M'sila, Algeria.

fying whether it is binding. This lack of clarity necessitates an urgent amendment to remove ambiguity, particularly in light of the importance of these decisions to the general public and the state.

The constitutional legislator failed to define whether these consultations are mandatory or discretionary, and whether the President is obliged to act upon them. If not, one must ask: What purpose do they serve? Therefore, we recommend a constitutional revision to clarify this point. Future amendments should also involve legal scholars with expertise in precise legislative drafting.

2.1.3. Powers of the Constitutional Court in Exceptional Circumstances

The Constitutional Court holds jurisdiction in several exceptional cases, including:

- **Declaration of Presidential Vacancy**

To prevent crises stemming from a potential presidential vacancy, the Constitution—through Article 94 of the 2020 amendment—outlines procedures for the management of state affairs in such events. (Ibid., p. 22)

The Court plays a critical role here, particularly in two scenarios: (a) when the President is unable to perform his duties due to a serious and chronic illness, and (b) in the event of resignation or death. In the first case, the Court must convene immediately and verify the incapacity through appropriate means. It is essential to highlight past shortcomings during the tenure of the former Constitutional Council, which failed to act despite evident incapacity, endangering national stability. The vague phrasing—

“appropriate means” –in Article 94 leaves too much room for interpretation. If the cause is indeed a serious or chronic illness, the Constitution should specify that a panel of specialized medical experts must determine the President’s condition, as defined by an organic law. Algeria’s social security system already maintains a list of chronic illnesses; this could serve as a legal reference point. Vague terminology should be avoided to ensure legal clarity and consistency. In the second scenario—resignation or death—the Court must formally declare the vacancy and notify Parliament, which then convenes automatically.

● **Peace and War Treaties**

While the President has the authority to sign treaties of peace and war, the Constitution mandates that the Constitutional Court be consulted beforehand regarding armistice and peace treaties (Article 102). Again, ambiguity arises as the nature of this opinion—whether binding or not—is unclear. If the President is not required to follow the Court’s opinion, one must question the consultation’s utility.

Moreover, Article 102(2) allows the President to submit such treaties to both houses of Parliament for approval. However, what if Parliament believes the treaty favors the opposing state—potentially allowing it to regroup and reengage in conflict with greater force? This scenario reflects a strategic misjudgment that must be considered during treaty evaluation.

● **Consultation in Exceptional Situations**

According to Articles 97 and 98 of the 2020 amendment, the President must consult the Constitutional Court before imposing a state of emergency or siege. Upon the conclusion of such measures, the President must submit his decisions to

the Court for review. However, the efficacy of such post-facto consultation is questionable. If the circumstances have already passed, what practical value does the Court's opinion hold?

Therefore, we recommend that the Court's opinion be binding prior to the adoption of emergency measures to safeguard constitutional principles, public liberties, and institutional stability. Additionally, if the Court disagrees with the President's actions, whose decision prevails? These issues underscore the necessity for legal precision and institutional balance.

In conclusion, the Constitution suffers from significant textual ambiguities that could undermine national governance. We strongly urge the constitutional legislator to revise the identified provisions with expert input to ensure legal clarity and institutional stability.

- Fourth Case: Declaration of Vacancy of a Member of the People's National Assembly or the Council of the Nation Due to Change in Political Affiliation

Article 120 of the Algerian Constitution provides for the automatic forfeiture of a parliamentary mandate in both chambers of Parliament when a member voluntarily changes the political affiliation under which they were elected. This forfeiture occurs by operation of law without the need for additional legal procedures. (Moulai Brahim Abdelhakim and Al-Ra'ï Al-'Id, 825-828)

2.2. Jurisdiction of the Constitutional Court in Electoral Oversight

Constitutional oversight of the validity of electoral processes represents one of the fundamental pillars of demo-

cratic practice. It is impossible to conceive of fair and transparent elections without such oversight, which ensures the integrity of the right to vote. The Constitutional Court plays a pivotal role by adjudicating electoral disputes and formally validating election results. This role was reinforced through Article 191 of the 2020 constitutional amendment and codified in Ordinance No. 21-01, which governs the organic law on elections.¹

The Court exercises its jurisdiction both after the electoral process – by reviewing appeals – and during the preliminary stages, overseeing any acts that may affect the integrity of the vote. Legal scholars emphasize that the Court's oversight extends to any actions that could distort election results, such as the use of unlawful campaign methods, disturbances affecting public order, or breaches of general voting regulations. The Court's authority also includes supervising vote counting and result announcement procedures, thereby covering all aspects likely to influence electoral outcomes. (Shadia Rahab, 2021, 73–74)

2.2.1. Oversight of the Constitutional Court Prior to Voting Day

The Constitutional Court extends its oversight to all preliminary stages of the electoral process, covering various issues as detailed below:

¹ .Ordinance No. 21-01 dated March 10, 2021, Official Gazette, No. 17, March 10, 2021.

- **Review of Appeals Concerning Presidential Candidacy Rejections**

When individuals submit their intent to run for the presidency, the National Independent Electoral Authority examines the validity of their applications within seven days. In case of rejection, the decision may be appealed before the Constitutional Court within 48 hours of notification. The Court then has seven days to render a decision from the date of receiving the final decision from the Authority.¹

- **Oversight of the Final List of Presidential Candidates**

The Constitutional Court is responsible for issuing the final list of presidential candidates after reviewing any appeals against rejected applications. The final list is to be published in the Official Gazette within seven days.²

- **Review of Serious Impediments or Death of a Candidate After Final List Approval**

Once the Constitutional Court approves the final list, withdrawals are not permitted unless the candidate experiences a legally confirmed serious impediment or dies. In such cases, the electoral process may be delayed, and a new nomination period—ending at least one month before the election—is permitted. If the candidate dies or becomes incapacitated after publication of the final list, the election may be postponed for up to 15 days.³

¹ Ordinance No. 21-01, Article 252; see also Constitution, Article 95.

² .Ordinance No. 21-01, Article 252, Paragraphs 4–5

³ .Ordinance No. 21-01, Article 255.

2.2.2. The Role of the Constitutional Court in Supervising the Electoral Process

The Constitutional Court plays a key supervisory role in electoral processes, especially in the following areas:

Appeals Concerning Provisional Results of Presidential, Legislative Elections, and Referenda

Article 191 of the 2020 Constitution authorizes the Court to adjudicate appeals related to the results of presidential and legislative elections, as well as referenda. The Court is also responsible for officially announcing the final results of these processes. (Presidential Decree No. 20-442, op.cit, 40)

- **Presidential Elections**

Following the announcement of provisional results by the President of the Independent Electoral Authority, any candidate or registered voter may submit an appeal within 48 hours to the Constitutional Court. However, appeals must be preceded by an official protest recorded in the counting report and submitted to the Electoral Authority. The candidate declared elected is then notified and may submit a written response within 72 hours. The Court must rule within three days. If the appeal is deemed valid, the Court may annul or amend the results accordingly.¹

In cases where fraud or manipulation of vote tallies is proven, the Court should not only invalidate the results but also refer the candidate for criminal prosecution. Legal amendments should ensure that candidates found guilty of altering official records are disqualified, even if initial results indicated victory. Fraud involving tampering with vote rec-

¹ Ordinance No. 21-01, Articles 258–260

ords should be met with criminal penalties, including disqualification, loss of candidacy rights, and referral to criminal courts on charges of forgery and corruption.

The legislature should have harmonized the standards applied in presidential and legislative elections, especially regarding procedural deadlines and the annulment of elections based on evidence of falsified records.

- **Legislative Elections**

Upon announcement of provisional legislative results, political parties, candidate lists, and independents may file appeals within 48 hours for National Assembly elections and within 24 hours for the Council of the Nation. The Constitutional Court then notifies the concerned candidate or list, which may submit a written response within 72 hours. The Court must decide within three days. If the appeal is found valid, it may annul the contested election or amend the result.¹

The Constitutional Court is entrusted with validating and proclaiming the final results of legislative elections within ten days of receiving provisional results from the Independent Electoral Authority. If necessary, this deadline may be extended by an additional 48 hours through a decision by the President of the Constitutional Court.²

❖ **Oversight of Referendum Results Appeals**

Under Ordinance No. 21-01, every voter has the right to challenge the validity of voting procedures concerning referenda. However, the ordinance requires that such objections

¹ .Ordinance No. 21-01, Articles 209–210, 240

² Article 211 of Ordinance No. 21-01

be recorded in the official counting report at the polling station.¹

The appeal must then be submitted to the registry of the Constitutional Court within 48 hours following the announcement of the provisional results.²

The Court rules on submitted appeals within three days of receipt. If it finds the objections to be valid, it issues a reasoned decision and re-drafts the result protocols accordingly.³

The final referendum results must be announced by the Court within ten days from the date it receives the electoral committee reports.⁴

❖ Oversight of Appeals Against Decisions of the Campaign Finance Oversight Committee

Following its review of the credibility and legality of the financial records related to election campaigns, the Campaign Finance Oversight Committee must issue a formal decision within six months, either approving, modifying, or rejecting the campaign account.⁵

If an account is rejected, Ordinance No. 21-01 authorizes the Constitutional Court to hear appeals against the Committee's decision. These appeals must be submitted within one month from the date of official notification.⁶

¹ Article 258, Paragraph 1 ,ibid.

² Article 259, Paragraph 4 ,ibid

³ Article 260, Paragraph 1 ,ibid

⁴ Article 263, Paragraph 2 of Ordinance No. 21-01

⁵ Article 118 of Ordinance No. 21-01, dated March 10, 2021, concerning the Organic Law on the Electoral System, Official Gazette No. 17, March 10, 2021, p. 19

⁶ Article 121 ibid.

Conclusion

The establishment of the Constitutional Court marks a turning point in Algeria's legal and institutional framework. However, its effectiveness relies heavily on its independence, its competence in overseeing laws, and its dispute resolution mechanisms. These elements are central to legal discourse, as addressing them is vital to strengthening Algeria's constitutional justice framework.

Studying the operation and jurisdiction of the Constitutional Court is not merely a legal exercise—it is essential to understanding how to reinforce the rule of law, ensure institutional stability, and safeguard fundamental rights and freedoms. Through a thorough analysis, it is possible to enhance constitutional oversight mechanisms and reform relevant legislation to improve the Court's performance in fulfilling its constitutional role.

Key Findings

After analyzing the functioning and jurisdiction of the Constitutional Court in Algeria, several critical findings have emerged, highlighting the Court's influence on the legal and political order:

1. Strengthening Constitutional Oversight of Legislation

The Court plays a crucial role in ensuring that laws conform to constitutional principles, thereby preventing the enactment of unconstitutional provisions. However, the study also identifies legal loopholes that limit the Court's power to review legislation pre-enactment, as it currently intervenes only post-promulgation.

2. Development of Constitutional Dispute Resolution

The Court has effectively mediated disputes between

public institutions, clarifying the balance between the legislative and executive branches. While its rulings serve as authoritative constitutional interpretations, stronger enforcement mechanisms are needed to ensure compliance by all actors.

3. **Protection of Fundamental Rights and Liberties**

The Court has proven its capacity to block legislation that infringes on citizens' fundamental rights, thereby reinforcing the rule of law. However, challenges remain in the practical application of constitutional provisions, particularly concerning compliance by the executive.

4. **Judicial Independence of the Constitutional Court**

The Constitutional Court, unlike its predecessor – the Constitutional Council – enjoys increased independence as a standalone judicial body. Nevertheless, concerns persist over indirect political influences, necessitating further legal safeguards.

5. **Binding Nature and Enforcement of Court Decisions**

While the Court's rulings are legally binding on all public institutions, effective implementation hinges on executive cooperation. Thus, there is a pressing need to improve enforcement mechanisms to ensure timely and complete application of its decisions.

6. **Electoral Supervision and Democratic Legitimacy**

The Court has played an instrumental role in overseeing electoral and referendum processes, thereby strengthening democratic legitimacy. Nonetheless, certain electoral procedures must be revisited to close legal loopholes that may undermine electoral integrity.

7. **Composition and Eligibility Criteria for Court Members**

This study proposes a series of reforms to the Court's composition. In particular, it recommends setting the minimum age for university professors at forty, limiting eligibility to public law scholars due to their broader legal expertise (as opposed to constitutional law specialists with narrower focus), and reducing the required teaching experience from 20 to 14 years. These reforms are deemed essential to enhancing the Court's effectiveness and integrity.

References

Legislation:

1. Presidential Decree No. 20-442 dated December 30, 2020, concerning the promulgation of the constitutional amendment approved in the referendum of November 1, 2020, *Official Gazette*, No. 82, December 30, 2020.
2. Presidential Decree No. 22-93, dated March 8, 2022, concerning the rules governing the Constitutional Court, *Official Gazette*, No. 17, March 10, 2022.
3. Ordinance No. 21-01 of March 10, 2021, concerning the organic law related to the electoral system, *Official Gazette*, No. 17, March 10, 2021.

Academic Articles:

1. Moulay Brahim Abdelhakim and El-Ra'i El-Eid, "The Constitutional Court under the Algerian Constitutional Amendment of 2020," *University of Ghardaia*, Vol. 10, No. 3, 2021, 823.
2. Rihab Chadia, "Jurisdiction of the Constitutional Court in Electoral Matters," *Constitutional Council Journal*, No. 17, 2021.

Theses:

1. Kazania Noura and Bouaziz Widad, *Institutions Ensuring the Integrity of Legislative Elections*, Master's thesis, Faculty of Law and Political Science, University of Oum El Bouaghi, 2021–2022.
2. Ben Lahcen Khedoudja and Ben Khalifa Meriem, *Jurisdiction of the Constitutional Court in Algeria*, Master's thesis, Faculty of Law and Political Science, University of Adrar, 2020–2021.

Broadcasts:

1. Hicham Masoudi, "Proposals and Insights on the Draft Constitutional Amendment," Radio program broadcast live from Béchar during the COVID-19 pandemic, Faculty of Law and Political Science, Mohamed Boudiaf University, M'sila, Algeria.

Cybersecurity and National Sovereignty: A Legal Perspective on Emerging Threats in Cyberspace

khaled BRAIK

PhD in Public Law,

University of Tissemsilt

Braikkhaled73@gmail.com

Ibn Eloulid Khaled OUABEL

Contrat Professor

Faculty of Law

University of Tissemsilt

Ouabelkhaled82@gmail.com

Abstract:

The modern digital revolution has ushered in profound transformations that have reshaped how states perceive and engage in international relations – whether through new actors, altered functional roles, or redefined core concepts. This digital shift has recontextualized traditional notions such as security, threat, power, warfare, battlefield, weaponry, and borders. In turn, these have evolved into new terminologies like cyber power, the fifth domain, cyberspace, cyber warfare, cybersecurity, cyber threats, and cyber borders. Foundational principles such as state sovereignty have not remained immune to these changes. Against this backdrop, the present paper seeks to revisit and analyze the concept of cybersecurity as a strategic asset that states strive to acquire and defend as part of their national security architecture.

Keywords: Digital Revolution, Cyber Threats, Cybersecurity, Digital Society

Cybersécurité et souveraineté nationale : Une perspective juridique sur les menaces émergentes dans le cyberspace

Résumé :

La révolution numérique moderne a entraîné de profondes transformations qui ont remodelé la manière dont les États perçoivent les relations internationales et s'y engagent, que ce soit par le biais de nouveaux acteurs, de rôles fonctionnels modifiés ou de concepts fondamentaux redéfinis. Ce changement numérique a recontextualisé des notions traditionnelles telles que la sécurité, la menace, la puissance, la guerre, le champ de bataille, l'armement et les frontières. Ces notions ont à leur tour évolué vers de nouvelles terminologies telles que la cyberpuissance, le cinquième domaine, le cyberspace, la cyberguerre, la cybersécurité, les cybermenaces et les cyberfrontières. Les principes fondamentaux tels que la souveraineté de l'État ne sont pas restés insensibles à ces changements. Dans ce contexte, le présent document vise à réexaminer et à analyser le concept de cybersécurité en tant qu'atout stratégique que les États s'efforcent d'acquérir et de défendre dans le cadre de leur architecture de sécurité nationale.

Mots-clés : Révolution numérique, cybermenaces, cybersécurité, société numérique

Introduction

The information and communication technology (ICT) environment presents numerous threats that jeopardize the security of the digital society. The succession of industrial revolutions has brought about new spheres of human interaction characterized by virtuality, shifting social, political, and economic relationships to a complex level that resists regulation and containment. In this dynamic space, individuals acquire a digital identity in the form of numerical identifiers, along with the right to privacy regarding their personal information. Within this flexible cyber space, individuals' cultural identities, social personalities, and core values are continuously under threat, at risk of being diluted or re-configured according to emerging ideological patterns. Consequently, the threats emerging from the information environment are more insidious than the rigid structures that historically endangered state security. These threats take on elusive forms, aiming to infiltrate the psychological framework of individuals and societies, making them primary targets.

As a result, the breadth of these risks has become a concern for states, institutions, and even individuals' private lives. This urgency has accelerated the imperative need for cybersecurity to provide digital protection. Furthermore, there is a growing necessity to develop mechanisms to confront such cyber threats—a responsibility that falls squarely on the domain of cybersecurity and the challenges it entails.

Cybersecurity has thus emerged as a foundational pillar of national security policy, driven by the rise of the information society and the digital domain, alongside the devel-

opment of e-government and its applications. Today, cybersecurity is regarded not only as a field within digital services but also as an added value and essential component of government operations, including in health care, distance learning, e-commerce, and beyond.

This reality necessitates a comprehensive, complex, and integrated approach to address the multitude of challenges presented by cyberspace. Accordingly, the strategic and informed use of core ICT knowledge becomes essential in devising effective countermeasures and solutions, with the goal of ensuring human development, achieving digital security, and fostering trust in cyberspace. As a starting point, it is vital to examine the very nature of cybersecurity and the challenges associated with it.

In response to the research problem, this study is structured around two major themes. The first explores the dimensions of technological developments and threats affecting cybersecurity and consists of two sub-sections. The first sub-section discusses the conceptual framework and dimensions of cybersecurity, while the second addresses the legal nature of cybersecurity and its related challenges. This is further divided into two parts: the first part compares the concepts of cyberspace and cyber threats; the second analyzes the challenges and objectives of cybersecurity.

1. Dimensions of Technological Developments and Threats to Cybersecurity

It is evident that the negative aspects of technological advancement outweigh its benefits, largely due to technology's integral role in facilitating offensive operations between nations.

This includes frequent information theft and systematic destruction of digital systems, thereby weakening national security. (Olivier Kempf, 2012), p. 9)

In today's era, technological advancement increasingly centers on areas such as the development of destructive weapons, indicating that the future may be rife with conflict and warfare stemming from weaponized technologies. (Kareem Hameed Abdulwahab, "Cybersecurity: Constraints and Challenges in Light of International Law, 2021, p. 315)

1.1. Conceptual Framework of Cybersecurity

Cybersecurity is a cornerstone of criminal security policy due to its crucial role in maintaining stability and protecting sensitive transactions. In response, states have allocated substantial financial resources to combat cyber warfare and safeguard national data infrastructure. Thus, it is important to understand the definition and dimensions of cybersecurity. (Suleiman Ketaf and Abdelhalim Bougraine, 2022, p. 39)

Linguistically, the term "cyberspace" is derived from "space," implying a boundless, radiant area, while "cyber" (from the Greek "kibernetes") means helmsman or navigator. (Abdelazim Allah Jafari, 2022, p. 698)

1.1.1 Definition of Cyberspace

There is no universally agreed-upon definition of cyberspace, largely due to varying national systems and structures. It is commonly described as a domain interwoven with the physical world, producing indirect yet complex interactions. Some characterize cyberspace as the "fourth arm" of the military, or even the "fifth dimension" of war-

fare, encompassing devices such as computers and information networks.

France's National Cybersecurity Agency (ANSSI) defines cyberspace as a communications domain formed through the global interconnection of automated digital data-processing systems. (Kareem Hameed Abdulwahab, op.cit., p. 315)

The International Telecommunication Union describes it as a physical and non-physical domain composed of components such as computers, software, networks, information processing systems, and data management tools. (Ismail Zarouka, 2019, p. 1017)

Similarly, the U.S. Department of Defense defines it as a global domain within the information environment, comprising communication networks and control systems (Fatima Bayram, 2020, p. 793)

The modern use of the term "cybernetic" is attributed to American mathematician Norbert Wiener, who introduced it in 1948 as a concept applicable to various humanistic and scientific fields. He described it as a science concerned with control, communication, and the mechanisms of interaction between humans and machines. (Atiyah Idris, 2019, p. 103)

Fiction author William Gibson popularized the term "cyberspace" in 1982, coining it from the notion of "mass hallucination" involving billions of users, combining cybernetics with the concept of "space." (Alaaeddine Farhat, 2019, p. 90)

1.1.2. Forms and Types of Cybersecurity

It is important to distinguish between cyberattacks and the actors who operate within cyberspace. Legal scholar Paulo Shakarian defines cyber warfare as an extension of

political conflict via cyber actions taken by state or non-state actors, posing significant threats to national security. (Paulo Shakarian, Jan Shakarian, and Andrew Ruef, 2013, p. 2)

Cyber warfare may be categorized into different types based on intensity – ranging from military-oriented wars to limited cyber conflicts aimed at specific objectives. However, limited warfare is increasingly unlikely given attackers' often ambiguous goals. There are also indiscriminate cyber wars that fail to differentiate between civilian and military targets, resulting in widespread destruction.

Cybersecurity addresses all these forms, focusing on protection within cyberspace through the use of ICT. It guards against various violations, including breaches of personal data confidentiality, misinformation, privacy invasions, and threats posed by deceptive entities impersonating reputable organizations to obtain sensitive data, such as credit card details or login credentials. Cyberterrorism, driven by diverse motives, also falls under this domain. Another threat is digital fabrication – modifying or falsifying multimedia content within cyberspace. (Zouwawi Lamia and Fahim Ramali, 2023, p. 149–152)

While cybersecurity closely relates to information security, they differ in scope. Cybersecurity is broader, encompassing protection of data across internal and external networks, including cloud servers. In contrast, information security focuses on safeguarding data systems from unauthorized access, theft, modification, or exposure, ensuring confidentiality and integrity for users.¹

¹ Cybersecurity vs. Information Security,” LinkedIn, accessed November 10, 2023

Cybersecurity confronts various types of attacks, such as password cracking, denial-of-service (DoS) attacks, threats to national security, societal manipulation via ideological infiltration, privacy breaches, and support for monopolistic practices. (Kareem Hameed Abdulwahab, op.cit., p. 316–318)

1.2. Origins and Dimensions of Cybersecurity

One of the key motivations behind cybersecurity is the need to establish legal, regulatory, and legislative frameworks capable of addressing challenges faced by societies, organizations, and individuals. This need arises from the global connectivity enabled by ICT, and the growing difficulty in tracking and punishing cybercriminals—especially in the context of e-commerce, online shopping, e-government, and digital administration, all of which demand a secure information environment. (Aws Majid Ghalib Al-Awadi, 2016, p. 6)

The idea of cybersecurity emerged in the 20th century, catalyzed by conventional warfare, with the term "cyber warfare" first appearing in 1934. (Suleiman Ketaf and Abdelhalim Bougraine, op.cit., p. 43)

1.2.1. Early Precursors to Cybersecurity

The initial foundations of what is now referred to as "cyber justice" can be traced back to the American Civil War of 1861, during which the telegraph was used for the first time in warfare. In 1888, German experts discovered that electrical energy produces signals in space in the form of controllable and observable frequencies. These later came to be known as Hertzian waves and were developed by British scientists into radio systems, particularly during the Russo-

Japanese War of 1904. (Naama Al-Fatlawi and Ahmad Abeet, 2016, p. 614)

The two World Wars of the first half of the twentieth century marked a turning point in how technology was used in the conduct of warfare and strategic planning. This led many nations to invest heavily in technological advancements, especially in wireless communications (such as radar). Consequently, sensitive receivers and highly directional antennas were produced. During this era, the growing bipolar rivalry between world powers further pushed the development of electronic tools, resulting in advanced weapon systems, diversified uses, and innovations in communication and remote-control technologies. (Ali Abd al-Rahim al-Aboudi, 2019, p. 93–94)

By the early 1990s, information emerged as a key source of competitive advantage, prompting institutions to fortify their security frameworks to protect their informational assets—covering data storage, processing, and internal dissemination—from corporate espionage and rival interference. As information and communication technology (ICT) became more pervasive, the concept of network security evolved to encompass areas such as e-commerce, e-governance, and broader transactional protection. New cyber challenges also began to emerge on strategic levels—such as cyber warfare and cyber defense—as well as legal (electronic surveillance, privacy protection), and economic dimensions (competition and innovation imperatives). (Ashraf Muhammad Abda, 2018, p. 117)

1.2.2. Dimensions of Cybersecurity

Cybersecurity spans multiple domains, forming an interconnected system that aims to ensure national security against potential cyber threats. The first dimension is the military aspect, from which the internet originally emerged. It was first developed for military purposes before being made accessible to the scientific community. The internet was initially intended to enhance military capacities. (Samir Bara, 2017, p. 260)

Economically, cybersecurity has become a vital component across all societal sectors—individuals, organizations, and governments—due to their increasing reliance on digital technology to store and process information. The widespread use of computers in industry and the management of financial systems has led to the formalization and interconnection of economic transactions. Financial networks, stock exchanges, and corporate systems are now heavily dependent on online infrastructures, amplifying the necessity for robust cybersecurity within the economic sector. (Abdel Fattah Bayoumi, 2007, p. 198)

Politically, cybersecurity has profound implications. It is associated with the leakage of sensitive documents, diplomatic tensions, and the reconsideration of foreign policies. Internally, it encompasses the use of social media for political messaging, election influence, virtual protests, and uncovering terrorist activities. (Abdallah Ahmad Hilali, 2007, p. 129)

The social dimension includes public awareness and education about cybersecurity. Empowering individuals with a comprehensive understanding of security measures is essential. This includes reinforcing personal responsibility, promoting deterrence strategies, and ensuring compliance with

criminal legislation. However, legal deterrence alone is not enough. There is an urgent need for education and training in ICT to instill a security-oriented digital culture. (Hamadoun Touré, 2007, p. 16–17)

On the legal-technological frontier, there is a reciprocal relationship—technological developments constantly test the adaptability of legal frameworks. While laws attempt to regulate both lawful and unlawful digital behavior, cybercrimes often transcend borders, and their perpetrators can be difficult to trace or identify. The lack of clearly defined legal terms and deterrents reflects the transnational and elusive nature of cybercrime, highlighting the necessity for robust international cooperation. (Atiya Idris, 2019, p. 106)

2. The Legal Nature of Cybersecurity and Associated Challenges

Dr. Mohamed Al-Majdoub defines cyber warfare as a collection of hostile acts targeting data associated with a digital state. These include unauthorized access, alteration, destruction, or interruption of information as it travels between computers—for instance, attacks on air traffic control systems, pipelines, and nuclear facilities. (Mohamed Al-Majdoub, 2018, p. 819)

The Geneva Conventions enhanced accountability mechanisms for violations of international humanitarian law by establishing a mandatory system requiring state parties to prosecute or extradite violators, regardless of nationality.¹

¹ International Committee of the Red Cross, “Overview of the Geneva Conventions,” <https://www.icrc.org/ar/doc/war-and-law/treaties-customary-law/geneva->

In 2001, the World Federation of Scientists formed a permanent task force for information security. Its report, *Toward a Global Information Space: Managing the Threat from Cybercrime to Cyberwarfare*, became a foundational document presented to the United Nations World Summit on the Information Society in Geneva. (Touré, 2003, p. 17)

2.1. Cyberspace and Cyber Threats – Conceptual Approach

Understanding the nature of active players in cyberspace draws from liberal theory, which argues that the state is no longer the sole actor. Other powerful entities—including multinational corporations and non-state actors—have claimed significant control over cyberspace to serve their own interests. Some of these actors possess cyber capabilities that exceed those of nation-states. (Lamia Talha, 2000, p. 60)

Joseph Nye, a prominent political scientist, identified several cyber players, including nation-states with access to digital technologies, as well as private-sector companies like Google, Facebook, Microsoft, Apple, and Amazon—whose technological strength often surpasses that of many governments. (Ismail Zarouqa, 2019, p. 1019)

Organized crime groups have also leveraged digital technologies for cybercrime—outpacing traditional weaponry in impact. These groups engage in cyber piracy, drug trafficking, human trafficking, organ trade, and smuggling, significantly destabilizing global economies. (Abdelghani Sharqi, 2023, p. 276–277)

[conventions/overview-geneva-conventions.htm](#) (accessed November 11, 2023, at 18:45).

In 1996, U.S. President Bill Clinton established a commission to protect critical infrastructure, marking the first official acknowledgment of cyberterrorism. This led to the CIA founding the Information Warfare Center, staffed with 1,000 information security experts operating 24/7. Following the September 11, 2001 attacks, a global agreement involving 30 countries was signed to combat cyberterrorism. Additionally, individual hackers have exploited digital tools to gain cyber power, enabling them to infiltrate financial systems and corporate databases, often for financial theft. (Talha, p. 61)

Cybersecurity encompasses a wide range of concepts, including **cyberspace**, which is the digital environment where cyber interactions occur; **cybercrime**, referring to illegal activities conducted via computers or the internet; and **cyber deterrence**, which aims to prevent cyberattacks against critical national assets. Cyber deterrence relies on three core pillars: defense credibility, retaliatory capability, and information system resilience.

It is also closely linked to **cyberattacks**, defined as actions that undermine the functionality of a computer network for political or national purposes by exploiting system vulnerabilities (Zaghda Al-Bahi, 2017, p. 52–53)

Finally, **information security** is a key subset of cybersecurity that focuses on maintaining the confidentiality and integrity of data shared on social platforms and digital networks. As cyber threats evolve, new information protection systems have been developed—including OS-level protec-

tions, application security, software safeguards, and regulated system access.¹

There exists a partial and nuanced relationship between information security and cybersecurity. Information security involves the protection of data from unauthorized access, regardless of its format—whether on physical paper or stored electronically. Consequently, it does not necessarily encompass network security, just as network security does not inherently guarantee the security of information. In contrast, cybersecurity is concerned specifically with the safeguarding of data that is transmitted, stored, or processed within information and communication technology systems. It also aims to ensure the availability and integrity of services provided through cyberspace, including communication channels and electrical infrastructure.

Therefore, information security does not fully include cybersecurity, nor can cybersecurity be considered a comprehensive domain of information security, particularly as the latter also covers non-digital data. Their intersection lies in their shared objective of protecting information, but they diverge in scope and technical focus. (Mahmoud Abdulrahman Khalaf and Ahmed Abdulkarim Abdulwahhab, 2020, p. 4).

2.1.1. Domestic Regulation of Cyberspace

Cyberspace has introduced complex security challenges, compelling states to regulate and manage the ownership and use of digital technology domestically, while also seeking cooperative mechanisms at the international level. Such

¹ CyberOne, "Cybersecurity Awareness," <https://cyberone.coly> (accessed November 11, 2013, at 22:45)

measures are essential to restore sovereign authority in a digital environment often violated by both state and non-state actors.

States have implemented domestic internet controls through various means. One method is comprehensive infrastructure regulation, grounded in the premise that internet proliferation depends on physical tools. Governments that control these tools can regulate online activity. This has led to the development of hierarchical networks that allow governments to manage digital gateways. Another approach is content regulation through software controls, often referred to as “software barriers,” which enhance the ability to govern both routers and end-user access. (Timothy S. Wu, 1997, PCS1-652.).

China exemplifies this regulatory capacity through mechanisms such as the "Great Firewall," which restricts access to numerous foreign websites and monitors data traffic. Similarly, North Korea employs cyber opacity as a form of internal control. (Saad Murrah Zine Al-Abidin, 2022, p. 705)ۛ .

International cyber governance remains difficult due to the absence of mutual trust and the prioritization of national over collective cybersecurity interests. This fragmentation has hindered cooperative regulation. In response, the Carnegie Endowment for International Peace proposed a 2020 strategy for enhancing global financial cybersecurity. Although centered on financial systems, the strategy underscores the necessity of joint international efforts to address global cyber threats and build digital sovereignty. (Nelson Arthur and Tim Morrow 2021, p. 26)

Cyber warfare has become an instrumental tool in international relations, offering a low-cost method for harming adversaries by disrupting or infiltrating websites and critical digital infrastructure. (Khalid Walid Mahmoud, 2013, p. 116)

These invisible, undeclared wars produce significant long-term consequences for diplomatic relations. (Sarah Abdelaziz, p. 16)

One major outcome is the use of cyberattacks as a strategic means of enhancing international status, enabling medium and small states to assert greater influence. Cyber warfare has also catalyzed the diffusion of power across global politics and introduced new arms races, with cybersecurity now integral to national defense strategies. Diplomatic tensions often escalate due to cyber intrusions into domestic affairs, complicating the application of international law.

For instance, NATO's 1999 cyber operations against Yugoslavia illustrated the emerging use of moderate-intensity cyber warfare as a tool of modern conflict. (Orian Bieber, 2000, p. 124)

2.2. Cybersecurity Challenges and Objectives

Cybersecurity faces numerous evolving challenges due to the emergence of digital crimes that threaten the informational, cultural, and economic assets of individuals, organizations, and nations. As such, effective cybersecurity requires comprehensive political will and the development of integrated, achievable strategies. These must focus on infrastructure development, digital services enhancement, and cross-disciplinary solutions incorporating legal, educational, technical, and administrative dimensions.

Efforts must also address the human, legal, and economic aspects of cybersecurity to foster trust and support sustainable digital development. (Muslim Tiras Ibrahim, “Cybercrimes and Their Impact on Cybersecurity 2021, p. 81) The digital divide – both economic and social – demands a multifaceted, not merely technical, approach.

Cybersecurity also responds to the evolving nature of cyberterrorism, which – like cybercrime and cyber espionage – poses extensive and sophisticated threats, with all actors capable of launching offensive operations. (Shawn Henry and Aaron F. Brantly, 2018, p. 49)

2.2.1. Legal Limitations and Security Challenges in Cybersecurity

The United Nations Charter prohibits the use of force among member states, as outlined in Article 2(4), which forbids threats or actions against the territorial integrity or political independence of any state. However, the emergence of cyber power – referred to in the media as electronic or cyber force – raises new questions. Does cyber aggression qualify as a use of military force subject to the sanctions outlined in Chapter VII of the Charter, or is it a separate form of assault altogether? ¹

Cyberattacks, whether military or non-military, inflict harm on individuals and states. International law has addressed such matters in the context of human rights protection during both international and non-international armed conflicts. The Geneva Conventions emphasize the protection of civilians during wartime, yet rapid technological ad-

¹ Article 2(4), *Charter of the United Nations*.

vancements call for reassessment of these laws to reflect the evolving nature of warfare, including the increased threat posed by cyberattacks, which may cause collateral damage surpassing that of conventional weapons. (Ihab Khalifa, 2019)

Article 36 of Additional Protocol I to the 1977 Geneva Conventions requires parties to verify whether new weapons or methods of warfare comply with international law. This is particularly relevant in today's technological era, where rapid innovation may reshape the framework of international legal norms¹.

The absence of binding legal frameworks to govern cyberspace underscores the necessity for codified customary rules. Cybersecurity, now a strategic asset, is employed by technologically advanced states to achieve deterrence, military dominance, or strategic equilibrium. International legal scholars increasingly acknowledge that any cyberattack may constitute an act of war.²

Furthermore, legal advisors to the International Committee of the Red Cross stress that Article 36 imposes an obligation on states to ensure that new cyberweapons comply with humanitarian law (Mohamed Al-Majdoub, op.cit, p. 79).

Although completely halting cyberattacks may be impossible, their impact can be mitigated through modern legal frameworks and the adaptation of traditional concepts to

¹ Gilles Laurent, interview on the International Committee of the Red Cross website, 2013. Available at: <https://www.icrc.org/ar/doc/resources/documents/interview/2013/06-27-cyber-warfare-ehl.htm> Accessed on November 14, 2023, at 21:50.

² Article 36, *Additional Protocol I to the Four Geneva Conventions*.

new digital realities. The key lies in identifying the perpetrator and the intended target ¹.

2.2.2. Cybersecurity Objectives

The principal aim of cybersecurity is to protect and secure data, networks, computer systems, and software from unauthorized access or cyber intrusions. It ensures the confidentiality, integrity, and availability of personal and institutional data, thus defending digital infrastructure essential for public safety and national security.

Cybersecurity also ensures the continuity of communication networks between governments and citizens, safeguarding data flow and preventing service disruptions ².

It relies on up-to-date technical knowledge, attacker profiling, and message analysis to prevent intrusions. Encrypted communications and transactions form a critical defense layer, making it more difficult for intruders to access sensitive data – an indispensable measure for maintaining digital security³.

¹ National Communications and Media Commission of Iraq, Cybersecurity page: www.tra.gov.lb/cybersecurity-AR, accessed November 14, 2023, at 22:00.

² Amir Okasha, *Electronic Warfare: The Virtual World Conflict*, available at: www.felesteen.ps/prints/news/iouusu, accessed November 14, 2023, at 22:45.

³ Gilles Laurentop.ciy, accessed November 14, 2023, at 23:00.

Conclusion:

It has been concluded that the concept of cybersecurity has undergone substantial modification and transformation in terms of threats, effectiveness, and scope. Once confined to the domain of state and military power, cybersecurity has evolved into a comprehensive concept encompassing all areas of life, increasingly focusing on individuals and societies that have entered the digital age through the revolution in information and communication technologies.

Everyone is now connected to the network, creating a new interactive space — cyberspace — which has altered traditional understandings of international relations, such as the concepts of power, conflict, and warfare. The shift from physical to virtual conflict is clear, as wars are now conducted with ones and zeros. States are visibly moving toward the militarization of cyberspace, giving rise to new threats that are growing in scale and intensity, and that pose a serious threat to national security. This has led to the emergence of the modern concept of cybersecurity.

Findings:

1. Cybersecurity has become a critical component of national security.
2. Most states have adapted their security doctrines to address the rapidly evolving cyber threats, which now include cybercrime, cyberterrorism, and cyberwarfare as significant challenges.
3. States are making serious efforts to protect their national security due to the migration of personal and institu-

tional data into the virtual world, which exposes digital security to unprecedented risks.

4. States are operating along two main tracks:
 - Technological, by developing cyber armies and establishing cybersecurity agencies.
 - Legal, by enacting appropriate national and regional legislation to combat cybercrime and cyberterrorism.
5. There is a growing international consensus to curb the cyber arms race and prevent the militarization of cyberspace.
6. Cyber threats now represent a new form of non-traditional, soft threats that accompany globalization. These threats are multifaceted, targeting both states and individuals, and are designed for immediate and effective use to undermine adversarial capabilities.
7. In the case of Algeria, cyber threats are on the rise due to increased connectivity, deeper integration of individuals into the digital sphere, lack of regulatory oversight in cyberspace, and the inadequacy of domestic legislation to address the evolving and deceptive nature of these crimes. Algeria's cybersecurity is thus threatened by:
 - First, breaches of data confidentiality and violations of digital privacy.
 - Second, digital disinformation, including fabricated content and the chaotic dissemination of news.
 - Third, though less prominent, is the threat posed by cyberterrorism.

Recommendations:

1. Given that cyber threats harm the interests and security of both individuals and states without distinction be-

- tween civilian and military targets, it is imperative that states establish specialized cybersecurity bodies.
2. States should develop national cybersecurity strategies and oversee their implementation.
 3. Cybersecurity governance policies, frameworks, and guidelines must be established and widely disseminated.
 4. Local communities should create frameworks for managing cybersecurity risks.
 5. States must work to establish centralized response mechanisms for handling cyber incidents and breaches.
 6. Relevant authorities should establish national encryption standards and policies.
 7. National awareness campaigns, conferences, and seminars should be held across various media platforms to raise public understanding of cybersecurity.

References

Books:

1. Ashraf Mohamed Abda, *The Security Environment of E-Government: Between Risks and Protection Requirements*, Dar Al-Kutub wa Al-Dirasat Al-Arabiya, Alexandria, Egypt, 2018.
2. Ihab Khalifa, *What Is the Position of the UN Charter on the Use of Cyber Force in International Interactions?*, Future Center for Research and Studies, Abu Dhabi, 2019.

3. Jawhar Al-Jamoussi, *The Virtual and the Revolution: The Role of the Internet in the Emergence of an Arab Civil Society*, Arab Center for Research and Policy Studies, Beirut, Lebanon, 2019.
4. Hamadoun Touré, *Cybersecurity Guide for Developing Countries*, International Telecommunication Union (ITU), 2007
5. Abdel Fattah Bayoumi, *Principles of Criminal Procedures in Computer and Internet Crimes*, 1st ed., Dar Al-Kutub Al-Qanuniya, 2007.
6. Abdullah Ahmed Hilali, *The Budapest Convention on Cybercrime*, 1st ed., Dar Al-Nahda Al-Arabia, Cairo, Egypt, 2007.
7. Karim Hamid Abdulwahab, *Cybersecurity: Constraints and Challenges under International Law*, *The Social Contract Journal*, Center for Legal Research, Iraq, 2021
8. Mohamed Al-Majzoub, *The Intermediary in Public International Law*, 7th ed., Al-Halabi Legal Publications, Beirut, Lebanon, 2018.

Articles:

1. Ismail Zerrouga, *Cyberspace and the Transformation of Power and Conflict Concepts*, Vol. 10, No. 2, *Journal of Legal and Political Sciences*, Mohamed Boudiaf University, Algeria, 2019.
2. Ismail Zerrouga, *Cyberspace and the Transformation of Power and Conflict Concepts*, *Journal of Legal and Political Sciences*, El Oued University, Algeria, 2019.
3. Aws Majid Ghaleb Al-Awadi, *Cyber-Informational Foundations*, *Bayane Harvest Series*, Center for Research and Planning, Baghdad, 2016.

4. Khaled Walid Mahmoud, *Internet Attacks as the New Arena of Electronic Conflict*, No. 5, *Arab Policies Journal*, Arab Center for Research and Policy Studies, Doha, Qatar, 2013.
5. Zaghdah El-Bahi, *Cyber Deterrence: Concept, Challenges, and Requirements*, Vol. 1, Issue 1, *Journal of Political Science and Law*, Arab Democratic Center, 2017.
6. Zouaoui Lamia, Faheem Ramali, *Cyber Threats and the Digital Society's Security: Case Study of Algeria*, Vol. 12, No. 2, *Algerian Journal of Security and Development*, University of Hadj Lakhdar Batna, Algeria.
7. Sara Abdulaziz, *Cyber Warfare: Event Trends*, Issue 20, Abu Dhabi
8. Saad Murra Zain Al-Abidin, *The Impact of Sovereignty on Jurisdiction in Cybercrimes*, *International Journal of Jurisprudence, Judiciary and Legislation*, Egyptian Knowledge Bank, Egypt, 2022.
9. Suleiman Qataf, Abdel Halim Bouguerine, *Cybersecurity and Its Related Conceptual Contents*, Vol. 5, No. 2, *Journal of Academic Scientific Studies*, University of Barika, Algeria, 2022.
10. Samir Bara, *Cybersecurity in Algeria: Policies and Institutions*, Vol. 2, No. 2, *Algerian Journal of Human Security*, University of Hadj Lakhdar Batna, Algeria, 2017.
11. Abdel Azim Allah Jaafari, *The Cyber Threats Saga and Their Impact on Algerian National Security*, *African Journal of Legal and Political Studies*, Mohamed Drayah University, Adrar, Algeria, 2022.
12. Abdelghani Cherki, *Cyber Threats and the Sovereignty Dilemma: Re-reading Sovereignty and Independence*, Vol. 7,

- No. 2, *Journal of Global Politics*, Mohamed Bouguerra University, Boumerdes, 2023.
13. Atiyah Idris, *The Role of Cybersecurity in Algeria's National Security System*, Vol. 1, No. 1, *Misdaqiya Journal*, University of Larbi Tebessi, Tebessa, Algeria, 2019.
14. Atiyah Idris, *Cybersecurity in the Algerian National Security Framework*, Vol. 1, No. 1, *Misdaqiya Journal*, University of Larbi Tebessi, Tebessa, Algeria, 2019.
15. Alaa Eddine Farhat, *Cyberspace: Shaping the Battlefield of the 21st Century*, Vol. 10, No. 3, *Journal of Legal and Political Sciences*, El Oued University, Algeria, 2019.
16. Ali Abdulrahim Al-Obaidi, *The Iranian Wars Anxiety and Its Impact on International Peace and Security*, *Political Issues Journal*, Al-Tahari University, Iraq, 2019.
17. Fatima Bayram, *National Sovereignty in Light of Cyberspace and Digital Transformations: China as a Model*, *Algerian Journal of Human Security*, University of Hadj Lakhdar Batna, Algeria, 2020.
18. Lamia Talha, *Cyber Threats and Crimes: Their Impact on National Security and Counter-Strategies*, *Ma'alem Journal of Legal and Political Studies*, University Center of Tindouf, Algeria, 2020.
19. Mahmoud Abdulrahman Khalaf & Ahmed Abdulkarim Abdulwahab, *The Dilemma of Iraqi Cybersecurity: Between Cyber Threats and Freedoms-Restricting Legislation*, Issue 60, *Journal of Political Studies*, Al-Nahrain University, Iraq, 2020.
20. Muslim Tiras Ibrahim, *Cybercrimes and Their Impact on Cybersecurity*, Vol. 12, No. 1, *Journal of Al-Qadisiyah for Law and Political Science*, 2021.

21. Ne'ma Al-Fatlawi & Ahmed Abeet, *Cyber Attacks: Their Concept and Emerging International Responsibility in Light of Contemporary International Law*, Issue 40, *Journal of Al-Muhaqqiq Al-Hilli for Legal and Political Sciences*, University of Babylon, Iraq, 2016
22. Nelson Arthur & Tim Morrow, *Global Cyber Threat: Finance and Development*, 2021.
23. Noura Shalouch, *Electronic Piracy in Cyberspace: The Growing Threat to State Security*, Vol. 8, No. 2, *Babel Center for Human Studies Journal*, Iraq, 2018.

Foreign References:

1. HENRY, Shawn, & Aaron F. BRANTLY, *Countering the Cyber Threat*, The Cyber Defense Review by Nion, 2018.
2. [International Committee of the Red Cross], *Overview of the Geneva Conventions* — <https://www.icrc.org/ar/doc/war-and-law/treaties-customary-law/geneva-conventions/overview-geneva-conventions.htm>
3. Olivier Kempf, *Introduction to Cyberstrategy*, Economica, Paris, 2012.
4. Orian Bieber, *Cyber Wars or a Sideshow? The Internet and the Balkan Wars*, *Current History*, Vol. 99, 2000.
5. Paulo Shakarian, Jana Shakarian, & Andrew Ruef, *Introduction to Cyber Warfare: A Multidisciplinary Approach*, Elsevier, 2013.
6. Timothy S. Wu, *The International System: Cyberspace Sovereignty? The Internet and International Law*, *Harvard Journal of Law and Technology*, 1997.

Gaps in School Guidance in the Algerian Educational System

Mohammed GODMANE

Mohammed ben Ahmed Oran 2 University, Algeria

godmane.mohammed@univ-oran2.dz

Abstract:

This article aims to shed light on the issue of obstacles to the implementation of the school and vocational guidance policy within the horizons of the educational system in Algeria specifically focusing on parents' insistence in attempting to impose the educational path as a future curriculum for their children rather than directing them based on their mental abilities and personal inclinations.

Imposing guidance that does not keep pace with the student's overall competencies risks compromising the student's personal development to fulfill family expectations.

This imposition forms the basis of the obstacles to effective school guidance as well as monitoring and detecting the impact of this improper guidance on imbalances in the personal project of the student in the future.

How can we understand this behavior on the part of parents? Is it due to the lack of trust between them and the state policy in the prospects of vocational guidance and socio-economic integration in Algeria.

Through this study, we aim to interpret parents' representations and perceptions of ideal guidance, seeking to understand the gaps in school guidance within the Algerian educational system.

The study contributes to assessing the trajectory of school guidance policy and determining the obstacles that impede its effectiveness.

Keywords: School and vocational guidance, educational system, cognitive inclinations and abilities, structuring school guidance, student's personal project.

Lacunes de l'Orientation scolaire dans le Système éducatif Algérien

Résumé:

Cet article vise à éclairer la question des obstacles à la mise en œuvre de la politique d'orientation scolaire et professionnelle dans les horizons du système éducatif en Algérie en se concentrant spécifiquement sur l'insistance des parents à tenter d'imposer la voie éducative comme futur programme d'études pour leurs enfants plutôt que de les orienter en fonction de leurs capacités mentales et de leurs inclinations personnelles.

Imposer une orientation qui ne suit pas le rythme des compétences globales de l'élève risque de compromettre le développement personnel de l'élève pour répondre aux attentes de la famille .

Cette imposition est à la base des obstacles à une orientation scolaire efficace ainsi que du suivi et de la détection de l'impact de cette orientation inappropriée sur les déséquilibres du projet personnel de l'élève dans le futur.

Comment comprendre ce comportement de la part des parents? Est-ce dû au manque de confiance entre eux et la politique de l'Etat dans les perspectives d'orientation professionnelle et d'insertion socio-économique en Algérie.

À travers cette étude, nous visons à interpréter les représentations et perceptions des parents de l'orientation idéale, en cherchant à comprendre les lacunes de l'orientation scolaire au sein du système éducatif algérien.

L'étude contribue à évaluer la trajectoire de la politique d'orientation scolaire et à déterminer les obstacles qui entravent son efficacité.

Mots clés: *Orientation scolaire et professionnelle, système éducatif, inclinations et capacités cognitives, orientation scolaire structurante, projet personnel de l'élève.*

Introduction:

The aim of the process of school guidance for pupils, as outlined in Algerian law, emphasizes the contribution to building the student's personal development with the aim of nurturing responsible citizens in society. Articles 03 to 06 Law No. 08-04 on national education, dated January 23, 2008, outline the school's responsibilities: (the directive Law, January 23, 2008)

Within the framework of the educational objectives defined in Article 02 of the educational directive law, the school aims to fulfill the tasks of education, socialization and rehabilitation: in the field of education, the school ensures quality education, facilitating the comprehensive, harmonious, and balanced development of students' personalities by enabling them to acquire a broad cultural knowledge and sufficient theoretical and applied knowledge in order to integrate into society.

In the field of socialization, the school, in close contact with the family, which is considered an extension of it, educates students with the aim of forming citizens capable of initiative, creativity, adaptation and taking responsibility in their personal and professional lives.

In the field of rehabilitation, the school meets the students' basic needs by providing them with basic knowledge and competencies that enable them to: (Al-Rubaie, 2016, P. 22)

- Reinvest and employ the acquired knowledge and skills.

- Enrolling in a higher or professional training or a job position in line with their abilities and ambitions.
- Constantly adapt to the development of crafts and professions, as well as to economic, scientific and technological developments.
- Innovation and taking initiatives.

Resume their studies or pursue new training after graduating from the school system, as well as continue lifelong learning with full autonomy.

We note that the Algerian legislature emphasizes the need to remove obstacles that hinder the proper functioning of the school guidance process for students and thus hinder the realization of their future projects.

These hindrances impact the tasks of guidance and vocational counselors, whose role is to accompany students within the educational institution, helping them build a vision for their future and evaluate the feasibility of their plans. This includes measuring the student's basic competencies against their desires and inclinations toward STEM fields and the academic and career pathways emerging from them, encompassing university prospects and future labor market opportunities.

Among these obstacles is the deviation of the vocational guidance for students based on their parents' desires, stemming from differing ideologies about their children's future projects.

In most cases, this results in an idealized project that cannot be realized due to the psychological inclinations and basic competencies of mental abilities related to the student. This contradiction with the parents' ideal project leads to the inevitable impossibility of achieving it in the future. This

creates an obstacle to the correct students' guidance and, consequently, an imbalance in the construction of the future personal project.

Thus, how do we explain the behavior of parents in the process of directing their children towards university divisions and horizons emanating from them that contradict the level of basic competencies and the inclinations of their children in order to achieve the family project ?

Is it possible to consider that this conflict poses a risk to the future of children as a result of directing them towards people that do not correspond to the competencies and inclinations of their children, instead of being directed towards vocational training that guarantees their future and establishes their social status.

Therefore, we assume that this situation is due to the fact that the perception of the future profession itself is a symbol for parents of its position in society . Additionally, there is a fear of directing children towards vocational training because of the lack of trust between parents and the policies adopted in the field of vocational training.

This issue is a significant concern for parents, as most of them consider this aspect in terms of abilities and achievements.

The orientation towards a future career and profession contrary to the psychological and cognitive tendency regarding the school and future path of the fields to be specialized in. Deviations in the guidance of children result in non-achievement and failure, or dropout and socio-educational interruption from the educational institution or university on the one hand and society on the other. Thus, it can be

considered that it produced a symbolic act contrary to the special interest of parents and children.

This study aims to provide an overview of some of the obstacles that hinder the tasks of school and vocational guidance counselors in our educational institutions and vocational training as well as evaluation counselors in vocational training centers. It examines how parental behavior has become a barrier to students entering the field of vocational training early. Furthermore, it identifies how this impacts the development of a personal desire to enter the labor market early and excel in their chosen future profession.

The study aims to provide parents with insight into the significance of developing a realistic future career vision for their children, taking into account individual desires and abilities. It highlights the need for gradual motivation towards fulfilling this vision. Importantly, the study recognizes that individual differences exist even within the same family, cautioning against generalizing career orientations based solely on the social status of professions to secure children's futures. Throughout their educational journey, students urgently need guidance in planning suitable educational or vocational specialties that keep pace with their needs and inclinations. This guidance should consider a set of variables (Yusuf Mustafa al-Qadi, 1998).

While children's futures depends on determining the educational and professional paths through proper guidance towards chosen academic disciplines, parents should ideally play the role of wise mentors in the school guidance process. Parents' roles should be limited to matching their children's desires and inclinations according to their aptitudes and

achievement competencies (Zeidan, 2008). Accordingly, we must define the concept of guidance as providing advice and guidance to children without entering into an interactive relationship between parents and their children.

In order not to deviate from the primary goal of guidance due to the inflexibility of parents directing their children towards incorrect future paths (Zeidan, 2008). The decision to choose an educational or vocational specialization is one of the most important and difficult decisions affecting the future of children, as it carries with it important implications for the future of the individual and society.

1. The conflict of risk in the process of guiding children between their abilities and the horizons of their parents

The family is considered fundamental unit of society in which a person grows, and receives his basic upbringing through family processes. This environment allows parents transmit their life experiences to their children, aiming to satisfy their intellectual and social needs. Therefore, the choice of parents indirectly affects the orientation of children. It is assumed that fathers play a very important role in directing the future of children towards study and the appropriate studies and professions that keep pace with their cognitive profiles and future aspirations. Many educators have highlighted the significance of guidance in this process. For example, John Dewey states that individuals, throughout their lives, need supervision over their development as well as access to science, education, and social skills (Al-Dammam, 2000)."

Considering that this significant process is determined by the academic and professional field that aligns with the student's self-desire, based on a set of criteria, the student becomes capable of self-direction as they become more aware of their core competencies and the world around him.

It is assumed that parents must support their children in making optimal choices without imposing their own desires for a future career, guaranteeing that the wishes and hopes of the parents do not conflict with the interests and potential of the children (Jawdat Ezzat Abdul Hadi, 2004).

In Algeria, for example, many parents adopt risky behavior by imposing school and professional guidance on their children.

A significant problem arises when a student chooses a specialty that contradicts their own desires in favor of a division their family wants. Parents attempt to affect their children's choices by determining their specialties and future career paths, which restricts the children from pursuing their own aspirations. As a result, children are often forced to choose a family project instead, impacting their chances of future success and leading to dissatisfaction with their profession due to parental pressure.

2. Obstacles to the ideal guidance of parents and its impact on the process of school and professional guidance:

We note that the school guidance aims to help students make the right school and professional choice by building their personal projects based on their aptitudes, abilities, and inclinations.

This approach increases the likelihood of success in their educational paths and future professional endeavors. Elec-

tive and vocational education relies on a set of experiences, competencies, and personal insights that contribute to children's ability to make autonomous decisions.

These choices are often sound because they are based on self-knowledge and keep pace with personal inclinations and mental abilities, ensuring their applicability in the professional domain and labor market (Yusuf Mustafa Al-Kadi, *Psychological Counseling and Educational Guidance*, 1981)."

Here, the ideal guidance parents provide to their children may be counterproductive if it does not take these factors into account. This can negatively impact the children's personal projects, causing them to deviate from their predetermined goals due to a lack of will and a misalignment with their own inclinations. Therefore, they may be compulsively directed toward goals that do not match their personal desires and abilities.

3. Career and career prospects in the eyes of parents:

The concept of social inequality in the representation of the profession and the professional future of parents is often used and interpreted differently (Benflis Khadija, 2014), within certain theories. In sociology, for instance, proponents of action theory suggest that social class inequality is commonly found in developed societies, as hierarchical dominance becomes necessary to consolidate social order and maintain a stable social structure. Conflict theories, such as Marxism, emphasize the inaccessibility of resources and the lack of social mobility in class societies. Many sociological theorists have criticized the reality that the working classes are more likely to be unable to make economic and social progress, while the wealthy tend to retain political power,

which they utilize to exploit the proletariat (the working class) (Mohamed Mostafa Abdel Samy et al., 2004, p. 44).

Therefore, the representation of the professional future in the eyes of parents is objectively related to the social status resulting from professions, and the socio-cultural view of the profession and its social status.

This perception makes the profession prestigious for parents and promotes the desire to pass it on to their children or push them to fulfill this social status (Turkish, 2000).

We note that this risk in itself is considered a behavior that is subjective and devoid of objectivity, because it is not based on scientific foundations related to the basic competencies of children and taking into account their inclinations. Instead, it is affected by social factors, which creates imbalances in the guidance of children and impacts their future outcomes.

These are among the reasons we mention in the following:

- The absence of a clear policy concerning vocational training in Algeria, in terms of inputs and outputs, and ensuring the professional future of graduates across all professions in Algeria.
- The lack of community awareness about the significance of science and knowledge and the neglect of fulfilling the student's personal project in all aspects of scientific, cognitive, and life areas.
- A lack of trust between the family and the community, and the absence of belief in the community project, which is built from the basic building block. The need for all spectrums of society is a real necessity that re-

quires us to double efforts to reshape the professional format in society.

- Parents' lack of faith in their children's abilities and their potential roles as active members of society in the near future, along with a lack of belief in the significance of their contribution to fulfilling a national goal that benefits society as a whole and propels them towards progress and advancement.
- The absence of responsibility and motivation for children to serve their homeland and society and the need to choose a professional future that serves these goals.
- The absence of clear policy parameters that provide students with quality educational and social services, generating in parents a set of self- and social convictions about the necessity of enabling children the freedom to choose.
- The lack of clarity concerning knowledge culture and information technology, the emergence of the digital divide, and the increasing severity of its negative impacts on our economic and social life.

In conclusion, if we want to form good citizens in our society, we must consider the standards of the social base and meet its necessary requirements for life.

This includes protecting intellectual property, ensuring freedom of opinion and expression, encouraging creativity, and fostering democracy, urging the involvement of community actors in political decision-making and decision-making . All these data establish self-selection in the future guidance of children.

Conclusion:

The educational and social environment is witnessing a new method of providing services to children sought at raising the efficiency of their performance in daily life and reducing their dependency. This approach addresses the need to provide information about the world of work and its future prospects. The information technology and knowledge that the world is witnessing today contribute to enlightening students and helping them make informed choices concerning their personal projects, originating from the significant digital revolution.

While the role of parents should not be neglected in the process of accompanying their children to achieve their personal project, because children are in constant need of feedback from their parents and continuous support and motivation in order to achieve the goal and success, and the application of this requires a set of possibilities in order to achieve this, and achieve a good level of performance in society.

While the role of parents should not be neglected in the process of supporting their children to fulfill their personal projects, it is significant to recognize that children need continuous feedback, support, and motivation from their parents to achieve their goals and succeed. Applying this necessitates a set of resources and opportunities to ensure children reach a high level of performance in society.

But in our societies, we find that there are some obstacles facing its application in the field, most notably the weakness of the community infrastructure and the weak public awareness of parents of the need to contribute to the construction of their children's project without imposing their

own guidance. Parents often view their guidance as a lofty directive associated with the profession and its status in society. However, what suits one individual may not suit another, as individuality differs among students. Thus, it is imperative to develop a vision and strategy at the family level and create an action plan for parents to apply in partnership with school guidance specialists within our educational institutions to achieve their children's personal projects. Therefore, we present a set of significant recommendations, encompassing the following:

- Activating the socio-professional integration of vocational training graduates and ensuring their effective integration into society.
- Correcting the negative perception of vocational training by highlighting that it offers future competencies and community cadres in the labor market, rather than being seen as a path for dropouts or repeaters.
- Encouraging the involvement of civil society in the social mobilization process and highlighting the importance of vocational training in Algeria and its future prospects for children's success.
- Recommending the introduction and intensification of training courses for children in the world of work to boost their self-confidence, aspirations for new challenges, and overall morale and academic achievement, thereby helping them to enter the labor market and choose their desired professions.
- Spreading awareness among parents and offering them modern knowledge to transition from a tradi-

tional society to a knowledge society, and adapting to the contemporary world of work.

- Urging decision-makers to consolidate and activate the concept of development within the culture of society, depending on the adaptation and response of various actors. Fostering a culture of acceptance, respect, and support for children's personal projects within the community.

Developing a systematic plan to build the infrastructure and the foundational elements of society that meet the requirements of globalization and the global technological environment.

- Involving the human resource in the technological transition of the information society, and motivate universities and institutes to conduct scientific research to develop models of children's projects and the world of work and professions.
- Developing a systematic plan to build the infrastructure and the foundational elements of society that meet the requirements of globalization and the global technological environment.

References and footnotes:

Benflis Khadija. (2014). Reference in teacher and vocational guidance. Algeria: Bureau of university publications.
The guiding law of patriotic education. No. 08-04 dated January 23, 2008.

- Jawdat Ezzat Abdul Hadi, a. (2004). Principles of orientation and psychological counseling. Jordan: House of culture.
- Muhammad Mustafa Abdul Samee and others. (2004). Educational technology concepts and applications (volume 01). Jordan: House of thought.
- Yusuf Mustafa al-Qadi, and. (1981). Psychological counseling and educational guidance. Kingdom of Saudi Arabia: Dar Al-Mars Riyadh.
- Yusuf Mustafa al-Qadi, and. (1998). School orientation and obstacle course. Amman: the House of Arab Thought.
- Mahmoud David al-Rubaie. (2016). Contemporary educational curriculum. Amman: Safa publishing and distribution house.
- Turkish, B. A. (2000). Contemporary social problems. Syria: Damascus university publications.
- Zidane, M. M. (2008). A pedagogical psychological study of a secondary school pupil. Algeria: Bureau of university publications.
- Permanent, P. A. (2000). Students dropped out in Arab countries. Cairo: Arab Organization for Education, Culture and science.

Terminological Dictionaries between the Integration of Sciences and Harmony of Arts: Al-Khawarizmi's *Mafatih al-Uloom* (387 AH) and Al-Qannuji's *Abjad al-Uloom* (1307 AH) as a Model

Hamidi ABDENNOUR

Centre for Scientific and Technical Research
on Arabic Language Development - Algeria (CRSTDLA) –
Tlemcen Unit

a.hamidi@crstdla.dz

Belabbes SOUAD

Centre for Scientific and Technical Research
on Arabic Language Development - Algeria (CRSTDLA) –
Tlemcen Unit

s.belabbes@crstdla.dz

Abstract

*This research explores cognitive integration in Arabic terminological dictionaries by examining their structure, compilation methods, and intellectual aims. It argues that Arabic dictionaries were not solely products of lexicography but served as cognitive spaces uniting various sciences and arts. Focusing on encyclopedic terminological dictionaries, the study analyzes how scientific terms were systematized within a unified framework. Using a descriptive-analytical approach supported by historical and comparative methods, it reveals that Arab scholars integrated disciplines rather than separating them, as seen in *Mafatih al-Uloom* by Al-Khawarizmi and *Abjad al-Uloom* by Al-Qannuji. These works encompass terms from both Arab and non-Arab sciences, showcasing the Arabic language's adaptability in expressing diverse fields of knowledge.*

Keywords: *Terminological dictionaries, cognitive integration, Mafatih al-Uloom, Abjad al-Uloom, Arabic language, encyclopedic knowledge.*

Dictionnaires terminologiques entre l'intégration des sciences et l'harmonie des arts : *Le Mafatih al-Uloom* d'Al-Khawarizmi (387 de l'Hégire) et *l'Abjad al-Uloom* d'Al-Qannuji (1307 de l'Hégire) comme modèle

Résumé

*Cette recherche explore l'intégration cognitive dans les dictionnaires terminologiques arabes en examinant leur structure, leurs méthodes de compilation et leurs objectifs intellectuels. Elle soutient que les dictionnaires arabes n'étaient pas uniquement des produits de la lexicographie, mais qu'ils servaient d'espaces cognitifs réunissant diverses sciences et divers arts. En se concentrant sur les dictionnaires terminologiques encyclopédiques, l'étude analyse la manière dont les termes scientifiques ont été systématisés dans un cadre unifié. En utilisant une approche descriptive et analytique soutenue par des méthodes historiques et comparatives, elle révèle que les savants arabes ont intégré les disciplines plutôt que de les séparer, comme le montrent *Mafatih al-Uloom* d'Al-Khawarizmi et *Abjad al-Uloom* d'Al-Qannuji. Ces ouvrages contiennent des termes issus des sciences arabes et non arabes, ce qui montre la capacité d'adaptation de la langue arabe à l'expression de divers domaines de connaissance.*

Mots-clés : Dictionnaires terminologiques, intégration cognitive, *Mafatih al-Uloom*, *Abjad al-Uloom*, langue arabe, connaissance encyclopédique.

Introduction

Cognitive integration among the sciences is one of the most prominent features of Arab-Islamic thought. “It has existed since the inception of knowledge and sciences themselves, as knowledge does not arise in isolation from others. Instead, sciences cooperate, complement, and support each other until they form a cultural and civilizational fabric for a people or for all of humanity.” It has been one of the major foundations of Islamic civilization and the flourishing of its sciences. While Islamic sciences are known for their openness and interconnection, lexicography was not exempt from this trend. In fact, it clearly embodied this trend through what are known as “terminological dictionaries,” which focused on documenting scientific concepts and defining their terms within an encyclopedic vision that reflects a deep awareness of the unity and integration of knowledge.

This study aims to highlight the features of this integration in two prominent examples of encyclopedic terminological dictionaries in Arab heritage: *Mafatih al-Uloom* by Muhammad ibn Ahmad Al-Khawarizmi (d. 387 AH) and *Abjad al-Uloom* by Sadiq Hasan Khan Al-Qannuji (d. 1307 AH). The research seeks to analyze the methodology of compilation in these two dictionaries, examine their cognitive and terminological structure, and show the relationship between the classification of sciences and lexicographic production in the context of knowledge creation.

The study adopts a descriptive-analytical approach, supported by historical and comparative methods, to reveal the cognitive and methodological dimensions upon which these works were based, reflecting the brilliance of the Arab intel-

lect in combining scientific accuracy and encyclopedic comprehensiveness.

1. Cognitive Integration in Arab and Islamic Linguistic Thought:

1.1. The Encyclopedic Trend Among Early Arab Scholars:

One scholar argues that certain terms occupy a prominent place in intellectual and cultural writings, “they are commonly used without clearly defining their meanings. Therefore, it is not surprising to find a term used with different and sometimes contradictory meanings. This is likely the case with the term ‘cognitive integration.’ The term is often used to describe someone as being encyclopedic in their knowledge and culture because they are familiar with many sciences, even if their familiarity is from a general cultural perspective rather than specialized knowledge. In this context, attention is drawn to some Muslim scholars who exhibited cognitive integration, meaning they were encyclopedic in language, literature, jurisprudence, Qur’anic sciences, Hadith sciences, history, and possibly astronomy, medicine, or mathematics. For example, Imam Al-Tabari was a commentator, historian, jurist, linguist, and poet. Ibn Khaldun, although primarily a political adventurer, was known as a historian, chief judge of the Maliki school in Egypt, and many attribute to him innovations in social sciences, economics, and education. Ibn Sina was a philosopher and physician, while Ibn Rushd was a jurist, theologian, physician, and philosopher, and Ibn Taymiyyah wrote extensively on jurisprudence, theology, Hadith, Sufism, and logic.”

Despite the notable characteristic of Muslim scholars in classifying multiple disciplines, this was not exclusive to

them alone. "This phenomenon was also known among ancient scholars and philosophers in other civilizations, particularly in Greek civilization. Perhaps the phenomenon of specialization in a single science and dedicating oneself to it is a modern development in human history due to the vast expansion of human knowledge, making it difficult for a single scholar to specialize in more than one science. In fact, a single science has now split into subfields that a scholar may hardly master one of them."

1.1.1. Prominent Figures in Arabic Cognitive Integration in Compilation:

Some researchers argue that Arabic heritage included early encyclopedic works, exemplified by, but not limited to, *Ayoun al-Akhbar* by Ibn Qutaybah (d. 276 AH/889 AD), which collected various sciences, the works of Al-Jahiz (d. 255 AH/868 AD) such as *Kitab al-Hayawan* (The Book of Animals), which included reports on animals, their habits, and discussed philosophical and scientific topics such as generation and corruption, elements and properties, and his famous *Al-Bayan wa al-Tabyin* (The Book of Eloquence), which presented selected prose and poetry, outlining the foundations of rhetoric and the philosophy of language, *Mafatih al-Uloom* by Al-Khawarizmi (d. 307 AH), and the contributions of Abu al-Hasan Al-Masudi in the 10th century (d. 346 AH/957 AD). His works remain immortal in the heritage of humanity, including vast collections of geographical and historical facts, such as *Muruj al-Dhahab wa Ma'adin al-Jawahir* (The Meadows of Gold and Mines of Gems), which included thirty volumes, though only the first part has survived. In this work, Al-Masudi discusses the shape of the

Earth, its cities, mountains, rivers, minerals, and the division of regions and the diversity of peoples.

1.1.2. The Mamluk Period: The Era of Encyclopedic Compilation Among Arabs:

The Mamluk era in Egypt and the Levant (1250-1517 AD / 648-923 AH) is described as the golden age of Arabic encyclopedic literature. During this period, encyclopedias were widely written by prominent scholars close to the royal court, such as Shihab al-Din al-Nuwairi, Ibn Fadlallah al-Omari, Abu al-Abbas Ahmad ibn Ali al-Qalqashandi, Jamal al-Din al-Wattawat, and others.

The intellectual classes in the Mamluk era were known for their scientific traditions, which blended diverse cultures and vast knowledge. Scholars of that time were famous for their encyclopedic knowledge and fluency in various fields. The Mamluk encyclopedias reflected this spirit, representing a return to older Arab and Greek traditions.

Abu al-Abbas al-Qalqashandi (d. 821 AH / 1418 AD), who served as the head of the Diwan al-Insha during the reign of Mamluk Sultan al-Zahir Barquq, wrote his encyclopedic work "Subh al-A'sha fi Sana'at al-Insha," which consists of fourteen volumes. It covers topics and chapters on systems of government, administration, politics, libraries, traditions and clothing in the Arab East, the history of diwan offices and ministries, the arts of writing, military clothing and weapons, sports, and various aspects of Arab society, as well as calligraphy and its tools.

Al-Qalqashandi's encyclopedia was considered a comprehensive guide to the art of official state writing, correspondence, and written communication. Parts of it were translated

into European languages. The increase in reading and writing among the "middle classes" in Mamluk society led to a vibrant book market, providing alternatives for researchers to earn a living through writing and authorship.

In this context, Dr. Mustafa al-Shakka comments that the emergence of these scientific treasures in the Mamluk era is a strong and clear response to those who claim—perhaps without intent or consideration—that it was a period of scientific backwardness and literary decline. This is due to their disregard for these abundant major scientific works, which one of them could replace a hundred books, and because they fail to take into account the nature, precision, and significance of the Mamluk era, which is described as weak and deteriorated, a part of the vast Islamic world that had just emerged from the harsh Mongol invasion, exhausted and wounded, stripped of its intellectual treasures thrown into the Tigris River, which were a testament to the greatest crime against human knowledge throughout history. In addition, the Mamluk era was a period of generosity, construction, and innovation. Perhaps one of its most brilliant signs was the emergence of the great scholar, thinker, historian, philosopher, and politician, Ibn Khaldun.

1.2. Cognitive Integration - Terminology and Concepts:

The scholar Abdelkader Hamdi believes that one of the most important principles that arose from the Arab classification of sciences was the general acknowledgment of the interconnection and relationship between sciences, either in their subjects or in their methods of acquisition and points of view. In this context, there was an emphasis on the necessity of following a certain system in the arrangement and ad-

vancement of knowledge and learning, in order to achieve the sound educational/learning dimension. As a result of Muslim scholars' recognition of the interconnection of sciences, the idea of their cognitive integration was proposed. This principle suggests that all sciences—despite their differences in essence, subjects, methodologies, and immediate goals—are interrelated and cooperative. They are connected and integrated with one another, even though apparent differences may arise. This is because some sciences lead to others, and the results of some provide the premises for other sciences. Their subjects may share completely or partially, making them all, despite their differences, interconnected, with some serving as a means for others.

1.2.1. The Concept of Cognitive Integration:

Khadija al-Hashimi quotes a scholar who states that the term "cognitive integration" has been a subject of philosophical debate, leading to an issue with its operational concept. However, the conclusion of this debate affirmed the inevitability of the integration between sciences and knowledge, as it is a result of the diversity and differences in life in general. It is a principle and a persistent pattern in the purposes of religion and ethics. Cognitive integration exists and is embodied between the unseen and the visible, the body and the soul, transmission and reason, speech and action, this world and the afterlife, perception and application, the individual and the community, and so on.

Abd al-Karim Akkawi argues that the scientific specialization, which is a feature of the present era, does not mean that the scholar remains confined to their specific field without regard for other fields. Rather, it means having a deep un-

derstanding of one domain, without bias, while linking this understanding to a broad circle of general scientific culture, noting the boundaries and intersections between their specialization and others. The more a specialist acquires this general culture, the deeper their expertise in their own specialization. Thus, collaboration among scholars is essential for serious, integrated scientific study, and so is the precise scientific specialization that has clearly become a feature of contemporary scientific life.

Cognitive integration can also be defined briefly as the scientific, integrated view of existence and self, achieved by applying the Islamic perspective in all fields of knowledge, whether natural sciences, social sciences, humanities, or religious sciences.

1.2.2. On Integration and Encyclopedic Knowledge:

Some scholars argue that one of the concepts that intersects with the concept of cognitive integration is that integration must point to encyclopedism, and that specialization goes in an opposite direction to the idea of integration. Here, it is important to emphasize the significance of both encyclopedism and specialization. Encyclopedism suggests a Muslim's mastery over the sciences of Islam, enabling them to achieve the goal of life, attain the desired level of knowledge, and benefit from all the elements of the universe that have been made subservient to them. If knowledge requires another science to complement it, it is obligatory for the seeker of knowledge to fully engage with it to grasp its dimensions. This is similar to the religious sciences, where a specialist in tafseer (Quranic exegesis) cannot be content with only their knowledge to reach the highest levels of un-

derstanding, but must also study fiqh (jurisprudence), its principles, rhetoric, language, Qur'anic sciences, and recitations, among others. In this way, knowledge in all other fields also requires a comprehensive approach. This necessitates the design of interconnected academic frameworks, explaining the relationships between sciences and their roles, not just a mere abstract connection.

Thus, we find that there is cognitive integration both within a specialization and across multiple specializations.

From this, it can be concluded that a scholar or student of knowledge must embrace different branches of knowledge and delve into them according to the needs of their specialization in order to enhance their understanding and broaden their perspective of interconnected sciences.

1.2.3. The Importance of Cognitive Integration:

Cognitive integration is a methodological intellectual issue, as it pertains to intellectual activity, research practices, and how ideas are approached. It has two dimensions: productive and consumptive. To illustrate the position and importance of integration within the scientific work, Buir classified scientific work into four areas: the first is discovery, corresponding to the intellectual efforts in research within specific fields of knowledge; the second is application, reflecting on the practical use of discovered knowledge; the third is teaching, which involves transmitting knowledge across generations; and the fourth is integration, which combines these previous three meanings in reality. He concludes by emphasizing that only through integration does research become worthy of trust.

Thus, cognitive integration is essential for the development of both the scientific model and the civilizational model, as human progress requires expanding research and involving all supporting sciences. It is necessary for achieving scientific and civilizational achievements.

It also has an impact on intellectual and cognitive development, as Munir Ali Abdul-Rab argues that cognitive integration aims to reduce the state of reference fragmentation in contemporary Islamic reality, caused by the division between religious and worldly sciences. This integration will prevent the deepening of the absence and withdrawal from civilization that our nation has experienced for a long time, as a result of separating religious matters from worldly affairs. Studies and research have confirmed that the diversity of knowledge nurtures and sharpens the mind, and knowledge strengthens the intellect. Therefore, it is essential to nurture both knowledge and intellect; when the intellect is cultivated and taught to think, it will provide a true understanding of the realities of change and civilizational development, helping humans navigate the continuously evolving space of human knowledge.

1.3. Cognitive Integration in the Arabic Lexicon:

The integration of Arabic language sciences with one another is a prominent feature in Arabic and Islamic linguistic thought, especially evident when considering the lexicon, particularly the older ones. Its formation does not appear possible without involvement of other sciences. However, lexicographical works varied in this integration, mainly due to differences in methodology, material arrangement, and the goals behind authorship. This undoubtedly affirms the

composite mentality of the Arabs at that time, as evidenced by the various sciences their scholars engaged in—syntax, rhetoric, jurisprudence, hadith, astronomy, and medicine, all at once—unlike today, where precise specialization often leaves little room for knowledge outside one's field.

2. The Position of Specialized Lexicons in the Classification of Sciences in Arab and Muslim Thought:

2.1. Observing the Classification of Sciences and Terms by Early Scholars:

Scholar Fathi Hassan Malkawi considers the topic of the classification of sciences to be one of the important keys to understanding Islamic intellectual heritage. The efforts of scholars in Islamic history regarding this issue can be seen as attempts to explain different forms of the relationship between these sciences, based on whether this relationship represents a unifying or differentiating principle.

"Sometimes, it is necessary to consider both directions together." Al-Malkawi continues his discussion about the history of this approach in classifying sciences and its relationship with Arab scholars, saying:

"But the idea of classifying sciences is ancient, and many of the ancient classificatory ideas that are still circulated in discussions about the types of sciences and knowledge are based on classifying sciences according to the standard of abstraction as presented by Aristotle. The sciences that are more abstract are considered to be of higher rank and more important than practical sciences. The main observation here is the attempt to separate the sciences and affirm their independence, arranging them in terms of importance. Although some Muslim scholars were influenced by this classificatory foundation, especially those who followed the Aristotelian

philosophical method, most scholars were more original when they sought for the classification in the Islamic perspective to reflect the holistic Islamic vision and its requirements."

2.1.1. The Essence of Science Classification and Its Goals:

At the outset, we note the diversity of names used to denote the subject of this science among the Arabs. For example, some call it: (The Science of Divisions of Sciences), others call it: (The Science of Kinds of Sciences), and some scholars refer to it as (The Science of Classifications), in addition to other compound linguistic terms that Arabs have used to indicate the subject and nature of this science.

It is clear that this multiplicity, or difference, in terminology, while it may reflect a kind of linguistic confusion or disorder, undoubtedly indicates, on the other hand, the richness and diversity of classificatory attempts across different scholars and eras, knowing that this difference remains a linguistic one that barely touches the foundational principles or goals behind those pioneering scientific attempts.

As for the essence of the science of classification, it is one of the most important scientific discussions that flourished notably in our Islamic civilization. It became an independent science with its own principles, objectives, and representatives, including scholars, philosophers, and thinkers, shortly after the emergence of the scientific movement in Arab society.

It is also worth noting that despite this science being described as an organizational tool for knowledge seeking to arrange sciences, define their subjects, and methods accord-

ing to a philosophical view, there has been some disagreement regarding whether it is part of the philosophy of science or if it precedes or follows it.

In the lexicographical sense, "classification" refers to diversification and compilation, including the classification of books. Terminologically, it means the classification of things or meanings and their arrangement in a specific system and on a certain basis, such that their relationship to one another is evident, including the classification of beings and sciences.

2.1.2. The Arab Contribution to the Classification of Sciences:

Muslim scholars paid great attention to the field of classifying sciences and scientific terms from the early stages that coincided with the establishment of Arabic Islamic sciences, and this continued in later periods of contact with foreign cultures through translation, especially Greek – even though no work from their famous philosophers such as Plato and Aristotle had any influence in this area; this is clearly evident in the huge number and vast volume of works they left us in the path of Arabic excellence in this important field of research concerned with classifying sciences, organizing them, and defining their methods and objectives, despite the varying approaches of our scholars and their paths in dividing sciences and arranging knowledge, whether derived from the Holy Qur'an, the noble Hadith, poetry, or reflecting their tremendous efforts in natural sciences, experimental sciences, and mathematics. In this context, we point out that this type of independent writing was first realized in human history by Abu Nasr al-Farabi (d. 339 AH) in his famous book "Ihsa' al-Ulum" (Enumeration of the Sciences), exclud-

ing of course the attempts of Jabir ibn Hayyan (d. 200 AH) in the second half of the Hijri century and Al-Kindi (d. between 252-260 AH), as their contributions were progressive attempts in the field of classification of sciences, but they did not write an independent book or dictionary on the subject; their classifications were mentioned within their discussions of objects and concepts in their treatises on definitions.

What indicates the early knowledge of the Arabs of scientific terminology is their knowledge of medical terms such as those introduced by Al-Harith ibn Kalda al-Thaqafi, who lived until the middle of the first Hijri century, and others from the early doctors of the first Hijri century, such as Rifa'a al-Tamimi, Raghida al-Islamiya, Dhamad al-Asadi, Abu al-Futuh al-Mustawfi, Ibn Athal, and Nasiba al-Ansari.

What can be said in this regard is that these Muslim contributions indeed reflect bright aspects of their scientific creativity, which led the Orientalist Franz Rosenthal (1914-2003) to praise the Arab efforts in the classification and presentation of sciences in an organized manner, considering their writings and treatises as a distinguished scientific project, different from previous Greek classifications.

2.1.3. Benefits of Classifying Sciences:

The classification of sciences has numerous and important benefits, especially considering its educational goal. Abu Nasr al-Farabi says in his book "Ihsa' al-Ulum": "A person benefits from what is in this book if they want to learn any of these sciences and reflect upon them, so they will know what to prioritize, what to reflect upon, what will benefit their reflection, and what is the value of that, and what virtue will be gained from it, so that their approach to studying

the sciences will be based on knowledge and insight, not on blindness and delusion."

2.2. Terminological Dictionaries:

The ancient Arabs left behind a rich lexicographical heritage, with terminological dictionaries being one of its most important forms. This lexicographical work spanned over eight full centuries. Since Al-Khwarizmi (d. 387 AH) wrote his book "Mafatih al-Ulum" (Keys to the Sciences), the publications in this field have continued, encompassing many sciences such as: Tafsir (exegesis), Hadith (prophetic traditions), logic, philosophy, geometry, arithmetic, music, astronomy, medicine, ethics, and Sufism.

Among the most prominent dictionaries that followed the example of Al-Khwarizmi was "Al-Ta'rifat" by Al-Sharif al-Jurjani (d. 816 AH), "Maqalid al-Ulum fi al-Hudud wa al-Rusum" by Al-Suyuti (d. 911 AH), "Al-Kulliyat" by Abu al-Baqā' al-Kafawi (d. 1094 AH), and "Abjad al-Ulum" by Al-Qanouji (d. 1307 AH), to name but a few.

2.2.1. The Importance of Terminology in Understanding Sciences and Knowledge:

A modern scholar argues that:

"Terminology is considered the key to sciences and one of the most important cognitive tools in transmitting information. It is said that understanding terminology is half of knowledge because a term is a word that expresses a concept, and knowledge is merely a collection of interconnected concepts that form a cognitive system. The importance of terminology has been emphasized to the point that the Global Terminology Network in Vienna, Austria, adopted

the motto: (No knowledge without terminology). A term is an abbreviation and summary of an issue with the element of agreement, considering linguistic contexts, and reaching the intended meaning with the most precise expressions and the fewest words. We use the concepts that we express through terminology and symbols primarily to organize scientific ideas and all other information."

The same scholar confirms the authenticity of the science of terminology among Muslim scholars since the early Hijri centuries and their awareness of it, emphasizing that "the term (Term) is not something new, nor is it specific to the West or derived from them, but it is something present in the heritage; the words (مصطلح) and (اصطلاح) are synonymous in Arabic, derived from (اصْطَلَحَ) with the root (صَلَحَ) meaning (اتَّفَقَ), because a term or terminology indicates the agreement of specialists to use it to express a specific concept. When we look back at the books of Arab heritage, we find that the concept of (مصطلح) and (اصطلاح) is used in a way that reflects a special interest in this concept. For example, Al-Jahiz (d. 255 AH) says: "And they chose those words for those meanings, and they derived those names from the speech of the Arabs, and they agreed to name what had no name in the Arabic language; thus, they became predecessors for future generations, and role models for all who follow."

2.2.2. Defining Terminological Dictionaries:

These encyclopedic terminological dictionaries are "publications that present the terms of knowledge according to a specific classification of sciences and keys to each science, or general terms arranged alphabetically."

They also refer to a type of dictionary concerned with defining and determining the terms of various sciences. The feature of this type of lexicographical works is the diversity of sciences and arts contained in the dictionary.

2.2.3. In the Context of Emergence and Development:

One scholar argues that:

"With the expansion of Islamic conquests outside the Arabian Peninsula and the entry of various peoples under the banner of the Islamic state, the translation movement into Arabic became active to absorb the knowledge and sciences of these peoples. This led translators to expand the scope of the Arabic language by creating innovative terms and broadening its derivational circle to meet the needs imposed by various sciences, such as mathematics, astronomy, medicine, philosophy, and logic.

Although the early attempts at translation were poor and weak due to the absence of scientific terms in Arabic, which led translators to carry them over as they were from Greek, Persian, and Indian, such as 'Analytica' (analysis) and 'Arithmetica' (mathematics), over time, the Arabic language matured. It was enriched with a large number of terms that enabled it to express Aristotle's logic, Plato's philosophy, Hippocrates' medicine, Ptolemy's astronomy, and Euclid's mathematics with ease."

This scholar further elaborates on the reasons for the establishment of a science dedicated to this field, saying:

"It became necessary to standardize these terms, define their meanings, and derive them, after adapting foreign terms to match Arabic forms or translating them into Arabic words, following the discovery of Arabic's ability to express them with ease and deeper meanings. This was achieved by creating dictionaries that organized this flow of new words and meanings,

particularly in the fields of science and philosophy. From this need, the importance of the first book written in Arabic to account for scientific terms and standardize their meanings in various branches of knowledge comes into focus, which is the book *Mafatih al-'Ulum* by Muhammad ibn Ahmad ibn Yusuf al-Khwarizmi, who is described as the author of the first encyclopedic work of scientific terms in the history of Arab-Islamic civilization."

3. The Dictionary *Mafatih al-'Ulum* by Al-Khwarizmi and *Abjad al-'Ulum* by Al-Qunnuji – A Descriptive Analytical Comparative Study in Terms of Purpose and Methodology:

3.1. *Mafatih al-'Ulum* by Al-Khwarizmi:

We will examine the reasons for the creation of this famous dictionary, its sections, its first appearance, and its classification method.

- **Introducing the Dictionary:** A brief overview of the life of this great scholar and the context of the creation of this work.
- **Introduction to Al-Khwarizmi:** Muhammad ibn Ahmad al-Khwarizmi (d. 387 AH / 997 CE) is Abu Abdullah Muhammad ibn Ahmad ibn Yusuf al-Khwarizmi, a researcher from Khurasan. He authored *Mafatih al-'Ulum* and dedicated it to the minister Ubayd Allah ibn Ahmad al-'Atabi. Al-Zirikli stated: "His book is considered one of the earliest encyclopedic works compiled by Arabs."

3.1.1. *Technical Card for the Dictionary Mafatih al-'Ulum:*

Al-Khwarizmi mentioned in the introduction of his book the reasons for its creation, explaining the importance of the term as an entry point to studying the sciences:

"My soul urged me to compile a book (...) that would gather the keys to sciences and the beginnings of crafts, covering the conventions and terminologies that each level of scholars used, which were absent or barely found in books on the science of language. Even a linguist distinguished in literature, if he examined a book written in the fields of science and wisdom without having learned the subject, would understand nothing from it and would be like a mute illiterate when looking at it."

Moreover,

"Al-Khwarizmi made his book a kind of entrance and key for students and researchers dealing with any science, to learn the terms used in it, and also to be a simplified guide for the general intellectuals who wish to explore sciences and literature. He said, 'The people most in need of understanding these terms are the refined scholars who have realized that the science of language is a tool for achieving virtue.'"

It is worth mentioning that there are only three manuscripts of *Mafatih al-'Ulum* in the British Museum in London and the libraries of Leiden and Berlin in Germany. In contrast, the book was printed several times in the Arab world during the 20th century, the first of which was in Egypt in 1930 based on Van Floten's edition after being reviewed by Muhammad Kamal al-Din al-Adhami.

3.1.2. *Its Sections:*

Al-Khwarizmi divided his encyclopedic work *Mafatih al-'Ulum*, which he reportedly completed a few years before his

death and dedicated to Abu Abdullah Ahmad ibn Abi al-'Atabi, into two main sections. The first is dedicated to religious sciences and related fields such as Arabic language arts like writing, grammar, poetry, and prosody, in addition to history and geography. The second section consists of nine chapters on sciences borrowed from other nations, including medicine, arithmetic, geometry, astronomy, chemistry, mechanics, philosophy, logic, and music. The total number of chapters in the book is fifteen, divided into ninety-three sections.

3.2. The Admirations of Orientalists:

The book *Mafatih al-'Ulum* did not receive adequate attention from Arab researchers except occasionally. However, it found resonance and thorough study from orientalist, which was impressive. It is noteworthy that the book appeared in its original Arabic for the first time in a publication by the German orientalist Van Floten in 1895, at the end of the 19th century. This was surprising to orientalist due to its detailed structure and method of compilation. It was truly a declaration of the opening of serious scientific research into the study of the terms contained in the book during the 4th Hijri century, or the 10th CE century.

3.3. Terms in *Mafatih al-'Ulum*:

This dictionary contains 2,382 terms distributed across the two sections, which are further divided into twelve chapters, ultimately broken into ninety-three sections. It encompasses the scientific terms of the Arabs, classified into six sections: jurisprudence, theology, grammar, writing, poetry and prosody, and news.

A contemporary scholar argues that the emergence of this massive dictionary was a response to many unresolved questions regarding the science of terminology in the Arab world, particularly concerning the 4th Hijri century and the creation and importation of terms from other languages, and their integration into the Arabic language in an appropriate manner. Furthermore, *Mafatih al-'Ulum* also discusses the semantic change of a word depending on the scientific field it is used in. For example, the term "watan" (peg) in linguistics refers to a structural support, but in prosody, it refers to a combination of three letters – two moving and one stationary. In astronomy, "watan" also refers to one of the four positions in the zodiac known as the 'rising star.'

3.4. Features of *Mafatih al-'Ulum* and its Implications:

One of the features that assist the observer in understanding the methodology of Al-Khwarizmi's compilation of *Mafatih al-'Ulum* and its categorization method is the following:

- A positive aspect of Al-Khwarizmi's classification of sciences is his avoidance of the Greek philosophical perspective, distinguishing between original Arabic sciences by using an accumulative method that focused on description and statistics without emphasizing the hierarchical order of sciences. His classification model blends philosophical and bibliographical methods, adopting a concise and precise approach while avoiding redundancy and focusing on common and familiar terminology. He refrained from delving into etymology and avoiding complex explanations of foreign terms that had been Arabized. This method

set the foundation for the science of terminology and encyclopedic classification, influencing all those who followed him in this field.

- Al-Khwarizmi's exploration of the semantic change of terms by illustrating their meanings across different fields, as previously mentioned.
- The dual listing of a single scientific field under multiple disciplines, making it more organized according to the rules of many scientific branches. For instance, Al-Khwarizmi lists the science of inheritance both under the domain of arithmetic and Islamic jurisprudence due to its relevance to both fields.

3.4. *Abjad al-'Ulum* by Al-Qunnuji:

We will examine the reasons for the creation of this famous dictionary, its sections, its first appearance, and its classification method.

- **Introducing the Dictionary:** A brief overview of the life of this distinguished scholar and an introduction to his dictionary.
- **Introduction to Al-Qunnuji:**

Abu al-Tayyib Sidiq ibn Han Al-Qunnuji, born in the town of Bireli and raised in Qunnuj, one of the oldest and most important cities in India, later moved to Delhi and studied under the jurist Muhammad Sadr al-Din Khan. He returned to Qunnuj and later settled in Bhopal, where he served as minister and married the Queen of Bhopal. Despite his ministerial position, Al-Qunnuji was passionate about authorship and written works, especially in the fields of the Quran, Hadith, theology, language, and literature, with more than 45 books attributed to his name.

3.4.1. *Technical Card for Abjad al-'Ulum:*

- The dictionary *Abjad al-'Ulum*, published in the 19th century by Al-Qunnuji, is a vast encyclopedia that outlines the states of sciences and compositions within them, and provides biographies of the scholars in each field in three parts. Each part is given an independent name or title.

Part One:

Its title is (The Embroidered Embellishment in the Explanation of the States of Knowledge), which was brilliantly organized and elaborated upon. The author divided it into a preface, six main chapters, and a conclusion. In each chapter, he included sections and paragraphs, creating innovative titles for them, aiming for good organization and precision in the classification and presentation.

Part Two:

It is titled (The Gathered Clouds Raining with Various Arts and Types of Sciences). This is the largest and most content-rich part of the work. It comprehensively covers what was written in Arabic about the sciences from the beginning of their formation up until his time, across various fields of knowledge such as the sciences of the Quran, Hadith, language, grammar, literature, philosophy, jurisprudence, history, politics, astronomy, geography, medicine, pharmacy, mathematics, and music, as well as their branches. After organizing them alphabetically, the author provides definitions for each science individually, along with examples of the books written in that field. Thus, the student of knowledge must know the title of the science they are seek-

ing, identify it in the alphabetical order, and then find detailed information about the science's subject, principles, rules, and branches, complemented by examples of books in that field.

Part Three:

It is titled (The Sealed Nectar from the Biographies of the Imams of Knowledge). This section of the dictionary is dedicated to the biographies of those who authored works in the sciences and arts mentioned in the second part of the book. The list of these scholars is divided into twenty (20) groups, each dedicated to a specific field. For example, it includes scholars in language and morphology, prosody and rhyming, composition and literature, rhetoric and expression, debates, poetry, history, logic, dialectics, philosophy, medicine, legal theory, jurisprudence, Hadith memorization, inheritance, and astronomy. This section is concluded with biographies of scholars from five regions: the two holy cities of Mecca and Medina, Yemen, India, Kanauj, and the Bhopal region in India.

3.4.2. Terminology of the "Abjad al-'Uloom" Dictionary:

As mentioned earlier, the scholar al-Qanouji has authored more than sixty works, both printed and manuscript, many of which are lost. However, the "Abjad al-'Uloom" dictionary remains one of his largest and most comprehensive works. A researcher in terminology would benefit from this dictionary in two key ways:

- **First:** It introduces terms that al-Qanouji invented in the art of composition and classification, such as: al-'Ifham (clarification), al-Ifsaah (expression), al-

Talweeh (hinting), al-Isharah (indication), al-Tarshih (suggestion), al-Munazara (debate), al-Fath (opening), al-Fawa'id (benefits), al-Matlub (demand), al-Nuktah (point), and others. These terms are numerous in his work and differ from traditional terminology used by other classifiers, such as "chapter," "section," "introduction," and "conclusion."

- **Second:** The dictionary includes terms mentioned in the context of core sciences like medicine, pharmacy, astronomy, geography, mathematics, and music, some of which are traditional and others are of his own invention.

The second, largest part of the work is the richest in scientific terminology, with terms that have been passed down in lexicographical works, as well as those created by the author himself. His language and expressions have elevated these terms to a refined level of scientific terminology, making it a valuable dictionary that truly reflects the brilliance of encyclopedic thought in classification and terminology.

3.4.3. Insights from This Dictionary:

The dictionary contains incredibly valuable information about various sciences and arts. The author has gathered a wide range of scientific and intellectual treasures, incorporating the sayings of ancient and contemporary scholars. This book reflects the author's vast knowledge and comprehensive understanding of a variety of fields. It is considered one of the most important sources for definitions of sciences and arts, documenting the history of Islamic culture in India and its vast scientific encyclopedias, which include biographies of prominent Indian figures, scholars, writers, and

intellectuals. Anyone who reads this book will come to the conclusion that the subcontinent produced numerous distinguished scientific and literary personalities who played a significant role in expanding the scope of Islamic civilization.

At the end of this study, the comparison between the "Mafatih al-'Uloom" (Keys of the Sciences) by Al-Khwarizmi and "Abjad al-'Uloom" by al-Qanouji reveals two complementary epistemological paths in building the Arabic terminological encyclopedia, both of which express the evolution of lexicographic methods from foundational beginnings to more complex systematic awareness. The "Mafatih al-'Uloom" is distinguished by a functional approach that focuses on presenting the term within its scientific context and making it more accessible to the reader, using a traditional classification system that ties language with scientific content and brings together the sciences of both Arabs and non-Arabs, reflecting the cultural openness of the 4th century Hijri (10th century CE). On the other hand, "Abjad al-'Uloom" advanced the lexicographical method to a broader level through a precise three-part structure that organizes the presentation of sciences, their works, and their scholars, revealing a deeper historical and methodological awareness of scientific classification in the later Islamic period. The comparison indicates that, despite differences in historical and methodological contexts, the two dictionaries share a common effort in using Arabic as a medium to convey scientific concepts, showcasing its ability to express both precise and human sciences with great flexibility.

Conclusion:

This study concludes, after reviewing its content and analyzing its examples, a series of scientific results that confirm the central role of terminological dictionaries in the Arabic scientific project and their close connection to the principle of integrated knowledge. It became clear that Arab and Muslim scholars did not view sciences as fragmented disciplines but sought to incorporate them into a harmonious framework that considers the unity of knowledge and its educational and methodological purposes. Dictionaries such as "Mafatih al-'Uloom" and "Abjad al-'Uloom" demonstrate the Arabic language's ability to keep pace with scientific and epistemological transformations, developing precise terms that encompass both natural and religious sciences as well as intellectual disciplines. The study also shows that these dictionaries were not merely tools for interpreting words but were intellectual projects with an encyclopedic scope, serving as real mediums for transferring knowledge, facilitating understanding, and refining concepts.

While "Mafatih al-'Uloom" distinguished itself by bringing together the sciences of both Arabs and non-Arabs in an organized technical system, "Abjad al-'Uloom" excelled with its three-part structure, representing the peak of encyclopedic lexicographical achievements in the last two centuries of Islamic civilization. Therefore, reviving this heritage and adapting its methodologies in contemporary knowledge contexts is a scientific necessity, as it carries lessons on openness, integration, and the interconnectedness of sciences, especially in an era where excessive specialization threat-

ens the unity of knowledge and weakens the potential for deep and comprehensive understanding.

References

- 13.BENHAMADA, Said. (2017), "Division of Sciences between the East and the West", in, *New Eras Journal*, Vol. 07, n°27, Summer-Fall (October) 1439 AH / 2017-2018 CE.
- ABDEL-RAB, Munir Ali. (2022), "The Impact of Cognitive Integration on Building and Developing Mental Capacities",
[<http://prtal.arid.my/20640/posts/details/>], Accessed: April 15, 2024.
- AKKIOUI, Abdul Karim. (2009), "The Features of Cognitive Integration in Modern Scholars", in, *Proceedings of the International Conference: Cognitive Integration Between Islamic Sciences*, Dar Al-Hekma Institute, Tunisia, February 14-15.
- AL-AREBI, Abdullah. (2023), "The Issue of Classification of Sciences between Muslims and Others (01)", in, *Bashayer Al-Uloom Journal*, Higher School for Teachers, Al-Qubba – Algeria, n°05, January, p. 02. Quoted from Franz Rosenthal, *The Science of History among Muslims*, trans. Saleh Ahmad Al-Ali, Baghdad: Al-Muthanna Library.
- AL-ATABI, Laith Abdul-Hussein. (2024), "Terminology and Keys to the Sciences", in, *Kitabat.info*, [<https://www.kitabat.info/subject.php?id=68038>], Accessed: May 22, 2024.

- ALAWI, Idris Sharifi. (2024), "Cognitive Integration in the Arabic Dictionary between the Ancient and Modern", in, *Jil Studies of Literature and Thought Journal*, n°73, p. 35, [<https://jilrc.com/archives/14552>], Accessed: April 18, 2024.
- AL-AZOUZI, Youssef. (2022), "Cognitive Integration and Its Impact on Scientific and Civilizational Renaissance", in, *Rawa'a Magazine*, Issue 14, [<https://rawaamagazine.com/>], Accessed: April 15, 2024.
- AL-BARADI, Arwa Abdel-Rahman Mohamed. (2022), "Cognitive Integration: A Necessity for Scientific Growth and Civilizational Development for University Students", in, *Alukah.net*, [<https://www.alukah.net/social/0/156099>], Accessed: April 15, 2024.
- AL-FARABI, Abu Nasr. (1931 [1350 AH]), *Enumeration of the Sciences*, ed. and intro. by Osman Muhammad Amin, Cairo: Al-Saada Printing House.
- AL-GHARBI, Al-Saghir Mohamed. (2019), "Keys to the Sciences: The First Arab Scientific Encyclopedia", in, *ARSCO*, [<https://arsco.org/articles/article-detail-15659>], Accessed: April 11, 2025.
- AL-HASHIMI, Khadija bint Amr bin Hashim. (2022), "Foundations of Cognitive Integration between Islamic Education Thinkers and Jurisprudence Scholars and Its Principles", in, *Al-Tarbiyah Journal*, Al-Azhar University, Faculty of Education, Issue 196, Part 02, October.
- AL-HAYTI, Ahmed Jadoua Rida. (2015), "The Geologist: Abu al-Hasan Al-Masoudi (d. 346 AH / 957 CE)", in,

Alukah.net, [<https://www.alukah.net/culture/>],

Accessed: May 27, 2024.

AL-JAZEERA. (2019), "Arab Encyclopedias during the Mamluk Era", in, Islamweb, [<https://www.islamweb.net/ar/article/228673/>],

Accessed: May 27, 2024.

AL-KHWARIZMI, Muhammad bin Yusuf. (n.d. [1342 AH]), *Keys to the Sciences*, Cairo: Al-Shorouk Printing House, reprint of original edition by Minariya Printing House.

AL-MOHAMMADI, Mohsen. (2016), "Keys to the Sciences Encyclopedia by Al-Khwarizmi the Writer... and Awareness of Semantic Changes", in, AAXSAT, [<http://aaxsat.com/home/article/68899/>], Published July 13, 2016, Accessed: May 22, 2024.

AL-RIBDAWI, Mahmoud. (2004), "The Movement of Writing in the Sciences and Tracking Scientific Terminology", in, *3rd Annual Conference: Issues of Scientific Terminology*, Damascus: Arabic Language Academy, [<http://www.arabacademy.gov.sy/ar/page17325/>], Accessed: May 12, 2024.

AL-RUBAEI, Abdulhadi bin Saleh Mohsen. (2024), "The Translation of the Scholar Muhammad Siddiq Hasan Khan Al-Qanouji, may Allah have mercy on him", in, Alukah.net, [<http://alukah.net/culture/0/158423/>], Accessed: May 22, 2024.

AL-SHAKKA, Mustafa. (1991), *Methods of Writing Among Arab Scholars*, Beirut: Dar Al-Ilm Lilmala'in, 6th ed., April.

- AL-YABOUDI, Khaled. (2004), *Terminology and the Reality of Terminological Work in the Arab World*, Fes: Postmodernism Publishing House.
- AL-ZIRIKLI, Khair al-Din. (2002), *Al-A'lam*, Beirut: Dar al-Ilm Lilmala'in, 15th ed., Vol. 5, p. 312.
- AMMAR, Saleh. (n.d.), "The Effect of Cognitive Integration in Building the Educational Process", in, *Journal of the Faculty of Islamic Sciences*, n°46.
- AQILA, Hussein. (2010), "The Necessity of Cognitive Integration in Scientific Achievement and Civilizational Empowerment – An Original Approach in Light of the Texts of Sharia and Its Objectives", in, *International Scientific Conference*, The World Institute of Islamic Thought.
- HAMDI, Abdul Qadir. (2013), "Classification of Sciences in the Arab World", [http://saoudane.blogspot.com/2013/04/blog-post_5546.html], Accessed: May 27, 2024.
- IBN ABI SABIH. (n.d.), *Eyes of the News*, ed. by Dar Nizar Rida, Beirut: Al-Hayat Library, unpublished, pp. 161-167.
- JAMAL, Kashif. (n.d.), "In the History of Indian Scholars... The Book *Abjad Al-'Uloom* by Nawab Siddiq Hasan Khan Al-Qanouji", in, DIAE, [<https://diae.net/43742>], Accessed: May 22, 2024.
- MAKROUZ, Muhammad. (2021), "The Science of Classifying Sciences and the Manifestation of Cognitive Integration Philosophy", in, *Issues of Knowledge Journal*, Vol. 01, n°07, September, Rabat: Mohammed V University.

- MALKAOUI, Fathi Hassan. (2014), "Concepts of Cognitive Integration", in, Wefaq Development Network, [<https://wefaqdev.net/art1901.html>], Accessed: April 16, 2024.
- MALKAOUI, Fathi Hassan. (n.d.), *Methodology of Cognitive Integration – Introductions to Islamic Methodology*, Beirut: The World Institute of Islamic Thought.
- MOHAMED, Hajj Hani. (n.d.), "Cognitive Integration and Its Manifestations in the Arabic Lexicographical Industry - An Applied Study in Specialized Dictionaries", Chlef: Hassiba Ben Bouali University.
- RAMADHANI, Hussein. (2022), "The Contribution of Muslim Scholars to the Natural and Life Sciences – Models from the Literature of Writing and Classification", in, *Al-Mi'ar Journal*, Vol. 13, n°01, June, pp. – .

Post-Contractual Obligations: The License Agreement as a Model

Bounah ABDENOUR

Badji Mokhtar University- Annaba/ Algeria

Laboratory of Urban Planning and Environment Law

abdenour.bounah@univ-annaba.org

Abstract

This study aims to clarify the obligations of the parties to the license agreement that persist or arise in the post-contractual phase. As a successive contract relating to one or more industrial property rights, the license agreement has a particular legal nature necessitating the continued performance and emergence of several obligations to safeguard the parties' interests. Although the bases of these obligations differ – between law, agreement, and the post-contractual principle of good faith – they genuinely constitute an extension of the contract and are not foreign to it. Some obligations rest with the licensor (such as the obligation to reclaim inventory), while most are the responsibility of the licensee, including non-compete and confidentiality obligations and refraining from further exploiting the licensed subject matter. The study concludes that post-contractual obligations represent a significant development in contemporary contractual thought and require legislative regulation of the post-contractual phase to ensure the protection of all parties' interests.

Keywords: License Agreement; Post-Contractual Obligations; Non-Compete Obligation; Confidentiality Obligation; Inventory Reclaim.

Obligations post-contractuelles : le contrat de licence comme modèle

Résumé

La présente étude vise à clarifier les obligations des parties au contrat de licence qui persistent ou naissent dans la phase post-contractuelle. En tant que contrat successif portant sur un ou plusieurs droits de propriété industrielle, le contrat de licence présente une nature juridique particulière qui nécessite la poursuite de l'exécution et la naissance de plusieurs obligations afin de préserver les intérêts des parties. Bien que les fondements de ces obligations diffèrent (entre la loi, l'accord et le principe post-contractuel de bonne foi), elles constituent véritablement une extension du contrat et ne lui sont pas étrangères. Certaines obligations incombent au donneur de licence (telles que l'obligation de récupérer les stocks), tandis que la plupart relèvent de la responsabilité du preneur de licence, notamment les obligations de non-concurrence et de confidentialité et l'obligation de s'abstenir d'exploiter davantage l'objet de la licence. L'étude conclut que les obligations post-contractuelles représentent une évolution importante dans la pensée contractuelle contemporaine et nécessitent une réglementation législative de la phase post-contractuelle afin de garantir la protection des intérêts de toutes les parties.

Mots clés : Contrat de licence ; Obligations post-contractuelles ; Obligation de non-concurrence ; Obligation de confidentialité ; Récupération des stocks.

Introduction

The license agreement is one of the most significant contracts related to industrial property rights. Its prime characteristics include its status as an innominate contract, its foundation in personal consideration, and its duration requirement for execution. Despite its importance, the Algerian legislator has not sufficiently regulated this contract, leaving substantial freedom for parties to manage their contractual relationship by including provisions in the contract text to guarantee its smooth execution until termination.

Given that its subject matter involves intangible movable assets, parties to a license agreement bear several obligations during its performance, reflecting these rights' special nature. The licensor is obligated to inform the licensee and disclose relevant trade secrets and know-how. In return, the licensee must preserve the confidentiality of the received information and avoid competing with the licensor, as contractually stipulated. These obligations continue until contract expiry, regardless of their legal basis: be it the law, agreement, or the good faith principle.

Since the license agreement is a fixed-term contract, it necessarily ends upon expiration unless renewal is agreed. Its termination leads to various consequences, including obligations that are extensions of those performed during the contract (such as confidentiality and non-compete), and others that emerge exclusively post-contract to protect all parties' interests (e.g., the licensee's obligation to cease using the licensed subject matter, and the licensor's obligation to reclaim residual inventory).

Studying these post-contractual obligations is essential, especially since the Algerian legislator, like most legislators in other countries, has left this area unregulated, making it a fragile phase for stakeholders' interests and requiring appropriate safeguards.

Accordingly, the central question arises: **How can the post-contractual phase between the parties to a terminated license agreement be organized in a way that protects their interests without infringing contractual freedom?**

The study employs the descriptive and analytical methods, in addition to comparative analysis when necessary, referencing both national and foreign legal texts, doctrine, and relevant judicial decisions.

The study is divided into two main parts:

- The parties' ongoing obligations after contract termination.
- Obligations arising specifically in the post-contractual stage.

1. Parties' Ongoing Obligations After Contract Termination

At the outset, it must be clarified that post-contractual obligations are interconnected and additional, aiming to regulate the post-contractual phase rationally – essentially to settle the past and build the future, whether by doing or refraining from actsⁱ. The termination of a license agreement does not necessarily mean an end to all obligations previously in force; some persist for the licensor's benefit, notably the non-compete obligation and the obligation not to disclose information or know-how acquired during the agreement's performance. These enduring duties are often expressly stipulated within the contract, reflecting the parties' inten-

tion to safeguard their respective interests beyond the contractual term. Moreover, such obligations serve to maintain confidentiality and protect proprietary rights, thereby preventing unfair competition or misuse of sensitive information. The continuation of these duties is also grounded in equitable principles, recognizing that the effects of the contractual relationship do not abruptly cease upon termination. Consequently, assessing the scope and duration of post-contractual obligations requires careful interpretation of the agreement's provisions alongside applicable legal frameworks.

1.1. The Post-Contractual Non-Compete Obligation

Upon the termination of a license agreement, the licensee assumes a critical obligation not to engage in competition with the licensor, whether directly or indirectly, within a specifically defined geographical territory and for a predetermined durationⁱⁱ. This restriction functions as a vital protective mechanism for the licensor's legitimate business interests and intellectual property rights. Being a negative obligation—requiring the licensee to refrain from certain actions—it necessitates strict legal justification and must be carefully circumscribedⁱⁱⁱ. The limitation in scope, time, and location is essential to prevent undue restraint of trade and to comply with competition laws. Courts and regulators often scrutinize these clauses to ensure they do not unreasonably restrict free competition and innovation in the relevant market^{iv}. Therefore, the drafting of post-contractual non-compete obligations demands a balance between protecting the licensor's proprietary interests and safeguarding the licensee's right to conduct business freely after contract ter-

mination. Properly tailored, these obligations can effectively prevent unfair advantage and misuse of confidential knowledge acquired during the contractual relationship^v.

1.1.1. Basis for the Legitimacy of the Post-Contractual Non-Compete Clause

Basis for the Legitimacy of the Post-Contractual Non-Compete Clause A close analysis of the non-compete clause—both during and after the license—reveals that it is, by nature, a competition-restricting agreement that falls within the scope of the prohibitions stipulated in Articles 06 and 10 of Ordinance 03-03^{vi} on Competition. This clause restricts the licensee's freedom to engage in the same activity for a certain time and area. However, its legality is justified by its protection of the licensor's exclusive rights and preventing their unlawful exploitation by others outside the contractual scope. The French Competition Council has considered the non-compete and non-affiliation clauses as essential features of franchise contracts because they protect know-how and allow the licensor time to replace the outgoing licensee, make it longer by developing the ideas and respecting the exact informations^{vii}.

The post-contractual non-compete clause is fundamentally a competition-restricting agreement that limits the licensee's freedom to engage in the same or similar business activities within a certain geographical area and time period after the termination of the license. This kind of clause is subject to restrictions under Articles 06 and 10 of Ordinance 03-03 on Competition due to its inherent restraint on market competition.

However, its legitimacy and lawfulness are grounded in the protection of the licensor's exclusive rights and know-how. The clause serves the essential function of preventing the licensee from unlawfully exploiting the licensor's proprietary knowledge and business goodwill once their contractual relationship ends. This protection helps to maintain the integrity of the licensor's competitive advantage in the market^{viii}.

The French Competition Council has acknowledged that such restrictive clauses, including the non-compete and non-affiliation clauses, are essential and legitimate components of franchise contracts. These clauses are recognized as necessary to safeguard the franchisor's proprietary know-how, trade secrets, and business model. Furthermore, they grant the franchisor sufficient time to find and introduce a new licensee without facing immediate competition from the former licensee operating under similar terms, which could otherwise undermine the franchisor's market position^{ix}.

In summary, although the post-contractual non-compete clause restricts competition, it is justified on the basis that it serves to:

- Protect the licensor's exclusive rights and business interests,
- Prevent unlawful exploitation of the licensor's know-how and goodwill by the former licensee,
- Ensure a fair transition period for the licensor to replace the outgoing licensee, and
- Preserve the franchisor's competitive advantage and market integrity.

Thus, these clauses balance the restriction of competition with the legitimate economic interests of the licensor, which

explains their acceptance under specific regulations by competition authorities such as the French Competition Council.

1.1.2. Validity Requirements for the Post-Contractual Non-Compete Clause

Ompete clause, preserving the original meaning but developing the ideas in greater detail and with more academic nuance:

To ensure the validity and enforceability of a post-contractual non-compete clause, it is essential that such a clause be carefully drafted so as not to impose an absolute or overly broad restriction. Rather, the clause must be precisely limited in terms of its temporal duration, the geographical area it covers, and the substantive scope of prohibited activities. Without these specific limitations, the clause risks being deemed an arbitrary and unjustified impairment of free competition^x, potentially violating both public policy principles and competition law. This legal perspective is firmly supported by established French jurisprudence, which consistently requires that temporal and territorial boundaries be clearly defined within the non-compete clause. The rationale underlying this judicial approach is to balance the legitimate interests of the party seeking protection—often relating to sensitive business information or goodwill—against the fundamental economic freedom of the other party to pursue their profession or business activities unencumbered^{xi}.

Similarly, European Union regulations and case law provide a framework that outlines four cumulative conditions that such clauses must satisfy to be considered lawful and enforceable. Firstly, the scope of the clause must be restricted exclusively to dealing with the same goods or services

that were the subject matter of the contract, thereby preventing any unjustified extension into unrelated business areas. Secondly, the temporal limitation is typically capped at a duration not exceeding one year following the termination or expiration of the contractual relationship, a period deemed sufficient to protect legitimate interests without unduly restricting the licensee's commercial opportunities. Thirdly, the geographical reach of the clause must be reasonably confined to the specific regions or markets where the licensee actually operated or had influence under the contract, preventing blanket worldwide prohibitions that serve no realistic protective purpose. Finally, the clause must be essential for safeguarding transferred know-how, trade secrets, or other proprietary information acquired during the contractual relationship^{xii}; it cannot be invoked merely as a mechanism to impede economic competition or market entry for competitive advantage. Consequently, the prohibited conduct under the clause should be strictly limited to the types of activities the licensee engaged in under the license agreement, thereby ensuring proportionality and fairness^{xiii}.

Taken together, these requirements reflect a careful legal balancing act designed to protect legitimate business interests—such as intellectual property, confidential information, and commercial goodwill—while simultaneously upholding principles of free competition and economic liberty that underpin the market economy. Any clause exceeding these stated limits risks being invalidated by courts or competition authorities for unduly restricting the contractual party's ability to work or trade post-termination^{xiv}.

1.2. The Post-Contractual Confidentiality Obligation.

In addition to the non-compete obligation often stipulated in licensing contracts, the licensee is typically bound by a post-contractual confidentiality obligation. This duty mandates the licensee to maintain the secrecy of any sensitive information or proprietary knowledge—such as technical data, trade secrets, know-how, and other intellectual property—that was disclosed or became accessible during the course of the contractual relationship^{xv}.

The confidentiality obligation is a critical complementary safeguard to the non-compete clause. While the non-compete serves to restrict the licensee's ability to engage in competitive activities that could undermine the licensor's business interests, the confidentiality obligation addresses the protection of intangible assets that, if disclosed or misused, could result in irreparable harm to the licensor. Together, these obligations ensure a comprehensive framework for protecting the economic and intellectual property interests of the licensor beyond the contract's lifespan.

A key characteristic of the confidentiality obligation is its enduring nature. Unlike many contractual duties that cease with the termination or expiration of the agreement, confidentiality obligations typically extend beyond the termination date, often indefinitely or for a defined period that reflects the commercial sensitivity of the information. This temporal extension recognizes that even after the formal business relationship ends, the risk of unauthorized disclosure or exploitation of confidential information remains high, especially given that the licensor no longer enjoys the same level of direct control or influence over the licensee.

Confidentiality obligations span all phases of the contractual relationship. During the negotiation phase, preliminary disclosures often occur, necessitating protections through mechanisms such as non-disclosure agreements (NDAs). In the contract execution phase, the licensee's access to patent specifications, technical manuals, manufacturing processes, or trade secrets imbues them with a privileged position regarding the licensor's proprietary technological and business knowledge^{xvi}.

However, the post-contractual phase is arguably the most sensitive and critical period for confidentiality. At this juncture, the aligned interests between licensor and licensee weaken or disappear entirely. The licensee may no longer have contractual reasons to protect the licensor's secrets and could be tempted to exploit the knowledge gained for their own benefit or to aid competitors. Without strict post-contractual confidentiality, the licensor's competitive edge, derived from its exclusive or confidential technology, know-how, or business methods, could be compromised^{xvii}.

Moreover, the protection of information under confidentiality obligations often extends to types of information that are not legally protected by intellectual property rights but are nonetheless essential business assets. For example, know-how and technical information may not meet patentability criteria or may no longer be patentable but remain valuable operational secrets. The confidentiality obligation thus becomes a contractual means to preserve such intangible assets from public disclosure or misuse^{xviii}.

Legally, the post-contractual confidentiality obligation is often enshrined as a distinct clause within the licensing agreement, specifying the scope of protected information,

duration of the obligation, permitted handling procedures, and penalties for breach. Sometimes, this obligation is reinforced by applicable laws on trade secrets or unfair competition, especially in jurisdictions recognizing the protection of confidential business information even absent a contract^{xix}.

This ongoing confidentiality duty may entail specific requirements such as:

- Prohibiting the licensee from disclosing the protected information to third parties without prior licensor consent.
- Restricting internal dissemination of the confidential information to only those employees or agents with a strict need to know.
- Mandating the return or destruction of confidential documents and materials upon contract termination.
- Establishing monitoring and enforcement protocols to detect and address any breaches.

From a policy perspective, upholding post-contractual confidentiality enhances trust and predictability in commercial licensing relationships. It assures licensors that sharing vital proprietary information will not result in increased vulnerability after termination. For licensees, clear confidentiality terms delineate the boundaries of permissible use and prevent potential litigation arising from unclear or ambiguous obligations ideas of theirs paragraphes and make theme longer certainly. Below is an expanded and detailed version of your sections 2.1 and 2.2 on the Validity and Scope of the Post-Contractual Confidentiality Clause in a License Agreement, retaining the headings and elaborating the ideas with academic rigor and precision:

1.2.1 Validity of the Post-Contractual Confidentiality Clause in a License Agreement

The legitimacy and enforceability of a post-contractual confidentiality clause within the framework of a license agreement find their foundation primarily in the principle of freedom of contract, which is explicitly recognized under Article 106 of the Algerian Civil Code^{xx}. This article affirms that parties to a contract are free to determine the content and conditions of their agreement, provided these do not contravene mandatory legal provisions or public order.

In this context, the inclusion of a confidentiality obligation that extends beyond the termination or expiration of the license agreement is considered lawful, as it reflects the parties' consensual intention to protect sensitive information. Such information might include proprietary technology, trade secrets, business strategies, or other forms of intellectual property that the licensor reveals under the contract. From a legal perspective, this clause is justified by the need to safeguard the licensor's legitimate interests – interests that would be otherwise irreparably harmed if the licensee were permitted to disclose confidential information once the contractual relationship ends^{xxi}.

Furthermore, the imposition of confidentiality obligations post-contract is consistent with the broader principles of good faith and contractual loyalty established in Algerian contract law, which entail that contractual parties must not undermine each other's rights or interests even after the formal contractual link has ceased. Without such a post-contractual confidentiality clause, the licensee might improperly exploit or disclose sensitive information obtained during the license term, potentially causing unfair competi-

tion or economic harm. Therefore, the clause serves not only to prevent unjust enrichment but also to uphold equity and fairness in commercial relations.

In jurisprudence, Algerian courts have increasingly recognized the enforceability of post-contractual confidentiality clauses, provided these are clear, reasonable in scope, and do not impose excessive restrictions that would unreasonably hinder the licensee's freedom or access to information available by other lawful means. The principle of proportionality applies, requiring a careful balance between protecting legitimate interests and avoiding abusive limitations on the licensee. Hence, the validity of such clauses is a well-established tenet anchored both in statutory provisions and consistent case law^{xxii}.

1.2.2 Scope of the Post-Contractual Confidentiality Obligation

The scope of the post-contractual confidentiality obligation is a critical element that determines the effectiveness and fairness of the clause. It encompasses three principal dimensions: the duration of the obligation, the subject matter covered, and the category of persons bound by the confidentiality requirement. The duration specifies how long the obligation remains in effect after the contract has ended, which can range from a few years to an indefinite period for highly sensitive information. The subject matter defines precisely what constitutes confidential information, which may include trade secrets, financial data, client lists, or proprietary technology. Lastly, the category of persons bound by the obligation identifies who is restricted from disclosing this information, such as former employees, subcontractors, or

business partners. A well-drafted clause will clearly and reasonably define these dimensions to protect legitimate interests without imposing undue or overly broad restrictions on individuals or businesses.

▪ Duration

The temporal dimension of the confidentiality obligation post-contract may be either limited or indefinite, depending on the nature of the confidential information and the parties' agreement. In many license agreements, the clause explicitly specifies a fixed duration—for instance, five years following the termination or expiration of the contract^{xxiii}. This limitation provides clarity and predictability, allowing the licensee to eventually resume use or disclosure of information that no longer retains its confidential character or commercial sensitivity.

Alternatively, the confidentiality obligation can be stipulated to endure indefinitely for as long as the information retains its proprietary or confidential status. This approach is commonly adopted in scenarios where the disclosed information constitutes a trade secret or proprietary technology with enduring economic value, whose premature disclosure—even many years post-contract—could cause irrevocable damage to the licensor. Such indefinite duration must, however, be justified and clearly articulated in the contract to avoid ambiguity or challenges to enforceability^{xxiv}.

The chosen temporal scope must adhere to principles of reasonableness and proportionality. Excessively long or perpetual confidentiality without justification might be construed as an undue restraint on competition or professional

activity, especially if the information becomes public knowledge or obsolete over time^{xxv}.

- **Subject Matter**

The confidentiality clause should precisely define the scope of confidential information to be protected post-contract, thereby reducing uncertainty and facilitating proof in the event of a dispute. This definition often includes any data, documentation, technical know-how, business plans, formulas, designs, customer lists, pricing models, or other materials explicitly marked as confidential or recognized as having confidential nature^{xxvi}.

Such specification is essential for both parties: it protects the licensor's sensitive information while preventing the licensee from being unfairly bound by vague or overly broad confidentiality obligations. Frequently, franchise or technology license agreements elaborate on the category of protected information and may provide annexes or schedules listing confidential items for clarity^{xxvii}.

Moreover, it is important that the clause excludes information that is publicly accessible, independently developed by the licensee, or rightfully obtained from other sources without breach. These exclusions preserve the licensee's right to use legitimate knowledge and innovations acquired outside contractual encumbrances.

- **Bound Persons**

The confidentiality obligation extends to not only the licensee as the principal party but also to all natural and legal persons who have access to the confidential information through the licensee. This typically includes employees,

managers, agents, consultants, subcontractors, or any other third parties involved in executing the licensed activities^{xxviii}.

The rationale for this broad scope is to ensure that confidential information does not escape through indirect disclosures or negligent handling by personnel affiliated with the licensee. The contract often requires the licensee to adopt necessary organizational and technical measures to safeguard confidentiality, such as confidentiality agreements with employees or implementing security protocols^{xxix}.

Legally, this duty arises either contractually, as the licensee assumes responsibility for its agents, or from the general principle of good faith and loyalty in contractual performance, which obliges all parties involved to maintain confidentiality.

Courts examining disputes over post-contractual confidentiality regularly emphasize that liability extends beyond the licensee's direct actions to those persons under its control or influence, thereby establishing a comprehensive protective framework^{xxx}.

2. Obligations Arising After License Agreement Termination

Besides ongoing obligations, new obligations arise to govern the post-contractual phase, some on the licensee (e.g., the obligation to return and not to exploit the licensed subject matter) and others on the licensor (e.g., the obligation to reclaim inventory from the licensee).

Specify the duration (often limited to inventory supplied in the last six months of the contract) and product condition.

2.2 Disposal Period Clause

Allowing the licensee time to dispose of inventory post-contract (relative to quantity and

anticipated sales) helps avert losses, as seen in the Ligne Roset franchise agreement, which granted three months for inventory clearance. make this paragraphes longer by developing their ideas and adding more informations and respecting the juridique terminology and keeping same titles juste developping it .make sure that you keep same sens and specially in the law part.

2.1. Licensee's Obligation to Return and Not Exploit the Industrial Property Right

Upon the expiration or termination of a license agreement, the licensee's rights to exploit the licensed subject matter cease definitively, as the contractual basis for such use is extinguished by the fixed term of the license. Concerning industrial property rights, the licensee is therefore obligated to cease any further use of the licensed intellectual property. Specifically, if the license concerns a trademark, the licensee must immediately stop using the mark and return any trademark-related materials or rights to the licensor^{xxxi}, who thereby regains exclusive ownership and control over the trademark. This cessation is crucial to prevent unauthorized use that could constitute trademark infringement or unfair competition^{xxxii}.

Whfirsten dealing with know-how, the situation is inherently more complex because know-how is intangible, embedded in the licensee's expertise or memory, and cannot be physically returned. Consequently, legal mechanisms often focus on confidentiality obligations, which survive termination, to prohibit the licensee from exploiting or disclosing the know-how post-contract. The obligation to refrain from

exploitation is thus enforced through expressly stipulated non-disclosure and non-use clauses.

In the case of patents, the licensee is legally required to return all patent-related documents, materials, or embodiments acquired under the license and must cease all further exploitation of the patented invention. Failure to comply may amount to patent infringement. The French Court of Appeal of Lyon (2020) notably ruled on this point, mandating the return of all patent documents and imposing daily penalties on the licensee for delay in compliance, underscoring the seriousness of this obligation and the need for timely restitution to the licensor^{xxxiii}.

2.2. The Licensor's Obligation to Reclaim Inventory from the Licensee

The conclusion of a license agreement frequently gives rise to practical and legal challenges concerning inventory, especially in franchise or manufacturing distribution contexts. Licensees often maintain a minimum inventory of licensed products to ensure market continuity and operational efficiency during the contract term. However, upon termination, this stock may result in surplus inventory that the licensee finds difficult or impossible to sell without continued rights to use the licensed marks or technology.

2.2.1. Doctrine and Case Law on Inventory Reclaim

Domestic case law and doctrinal writings diverge on whether the licensor bears an obligation to reclaim such inventory from the licensee after contract termination. Some legal scholars advocate for imposing a reclaim obligation on the licensor or, alternatively, for granting the licensee a rea-

sonable period to dispose of the remaining inventory^{xxxiv}. Their arguments are often grounded in principles such as ensuring the licensors and licensee's performance, the doctrine of cause (cause théorie) justifying contract termination^{xxxv}, and the duty of cooperation inherent in contractual relations^{xxxvi}.

Conversely, French courts predominantly reject an implied obligation on the licensor to reclaim inventory unless the license agreement explicitly provides for such a duty^{xxxvii}. The courts emphasize contractual freedom and generally caution against judicially imposing obligations that could disproportionately favor the licensee or facilitate potential abuse of the licensor's rights. This judicial stance promotes contractual certainty and respects the parties' autonomous allocation of risks and responsibilities at the drafting stage^{xxxviii}.

2.2.2. *Contractual Stipulation on the Fate of Inventory After Termination*

Given the absence of binding statutory provisions in Algerian law and the restrictive French case law on automatic inventory reclaim, prudent legal drafting becomes essential^{xxxix}. To mitigate future disputes and economic loss, parties should expressly regulate the post-termination handling of inventory through specific contractual clauses.

▪ Reclaim Clause

An express reclaim clause obligates the licensor to purchase or otherwise take back the licensee's residual inventory at the end of the licensing term. This type of clause is highly beneficial to the licensee as it provides a clear exit

strategy and financial protection against inventory overhang^{xl}. It typically specifies the duration for the licensor's reclaim obligation, which is often confined to inventory supplied within a defined recent period – commonly the last six months of the contract. The clause may also regulate the condition in which the inventory should be returned, considering factors such as product quality, packaging integrity, and compliance with standards to prevent rejection of goods by the licensor^{xli}.

▪ Disposal Period Clause

An alternative contractual provision grants the licensee a limited period post-termination to liquidate the remaining stock under the expired license. This disposal period is often calibrated to the volume of inventory and anticipated sales cycle^{xlii}, allowing the licensee to avoid abrupt financial loss and preventing market disruptions. The Ligne Roset franchise agreement is a notable example, where the licensee was granted three months from contract expiry to clear inventory. Such clauses ensure orderly winding down of the business relationship and minimize potential litigation or claims for damages^{xliii}.

In sum, clear post-contractual provisions governing the return or disposal of inventory are indispensable in licensing agreements to balance interests, ensure legal certainty, and protect both parties from unintended financial or operational consequences following termination.

French Court of Appeal of Lyon, 2020 decision on patent document return and penalties.
French doctrine and case law on licensor's liability regarding inventory reclaim.

Ligne Roset franchise agreement case illustrating disposal period clause practice^{xliv}.

Conclusion and recommendations:

The study yields several findings:

- Two types of obligations govern the post-contractual phase: (1) those continuous from the contractual period (e.g., non-compete, confidentiality, usually on the licensee), and (2) new obligations (e.g., return/non-use of licensed subject by the licensee, inventory reclaim by the licensor if stipulated).
- Most post-contractual obligations derive from party agreement, often relying on good faith in the absence of express stipulation.
- Breach of post-contractual obligations gives rise to contractual liability, attributable mainly to the relevant clause.
- The obligation to cease exploiting the licensed subject after termination is expressly enshrined in industrial property laws, while others should be regulated legislatively or by explicit contractual clauses.
- The Algerian legislature should explicitly regulate the post-contractual phase.
- Explicitly enshrine the principle of good faith after contract termination.
- Include clear post-contractual stipulations in license agreements to avoid disputes.

- Amend industrial property laws as needed to specify post-contractual obligations, ensuring a fair balance of interests.

References

List of References In Arabic

I. Primary Sources

- 1) Ordinance No. 75-58 of 26 September 1975, forming the Algerian Civil Code, amended by Law No. 07-05 of 13 May 2007 (Official Journal No. 31, 13 May 2007).
- 2) Ordinance 03-03 of 19 July 2003 on Competition (Official Journal No. 43, 23 July 2003).

II. Secondary Sources

- 3) Books References Academic
- 4) alarbi Belhadj, "General Theory of Obligations in the Algerian Civil Code", Univercity Publications Office, Partie1, Algerie, 1999.
- 5) Rachid Sassan, "The Distribution Agreement Licensing Trademark Use: The Franchise as a Legal Foundation," Cairo, Dar Al-Nahda Al-Arabiya, 2013.
- 6) Lobna Omar Musqaoui, "The Franchise Agreement: A Study in the Light of Doctrine, Jurisprudence, and the ICC Model," Lebanon, Modern Foundation for Books, 2012.
- 7) Naeem Maghbeb, "Franchise: A Comparative Law Study," Beirut, Halaabi Legal Publications, 2009.

- 8) Yasser Sayyed El-Hadidi, "The Commercial Franchise Agreement in Light of Competition Law and Anti-Trust Legislation," Egypt, Dar Al-Nahda Al-Arabiya, 2012.
- 9) Yves Guyon, "Treatise of Contracts: Corporate Statutory Arrangements and Agreements among Partners," Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1997.

Doctoral Theses

- 10) Atef Omar Ali Atta, "The Civil Liability Arising from Franchise Agreements," PhD Thesis, Ain Shams University, 2019.
- 11) Dalila Makhtour, "Application of Competition Law in Distribution Agreements", PhD Thesis, Mouloud Mammeri University, Tizi Ouzou, 2015.
- 12) Mabrouk Belazem, "The Commercial License Agreement: A Comparative Study", PhD Thesis, University of Algiers Ben Youssef Ben Khadda, 2015-2016.

Academic Articles

- 13) 10. Rachid Sassan, "The Legal Foundation of Pre-Contractual Information Obligations in Business Agreements: The Commercial License as a Model," Journal of Legal Sciences, No. 03, University Center of El Oued, 2011, pp. 267- 286.

In Foreign Languages

I. Primary Sources

1. National Legislative Texts

- French Civil Code

2. European Commission Regulations

- Commission Regulation (EC) No. 2790/1999 of 22 December 1999 on the application of Article 81(3) of the Treaty to categories of vertical agreements and concerted practices, OJ L 336, 29.12.1999, p. 21-25.

II. Secondary Sources

Doctoral Theses

- 1) QUOC Chien NGO, "The Franchise Agreement: Comparative Law Study between French and Vietnamese Law," PhD Thesis, FRANCOIS REBLAIS University, Doctoral School of Human and Social Sciences, 2012.
- 2) Vanessa Frasson, "Clauses at the End of Contract," PhD Thesis, University of Lyon, 2014.
- 3) Yasser al Suraihy, "The End of the Franchise Contract," PhD Thesis, University of Poitiers, 2008.

Academic Articles

- 4) Anthony C. Cianciotti, Financing Trademarked Inventory: Considerations for the Asset-Based lender, Journal of Law & Commerce, Vol 36, No. 2, 2018, pp 169-211.

- 5) Christine Chappuis, *Is there a Life After the End of the Contract?*, *Transnational Commercial Law Review*, 01, 2020, pp 100-115.

University Dissertations

- 6) Fatima Bouhafs, "The End of Distribution Agreements," *Memoir for the Magisterial Diploma in Comparative Business Law*, Faculty of Law, University of Oran, 2011-2012.
- 7) Généroza Bras Miranda, "The Obligatory Content of the International Franchise Contract in Quebec Law," *R.J.T*, Faculty of Law, University of Montreal, 1998.

Reference note

- ⁱ Quoc Chien Ngo, "The Franchise Agreement: Comparative Law Study between French and Vietnamese Law," PhD Thesis, Francois Reblais University, Doctoral School of Human and Social Sciences, 2012, p. 333.
- ⁱⁱ Vanessa Frasson, "Clauses at the End of Contract," PhD Thesis, University of Lyon, 2014, p. 460.
- ⁱⁱⁱ Yves Guyon, "Treatise of Contracts: Corporate Statutory Arrangements and Agreements among Partners," *Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence*, Paris, 1997, p. 71.
- ^{iv} Atef Omar Ali Atta, "The Civil Liability Arising from Franchise Agreements," PhD Thesis, Ain Shams University, 2019, p. 279.
- ^v Cass.Com, January 10, 2008, SARL Buro Ouest case.
- ^{vi} Ordinance 03-03 of 19 July 2003 on Competition (Official Journal No. 43, 23 July 2003)

-
- vii Dec. Cons. conc. 24 June, 1997, Juris-Data, n° 1997-970393.
 - viii Rachid Sassan, "The Legal Foundation of Pre-Contractual Information Obligations in Business Agreements: The Commercial License as a Model," Journal of Legal Sciences, No. 03, University Center of El Oued, 2011, p.271.
 - ix Dec. Cons. conc.24 June, 1997, Juris-Data, n° 1997-970393
 - x Lobna Omar Musqaoui, "The Franchise Agreement: A Study in the Light of Doctrine, Jurisprudence, and the ICC Model," Lebanon, Modern Foundation for Books, 2012, p. 221.
 - xi Ibid , pp. 219-220.
 - xii Ibid, pp. 219-220.
 - xiii Regulation (EC) No 2790/1999 of the Commission of the European Community of 22 December 1999 on the application of Article 81(3) of the Treaty to categories of vertical agreements and concerted practices, OJ L 336, 29.12.1999, pp. 21-25.
 - xiv Cass. com, 29 mai1980 : Bull. civ. IV, n° 220.
 - xv Vanessa Frasson, previous reference , p. 396.
 - xvi yves Guyon, previous reference, p. 728.
 - xvii Vanessa Frasson, previous reference , p.396.
 - xviii Mabrouk Belazem, "The Commercial License Agreement: A Comparative Study," PhD Thesis, University of Algiers Ben Youssef Ben Khadda, 2015-2016, p. 556.
 - xix Fatima Bouhafs, "The End of Distribution Agreements," Memoir for the Magisterial Diploma in Comparative Business Law, Faculty of Law, University of Oran, 2011-2012, p. 126.

-
- xx Ordinance No. 75-58 of 26 September 1975, forming the Algerian Civil Code, amended by Law No. 07-05 of 13 May 2007 (Official Journal No. 31, 13 May 2007).
- xxi Amandine Bouvier, "Regards to the franchise contract", PhD Thesis ,University of Montpellier, 2015, p. 350.
- xxii alarbi Belhadj, General Theory of Obligations in the Algerian Civil Code, Univercity Publications Office, Partie1, Algerie, 1999, pp. 264-266.
- xxiii Yasser al Suraihy, "The End of the Franchise Contract", PhD Thesis, University of Poitiers, 2008, p.344.
- xxiv . Fatima Bouhafs, previous reference,p.127.
- xxv Christine Chappuis, Is there a Life After the End of the Contract?, Transnational Commercial Law Review, 01 , 2020, p. 111.
- xxvi Amandine Bouvier, previous reference, p. 348.
- xxvii Christine Chappuis, previous reference, p. 111.
- xxviii Amandine Bouvier, previous reference, p. 348.
- xxix C.A de Rennes, Deuxième ch. com., 19 octobre 2010, n° 09/05428.
- xxx Vanessa Frasson, previous reference, p. 394.
- xxxi Yasser Sayyed El-Hadidi, "The Commercial Franchise Agreement in Light of Competition Law and Anti-Trust Legislation," Egypt, Dar Al-Nahda Al-Arabiya, 2012, p. 279.
- xxxii Naeem Maghbeb, "Franchise: A Comparative Law Study," Beirut, Halaabi Legal Publications, 2009, p. 229.
- xxxiii Lyon Court of Appeal, 1st Civil Chamber, January 23, 2020, No. 17/03386
- xxxiv Yasser al Suraihy, previous reference , p. 377.
- xxxv Mabrouk Belazem, previous reference, p. 566.

-
- xxxvi Amandine Bouvier, previous reference, p. 386,
- xxxvii For Ex. Cass. com., March 8, 1967, JCP. 1968, II, 15346, note. J. HEMARD; Cass. com., February 16, 1970, RTD com. 1970, p.765, note. J. HEMARD; Cass. com., October 21, 1964, Bull. civ.IV, Quoted by: Yasser AL SURAIHY, previous reference, p. 382.
- xxxviii Dalila Makhtour, "Application of Competition Law in Distribution Agreements," PhD Thesis, Mouloud Mammeri University, Tizi Ouzou, 2015, p. 206.
- xxxix Amandine Bouvier, previous reference , p. 384.
- xl Yasser AL SURAIHY, previous reference, p 388.
- xli Mabrouk Belazem, previous reference, p. 571.
- xlii Anthony C. Cianciotti, Finacing Trademarked Inventory: Coniderations for the Asset-Based lender, Journal of Law & Commerce, Vol 36, No. 2, 2018, p. 179.
- xliii Cass.com, May 23, 2000, 97-10.553, Unpublished
- xliv Paris T.G.I, 3rd ch, 1st section, January 26, 2010, n° 08/09941.

Employing Artificial Intelligence Technologies in E-Marketing: Experiences of International Companies

Slimane SALEM

Laboratory for Studies in Islamic Finance and
Sustainable Development

Faculty of Economics, Business,
and Management Sciences

University Center Mersli Abdellah Tipaza, Algeria

salem.slimane@cu-tipaza.dz

Abstract:

*Due to the rapid technological changes that organizations witness today, employing electronic technologies and applying artificial intelligence in their activities has become an imperative necessity for surviving in the market, confronting competitors, and outperforming them. This is reflected in the experiences of the majority of leading global corporations. This research paper aims to explore the importance of artificial intelligence in activating e-marketing by presenting some pioneering experiences to learn from, namely the experiences of both **Amazon** and **Alibaba**.*

The study concluded that artificial intelligence holds significant importance through its numerous applications and examples of brands that have successfully and commendably outperformed their competitors and won their customers' satisfaction by using innovative marketing methods based on artificial intelligence. It has proven to be a revolutionary and strategic tool for maintaining marketing competitiveness.

Keywords: Artificial Intelligence; E-Marketing; AI Applications.

Utilisation des technologies d'intelligence artificielle dans le marketing électronique : expériences d'entreprises internationales

Résumé :

En raison des changements technologiques rapides auxquels les organisations sont confrontées aujourd'hui, l'utilisation des technologies électroniques et l'application de l'intelligence artificielle dans leurs activités sont devenues une nécessité impérieuse pour survivre sur le marché, affronter la concurrence et la surpasser. Cela se reflète dans les expériences de la majorité des grandes entreprises mondiales. Ce document de recherche vise à explorer l'importance de l'intelligence artificielle dans l'activation du marketing électronique en présentant quelques expériences pionnières dont on peut tirer des enseignements, à savoir celles d'Amazon et d'Alibaba.

L'étude a conclu que l'intelligence artificielle revêt une importance considérable grâce à ses nombreuses applications et aux exemples de marques qui ont réussi à surpasser leurs concurrents de manière remarquable et à gagner la satisfaction de leurs clients en utilisant des méthodes de marketing innovantes basées sur l'intelligence artificielle. Elle s'est avérée être un outil révolutionnaire et stratégique pour maintenir la compétitivité marketing.

Mots-clés : Intelligence artificielle ; E-marketing ; Applications de l'IA.

Introduction:

Digital marketing is one of the most important marketing methods in the modern era. The concept of digital marketing was first used in the 1990s, although at that time, it was primarily about advertising to customers. However, from the beginning of 2000, with the emergence of social media platforms and smartphone tools, this concept was expanded. It was transformed from a technology directed at advertising to users into a concept of creating an experience that interacts with them. Digital marketing has become a fundamental tool for market competition, as everyone is inadvertently immersed in the digital age, making its use the most effective tool for reaching potential consumers (Kannan, 2017).

Through artificial intelligence means, we see that it has a tremendous impact on the digital marketing industry. Certainly, the digital marketing industry is affected by machine learning, and marketing is changing at a revolutionary pace. We have witnessed significant strides in the technologies we use every day over the past ten years (Dimitris, 2019).

Research Problem: With the growing interest of researchers in digital marketing as one of the important tools in the field of marketing, especially with the increasing numbers of internet users and the products and services marketed electronically on web pages, and the big data available around the clock from social media sites, pages, and websites, artificial intelligence technology has emerged as one of the most important technological innovations of the Fourth Industrial Revolution. It has been extensively used in the field of digital marketing by companies and institutions to increase the effectiveness and success of their marketing processes. To

enhance marketing effectiveness, we need to leverage time in the marketing process, process big data more accurately, and provide all interaction and communication procedures at all times, which can be achieved through artificial intelligence means.

To understand the impact of these technologies more deeply, the following problem was raised: **How do artificial intelligence applications contribute to enhancing the efficiency of e-marketing methods?**

Research Importance: The significance of this study stems from its focus on one of the most prominent modern trends in the world of e-marketing, which is employing artificial intelligence technologies and applications to improve the effectiveness of marketing campaigns across digital platforms and channels. It also seeks to identify the most prominent applications of AI in e-marketing. Furthermore, this study is important for analyzing the impact of artificial intelligence on e-marketing. Additionally, it highlights examples of the best brands using AI in digital marketing and learning from their experiences.

Study Methodology: The study relied on the descriptive approach by presenting the most important concepts related to digital marketing and artificial intelligence, reviewing the main applications of AI, and analyzing the experiences of both **Amazon** and **Alibaba**.

Study Structure: This study was divided into three main sections. The first section was dedicated to addressing the concept of e-marketing by discussing its definition and evolution. The second section was allocated to presenting the concept of artificial intelligence and its various applications. The third section was devoted to presenting the experiences

of both **Amazon** and **Alibaba** in using AI applications to improve the quality of e-marketing.

1. The Conceptual Framework of E-Marketing

1.1. Definition of E-Marketing:

Gilmore et al. define e-marketing as the use of the Internet and related technologies along with other marketing tools to carry out traditional marketing operations and activities, find customers, communicate with them, and deliver value to them (Gilmore, Gallagher & Henry, 2007, p. 235).

E-marketing includes all interactive digital tools for promoting products and services in the context of personal and direct relationships with consumers. It concerns all digital communication means—the Internet, smartphones, and tablets—that facilitate and enhance the implementation of participatory marketing, amplifying the phenomenon of information dissemination and helping to turn word-of-mouth into viral marketing, which brands control to a greater or lesser extent (CREG: Centre de ressources en économie-gestion, 2013).

Digital marketing is the integration of digital media, data, and technology into marketing activities. Marketers use electronic media to promote products or services in the market with the aim of attracting customers and allowing them to interact with the brand. Its most important techniques include marketing through social media, online marketing (whether through websites, online ads, subscription emails, interactive kiosks, interactive TV, or mobile phones) (Lun all, 2021, p. 04).

Accordingly, the definition of digital marketing includes the use of the Internet and its related technologies and fea-

tures, such as the World Wide Web, online presence, email, real-time communication, and customer communication to help achieve marketing objectives.

1.2. E-Marketing Methods:

1.2.1. *Search Engine Marketing (SEM):*

Search Engine Marketing has proven to allow companies to target consumers by placing ads on search engines. It is an effective strategy for attracting the largest possible audience, unlike traditional online advertising, where advertisers only pay when users actually click on one of the ads. Therefore, most online advertising campaigns have two main goals: brand development and immediate direct response. It is characterized by two types: nominal pay-per-click (PPC) and search engine optimization (SEO).

1.2.2. Online Public Relations:

Online public relations manages publicity about the organization, its brands, products, services, or its websites through its presence on the Internet and third-party websites and other digital media. It also includes distributing press releases via email or on the website and submitting them to online news channels. It also includes:

- Link building and editorial generation
- Blogs, communities, and RSS
- Managing how the brand is presented across websites
 - creating buzz and viral marketing.

1.2.3. *Email Marketing:*

Email marketing is a very effective method for distributing information about a product or for obtaining feedback

and inquiries from customers about the nature of the product or service offered via email. Email addresses of current and potential customers may be collected or purchased. This type of marketing is the most prominent form of direct marketing because it also achieves effective promotion of products and services, a significant increase in profit and sales rates, in addition to offering special offers on new goods. There are two main trends in email marketing: opt-in email or opt-out email (Kaur, Pathak, Kaur, 2015, p. 117).

2. The Conceptual Framework of Artificial Intelligence

2.1. Definition of Artificial Intelligence:

John McCarthy coined the term "artificial intelligence" in 1956 and defined it as: "the science and engineering of making intelligent machines, especially intelligent computer programs." That is, it is the science of creating computer hardware and software capable of thinking in the same way the human brain works. In this sense, artificial intelligence is the process of simulating human intelligence through complex computer systems (Khalifa, March-April 2017, p. 62).

According to the European Commission 2018, artificial intelligence (AI) refers to systems that display intelligent behavior by analyzing their environment and taking actions – with a certain degree of autonomy – to achieve specific goals.

Meanwhile, Demis Hassabis, co-founder and CEO of Google DeepMind, defines artificial intelligence as: "the science of making machines smart," which in turn enhances human knowledge and capabilities.

Taking this definition, the Drift and Marketing Artificial Intelligence Institute defined AI marketing as: the science of making marketing smart or digital (Roetzer, 2021).

Modern artificial intelligence (AI) is a broad subject that uses advanced techniques to extract predictions and insights from vast amounts of data. The core principle behind it is training machines to learn and solve the problems we deal with daily. The emergence of machine learning in the early twentieth century accelerated the development of AI (Thilagavathy & Praveen Kumar, 2021).

Accordingly, the term artificial intelligence, abbreviated as (AI), can be defined as: the ability of machines and digital computers to perform specific tasks that mimic and resemble those performed by intelligent beings; such as the ability to think or learn from previous experiences or other processes that require mental operations. Artificial intelligence also aims to reach systems that possess intelligence and behave in the way humans do in terms of learning and understanding.

2.2. Key Applications of Artificial Intelligence in Marketing :

Artificial intelligence can provide marketers with relevant marketing information to better serve their customers. The following are some examples of how AI marketing is used in modern businesses :

2.2.1. Data Analysis :

Data analysis is the core of artificial intelligence in marketing. Predictive analytics are applied to data obtained by the organization not only from traditional metrics but also

from consumer engagement, incoming communications, and any other inputs from other communication channels. Among the metrics that may...

...the organization is likely to encounter include: number of clicks, views, purchases, time spent on the page, email responses, etc. From this, marketers gain actionable insights that enable them to make data-driven decisions and adjust their marketing campaigns accordingly.

Simply put, the algorithms used in artificial intelligence not only predict outcomes but also help marketing entities act based on the predicted results. Predictive analysis indicates potential consumer behavior based on previous data, while prescriptive analysis guides marketers to where they need to be and what they need to do to improve their position for the benefit of their customers. This type of technology will significantly enhance an organization's strategy, moving from simple automation to "suggesting" the recommended action and even executing the strategic action (Mileva, 2022).

2.2.2. Real-Time Sales Forecasting:

Sales forecasting is the process of estimating future sales based on historical data, market trends, customer behavior, and other factors. It helps sales teams plan their strategies, allocate resources, and measure performance. However, traditional sales forecasting methods like spreadsheets and manual calculations are often inaccurate, time-consuming, and prone to error. For this reason, many organizations are turning to artificial intelligence (AI) to improve the accuracy and efficiency of sales forecasting.

AI-powered sales forecasting refers to the use of advanced algorithms, machine learning, and data science to analyze large and complex datasets, identify patterns and trends, and generate accurate and reliable sales predictions. AI can also automate and streamline the sales forecasting process, reducing human bias, errors, and manual labor. AI can also provide insights and recommendations to help sales teams improve their strategies, actions, and outcomes (LinkedIn, 2023).

Real-time sales forecasting is a prime example of how AI is used to improve sales forecasting. Due to fluctuations in demand for products and services, real-time data provides timely information, allowing companies to quickly predict customer needs and behavior. This ensures that products are available when customers want them, thereby improving both customer satisfaction and company performance (Mention, 2022).

2.2.3. Chatbots:

A chatbot is a program that can conduct conversations or chats using artificial intelligence to determine responses. Chatbots can conduct voice or text conversations, with the latter typically appearing as chat windows on the user's computer screen (Saikumar, 2022).

Chatbots are defined as: "an artificial construct designed to converse with humans using natural language as input and output" (Bouchra El Bakkouri, 2022, p. 433).

The most interesting aspect of chatbots is their impact on the customer experience. Some companies may not have enough staff or hours in the day to respond to customer in-

quiries quickly, and in this case, chatbots enable customers to help themselves (Cheng, 2022).

From a digital marketing perspective, chatbots provide the possibility of interacting with a target audience on a personal level (Jelena Salkovska, 2021, p. 383).

Many companies use chatbots for marketing purposes. Some have AI-powered chatbots to assist the sales team in improving the customer journey, generating leads, and encouraging sales. Others use this computer program as part of the support team to provide real-time assistance to customers (Stefanowicz, 2022).

Chatbots are used to promote products and services through targeted messages to increase brand visibility, enhance customer engagement, and automate lead generation processes (Digite, 2023).

2.2.4. Customer Sentiment Recognition (Emotional AI):

Emotions play an important role in shaping our actions, which is why organizations aspire to understand and connect with consumers on a deeper level. Emotional Artificial Intelligence (Emotion AI) is a field of AI focused on measuring, understanding, simulating, and responding to human emotions (Johnson, 2023).

Emotional AI enables the detection and interpretation of human emotions by analyzing text, voice, video, or a combination of all these elements. This technology uses tools such as natural language processing and sentiment analysis, audio emotional AI, facial movement analysis, and physiological signals to understand how consumers respond to specific advertisements, products, or situations. Therefore, it enables

brands to respond quickly based on consumer emotions, adjusting their digital strategy in real-time (Zhang, 2021).

2.2.5. *AI-Powered Digital Advertising:*

AI is widely used on platforms like Facebook, Google, and Instagram, and it is also one of the technologies achieving success in digital advertising. The platforms mentioned above analyze user information, including gender, age, interests, demographics, and other data, to display the most relevant ads according to their tastes. This ultimately enhances digital marketing efforts. Using AI technology, marketers know trends and can even predict them, thus helping to effectively plan e-marketing strategies (Orionators, 2020).

2.2.6. Image Recognition Technology:

Image recognition technology allows customers to shop using their camera or perform a "visual search" for a specific product. Visual search is where the searcher provides an image instead of typing a query, and the search engine displays results of similar images. It is a relatively new concept but should be considered an increasingly powerful tool for brands and e-commerce platforms (Silverdisc, 2020).

2.2.7. Dynamic Pricing:

Dynamic pricing is a method used by business leaders to optimize their prices according to market and consumer data in order to attract more customers and increase profits. While traditional dynamic pricing algorithms use historical data to estimate the best prices, modern dynamic pricing algorithms leverage more data along with machine learning

and AI capabilities to better predict market trends and optimize prices accordingly.

A dynamic pricing algorithm is the set of inputs and instructions underlying any dynamic pricing strategy. Dynamic pricing algorithms input data about a product or service and output what the optimal price would be under certain conditions in order to maximize the organization's profits while retaining customers. Dynamic pricing algorithms leverage historical data on product prices, production costs, market trends, and customer purchasing behavior (Dilme-gani, 2023).

3. Experiences of Amazon and Alibaba

Artificial intelligence has become a fundamental tool in the field of e-marketing, revolutionizing the e-marketing industry. Major companies now rely on it to achieve superiority and leadership. Below, we summarize the experiences of both **Amazon** and **Alibaba** in implementing e-marketing using AI applications.

3.1. Alibaba:

The Chinese company Alibaba is the world's largest e-commerce platform. Artificial intelligence (AI) is an integral part of the company's daily operations and is used to predict what customers might want to buy. Using natural language processing, the company automatically generates product descriptions for the website.

It is the world's largest e-commerce marketplace, investing heavily in AI and machine learning to elevate its business to new heights. Most tech giants, alongside Alibaba, are making significant contributions in the Chinese tech market,

with help from the Chinese government, to build a \$1 trillion AI industry by 2030. Alibaba also owns seven research laboratories focusing on AI, machine learning, natural language processing, and network security. Let's see how AI has transformed Alibaba in various ways. The company uses several methods to bolster AI, including:

- **Small Smart Selection:** This is an algorithm powered by AI, deep learning, and natural language processing that helps recommend products to shopping customers and then connects with retailers to increase inventory to keep up with demand for products and services. This has helped the company expand its business in all ways by coordinating with both customers and retailers.
- **Chatbot:** The company also created an AI-powered chatbot that can understand over 90% of customer inquiries. It can also understand customer sentiment and can prioritize human customer service agents and alert them to intervene. The e-business also uses robots and drones to deliver packages. There are over 200 robots in the automated warehouse that can process one million shipments per day. Many believe that only retailers can survive, and Alibaba provides the structure to make that possible.
- Alibaba uses AI to improve its supply chain, drive customized products, and build products. It also provides cloud-based AI that makes AI accessible to anyone with an internet connection, a computer, and an AI chip available via the cloud.

- **City Brain:** This is a project to create smart cities. The project uses AI algorithms to help reduce traffic congestion by monitoring every vehicle in the city.
- **Alibaba Cloud:** Through its cloud computing division, Alibaba helps farmers monitor crops to improve yield and reduce costs using AI.
- **Digital Shelf Price Tag:** Alibaba is currently developing what they call a "digital shelf price tag" that uses electronic ink to wirelessly connect to the store's actual data system. Retailers are able to change prices quickly and on demand. They can also track inventory and display sales trends, opening a world of opportunities for life beyond e-commerce and digital marketing.

3.2. Amazon:

Amazon is the world's largest online retailer by market capitalization. Founded in 1994 in Seattle, Washington, as a platform for selling books, Amazon has become a household name offering a variety of products and services. As of 2020, online retail product sales represent the majority of the company's net revenue, followed by third-party retailer services, Amazon Web Services, and subscription services. Today, the company boasts mature AI applications across e-commerce, logistics, storage, and more. Amazon claims to be driven by four principles, the first of which is "customer obsession rather than competitor focus". (Artificial Intelligence Research, 2022)

Amazon's role in the AI game is not limited to its digital voice assistant Alexa; AI is also part of many aspects of its business. Another innovative way Amazon uses AI is by shipping things to you before you even think about buying

them. They collect vast amounts of data about each person's purchasing habits and have such confidence in the way the data they collect helps them recommend items to their customers that they now anticipate what they need even before they need it using predictive analytics. At a time when many traditional stores are struggling to figure out how to stay connected, America's largest e-retailer is introducing a new concept for a small store called Amazon Go. Unlike other stores...

3.2.1. Amazon's Artificial Intelligence Strategies:

Amazon adopts several strategies within the framework of artificial intelligence, including:

Alexa-Enabled Voice Shopping: The question posed here is how Amazon enabled a hands-free shopping experience by training Alexa to better interpret and predict customer needs.

Generally, this AI application aims to increase convenience for customers shopping on Amazon, from creating a shopping list to getting recommendations from Alexa. For Amazon, this investment in AI allows the company to try to solidify its market position by maintaining an advantage in providing consumer convenience. Amazon explains how Alexa works in general.

The machine learning process behind Alexa-enabled voice shopping is similar. The user can activate Alexa and start listing items they want to search for, buy, or add to their shopping list. When items are added to the customer's shopping list through Alexa voice shopping, they can access a text version of this list in their Alexa app and make changes later. Amazon states that users can activate voice shop-

ping with Alexa through their Alexa-enabled devices like Echo, Amazon Fire TV Cube, Dot, and more. The company also claims that Alexa helps users by suggesting types of products they frequently buy or recommending products labeled "Amazon's Choice" if they are searching for an item they haven't purchased before.

Personalized Product Recommendations: Amazon offers personalized product recommendations as a marketing tactic that allows the company to continue gaining greater market share and keep satisfying customers by accurately predicting their needs through recommendations.

4. Challenges Faced by Amazon and Alibaba and the Role of AI in Strengthening E-Marketing:

If there's one thing for certain, it's that there is a dominant character in the world of digital marketing and e-commerce. I bet you immediately thought of Amazon—and for good reason. They have 300 million active users, generate billions in online revenue every year, and hold a 49.1% share of the e-commerce market in the United States. They are the literal definition of a tech giant. And they continue to grow beyond e-commerce. Alibaba is ready to battle in the field of e-commerce and beyond.

Alibaba is healthy and growing strongly. In fact, Alibaba recorded a net income of \$9.6 billion in the fiscal year ending March 2018. Alibaba brings in 552 million active shoppers, a stunning advance over Amazon. Alibaba's share of the Chinese e-commerce market is 60 percent and is growing steadily over time. So, based on net numbers alone, this round goes to Alibaba.

Although its revenue and number of active shoppers are commendable, Alibaba has become famous for its innovations—a key reason why it might stand a chance in the battle against Amazon. Alibaba has built the world's fastest cloud-based stream processing platform, an innovation that Amazon currently lacks. Using this platform, the company accelerates the scaling and management of enormous amounts of data and transactions that would otherwise be impossible.

In 2016, during a sale event, Alibaba's platform processed 175,000 transactions per second or 10 million orders per minute. Every transaction remained secure and safe, even though the figure was out of this world. Alibaba's servers currently store 1000 petabytes of data, a number unheard of anywhere else.

Simply put, Alibaba's innovations are more impressive than Amazon's. However, both companies are experiencing steady growth unheard of in the e-commerce world. Amazon's stock price more than doubled last year, while Alibaba's stock price has remained stagnant. Although the trade war may be the reason for the stagnation of Alibaba's stock, Amazon benefited from the market and at one point surpassed the \$2000 level with a market cap of over a trillion dollars. This has since declined slightly with the recent market downturn.

Nevertheless, Alibaba continues its growth at 60 percent and has double-digit margins. Amazon, on the other hand, is growing at 40 percent and has to work hard to achieve 5 percent margins. It seems that when one pole fails, the other picks up the slack. (Newman, 2018)

Conclusion:

Our world today is characterized by a massive reliance on technology, which e-commerce knows well in terms of the technology integrated and used in all its aspects. Therefore, online shopping has witnessed a qualitative leap with the synchronization and development of this technology. Artificial intelligence is considered one of the most modern developments, given the expansion it has allowed for its diverse applications and uses. Thus, we find today's online shopper more eager for service diversity, ease of access, obtaining information, and online shopping in general. This has been met with a response from e-marketing technology and artificial intelligence, allowing for development and a transition to a higher level of the online shopping experience.

Study Findings and Recommendations:

Study Findings:

- Artificial intelligence has become one of the fundamental tools in the e-marketing arsenal as a result of an electronic revolution, and its use has become an imperative necessity for all companies.
- Alibaba adopts various AI strategies, utilizing them to strengthen the company's e-marketing.
- Amazon is considered one of the largest companies worldwide that heavily adopts artificial intelligence and applies it to improve the quality of its e-marketing.
- The adoption of artificial intelligence in e-marketing allows for increased sales, enhanced customer retention, more effective launching of new products, and granting a competitive advantage to the company through

accurate prediction of future trends and consumer behavior.

Recommendations:

- Organizations now, more than ever, need to understand the importance of using and applying artificial intelligence in their marketing and innovative activities, especially to facilitate transactions, handle huge amounts of data, understand customer thinking, and innovate products and services that meet their needs more accurately.
- Organizations can use artificial intelligence to gather accurate information about customers, such as through smart locks, comments, big data analysis, and understanding their tendencies. This helps in making sound decisions and taking appropriate actions in the future, saving a lot of time and effort.
- Organizations must use artificial intelligence to facilitate personalized communication with their audience. This leads to consumers bonding with organizations and building lasting relationships with them.
- Work on keeping pace with technological developments and the imperative of intensifying the use of technological techniques to market products and services, developing communication channels, or adding new electronic channels to maintain current customers and attract new ones. Activate customer communication, such as using automated chatbots for quick responses to customer inquiries.
- Currently, interacting with consumers on social media sites is beneficial for organizations. The latter can

achieve a lasting impact through an effective marketing campaign strategy and creative content, which can lead to more sales and greater loyalty.

References:

- 1) 10- Gilmore, A., Gallagher, D., & Henry, S. (2007). E-marketing and SMES: Operational Lessons for the Future. *European Business Review*, 19(3), 234-247.
- 2) 11- CREG: Centre de ressources en économie-gestion,. (2013). Le marketing digital ses formes et ses enjeux pour une communication interactive et personnalisée avec les consommateurs,. Retrieved from web <https://creg.ac-versailles.fr/IMG/pdf/marketing-digital-bm-v2.pdf>
- 3) 12- Luu, T., & all. (2021). Applying digital marketing in tourism development in phu tho province. *Journal of Management Information and Decision Sciences*, 24(Special Issue 6), 1-14.
- 4) 13- Mileva, G. (2022). The Ultimate Guide to AI Marketing in 2023. Récupéré sur [influencermarketinghub: https://influencermarketinghub.com/ai-marketing/](https://influencermarketinghub.com/ai-marketing/)
- 5) 14- linkedin. (2023). What are the benefits and challenges of using AI for sales forecasting? Récupéré sur [www.linkedin.com: https://www.linkedin.com/advice/0/what-benefits-challenges-using-ai-sales-forecasting](https://www.linkedin.com/advice/0/what-benefits-challenges-using-ai-sales-forecasting)
- 6) 15- Menon, V. (2022). How to Use AI to Improve Sales Forecasting Accuracy? Récupéré sur [geekyants: https://www.geekyants.com/how-to-use-ai-to-improve-sales-forecasting-accuracy/](https://www.geekyants.com/how-to-use-ai-to-improve-sales-forecasting-accuracy/)

<https://geekyants.com/blog/how-to-use-ai-to-improve-sales-forecasting-accuracy/>

- 7) 16- Sasikumar, S. (2022). How Companies Are Using AI In Digital Marketing. Récupéré sur simplilearn: <https://www.simplilearn.com/how-companies-are-using-artificial-intelligence->
- 8) 17- Bouchra El Bakkouri, S. R. (2022). The Role of Chatbots in Enhancing Customer Experience: Literature review. *Procedia Computer Science* (203), 432-437.
- 9) 18- Cheng, A. (2022). The Impact of Artificial Intelligence on Digital Marketing. Récupéré sur jumpstory: <https://jumpstory.com/blog/artificial-intelligence-the-impact-on-digital->
- 10) 19- Jelena Salkovska, A. B. (2021). Possibilities Of Using Chatbots In Digital Marketing Strategy Of Latvian. *New Challenges in Economic and Business Development*. latvia: latvijas universitate.
- 11) 1-Kannan, P. (2017), "Digital marketing: A framework, review and research agenda. *International Journal of Research in Marketing*", *The International Review of Research in Open and Distributed Learning* 34 (1), 22-4
- 12) 2- Dimitris C Gkikas and Prokopis K Theodoridis (2019), "Artificial Intelligence (AI) Impact on Digital Marketing Research", *University of Patras, Seferistr. 2, 30100 Agrinio, Greece* dgkikas@upatras.gr.
- 13) 20- Stefanowicz, B. (2022). What Is Chatbot Marketing? Benefits, Examples & Tips. Récupéré sur tidio: <https://www.tidio.com/blog/chatbot-marketing/>
- 14) 21- digite. (2023). Why Chatbots are the Future of Marketing ? Récupéré sur digite:

<https://www.digite.com/kairon/chatbot-for-marketing/>

- 15) 22- Johnson, K. (2023). Real-time empathetic marketing is starting a retail revolution. Is emotion AI leading the way? Récupéré sur [www.theceomagazine.com: https://www.theceomagazine.com/business/innovation-technology/emotion-artificial-](https://www.theceomagazine.com/business/innovation-technology/emotion-artificial-)
- 16) 23- Zhang, Y. (2021). Artificial intelligence in marketing: History, definition, types, examples and benefits. Récupéré sur [hapticmedia: https://hapticmedia.com/blog/artificial-intelligence-in-marketing-definition-example-benefit/](https://hapticmedia.com/blog/artificial-intelligence-in-marketing-definition-example-benefit/)
- 17) 24- orionators. (2020). Introduction to 'AI in Digital Marketing'. Récupéré sur [orionators: http://learning.orionators.com/introduction-to-ai-in-digital-marketing/](http://learning.orionators.com/introduction-to-ai-in-digital-marketing/)
- 18) 25- silverdisc. (2020). An Introduction to Image Recognition Technology for eCommerce. Récupéré sur [silverdisc: https://www.silverdisc.co.uk/blog/2020/11/02/introduction-image-recognition-technology-ecommerce](https://www.silverdisc.co.uk/blog/2020/11/02/introduction-image-recognition-technology-ecommerce)
- 19) 26- Dilmegani, C. (2023). Dynamic Pricing Algorithms in 2023: Top 3 Models. Récupéré sur [research.aimultiple: https://research.aimultiple.com/dynamic-pricing-algorithm/](https://research.aimultiple.com/dynamic-pricing-algorithm/)
- 20) 27- Artificial Intelligence Research. (2022). How Amazon uses artificial intelligence (AI). Emerj. Retrieved 11-2024, from <https://emerj.com/ai-sector-overviews/how-amazon-uses-artificial-intelligence-ai-today/>
- 21) 28- Newman, D. (2018, October 24). Amazon vs. Alibaba: Who wins in e-commerce and

- AI? Forbes. <https://www.forbes.com/sites/danielnewman/2018/10/24/amazon-vs-alibaba-who-wins-in-e-commerce-and-ai/>
- 23) 3- Gilmore, A., Gallagher, D., & Henry, S. (2007). E-marketing and SMES: Operational Lessons for the Future. *European Business Review*, 19(3), 234-247.
 - 23) 4- CREG: Centre de ressources en économie-gestion,. (2013). Le marketing digital ses formes et ses enjeux pour une communication interactive et personnalisée avec les consommateurs,. Retrieved from web <https://creg.acversailles.fr/IMG/pdf/marketing-digital-bm-v2.pdf>
 - 24) 5- Luu, T., & all. (2021). Applying digital marketing in tourism development in phu tho province. *Journal of Management Information and Decision Sciences*, 24(Special Issue 6), 1-14.
 - 25) 6- Parminder Kaur. Ashutosh Pathak. Karamjeet Kaur. E-Marketing-A Global Perspective. *Journal of Engineering Research and Applications*. VOL 5. Issue 2 February 2015. p 117.
 - 26) 7- Ihab Khalifa. (March) - April 2017. Artificial Intelligence : The Impact of the Increasing Role of Smart Technologies in Human Daily Life. *Event Trends* (20), pp. 62-65.
 - 27) 8- Roetzer, P. (2021). 2021 State of Marketing AI Report. Retrieved 11 10, 2022, from Drift and Marketing Artificial Intelligence Institute: <https://f.hubspotusercontent30.net/hubfs/883/2021%20State%20of%20Marketing%20AI.pdf>

28) 9- Thilagavathy, D., & Praveen Kumar, E. (2021). Artificial Intelligence on digital Marketing- An overview. Nat. Volatiles & Essent. Oils, 8(5), 9895-9908.

29) ai-in-digital-marketing-article

30) intelligence/#site-content

31) marketing/